GHALI SHOUKRI

EGYPTE
la contre-révolution

PREFACE DE JACQUES BERQUE

Traduction de Mustapha Morgane

Editions Le Sycomore
102 bld. Beaumarchais
75011 Paris



EGYPTE

la contre-révolution

Illustration de couverture :
Georges Bahgory



SOMMAIRE

PREFACE .... p. 9

INTRODUCTION
Pour une sociologie de la contre-révolution .... p. 17

PREMIERE PARTIE
Le contrôle positif de la défaite de guerre.

Chapitre I : Au commencement était le putsch .. p. 47

Chapitre II : Récupérer et faire front .... p. 77

Chapitre III : Documents d'une première étape
vers une révolution culturelle globale .... p. 155

Chapitre IV : Un succédané de guerre .... p. 179

DEUXIEME PARTIE
L'accord du Sinaï : un tournant stratégique

Chapitre I : Qui, au nom de l'Egypte abrogera
l'accord du Sinaï ? .... p. 219

Chapitre II : Un capitalisme anachronique .... p. 237

Chapitre III : La gauche comme opinion de la rue p. 275

Chapitre IV : Vers un programme d'action nationale .... p. 297

TROISIEME PARTIE
La contre-révolution face à la crise

Chapitre I : La droite religieuse brandit les armes .... p. 325

Chapitre II : La révolution en suspens ou le Janvier continu .... p. 365

Chapitre III : La démocratie entre la révolution inachevée et la contre-révolution .... p. 401

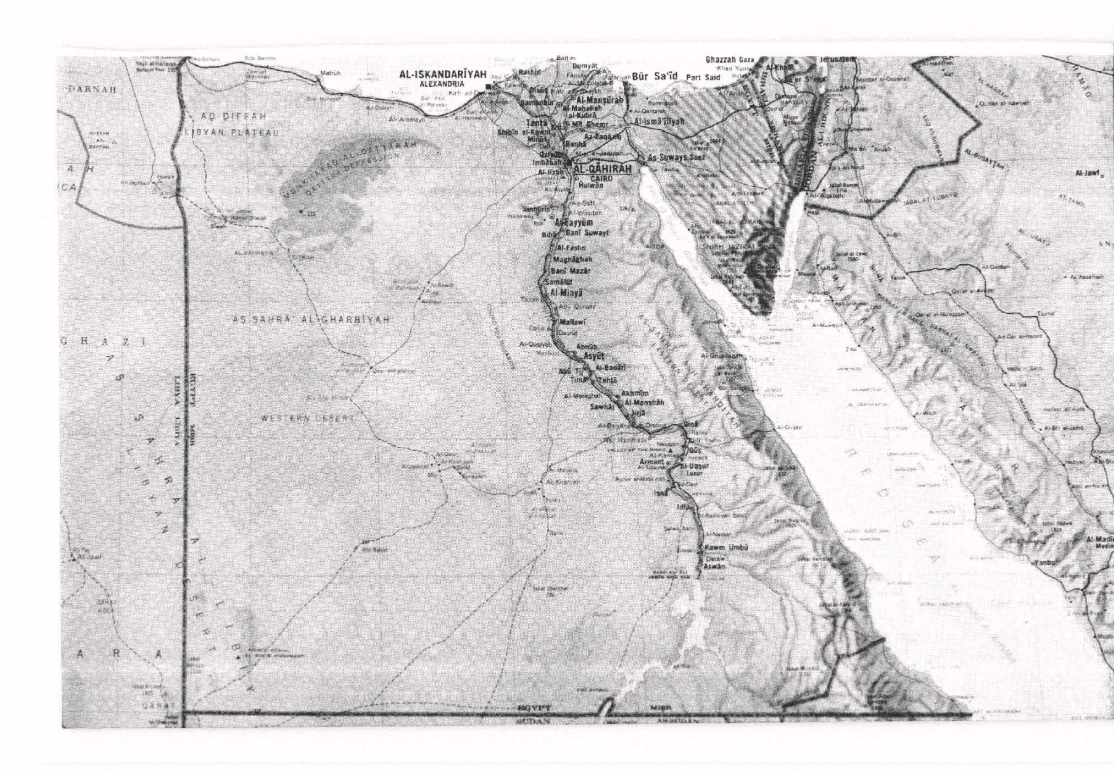
Chapitre IV : Une dictature pour une paix séparée .... p. 461

CONCLUSION
Sociologie de la révolution culturelle .... p. 483

ANNEXES
A. La question nationale p.507
B. De la question confessionnelle .... p. 512
C. La question démocratique .... p. 523

POSTFACE .... p. 526

INDEX .... p. 545



AL-ISKANDARĪYAH
ALEXANDRIA
Būr Sa'īd
Port Said
Ghazzah Gaza
Jerusalem
AL-QĀHIRAH
CAIRO
Al-Manṣūrah
Ṭanṭā
As-Suways Suez
Al-Fayyūm
Banī Suwayf
Al-Minyā
Asyūṭ
Sawhāj
Al-Uqṣur
Luxor
Aswān
Kawm Umbū
AD DIFFAH
LIBYAN PLATEAU
AS-SAHRA' AL-GHARBĪYAH
WESTERN DESERT
LIBYAN DESERT
RED SEA
DARNAH
EGYPT
LIBYA
SUDAN

PRÉFACE



Dès les débuts de la Ligue arabe, l'Egypte avait pris la direction d'un mouvement qui, selon certaines vues britanniques, n'était destiné qu'à opérer une mise en ordre régionale : substitut amplifié de ce « dominion brun » dont avait rêvé T.E. lawrence. L'âpreté revendicatrice, le large support plébiscitaire de Nasser, l'enthousiasme qu'il suscitait dans l'ensemble du monde arabe, étaient venus, à partir surtout de la nationalisation de Suez, donner à ce cadre factice un contenu plus vivace et plus vrai. Le capitalisme international, ses alliés locaux, individus et groupes, et ses correspondants culturels, qui n'étaient pas les moins actifs, éprouvèrent de ce fait, pendant toute la période nassérienne, un recul général.

Plus récemment la révolte des pétroles, si l'on peut dire, rendit précaires et tout au moins coûteuses les dernières stabilisations auxquelles s'efforçait l'impérialisme. Si la présence d'Israël imposait sur une Côte d'Orient un point d'appui occidental, elle était ressentie comme un défi par le monde arabe : tête de pont et pierre de scandale – si l'on peut risquer ces deux métaphores contradictoires –, Israël constituait et constitue l'une et l'autre chose tout ensemble. Entre temps l'arabisme, sous l'impulsion nassérienne et, latéralement, baathiste, libyenne, algérienne, etc., s'était fait synonyme de progressisme et de spécificité. Les Palestiniens en étaient devenus l'avant-garde redoutée, voire éprouvée pour ses manifestations jugées excessives ou aventuristes, mais jamais rejetée en tant que symbole.

C'est cette conjuration à la fois politique, sociale, sémantique qu'a fait éclater le voyage de Sadate à Jérusalem.

Qu'on se figure entre 1871 et 1914, un président de la IIIe République rencontrant l'empereur d'Allemagne à Strasbourg, et l'on aura une idée de la violence attentatoire de ce contre-symbole, si l'on peut dire, que Sadate assénait au rêve arabe et à ses contre-parties les plus réelles. Certes la conversation mesurée avec l'adversaire, le compromis positif, l'aspiration à la paix, sont des valeurs indéniables. Mais elles ne contrebalançaient pas en l'espèce le prix qu'acquittait l'Egypte en abandonnant l'ultime arme diplomatique des Arabes : le refus de reconaître Israël **de jure**, sans concessions substantielles de la part de l'adversaire. Car qui pourra se servir désormais de cette arme, dès lors que le président du plus grand Etat arabe s'est rendu à Jérusalem et a parlé devant la Knesset ?

La démobilisation qui s'ensuivit, du côté égyptien, brise l'unité du front qui pour le pire et plus rarement pour le meilleur avait regroupé tous ces Etats, de façon effective ou fictive depuis trente ans. La lassitude, le ressentiment, d'un pays qui, bien plus que d'autres, a sacrifié une génération durant le plus gros de ses moyens à la cause arabe peuvent se comprendre. Etait-ce une raison pour rompre la ligne politique et idéologique, sentimentale même, dont l'Egypte elle-même avait assumé l'initiative durant toute cette période ? Plus abruptement encore, elle a abjuré un style d'expression. **Mutatis mutandis** le voyage à Jérusalem peut être considéré comme l'inverse de la nationalisation du Canal. Ce fut, en vérité, un contre-Suez.

Le succès ou l'échec de cet attentat, coup de poker d'une suspecte audace, ne dépendent naturellement pas de l'accueil qu'il aura reçu de la part des autres Etats arabes, ceux-ci plus divisés que jamais. Ils tiennent à ses gains concrets, ou à leur absence. Faute de gains véritables, il n'apparaîtrait que comme une calamiteuse duperie. Or c'est bien entendu l'Amérique et non pas Israël que Sadate avait en vue en se rendant à Jérusalem. Les sondages d'opinion aux Etats-Unis ont immédiatement montré que son calcul était plausible : mais pas assez pour être décisif. Il n'était pas escomptable que la pression du lobby sioniste aux Etats-Unis permît au Président Carter de suggérer à Israël les concessions indispensables. Il ne l'a pas pu. Il ne l'a pas voulu. Il n'a pas pu le vouloir ni voulu le pouvoir. L'initiative de Sadate était donc acculée aux marchandages les plus médiocres.

Qu'elle le veuille ou non, l'Egypte – ou du moins son régime – vient de rompre avec éclat le front arabe qu'elle animait depuis la fin de la seconde Guerre mondiale, et dont le nassérisme avait, dans les années 60, tenté la théorisation et la mobilisation

pratique. Ce retrait, même s'il s'assortit de maintes argumentations conservatoires, n'en constitue pas moins un terrible échec pour une cause, celle de l'arabisme, qui depuis une génération a coïncidé avec celle du progressisme dans la région. Sans doute les partisans de l'égyptianité pourraient-ils alléguer la Révolution de 1919, qui, pour la première fois dans le Tiers-Monde, avait porté au pouvoir une démocratie parlementaire. Mais ce ne sera pas diminuer les mérites de Zaghloul, et tout au contraire, que de souligner la motivation, patriotique encore plus que réformiste, de son mouvement. Et peut-il être de même dans l'atmosphère de compromis, de défaitisme, couvert de pseudo-réalisme, et d'occidentalisme à tout prix, où se meut Sadate ? Non, bien sûr.

Pour des raisons aussi bien égyptiennes qu'arabes en général, et que mondiales, la restitution et le progrès de l'identité collective, en Egypte comme ailleurs, ne pourront se dissocier d'un combat pour la restauration du peuple palestinien. Cela ne signifie nullement qu'il faille opter pour l'irréalisme et l'intransigeance. Nasser l'avait bien montré par son ralliement à la décision nº 242 du Conseil de Sécurité ! Mais cela signifie que le voyage à Jérusalem, de quelques exigences verbales qu'on ait pu l'assortir, était justement à l'Egypte les moyens d'un sain réalisme et de transiger honorablement. Malgré sa masse, ses titres passées à l'admiration des Arabes, et à l'estime du monde, l'Egypte, tant que cette situation durera, constituera pour elle-même et pour ses amis un poids mort.

Ce serait néanmoins faire preuve d'un singulier oubli de ce qu'est le peuple égyptien, de sa longue expérience politique, de sa formidable densité de vie, que de s'en tenir à une vue négative, fût-elle toute provisoire. Le livre de Ghali Shoukri, essayiste et critique égyptien de niveau international, est là pour illustrer la complexité, la fertile diversité, l'innervation morale, sociale et politique de cet énorme corps, entré dans l'histoire contemporaine voici bientôt deux siècles dans les conditions que l'on sait.

Il est vrai que la trajectoire parcourue a comporté des phases d'accélération et des phases d'inertie curieusement alternées : la Révolution de 1919 fut suivie par des débats marécageux, et l'apogée du Nassérisme aurait légitimement dû déboucher sur d'autres vicissitudes que la Guerre des Six Jours et que les pourparlers de Camp David. Quoi qu'il en soit l'énergie vitale de ce grand peuple reste intacte à travers l'épreuve. L'Egypte, toujours perdante n'a jamais perdu. Et l'on ne trouvera pas seulement, dans les complexités parfois bien sombres qu'analyse

Ghali Shoukri, les procédures d'une contre révolution, mais encore des indices sur les potentiels de nouveaux surgissements. Tout lecteur de ces pages en appréciera, outre la plénitude documentaire, l'optimisme salubre et constructif. C'est bien une histoire de l'Egypte, et une histoire vue de l'intérieur, qui nous est ainsi livrée, avec ses déceptions et ses promesses de renouveau.

La dislocation d'une forme de l'arabisme, celle qui a occupé la chronique des trois dernières décennies, forme par trop marquée par la confusion des plans et les concurrences entre Etats et régimes, doit en effet donner lieu à d'indispensables révisions. Les Arabes, depuis leur accès à l'indépendance, se sont tenus à mi-chemin entre la pratique chauvine de leurs particularismes et l'utopie de leur rassemblement. Tirant la leçon de l'échec présent, ils devraient substituer à une démarche aussi précaire sur le plan de l'idéal comme sur celui de la pratique, l'élaboration d'une stratégie qui fasse la juste part à celle-ci comme à celui-là. Dépassant l'étatisme et le nationalisme, qui les ont souvent engagés dans des voies sans issues, ils devraient construire entre eux, par larges blocs de peuples, ce qu'on pourrait appeler leur pré-unité

Le rapprochement qui s'esquisse ces derniers temps entre les deux branches du Baath pourrait constituer l'une des prémisses d'un tel mouvement. Une entité arabe, unitaire et plurale, allant du Golfe islamique à la Méditerrannée colmaterait, par son poids spécifique, la terrible rupture de front dont j'ai parlé plus haut. De son côté, au lieu de s'entredéchirer à propos de Sahara Occidental, le Maghreb devrait réaliser son entité tripersonnelle et solidaire. Avec la Vallée du Nil et la Péninsule arabe, quatre gros ensembles verraient ainsi le jour, et s'affirmeraient décisivement dans le jeu mondial. Rétablissant, ou plutôt fondant sur des bases neuves leurs relations avec les Iraniens, les Turcs, les Africains, les Arabes libéreraient en eux la dimension afro-asiatique dont toutes leurs professions de foi ne peuvent faire oublier l'inexcusable carence jusqu'ici. Ainsi cesseraient-ils d'apparaître, malgré leurs dénégations, comme les cousins pauvres – fussent-ils riches à milliards – d'un Occident libéral ou socialiste. S'étant rétablis sur les vraies bases de leur identité, ils pourraient aussi proposer aux autres riverains de la Mer Commune un nouveau système de rapports, une organisation même, qui équilibrerait par leur propre dimension méditerranéenne la dimension afro-asiatique qu'ils ont si longtemps négligée et refoulée de leur histoire. Et ces deux dimensions, l'afro-asiatique et la méditerranéenne, se recoupent en Palestine.

Jacques Berque

Introduction

POUR UNE SOCIOLOGIE DE LA CONTRE-RÉVOLUTION

I

« Dans tout pays qui a fait l'expérience de la révolution, celle-ci a mis aux prises les révolutionnaires d'un côté, les réformistes et les futurs traîtres de l'autre. » Cette phrase de Régis Debray[1] résume son expérience de jeune Européen fasciné par les « douleurs » révolutionnaires du monde sous-développé, en l'occurrence l'Amérique latine exacerbée par les difficultés d'un accouchement réussi (Cuba - Castro) ou d'un avortement amer (Bolivie, le Che). Ce qui nous intéresse dans cette conclusion, c'est que Debray, en tant que jeune Européen de la deuxième moitié du XXe siècle, a accompli par deux fois un acte de dépassement : celui qui consiste à franchir la réalité directe et tangible. La première fois, ce fut lorsqu'il abandonna la lutte possible dans son pays, où la participation internationaliste peut se faire, pour se diriger, attiré par une force invisible, vers les forêts de l'Amérique latine. La seconde fois, ce fut lorsqu'il abandonna son métier de journaliste ainsi que son cadre social bourgeois pour se ranger dans les rangs de « la lutte armée » et en assumer les conséquences dans une vie pénible. L'expérience le mena à un double retour au point d'où il était parti : vers son pays et son métier, pour écrire des souvenirs et des romans ; pour dire qu'il n'est plus prêt à commettre ou à inciter à commettre un assassinat au nom de la révolution ou d'autres slogans.

Il n'est pas important que Régis Debray ait eu tort ou raison au début, au milieu ou à la fin de son expérience. Il n'est pas important non plus que son cas soit individuel, et ne puisse servir d'exemple, ou qu'il soit un phénomène général dont les débuts et les conclusions

---

1. R. Debray, *La Révolution dans la révolution*, éd. Maspero, 1969, p. 122.

mériteraient d'être pris en considération. Ce qui importe, c'est plutôt ce contexte complexe qui l'incita à dire que dans «tout pays ayant vécu l'expérience révolutionnaire, elle a mis aux prises les révolutionnaires d'un côté, les réformistes et les futurs traîtres de l'autre». Cette généralisation théorique venant d'un jeune homme qui n'avait pas encore atteint toute sa maturité intellectuelle et qui était, politiquement, presque égaré, cette généralisation trouve une confirmation complète au présent comme dans le passé. Ce qui lui manque, peut-être, c'est la spécification; chose que Debray ne pouvait fournir par son expérience plus proche de l'aventure que de l'action révolutionnaire.

Cependant cette spécification dans la pensée occidentale, et aussi dans l'expérience occidentale, nous pouvons la découvrir d'un extrême à l'autre, en partant du livre de F. Engels, *l'Allemagne : la révolution et la contre-révolution,* que constitue l'ensemble d'articles publiés au milieu du siècle dernier, pour passer à celui d'Herbert Marcuse : *la Révolte et la contre-révolution.* Marcuse aurait pu ajouter «Amérique» au titre; car le livre traite essentiellement du phénomène de «la gauche nouvelle» aux États-Unis et, implicitement, en Europe occidentale jusqu'au début des années 70 du XXe siècle, âge d'or de la jeunesse de l'époque des années 60. Le livre d'Engels, le penseur qui participa à la formulation des principes fondamentaux du marxisme, traite d'une manière très condensée l'ensemble de soulèvements européens en Allemagne, en Autriche, en France, en Pologne et en Tchécoslovaquie. Mais il s'étend forcément plus sur l'Allemagne; et le reste n'est cité que comme appui ou à travers les rapports qui l'unissent à l'Allemagne. Le cadre général du livre est «l'Europe du XIXe siècle»; la matière principale est l'Allemagne. C'est là un point méthodologique qui devrait rester présent à l'esprit alors que nous cherchons le général et le particulier dans cet important livre classique. Ce point nous est confirmé lorsque nous lisons le début de son article sur le soulèvement de juin à Paris :

«Dès le commencement d'avril 1848, écrit Engels, le torrent révolutionnaire se trouva arrêté sur tout le continent européen par la ligne que les classes de la société, qui avaient bénéficié de la première victoire, formèrent aussitôt avec les vaincus. En France, les petits commerçants et la fraction républicaine de la bourgeoisie s'étaient coalisés avec la bourgeoisie monarchiste contre les prolétaires; en Allemagne et en Italie, la bourgeoisie victorieuse avait recherché avec empressement l'appui de la noblesse féodale, de la bureaucratie officielle et de l'armée contre la masse du peuple et des petits commerçants. Bientôt, les partis conservateurs et contre-révolutionnaires coalisés reprirent l'ascendant. En Angleterre, une manifestation intempestive et mal préparée (le 10 avril) se transforma en une complète et décisive défaite du Parti populaire. En France, deux mouvements semblables (le 16 avril et le 15 mai) échouèrent également. En Italie, le roi Bomba reconquit son autorité d'un seul coup, le

15 mai. En Allemagne, les différents gouvernements bourgeois nouvellement installés et leurs assemblées constituantes se consolidèrent ; et si le 15 mai, si fertile en événements, donna lieu à Vienne à une victoire populaire, ce fut un événement d'importance secondaire. »[2]

Les généralités que nous pouvons tirer des temps et des lieux qualitativement différents des nôtres peuvent être les suivantes : une victoire régionale sur les vaincus mène parfois à une coalition de classes sur une échelle plus large que les frontières régionales entre les forces de la révolution que la victoire suppose consolider. D'autre part, les partis réactionnaires éclipsés pouvaient toujours réapparaître sous des noms anciens ou nouveaux. De plus, les manifestations populaires mal calculées, organisées ou dirigées peuvent mener à une défaite de longue durée, alors que le nouveau régime réactionnaire se consacre en de solides institutions législatives quel que soit le nombre de gouvernements.

Revenons encore une fois à l'article d'Engels : « [...] quand les combats se succédèrent pendant plusieurs jours avec une exaspération sans exemple dans l'histoire des guerres civiles modernes mais sans aucun avantage apparent d'un côté ou de l'autre, alors il devenait manifeste pour tous que celle-ci était la grande bataille décisive, laquelle, si l'insurrection était victorieuse, inonderait le continent entier de révolutions renouvelées, ou bien, si elle était écrasée, amènerait le rétablissement, au moins passager, du régime contre-révolutionnaire. Les prolétaires de Paris furent battus, décimés, écrasés, avec un effort tel que, même à l'heure actuelle, ils ne se sont pas encore relevés du coup. Et aussitôt, d'un bout à l'autre de l'Europe, les conservateurs et contre-révolutionnaires, nouveaux et anciens, de redresser la tête, avec une outrecuidance qui montrait comme ils comprenaient bien l'importance de l'événement. Partout, la presse fut harcelée, le droit de réunion et d'association entravé ; le moindre incident dans n'importe quelle petite ville de province servit de prétexte pour désarmer le peuple et déclarer l'état de siège. »

Là aussi, les généralités sont claires, faciles à tirer ; lorsque la guerre civile régionale n'atteint pas un niveau tel qu'elle puisse trancher militairement par les forces de la révolution, cela présage de sa répression avec une violence incomparable ; car en cas de succès, d'autres soulèvements menacent d'éclater dans un périmètre plus grand que celui qui est déjà enflammé. En cas de défaite, le sang des vaincus est bu jusqu'à la dernière goutte par toutes les forces de la contre-révolution dans le périmètre le plus large. C'est tout de suite

2. Engels, *Allemagne : la contre-révolution,* Éditions sociales internationales, 1935, pp. 76-77.

que commence la guerre totale entre le minimum de libertés démocratiques, à commencer par la guerre contre la liberté de la presse, de réunion et de manifestation.

Si nous changeons l'expression «prolétariat» dans le livre d'Engels par le terme de «bloc historique» chez Gramsci et plus tard chez Garaudy, ou celui de «la jeunesse» chez Marcuse, nous trouverons le fil conducteur qui relie le classique Engels à Marcuse, que nous soyons d'accord ou pas sur le contenu général ou sur les détails. Le premier chapitre du livre de Marcuse est intitulé «la Gauche sous la contre-révolution». L'auteur écrit au début de ce chapitre : «Le monde occidental a atteint un nouveau stade de développement : pour se défendre, le système capitaliste doit à présent organiser la contre-révolution à l'intérieur et hors de ses frontières. En ses manifestations extrêmes, celle-ci recourt aux horreurs du régime nazi.»[3] L'auteur donne ensuite quelques exemples pris dans les pays en voie de développement où sont commis de véritables massacres exterminant des populations qualifiées de communistes ou révoltées contre des gouvernements soumis aux nations impérialistes. Dans d'autres régions la persécution se répand; la torture est devenue un instrument habituel d'enquête dans tous les pays du monde ou presque. La contre-révolution est largement préventive en général; dans le monde occidental elle l'est exclusivement. Il n'y a pas ici de révolution récente à détruire, aucune non plus en perspective. Or, c'est pourtant la peur de la révolution qui unit les intérêts et lie les diverses phases et formes de la contre-révolution. Elle couvre toute la gamme de la démocratie parlementaire à la dictature avouée en passant par l'État policier.

Bien que Marcuse traite principalement du problème de l'Occident, de la nouvelle gauche et des États-Unis, bien que, à l'opposé d'Engels, il remplace la classe ouvrière qui, pour lui, s'ajoute à la bourgeoisie, par de nouvelles forces révolutionnaires, à savoir la jeunesse en général et les étudiants en particulier, Marcuse ajoute à Engels deux vérités fondamentales : l'internationalisme de la contre-révolution dont les dernières années de cette décade apportent une preuve irréfutable; un internationalisme assuré soit par une coordination totale des services de renseignements et des polices de tout l'Occident pour la répression de ce que l'on appelle «le terrorisme international», soit par la coordination entre différentes armées pour réprimer ce que l'on prétend être de l'immixtion dans les affaires d'Afrique. La deuxième vérité, c'est la préventivité de la contre-révolution. Celle-ci par définition n'est pas une réaction; elle précède l'action. Par conséquent, son identité réside dans l'agression préméditée; elle représente d'une manière exagérée le volume des forces de

---

3. Marcuse, *Révolte et Contre-révolution*, Seuil, Paris, 1973, p. 9.

la révolution afin d'extirper rapidement le fœtus avant qu'il ne grandisse et ne naisse.

Malgré la distance qui sépare la période d'Engels de celle de Marcuse, malgré le contraste entre les deux visions du problème de la révolution, l'expérience de la révolution allemande fait rejaillir dans la conscience les souvenirs du programme des spartakistes, où « toutes les résistances bourgeoises doivent être écrasées systématiquement, par une poigne de fer et une volonté inébranlable. Il faut répondre à la violence de la contre-révolution par une contre-violence, la violence révolutionnaire pratiquée par tout le prolétariat. De même il faut riposter aux pièges et aux astuces de la bourgeoisie par la clarté du but global, par l'éveil des masses ouvrières et en désarmant les classes possédantes. Il faut répondre aux manœuvres des entraves parlementaires de la bourgeoisie par une activité dense des organisations populaires dans les usines et l'armée. Il faut répondre à la densité et à la multiplicité des moyens du pouvoir de la société bourgeoise par la force qui a atteint le plus haut niveau de concentration : la cohésion et la densité, force de toutes les masses laborieuses. »[4]

C'est là que réside la spécificité de l'expérience allemande révolutionnaire; de même pour la spécificité de l'expérience française clairement expliquée par Marx dans *le 18 brumaire,* lorsqu'il traite de la nature du pouvoir social, économique et politique ainsi que de ses expressions institutionnelles : « Ce pouvoir exécutif, écrit-il, avec ce qu'il possède comme organisation bureaucratique et militaire géante, avec son appareil d'État à la hiérarchie incalculable, au demi-million de fonctionnaires et au demi-million de soldats, cette institution parasitaire, encerclant le corps de la société française et étouffant ses pores, s'est développée au temps de la monarchie absolue et avec le déclin du féodalisme à l'achèvement duquel elle a participé... La première révolution a développé le centralisme; mais elle a aussi agrandi les dimensions et les compétences du pouvoir et de ses représentants. Napoléon a poussé cette machine à la perfection. La royauté légitime, la monarchie de Juillet n'ont rien ajouté qu'encore plus de division de travail. La république parlementaire, dans sa lutte contre la révolution, s'est trouvée contrainte de consolider les compétences du pouvoir gouvernemental, de le centraliser en renforçant les mesures répressives. Toutes les révolutions ont perfectionné la machine de l'État au lieu de la détruire. Les partis qui rivalisaient alternativement pour le pouvoir considéraient qu'entrer en possession de ce grand édifice était le principal butin de celui qui remportait la victoire. » La particularité suggérée par le programme

4. *Al-Thawrah Al-Almaniyya,* 1918-1919. Al-Afif Al-Akhdar, éd. *Dar At-Taliah,* Beyrouth, 1973, p. 63.

des spartakistes durant l'expérience de la révolution et la contre-révolution en Allemagne, aussi bien que celle qui ressort de l'analyse faite par Marx de la révolution et de la contre-révolution en France, ne sont que l'autre face de la méthode utilisée à la fois par Engels, il y a plus d'un siècle, et par Marcuse à la sixième décade de ce siècle. Les considérations générales que nous avons pu obtenir ont un contexte dans le temps (le siècle dernier) et l'espace (l'Occident) qui, eux, sont fondamentalement différents du temps et de l'espace de notre monde arriéré qu'on appelle par euphémisme « pays en voie de développement » ou tiers-monde par simplisme. D'où, soit dit en passant, l'importance de la parole de l'historien social français Jacques Berque : « Il n'y a pas de pays sous-développés, il y a des pays sous-analysés, sous-aimés. »

Cependant, et comme il n'y a pas d'opposition entre les généralisations d'Engels et les spécifications de Marx, nous ne devons pas créer d'oppositions entre les généralisations de Marcuse, Mendel, Garaudy ou Bettelheim et les spécificités que nous pourrons découvrir à travers les diverses applications pratiques sur notre réalité sous-développée, bien que l'État, le pouvoir, la féodalité, l'Église, l'armée et la bourgeoisie en Occident, de la Renaissance à la conquête de l'espace en passant par le siècle des Lumières et les deux révolutions bourgeoise et socialiste aient donné à l'Occident un « contexte » économique, social, politique et culturel qualitativement différent des voies suivies par le monde sous-développé à notre époque moderne. En un mot les considérations générales que nous pouvons tirer des écrits modernes sur la révolution et la contre-révolution peuvent être utiles tant que nous n'abordons pas les aspects spécifiques de notre soi-disant tiers-monde; *a fortiori,* nous devrons éviter les erreurs résultant, en Occident, d'une mauvaise application d'une généralité sur un cas précis, telle cette erreur très curieuse que l'on peut relever dans un texte de Lénine sur la Commune de Paris.

Lénine est avant tout l'homme qui n'a pas été entravé par le cadre classique des définitions de Marx; il était à la fois russe jusqu'au fond de son âme et marxiste novateur en matière pratique. Il a même ajouté à la théorie d'importantes modifications, lorsqu'il se rendit compte que le maillon le plus faible et le plus arriéré du monde capitaliste pouvait réaliser la révolution, s'opposant ainsi à la prédiction de Marx. Il ne s'opposa pas moins théoriquement et pratiquement à Trotsky lorsqu'il affirma que la révolution pouvait éclater dans un seul pays entouré d'autres où l'on n'attend pas de révolutions. Cependant, ce même homme écrit ceci : « Après le coup d'État qui acheva la révolution de 1848, la France tomba pour dix-huit ans sous le joug du régime napoléonien. Le régime mena le pays à la ruine économique et aussi à une humiliation nationale. Le prolétariat insurgé contre le vieux régime assura deux tâches, l'une nationale et l'autre sociale : libérer la France de l'invasion allemande et les ouvriers du capitalisme. La réunion de ces deux fins constitue la

grande originalité de la Commune. » Jusqu'ici le diagnostic léninien n'a besoin de rien pour être convaincant. Mais il poursuit : « La bourgeoisie forma alors un gouvernement de défense nationale sous la direction duquel le prolétariat dut combattre pour l'indépendance nationale. En réalité ce fut un gouvernement de trahison nationale qui voyait sa mission dans la lutte contre le prolétariat de Paris. » Là non plus le diagnostic ne prête à aucune discussion. Mais cet énoncé sert d'introduction à la conclusion suivante : « Mais le prolétariat aveuglé par les illusions patriotiques ne s'en apercevait pas. » Personne ne sait d'où Lénine tient cette information. La prise de conscience est une chose, la réalité objective en est une autre. Prendre conscience d'un facteur ou d'un phénomène n'implique pas forcément que l'on poursuive une action, qu'on l'évite ou que l'on adopte une attitude différente; la révolution tomberait dans un vulgaire expérimentalisme, par ailleurs tant condamné par Lénine lui-même. Mais poursuivons la lecture de son texte : « L'idée patriotique remonte à la grande Révolution française du XVIIIe siècle; elle dominait les esprits des socialistes de la Commune. Blanqui, par exemple, révolutionnaire indubitable et chaud partisan du socialisme, ne trouva pas, pour son journal, de titre mieux approprié que le cri bourgeois : *la Patrie en danger* ! La réunion de fins contradictoires — patriotisme et socialisme — fut l'erreur fatale des socialistes français. »[5]

Cette pensée serait, peut-être, tout aussi inhérente à la position prise par Staline quant au nazisme lors de la conclusion du pacte germano-soviétique. Mais l'invasion allemande a vite prouvé la fragilité d'une telle pensée; car la patrie et le socialisme étaient l'État soviétique uni dans la guerre, comme la patrie et la démocratie étaient l'État occidental uni. En fait l'erreur de l'analyse de Lénine est double; elle n'a pas été sans influencer les mouvements socialistes dans le monde sous-développé pendant un certain temps. Le premier aspect de l'erreur est d'avoir séparé le patriotisme du contenu social; car même si la bourgeoisie démantelait l'alliance après la réalisation de l'indépendance nationale en abattant les forces de la transformation sociale, ceci ne voudrait en aucune façon dire que ce qui est recherché c'est la réalisation de cette transformation même au détriment du sol de la patrie. Le deuxième aspect de l'erreur consiste dans le fait de considérer toute défaite, toute chute, comme une déchéance des forces de la révolution en matière de planification, d'exécution ou de choix du moment. Un tel critère d'analyse et d'évaluation mènerait à condamner tout soulèvement, toute initiative sous prétexte de manque de conscience ou de maturité. Un tel cri-

5. Discours prononcé à Genève le 18 mars 1908 à la célébration de trois occasions : le 25e anniversaire de la mort de Marx, le 60e anniversaire de la révolution de 1848 et l'anniversaire de la Commune.

tère mène souvent à l'opposé, à savoir une soumission de longue durée aux directions adverses et une division graduelle des forces du peuple. La défaite n'est pas un synonyme de déchéance; car souvent un facteur extérieur intervient avec une intensité difficilement calculable pour faire avorter une expérience qui, à l'origine, était mûre.

Quoi qu'il en soit, le général et le particulier dans la littérature marxiste, classique et moderne, nous confrontent à un recoupement qui nous oblige à nous arrêter, lorsqu'il s'agit d'analyser un phénomène spécifique différent de ceux du contexte occidental au siècle dernier ou aux temps modernes. Ces recoupements, nous pouvons les définir de la manière suivante :

Dans leur ensemble, les analyses marxistes de la contre-révolution sont bien loin de constituer une sociologie. Elles sont plus proches des cadres politiques purs. Malgré l'exactitude des leçons que l'on peut tirer de la méthode générale, les tactiques particulières n'ajoutent rien d'important à la conscience révolutionnaire contemporaine de l'expérience nationale dans le monde sous-développé, excepté le fait de s'appuyer sur une expérience et de tenter d'en découvrir les lois internes dans le cadre de la méthode choisie par le chercheur en matière de sociologie culturelle moderne.

Au cours du dernier quart de siècle, le pouvoir dans les pays du monde arabe n'a pas eu comme base les structures connues en Europe au siècle dernier et en Occident en général aux temps modernes. Il n'est rien d'autre qu'un mélange très complexe des résidus des traditions archaïques, de la répression coloniale occidentale et de l'éducation moderne de quelques couches sociales après la Seconde Guerre mondiale.

La féodalité en Égypte, et dans certains autres pays arabes, n'a jamais ressemblé, ni économiquement ni socialement, à la féodalité européenne; de même les tribus, les castes, les sociétés nomades et bédouines n'ont jamais été tout à fait l'équivalent de certaines situations en Europe. Et si les longues périodes d'obscurantisme ont empêché toute évolution de classe, toute invention scientifique et toute apparition d'un prolétariat industriel, ceci ne veut pas dire que la révolution dans nos pays doive être une reproduction des époques de la Renaissance, des Lumières et des révolutions libérale, socialiste et technologique en Occident. La révolution dans nos pays ne peut pas suivre les mêmes voies, économique, sociale ou culturelle. Et l'on peut dire aussi la même chose pour la contre-révolution dans nos pays. Tout cela nous rend différents de l'Occident, non seulement dans les fondements du développement, mais aussi, et surtout, en matière de planification stratégique. Rattraper l'Occident dans les domaines de la modernisation et de la révolution, n'est pas ce qui est désiré; le suivre comme le voudraient les forces de la contre-révolution n'est pas possible non plus.

Le rôle joué par l'Église en Europe est fondamentalement différent de celui de l'islam et du christianisme oriental dans les pays

arabes. La fusion totale entre le monde d'ici-bas et l'au-delà dans le catholicisme du Moyen-Age grâce à l'Inquisition et à l'institution ecclésiastico-féodale, diffère en beaucoup de points du climat à la fois autocratique et théocratique qu'ont toujours connu, et connaissent encore, beaucoup de pays du monde musulman. Pour cette raison et contrairement à ce que croient certains penseurs occidentaux, ainsi que leurs disciples parmi les penseurs arabes, l'institution islamique n'est pas un obstacle à l'évolution, tout simplement parce qu'il n'y a pas d'institution portant ce nom. En revanche, il y a des institutions idéologiques de différentes couches et classes sociales qui pourraient faire d'une doctrine, politique ou religieuse, une arme à double tranchant. Par exemple l'islam dans la guerre de libération algérienne et dans la guerre du Liban a joué un rôle différent de celui qu'il a joué dans d'autres pays arabes. Nous pourrons dire la même chose pour le christianisme, et même, aussi, pour la démocratie libérale bourgeoise et pour le marxisme.

Il n'y a point de comparaison possible entre le militarisme européen du temps de la Révolution française en France, en Allemagne ou en Russie et les militarismes modernes dans le monde sous-développé. L'armée égyptienne, à titre d'exemple, de par sa naissance moderne, il y a plus d'un siècle et demi à l'époque de Muhammad Ali (1769-1849), de par son évolution, depuis environ un siècle au moment de la révolution orabienne, et enfin de par sa direction depuis plus d'un quart de siècle, au moment de la révolution nassérienne en 1952, est une institution nationale.

Si jadis dans différents milieux sociaux certains s'accordaient ou non pour considérer le nationalisme et la transformation sociale comme les deux faces d'une même médaille, aujourd'hui, croyons-nous, il n'y a pas lieu de ne pas être d'accord sur cette vérité, surtout après la Seconde Guerre mondiale, le déclin du colonialisme et après la réalisation de l'indépendance nationale des peuples colonisés. L'indépendance économique ainsi que l'indépendance politique, c'est-à-dire la libération et le développement, constituent aujourd'hui deux conditions objectives qui complètent l'indépendance nationale. L'expérience prouve que faire une concession sur l'une des deux implique forcément l'abandon de l'autre. Il n'est donc plus possible que la bourgeoisie (nationale) reste sans opérer une modification essentielle au sein même de la structure sociale. Il n'est plus possible non plus que des forces révolutionnaires restent sans participer activement à la défense des frontières.

La particularité de l'histoire européenne, depuis l'aube de la Renaissance jusqu'à présent, consiste dans une suite de développements historico-sociaux, en forme de cycles presque complémentaires. Il s'agit là d'une particularité complètement différente de l'histoire arabe moderne depuis l'éveil national au début du siècle dernier jusqu'à nos jours. Les imbrications du déclin et de la renaissance, de la répression étrangère et de la tyrannie intérieure, des rési-

dus du legs traditionnel et du vent du modernisme, des théories et des pratiques ont abouti à des réseaux de forces sociales qui ont eu pour résultat le ralentissement du rythme de leur développement; c'est ainsi qu'est apparu le phénomène de coexistence de la renaissance et du déclin en matière intellectuelle, de révolution et de contre-révolution en matière sociale, économique et politique.

II

Pour toutes les raisons que nous venons d'indiquer, il est indispensable de faire la distinction entre une sociologie de la contre-révolution et une sociologie de l'impérialisme. Distinction que nous pouvons faire en lisant l'étude de Anouar Abd Al-Malik contenue dans son très important livre *La Dialectique sociale*[6]. Car la sociologie de l'impérialisme nous donne la dimension internationale de la sociologie de la contre-révolution dans le monde sous-développé. Cette dimension joue un rôle influent quelquefois à l'intérieur même de l'Europe, comme c'est le cas en Grèce, en Turquie et à Chypre; toutes ces régions sont situées non loin du Moyen-Orient; c'est là un facteur qui ne doit pas être absent de toute analyse. En réalité, l'essence même de cette distinction est méthodologique, la comparaison ne tenant pas par ce qui a été mais par ce qui peut être. C'est là aussi une tendance nette dans un des plus importants ouvrages de Jacques Berque, *La Dépossession du Monde* (Paris, 1964).

Sous cette lumière nous pouvons modifier la position d'un paradoxe qui gêne la plume de l'historien social de la pensée égyptienne moderne; au temps de la défaite le docteur Louis Awad (1915-   ) publia son important ouvrage : *Tarikh Al-Fikr Al-Misri Al Hadith (Histoire de la pensée égyptienne moderne)* sur la période de la *Nahda*, la Renaissance. Les années 70, c'est-à-dire au temps de la victoire, selon le langage du régime égyptien actuel, correspondent à ce que les penseurs égyptiens qualifient de période de décadence. Sans doute «le motif» reste à la hauteur de l'importance de ce qui a été écrit; car Louis Awad a voulu dire que la défaite était passagère, qu'elle n'est pas inhérente au peuple égyptien ni à son histoire. Les autres, face à la «victoire», se sont demandés : Quelle est l'importance d'une victoire militaire alors qu'il y a décadence intellectuelle? Chacun des deux groupes a tout à la fois tort et raison. Car renaissance et déclin dans l'histoire de l'Égypte moderne constitue un seul phénomène. Ni le peuple, ni le régime au pouvoir n'ont jamais été loin des raisons de la renaissance et du déclin. Les résidus séculaires

---

6. Paris, 1972, pp. 367 à 457 de l'édition française.

de répression et d'ignorance, l'information machiavéliquement trompeuse peuvent induire les peuples en erreur. De son côté le pouvoir, ce qu'il représente comme forces sociales et le cadre dans lequel agissent leurs éléments de progrès peuvent, au niveau des moyens de production et de leurs rapports, réaliser des valeurs de progrès plus élevées. Le contraire n'est pas moins vrai; un régime hostile au courant de l'histoire peut mettre en échec la renaissance et la ramener très loin en arrière. Une victoire, une défaite, militaire ou économique, n'est jamais le fruit d'une action technologique pure. Elle a toujours ses prodromes sociaux, son contexte culturel et ses conséquences pour le progrès et la civilisation. Ainsi toute anatomie socio-culturelle de la dernière décade de la pensée égyptienne devrait prendre en considération toutes les composantes de la spécificité égyptienne. A titre d'exemple, dans notre recherche sur la contre-révolution, nous devrons prendre en considération le faisceau de caractéristiques suivantes : La chute d'un régime ne signifie pas automatiquement la chute de la culture. De même la renaissance du régime au pouvoir n'est pas synonyme de renaissance culturelle. L'histoire de l'Égypte contemporaine a connu plus d'une chute et plus d'une renaissance en une seule période; parfois la renaissance allait de pair avec le régime, d'autres fois elle le croisait. Souvent la façade culturelle était en contradiction avec la production culturelle, d'autres fois elle la reflétait fidèlement, soit par la volonté du pouvoir soit sans directive directe. Les expressions institutionnelles de la politique, c'est-à-dire les partis, n'étaient pas toujours une représentation culturelle du niveau de la pensée et de la conscience et souvent il y a même eu des paradoxes. A titre d'exemple, les intellectuels de l'élite aristocratique soutenaient la démocratie de l'expression et vénéraient la raison; alors que les leaders de la majorité se pliaient souvent devant l'inconscience du public, ce qui les ramenait à prendre des positions décevantes ou franchement hostiles quant à la liberté d'expression, à la raison et à la conscience. De Rifaah Al-Tahtawi (1801-1873) à Muhammad Abdah (1849-1905), au cours des deux premières renaissances, de l'époque de Muhammad Ali à la révolution de Orabi, la pensée égyptienne fut dominée par un manichéisme intellectuel. Elle ambitionnait, mais sans en avoir les éléments adéquats, de concilier authenticité et contemporanéité, legs de la tradition et modernisation, islam et civilisation moderne. Cette tentative a été depuis une des caractéristiques de la pensée arabe moderne en général, et égyptienne en particulier. Il en résulta ou dériva deux tendances distinctes : un pragmatisme allant jusqu'à admettre de jouir des produits d'une civilisation sans toucher à la pensée qui l'a produite; une pensée partielle et fragmentaire dont les défauts peuvent aller jusqu'à renier sa propre conviction à une étape donnée. Ce fut le cas de Muhammad Abduh condamnant la révolution de Orabi, Ali Abd Ar-Raziq (1888-1966) interdisant la réédition de son propre livre *Al-Islam wa Usul Al-Hukm (l'islam et les fondements*

du pouvoir) (1925) malgré la disparition des raisons de l'interdiction, le recul de Taha Hussein (1889-1973) supprimant le plus important chapitre de son livre *Fi El-Chi r Al-Gahili* (De la poésie antéislamique) (1926) et enfin le reniement par Tawfiq Al-Hakim (1898-   ), un demi-siècle plus tard, vingt ans après la révolution de 1952, de l'expérience nassérienne dont il fut le père spirituel. Tawfiq Al-Hakim écrivit en 1974 une plaquette intitulée *Audat Al-Wa y (le retour de la conscience).*

Ce manichéisme ne relève pas d'une pensée abstraite; il est une formulation socio-culturelle de la petite bourgeoisie, dont la formation est liée aux monopoles étrangers, au développement des classes populaires et de la grande bourgeoisie à la fois... Ce qui forcément devait conduire à une espèce de dédoublement de la pensée et la conduite, entre les rapports de production et les valeurs sociales. Le divorce entre le pensé et le vécu domina la marche culturelle et politique, non seulement dans la vie des intellectuels et des politiciens mais aussi dans la vie du pouvoir et du peuple.

Un aspect positif consiste dans le fait que des conditions objectives de la libération nationale ont épousé les composantes subjectives de la libération sociale; c'est la raison pour laquelle la crise, qui s'est prolongée durant toutes les années de la révolution nassérienne et durant toutes les années de la contre-révolution, a d'une part, couvert toutes les forces sociales à la première phase et mis, d'autre part, les différentes parties concernées dans une situation embarrassante.

A partir de ces faits, il faut examiner attentivement ce qui a été dit au sujet de la décadence accompagnant toute la période du régime égyptien actuel depuis la guerre d'Octobre sous le signe de la victoire jusqu'au voyage en Israël de novembre 1977 sous le signe de la défaite. Considère-t-on cela comme décadence de l'Égypte ou de sa raison?

Les ouvrages importants écrits par des penseurs égyptiens, résidant en France au début de la période nassérienne, en tête desquels se trouve *l'Égypte société militaire* suivi de *l'Égypte nassérienne* de Hassan Riad et de *la Lutte des classes en Égypte* de Mahmud Hussein, n'expriment pas un enthousiasme particulier pour le nassérisme; pourtant ils n'enregistrent point de décadence de la raison à cette époque, bien que deux parmi ces quatre auteurs aient souffert la torture et la prison pendant plus de cinq ans, et bien que les deux autres aient choisi l'exil, plus douloureux encore que la prison et la torture. Que s'est-il donc passé pour que cinq des plus grands de l'intérieur, appartenant à différentes tendances et générations, puissent être d'accord sur la décadence de la pensée en Égypte? Lisons-les d'abord :

Zaki Nagib-Mahmud, professant la philosophie positiviste, actuellement écrivain à *Al-Ahram,* écrit au magazine *Rose El Youssef* le 11 avril 1977 que les penseurs dans notre pays «ne

trouvent pas leur chemin pour atteindre leurs buts, car il y a des obstacles et des entraves représentés par la rigidité intellectuelle chez les autorités ainsi que dans un grand secteur du public». Pour lui, la crise du penseur dans le tiers-monde en général réside dans l'ambiguïté de sa représentation de l'avenir. Car il a devant lui deux modèles de développement : le modèle capitaliste et le modèle socialiste marxiste. Le Tiers monde est dans la confusion totale quant au choix d'un des deux modèles; il voudrait bien trouver une troisième formule qu'il pourrait appliquer. Le Tiers monde ne s'est pas encore fixé. C'est pourquoi le penseur ne s'exprime pas clairement et directement. «Et lorsqu'ils transmettent au public leur vision sur la société future, ils s'interdisent de transmettre toute leur pensée pour éviter de choquer la partie réactionnaire de la société; ils la raturent et ils la dévoient afin qu'elle soit acceptée dans l'opinion publique.» Une des plus graves conséquences serait le fait que «jusqu'à présent nous n'avons pas formé une pensée arabe authentique quant aux problèmes de notre temps». Zaki Nagib-Mahmud réfute les deux tendances dominantes dans la pensée arabe, le courant vers l'Occident et le courant traditionaliste. Pour lui, suivre l'Occident ne résoud pas les problèmes qui nous concernent ainsi que ceux de notre développement. La tendance salafite, elle, «se contredit totalement et à chaque instant. Les salafites revendiquent le retour à une tradition de piété à travers des moyens de communications qui ne sont pas de l'invention des ancêtres. Ils écrivent, ils publient leurs idées conservatrices dans des journaux, dans des magazines jamais connus chez les ancêtres. Et ils ont recours à tous les moyens modernes. S'ils sont sérieux, ils doivent se passer de tous les moyens que leur offrent les temps modernes». L'auteur décrit la situation où en est arrivée la pensée dans notre pays en disant : «Cet appel étranger, et hostile à l'évolution, divulgué par ces chauds partisans du passé fait que je me sens vivre constamment un affreux cauchemar ou un drame de l'absurde. Les partisans de la tradition de «piété» demandent que soit coupée la main du voleur, que soit lapidé l'adultère, que soient appliquées d'autres sanctions complètement contradictoires avec l'esprit de notre temps. Aux partisans de cet étrange appel, je voudrais poser une question : Qui est-ce qui coupera la main du voleur? Est-ce le médecin qui a prêté serment de protéger et de sauver les êtres humains? Ou est-ce le boucher?» «Nous sommes atteints d'une paralysie de la pensée, et je le dis en toute franchise : aujourd'hui, pour exprimer nos idées, nous sommes moins libres qu'il y a un siècle... Incriminer la pensée, toute pensée, est aujourd'hui monnaie courante.»

Latifa Az-Zayyat, professeur de littérature et écrivain de gauche, écrit sous le titre *La raison arabe atteinte de paralysie (Rose Al-Youssef,* 18 avril 1977) : «Notre pensée ne traverse pas une crise; elle est en état de paralysie; la raison première est due au fait que nos peuples n'ont pu jusqu'à présent fixer leur droit à la liberté et à la

galette de pain. Aucune pensée ne peut fleurir sous la répression et la famine. » M^me^ Az-Zayyat aboutit à la conclusion selon laquelle l'appauvrissement de la pensée arabe a aggravé la discrimination au sein d'un seul et même peuple. Au sein du peuple égyptien, par exemple, vivent des mondes intellectuels très différents et presque complètement isolés les uns des autres. Nous trouvons même des contradictions incommensurables au sein d'une seule classe, ce qui crée une situation d'une extrême gravité. Car il est impossible de disposer de l'homogénéité nécessaire à toute classe désireuse de procéder au changement qu'elle souhaite. Pour Latifa Az-Zayyat, les aspects de cette crise résident dans « le manque de sens critique chez le public ». L'écart est très grand entre le mot et sa signification. L'opinion publique est incapable de distinguer le véridique du mensonger, le juste de l'erroné, l'intérêt public de l'intérêt privé. Un autre aspect de cette crise réside dans l'isolement de la culture. Les intellectuels sont isolés du peuple ; ils sont aussi isolés les uns des autres. « En conséquence nous n'avons pas un mouvement culturel et intellectuel destiné à se poursuivre, à enrichir le public et à s'en enrichir. Tout ce que nous avons ne dépasse point un ensemble de créations individuelles dues à quelques intellectuels. Cette stérilité quasi totale, cette paralysie dans les domaines culturel et artistique constituent un trait marquant de cette période que nous vivons. Pis encore, ajoute Latifa Az-Zayyat, les écrits d'aujourd'hui, pour les raisons citées, sont vides de tout sens humain ; ils traduisent la banqueroute des gens de lettres et des artistes. » Le silence auquel se sont contraints beaucoup de nos penseurs, l'émigration des autres, et le sentiment de vivre en étranger chez soi ont donné à notre vie culturelle une couleur sombre. Les racines profondes de tout cela, on les trouve certes dans le fait que l'évolution de l'Université égyptienne vers la liberté de la pensée a été avortée par la révolution de 1952 et par la stagnation du courant de la liberté. L'Université égyptienne a cessé de jouer son rôle civilisateur. Latifa Az-Zayyat pense que la *Nahdah* (renaissance) consécutive à la révolution de 1919 a été étouffée par la coalition de la réaction locale avec le colonialisme britannique dans les années 30. Mais une nouvelle renaissance jaillit de la cinquième à la sixième décade de ce siècle, fruit du mouvement national égyptien des années 40. Ces deux renaissances, chez Latifa Az-Zayyat, ne sont pas le fruit d'un hasard : « Chacune des deux fut intimement liée à la montée révolutionnaire de notre peuple, à la prise de conscience de l'identité égyptienne et au désir de s'épanouir. Le libéralisme des années 20 était l'expression d'une prise de conscience de soi, de son identité, à la suite d'une victoire sur l'occupation britannique. L'essor du roman, du théâtre et des arts plastiques vers la fin des années 50 et le début des années 60 était une nouvelle expression de cette prise de conscience, du sentiment d'appartenance. Les mesures prises par la révolution de Juillet pour accentuer la marche vers la démocratisation de la culture ont été d'un grand soutien pour cette renaissance.

Cette renaissance ne fit pourtant pas long feu. Les flammes en ont été éteintes par la révolution elle-même. Je crois fermement que tout essor culturel réalisé par le peuple égyptien a été lié à sa lutte nationale pour la libération et à l'étendue du succès de cette lutte. » Latifa Az-Zayyat conclut son témoignage en affirmant que jamais « nous n'assisterons à un nouvel essor culturel, qu'avec une nouvelle marée libératrice et révolutionnaire, qu'à travers une lutte de longue durée pour la libération et le progrès dirigée contre Israël, symbole de la réaction et du fanatisme, base du racisme et de la ségrégation religieuse. Notre guerre contre Israël n'est pas une guerre de frontières ; il y va de l'existence de notre essor, de notre civilisation future. La liberté de la pensée arabe ne sera que par l'éveil des classes intéressées au changement. » Le docteur Murad Wahbah, professeur de philosophie, écrivit sous le titre *La pensée arabe a stagné à l'étape de la révolte* (*Rose Al-Youssef,* 2 mai 1977) : « La pensée arabe, depuis la fin du XVIII[e] siècle, n'a pas eu une marche régulière. Elle oscille entre deux étapes : la révolte et la stagnation. La révolution est absente. Elle reste toujours à faire. La révolution signifie le changement radical des valeurs intellectuelles héritées. » Et même les prises de position exprimées intellectuellement dans la pensée arabe « furent étouffées ; et on a par la suite assassiné la pensée arabe ». Comment ? Murad Wahbah écrit : « L'élément de l'essor culturel n'a jamais été présent dans les étapes de la pensée arabe moderne ; car les ressources fondamentales pour un tel essor, selon une conception européenne mais qui n'est pas moins universelle, résident d'abord dans la libération de la pensée humaine du joug de l'arbitraire extrinsèque à la raison ; même la réforme luthérienne n'était qu'un appel à examiner librement la religion, quelle que fût l'opinion du pouvoir ecclésiastique. Certains prétendront que des penseurs arabes ont appelé à la réforme de la religion et à la libération de la raison. Mais de tels appels ne pouvaient pas constituer une nouvelle ère à laquelle on pourrait attribuer l'appellation de renaissance. Ce n'était que des frissons qui ne pouvaient en aucune façon s'élever au niveau d'un véritable essor culturel capable de former une période de renaissance et de changer une société. » Le docteur Murad Wahbah pense que l'absence d'une vision du futur est à la base de la crise de la pensée arabe. « La vision du futur, dit-il, n'a pas pour base le passé ; le mouvement de l'histoire commence par le futur, et non par le passé. L'avenir est le moteur principal du mouvement quel qu'il soit, culturel, politique ou économique. La question fondamentale est : Que voulons-nous être ? C'est là une question d'avenir ; mais l'on remarque que la question principale posée dans le monde arabe est : Qu'étions-nous et pourquoi ne serions-nous pas comme nous avons toujours été ? Ce qui implique une grave illusion selon laquelle le mouvement d'aujourd'hui devrait être une reproduction de celui d'hier. Une telle conclusion voile toute vision futuriste, si nous sommes toujours d'accord pour dire que l'avenir n'est pas une repro-

duction du passé mais bien une action créatrice dépassant le passé. »

Fouad Zakariyyah, professeur de philosophie, écrivit sous le titre *Nous sommes menacés par le vide (Rose Al-Youssef,* 9 mai 1977) que «la pensée» n'est pas reconnue dans les sociétés arabes ; le penseur arabe vit en marge de la société et il ne représente aucune force de pression. Un des phénomènes de la crise intellectuelle dans nos pays consiste dans le fait «que nous ne trouvons pas chez ceux qui font de la pensée leur activité principale des prises de position nettes quant aux crises que traverse la pensée». Ce défaut, Fouad Zakariyyah ne l'impute pas aux penseurs ; «car les chaînes qui entravent la pensée arabe dans toutes ses activités lui ont interdit de parvenir à une étape de révolte. Plus la pensée est proche de la discussion sur les racines profondes de la vie sociale et plus les chaînes se resserrent. Il est impossible d'arriver à la révolte sans mettre les racines en cause. Les Occidentaux l'ont su depuis longtemps. » Fouad Zakariyyah ajoute que la renaissance recherchée ne peut être ni un parallèle ni un prolongement de la renaissance européenne. Il suffit à la raison arabe de «parvenir d'abord à penser logiquement des phénomènes, laissant derrière lui les modes mythiques et légendaires» pour tracer par la suite son propre chemin vers la renaissance; car elle ne reproduira pas la renaissance d'une autre société, d'un autre temps. Fouad Zakariyyah affirme l'existence d'un grand vide intellectuel qui, par les puissances intellectuelles les plus avancées, nous menace d'encerclement et d'isolement. Lorsque l'aliment de la force matérielle disparaîtra chez les Arabes (le pétrole), nous pourrons alors nous rendre compte de l'étendue du danger consécutif au prolongement dans le futur de la crise intellectuelle qui sévit de nos jours. » L'auteur désapprouve l'idée selon laquelle notre peuple souffrirait d'«une crise d'identité». Notre civilisation ancienne est en nous et autour de nous ; les progrès des temps actuels sont humains et pas seulement occidentaux. Nous pouvons, si nous le voulons, en faire légitimement partie sans idée d'importation ou de redevance, à condition de puiser dans la pensée, base de ce progrès, en nous associant avec elle et non pas en nous contentant d'en consommer les fruits technologiques.

Hussein Munis, rédacteur en chef du magazine *Al-Hilal,* se demanda en juillet 1977 : «Pourquoi la pensée arabe est-elle décadente dans tout domaine?» Fathi Radwan, écrivain et politicien, lui répondit dans le numéro de septembre du même magazine : «Cette question, bien qu'elle dénote un certain pessimisme, déborde de bonnes intentions et d'optimisme; car je crois que le penseur arabe n'est pas encore né. » Fathi Radwan fait ensuite l'exposé historique des caractéristiques les plus saillantes de la pensée arabe durant un siècle ; exposé qu'il conclut en disant : «Bref, la pensée égyptienne n'est pas encore née, si vous voulez la vérité bien qu'elle soit amère, haïssable et inadmissible... Les novateurs comme les traditionalistes et les conservateurs ont fait beaucoup de traduc-

tions; la plupart du temps ils traduisaient bien. Ils ont fait beaucoup d'adaptations qu'ils ont incluses dans leurs ouvrages. Ils ont ainsi mis leurs lecteurs au courant de ce qui se passait dans ce monde si vaste comme mouvements de pensée, de libération, d'évolution ou d'extrémisme. Ils réfléchissaient bien sur ce qu'ils lisaient, entendaient ou voyaient. Ils ont intéressé leurs lecteurs par des curiosités qui les incitaient peut-être à lire encore plus, à mieux connaître les vestiges du passé et les poésies présentes. Mais ils ne sont jamais sortis de tout cela avec un édifice intellectuel bien bâti, ni avec une vision globale de l'univers, ni non plus avec une nouvelle philosophie. Certains parmi eux s'étaient donné la tâche de transmettre le legs de la tradition de piété, d'autres ont copié des gens du présent; mais tous n'ont jamais dépassé ces limites; tout cela n'a pas manqué d'influer sur ceux qui sont venus après, ceux dont nous déplorons la platitude. »

Est-il exagéré de dire que ces cinq grands intellectuels égyptiens qui représentent des tendances de la droite, du centre et de la gauche et qui appartiennent à différentes générations formulent, chacun selon sa pensée et son expression, une seule et même introduction psychologique pour «un cas» socio-culturel? Ne voyons-nous pas là une unanimité sur l'existence d'une certaine chute, que l'un appelle décadence, l'autre paralysie, le troisième assassinat, le quatrième vide et le cinquième inexistence? Ne remarquons-nous pas que la plupart parmi eux, en discutant du passé, s'orientent vers les racines perdues (l'aube du siècle dernier) des questions qui mettent en doute l'existence même de l'essor culturel ayant existé au passé? Ne nous apercevons-nous pas chez eux de l'existence de la crise d'une culture oscillant entre le legs du passé et le problème de la modernité? Ne tenons-nous pas là un fil, très délicat il est vrai, mais qui ne relie pas moins le problème intellectuel à celui de la société? N'entendons-nous pas dans ces vibrations une «note» de désespoir voilant de pessimisme leur vision du futur? Et enfin la question de la liberté n'apparaît-elle pas comme un dénominateur commun à tous les cinq?

Certes, ils ne sont pas d'accord sur beaucoup de points, sur les causes comme sur les déroulements et les conséquences des problèmes. Mais tous les cinq sont d'accord de la manière la plus singulière sur les signes et les symptômes de ces problèmes. Dans l'élan de leurs émotions face à une scène cauchemardesque, ils oublient leurs propres réalisations, étalées sur une période de trente et parfois quarante années, et qui servent toujours d'exemples pour éduquer des générations et pour former des consciences. Gardons présent à l'esprit que ce n'était point leur pensée dix ans avant, en dépit de l'horrible défaite de 1967. Gardons présent à l'esprit qu'une certaine victoire avait été réalisée en 1973 en ce qui concerne l'affrontement militaire. Gardons à l'esprit enfin que cette explosion de colère a eu lieu en 1977, quelques mois seulement avant que l'avion présidentiel

ne survolât le ciel de la Palestine occupée pour atterrir aux pieds des dirigeants israëliens.

Les yeux du monde «civilisé» ne furent fixés que sur cette scène. Le monde civilisé n'a pas vu ou n'a pas voulu voir ce qui l'a précédée; il ne veut pas réfléchir sur ce qui peut s'ensuivre. Il est normal dans ce cas que l'on soit surpris du fait que la «visite historique» n'ait pas été la fin d'une guerre et le début de la paix. Quelques-uns seulement se sont rendus compte que ladite visite historique n'était rien d'autre que la consécration de la contre-révolution en Égypte. D'autres ont su qu'elle constituait le point final de ce que l'on a appelé pour un moment «l'expérience démocratique en Égypte»... Car un an seulement après le rugissement désespéré des penseurs égyptiens taxés de pessimisme, comme s'ils pressentaient le séisme, le Président du régime égyptien, dans une des comédies qui lui sont propres, soumettait à un référendum l'assassinat de la raison et la poursuite des consciences; ce qui ne manqua pas de surprendre le monde occidental avec ses deux composantes, l'une abusée, l'autre complice. Pour nous autres, il n'y eut aucune surprise, ni pour ceux qui ne virent que la déchéance, ni pour ceux qui avaient vécu l'essor de l'Égypte et assistèrent à sa chute... ceux qui voient la révolution dans les profondeurs, même si, aujourd'hui, la contre-révolution occupe la surface.

III

Lors du septième anniversaire du mouvement du 14 mai 1971, tandis que l'État d'Israël célébrait le trentième anniversaire de sa fondation sur la terre de Palestine, le Président Sadate prononça au Parlement égyptien un discours où il fit le point sur l'expérience des années écoulées. Ce bilan lui permit de prendre quelques mesures au sujet desquelles il devait, une semaine après, consulter le peuple (plébiscite du 20 mai 1978). Comme à l'accoutumé, la consultation fut couronnée par un «oui» quasi unanime.

Ces nouvelles mesures, sur la base du texte même du Président Sadate, nous pouvons les résumer comme suit :

La loi sur «l'indécence» visant à mettre un terme à ce qu'il a appelé la permissivité sévissant au Parlement et dans les syndicats professionnels et, en l'occurrence, le syndicat des avocats. Le Président, en effet, avait conclu à cette permissivité à la suite de deux incidents. Le premier avait eu lieu au Parlement; un député avait lancé : «A bas le Président», ce qui valut audit député d'être relevé de ses fonctions! Le second, lui, concerne un avocat qui avait «outragé l'État et le Président de cet État». Les Égyptiens, peu habitués à des lois aux consonances si étranges, comprirent tout de suite qu'ils s'agissait d'indécence à l'égard du Président de la République. Il était donc normal

qu'ils ne manquassent pas d'associer une telle loi au crime de lèse-majesté. Ainsi, cette nouvelle loi, la première dans le genre depuis la révolution de 1952, restera toujours associée, dans la mémoire comme dans la législation, à cette phrase tristement célèbre du Président, adressée aux représentants du peuple : « Je suis responsable devant Dieu, non pas devant vous »... Or, il s'agit là d'une responsabilité qui ne peut prendre corps qu'après la fin de la vie !

La deuxième décision concerne la remise en question de l'existence du parti de gauche dirigé par Khaled Muhyi Ad-Din, ancien collègue du Président Sadate au Conseil de la révolution de 1952. Le Président déclara textuellement : « Il faut remettre en question la marche démocratique avec ces gens-là (il indiquait ainsi les gens de gauche), car ils ont enfreint le principe de « la paix sociale ». Ils ne cessent de répéter que l'État se dirige vers le capitalisme, que le peuple vit dans les privations, ce qui conduit à la haine de classes et incite à la lutte des classes. » Le Président ajouta qu'il allait convoquer, après son discours, le premier secrétaire du comité central de l'Union socialiste afin de lui demander de prendre, selon la loi sur l'organisation des partis, les mesures nécessaires pour une révision de la démocratie, dont jouit le parti de la gauche, ce qu'il fit. Mais comme le premier secrétaire n'a pas pris l'initiative de la révision, l'on est en droit d'émettre deux hypothèses. Ou bien ce haut responsable de l'application de la loi sur l'organisation des partis n'a rien trouvé dans la conduite du parti de la gauche qui pût attirer l'attention ou provoquer une remise en question ou une punition; ou bien ce haut fonctionnaire a manqué à son devoir. L'on est aussi en droit de conclure que le Président adressait au parti de la gauche une accusation bien précise : avoir enfreint l'un des principes fondamentaux de l'organisation des partis. Autrement dit, le parti de la gauche aurait manqué à un principe du contrat qui unit les partis et l'État, ce qui entraîne l'annulation du contrat et par voie de conséquence la dissolution du parti de la gauche. Rappelons que 72 heures après le discours du Président, le pouvoir entreprit une démarche préliminaire dans ce sens en confisquant *Al-Ahali,* l'organe de ce parti. Le Président, en effet, avait réitéré dans son discours l'assurance que « quiconque ne croit pas en la charité de Dieu ne pourra pas accepter la fonction politique ou de diffusion ou toute autre fonction touchant ou renforçant l'influence sur le public ». Mais le Président n'a toujours pas défini le moyen ou l'organisme qui aura la charge d'enquêter sur la foi des citoyens. Le seul fait dont on est certain, c'est que n'est pas citoyen à part entière celui dont on aura prouvé l'incroyance.

La troisième décision concerne la pensée et l'information à l'intérieur et à l'extérieur de l'Égypte. Le Président la rattache à la décision précédente puisqu'il a déclaré : « La religion officielle de l'État étant l'islam, nous ne sommes pas prêts à traiter avec ceux qui renient les religions. » Pourtant cette formule n'est pas organiquement liée à l'accusation qui la suivit, selon laquelle quelques écrivains

égyptiens, à l'intérieur comme à l'extérieur, se seraient opposés au régime actuel, à moins que ladite formule ait voulu associer la religion au régime, ce qui impliquerait, par conséquent, que croire ou ne pas croire est l'équivalent de croire ou ne pas croire au régime.

Ceux qui écoutaient ce discours furent surpris par un slogan venant du côté des députés et interrompant le Président à plusieurs reprises : « Dieu est Tout-Puissant, c'est le gouvernement par le Coran », disait-on ; c'était le mot d'ordre des Frères Musulmans. Discours et mots d'ordre qui ne manquèrent pas de surprendre les observateurs surtout que, deux semaines auparavant, l'administration de Meniah, au sud de la capitale, avait été victime d'un incendie d'origine confessionnelle et qui ressemblait, d'une manière inquiétante, à ces incendies que connurent les Libanais durant la guerre civile. Quelques Frères Musulmans incendièrent les plus grandes églises de Meniah. De jeunes chrétiens, à leur tour, incendièrent une mosquée la nuit suivante. Le lendemain, et pour la première fois dans l'histoire de l'Égypte moderne, des groupes appartenant aux deux camps procédaient à des opérations de kidnapping à la manière libanaise. Comme par hasard, à la même époque, un incident, juridique celui-là, mais aussi le premier dans son genre, venait d'avoir lieu : un tribunal autorisait un citoyen égyptien chrétien à être polygame, statuant que la législation de la majorité ainsi que la religion de l'État le permettaient. On ne pouvait qu'être surpris de l'insistance du Président, juste à ce moment, sur les fondements islamiques du régime. La surprise fut moindre quant à son attaque en règle contre les intellectuels égyptiens écrivant dans la presse des capitales arabes ou dans la presse arabe provisoirement installée à Paris. Car le Président a tout à fait le droit de répondre aux opposants, bien que certains puissent s'interroger sur le bien-fondé de son droit d'ordonner aux syndicats professionnels d'exclure ces mêmes opposants de leur sein... l'identité professionnelle n'étant pas acquise ou n'étant pas perdue pour des raisons politiques, surtout que l'exercice d'une profession, en Égypte, est conditionnée par l'adhésion à un organisme syndical.

En ce qui concerne les hommes politiques membres du néo-Wafd, le Président décida de consulter le peuple sur le droit d'avoir une activité politique pour tous ceux qui avaient milité dans des partis avant 1952, excepté les membres du Parti national et ceux du parti « Jeune Égypte ». Sur ce plan, deux points attirent l'attention :

Le Président Sadate avait décidé, dès qu'il eut pris la responsabilité suprême du pays, de rétablir les droits politiques suspendus dans des conditions exceptionnelles. Avant le rétablissement de la Constitution permanente et la restructuration de l'Union socialiste, avant l'expérience des trois tribunes, suivie de celle des trois, ensuite des quatre partis, le Président avait consulté le peuple au sujet de la restauration de l'État constitutionnel, où tout citoyen devait jouir de sa liberté politique. Depuis, et sous le feu d'une campagne sans pré-

cédent contre le régime nassérien, des ensembles de lois économiques et sociales, placés sous le règne de l'ouverture, autorisèrent la restitution des terres à leurs anciens propriétaires et la levée des confiscations sur certaines autres. Il était donc normal que le Wafd en vint à représenter les intérêts consécutifs aux nouvelles législations. Mais cette représentativité ne tarda pas à provoquer une lutte violente entre le parti du centre soutenu par Sadate et dirigé par Mamduh Salem, premier ministre, et le néo-Wafd sur le droit de représenter les mêmes intérêts. Car le Wafd, dès sa restauration, polarisa des forces sociales plus larges que celles de la base du régime. Le Wafd gagna rapidement la confiance de ces couches sociales et devint ainsi un dangereux rival du parti du gouvernement. La dernière décision du Président concernant les hommes politiques d'avant 1952 mit fin à cette rivalité en frappant le Wafd de l'interdit; ce qui ne manqua pas de rappeler à la mémoire des Égyptiens le mouvement d'épuration qui avait précédé l'interdiction des partis politiques après la révolution de 1952.

Le deuxième point que soulève cette dernière décision concerne l'exception présidentielle accordée au parti de « Jeune Égypte » et au Parti national. En fait, tous les deux sont connus dans l'histoire de l'Égypte moderne pour leur tendance islamique; et l'un des deux au moins pratiquait l'action terroriste organisée, alors que le Wafd, à la même époque, lui qu'on accuse aujourd'hui de vouloir faire revenir le pays à la période d'avant 1952, était sans conteste le parti de la majorité populaire.

Le dernier point dans le discours du Président n'est pas une décision mais bien une défense directe de l'identité sociale du régime... Pour la première fois dans l'histoire des discours présidentiels, un Président prenait ouvertement la défense d'une personnalité publique. Le Président Sadate consacra vingt-cinq minutes de son discours à la défense de M. Osman Ahmad Osman, déclarant notamment que M. Osman a construit le haut barrage d'Aswan, des usines et des écoles et que la société des « Entrepreneurs Arabes » avait prêté de la devise rare à l'État! « Je n'ai jamais été en situation de défense, dit-il, car je n'ai jamais été accusé de quoi que ce soit. Je le dis pour que cela vous serve d'exemple... Dorénavant, quiconque osera ouvrir la bouche sera sévèrement puni et par les voies démocratiques »! Reste à expliquer pourquoi le Président considère qu'il se défend lui-même en défendant des entrepreneurs arabes... Nul ne fait allusion au fait que M. Osman est le doyen des milliardaires égyptiens, qu'il est un des plus grands des nantis arabes, que son fils est le gendre du Président et que, sous Nasser comme actuellement, M. Osman a toujours eu sa part d'activité dans les grandes entreprises égyptiennes. La même défense fut prononcée, dans le même discours, en faveur de M. Muhammad Hamed Mahmud mais sans qu'il fût cité nommément, et pour cinq minutes seulement. Ce dernier est en effet propriétaire d'immenses fermes à Ismaïlia, ministre et secré-

taire général du parti au pouvoir. Cette deuxième défense fut terminée par le même avertissement : « Je vous le dis pour la première et la dernière fois, je n'aime pas avoir à me défendre » !

L'importance exceptionnelle du discours du Président Sadate à l'occasion du septième anniversaire du putsch de mai 1971 ne réside pas dans le fait qu'il constitue un bilan des années de l'expérience politique menée depuis l'annonce de la mort de Nasser jusqu'à la visite faite à Jérusalem. Il s'agit bien plutôt de la fin d'une expérience et de la reconnaissance, quelque peu complexe, du non-aboutissement de cette expérience.

Le Président Sadate avait commencé son expérience avec ce qu'il appela le 23 juillet 1971 « le Programme Pour l'Action Nationale » et qui n'était rien d'autre qu'un résumé des principaux documents nassériens, truffé de justifications du putsch. A l'époque, il était en position de force, position fondée sur le mot d'ordre « démocratie et socialisme ». Conformément à la théorie de la polarisation des forces politiques, ceci attira dans le champ du Président des éléments sociaux importants et désireux d'un changement radical permettant de récupérer les territoires occupés, de restituer à la dignité de l'individu le droit de s'épanouir sous l'autorité des lois constitutionnelles et pour le progrès social d'aboutir à une juste répartition des ressources. Ce même Président, sept ans après, se trouve à l'extrême opposé de ce qu'il avait déclaré au début de sa prise du pouvoir... Pis, il se trouve dans une situation tellement faible qu'il liquide petit à petit le décor de son expérience... La démocratie est remise en question puisque l'opposition, et surtout celle venant de gauche, use de son droit constitutionnel et pacifique de critiquer les erreurs fondamentales commises dans le domaine de la politique de l'État, et puisqu'elle ne dispense pas le Président de sa responsabilité.

L'unité nationale, elle aussi, est remise en question car le climat de la *Chari'a* islamique pèse de plus en plus sur les fondements du régime, de sorte qu'on assiste aujourd'hui à un glissement progressif vers une société théocratique et fanatique et ce, alors que l'expérience libanaise n'est pas si loin de nous.

La libération de la terre, elle, n'est plus citée que sur les tables de négociation placées sous l'égide américaine et sans véritable espoir de la voir un jour restituée. Cette démission est symboliquement représentée par le fait que le Président ne défend que ceux qu'il représente au pouvoir, à savoir l'alliance des riches de la campagne avec les courtiers de la capitale. Par sa liquidation quasi définitive de toute pensée de démocratie ou de transformation sociale, le Président Sadate réunit à la fois les passifs du régime antérieur à 1952 et ceux du régime nassérien. Il élimine aussi tout ce qu'il y avait de positif dans ces deux régimes. Il dépasse en l'étouffant la problématique de la bourgeoisie égyptienne qui n'a jamais pu réaliser sa propre révolution, pour tomber dans l'impasse historique de la contre-révolution en Égypte.

En réalité, les sept années de présidence de Sadate ne sont qu'une étape dans la contre-révolution en Égypte qui, elle, a de profondes racines dans l'histoire de l'Égypte moderne. Le soulèvement de Ahmad Orabi contre le khédiwe en 1882, la révolte de 1919 sous la direction de Saad Zaghlul contre l'occupation britannique n'étaient pas des révolutions mais bien plutôt deux étapes importantes sur la voie de la révolution égyptienne, celle de la classe moyenne principalement. De même la révolution de juillet 52 n'était pas « la » révolution mais aussi une autre étape. La contre-révolution actuelle n'échappe pas à cette règle; elle est une contre-révolution et non pas la contre-révolution. Elle en est une étape. Et comme la révolution de 1952, qui débuta à la façon d'un coup d'État pour devenir révolutionnaire plus tard, la contre-révolution en Égypte commença comme un putsch dont le caractère réactionnaire se consacra par la suite. Ce putsch n'était pas seulement dirigé contre le régime nassérien, il visait surtout l'alliance sociale représentée par Nasser. Il fut dirigé contre les bases d'une révolution qui se faisait. Le putsch du 14 mai 1971 ne s'est pas fait contre une révolution précise, mais contre la révolution égyptienne en train de se faire.

L'histoire de la contre-révolution fait partie de l'histoire de la révolution. Car de l'intérieur de la révolution comme de l'extérieur les éléments de la régression se sont développés comme une conséquence normale de la naissance et du développement de la bourgeoisie égyptienne. A l'origine cette bourgeoisie prit son essor dans le secteur commercial, soutenue par une mince couche de la paysannerie et une frange de la caste des fonctionnaires. Ses intérêts étaient nécessairement imbriqués dans ceux des grands propriétaires terriens qui, eux, ont toujours été les alliés des monopoles étrangers. Les origines qualitativement différentes de celles des bourgeoisies occidentales ont laissé une empreinte indélébile sur l'évolution de la classe moyenne égyptienne... Née sous la répression étrangère et dans un régime autocratique et théocratique dirigé par Muhammad Ali, la classe moyenne égyptienne est issue de couches sociales arriérées du point de vue du mode et des rapports de production. Elle est née sous la menace de divers moyens de spoliation, au point que la modernisation industrielle, par exemple, se fit dans l'alliance avec les grands propriétaires terriens. Les bases du berceau qui reçut ce nouveau-né ne furent qu'un mélange des intérêts fonciers, commerciaux et industriels ajoutés à ceux de l'appareil bureaucratique de l'État et de la présence militaire étrangère. Une naissance difficile. Les difficultés n'ont jamais cessé d'accompagner la classe moyenne égyptienne durant toute son histoire révolutionnaire, durant toute sa lutte contre l'occupation, contre le pouvoir absolu et pour l'indépendance nationale et la démocratie. Aussi, lorsque nous apprenons que le Wafd, sa plus grande représentation organisée, n'occupa le pouvoir que sept ans et demi — à partir de la constitution de 1923 (fruit de la révolution de 1919) — sur une période de 30 ans, nous nous

rendons compte que cette classe moyenne n'a jamais eu le temps de reprendre son souffle et de réaliser sa révolution. Elle a toujours été dépassée par l'histoire sociale du peuple égyptien. Chaque fois qu'elle devait accomplir une tâche qui lui incombait, la réalité économique et sociale lui imposait de nouveaux problèmes; ce qui la menait toujours aux compromis avec les couches supérieures des pseudo-féodaux et avec la grande bourgeoise, au détriment des larges couches populaires. Ainsi a-t-elle signé le traité de 1936 avec la Grande-Bretagne. Ainsi Mustapha An-Nahhas, leader de la majorité, fut imposé au roi Farouk par l'ambassade de la Grande-Bretagne lors du célèbre événement du 4 février 1942. Ainsi fut incendiée la ville du Caire et tout le régime en même temps le 26 janvier 1952, afin que viennent «les Officiers libres sur les cendres de cette classe moyenne». Ainsi le phénix renaissait pour refaire son nid sur une branche du vieil arbre.

Avec ces imbrications économiques, sociales et politiques de la classe moyenne, il était normal que les éléments révolutionnaires de ladite classe fussent intimement liés à ceux de la contre-révolution qui, elle, a toujours été soutenue par les forces adéquates, telles l'occupation, le Palais, les pachas de la terre et de l'immobilier et des sociétés. En fait le germe de la corruption est inhérent à la classe moyenne elle-même. La traduction politique de cette hypothèse pourrait résider dans la division de la révolution de Orabi ainsi que dans toutes les scissions du parti de Saad Zaghlul : le Wafd qui avait vu sortir de ses propres rangs pour se retourner contre lui le parti minoritaire des saadistes, et le bloc wafdiste qui devint la minorité des minorités et qui vit aussi se retourner contre lui, à diverses périodes, de grandes personnalités. Le même phénomène se reproduisit dans les rangs de la révolution de juillet 1952. En effet, le manque d'homogénéité dans la direction même qui fut à l'origine de l'interdiction de la gauche et des Frères Musulmans, n'est que le reflet objectif du déchirement de cette classe tiraillée, voire écartelée entre la forme politique et le contenu social; entre l'ambition de diriger la société et l'État, et les nécessités du développement d'un côté et, de l'autre, les points d'appui des couches hostiles à sa révolution tout en faisant partie de son tissu économique. Ces couches lui étaient hostiles. Elle non plus, la classe moyenne n'a jamais été assez coopérante avec ses véritables alliés. Elle s'envolait, mais lorsque les ambitions l'entraînaient à un vol plané, elle se cassait les ailes... elle tombait.

C'est dire à quel point il s'agit là du drame d'une classe... mais c'est aussi le drame d'une société, d'une nation. Car lorsqu'une révolution s'adapte à la contre-révolution, en l'imposant quelquefois, elle prononce son propre arrêt de mort et celui des autres également.

Le destin de la classe moyenne en Égypte n'a pas seulement influencé ses propres couches mais elle a eu un énorme impact sur la formation de la petite bourgeoisie, sur l'idéologie des paysans, sur les organisations ouvrières, sur la pensée des intellectuels et la conduite

de l'armée. Lorsqu'elle menait à bien une réalisation quelconque, celle-ci s'incorporait positivement à l'ensemble du peuple. Lorsqu'elle déclinait personne n'échappait aux conséquences de ce déclin.

N'est-il pas étrange que, un siècle après, ce soient les mêmes questions qui se posent à la bourgeoisie égyptienne? En réalité, aucune réponse décisive n'a été donnée jusqu'à présent, en dehors du domaine culturel. Mais sur un siècle de nouvelles questions ne peuvent manquer de se poser, dans le domaine culturel comme dans le domaine social. Et ni l'histoire ni l'avenir ne peuvent attendre que la réponse vienne du présent de la classe moyenne en Égypte.

Histoire et avenir attendent une réponse venant d'autres classes; une réponse non seulement aux vieilles questions mais aux nouvelles aussi. C'est là que réside la crise des forces sociales capables de donner une solution de remplacement à la contre-révolution contemporaine au plan de la pensée comme au plan économique, social et politique.

Le Président Sadate, contrairement à ce que croient certains, est parfaitement conscient du fait que la crise actuelle ne le concerne pas lui seulement et qu'il n'est pas l'unique responsable; car il s'agit de l'apport d'une longue histoire sociale et de la crise de puissantes forces sociales. Le Président fait le pari de faire crouler l'édifice sur tout le monde comme fit Samson. Quelle pourrait être dans ce cas la solution de rechange? L'écrivain égyptien Abbas Mahmud Al-Aqqad disait souvent : « Dieu seul sait si la révolte de Lucifer était révolution ou contre-révolution. » Il avait accueilli la révolution de juillet 1952 en disant que c'était une révolution contre la révolution « rouge » qu'il craignait à cette époque. Il devait donc prendre le parti de cette révolution qui empêchait l'autre; chose qu'il ne fit pas. Car le nassérisme a effectivement accompli, nonobstant l'apparence de putsch militaire, quelques-unes des missions de la révolution que craignait Al-Aqqad.

Pourtant, s'il avait vécu (il est mort en 1964) il aurait certainement trouvé une réponse à sa question sarcastique sur la révolte de Lucifer. Le putsch nassérien lui aurait inspiré cette réponse : la révolte de Lucifer est à la fois une révolution et une contre-révolution.

Le fait est que Nasser conduisit l'étape de la révolution jusqu'au jour de son avortement, le 5 juin 1967; Sadate lui, qui l'avait accompagné durant toute la première période, conduit aujourd'hui la contre-révolution.

Tous deux sont des hommes du 23 juillet 1952, mais le drame est celui d'une classe toute entière.

L'histoire est loin d'être finie.

Ghali SHOUKRI
Paris, 18 mai 1978



Première partie

LE CONTRÔLE POSITIF
DE LA DÉFAITE A LA GUERRE

Chapitre I

AU COMMENCEMENT ÉTAIT LE PUTSCH

1. Une star pour le putsch

Le Président Sadate se fit attendre à deux reprises dans sa vie. Les deux événements se terminèrent par l'ouverture d'une nouvelle page dans son histoire politique, des pages heureuses dans une vie pleine de contradictions et d'harmonie à la fois, mais aussi complètement différente de celle qui est décrite dans son dernier livre, publié récemment sous le titre *A la recherche d'une identité. Histoire de ma vie.*

La première fois que le lieutenant-colonel Anwar Al-Sadate se fit attendre, ce fut à la veille du 23 juillet 1952. Il avait manqué l'heure « H » qui lui avait été fixée par Abd An-Nasser sur une carte déposée chez lui quelques heures avant le coup d'État... Sadate, au moment critique, se trouvait avec sa famille dans une salle de cinéma près de son domicile. Ne voulant pas que cette absence soit mal interprétée, il en diminua l'importance en la reconnaissant souvent dans ses mémoires radio-télévisées. Certains disent que ce retard était volontaire. A l'histoire du cinéma ils ajoutent un incident auquel Sadate ne fait jamais allusion; ce qui fait que sa vérification dépend de Sadate personnellement ou de ses biographes plus tard. Ces esprits malveillants disent qu'après le spectacle, la famille de l'officier au teint brun simula une bagarre avec quelques personnes; à la suite de quoi ils furent tous conduits au commissariat de police où un procès-verbal enregistra la présence et la signature de Anwar Al-Sadate après minuit le 22 juillet 1952. L'histoire, avec ses deux épisodes, l'un reconnu, l'autre controversé jusqu'à présent, signifie que Sadate aurait voulu, en cas d'échec du coup d'État, apporter la preuve d'un

alibi. Mais discuter des intentions, sans documents à l'appui, fait dévier toute analyse objective. Et l'on retiendra que le lieutenant-colonel Anwar Al-Sadate se dirigea plus tard dans la nuit vers un endroit situé près du quartier général de l'état-major. L'aube du 23 juillet 1952 commençait à poindre. Nasser le chargea de deux missions : il devait couper à partir du câble principal certaines lignes téléphoniques de quelques personnalités ; il lui donna ensuite une déclaration écrite pour la diffuser à partir de la radio du Caire. Ainsi celui qui ne fut pas présent à l'heure « H » fut la première voix qui annonça au monde le coup d'État.

Une des singularités qui arrivent souvent lors des coups d'État, c'est que quelqu'un soit en avance sur l'heure « H ». Ce fut le cas du général Yusuf Siddiq, l'officier aux idées de gauche, qui sauva le coup d'État d'un échec certain. Car les supérieurs des forces armées, les généraux du roi Farouk, s'étaient réunis précipitamment au quartier général à la suite d'une information assurant que « quelque chose » allait se produire cette nuit-là... Yusuf Siddiq ne savait pas qu'il y avait eu une fuite et que les généraux s'étaient réunis pour parer à un éventuel coup d'État. Yusuf Siddiq trouva dans cette réunion la chance unique d'arrêter tous ces généraux d'un seul coup. Sans avoir reçu l'ordre de le faire, et passant outre la discipline militaire, il assiégea le bâtiment de la direction générale des armées, investit les lieux et fit ainsi un beau coup de filet. Cette initiative audacieuse épargna au coup d'État une fin sanglante. Elle fut aussi le premier signe du succès. Cette action rapide et surprenante même pour les conjurés (les soldats avaient arrêté aussi le colonel Nasser à cause de son grade) fut récompensée : Yussuf Siddiq fut nommé membre du Conseil de la révolution. Mais il démissionna en septembre 1953. Et il fut même arrêté quelque temps pour ses opinions de gauche. Moins d'un an après, ce fut le même sort pour Khaled Muhyi Ad-Din, et pour les mêmes raisons, bien que dans des circonstances différentes. Ainsi, l'absent à l'heure « H » fut le premier à annoncer la nouvelle, tôt dans la matinée du 23 juillet 1952, à l'Égypte, au monde arabe et au monde entier, alors que celui qui était en avance fut éliminé des rangs un an après. Le premier regardait un film, le second risquait sa vie en s'emparant du plus haut rempart de l'ancienne direction militaire. Mais cela arrive souvent.

Le deuxième retard du Président Sadate eut lieu le jour de la mort du Président Nasser. Il fut le dernier arrivé à la maison du Président. Il n'assista pas aux longs moments de l'agonie. Le Président, à cette triste soirée du 28 septembre 1970, ne l'avait pas vu depuis plus de trois mois. Les grands responsables, les proches du Président se souvinrent certes, à ce moment, du Sadate membre du haut comité exécutif, de l'Union socialiste arabe, et très officiel vice-président de la République. Mais la réalité était tout autre ; en effet, au retour de sa dernière visite à Moscou, pendant l'été de 1970, le Président Nasser demanda à son substitut qui l'accueillait à l'aéroport du Caire

« de se reposer ». Depuis « cette affaire » le vice-président avait cessé de remplir ses fonctions, même les plus formelles. Beaucoup de rumeurs coururent à ce sujet ; mais la plus importante fut celle qui consistait à dire que Nasser avait reçu, lors de son séjour en Union soviétique, une plainte d'un citoyen accusant la femme de son vice-président. Celle-ci était tombée en admiration devant un hôtel particulier. Elle fit une proposition d'achat au plaignant qui déclina l'offre ; le vice-président mit alors les biens de ce particulier sous séquestre. Bien que cette rumeur soit la plus répandue pour expliquer l'éclipse du vice-président après le retour du Président, personne n'en a encore apporté la preuve. Il est pourtant certain que l'hôtel particulier fut restitué à son propriétaire ainsi que tous ses biens. Ceux qui ne se passionnent pas pour les rumeurs préfèrent dire que le Président Nasser avait décidé de se passer des services de Sadate pour cause de changements politiques qu'il avait l'intention de réaliser en fonction de l'évolution de sa pensée politique à l'époque. Ce dont on est sûr c'est que Nasser ne donna pas d'ordre écrit au sujet de la neutralisation de Sadate. Par conséquent, le vice-président, au moment de la mort de Nasser, était existant constitutionnellement sur la scène politique sans être présent effectivement. Ce détail constitutionnel, ajouté à d'autres éléments concurrents, joua un rôle important dans la montée de Sadate à la présidence de la République. L'affaire apparut comme une *nukta* historique. Sadate hérite de Nasser qui, lui, meurt mécontent de Sadate mais sans l'avoir limogé d'office...

Mais l'histoire sociale du pouvoir en Égypte ne connaît pas la plaisanterie. Dernier arrivé à la résidence du défunt, Sadate fut le premier à annoncer la mort de Nasser au peuple égyptien, au monde arabe et au monde entier. Ceux qui assistèrent aux derniers moments de Nasser, ceux qui s'attachèrent à ce que le passage de Nasser à Sadate se fît pacifiquement et dans la constitutionnalité, ceux-là furent jugés, emprisonnés ou forcés à se mettre à la retraite, en moins d'un an pour la plupart, et trois ans après pour certains autres. Dernier acte du Président Sadate dans la chambre du Président défunt : il lui baisa la main avant de lui recouvrir le visage avec les draps.

Du vivant de Nasser, le Président Sadate n'avait aucun penchant à émettre une critique, même la moindre opinion, à moins qu'on ne le lui demandât. Alors il formulait ce qu'il imaginait pouvoir être la pensée du Président. Mais à deux reprises Sadate osa enfreindre cette règle d'or : il était alors membre du Conseil de la révolution et vice-président : « La première fois, a-t-il dit dans ses discours nassériens après son accession à la présidence, ce fut lorsqu'au début du coup d'État on procéda à un vote sur le mode de direction du pays. Nasser, selon Sadate, opta pour la démocratie, alors que lui et la majorité étaient du côté de la dictature. La vérité dont on peut rassembler les éléments est que Yusuf Siddiq, Khaled Muhyi Ad-Din

ainsi que le général Nagib étaient pour la démocratie libérale; en d'autres termes, ils voulaient appeler à de nouvelles élections parlementaires pour une nouvelle chambre, à la suite de quoi le pouvoir serait passé aux mains de la majorité et l'armée serait retournée aux casernes. La crise de mars 1954 témoigne irréfutablement que les officiers de gauche, avec Muhammad Nagib, furent pour le retour de la démocratie. Mais il est plus plausible de dire que cet événement souvent cité par Sadate n'était qu'une exploration, de la part de Nasser, des intentions des autres, et que Sadate avait imaginé d'avance que Nasser serait pour la dictature. Seize ans après cette crise, il n'est plus possible de croire que Nasser avait pensé un seul instant à restituer le pouvoir aux civils ou à l'ancienne légitimité. Donc l'opposition de Sadate, ainsi que celle de ses collègues, à l'opinion (démocratique) de Nasser peut se situer dans trois éventualités assez vagues d'ailleurs : Sadate connaissait bien la personnalité de Nasser, donc il était certain que Nasser, celui qui ne disait jamais le fond de sa pensée qu'après avoir écouté les autres, serait pour la dictature, enfin Sadate aurait prévu l'avenir!

La deuxième circonstance où Sadate s'opposa à Nasser, ce fut à l'occasion du plan «Rogers», présenté par le ministre américain des Affaires étrangères pour résoudre le problème du Moyen-Orient en décembre 1969. Cette fois aussi, Sadate crut que Nasser n'oserait pas accepter un tel projet en pleine guerre d'usure menée par l'armée égyptienne contre les forces israéliennes, surtout que l'opinion publique égyptienne et arabe était assez mobilisée pour ne pas accepter un tel plan. Il est probable aussi que les calculs des États-Unis et d'Israël étaient fondés sur la même donnée. Mais Nasser surprit Sadate, Israël, les États-Unis et le monde entier en acceptant ledit projet. En vérité, Nasser avait gagné le pari; mais ceux qui ne connaissaient pas les règles du jeu lancèrent les pires accusations contre lui. Et ce sont eux qui, les premiers, pleurèrent sa mort.

Le paradoxe en réalité consiste dans le fait que Sadate, s'opposant par deux fois à Nasser, sans le vouloir vraiment, ait eu raison des véritables opposants, ceux de droite comme ceux de gauche parmi les officiers... Il a voté pour la dictature et il monta au perchoir. Et lorsque Rogers présenta son plan, il était, presque à la même époque, nommé vice-président de la République. Mais certains font observer que, malgré ce titre, il n'avait aucun accès aux charges effectives du pouvoir exécutif. En réalité, son allégeance à Nasser, de son vivant, et son éloignement presque total du pouvoir exécutif ne sont que les deux faces d'une même médaille : dans son ombre, Sadate préfère les voies paisibles et la vie aisée. C'est là une apparence qui trompa tous ceux qui eurent la surprise de le voir devenu le premier homme de l'Égypte. En réalité, Sadate n'avait pas changé. Il a simplement mis en application son idée sur le pouvoir et la responsabilité... Même cette élégance qui lui est très connue maintenant ne lui était pas étrangère. L'accord tacite entre lui et Nasser était de ne

pas participer effectivement au pouvoir mais de s'associer à toutes les apparences de force... Pour cette raison, certains l'avaient pris pour un homme faible... Pour cette fois ils s'étaient trompés, mais ce fut la dernière, car l'homme qui avait appris, mieux que quiconque, le sens de la première présidence en Égypte et a évité par conséquent tout risque d'opposition, cet homme, devenu Président, n'accepte aucune opposition, au point de renverser ceux qui ont voulu s'associer à lui.

Quant à ceux qui présentent ou se représentent la personnalité du Président comme celle d'un joueur... Il est peut-être tout le contraire. Il calcule tous les éléments dont il dispose pour prendre en considération toutes les éventualités et toutes les possibilités, et pour choisir enfin le moment «faible» chez l'adversaire afin de faire par son propre poids pencher la balance. Depuis sa jeunesse, par exemple, il a un penchant pour les Frères Musulmans, mais il n'en a jamais fait partie; cependant c'est lui qui les jugea en 1954 et les condamna à la peine capitale et à la prison à perpétuité. Depuis sa jeunesse aussi il a des sympathies pour l'organisation de «Jeune Égypte» avec le slogan «L'Égypte au-dessus de tous» à la manière fasciste, mais il n'en a jamais fait partie non plus. Pourtant il s'est joint au groupe de Aziz Al-Masri, pacha proche de l'Axe, lorsque l'Allemagne nazie était proche de la victoire lors de la bataille d'Al-Alamin. Il était contre le roi Farouk pour les mêmes raisons malgré les tentatives de ce dernier pour se rapprocher de l'Allemagne. Il a toujours bien dressé ses plans. Il a même pu obtenir l'acquittement lorsqu'il fut accusé d'avoir assassiné Amin Uthman. Une fois libéré, il se réconcilia avec le roi et réintégra l'armée après avoir été cassé.

Parce que Sadate connaît bien la règle du jeu, il s'accorde toujours et en même temps avec des parties opposées entre elles; mais il choisit toujours celle qui pèsera le plus lourd quand il aura obtenu sa victoire. Et parce qu'il respecte la règle du jeu, il reste discipliné durant le temps nécessaire à sa victoire pour imposer à l'adversaire ses conditions. Il se venge de son ancien adversaire en affectant de lui ressembler. Les anciens alliés, les amis ou les anciens collègues... il s'en débarrasse. Dans les deux cas il annule le passé en le réincarnant lorsque l'adversaire a été puissant, en l'éliminant de sa conscience lorsqu'il a été faible. Par exemple, il a toujours nourri une haine sourde contre le roi Farouk, et le palais de Abdine, comme il a toujours détesté les juifs (ce qui est normal de la part d'un antisémite) et toujours détesté les Anglais. Lorsqu'il monta à la présidence, une de ses premières décisions fut de prendre le palais de Abdine comme siège officiel de la présidence, alors que celui-ci avait été transformé en musée sous Nasser. Mais il offrit au roi Ahmad Fuad II, fils du roi Farouk, à l'occasion de son mariage, la royale épée de son père. Il établit, par alliances conjugales, des rapports avec les anciens et les nouveaux pachas. Et pour le mariage de ses filles, il donna des fêtes qui rappelaient à la mémoire des Égyptiens les fêtes

que donnait Farouk, et dont on voyait les images dans les journaux. Quant aux nouveaux Anglais, ou plutôt aux nouveaux empereurs des temps actuels, les Américains, dont il avait refusé le projet de règlement sous Nasser, il devint leur premier allié dans la région après Israël. Et même Israël, où il est allé lors d'une incroyable visite, en ayant l'air de vouloir dire qu'il s'excusait de tout ce qui s'était passé. Cela ne gêna point sa sympathie déclarée pour l'Allemagne nazie. Il a même imposé à ses généraux, pour les cérémonies, un uniforme qui ressemble étrangement à celui des généraux du Troisième Reich. Le pas de l'oie ne manqua pas de surprendre les Égyptiens comme les Allemands de l'Ouest eux-mêmes, dont il a glorifié les prouesses de la Seconde Guerre mondiale. C'est pourtant lui qui déposa une gerbe au cours de sa visite devant le Mémorial des victimes juives du nazisme. En réalité, Sadate est toujours admiratif devant le plus fort, que ce soit Menahem Begin et Israël, le Führer et l'Allemagne, ou les États-Unis d'Amérique.

Le passé donc le hante toujours, qu'il l'élimine de sa conscience ou qu'il le réincarne, et même s'il est au sommet du pouvoir aujourd'hui en Égypte. Sa joie fut sans limite lorsque, descendant de l'avion à l'aéroport de Téhéran, pour la première fois après avoir pris la présidence, il ouvrit grand les bras pour étreindre le Shah. Son large sourire cachait bien l'incident de Rabat, survenu lors du congrès des pays musulmans où une vive altercation en persan l'avait opposé à Muhammad Riza Pehlewi. Mais le Shah, comme on le vit sur les photos et sur les écrans, ne donna pas la réplique à la manière arabe; il se contenta de tendre la main à la manière des rois. Sadate baissa alors un bras, tendit l'autre et l'éclat de joie s'éteignit.

Tout ceci n'empêche pas de souligner deux vérités dans la vie du président égyptien : premièrement, de toutes les figures du mouvement du 23 juillet, la sienne a toujours été la plus connue du peuple égyptien, car il a toujours été le plus actif en politique secrète ou déclarée. Il a eu la part la plus grande de procès et de prison; de ce fait il a toujours été dans la foulée de la presse. Deuxièmement, Sadate a toujours, en dernière analyse, compté parmi les jeunes nationalistes extrémistes à l'imagination échauffée par les idées nazies et les actions fascistes. Il fit donc une synthèse «de l'Égypte racialement supérieure à tous» et de «l'islam», comme doctrine de conquête.

A cause de la première vérité, Nasser l'a toujours utilisé comme une façade depuis la diffusion de la première déclaration jusqu'à sa nomination comme vice-président en passant par la présidence de la Chambre. La seconde vérité a créé en lui un complexe qui ne cesse de l'accompagner depuis qu'il est Président. Sadate est hanté par le fantôme de Nasser, ou plutôt par la «légitimité» qu'avait obtenue celui-ci en 1956 et par son «héroïsme»; cet héroïsme consacré par deux passifs amers : la manifestation spontanée et exceptionnelle de millions de gens le 9 juin 1967 pour l'empêcher de démissionner et la

manifestation hystérique du 28 septembre 1970, lorsque la nouvelle de sa mort fut répandue.

Les deux vérités combinées donnent un ensemble de pensée et de conduite politique qui se sont fait remarquer dès qu'il prit le pouvoir et jusqu'à sa visite à Jérusalem. Un premier caractère de ce type de conduite consiste dans le masque de démocratie qui cache le vrai visage du dictateur. Le 4 février 1971 il franchit le premier pas sur la voie de la paix avec Israël en réouvrant le canal de Suez et en y garantissant la liberté de passage pour tous les pays, y compris l'État sioniste, si les forces israéliennes se retiraient de quelques kilomètres. L'interrogatoire de Ali Sabri, son ancien adjoint, après le putsch du 14 mai 1971, démontre que le Président n'avait consulté personne au sujet de cette grave affaire, ni Ali Sabri, ni le gouvernement, ni les membres du haut comité exécutif, ni le Parlement. Idem pour la décision concernant le renvoi des experts soviétiques, le cessez le feu en 1973, les négociations avec H. Kissinger et pour la visite de Jérusalem, la visite qui conduisit aux démissions de Ismaïl Fahmi, ministre des Affaires étrangères, et de Muhammad Riad, ministre d'État pour les Affaires étrangères. Toutes ces décisions fatidiques étaient prises à l'insu de tout le monde, y compris l'union avec la Lybie et plus tard la guerre contre elle.

En conséquence, un deuxième caractère de ce type de conduite consiste dans la politique de la surprise et non de l'initiative; une politique qui dissimule les origines de la pensée putschiste assimilée à l'esprit de conspiration avec tout ce que cela implique comme caractère secret, sournois et douteux... Compter sur des bases, ou sur toute autre chose extérieure à soi, est presque inexistant chez Sadate. Sa conduite politique est fondée sur l'idée du changement par la violence individuelle et le choc terroriste. La surprise, même quand il s'agit de la paix, a un cadre identique. L'idée de la surprise trouve ses origines dans l'élimination complète de toute participation à la prise d'une décision. Ce n'est pas un hasard si le Président Sadate n'a jamais été membre d'un parti avant la révolution, même des partis proches de sa pensée et de ses inclinations et ce, contrairement à ses camarades, membres des Frères Musulmans ou des partis communistes. Ce n'est pas non plus un hasard s'il a participé à des actes terroristes, comme les assassinats. En effet, la surprise comme mode d'action a évolué, chez Sadate, parallèlement à son évolution politique de l'extrémisme nationaliste à un autre extrémisme; ce qui traduit bien la foi nazie et la conduite fasciste. De la politique de la surprise naît un violent désir d'abréger le temps en procédant à des changements précipités ne donnant aucune possibilité de réfléchir. La pensée, chez lui, c'est l'acte. Et il n'y a aucun moyen de prendre sa revanche sur le passé, sinon en réduisant le présent et en précipitant l'avenir. Ainsi, avec une heure d'antenne, à la télévision, à la radio et sur les médias internationaux, Sadate peut transformer dix-huit ans de sa vie à l'ombre de Nasser en un grand faisceau de lu-

mière concentré sur sa propre image, descendant de l'avion numéro un de la compagnie Egypt-Air à l'aéroport Ben-Gourion. N'oublions pas que dans sa jeunesse, il avait voulu être acteur, mais il échoua devant le jury !

2. Les origines du putsch

Les caractères généraux de la personnalité de Sadate ne constituent pas un avant-propos sur la part individuelle dans le putsch du 14 mai 1971, malgré l'importance exceptionnelle du rôle de l'individu dans l'histoire d'Égypte en général et, en particulier, dans sa période moderne qui commence avec Muhammad Ali. Le régime autocratique, l'État centraliste ont toujours été les traits les plus saillants des régimes égyptiens, depuis les temps les plus reculés. Mais le caractère personnel du Président Sadate fut un important critère pour le choix opéré par les forces sociales ayant intérêt à renverser le régime qui a précédé le sien.

Sadate après Nasser ce n'est pas une «nukta» (plaisanterie) historique, même si certains ont voulu interpréter ainsi le hasard qui fit de lui officiellement un vice-président (ne serait-ce que dans la forme) disgrâcié et forcé, officieusement, de prendre sa retraite au moment de la disparition de Nasser. Sadate Président, ce ne fut pas non plus le fruit de l'amour des Égyptiens pour la légitimité comme certains autres voudraient le croire. En réalité, le titre officiel de vice-président fut un élément déterminant dans le cours des événements qui suivirent la mort de Nasser. L'attitude passive de la population égyptienne face à ces événements fut un autre facteur qui a déterminé leur orientation.

Mais l'essentiel, ou l'élément décisif, reste sans aucun doute la révolution de Juillet elle-même et son évolution de la défaite de 1967 à la disparition de Nasser. Car Sadate, en un sens, faisait partie de la formation politique hétérogène de Nasser. Sadate, Kamal Ad-Din Hussein, Hussein Ach-Chafeï, Abd Al-Moneim Raouf et Rachad Mihanna représentaient, dans la direction du putsch nassérien, les tendances islamiques extrémistes. Zakariyya Muhyi Ad-Din, Abd Al-Latif, Al-Bagdadi et Hassan Ibrahim représentaient la tendance pro-occidentale dans cette même direction. Autrement dit, le manque d'homogénéité dans la structure même du mouvement nassérien, au tout début, était un signe d'appartenance à la droite sur lequel on ne pouvait se tromper. Les germes de la contre-révolution étaient donc endogènes à la révolution. Très tôt furent éliminés et les représentants des Frères Musulmans Hihanna et Abd Al-Raouf, et ceux de la gauche, Yusuf Siddiq et Khaled Muhyi Ad-Dine, pour que la révolution prît une voie médiane *(wasatiyya)*. Mais l'évolution de la représentation de classe chez Nasser devait conduire la révolution à éliminer, durant les années 60, les plus puissants représen-

tants de la droite; ainsi Zakariyya Muhyi Ad-Dine, Kamal Ad-Dine Hussein et Abd Al-Latif Al-Bagdadi furent, l'un après l'autre, remerciés à la suite des nationalisations de 1961-1962, de la guerre du Yémen, de la planification économique et des rapports avec les États-Unis. Mais l'élimination de la droite au sein des officiers jusqu'en 1967 n'avait pas supprimé la « médianité » du régime nassérien. De plus, le style même de gouvernement imposé par Nasser l'empêcha de prendre trois grandes décisions :

1. Se passer des reliquats de la droite parmi les leaders historiques de la révolution représentés par Sadate et Hussein Ach-Chafeï. Pour lui, ils étaient le prolongement de la direction historique; un prolongement négatif mais, il est vrai, inoffensif. En outre, ils représentaient l'équilibre politique entre la droite et la gauche dans les forces de la petite bourgeoisie bureaucratique dirigeante.

2. Se prononcer sur le changement radical revendiqué au soir du 9 juin 1967 par une population égyptienne qui, dans une scène historique, maintenait le leader défait à condition qu'il procédât à des changements profonds dans le pouvoir décomposé. Le peuple égyptien lui donnait carte blanche. Mais la « volonté » de celui-ci ne dépassa pas les limites de sa propre formation sociale et historique. Nasser ne changea rien d'essentiel. Il perdit ainsi une chance historique. Certains disent avec regret : « En vérité il ne tenait pas les rênes pour exploiter cette chance. Il ne pouvait pas se dépasser lui-même. » Ce n'était donc pas une simple manœuvre que d'avoir choisi, comme successeur, Zakariyya Muhyi Ad-Din dans son célèbre discours de démission. S'agissait-il alors d'un autre point de vue concernant l'avenir? Mais continuons la relation. Abd Al-Hakim Amer, premier vice-président, se suicida; Chams Balran, ministre de la défaite, fut emprisonné. Ce dernier fut jugé par Hussein Al-Chafeï; et le successeur de Amer, ce fut Sadate. Ce n'est donc pas un hasard si cette même population égyptienne qui avait manifesté pour le soutenir envers et contre les États-Unis et Israël, six mois plus tard, lui rugissait au visage et se lançait en novembre 1968 dans une des plus grandes manifestations d'opposition estudiantine et ouvrière que l'Égypte ait jamais connues depuis 1954.

3. Former un parti pouvant succéder à l'individu; car toutes les organisations pseudo populaires sous son pouvoir ressemblaient plutôt à des organisations secrètes de sécurité. « L'organisation d'avant-garde », issue de l'Union socialiste arabe, avait pour secrétaire général... le ministre de l'Intérieur! En réalité, Nasser n'avait jamais sérieusement cru en la formation d'un parti. Sa célèbre phrase « lorsque j'entends le mot *organisation,* je dégaine » n'est pas vide de sens. Elle reflète une terreur dissimulée de la démocratie et du peuple. Elle reflète aussi une foi métaphysique en sa propre union avec le peuple. Sa décision est la démocratie même; sa pensée c'est le peuple et les moyens techniques sont le rempla-

çant moderne du parti dans un pays sous-développé. Quant à l'écoute, cela consiste à recevoir les rapports des organismes de sécurité qui, eux, ont toujours été le meilleur parti organisé en Égypte nassérienne. Avant 1965, Nasser s'occupa des plans de développement économique; après 1967 il s'occupa de la reconstruction des forces armées. Mais de tout temps, il dirigea son attention sur les organes de sécurité. Aussi est-il très probable qu'il ne se soit jamais sérieusement soucié de former un parti populaire capable de remplacer l'individu et de forger collectivement les décisions. L'absence de parti, du principe même, c'est-à-dire l'absence de démocratie dans un pays comme l'Égypte, pourvu de traditions libérales, qui forment la base du courant progressiste, mais aussi de vieilles traditions de dictature, qui ont toujours constitué les fondements de la minorité politique, cette absence, dis-je, fut, en soit, une manifestation de droite, qui plaça le pays dans un courant lui-même de droite, après la disparition de son unique leader.

Ces trois éléments négatifs dans l'attitude de Nasser, quant aux problèmes nationaux et sociaux du pays, ne sont pas le reflet, eux non plus, de simples traits de caractère individuel... Leur absence renvoie, comme une intaille, à la formulation idéologique de l'ensemble du rapport des forces sociales en Égypte.

La dégradation économique à la suite du premier et de l'unique plan quinquennal, en 1965, accompagna une réanimation du secteur privé, surtout après la défaite de 1967. C'est là que nous pouvons toucher du doigt l'aspect économico-social de la coexistence de la révolution et de la contre-révolution dans l'évolution de l'Égypte nassérienne.

L'année qui suivit la fin du plan de développement (1965-1966) vit une baisse de 5 % du taux de développement du revenu national, alors qu'il atteignait 6 % durant les années du plan[1]. A la suite de quoi, l'épargne baissa de 13,7 %; ce qui, par voie de conséquence, aboutit à un déficit dans la balance des paiements. Pour parer au risque d'inflation, le gouvernement n'eut d'autre recours que d'augmenter l'impôt sur les produits et les services de première nécessité; ce dont pâtirent les couches sociales aux revenus limités. Les timbres fiscaux augmentèrent de 20,7 %, d'autres taxes de 4,1 %, les services de 41,9 %, les impôts sur d'autres produits de 121,9 %. L'influence de ces augmentations ne tarda pas à se faire sentir sur les prix des produits de première nécessité : le prix du blé augmenta de 4 %, le maïs de 17 %, les fèves de 2 %, l'avoine de 12,5 %, le thé de

---

1. Voir Taha Shakir, *Qadaya Al-Taharrur Al-Watani wa Al-thawrah Al-Ishtirakiyyah fi misr*, éd. *Dar Al-Farabi*, Beyrouth (sans date d'édition), p. 121.

9,6 % et les huiles végétales de 4,1 %. La même année vit une augmentation de l'ensemble de la consommation de 10,9 % par rapport à l'année précédente. Les origines de l'essor du secteur privé se firent sentir dans les placements qui passèrent de 11,2 millions à 27,8 millons de livres égyptiennes. Il était aussi normal d'assister à une baisse de la production dans l'ensemble des secteurs de production de l'équivalent de 0,9 %. Le revenu annuel de l'individu baissa de 68,1 livres égyptiennes à 66,6 livres égyptiennes, ce qui équivaut à 2,2 %. Et la baisse de la consommation des produits de première nécessité atteignait 18,4 % pour le riz, 27,7 % pour les lentilles, 5,2 % pour les légumes, 2,3 % pour le kérosène et 9,5 % pour les tissus[2], ce qui traduit une importante baisse du pouvoir d'achat dans les secteurs les plus larges de la population. L'année 1967/1968 vit une baisse de la production de 1,8 % par rapport à l'année précédente. La politique d'austérité imposée par le gouvernement consista en l'augmentation des prix, de l'impôt indirect et des taxes sur la production. Toutes ces mesures n'apportèrent que 150 millions de livres égyptiennes, alors que le revenu individuel continua de baisser jusqu'à 62,8 livres égyptiennes, ce qui équivaut à 5,7 %. La dégradation de la consommation des produits de première nécessité atteignit une baisse de 8,4 % pour le maïs, 14,3 % pour le sucre, 10,7 % pour le beurre végétal, 14,5 % pour l'huile, 16,7 % pour le kérosène et 20,9 % pour les fèves[3]. Et alors que les investissements des cinq années du plan quinquennal avaient atteint 404 millions de livres égyptiennes dans le secteur industriel, la production 384 livres égyptiennes et le revenu de l'industrie environ 129 millions de livres égyptiennes, la somme des investissements des années 1965/1966, 1966/1967 n'atteignit que 200 millions de livres égyptiennes, l'augmentation de la production 93 millions de livres égyptiennes et le revenu national environ 13,5 millions de livres égyptiennes, «ce qui veut dire que la moitié des investissements ne réalisa que le quart de l'augmentation de la production et le dixième de l'augmentation des revenus».[4]

Le secteur privé, lui, qui n'était pas soumis au contrôle de l'État durant les années 1963/1964, 1964/1965, 1965/1966, 1966/1967 réalisa une hausse relative de sa part dans l'ensemble de la production. Ainsi dans le domaine du textile on assista à la chaîne suivante : 29,3 %, 30,8 % et 27,8 %. Quant aux industries alimentaires, l'augmentation de la production se poursuivit au rythme successif de 18,5 %, 17,7 %, 20,5 % et 23,6 %. Pour les industries mécaniques, le pourcentage de hausse de la production atteignit successivement

2. Idem.

3. Idem.

4. Idem.

22,3 %, 23,8 % et 24,1 %. Sur l'ensemble des quatre années citées, la production du secteur privé vit une hausse de 132,4 % contre 121,1 % dans le secteur public dirigé par l'État et considéré comme pionnier de l'économie nationale et base de la voie vers le socialisme. T.-Th Chekir illustre dans un intéressant tableau la voracité du développement capitaliste au sein même de l'Égypte nassérienne. Ce tableau met en relief les variables survenues sur la valeur ajoutée, dans les deux secteurs, privé et public, de la production industrielle alors que dans le privé le nombre des travailleurs ne dépasse pas 25 (p. 125 du livre cité).

Année	*Secteur public*		*Secteur privé*	
	valeur ajoutée	*son maximum*	*valeur ajoutée*	*son maximum*
66/67	392	100	38	100
67/68	428	109	30	79
68/69	484	124	53	141
69/70	505	129	93	246

Ce tableau met en valeur le caractère d'exploitation spécifique au secteur privé et ce, sur la base même de sa part dans la valeur ajoutée et le taux de l'évolution de celle-ci avant, pendant et après la défaite de 1967; l'augmentation de la valeur ajoutée opérée par les deux secteurs entre les deux premières et les deux dernières années atteint 118 % pour le secteur public et 310 % pour le secteur privé.

Les Égyptiens se souviennent de ce que Nasser, à l'époque, avait appelé «le développement de la nouvelle classe» et que les théoriciens de Nasser avaient désigné comme la représentation du «capitalisme national exploiteur»; la dénomination est trop générale et ne se prête pas facilement à l'analyse minutieuse. Car il ne s'agit pas de la simple «classe moyenne», ni non plus de la simple alliance entre la technocratie, la bureaucratie et/ou le groupement des bénéficiaires de la révolution de juillet 1952 parmi les hauts militaires, fonctionnaires et directeurs. Tous ceux-là ont effectivement fait tourner la roue capitaliste de l'intérieur même du secteur public et pour le bénéfice du secteur privé. Mais il reste les couches sociales supérieures qui se sont formées et dont les intérêts capitalistes immédiats se sont développés en marge des mesures prises par la révolution. A la campagne des couches supérieures de paysans moyens accumulèrent des richesses en faisant main basse sur les coopératives qui, à l'origine, étaient créées par l'État pour l'aide au paysan. Les coopératives, aux mains de cette couche, devinrent un moyen de profits illicites.

Une autre couche, par son influence économique et politique, prit la place des anciens pachas. C'est elle qui monopolisa «le droit» de légiférer et de bénéficier des «services». C'est elle qui pouvait augmenter sa production grâce à son pouvoir financier, en utilisant

les machines modernes pour irriguer, cultiver, engraisser, labourer, semer et cueillir. C'est aussi la couche qui possède des terres très fertiles et dispensées des mesures du plan agricole. Elles sont mises en valeur comme fermes d'élevage modèles, d'un rapport très lucratif, ou comme vergers, plus lucratifs encore. Elles sont en outre intimement liées aux secteurs du commerce et de l'import/export.

Dans le secteur industriel nous avons apporté plus haut la preuve que le secteur privé jouissait d'une hégémonie sur divers domaines industriels, avant 1970. Mais si nous regardons de plus près les entreprises qui emploient dix ouvriers ou moins, c'est-à-dire celles qui réalisent une plus grande production et un plus grand bénéfice, nous pouvons distinguer sur la base des chiffres officiels les réalités suivantes[5] :

1. Nombre des entreprises : 144 556 unités productives.
2. Nombre des employés : 285 000 ouvriers (33 % de l'ensemble de la main d'œuvre industrielle).
3. Production totale équivalant à : 142,4 millions de livres égyptiennes.
4. Valeur ajoutée réalisée : 56,5 millions de livres égyptiennes.

Ce poids économique peut facilement se traduire socialement. En effet, cette couche qui réalise d'énormes bénéfices et n'applique pas à ses ouvriers les lois du travail, leur vole leur force de travail d'une manière scandaleuse que montre le rapport salaires/valeur ajoutée dans le tableau suivant[6].

Secteur	*Moyenne annuelle du salaire en livres égypt.*	*Moyenne de la plus-value par rapport au capital*
Industrie des produits alimentaires, tabacs, boissons . .	44	20,6 %
Chaussures, vêtements et autres produits en tissu.	16	24,4 %
Mobilier et montage.	21	10,5 %

Du tableau précédent nous pouvons conclure qu'une grande partie des ouvriers égyptiens ne touchaient, jusqu'à 1970, que 16 livres égyptiennes par an et par personne, ce qui équivaut à 133 piastres par mois. Alors que le propriétaire de l'entreprise réalisait une valeur ajoutée qui atteignait 24,4 %. L'étude à laquelle nous nous sommes référés ajoute que ce secteur réalisait 11 % de la valeur

5. *Al-Magalla Al-Bank Al-Markazi Al-Misri*, n° 3 et 4 de 1969, *Étude sur les ouvriers et la production dans les petites industries.*

6. Idem.

ajoutée de l'ensemble de l'industrie égyptienne, alors qu'il ne payait que 4,2 % du total des salaires dans le secteur industriel[7]. Et tandis que la part des salaires dans la valeur ajoutée se situait entre 9,3 % et 14,8 %, la part de cette même valeur qui revenait aux propriétaires se situait entre 85,2 % et 90,7 %[8]. Malgré ce développement capitaliste, bénéficiaire selon tous les critères, l'ensemble des facilités de crédit accordées au secteur privé passèrent de 167 000 livres égyptiennes en 1963/1965 à 5,8 millions de livres égyptiennes en 1969/1970, ce qui équivaut à 71,6 % de l'ensemble des crédits accordés. Ces facilités furent désavantageuses pour le secteur nationalisé qui, lui, ne «cessa de vendre à crédit des machines qui allèrent dans leur totalité au secteur privé», déclara le Président-directeur général, à l'époque, de la Banque de l'Industrie dans un article publié par le magazine *Misr Al-Muasarah*[9].

Le tableau suivant, publié dans le même article, donne le montant des sommes prises par le secteur privé sur le compte des secteurs nationalisé et coopératif dans les exercices de la Banque Industrielle[10] :

Exercice	*Total des facilités*	*Secteur nationalisé*		*Secteur privé*		*Secteur coopératif*	
		Somme	*%*	*Somme*	*%*	*Somme*	*%*
1966/67 ..	4,6	3,8	82,6	0,6	12,9	0,2	4,7
1967/68 ..	3,9	2,4	59,8	1,3	34,2	0,2	6
1968/69 ..	5,9	1,3	22,2	4,6	76,7	0,06	1,1
1969/70 ..	8,2	2,3	27,8	5,8	71,2	0,08	1

Ainsi nous est apportée la preuve que le développement capitaliste à cette époque ne compta pas seulement sur la réalisation de grands bénéfices dans les unités de production employant 10 ouvriers ou moins; réalisation opérée en partie sur la baisse vertigineuse des salaires malgré l'augmentation de la valeur ajoutée, mais il compta surtout sur l'aide de l'État consacrée à l'origine au développement de l'industrie égyptienne pour le progrès social de l'ensemble de la population. Rappelons que depuis, l'accent est mis sur la nécessité d'encourager le secteur privé et de lui accorder des facilités allant jusqu'à l'exemption d'impôts. Il est à remarquer que les ténors de ce refrain étaient parmi les piliers de l'organisation économique de

---

7. Cf. p. 40, *op. cit.*, p. 168, sur la base des statistiques 1966/1967, identiques à ceux de l'Organisation centrale de mobilisation et des statistiques 1968.

8. Idem.

9. Fuad Mursi, *développement de la Banque de l'Industrie* (avril 1971).

10. Idem.

l'État, que l'on supposait être les gardiens des objectifs visés par les différentes législations, et postulant la direction de l'économie nationale par le secteur nationalisé.

Le logement fut confié au secteur nationalisé pour intensifier les constructions d'habitations à loyer modéré et alléger ainsi les charges pesant sur les revenus limités. Ce projet fut saisi comme Troie par le cheval, c'est-à-dire de l'intérieur. Le secteur nationalisé, en effet, eut recours aux sous-entrepreneurs du privé, en leur accordant des crédits pour la réalisation des projets de logement; il jeta les bases du parasitisme des services intermédiaires. Ceux-ci ne tardèrent pas à le miner. Ce vaste mouvement se fit en coulisses sur un fond d'opérations de courtage accompagnées de pots-de-vin, de recel, d'usage de faux et de toutes sortes d'actions scandaleusement illicites. Le but originel des plans de logement fut effacé, le capitaliste parasitaire préférant toujours les projets non moins parasitaires comme ceux qui prévoient la construction de résidences luxueuses chassant les pauvres non seulement de leurs quartiers mais aussi de leurs logements. Il suffit de lire cette plaquette publiée dans la page des annonces de *Al-Ahram* du 29 juin 1970 pour se rendre compte des bénéfices inimaginables réalisés grâce à l'alliance des directeurs du secteur public avec les sous-entrepreneurs. «Nous cherchons, dit l'annonce, un propriétaire d'un terrain bien situé acceptant de s'associer, uniquement par le terrain, à la construction d'un immeuble à vendre par la suite. Bénéfice net 80 %.» Pour éviter tout malentendu, l'annonceur écrivit le chiffre en lettres : quatre-vingt pour cent! Ainsi, le but des projets de logement passa de la location à la vente, et des ensembles de logements populaires aux résidences et aux gratte-ciel. Le tableau suivant montre le taux de développement du secteur privé dans le domaine du logement. Les chiffres indiquent les prix courants des investissements en millions de livres égyptiennes.[11]

1959/60	*1964/65*	*1965/66*	*1966/67*	*1967/68*	*1968/69*
73	74,9	76,1	79	113	115,6

La conséquence normale de la mainmise du secteur privé sur les entreprises de logement fut une aggravation de la crise du logement dans les larges couches de la petite bourgeoisie. Elle a même atteint les couches supérieures. Une autre conséquence se fit sentir dans la lutte sans merci entre propriétaires et locataires à propos de l'interprétation des lois, et des lois modifiées réglementant les prix. Les pas de porte se paient toujours chers. Ils atteignent parfois le prix du terrain ou de la construction.

11. *Al-Bank Al-Ahli Al-Misri*, Bulletin économique n° 2, 1971.

Bien que l'État monopolisât le commerce extérieur et le commerce en gros, un rapport officiel de 1967 nous apprend « l'existence d'un monopole exercé par 219 commerçants sur le commerce de produits dont les prix s'élèvent à 130 millions de livres égyptiennes par an et dont le bénéfice se monte à environ 25 millions de livres égyptiennes annuellement »[12]. C'est cette couche sociale qui jeta les bases du marché noir. Le ministre de l'Approvisionnement de l'époque déclara un jour : « Il y a un commerçant qui stocke des pièces de rechange de voitures équivalant à la somme d'un demi-million de livres égyptiennes. Un autre stocke du tissu pour la consommation populaire valant 120 000 livres égyptiennes. Un troisième emmagasine des outils électriques dont la valeur est de 230 000 livres égyptiennes. La pièce qui ne vaut pas plus de 4 piastres est vendu à 40. »[13] C'est aussi cette couche qui a inventé le système de la « contrebande ». Des responsables reconnurent que durant les années 1967 et 1968, l'Égypte fut submergée de produits introduits illicitement, estimés par les experts du ministère de l'Économie à 10 millions de livres égyptiennes. Mais le directeur des douanes du Caire affirme que ce chiffre est de loin inférieur à la réalité.[14] L'annonce suivante indique suffisamment à quel point cette couche est arrivée : « Pour expansion, dit l'annonce, on demande un associé à part égale pour représenter la société Misr dans les produits laitiers et alimentaires (secteur public). La procuration garantit un bénéfice net supérieur à 600 livres égyptiennes par mois. Contrat avec la société contre 8 000 livres égyptiennes sur le compte du représentant. »[15] Dans la plupart des cas l'annonce est publiée en tant que procédure formelle exigée par la loi; mais l'accord entre la société et le représentant est souvent conclu d'avance. A partir de cette publication nous pouvons comprendre que 8 000 livres égyptiennes peuvent rapporter comme bénéfice mensuel net 600 livres égyptiennes, c'est-à-dire 7 200 livres égyptiennes annuellement, ce qui équivaut, à peu près, au capital investi pour une année!

Pour l'import/export, nous ne donnerons que ces brèves informations : une tonne d'ail, sur les marchés de Munich, Paris ou Rome, coûte 800 livres égyptiennes. En Égypte elle coûte 170 livres égyptiennes. L'huile de jasmin est vendue à la France 900 livres égyptiennes. En Égypte elle coûte 500 livres égyptiennes. Une tonne de fleurs de camomille est vendue à l'Allemagne 700 livres égyptiennes la tonne. En Égypte elle coûte 280 livres égyptiennes. D'où la grande

---

12. *Al-Ahram,* 29 octobre 1967. *Enquête : les secrets du commerce en gros.*

13. *Al-Akhbar,* 26 octobre 1967.

14. *Al-Ahram,* 11 novembre 1967.

15. *Al-Ahram,* 8 octobre 1967.

réputation et l'attrait exceptionnel de l'import/export pour les couches parasitaires de la production. Le jeu des permis d'importation devint monnaie courante; on n'en sondait les secrets que par les éclats sporadiques de scandales fracassants comme ce fameux procès connu sous le nom d'Affaire Basyuni Gumua , dont l'enquête révéla les point suivants :

1. L'accusé n° 20 avait obtenu une commission de 5 % sur une somme d'un million de livres égyptiennes, représentant la valeur de permis d'importation, obtenus de la Société du Commerce de véhicules au profit de Basyuni Gumua . Il avait en plus de la commission de 5 %, touché de ce dernier la somme de 15 000 livres égyptiennes en guise de très humble cadeau.[16]
2. Une seule société du privé avait obtenu la réalisation d'opérations dont le montant s'élève à 1,5 million de livres égyptiennes. Une personne travaillant au compte dudit Basyuni Gumua s'était associée à ces opérations contre une commission s'élevant à 45 % des bénéfices.
3. Un fonctionnaire d'une société du secteur public avait donné des bons d'importation de 10 000 livres égyptiennes de matériel électrique contre une commission de 15 % sur la somme investie.
4. Misid Chalabayah, employé chargé des écritures auprès du bureau des importations, muni d'un C.E.P. aux appointements mensuels de 7 livres égyptiennes, démissionna de son poste pour travailler dans l'importation. Il ramassa une fortune s'élevant à un million de livres égyptiennes et prit possession d'une ferme de 200 feddans.[17]

Un an après ce scandale les journaux publièrent la nouvelle de l'arrestation de quatre fonctionnaires qui auraient obtenu 6 000 livres égyptiennes en pot-de-vin. Ils auraient, pour cette somme, fraudé sur des bons d'importation, permettant ainsi à un commerçant de réaliser un bénéfice de 50 000 livres égyptiennes[18].

En réalité, abstraction faite des scandales dont l'odeur parvenait par hasard aux nez des juges, c'est l'État même qui avait pris le parti de faciliter les services aux secteurs privés, non pas par l'intermédiaire des petits et grands fonctionnaires, mais par la force des lois et par la législation. Le 26 octobre 1966, *L'Ahram* annonçait « l'ouverture de l'exportation au secteur privé ». Le 25 octobre 1967 le même journal annonçait l'abrogation de la distinction en faveur du secteur nationalisé pour l'écoulement des marchandises ou l'exportation. Le 13 novembre 1967 ledit journal assurait que les autorités aplaniraient

---

16. Idem.

17. *Al-Ahram,* 4 et 6 septembre 1963.

18. *Al-Ahram,* 8 novembre 1964.

tous les obstacles au secteur privé pour lui garantir un bon démarrage dans le domaine de l'exportation. Le 19 novembre 1967 on assurait des facilités de garantie pour les exportateurs et producteurs du secteur privé. Le 17 décembre 1967 on autorisait le secteur privé à importer des machines et des produits de base dans une limite de 1 000 livres égyptiennes, tout en étant dispensé de l'autorisation pour le transfert de devises. Le 5 mars 1968 on annonçait « de nouvelles facilités pour encourager l'exportation des produits du secteur privé et l'autorisation aux exportateurs de voyager pour rétablir les rapports avec leurs clients ». Le 8 mai 1968 *L'Ahram* apportait la nouvelle décisive : « Tous les produits égyptiens sont exportables sans taxe et avec dispense d'autorisation. » Le 19 août 1968 on annonçait « l'ouverture de l'exportation au secteur privé en lui offrant les matériaux de base pour le démarrage, en l'indemnisant des opérations déficitaires et en le dispensant des frais du contrôle et de l'examen des produits à exporter ». Le 25 novembre 1968 on augmentait le quota des sommes affectées aux usines du privé afin de leur permettre d'importer des matériaux nécessaires à la production de 1 000 à 5 000 livres égyptiennes pour chaque usine et ce, en étant dispensées de l'autorisation pour ce transfert de devises. Le 30 novembre 1968 « les patrons des entreprises du secteur privé demandent l'autorisation d'acheter des produits de base et des matériaux nécessaires à la production pour une valeur de 1 million de livres égyptiennes avec dispense d'autorisation pour le transfert de devises ». Le 1er décembre 1968, « le secteur privé exporte les agrumes sans conditions ». Le 12 décembre 1968 on annonçait « l'augmentation du quintuple des exportations du secteur privé avant juin prochain ». Le 17 avril 1969, l'Ahram, toujours, publie : « Cette année le secteur privé aura exporté l'équivalent de 10,4 millions de livres égyptiennes pour 4,3 millions l'année précédente et 2 millions seulement pour l'année d'avant. » Le 4 septembre 1969 *L'Ahram* rapportait « l'augmentation du seuil de l'importation sans autorisation de transfert de devises à 3 000 livres égyptiennes par personne ». Après cette date les limites furent repoussées plusieurs fois.

Ainsi coexistent révolution et contre-révolution. Quelles que soient l'approbation ou la désapprobation en face de ces mesures, nous nous contentons là de faire la description des rapports de force dans la société égyptienne du milieu des années 60 jusqu'à 1970 lors de la disparition de Nasser. Ces forces sociales, composées de paysans moyens, de riches de la campagne, de capitalistes industriels, de grands commerçants, d'entrepreneurs et de courtiers, étaient présentes et actives dans la société et dans l'État avant la disparition subite de Nasser. Leur existence n'est pas purement économique et isolée de la structure sociale du pouvoir et du peuple. Elle n'est pas isolée des rapports de production et des valeurs de celle-ci. Elle n'est pas non plus isolée de l'appareil d'État et de sa structure comme elle ne l'est pas des institutions, de la pensée, de la cons-

cience et de la sensibilité en Égypte. Ces forces étaient présentes dans tous les domaines et actives au plus haut point. De l'événement de « Al-Manchiyya » à Alexandrie en 1954, lorsque Mahmud Abd Al-Latif, membre des Frères Musulmans, tira sur Nasser et jusqu'à la mort subite de ce dernier, la droite, dans toutes ses tendances, n'avait jamais baissé les armes. Il y eut plusieurs tentatives pour renverser le régime, soit de la part des militaires, soit de la part des religieux extrémistes, dont la plus célèbre est celle des Frères Musulmans en l'été de 1965 et dont la non moins célèbre est celle de Abd Al-Hakim Amer après la défaite de 1967. Elles n'ont jamais cessé mais il est difficile de les dénombrer et d'en connaître l'identité. Le régime nassérien se contentait de les liquider administrativement par les organismes de sécurité sans pour autant en liquider les bases économiques, sociales, politiques et idéologiques. Étant donné que Nasser lui-même a ressenti à plusieurs reprises le danger de la droite et de ce qu'il avait appelé «la nouvelle classe» sans réagir, nous ne pouvons que conclure à deux remarques : malgré son évolution d'une étape à l'autre, Nasser, en tant que représentant de classe, n'était pas au niveau du changement radical revendiqué par la population le 9 juin 1967 et en février et novembre 1968. Par ailleurs, Nasser lui-même portait les germes de cette contradiction que certains appellent «la troisième voie». Par conséquent, avoir gardé Anwar Al-Sadate ou Hussein Ach-Chafeï n'était pas un acte de politesse à l'égard de l'histoire ni non plus une récompense pour allégeance personnelle. C'est l'incarnation même d'un terme de la contradiction chez lui.

Pour tout ce qui précède, la scène politique, en l'absence du «héros», était disposée en vue d'une lutte sanglante pour le pouvoir, surtout que l'héroïsme était du genre tragique : car le régime s'était objectivement effondré le 5 juin 1967. La carrure historique du personnage héroïque avait simplement repoussé le terme de la lutte durant trois ans. Son absence permit aux forces sociales dominantes et maîtresses des véritables centres de décision d'expliciter leur désir de prendre le pouvoir. Son absence permit à la contradiction entre la forme du régime et son contenu de monter à la surface. A partir de cette «fêlure» dans l'édifice social de l'État un putsch était nécessaire afin que la forme soit adéquate au contenu. Ce qui eut lieu.

3. La constitutionnalité du putsch

Qui découvrit et choisit l'autre? Sont-ce les forces sociales citées plus haut qui ont choisi Sadate comme Président? Ou bien est-ce lui qui les a choisies comme base pour gouverner?

Le protocole de la passation pacifique des pouvoirs du défunt Président à son suppléant ne répond pas à cette question qui fut violemment reposée avec les événements du 14 mai 1971, c'est-à-dire

sept mois et demi après la mort de Nasser. Aujourd'hui, sept ans et demi après, tout ce qui se passa ressemble à une pièce que l'on qualifie dans la critique littéraire de bien faite, ce qui veut dire que l'intrigue et le plan sont bien bouclés mais que la pièce sonne faux.

La mort même du Président paraît être le point de départ du putsch. Sa mort en effet fut la façade constitutionnelle du putsch. De son vivant cela aurait été difficile, malgré son conflit psychique personnel et malgré sa lutte sur les ondes contre ce qu'il appelait la « nouvelle classe ». Celle-ci se développait en lui et à l'extérieur de lui comme un mal immanent grandissant au fil des jours, au point d'avoir raison de lui sans qu'une seule goutte de sang n'ait coulé. Nombreux seront ceux qui méditeront plus tard cet événement dramatique qui dura plus de deux heures et demie à partir du moment où le Président quitta l'aéroport du Caire après avoir raccompagné le prince du Koweit (le dernier à partir parmi les grands de la conférence pour l'arrêt du massacre des Palestiniens en ce septembre jordanien). Il fut trempé d'une sueur abondante jusqu'à ce qu'il rendit l'âme dans son lit vers 17 h 45 le 28 septembre 1970. Ces quelques heures sont grosses d'interrogations qui restent sans réponse sûre jusqu'à l'heure actuelle.

On sait par exemple que les Soviétiques avaient muni le Président d'une ambulance de réanimation pourvue des plus modernes réalisations de la médecine dans le monde. Cette chambre de réanimation ambulante devait suivre le Président comme son ombre. Où était-elle durant sa présence à l'aéroport? Pourquoi ne fut-elle pas utilisée dès son arrivée chez lui? Et le premier examen diagnosticant une thrombose? On disposait donc de deux heures et demie et peut-être plus, pendant lesquelles rien ne fut fait de la part de la médecine, rien qui fût en rapport avec l'importance de la fonction présidentielle. Qui est ou qui sont donc les responsables?

On aurait pu comprendre que des organismes très complexes à la disposition de quelques milieux extérieurs aient pu assaillir le cœur du Président dans le massacre de septembre; leur intérêt direct dans la lutte au Moyen-Orient était d'en finir avec les Palestiniens et Nasser, afin que les forces salafites, arabes et intérieures pussent trancher dans les développements de la région en accord avec des plans stratégiques étrangers. Un des moyens d'assassinat les plus modernes est celui où l'assassin n'est pas obligé de tuer directement. Savoir par des minutieux détails l'état de santé du Président, créer le climat adéquat à une dégradation qui conduit à la mort est une affaire possible. Pourtant la grave question sur les dernières heures de la vie de Nasser reste sans réponse. Le moins que l'on puisse dire c'est que ces heures trahissent « une grave négligence », au point de laisser supposer qu'on a laissé mourir le Président. Personne ne le tua directement, mais les éléments extérieurs s'étaient chargés de frapper « le cœur malade », de la Jordanie au Hilton du Caire. L'élément intérieur se chargea de le laisser mourir.

Ce sont là en somme des déductions sujettes à voler en éclats si un jour quelqu'un parmi ceux qui étaient proches du lit du mort nous révélait une autre vérité plus convaincante. Le rapport de décès signé par ses propres médecins tout de suite après la mort et diffusé par les médias n'a convaincu personne. Il y a pourtant deux certitudes : 1. A l'intérieur de l'Égypte il y avait des forces sociales, dont on a indiqué plus haut les composantes économiques et la composition sociale, aptes à profiter politiquement de la mort du Président en s'emparant directement du pouvoir, au lieu de déléguer un tiers pour gouverner en son nom. 2. La mort même du Président fut un instrument exemplaire pour un putsch constitutionnel.

Il est assez étrange que, cinq ans après la mort de Nasser, un journaliste (Saleh Gawdat) écrivît au cours de la visite du Président américain Richard Nixon : « Dieu est intervenu en temps opportun pour sauver la nation et pour que le Président Sadate prenne les responsabilités. » Le Président Sadate lui-même n'hésita pas à plusieurs reprises à exprimer la même idée, arguant que c'est par volonté divine qu'il a été préposé aux fonctions de Président. Malgré la comédie du plébiscite à laquelle avaient participé les têtes qui tombèrent par la suite, c'est là un aveu qui, pour le moins, élimine le peuple comme partie prenante dans la lutte des « nouveaux mamelouks »[19]. La possibilité d'une intervention de Dieu ou de la volonté divine est aussi à éliminer, à moins que le « Président Croyant » se soit permis, à lui ainsi qu'à ses organismes d'information, d'utiliser Dieu comme symbole des forces étrangères arabes et locales, premières intéressées dans sa montée au pouvoir.

Donc la question de savoir si ce sont les forces sociales arabes et internationales qui firent venir Sadate au pouvoir, ou si c'est lui qui les choisit comme base de son pouvoir, ne peut pas trouver de réponse dans les événements constitutionnels survenus à la suite de la mort de Nasser, et à la suite aussi des rumeurs les plus persistantes sur l'éventualité du retour au pouvoir des anciens membres du Conseil de la révolution ou du retour de Zakariyyah Muhyi Ad-Din. Car en somme le Président Sadate n'était pas une figure inconnue des forces sociales dont nous parlons, ni de leur formation économique, ni de leurs ramifications arabes et internationales, ni non plus de leur ambition politique. Il en était un des membres fondateurs. Et, du vivant de Nasser, il était leur fervent défenseur et leur représentant dans l'alliance avec les milieux arabes conservateurs. Il était

---

19. Parmi ses traditions de lutte, le peuple égyptien prenait toujours l'attitude du spectateur dans les luttes des mamelouks entre eux ; ces mamelouks qui régnèrent longtemps sur lui jusqu'à ce que Muhammad Ali se fût débarrassé d'eux dans le célèbre massacre de 1811. Les Égyptiens laissaient les mamelouks se liquider les uns les autres ; ce qui affaiblissait toutes les parties et préparait au véritable changement dans le pouvoir.

donc normal au plus haut point qu'il en soit le représentant au sommet du nouveau pouvoir après que Nasser eut facilité la tâche par sa mort et par le fait d'avoir choisi Sadate comme suppléant. Avoir proposé le nom de Zakariyyah Muhyi Ad-Din à ce moment précoce était une manœuvre de diversion sciemment opérée, à laquelle concourut le fait d'avoir présenté Sadate et Ali Sabri le jour des obsèques du Président comme deux hommes cardiaques incapables de poursuivre le chemin. Car Zakariyyah Muhyi Ad-Din n'a jamais été l'homme des États-Unis en Égypte nassérienne. Jamais son nom ne fut cité dans les listes du *Washington Post,* comme dénonçant les agents de la C.I.A. parmi les hauts responsables dans plusieurs pays (février 1977). Jamais il ne fut cité comme ayant eu affaire avec les antennes secrètes des régimes pétroliers conservateurs. Zakariyyah Muhyi Ad-Din est un citoyen intègre ayant ses propres convictions sur le développement économique selon le modèle occidental. Il exprime peut-être les aspirations des couches de technocrates de la classe moyenne égyptienne qui n'ont rien contre le secteur public; bien au contraire, elles pourraient en bénéficier en l'adaptant mieux à la technologie moderne. Dans ce cadre, Zakariyyah Muhyi Ad-Din peut représenter la droite avancée et éclairée et non pas les riches de la campagne, les entrepreneurs et les courtiers parmi les couches les plus arriérées et les plus prêtes à bondir sur le pouvoir. Il est à regretter que cette image américaine de Zakariyyah Muhyi Ad-Din ait été fixée dans l'opinion publique par Nasser lui-même, procédant au jeu des équilibres en affublant ses collaborateurs de poses et de masques politiques ou en citant le nom de Zakariyyah Muhyi Ad-Din comme successeur dans son discours de démission à la suite de la défaite de 1967. De même pour la rumeur à propos du retour de l'ancien Conseil de la révolution. Ce n'était qu'une manœuvre d'intimidation dirigée contre le peuple.

L'arrivée de Sadate au pouvoir à la suite de la mort du Président était inévitable. C'était un complément aux bases constitutionnelles du putsch. C'est ce que l'ensemble de la petite bourgeoisie bureaucratique, l'autre face de Nasser, ne put comprendre en profondeur. Ils ne comprirent pas que leur survivance dans le pouvoir depuis la chute implicite du régime en 1967 était artificielle et dépendait de la carrure historique exceptionnelle de la personnalité de Nasser qui, lui, put à peine remplir le vide pendant trois ans. Ils ne comprirent pas en deuxième lieu que leur régime déchu ait obtenu son propre certificat de décès le jour de la mort de Nasser. En conséquence, avoir pensé à prolonger leur séjour au pouvoir relevait d'une naïveté politique mortelle. Ils ne comprirent pas, en troisième lieu, que l'État où ils maintenaient sous leurs ordres la sécurité, l'information, l'armée et l'organisation politique n'était qu'un « État en papier », selon l'expression de Nasser lui-même après la défaite. Ils ne comprirent pas en quatrième lieu que le siège de la responsabilité première en Égypte a de tout temps été l'axe de la légitimité (ils avaient eux-mêmes parti-

cipé à la formulation de la nouvelle légitimité) et que le « Président », aimé ou haï, jouissait auprès des Égyptiens, dans toutes les périodes de l'histoire, de l'immunité du maître de « la » décision. Ils ne comprirent pas en cinquième lieu que leurs pieds étaient en faïence et que leur base n'était que le vide, en ce sens que la grande majorité populaire (que ne représente d'ailleurs pas le nouveau pouvoir) ne leur avait jamais donné une couverture de légitimité. Pour toutes ces raisons, leur démission collective le 13 mai 1971 venait avec plus de sept mois et demi de retard. La simple intelligence politique leur aurait imposé de se retirer le jour même de la mort du Président. Ils payèrent tous le prix de leur stupidité avec les événements du 14 mai 1971. Les forces radicales n'étaient pas dans une situation leur permettant de représenter un des deux termes de l'alternative, le nassérisme en général et dans ses différentes tendances en était une des causes. Les forces de la contre-révolution, elles, étaient en situation de représenter un des termes de l'alternative et le nassérisme avec toutes ses contradictions en était une des causes. Il n'y avait absolument pas de place pour ceux qui crurent pouvoir prendre la place de Nasser. La vérité, économique et sociale, c'est qu'il n'y avait pas de vide; c'est la personnalité exceptionnelle qui fut un voile cachant le remplissage de ce vide par les forces opposées. Ils n'étaient pas des « centres de force », mais des « centres de faiblesse » comme les appela Sadate.

La question de savoir qui est-ce qui a choisi l'autre trouve sa réponse dans les réalisations des sept dernières années après la mort de Nasser et après l'élimination de l'aile bureaucrate de la bourgeoisie qui freine la marche de ces forces... Car celui-là même qui avait refusé le Plan Rogers du vivant de Nasser, négocia avec Kissinger, reçut Nixon et visita Israël. Celui-là même qui baisa la main de Nasser après sa mort et s'inclina devant sa photo au Parlement en tenant la déclaration du 30 mars 1968 et en disant : « ce fut son programme, c'est le mien et je n'ai rien à y ajouter » abrogea la Charte nationale et tous les autres documents et mesures que connut l'Égypte pendant dix-huit ans. Les variables vécues par le pays durant sept années et demie depuis la disparition de Nasser prouvent que rien ne fut laissé au hasard depuis la mort du Raïs. Les événements du 14 mai 1971 ne se seraient pas produits si ceux qui tombèrent cette nuit-là s'étaient rendus compte que le putsch avait eu lieu effectivement avec la mort de Nasser. Ces années apportent aussi la preuve d'une démarche hâtive oscillant entre une façade et une réalité profonde, et usant de l'action par surprise; démarche destinée à voiler la régression derrière une légitimité constitutionnelle. Dans ce contexte, le putsch de Sadate n'est pas une réaction spontanée à l'action nassérienne; en effet des plans longuement médités précédaient toujours les actions de Sadate. Et le putsch lui-même constitue une bonne exploitation des grandes brèches de l'édifice nassérien et, en même temps, un

prolongement normal de la contradiction se développant au sein même de cet édicice.

Si donc Sadate, du fait de ses penchants politiques précoces (avant juillet 1952) et du fait de ses liens sur les plans intérieur, arabe et international (puisqu'il était le secrétaire général du Congrès islamique) est un membre fondateur de l'institution des forces sociales opposées à la révolution, de l'intérieur même du régime de cette révolution, ses traits personnels qui marquent son moi individuel d'une pensée et d'un type de conduite bien déterminés, sont parmi les éléments qui lui donnèrent la chance de représenter ces forces au plus haut sommet du pouvoir.

4. La consécration du putsch

Pour toutes ces raisons, j'incline à ne pas appeler les événements du 14 mai 1971 un complot de la part des démissionnaires collectifs ou de la part de Sadate lui-même. Ces événements ont simplement consacré le putsch qui avait eu lieu pacifiquement avec la mort de Nasser, une mort succédant, trois ans après, à la mort de son régime. La mort du Président a résolu la contradiction entre la structure économico-sociale objectivement existante et le pouvoir politique qui s'est abrité derrière la reconstruction des forces armées pour mener à nouveau une guerre régulière contre Israël. Les démissionnaires collectifs n'ayant pas reconnu les nouvelles réalités, lesdits événements devaient forcément avoir lieu ; ces démissionnaires se situent en fait en marge du véritable putsch. De toute manière, ils ont accéléré par l'arrogance de leur retraite la consécration officielle du putsch.

Le 4 février 1971, le Président Sadate prononça au Parlement un discours[20] où il présenta à l'opinion publique égyptienne, arabe et internationale une « initiative », connue plus tard sous son nom, pour résoudre le problème du Moyen-Orient. Il faut rappeler que ce même jour prenait fin la suspension de la guerre d'usure en application du Plan « Rogers », qu'avait accepté Nasser pour défier Israël et surtout pour diminuer les importantes pertes en hommes résultant de la construction du barrage de missiles le long du canal. Gunnar Yaring, l'envoyé personnel du secrétaire général des Nations unies au Moyen-Orient, avait déjà lancé un appel aux parties intéressées pour une prolongation du cessez-le-feu. Le Président Sadate répondit favorablement à l'appel, en guise, dit-il, de manifestation de respect à l'égard de l'opinion publique internationale. Il ajouta « à tous les

---

20. Discours du Président égyptien. Texte intégral édité par *Al-Muharrir* (libanais), 25 février 1971.

efforts visant à résoudre la crise» une nouvelle initiative égyptienne dont la mise en pratique pourrait servir de critère au désir de mettre en application la décision du Conseil de sécurité. «Nous demandons, durant cette période de suspension des hostilités, un retrait partiel des forces israéliennes sur la rive est du canal de Suez et ce, en tant que première étape d'un calendrier qui pourrait être établi ultérieurement pour l'exécution du reste des points de la résolution du Conseil de sécurité. Si ce retrait est réalisé durant cette période, nous serons immédiatement prêts à procéder au dragage du cours du canal et à sa réouverture à la navigation internationale pour le service de l'économie mondiale.» Plusieurs sources ayant fait l'historique de cette période assurent que M. Ali Sabri, alors vice-président de la République, quelques membres du haut comité exécutif ainsi que quelques ministres avaient manifesté leur désaccord avec le Président Sadate au sujet de cette initiative lorsqu'il leur en fit part. Ces sources s'accordent pour dire que le Président de la République parut alors convaincu de la nécessité d'ajourner l'examen de cette initiative surtout qu'une discussion sérieuse sur «la bataille future» venait d'être engagée au Conseil national de sécurité et au sein des directions militaires.[21] Mais ce qui arriva effectivement c'est que le Raïs surprit tout le monde avec sa surprise. Rappelons qu'ainsi se présente le «style» politique du nouveau Président, de la première initiative du début de 1971 à la dernière, celle de la visite à Jérusalem en novembre 1977. Lorsque la surprise est dirigée non pas contre l'ennemi mais contre l'associé, le seul sens qu'elle peut avoir c'est de s'attribuer à soi seul le droit de la décision.

Le phénomène se reproduira à un rythme accéléré au mois d'avril 1971, lorsqu'il s'agira du projet d'union entre l'Égypte, la Syrie et la Libye. En réalité, lorsque nous enregistrons la chaîne d'événements qui se sont succédés durant sept ans, lorsque nous enregistrons la dégradation de la situation, jusqu'à l'affrontement militaire entre les forces égyptiennes et libyennes, lorsque nous enregistrons l'affrontement politique entre les deux directions égyptienne et syrienne conduisant à déchirer le drapeau de ladite union dans plusieurs capitales, lorsque nous enregistrons la distance prise par l'Égypte quant à un autre projet d'union avec la Libye, lorsque nous enregistrons l'interdiction faite à une marche pacifique libyenne revendiquant l'union, d'entrer en territoire égyptien, nous ne pouvons qu'être sûrs que le différend qui opposa le Président Sadate à son suppléant, aux membres du haut comité exécutif et aux membres du Comité central de l'Union socialiste arabe n'avait pas pour origine la foi du Raïs en l'Unité arabe et le manque de foi des autres en cette même union; car jamais cette union ne fut aussi bafouée dans l'his-

21. Voir : *Fuad Matar,* La Place de Nasser dans la République de Sadate.

toire qu'elle l'est par Sadate. Toute la question réside dans le fait que Sadate s'est arrogé le droit de décider tout seul d'une question de destinée; et au fond ce ne fut que le prologue à la consécration du putsch. Accomplir l'union, dit Muhammad Hassanein Haykal, conduira à établir de nouvelles institutions et à procéder à de nouvelles élections; c'est ce qui compta, étant donné les circonstances, au nombre des raisons qui incitaient le Président à accomplir cette union.[22] Ce qui veut dire saisir une occasion constitutionnelle pour procéder au changement désiré dans la structure de l'État conformément au contenu social du nouveau pouvoir. Haykal ne laisse aucune marge d'exégèse lorsqu'il affirme littéralement cette donnée dans une page précédente. « L'union de ces trois États, dit-il, impliquera l'établissement de nouvelles institutions politiques; cela implique aussi de nouvelles élections dont résulteront un nouveau Parlement et un nouveau Comité central de l'Union socialiste. Ces deux institutions ne renferment pas actuellement une majorité pro-sadatienne sur laquelle M. le Président peut compter. » L'insistance de Haykal sur ce point n'est pas sans signification. Mais il faut ajouter une autre raison, à savoir le désir du Président de posséder « la carte de l'union » parmi les autres moyens de faire pression et d'exhiber sa force dans les négociations de la crise du Moyen-Orient. Car la réalité est que jamais les négociations ne s'étaient interrompues avec les États-Unis à travers le ministère égyptien des Affaires étrangères ou avec Israël à travers Gunnar Yaring, auteur du célèbre rapport du 8 février 1971 (juste quatre jours après l'initiative du Président égyptien) et auquel l'Égypte donna une réponse positive et même davantage en précisant des détails pour un règlement contenant la reconnaissance effective de l'État d'Israël, l'engagement de garantir la navigation à tous les pays y compris Israël, la demande d'une solution équitable pour le problème « des réfugiés palestiniens », l'acceptation de mettre un terme à l'état de guerre et la signature d'un traité de paix. Mais Israël refusa ou presque le rapport de G. Yaring, ce rapport qui ressemble au Plan Rogers, demandant l'application de la résolution 242 du Conseil de sécurité; Israël insista sur le retrait des territoires arabes vers « des frontières sûres et reconnues », demanda que l'Égypte n'entre dans aucune alliance hostile à Israël et qu'elle interdise toute activité militaire sur son territoire menaçant la sécurité d'Israël.[23]

De l'initiative de Sadate pour la réouverture du canal de Suez et des réponses du ministère égyptien des Affaires étrangères, il ressort que la stratégie du nouveau pouvoir était déjà achevée depuis le

---

22. *At-Tariq Ila Ramadan*, Haykal, édition arabe, Beyrouth, 1975, p. 118.

23. Texte intégral du rapport Yaring des réponses israéliennes et égyptienne dans *Al-Balagh* (magazine libanais), 4 juin 1973.

début de 1971 et que les événements survenus au cours des sept dernières années n'étaient que des étapes de sa mise à exécution, y compris l'étape de la guerre de 1973. Ce qui a changé seulement c'est «la carte de l'union» qu'avait agitée Sadate un jour sur une table de négociation. Elle devint la carte de la séparation servant à mettre à exécution le rapport très précoce de règlement qu'Israël refuse depuis et même après la visite en Israël. Car Israël n'a jamais fait de concession sur sa réponse à Yaring.

Avoir pris seul la décision de prendre l'initiative de la réouverture du canal de Suez, malgré l'opposition du Conseil national de sécurité, avoir pris la décision d'accomplir le projet d'union avec la Syrie et la Libye en dépit des réserves du haut comité exécutif et du Comité central de l'Union socialiste arabe, ne constituaient que le cadre extérieur du changement constitutionnel à venir; le Président de la République a le droit de relever de leurs fonctions son suppléant, juste à la veille de la visite de Rogers au Caire (1er mai 1971) et son ministre de l'Intérieur pour leur opposition radicale à ses opinions. Il est aussi du droit des ministres de l'Information, de la Guerre et autres, de donner leur démission en signe de protestation ou d'opposition, peu importe. Mais appeler tout cela complot, que ce soit de la part de ces derniers ou de la part du Président, cela manquerait de précision. C'était aussi, de la part de Sadate, dépasser les limites de la plausibilité que de leur intenter cette accusation et de les traduire en justice, non pas parce qu'ils ne méritent pas la prison, mais parce qu'ils la méritent tous effectivement, eux ainsi que leurs juges... pour d'autres raisons. Mais il semble que le Président tenait au changement à l'ombre de la loi; car c'est juste à ce moment qu'il entreprit d'établir les institutions du législatif et de l'exécutif, conformément au contenu social du nouvel État.

Dans son livre *At-Tariq ila Ramadan (le chemin vers la guerre du Ramadan*[24]), Muhammad Hassanein Haykal souligne les instruments du nouveau changement putschiste. Il en relate les événements de la manière suivante.

1. Tôt dans la matinée du 10 mai 1971, arriva chez lui la fille du Président; elle portait un message de son père qui demandait à Haykal de venir immédiatement (p. 122). Il resta chez lui jusqu'à 20 h 30 (p. 224). Lorsqu'il fut de retour chez lui, le Président lui demandait par téléphone de revenir.
2. Haykal dit en substance au Président : «Les deux personnages principaux, dans cette situation vous concernant, sont le général Al-Laythi Nassef, commandant de la garde républicaine, et le général Muhammad Ahmad Sadeq, chef d'état-major des forces armées.» En effet, le Président, lorsqu'il sentit l'opposition s'activer

24. De la page 115 à 124 de l'édition arabe.

contre lui, eut une discussion avec le général Nassef le 11 mars 1971. Ce dernier avait dit qu'en tant que soldat il obéirait à tout ordre émanant du pouvoir constitutionnel légitime (p. 123). Durant cette même nuit du 10 mai, d'après Haykal, le Président avait reçu Al-Laythi et Nassef plusieurs fois (p. 124).
3. Quant au général Sadeq, le Président l'avait rencontré au cours de la visite d'une base militaire le 12 mai 1971. Il apparaît clairement que le général Sadeq avait compris que le vent tournait; car il saisit l'occasion d'un aparté pour dire au Président : « Nous comprenons votre situation. » C'était amplement suffisant (p. 123).
4. Le Président décida de réagir. Il donna l'ordre de relever Charawi Gumuah de ses fonctions et de nommer Hamduh Salem ministre de l'Intérieur. Comme par hasard, celui-ci était un membre éminent de l'organisation d'avant-garde quasi secrète supposée constituer le cercle fermé de l'Union socialiste. Il était particulièrement chargé d'orienter l'activité politique au sein de l'organisation de la police. Son supérieur hiérarchique dans l'organisation politique était Charaoui Gumuah lui-même. Ainsi le bras droit de Charaoui fut chargé de lui porter le coup de grâce.

Il apparaît ainsi que les principaux instruments du putsch étaient les quatre personnes suivantes : Haykal, élément politique ayant déclaré du vivant même de Nasser son opposition au groupe démissionnaire; c'est le porte-parole de la droite civilisée et éclairée. Il est l'audacieux partisan de la neutralisation des États-Unis dans la lutte au Moyen-Orient et l'adversaire d'une alliance avec eux. Viennent ensuite Al-Laythi Nassef, Muhammad Sadeq et Mamduh Salem, hommes de la sécurité intérieure et militaires. Mais là, il faut faire la distinction entre conjurés et éléments de l'exécution du putsch. L'instrument, on peut s'en débarrasser; ce fut le cas du général Sadeq qui fut chassé de son poste, traduit en justice, et presque condamné à la prison, mais la condamnation fut suspendue. Ce fut aussi le cas du général Nassef qui s'est suicidé, peut-être « involontairement », en tombant de la fenêtre de son hôtel à Londres. De même pour Haykal qui ne resta pas à *Al-Ahram* après avoir joué un rôle éminent aux moments les plus critiques pendant plus de deux ans.

Comme les instruments, les façades aussi peuvent être liquidées au moment convenable. Ce putsch avait réalisé un coup de maître en choisissant les plus importantes couvertures dans le centre, comme le docteur Mahmud Fawzi, et dans la gauche comme Muhammad Abd As-Salam Az Zayyat, Fuad Mursi, Ismaïl Sabri Abd Allah et autres, qui jadis occupaient les plus hauts postes dans le législatif et l'exécutif. Ils quittèrent tous le pouvoir, destitués ou démissionnaires.

Mais les figures ayant intérêt au changement ne se déplacèrent point d'un pouce. Elles établirent même des alliances matrimoniales entre elles; c'est le cas, entre autres, de la famille Uthman, Ahmad Uthman (Société des Entrepreneurs arabes), de la famille de l'ingénieur agronome Sayyid Mari, propriétaire de grandes fermes, de

Muhammad Hamid Mahmud, représentant de quelques princes du pétrole, de Muhammad Uthman Ismaïl et de Mahmud Abou Wafiyah, gendre du Président. Ces grandes figures et d'autres ne démissionnent jamais et ne sont jamais démises. Si des contradictions secondaires éclatent entre elles, elles peuvent changer de postes, mais le pouvoir, lui, reste inchangeable.

Il faut rappeler à la fin de ce chapitre que l'alternance entre le recours au masque et le dévoilement de la réalité eut son influence sur les relations internationales du nouveau pouvoir dès les premiers moments de la consécration du putsch. On répète souvent, par exemple, que le Président soviétique Podgorni arriva au Caire vers la fin du mois de mai 1971 avec l'ébauche d'un traité d'amitié et de coopération avec l'Égypte. Mais Haykal relate la vérité sans trop y insister d'ailleurs, peut-être parce que le contexte du passage ne concerne pas les rapports égypto-soviétiques. « Sami Charaf, dit Haykal, avait été mandaté pour discuter, au cours de son séjour à Moscou, de deux sujets : la préparation d'un traité permettant d'asseoir les rapports égypto-soviétiques sur des bases officielles et la création d'une académie navale à Marsa Matruh. »[25] Ce qui signifie que ledit projet de traité n'était pas au départ une suggestion soviétique ni non plus une réaction directe face aux mesures du 14 mai 1971. Ce traité, en réalité, ne fut qu'un masque utilisé pour les spectateurs internationaux. Préparé par un pilier de l'ancien régime, il fut officiellement signé le 27 mai 1971. Ce fut un superbe masque que Sadate ajouta à un autre, national celui-là, en attribuant à quelques hommes de gauche des postes d'apparat. Quant au vrai visage du nouveau pouvoir, Haykal l'indique sans le vouloir en continuant la relation des événements. « Naturellement, dit-il, les Américains étaient heureux de la chute du collège (entendez le groupe de Ali Sabri). Mais ils éprouvèrent de la perplexité devant la rapidité de la conclusion d'un traité avec les Soviétiques. Burges, représentant des intérêts américains auprès du Caire, rencontra le Président Sadate avant son départ pour les États-Unis le 8 juin. Il lui remit un message du Président Nixon. Ce message disait que le Président américain espérait avoir plus de contacts avec le Président Sadate par de sereines voies diplomatiques. »[26] Les Américains furent les premiers à se rendre compte de l'identité du nouveau régime.

---

25. *At-Tariq ila Ramadan.*

26. Idem, p. 127.

Chapitre II
RÉCUPÉRER ET FAIRE FRONT

1. Un programme crédible

Le 23 juillet 1971, en sa double qualité de Président de la République et de l'Union socialiste arabe, le Président Anouar As-Sadate présenta au deuxième congrès général un programme d'action nationale. « Il y a dix-neuf ans, dit-il en guise d'introduction, notre leader Gamal et ses camarades, confiants en Dieu et dans le peuple, sortaient pour réaliser l'espoir historique qu'a toujours porté notre peuple héroïque à travers ses luttes continuelles... l'espoir d'établir une vie meilleure sur notre bonne terre arabe, une vie libre, digne et libérée de toutes les chaînes de l'exploitation et du sous-développement dans leurs formes matérielles et morales. »[1]

« Le peuple, poursuit le Président Sadate, qui n'a jamais repoussé le travail et le sacrifice, a aussi protégé la révolution contre les complots de l'extérieur et le sabotage de l'intérieur. Le peuple a toujours été la base principale de toutes les opérations contre l'hégémonie de l'alliance des agents de l'extérieur, du féodalisme, de la réaction et du capitalisme tentaculaire. Et c'est grâce à ses efforts créateurs et son travail continu qu'est bâtie notre base économique. C'est le peuple qui a héroïquement résisté à l'agression de 1956 lors de la bataille de Suez; c'est le peuple qui, comme un seul homme, refusa énergiquement et obstinément la défaite des 9 et 10 juin 1967. Et depuis il donne toute son énergie et plus pour la reconstruction de nos forces armées. »[2]

---

1. Programme d'action nationale, édition officielle, pp. 2 et 3.

2. Idem.

Poursuivant ses appréciations sur le passé, le Président ajoutait : « Notre congrès se réunit dix ans après la déclaration des lois glorieuses de juillet, expression de notre libre choix fait en toute conscience pour la voie socialiste du développement, voie inéluctable pour mettre fin au sous-développement économique et social et pour la construction d'un État nouveau basé sur la justice et la satisfaction des besoins... l'expérience pratique au cours des dix dernières années (1961-1971) apporte la preuve de la justesse du choix révolutionnaire de la méthode de l'édification sociale. De cette expérience il ressort deux faits capitaux : la révolution pour la libération nationale ne peut réaliser son objectif de libération du peuple qu'en prenant la voie du socialisme.[3] En outre, le socialisme n'est pas fait de mots d'ordre que l'on répète, mais de réalisations bien déterminées qui restituent au peuple ses droits légitimes dont il avait été spolié. »[4] Le Président termine ses appréciations sur le passé en disant : « En dépit des différentes pressions coloniales, qui avaient atteint leur point culminant avec l'agression sionisto-impérialiste, en dépit des tentatives très actives des puissances de l'extérieur et de l'intérieur hostiles au socialisme, en dépit des erreurs et des insuffisances, notre peuple a accompli durant les dix dernières années des réalisations qu'il n'avait pas pu accomplir pendant des décennies. »[5]

Le Président fait ensuite l'exposé du bilan positif du passé avec force détails en chiffres. Il souligne (p. 5) que notre production industrielle durant la période 1961/1971 a augmenté de 107,3 %, que notre revenu de l'industrie pour la même période a augmenté de 111,5 %. La superficie de la terre cultivée a augmenté de 13 % alors que sur une période de 50 ans, à partir du début du siècle, elle n'avait augmenté que de 8 % seulement. Les investissements durant cette décade ont atteint 3 milliards 254,4 millions de livres égyptiennes.

Sur le plan politique et social, le Président rappelle (p. 6) le renversement de l'alliance du colonialisme avec le pouvoir fantoche et le féodalisme, ainsi que l'établissement de l'alliance dirigée par la classe ouvrière et la paysannerie en tant qu'intéressées à l'action révolutionnaire et que forces sociales « longtemps et injustement exploitées », rappelle encore le Président en se référant à la Charte nationale. En outre, fut réalisée la démocratie dans la production et ce, en associant les travailleurs aux conseils d'administration par la voie des élections et en consacrant les quatre cinquièmes des sièges dans les conseils d'administration des coopératives aux petits cultivateurs. La gratuité de l'enseignement devint une réalité et le seuil minimum des salaires fut

---

3. Idem, p. 4.

4. Idem, p. 5.

5. Idem, p. 6.

fixé. La sécurité sociale couvrit tous les ouvriers et les services furent élargis. «Et nous commencâmes à adopter la politique de planification nationale comme méthode scientifique permettant la mobilisation de toutes les ressources nationales et leur utilisation de la manière la plus plus rationnelle.» Dans le domaine arabe «la révolution rendit à l'Égypte son visage arabe, lui permit d'assumer sa responsabilité et de jouer son rôle historique en tant que base de la lutte arabe pour la liberté». Sur le plan international, le rayonnement de la révolution s'étendit jusqu'au Tiers monde; «et l'Égypte jouit des amitiés les plus chères, dont la valeur fut appréciée aux moments difficiles et dont la première est l'amitié des peuples de l'Union soviétique» (p. 7).

Le rapport du Président ne manqua pas de souligner les points négatifs de l'expérience. «Si le plan quinquennal, dit-il, a réalisé ses objectifs jusqu'à 1965, le plan décennal, lui, n'a pu être poursuivi surtout après la défaite de 1967. Aussi l'organisation politique a manqué à son rôle et à sa tâche; d'autre part le pourcentage d'analphabétisme n'a pas connu de diminution; avec la croissance démographique cette stagnation prouve une augmentation du nombre des citoyens privés d'instruction. Les services ne sont toujours pas suffisants et l'augmentation des salaires n'est pas proportionnelle à la hausse des prix. En outre, «la campagne de mise en doute de nos réalisations s'étendit jusqu'à notre politique extérieure et notre appartenance au bloc des pays luttant pour leur libération et la liquidation du colonialisme. On a même fait douter de notre amitié pour l'héroïque Union soviétique. Des voix s'élevèrent, appelant à abandonner le développement et ses aspirations, à restreindre le domaine du secteur public, à régler nos affaires avec les puissances coloniales et à ouvrir les portes aux investissements de leurs monopoles.» (pp. 9 et 10)

A la lumière de ce rapport détaillé, le Président présenta sa conception du nouvel État. A ce sujet, il promit aux citoyens d'accélérer la rédaction de la constitution permanente qui devait mettre à profit les leçons de l'expérience et qui serait d'abord soumise au congrès général de l'Union socialiste arabe ainsi qu'à la consultation populaire. Il annonça en outre la bonne nouvelle du retour à l'utilisation du mot Égypte dans la désignation qui serait «la République Arabe d'Égypte». Il annonça enfin que le secteur public restait le secteur de pointe et qu'il serait toujours la citadelle du développement socialiste dans le pays (p. 34 du programme d'action nationale). Vers la fin de son discours, il annonça aux intellectuels qu'il était grand temps «de créer une Union générale des écrivains groupant les hommes de lettres, les écrivains politiques, économiques et juridiques ainsi qu'une Union pour les artistes dans leurs différentes spécialités» (p. 49 de la même édition).

Avant toute tentative pour déduire du programme du Président les signes annonciateurs de l'avenir, il est nécessaire d'en venir à

quelques points formels, ayant rapport avec le sujet. Premièrement : de fortes et persistantes rumeurs ont toujours enveloppé de doutes l'authenticité des écrits du Raïs. On laissait entendre que des journalistes égyptiens lui rédigeaient ses articles et ses livres après la révolution de 1952. Mais pour rendre à César ce qui est à César, il serait plus juste d'affirmer que Sadate n'a jamais été loin du métier d'écrire avant, pendant et après la révolution. Mais pour les mêmes raisons, il faut signaler que le style du programme d'action nationale est loin de l'esprit de l'écriture et des moyens d'expression du Président Sadate... de même pour les idées, et c'est le plus important, contenues dans ce programme. En effet, elles sont très loin de la vision politique du Président dans toute son histoire politique avant, pendant et après la révolution. Il est donc plus probable que parmi les penseurs de gauche qui avaient coopéré avec le Président et la nouvelle Union socialiste arabe, se soit formée une équipe de travail pour rédiger ce rapport. Il est plus probable encore que le rôle de cette équipe ne se soit pas borné à la simple formulation et qu'elle y ait mis beaucoup de sa pensée. Car la pensée du rapport ne contredit pas le premier pas du Président, abstraction faite de la nature tactique ou stratégique de ce pas. Deuxièmement, le Président Sadate, confronté à la réaction vraie, ou supposée vraie, face au putsch du 14 mai 1971, a présenté ce programme, qui reçut une approbation unanime, dans le cadre d'un ensemble de déclarations, de décisions et de mesures de caractère très nettement radical. Rappelons qu'il inaugura son pouvoir en annonçant la création de « l'Union des Républiques arabes » consolidant ainsi les liens de compréhension mutuelle avec Tripoli et Damas. Le 27 mai 1971, il signa le traité d'amitié et de coopération avec l'Union soviétique. Il eut soin aussi de mettre en avant, dès les premières heures du putsch, un groupe constitué de certaines des plus grandes figures du leadership de la gauche égyptienne. Muhammad Abd As-Salam Az-Zayyat fut d'abord nommé secrétaire général du Comité central de l'Union socialiste arabe pour être nommé ensuite premier adjoint du premier ministre. Ismaïl Sabri Abd Allah fut d'abord désigné comme adjoint au ministre du Plan pour être ensuite ministre du Plan. Fuad Mursi fut d'abord contrôleur du programme d'action nationale auprès du Comité central, ministre de l'Approvisionnement ensuite. Abu Seif Yusuf, membre du Parlement, Lutfi Al-Khuli, rapporteur du Comité des Affaires arabes auprès de l'organisation politique, Muhammad Al-Khafif et d'autres parmi les anciens communistes et les démocrates indépendants furent affectés à de nombreux postes. Le 10 juin 1971, le Président prononça « le rapport » désigné plus tard par la date de sa lecture au Parlement.

Le Programme d'Action Nationale arriva donc dans une atmosphère de crédibilité qui régnait sur un public profondément intéressé aux principales idées contenues dans ce programme. Ajoutons à cela l'allusion faite par le Président dans son rapport du 10 juin aux ex-patrons et propriétaires terriens qui s'étaient rassemblés pour une

marche sacrée pensant que l'histoire revenait en arrière, et que l'heure de la récupération de leurs biens avait sonné. Les citoyens comprirent alors que le programme « d'Action Nationale » était venu pour arrêter cette marche et pour aider l'histoire à continuer sa route. Mais la réalité est tout autre. Et quelles que soient les réserves objectives sur les « motifs personnels » qui incitèrent quelques brillants hommes de gauche à accepter le nouveau régime et à le soutenir en participant directement au fonctionnement de ses appareils, il ne fait pas de doute que ce « décor », bâti par le Président Sadate pour sa première scène, était assez séduisant pour penser à développer la pièce du nouveau régime dans le sens qu'il s'était fixé officiellement. Les mesures ultérieures du régime apportèrent la preuve de l'erreur d'une telle pensée. La conséquence de cette erreur fut que ces grandes figures sortirent de la structure politique du régime petit à petit, l'une après l'autre. Mais ceci est une autre histoire que nous évoquerons plus loin. Nous y faisons allusion simplement pour souligner que « l'équilibre » créé et maintenu par le Président Sadate entre le putsch du 14 mai 1971 et l'ensemble de décrets, mesures et conventions qu'il appliqua après cette date n'était, dans sa totalité comme dans ses détails, qu'un décor solidement bâti. Sur ce décor on pouvait lire des slogans disant que l'Égypte est arabe, que son peuple fait partie de la nation arabe, que le socialisme est sa voie inéluctable, que, par conséquent, le secteur nationalisé est la locomotive du développement intérieur et que les rapports stratégiques avec le bloc socialiste constituent une pièce maîtresse dans notre arsenal diplomatique. A ces brillants slogans et à ce séduisant décor il faut ajouter que les erreurs du passé, surtout celles qui concernent le problème de la démocratie, la régression du développement économique ainsi que la défaite militaire, étaient encore présentes à l'esprit de ceux qui, parmi les leaders nationaux et progressistes, acceptèrent de coopérer avec le nouveau régime.

Avec cette acceptation partielle du régime par la gauche et à la lumière du Programme d'Action Nationale, la deuxième étape attendue par tous fut celle qui devait « continuer la révolution et le changement », le mot d'ordre lancé spontanément par le peuple au lendemain de la disparition de Nasser.

2. Les réserves de l'homme de la rue

Deux jours avant la fin du mois d'août 1971, un mouvement, un curieux événement eut lieu dans le complexe sidérurgique de Helwan, la plus grande banlieue au sud du Caire et aussi le plus grand centre industriel de concentration ouvrière... Les ouvriers avaient séquestré une nuit durant le Président de l'Union des Syndicats Ouvriers, M. Salah Gharib, afin que soient satisfaites leurs revendications... Ils lui crièrent même au visage : « Vous êtes une créature du

pouvoir», ce qui revenait à l'accuser d'être un agent du pouvoir. Le comité de la cellule de l'Union socialiste arabe prit une attitude négative à l'égard de l'événement. Plus tard, on eut la preuve que quelques membres dudit comité avaient des sympathies pour les ouvriers, leurs actes et leurs revendications même lorsque le mouvement se transforma en «occupation collective» des locaux. Mais il n'y eut pas de débrayage; car les ouvriers élirent des comités de grève pour diriger le mouvement qui commença avec 30 000 ouvriers. En même temps, ces comités étaient chargés de faire tourner l'usine, afin qu'il n'y ait pas de baisse de production, cette espèce d'autogestion eut pour résultat une augmentation de la production. A cela il faut ajouter que le comité syndical eut la même attitude; aucun de ses membres ne fit le moindre effort pour arrêter l'occupation des locaux; le Président lui-même, ainsi qu'un membre de ce comité, étaient parmi les leaders du mouvement et parmi ceux qui encouragèrent les ouvriers à prendre l'initiative de séquestrer le Président de l'Union des Syndicats, présent à l'origine pour examiner les revendications ouvrières.

En quoi consistaient celles-ci? Au départ, elles étaient très humbles, ayant une forme économique sectorielle. Mais leur contenu politique fut immédiatement lié aux événements de «Abu Kabir» et de «Kamchich», au sujet desquels couraient beaucoup de rumeurs, malgré la distance qui sépare ces deux villes de province. En fait, partout le contenu politique était le même ou presque. Les appareils de sécurité et les séquelles du féodalisme se vengeaient de tous les éléments historiquement connus pour leur résistance à la répression et à l'injustice sociale. Avec cette différence que ce sont les forces estudiantines qui firent face au pouvoir à «Abukabir» alors que ce sont les paysans qui furent les victimes de la répression du pouvoir à «Kamchich».

C'est dans ce climat que les ouvriers de Hélouan, unis autour de revendications économiques qui n'étaient pas sans reflets politiques, occupèrent les locaux des usines. Ils revendiquaient la limitation de la durée du travail, l'augmentation des salaires, la participation aux décisions de la production, c'est-à-dire une participation effective dans la gestion de l'usine, et enfin l'absence de la part des organismes gouvernementaux et de leurs éléments de toute intervention dans les élections syndicales ou politiques.

Le pouvoir ne trouva d'autre solution que de réprimer la grève par la force. Il fit donc arrêter environ trois mille ouvriers. La nouvelle de ces arrestations arrivée à Chubra Al-Khaymah (l'autre grande banlieue industrielle aux vieilles traditions d'action politique organisée), une gigantesque manifestation défila en riposte. Elle fut violemment réprimée par la police soutenue par des forces de l'armée régulière. Un grand nombre de manifestants fut arrêté.[6] Le gouvernement

6. *Al-Hurriyah* (magazine libanais), 6 septembre 1971.

voulant maintenir un certain équilibre, prit, après enquête, les mesures suivantes :

1. Mise à la retraite anticipée du Président-directeur général de l'Organisme des Industries Métallurgiques.
2. Mise à la retraite anticipée du Président-directeur général de la société, du directeur du secteur du laminage, du conseiller du Président-directeur général de la société et du directeur du secteur du laminage à chaud.
3. Mutation du vice-président du conseil d'administration, du directeur de la production et du directeur des relations industrielles.
4. Licenciement et mise à la retraite d'un certain nombre d'ouvriers ayant participé à l'occupation des locaux ou ayant aidé à sa poursuite.
5. Mutation dans d'autres sociétés d'un certain nombre d'ouvriers ayant participé à l'occupation des locaux avec avertissement de licenciement en cas de participation à toute activité ayant pour but l'incitation des ouvriers à la grève.
6. Dissolution de la cellule de base de l'Union socialiste arabe de la société métallurgique de Helouan.
7. Dissolution du comité syndical de la société métallurgique de Hélouan.

A la suite de cet événement, le Président Sadate prononça un discours où il avoua : « Je ne nie pas l'existence de contradictions au sein de l'alliance. Mais nous avions convenu de les résoudre pacifiquement et démocratiquement à l'intérieur même de l'alliance et sans laisser à l'une des forces de cette alliance la possibilité d'imposer son opinion ou sa volonté, car la force et la volonté suprême ce sont celles de l'alliance dans sa totalité. » « Je vous le dis franchement, poursuivit-il, j'aurais pris d'autres mesures, j'aurais agi différemment si j'avais su comment a été traité le Président de l'Union des ouvriers qui, d'ailleurs, a été élu par les ouvriers eux-mêmes. Mais le ministre de l'Industrie ainsi que le ministre de l'Intérieur avaient préféré résoudre le problème avant de me le soumettre. » « L'occupation des locaux, la grève, conclut-il, ne sont pas des manières démocratiques. L'organisation politique et le pouvoir de l'État ne peuvent l'admettre. Ni l'État ni son pouvoir ne peuvent répondre à des revendications sous de telles contraintes. »[7]

Moins de trois mois après ce discours (le 11 novembre 1971), et peut-être pour la première fois dans son histoire, la ville du Caire fut surprise par une grève des conducteurs de taxis. La grève commença à 7 h par le rassemblement de 200 chauffeurs de taxis au siège de leur syndicat. Ils décidèrent de déclencher une grève en signe de protestation contre la condamnation à la prison de neuf chauffeurs qui

---

7. *Al-Muharrir* (quotidien libanais), 30 août 1971.

avaient refusé de charger des clients. Après le début du débrayage, des chauffeurs de taxis commencèrent à interdire la circulation dans les rues du Caire et de Guizah à leurs confrères n'ayant pas l'habitude des grèves. Mais les relations publiées par *Al-Ahram* à l'époque révélèrent que les élections des chauffeurs de taxis ayant donné naissance à une formation solide dans le comité syndical et le syndicat général, les renseignements généraux ainsi que le secrétariat général ouvrier de l'Union socialiste arabe encouragèrent « un mouvement » tendant à renverser la nouvelle formation.

Le pouvoir, comme d'habitude, intervint en arrêtant 100 chauffeurs de taxis (*Al-Ahram,* 12 novembre 1971). Quelques jours plus tard, le nombre des arrêtés atteignit 149 (*Al-Ahram,* 15 novembre 1971). On en maintint 92 en prison, puis 22 (*Al-Ahram,* 16 novembre 1971).

Un autre événement non moins retentissant, et non moins insolite par rapport aux traditions de l'Égypte de l'après révolution, vint s'ajouter aux précédents. En effet, le 30 mars 1972, des ouvriers du secteur privé à Choubrah Al-Khaymah barrèrent le chemin au cortège du premier ministre qui se dirigeait vers « Chebine Al-Kom » (capitale du gouvernorat de Al-Menoufiyyah au nord-ouest du Caire). Ils attaquèrent le cortège à coups de cailloux en revendiquant l'augmentation du salaire minimum, la limitation de la durée du travail et le droit au congé maladie. L'*Ahram* du 14 avril 1972 publie que 76 ouvriers furent arrêtés au cours de cette manifestation.

Les troubles ouvriers à peine terminés vers la fin du premier anniversaire du putsch, les élèves de l'Institut agronomique à Choubrah Al-Khaymah se soulevèrent à la fête du 1er mai (mai 1972). Ils incendièrent la voiture du doyen de l'Institut et quelques caisses en bois, et attaquèrent les fenêtres du bureau du doyen à coups de pierres, protestant contre les règlements des examens et le système de passage d'une classe à l'autre. Les études furent immédiatement suspendues pour deux semaines et 26 élèves furent arrêtés.[8] L'acte d'accusation des élèves en détention préventive contenait les chefs d'accusation suivants :

1. Rassemblement en vue de commettre une entrave à la circulation, ce qui constitue un crime contre la sécurité de l'État.
2. Détérioration de biens publics, bris de vitre à l'Institut et incendie d'autres objets, ce qui constitue une atteinte à la sécurité de l'État.
3. Détérioration de biens privés, incendie et destruction du véhicule du doyen de l'Institut.
4. Résistance au pouvoir au moyen de cailloux lancés sur les pompiers et leurs voitures et incendie de deux de ces voitures.

Les procès-verbaux de l'interrogatoire des prévenus révèlent

8. *Al-Ahram,* 2 mai 1972.

que les élèves avaient auparavant occupé les locaux de leur Institut à deux reprises, revendiquant l'abrogation du *numerus clausus* du total des notes, condition de passage en troisième année et, par conséquent, de l'obtention du diplôme supérieur d'agronomie. En effet les élèves n'obtenant pas ce *numerus* n'obtiennent qu'un certificat d'aptitude.

L'*Ahram* du 3 mai 1972 publia une information selon laquelle quatre étudiants des premières années auraient été arrêtés et quatre répétiteurs interrogés. De l'interrogatoire de ces derniers, il fut prouvé qu'ils avaient joué un rôle important dans l'incitation aux troubles à l'intérieur de cet institut. Le lendemain, le même journal publia la mise en liberté de trois étudiants qui, au cours des événements de janvier 1972, avaient été arrêtés alors qu'ils distribuaient des tracts à Hélouan. L'un était un étudiant de la Faculté des Sciences Politiques du Caire, le second de l'Université de Aïn-Chams et le troisième de l'Institut Aéronautique. L'un des quatre étudiants arrêtés, ajoutait le journal, était détenteur de la coupe de l'élève exemplaire. [9] *Al-Ahram* poursuivait les 8, 9 et 11 mai 1972 la publication des actes d'accusation de ces affaires qui contenaient les noms de 70 accusés pour le procès de Choubrah Al-Khaymah, dont 14 élèves de l'Institut agronomique. Le nombre des témoins à charge fut 118, parmi lesquels des policiers, des patrons et des responsables du réseau des Chemins de fer. [10] Le Président Sadate décréta la relaxe de tous les prévenus à l'occasion du premier anniversaire du putsch, le 15 mai 1972.

3. ... Et Le Caire commença à brûler.

Le programme du Président ainsi que ceux de l'ensemble des formations politiques déclarées étaient en contradiction flagrante avec les grèves, les occupations et les manifestations par lesquelles ces mesures furent accueillies. La contradiction était évidente entre le mot d'ordre lancé par le sommet du pouvoir et la réalité explosive de la base. Les phénomènes les plus éclatants de cette période trouble et pleine d'événements surprenants (1971-1972) furent les incendies successifs; pour cette seule année il y eut 28 incendies dont le plus tristement célèbre est celui de l'Opéra qui devait, à cette époque, célébrer son centenaire. Construite sous l'ordre du Khédive Ismaïl au cœur du Caire et inaugurée par l'*Aïda* de Verdi, cette maison symbolisait le progrès et les liens culturels avec l'Occident. Elle était unique en Orient, chargée de tellement d'histoire et signifi-

9. *Al-Ahram*, 6 mai 1972.

10. *Al-Ahram*, 14 mai 1972.

cation. Les Égyptiens se rassemblèrent sur la place qui porte son nom, endeuillés et frappés de stupeur devant l'épaisse fumée noire qui l'enveloppait. La plupart de ceux qui pleurèrent ce triste jour n'y avaient jamais mis les pieds. Le chagrin était pourtant national. Personne n'accorda d'intérêt à l'enquête qui, d'ailleurs, n'aboutit à rien et faillit, indirectement, toucher un humble portier qui gardait le bâtiment et y couchait. Le rapport technique déclara qu'une masse était à l'origine du sinistre. Mais personne ne crut le rapport de messieurs les experts car le bâtiment était à une dizaine de mètres de la caserne centrale des pompiers. Même les rumeurs, qui souvent dans d'autres cas portent une part de vérité sur la responsabilité de tel ou tel fonctionnaire effaçant par l'incendie les traces d'un vol, personne n'y prêta d'attention. L'homme de la rue ne prêta pas non plus d'intérêt aux rumeurs politiques imputant la responsabilité de l'incendie tantôt aux Frères Musulmans, tantôt aux communistes. Le crime fut classé comme étant d'origine «inconnue»; cela n'incita même pas au commentaire humoristique, à la *nuktah,* recours traditionnel de l'homme du peuple en pareil cas. Cet homme du peuple n'était pas occupé par le criminel inconnu; il commençait à s'inquiéter devant l'inconnu qui s'approchait; car du fond de l'inconscient collectif surgissaient des sentiments imprécis mais qui rappelaient étrangement l'incendie du Caire, le 26 janvier 1952. Et si on n'a toujours pas trouvé l'incendiaire du Caire, nous savons au moins ce qui advint quelques heures et puis quelques mois après l'incendie. Le Wafd, sous une écrasante pression populaire, était venu au pouvoir en 1950 en dépit de l'opposition du Palais et de l'occupant britannique. Le Wafd abrogea le traité de 1936 qu'il avait lui-même signé avec la Grande-Bretagne, la guérilla s'installa sur les rives du canal et dans la région d'Ismaïlia où stationnaient massivement les troupes anglaises. Lorsque Le Caire brûla en ce triste jour le roi destitua le gouvernement wafdiste et déclara les lois d'exception. La guérilla égyptienne fut suspendue et six mois plus tard émergeait le mouvement du 23 juillet 1952.

Si les gens invoquèrent leurs souvenirs des événements qui dataient de vingt ans sans faire de rapprochements, grande fut leur angoisse devant cette année de 1971 à la fois chargée et grosse d'événements futurs. On ressentait vaguement que le putsch avait été accompli le 14 mai mais qu'il n'avait pas encore pris tous ses traits définitifs. On sentait l'odeur de quelque chose dans les incendies successifs, mais on ne pouvait pas encore le toucher. Les larges couches de la population pressentaient, et cela allait grandissant, que l'Égypte tout entière, et non pas seulement Le Caire, brûlait par étapes. Leur inquiétude fut plus grande encore devant l'incendie des ateliers municipaux des chemins de fer situés à proximité de la gare centrale que devant celui qui détruisit les questionnaires des examens du lycée Al-Funtat dans le vieux Caire, tout près du Nil. Mais ni l'incendie des chemins de fer ni celui du lycée, malgré la perte sensible en matériel, ne les ébranlèrent comme la chaîne d'incendies

contre la civilisation, si l'on peut dire, qui ravagea d'abord le bâtiment de l'Opéra; quelques mois plus tard les flammes touchèrent un des plus vieux palais historiques du quartier de «Al-Ola'a», cette colline célèbre par ses prisons, ses mosquées et ses guerres sur toute l'étendue historique de l'Égypte islamique. Les magasins du palais Bayt Al-Wali ne pouvaient même pas inciter au vol un fonctionnaire malhonnête avant l'inventaire de fin d'année. La mosquée contiguë au palais n'avait pas, elle non plus, besoin d'être brûlée si le but était de brouiller les pistes d'un crime. Le rapport technique et l'enquête criminelle ne trouvèrent ni masse électrique ni gardien pour être accusés. Et l'affaire fut classée comme étant d'origine inconnue. Mais la tension religieuse et nationale monta chez les habitants des vieux quartiers. Et chez la plupart des citoyens elle se mêla à la stupeur et au chagrin.

L'inconnu ne permit pas aux gens de reprendre leur souffle après l'effroi étouffé face à ces événements, car une autre catastrophe venait de se produire à Ouna Al-Gabal, une région isolée en haute Égypte, située plus précisément au cœur du désert après Louxor. Là les collines surgissent subitement, des chemins tortueux aboutissent à des cavernes d'accès et d'issue difficiles et dont l'entrée et le débouché sont mystérieux pour toutes créatures autres que les bêtes sauvages et les pharaons. Cet endroit renferme un important ensemble de vestiges archéologiques connus et inconnus. A Ouna Al-Gabal de récentes découvertes, des sculptures, des bas-reliefs, des récipients et des momies permettent de réécrire une importante partie de l'histoire de l'Égypte ancienne, elles apportent la réponse à certaines questions de quelques spécialistes; elles comblent quelques lacunes de l'histoire pharaonique. Le vol de ces découvertes ne nécessitait pas un incendie qui ne serait même pas dans l'intérêt des voleurs.

Mais c'est ce qui fut et continua de se reproduire comme un destin qui s'abat aveuglément et contre lequel on ne pouvait rien. Encore une fois la question n'était pas qui ni comment, mais pourquoi. Question plus légitime car ces incendies apparurent à un moment donné comme une fatalité inéluctable pouvant frapper n'importe où et n'importe quand; au point que les gens se réveillant le matin s'enquéraient du nouvel incendie. Si le diable même leur avait avoué que c'était lui le coupable, cela ne les aurait pas intéressés, s'il leur avait même raconté sa manière d'incendier sans distinction aucune une scène de théâtre, une statue, une feuille d'examen ou une machine à pomper cela ne les aurait pas intéressés. Ils ne demandaient ni qui ni comment. Ils voulaient savoir pourquoi. Leur mémoire n'était pas mobilisée par des images telles que «Al-Khutt», l'ogre du Saïd, le célèbre bandit qui, réfugié dans une montagne imprenable, tint tête au pouvoir pendant longtemps; ou Amin Sulayman, cet extraordinaire voleur de la fin des années 50 qui fuyait entre les doigts de la police en sautant d'une maison à l'autre et d'un

quartier à l'autre; et lorsqu'il fut assiégé dans une caverne sur une colline de Hélouan (banlieue sud du Caire) il préféra se donner la mort. C'est le fait divers qui inspira au romancier Naguib Mahfuz son célèbre roman *Le voleur et les chiens*. Non, la mémoire du peuple ne ressuscitait pas ces héros; cela ne les intéressait pas. La véritable question n'était pas qui mais pourquoi.

Quant à la conscience populaire, elle refusa les enquêtes des services de sécurité, les rapports techniques et les rumeurs gouvernementales sur le fonctionnaire qui brûla les traces d'un vol avant l'inventaire de fin d'année ou encore les rumeurs sur les schismes politiques qui sèment le trouble parmi les citoyens... C'était là des réponses pour une question qu'on ne posait pas. Par contre, ce qui était posé c'était une image agrandie de l'ancien incendie du Caire... C'était l'Égypte qui brûlait à étapes rapprochées et à distances lointaines. On sentait qu'il s'agissait d'incendies à caractère politique chargeant l'atmosphère générale d'une chose mystérieuse inconnue et inéluctable. Pour toutes ces raisons la question était pourquoi. Savoir la raison mène quelquefois à toucher les conséquences.

Ainsi, lorsque brûla le toit de l'Association du Livre Saint à Matariyyah, les gens n'attendirent ni enquête ni rapport... ils considérèrent la chose comme un incendie politique mais à un autre niveau et plus grave que les incendies précédents. Car ce quartier du nord-ouest du Caire est, dans la tradition populaire, celui où la Vierge Marie prit refuge lorsqu'elle quitta la Palestine pour l'Égypte avec l'Enfant Jésus. C'est aussi l'endroit où, dit-on, la Vierge apparut à certains après la défaite de juin 1967; le gouvernement, à l'époque, avait dressé une tente touristique géante et organisa un festival non-stop suivi par des millions de personnes venues de tout le pays pour demander à la Vierge Marie une guérison ou une intercession.[11] Incendier des biens, c'est déplorable, incendier des objets appartenant à la civilisation et à la nation c'est douloureux, incendier un lieu de culte c'est une catastrophe, surtout dans un pays comme l'Égypte qui a toujours été immunisée contre les guerres civiles et les guerres de religion. Dans son histoire moderne, depuis la révolution de 1919 au moins, et depuis la révolution de Orabi probablement, l'Égypte a été moulée à travers la lutte contre l'occupant et pour la démocratie sur une pensée laïque et moderne. Ajoutons à cela que la société égyptienne, de l'aube de l'histoire aux temps modernes, possédait les éléments d'une société de classes sans anomalies tribales ou professionnelles. Et en dépit de la persécution ottomane ou mamelouk contre la minorité chrétienne, l'Égypte n'a jamais souffert d'anomalies ou de retard concernant la participation de tous les Égyptiens à la

11. Cf. l'analyse pertinente de Sadeq Galal Al-Azm dans son livre *Critique de la pensée religieuse*, éd. At-Taliah.

lutte nationale; bien au contraire, l'Église égyptienne, depuis la résistance des anachorètes, depuis la fondation de ses couvents dispersés dans le désert, a toujours été un bastion de la connaissance, de la science, de la culture et de la lutte contre le spoliateur étranger; et c'est là une notion dont sont nourris tous les chrétiens d'Égypte, y compris les athées. L'occupation britannique a souvent tenté d'appliquer sans succès la tactique *diviser pour régner*. Elle a même tenté, sous prétexte de protéger les minorités, d'attirer les chrétiens. Un prêtre égyptien, l'évêque Sergius, répondit en 1919 du haut de la tribune de la mosquée d'Al-Azhar : «Si la libération de l'Égypte nécessite le sacrifice d'un million d'Égyptiens, les chrétiens seront ce million.»[12] La majorité des chrétiens égyptiens avaient adhéré entre 1919 et 1952 au Wafd, parti populaire très influent et représentant la majorité de la classe moyenne avec ses différentes couches (rappelons en passant que le terme «copte» est erroné, celui-ci, d'origine grecque, désigne tous les Égyptiens et non pas un groupe religieux). De nombreux chrétiens se firent remarquer parmi les leaders et les grands militants de ce parti. Une importante minorité parmi les jeunes chrétiens avait adhéré, de très bonne heure, aux organisations et aux mouvements de la gauche égyptienne. Certains y occupèrent des postes d'avant-garde. Et aujourd'hui ils sont très nombreux au sein des intellectuels et des leaders de la pensée nationale et progressiste.

Durant toute la période de Nasser, c'est-à-dire durant dix-huit ans, jamais il ne fut question de conflit confessionnel. Et même lorsque les mesures de nationalisation de 1961-1962 touchèrent des entreprises et des sociétés de propriétaires chrétiens, l'Église et ses fidèles de base ont été avec le Raïs qui a inauguré la grande cathédrale Saint-Marc; auparavant l'État avait fait un don de cent mille livres égyptiennes pour fonder le plus grand patriarcat d'Orient. En effet, les mesures de nationalisation avaient pris, immédiatement après leur publication, une signification nationale ne faisant aucune distinction entre lésés et bénéficiaires. En outre l'enseignement gratuit à tous les niveaux y compris les universités et les écoles militaires fit la joie de la majorité écrasante des chrétiens égyptiens dont les enfants purent ainsi entrer aux écoles militaires et aux universités sans «intermédiaires» uniquement sur la base des notes obtenues au baccalauréat. La transformation de *Al-Azhar* en université moderne, l'application facultative de la législation islamique sur les droits civils des non-musulmans, et la création de tribunaux de droit civil eurent une influence heureuse sur le développement de l'unité nationale, et le passage de celle-ci de la période wafdienne, où on luttait

12. Cf. *Tarbiyat Salamah Mussa* (2e éd.), éd. Al-Khangi, Le Caire, 1958, p. 132. Le livre existe en traduction anglaise par Schumann, université d'Amsterdam, Hollande.

pour l'indépendance et la démocratie, à la période nassérienne, où la lutte nationale a pour but la libération et le progrès de la terre et de l'homme. Pour tous ces facteurs, le mur nassérien ne présentait aucune faille qui permît la pénétration des conflits confessionnels.

Il était donc normal que les Égyptiens éprouvassent un sentiment d'effroi à la confirmation des rumeurs disant qu'un objet du culte appartenant à des chrétiens avait brûlé. Qu'il s'agît d'une association, comme c'est la vérité, ou d'une église, selon les rumeurs, la nouvelle se propagea comme un éclair d'Alexandrie à Assouan. Les Égyptiens considérèrent que l'inconnu incendiaire du progrès et de la civilisation a osé porter son nouvel acte criminel au niveau confessionnel. Si, auparavant, on ressentait vaguement une origine politique à ces incendies, maintenant on est certain qu'ils prenaient la forme d'une catastrophe nationale. L'affaire aurait pu être classée comme étant d'origine inconnue, n'était-ce les préambules qui la précédèrent et les conséquences qui la suivirent ; n'était-ce aussi la présence, due au hasard, de quelques policiers sur les lieux, les aveux des « accusés » et la création d'une commission d'enquête parlementaire sous la direction de Gamal Al-Utayfi, secrétaire général du Parlement. Les résultats de l'enquête, complexe et tentaculaire, furent largement publiés dans les quotidiens ; ce qui permit aux citoyens de savoir quelques vérités, au milieu d'une avalanche de rumeurs.

L'une de ces vérités était que les boîtes aux lettres reçurent des messages et des tracts qui, après un examen minutieux, révélèrent qu'ils étaient, pour la plupart, imprimés dans un pays du Moyen-Orient, le caractère typographique et le papier n'étant pas du genre existant en Égypte. On révéla même que quelques-unes de ces déclarations étaient imprimées au Canada, en Australie ou aux États-Unis. La première conclusion que l'on pouvait en tirer c'est que des groupes d'émigrés chrétiens égyptiens n'auraient pas été tout à fait étrangers à l'affaire outre quelques organismes d'États et une institution religieuse, le Conseil Mondial des Églises. Dans un style suggérant que ces écrits émanaient de l'intérieur, ces tracts disaient que les chrétiens égyptiens sont persécutés à différents niveaux par le peuple et par le gouvernement, dans la fonction publique, les programmes d'enseignement, la représentativité populaire et dans la législation. Les chrétiens, disaient ces tracts, le vase ayant débordé, revendiquent la représentativité en fonction de leur proportion numérique estimée, dans ces messages d'origine inconnue, à 30 % de l'ensemble de la population égyptienne, alors que les statistiques officielles ne parlent que de un sixième. Ces déclarations envoyées par voie postale demandèrent qu'au poste de vice-président de la République soit nommé un chrétien, que le Conseil des ministres comporte six chrétiens et que les chrétiens ne soient pas écartés de la fonction de gouverneur et de sa suppléance, de la direction de la police et de l'armée, qu'ils soient dispensés de l'application de la législation islamique, que soit supprimé l'enseignement de certaines

matières religieuses; que les élections parlementaires soient plus libres et plus fidèles, de sorte qu'il y ait une représentation confessionnelle au sein du Parlement et que soient enfin rejetées toutes les considérations qui empêchent les chrétiens d'occuper les grands postes de responsabilité dans le judiciaire, les universités, les administrations de l'État ainsi que ses divers organismes.

Les organismes de sécurité de l'intérieur (Service Général des Enquêtes et Bureau des Renseignements Généraux) auraient pu poursuivre silencieusement ces messages et en découvrir le secret, tôt avant l'incendie de l'Association du Livre Saint; il aurait été possible alors de maîtriser tout début d'incendie; mais ce fut le contraire qui se produisit. Subitement cessa la distribution de ces tracts.

Mais l'un d'entre eux portait le nom du Pape Chenoudah III, patriarche de l'Église copte. Il reproduisait à peu près le même contenu que les autres. Le Pape égyptien jouissait, et jouit toujours au niveau national d'une grande réputation due à sa personnalité. Cultivé, licencié en histoire de la Faculté des Lettres, il avait travaillé dans la presse religieuse. Il était rédacteur en chef d'un mensuel religieux, *Madaris Al-Ahad.* Il était aussi officier de réserve et a participé à la guerre; en outre fidèle disciple du précédent Pape Kirellus VI, considéré comme un saint par tous les citoyens quelle que soit leur religion. Une amitié personnelle liait les deux hommes. Après la mort de Kirellus VI, le Pape Chenoudah fut élu patriarche dans une bataille presque nationale; car face à lui, fut porté à la candidature l'évêque Samuel, membre du Conseil Mondial des Églises soupçonné d'avoir un certain rapport avec la politique américaine. C'est pourquoi la victoire de Nazir Gayyid (nom laïque du Pape, qu'il perd dès son ascension au siège patriarcal) fut une victoire culturelle et nationale pour l'Église égyptienne et pour le Saint-Siège égyptien. Les écrits peu nombreux du Pape Chenoudah portent tous sur la lutte du christianisme contre Israël et le sionisme. Après son élection le Pape Chenoudah III continua toujours ses conférences sur ce problème en publiant hebdomadairement un article en tant qu'ancien journaliste dans le quotidien *Al-Gumhuriyyah* et en donnant des conférences au siège du syndicat de la presse écrite. Pour toutes ces considérations la surprise fut grande lorsque certains lurent le nom du Pape Chenoudah sur un tract publiquement distribué dans les rues du Caire et d'autres capitales de province, dont Alexandrie notamment. La surprise fut plus stupéfiante encore pour les milieux du Saint-Siège, du gouvernement et aussi pour le peuple. La chose ne nécessitait pas un démenti de la part du palais papal. Il aurait fallu recenser toutes les rumeurs et toutes les informations. Il aurait fallu une agilité politique rompue à ce genre d'affaires.

Il y eut deux rumeurs plus frappantes encore bien que, ou peut-être parce que, contradictoires. Selon la première, six jeunes musulmans à Alexandrie auraient embrassé le christianisme. Selon la

chari'a, la loi musulmane, ces jeunes devaient être exécutés par lapidation. La rumeur ajoutait que l'Église d'Alexandrie était devenue un refuge pour ces six jeunes gens et qu'elle fêtait leur conversion. La contre-rumeur, elle, disait que quelques personnes influentes auprès du Conseil Suprême des Affaires islamiques séduisirent quelques filles chrétiennes pauvres et les forcèrent à se marier avec des musulmans en échange de la protection et du gîte. Cette contre-rumeur faisait aussi allusion à quelques sociétés secrètes, dirigées par un haut responsable et chargées du même genre d'activité en usant de la violence et du kidnapping.

Il faut rappeler qu'en Égypte la rumeur est comme la *nuktah* (la plaisanterie), elle se propage comme un étincelle dans la paille du Nord au Sud du pays. Une rumeur n'a besoin que d'être chuchotée pour devenir vérité. Et, de ce fait, elle véhicule toujours un point de vue partial chargé de sentiments pour ou contre son objet. Et les deux côtés ne restèrent pas sans réaction. Dans cette atmosphère tendue, de tristes provocations furent commises contre une église au Fayyum et une autre dans le delta.

La commission d'enquête eut une entrevue avec un responsable patriarcal qui lui ouvrit les registres de conversion à l'Église couvrant une période de 25 ans. Elle n'y trouva qu'un seul cas; il s'agissait d'une dame qui était passée du protestantisme à l'orthodoxie. Il n'y avait aucun cas de musulmans convertis au christianisme. Le dessous de l'affaire était que les six jeunes musulmans avaient voulu émigrer contrairement à la volonté de leurs parents. Ils menacèrent de tout faire pour parvenir à ce but même si cela les conduisait à abandonner leur religion. Cette menace ne fut jamais mise à exécution bien qu'ils aient choisi de séjourner pour quelque temps chez un ami chrétien expert en affaires d'émigration. Cette menace était d'ailleurs irréalisable car l'Église égyptienne refuse la conversion d'un musulman ayant renié sa religion; ce qui est une manière intelligente de ménager les sensibilités et de consolider l'unité nationale.

On révéla aussi que la plupart des histoires sur les filles mineures converties à l'islam avaient été truffées de beaucoup d'exagération en vue d'attiser le feu des conflits confessionnels. Car il y a annuellement environ cinq cents cas de chrétiens et de chrétiennes égyptiens qui se convertissent à l'islam pour des raisons contraignantes (mariage, divorce ou autres séductions matérielles) ou simplement pour échapper à la rigidité des lois de l'Église.

La commission d'enquête tenta d'établir un équilibre entre les raisons qui mènent à l'extrémisme religieux, musulman ou chrétien; elle souligna, entre autres, que l'importance du nombre de publications régulières des deux parties, l'inexistence de tout contrôle de l'État constituent une des raisons de ces extrémismes. A la suite de ladite enquête, chaque incident fut traité à part, localement et plutôt sous forme de protocole de circonstance. Mais les rumeurs ne laissèrent pas passer ces failles. On entendit dire que le Président de la

République avait refusé de recevoir le patriarche, que le Pape, pour cette raison, avait décidé d'observer un jeûne. On entendit dire aussi le contraire, que le Pape Chenoudah avait décliné une invitation du palais présidentiel. Les deux rumeurs furent étouffées dans l'œuf; car les journaux publièrent sur deux jours consécutifs la photo du Président recevant le chaykh d'Al-Azhar, puis le patriarche et les membres du Conseil pontifical.

Mais si les rumeurs furent graduellement dissipées, les vérités, elles, ne prirent pas leur place; du ressentiment accumulé restait encore accroché aux cœurs, pour ne pas dire bien ancré. Il est probable que le rapport de la commission d'enquête détachée du Parlement fût objectif et laïque; mais il ne dépassa point, en dernière analyse, le cadre des enquêtes administratives qui aboutissent pratiquement à classer les affaires comme étant d'origine inconnue. La généralisation de l'accusation dans de pareils cas finit par lui ôter toute efficacité tant et si bien que la précision et la spécificité sont évitées. L'incendie confessionnel, donc, ne pouvait, au niveau politique, ressembler aux autres. Le pays tout entier en fut profondément secoué. Les échos en parvinrent même au Président libyen Muammar Al-Qaddafi (Kadhafi) qui se trouva au Caire quelque temps après les événements. « Il n'est islamique en rien, dit-il dans un célèbre discours au siège de l'Union socialiste arabe, de provoquer en Égypte en cette période critique, des problèmes confessionnels entre musulmans et chrétiens.[13] L'islam est innocent de toute provocation de ce genre surtout en ce moment. Nous, Conseil de la révolution en Libye, croyons en la divinité de l'islam qui, lui, ne comprend pas seulement les partisans de Muhammad, mais aussi tous ceux qui croient aux Apôtres. L'islam ne fait donc pas de distinction entre les croyants au message de Jésus et ceux qui croient au message de Muhammad... La raison raisonnante nécessite que tous puissent pratiquer leur culte, chez eux, dans la mosquée, à l'église ou n'importe où. »[14] Il alla encore plus loin en concluant son discours en ces termes : « Si parmi nous il y a un groupe d'athées, nous devons le protéger au lieu de le persécuter. » Ces paroles sont plus qu'importantes car c'est précisément Al-Qaddafi qui les a dites. Importantes pour de multiples raisons. Le Président libyen appelait, et peut-être appelle-t-il toujours, à une renaissance islamique. Quelques rumeurs firent, d'une manière ou d'une autre, le lien entre cette doctrine et les événements confessionnels. Ce ne fut certes pas un hasard si au Congrès national de l'Union socialiste arabe, un an après sa reconstitution, en juin 1972, les ulémas d'Al-Azhar, avec à leur tête le Grand Chaykh, se trouvaient aux côtés des pères du Conseil pontifical

---

13. *Al-Akhbar* (quotidien égyptien), 9 février 1973.

14. Idem.

précédés, au premier rang, du patriarche Chenoudah. Tous poursuivaient avec attention la mise en garde du Président contre tout conflit confessionnel et l'éloge qui en était adressé aux religieux des deux confessions. Les photos publiées le lendemain à la une des journaux mettaient fin à l'incendie destructeur. Mais c'était une fin superficielle, car les événements prendront plus tard des formes plus graves encore.

Car tous, volontairement ou involontairement, se détournèrent des faits directs et tangibles. Personne ne se pencha sur les tracts parvenus dans les boîtes aux lettres de certains destinataires. Nul ne soumit à l'examen les rumeurs et les contre-rumeurs, ou la fausse déclaration au nom du Pape. Tous, volontairement ou sans mauvaise intention, ne virent pas la nécessité d'interroger minutieusement ceux qui furent arrêtés au cours des événements incendiaires; ceux-ci étaient libérés sous caution comme s'il s'agissait d'une simple infraction ne nécessitant pas la détention préventive. L'affaire dans sa totalité était discutée sur un plan «administratif», tout à fait loin des considérations politiques, bien qu'on sût par exemple que l'Église égyptienne ainsi que ses fidèles parmi les citoyens n'ont jamais aspiré à une proportionnelle représentativité confessionnelle dans la fonction publique; dans leur ensemble ils ont toujours aspiré à la laïcité et à la démocratie sur ce plan. Quel est donc cet élément extérieur qui inventa ces revendications complètement étrangères aux chrétiens égyptiens? Ceux-ci n'ont jamais exprimé de revendications confessionnelles particulières. Selon leur formation de classe, ils appartiennent traditionnellement aux couches sociales dont les intérêts sont contradictoires. Les extrémistes parmi eux se considèrent comme étant «les racines de l'Égypte». Ils se sentent infiniment vexés s'ils sont traités comme chrétiens, ceci diminuant leur importance. Personne donc ne se posa de questions sur l'élément ou les éléments étrangers qui prirent l'initiative de dresser la liste de ces revendications. Et personne, par conséquent, ne se posa de questions sur l'élément ou les éléments arabes ou locaux en contact avec l'extérieur et préparant le terrain à l'intérieur. Personne non plus ne se posa de questions sur les éléments constituant un climat favorable à une action organisée et minutieusement guidée.

Ainsi grandit la question de l'homme du peuple sur l'inconnu à venir.

En vérité, le fond même de l'affaire tout entière réside dans le fait que ces pustules confessionnelles sur l'épiderme du régime surgissaient de son propre fond. Et si le putsch du 14 mai 1971 n'a pas surgi du néant, s'il est un fruit légitime du régime nassérien, les conflits confessionnels, eux aussi, étaient et restent, après Nasser, un résultat de la formation hétérogène de la révolution de juillet 1952. Nasser croyait à la laïcité, d'autres étaient de gauche ou de la droite éclairée. Mais il y avait aussi ceux qui étaient très proches de la pensée des Frères Musulmans et des sentiments de l'Association des

Jeunes Musulmans. Le Président Sadate n'a jamais été loin de ces idées, de ces sentiments; ni non plus Hussein Ach-Chafeï qui poussa plus tard jusqu'au mysticisme et au dervichisme. Mais jamais, à l'époque de Nasser, ils n'eurent l'audace de Kamal Ad-Din Hussein qui, lui, ne cachait pas son penchant absolu pour l'extrémisme religieux. Et il appliqua cet extrémisme, dix ans durant, sur tout ce qui tombait dans ses mains comme occasion; si bien que son hostilité au régime nassérien atteignît un point tel qu'il dut se retirer. Quelque temps après, il prit connaissance du complot armé des Frères Musulmans pendant l'été 1965; ils lui proposèrent la présidence de la République en cas de succès. Il n'avisa pas. Il fut détenu pendant quelques mois à l'ancien pavillon royal des Pyramides de Guizeh. Si donc Sadate et Hussein Ach-Chafeï n'avaient pas l'audace de Kamal Ad-Din Hussein, ils ne différaient pas de lui sur le fond idéologique. Le Président Sadate fut le premier à permettre qu'on le surnomme «le Président Croyant», qu'on le filme pendant qu'il fait sa prière et qu'on voie sur son front la bosse des dévôts qui se prosternent longuement. La constitution qui drapa son régime de légitimité est la première constitution égyptienne stipulant que la *chari'ah* (la loi musulmane) constitue une source principale de législation, cet article venant après le premier qui reconnaît l'islam comme religion officielle de l'État. C'est le Président Sadate lui-même qui arrangea les choses au sein des institutions populaires législatives et exécutives de sorte que les symboles de gauche et de démocratie soient seulement une façade. Un exemple parmi tant d'autres : l'homme qui portait un fusil russe pour assurer l'entrée de Muhammad Abd As-Salam Az-Zayyat au ministère de l'Information le soir du 14 mai 1971, afin de prendre la place du ministre démissionnaire et arrêté, Muhammad Fayeq, cet homme s'appelle Muhammad Uthman Ismaïl. Ce garde du corps de Zayyat, le citoyen à la longue histoire progressiste et nationale, forma avec deux acolytes au sein du Comité central de la nouvelle Union socialiste, une chose qui s'appelle le «groupe du Saïd». Ces trois hommes, Muhammad Uthman Ismaïl, Yusuf Makkadi et Ahmad Abd Al-Akher, avaient chacun joué un rôle quelconque dans l'opération du putsch. Ils furent immédiatement récompensés par des nominations. Aucun d'eux n'avait jamais joué le moindre rôle dans la vie politique égyptienne. Les très rares personnes qui les connaissent diraient que l'un avait été accusé dans un assassinat et que l'autre avait été poursuivi pour plusieurs vols de deniers publics. Les journaux firent seulement mention de l'accusation de vol de deniers publics portée contre Yusuf Makkadi. La seule chose susceptible d'unir des gens de cet acabit à d'autres, comme Hamed Mahmud (ancien fondé de pouvoir d'un prince du Golfe promu gouverneur, ensuite ministre) ne pouvait être qu'un fanatisme aveugle, qu'une arriération caractérisée, qu'une ignorance totale des fondements les plus élémentaires de l'esprit du temps, qu'une véhémente animosité contre toute pensée ayant le moindre soupçon de démocratie. Ce

sont des gens encore attachés aux vieilles traditions tribales de la haute Égypte, qui ont disparu depuis longtemps. Et ils sont aussi de ces paysans riches qui font obstinément opposition à tout progrès possible. L'imagination féodale dicte leurs pensées, leurs sentiments et leurs conduites. Ils poussèrent un jour l'aberration au point d'accuser de communisme Tewfiq Al-Hakim et Muhammad Hassanein Haykal et au point même de déclarer que ce qui rendait pardonnable l'appartenance de Sadate à la révolution de juillet 1952 c'est qu'il fit «la révolution du redressement». Cette désignation du putsch du 14 mai 1971 fut lancée par Musa Sabri, rédacteur en chef du quotidien *Al-Akhbar,* traditionnellement pour l'extrême droite, et par Abd Ar-Rahman Ach-Charquawi, cet écrivain si connu par son histoire dans la gauche égyptienne. Plus tard, le Président Sadate adopta lui-même officiellement cette désignation. Et je crois qu'elle est bonne, si toutefois elle désigne «la révolution contre la révolution», celle-ci ayant été l'expression que Abbas Mahmud Al-Aqqad avait appliquée, oralement, au mouvement du 23 juillet 1952. Ce groupe constituait une organisation à l'intérieur de l'organisation. Il dirigeait l'action de l'intérieur et dans l'ombre. Il diffère complètement du groupe qui historiquement est lié aux Frères Musulmans; celui-ci a pu développer sa pensée dans une orientation moins fanatique et plus modernisante; on distinguera dans ce groupe le docteur Abd Al-Aziz Kamel, ancien ministre des Biens de main-morte et des affaires d'Al-Azhar, parvenu au poste de vice-premier ministre; le docteur Ahmad Kamal Abu Al-Magd, secrétaire général des affaires religieuses auprès de l'Union socialiste arabe, ministre de la Jeunesse et plus tard ministre de l'Information. Mais les hommes de cette tendance, comme leurs opposants parmi les ministres anciens communistes, ne se maintinrent pas longtemps au pouvoir. Leur mission, comme leurs opposants, consistait à sauvegarder la façade. Quant au groupe du Saïd, c'était un véritable groupe d'action. La plus grave déclaration qui en émana à cette époque fut prononcée par la bouche de Muhammad Uthman Ismaïl dans une réunion publique des membres de l'Union socialiste au gouvernorat de Bani Sweif en haute Égypte. Il la réitéra devant le bureau exécutif du secrétariat de la capitale. «Les ennemis de l'Égypte, dit-il, sont trois par ordre d'importance : les chrétiens, ensuite les communistes et enfin les juifs.» La formule se prêtait facilement à une rapide propagation dans tout le pays. Les Égyptiens ne savent pas que Muhammad Uthman Ismaïl est le fondateur des organisations religieuses dans le milieu de la jeunesse et surtout dans les universités. C'est lui qui approvisionnait ces organisations en argent et en armes. Il leur fournissait la possibilité de s'exercer sur les camps d'entraînement de la police. C'est lui qui les défendait quand il le fallait; comme ce fut le cas lorsqu'un étudiant membre d'une de ces organisations avoua à la police, après avoir blessé un camarade, qu'il était chargé par l'Union socialiste de défendre la religion et de lutter contre l'athéisme, le

communisme et le nassérisme. Les affrontements entre les étudiants croyants et les autres étaient devenus à l'époque un phénomène frappant. Il était clair aussi qu'un fil, tenu par certaines mains au sein même de l'appareil putschiste, reliait entre eux ces incendies civils et confessionnels. Il était plus clair encore que ce sont les forces sociales du putsch qui choisirent Sadate et non pas l'inverse. Car outre l'aile conservatrice du régime précédent représentée par Sadate personnellement dans un premier sens, par l'ingénieur agronome Sayyid Mari dans un deuxième sens et par l'entrepreneur milliardaire Uthman Ahmad Uthman dans un troisième sens, le nouveau régime se fit l'hôte d'un nouveau groupe de propriétaires fonciers et de paysans riches les plus rétrogrades. Ce sont les détenteurs de richesses qui ne furent pas touchés de manière essentielle par les mesures nassériennes et à la première occasion ils n'hésitèrent pas à donner le coup de grâce à la petite bourgeoisie. L'occasion se présenta sous un triple aspect : la dégradation du régime précédent depuis la défaite de 1967, la mort subite du leader et enfin la présence légitime de Sadate dans l'ancien pouvoir au point que l'on crut que le putsch venait normalement du cœur même de l'ancien régime et qu'il n'était pas une contre-révolution. C'est ce qui explique le maintien temporaire par Sadate de l'expression « mouvement du redressement », avant de retenir définitivement l'appellation de « révolution du redressement », une fois choisi par les forces sociales intéressées au contre-changement, citées plus haut. Mais ces forces qui provoquèrent un changement qualitatif dans la structure du pouvoir, en éliminant les représentants de la petite bourgeoisie bureaucratique et en maintenant les représentants du soi-disant capitalisme national, attirèrent dans leur orbite la lie de la petite bourgeoisie pour s'en servir comme base populaire convenable, et pour avoir un champ propice au bouillonnement de sentiments extrémistes, propageant ainsi le désordre et la terreur. Il s'agit d'une couche qui diffère radicalement de la racaille de la classe ouvrière, dont parle souvent Mao Tsé-toung. Car elle n'a aucun rapport avec les portiers, les prostituées, les chauffeurs de taxis et les marchands ambulants. Elle est faite principalement de ceux que le grand historien Al-Gabarti désigna, il y a deux siècles, du terme de « Al-Harafich(s) ». Les nouveaux « harafichs », appelons-les aussi les « cols-blancs », ce sont les étudiants pauvres, les chômeurs diplômés et les petits fonctionnaires pressurés, une jeunesse broyée entre les deux pierres de la meule : le désespoir, la désillusion et les sentiments réprimés de mécontentement. Ce sont les éléments qui mirent le feu au Caire le 26 janvier 1952, et encore 20 ans après. Ils étaient, et peut-être le sont-ils toujours, la base populaire de l'organisme secret qui manœuvrait de l'intérieur même du régime et dont les plans, une fois exécutés, semblent être en apparence orientés contre le régime qui l'abrite. C'est là que nous discernerons un premier élément de réponse au pourquoi de ces incendies.

Car c'est à cette époque et précisément à la suite de l'enquête menée par la commission détachée du Parlement, que le « Conseil du peuple » approuva la loi sur l'unité nationale, première atteinte déclarée à la souveraineté de la loi. Cette nouvelle loi condamne à perpétuité toute personne propageant des idées ou des rumeurs semant le trouble dans l'opinion publique ou menaçant les fondements du régime. Auparavant il ne s'agissait que d'une infraction passible, en cas extrême, d'une peine d'emprisonnement de deux ans. Après la nouvelle loi, l'infraction devint un crime passible de la peine capitale. Il n'est pas besoin de rappeler que la propagation d'idées ou de rumeurs est une accusation difficile à prouver d'une manière précise. Ainsi une épée de Damoclès fut suspendue par le pouvoir au-dessus de l'opposition sans que la nouvelle loi elle-même ait un rapport quelconque avec l'incendie politique commis par certains membres des officines du pouvoir. Les criminels étaient protégés et l'incendie visait à faire table rase pour un nouvel édifice.

4. Une année économiquement décisive.

En cette même année 1971-1972, ce nouvel édifice commençait à s'élever sur la base de deux graves décisions : la promulgation de la loi sur les investissements étrangers et arabes (septembre 1971) et la déclaration dite « de l'année décisive » (entendez pour la guerre) en ce qui concernait l'ennemi israélien. La mise à exécution de cette dernière décision fut ajournée. Mais les deux déclarations furent accompagnées de circonstances qui ne manquèrent pas de dévoiler que le putsch, dans ses premières étapes et du point de vue formel, consistait à encercler le sommet du pouvoir et à l'aliéner en lui donnant un faux vernis du style : la gauche participe au pouvoir, en signe d'amitié et de coopération avec les Soviétiques ; on scelle une union avec la Syrie et la Lybie et on manifeste la volonté de trancher militairement ses différends avec l'ennemi israélien. On y joint en outre, de temps à autre, une campagne contre les États-Unis. A ces apparences il faudra ajouter deux formules déployées en grande pompe : « la loi est souveraine » et « l'État gouverne à travers les institutions ». Quant au contenu objectif du régime, il faisait son chemin vers les fondements de sa base économique et de son idéologie politique. L'état-major du putsch ne perdit pas de temps dans la formation de la charpente même de la contre-révolution. La loi sur les investissements des capitaux étrangers et arabes en septembre 1971 fut le préambule économique à la constitution de cette charpente. Cette loi autorisa l'entrée et la sortie des capitaux arabes et étrangers en accordant des garanties précises contre toute éventualité de confiscation ou de nationalisation. Elle leur a même accordé des facilités douanières et fiscales allant jusqu'à l'exemption de toute contrainte de ce genre. Elle ne leur fixa aucun domaine d'investissement ; elle ne

les priva pas du droit à la propriété terrienne. Il était normal, dans ce contexte, de prendre en considération les capitaux égyptiens. On promulgua donc à la même époque des décrets libérant l'importation et l'exportation des contraintes de la planification centrale pour ces deux activités, des conditions auxquelles on pouvait traiter avec les étrangers, des conditions de la réglementation des prix, du choix des genres de produits importables ou exportables et de la situation du marché intérieur.

Il semble que personne ne se souvint que l'Égypte nassérienne avait tenté en 1953 d'intéresser les capitaux étrangers et nationaux et de les orienter vers des projets d'entreprises productives sans pour autant les soumettre à des conditions politiques. Ce fut sans résultat. D'où les mesures d'égyptiannisation suivies par des nationalisations. Ces dernières avaient pour but la prévention du sous-développement, le développement économique et la protection de l'indépendance nationale. Personne non plus ne voulut rappeler qu'il était contradictoire de parler de guerre alors que cela impose une économie de guerre, et de s'orienter effectivement vers l'économie libérale. Les plus vieilles démocraties bourgeoises dans l'Occident libéral ont eu recours, en temps de guerre, à la planification centrale d'importants secteurs de l'industrie et du commerce intérieur et extérieur. Mais si la mémoire, comme dit la formule consacrée, est utile pour les croyants, elle ne l'est pas du tout pour les «kharigites». En réalité, ce qui était demandé au sommet du pouvoir, à l'alliance formée des riches de la campagne, des entrepreneurs, des propriétaires fonciers, des commerçants en gros, des grands technocrates, des piliers de la bureaucratie, des généraux de l'armée et de la sécurité intérieure, c'était de «soutenir l'institution du pouvoir» aux niveaux national, arabe et international, de sorte que ce soutien aboutît économiquement, socialement et politiquement à une prospérité normale dans ces secteurs. Par «prospérité normale» il faut entendre développement capitaliste traditionnel. Jusqu'à cette époque, les lois du marché interdisaient aux investisseurs de se développer d'une manière illimitée et ce non pas en limitant la propriété terrienne, par exemple, mais en en déterminant le rapport offre/demande, en renforçant le contrôle de l'État; en outre l'État monopolisait une grande partie des matières et des matières brutes; il déterminait le cycle du capital et, quelquefois même, son volume. Il était donc de l'intérêt de l'alliance au pouvoir d'appliquer à l'économie sa méthode d'encerclement, comme elle le fit dans le domaine politique. Il fallait donc assiéger le secteur public sans enfreindre les anciennes lois; ce fut la raison pour laquelle on en promulgua de nouvelles. Mais ces lois devaient aussi favoriser le développement d'une nouvelle couche sociale organiquement liée aux capitaux arabe et étranger et à ce que ceux-ci représentent comme force économique et politique sur le plan international. En fait, cette nouvelle couche sociale dont la loi sur les investissements annonça la nais-

sance « légitime » n'était que l'ensemble des courtiers, des fondés de pouvoir et des agents des monopoles bancaires étrangers et arabes, c'est-à-dire les compradors, les intermédiaires entre l'import/export et inversement. Ceci au niveau national. Mais au niveau arabe le capital candidat à l'investissement était en provenance des pays pétroliers et conservateurs de préférence. Au niveau international, les banques et les compagnies de tourisme furent le deuxième élément susceptible d'accepter l'aventure calculée sous la protection des nouvelles garanties juridiques.

Ce sont là les mesures économiques qui conduisirent directement à la formation nouvelle du régime. Ces mesures constituèrent le deuxième changement qualitatif dans la structure du régime après le putsch. Car si nous considérons l'élimination de la petite bourgeoisie bureaucratique comme un premier changement, le second, lui, consiste dans le fait d'avoir ajouté à l'alliance la bourgeoisie compradore. Ainsi s'élargit le cercle de l'alliance au sommet du pouvoir. La deuxième conséquence de ce processus, c'est peut-être l'absence de tout projet productif dans les plans d'investissement arabes et étrangers; les capitaux en effet arrivèrent avec beaucoup de lenteur, d'hésitation et de prudence; les capitaux arabes s'orientèrent vers l'hôtellerie, les constructions de luxe, les grands restaurants et les boîtes de nuit. Les capitaux américains et occidentaux en général s'orientèrent vers les travaux bancaires. Quant à l'import/export, il se limita aux produits de consommation pour l'importation, et aux produits de première nécessité pour l'exportation. La troisième conséquence fut une hausse subite des prix, mais non accompagnée d'une hausse équivalente des salaires, un accroissement de l'inflation et du chômage et une baisse vertigineuse du niveau de vie des couches moyennes; ces phénomènes ont tous été influencés par un facteur extérieur, à savoir la crise inflationniste du monde occidental et la crise monétaire capitaliste, sans oublier que les capitaux entrant se sont donnés pour objectif de satisfaire l'avidité des couches supérieures de la bourgeoisie. Autre facteur intérieur : la souveraineté des lois économiques capitalistes et en particulier la loi de l'offre et de la demande. En effet, dans le domaine des produits de luxe, la demande baissait et l'offre enregistrait des hausses importantes. Quant aux produits de première nécessité, la demande devenait de plus en plus importante, alors que l'offre baissait graduellement. Cette anarchie du marché devait obliger le paysan à vendre sa récolte au prix fixé par le marchand en gros et non pas par le gouvernement. Le gros imposait son hégémonie au détaillant et celui-ci à son tour tyrannisait les consommateurs. La quatrième conséquence fut le développement hypertrophié du commerce au détriment de l'industrie nationalisée ou nationale. La cinquième conséquence fut l'augmentation du chômage et du chômage non déclaré; la production baissa devant les lois imposées par le marché et la consommation. La sixième conséquence, la plus grave, fut l'appauvrissement des

couches populaires les plus larges, la démographie galopante et la baisse progressive de la valeur de la livre égyptienne, à cause du manque de couverture en or. La septième conséquence fut un déficit dans la balance des paiements; car le montant des prêts accordés par l'extérieur, leurs courtes échéances, l'accumulation des dettes, l'augmentation du taux d'intérêt et la diminution progressive du revenu découragèrent toute idée de planification. A leur tour, le revenu national et le taux du revenu par individu baissèrent. La huitième conséquence fut un déséquilibre social catastrophique pour les valeurs et la conduite individuelle. La loi du profit rapide imposa ses critères sociaux aux couches les plus larges. La neuvième conséquence fut la chute progressive du niveau des services dans les domaines de la santé, de l'enseignement et des transports. La dixième conséquence fut l'émigration de la matière grise, de la main-d'œuvre et de tous ceux qui purent prendre pied dans une terre étrangère.

Tout ceci se produisit en un temps record, comme l'affirme le langage des chiffres, plus éloquent que toute analyse.

Dans cette partie de notre exposé nous aurons recours aux statistiques officielles que donnent très prudemment, et parfois même secrètement et en exemplaires très limités, le Bureau Central des Comptes, le Bureau Central des Prix, le Bureau Central de Mobilisation et de Statistiques ou les autres organismes des différents ministères de Planification, d'Approvisionnement et d'Économie. Parmi ces informations, nous aurons recours à celles qui illustrent de la manière la plus simple la situation économique durant l'exercice 1971/1972. Nous nous contenterons de souligner les signes indicateurs de l'évolution progressive du putsch vers une contre-révolution totale; ces indicateurs reflètent le niveau des revenus ainsi que les variables introduits sur les classes, sur la répartition de la propriété et des moyens de production. Jetons d'abord un premier regard sur les deux tableaux suivants où le Bureau Central des Prix fait l'estimation de la répartition du revenu national dans ses deux formes absolue et relative.

Tableau 1
Répartition des familles et de leurs revenus selon les catégories des revenus familiaux en 1972. [15]

Tranches des revenus des familles en livres égyptiennes	*Nombre des familles en millions*	*Revenus des familles selon la tranche en millions de livres égyptiennes par an*	*Revenu de la famille en livres égyptiennes*
— de 50	91	2,3	24,809
50	400	24,4	61,000
100	1 814	254,2	140,196
200	1 567	365,4	233,170
300	1 033	338,7	327,871
400	620	265,8	428,000
500	386	205,3	531,587
600	422	277,0	655,799
800	210	181,2	864,197
1 000	310	408,7	1 317,758
2 000	10	45,4	4 339,879
10 000 ou plus	2	77,1	32 429,679
Total	6 866	2 445,3	365,100 [16]

Donc, le revenu de la famille égyptienne en 1972, selon ce tableau, est de 365 livres égyptiennes par an. La part individuelle est de 68 livres égyptiennes. Mais l'estimation du ministère du Plan pour cette même moyenne diffère sensiblement. En effet, la part individuelle dans le revenu national atteint 80 livres égyptiennes selon le rapport du bureau chargé d'observer l'application du plan 1971/1972.

Hassan Sadeq indique dans son article intitulé *Les différences de revenus et le niveau de vie en Égypte,* publié dans *Kitabat Misriyyah,* cité plus haut, que l'écart entre l'estimation du Bureau de la Planification des Prix et celle du ministère du Plan « est dû au fait que le Bureau des Prix indique le revenu national net et non pas le revenu national ; le premier comprend la somme de tous les revenus distribués alors que le produit national comprend la somme des revenus distribués ou non pendant l'année. » Mais avant de poursuivre l'analyse regardons le tableau 2.

15. « Répartition des revenus par individu », janvier 1972. Cité dans *Kitabat Misriyyah* n° 3, juillet 1975, Beyrouth, p. 68.

16. Cf. Bureau de la planification des prix.

Tableau 2

Pourcentage de la répartition des revenus et des familles

Tranche des revenus des en livres égyptiennes	*Nombre des familles %*	*Revenu des familles de chaque tranche en %*
– de 50	1,33	0,09
50	5,83	1,00
100	26,42	10,40
200	22,82	14,94
300	15,04	13,85
400	9,04	10,87
500	5,62	8,40
600	6,15	11,33
800	3,05	7,41
1 000	4,52	16,71
2 000	0,15	1,86
10 000 ou plus	0,03	3,14
Total	100,00	100,00[17]

Ce tableau indique que les trois tranches aux revenus les plus bas totalisent 2 300 500, c'est-à-dire 34 % de l'ensemble des familles égyptiennes. Ce pourcentage de familles assez élevé n'obtient que 11 % du revenu national en 1972. Quant au nombre des familles aux revenus élevés, il est de 322 000 familles (4,7 % du total). Cette catégorie obtient 22 % du revenu national de la même année. Ajoutons que 2 000 familles seulement ont obtenu le maximum des revenus qui, eux, globalisent 77,1 millions de livres égyptiennes pour l'ensemble et 32 000 livres égyptiennes en moyenne par famille. Si nous prenons en considération le chiffre indiqué dans les rapports sur l'application du plan, chiffre qui donne le nombre des membres actifs dans chaque famille et qui est de 1,2, la moyenne du revenu du membre actif dans cette catégorie au sommet sera de 30 000 livres égyptiennes pour l'année 1972. Si maintenant nous le comparons aux 68 ou 80 livres égyptiennes qui sont la part de l'individu dans les tranches correspondant aux couches populaires, nous constaterons que la source des hauts revenus n'est pas le travail mais la propriété, qu'elle n'est pas la production mais le parasitisme comprador et la spéculation. Ce sont là les deux phénomènes qui se sont développés très rapidement à la suite de la promulgation de la loi de septembre 1971 sur l'investissement des capitaux étrangers et arabes, ainsi qu'à

17. Idem.

la suite de mesures de facilité accordées au capital national bien qu'il n'ait jamais pris l'option de projets à longs termes.

Ce très grand écart entre la couche supérieure des bénéficiaires du revenu national, l'élite de l'élite, et ceux qui à peine peuvent obtenir les miettes, la majorité écrasante, cet écart c'est la grande fêlure dans l'édifice national. C'est l'appauvrissement rapide des ressources de la richesse nationale égyptienne. C'est c'est écart qui est à la base des nouveaux rapports sociaux qui prennent la place des rapports du travail productif. C'est le début du changement radical dans les forces et les moyens de production et dans les valeurs sociales qui en émanent.

Nous devrons remarquer des degrés de l'échelle, de la base extrêmement pauvre à la couche supérieure qui rassemble ceux qui se trouvent à l'extrême pointe de l'échelle des revenus; mais le contraste entre le sommet et la base est facilement saisissable surtout lorsque nous soulignons que, dans la catégorie des deux mille, des familles peuvent avoir un revenu annuel atteignant 200 000 livres égyptiennes, réalisé principalement par les grossistes et les contrebandiers alors que le revenu du journalier ne dépasse pas 15 livres égyptiennes par an. La situation ne change pas beaucoup quant à certaines catégories d'ouvriers et d'artisans dont le revenu annuel par personne est de 23,5 livres égyptiennes, c'est-à-dire moins de 3 livres égyptiennes par mois. De toute manière si les chiffres officiels nous indiquent que 80 % des citoyens actifs ont un revenu de 68 livres égyptiennes par an et par personne, que le total de leur part dans le revenu national n'en dépasse pas les 50 %, cela ne signifie qu'une chose : la loi de l'appauvrissement est souveraine.

Le critère du revenu individuel par rapport au revenu national est le critère qui simplifie le mieux le schéma de la nouvelle structure économique; il indique donc le mieux l'identité de cette structure. Mais nous passerons du plus simple au plus complexe pour parvenir à voir les traits principaux de cette forme économique, alors qu'ils se cristallisent petit à petit.

Prenons donc des échantillons spécifiques après l'exposé du revenu familial en général. Prenons le fonctionnaire, celui qui constitue l'appreil bureaucratique de l'État du sommet à la base. Le tableau suivant montre le coût de la fonction selon sa tranche dans l'échelle du fonctionnariat.

Tableau 3
Coût des fonctions réparti selon les catégories de celles-ci dans la fonction publique et les organisations publiques (exercice 1971/1972)[18]

Catégorie	*Nombre des fonctionnaires*	*En %*	*Coûts*	*En %*	*Moyenne des coûts*
12.11.10	338 598	31,4	42 121 720	15,6	124,4
9.8	397 501	36,9	82 264 870	30,5	207,0
7.6	250 675	23,2	85 388 960	31,6	340,6
5.4	63 398	6,4	38 479 500	14,3	554,5
3.2	20 423	1,9	19 077 420	7,1	934,1
1 et + haut	1 915	0,2	2 573 350	1,0	1 348,8
Total	1 078 510	100	269 905 820	100	250,3

Il ressort de ce tableau que les postes situés au bas de l'échelle (12.11.10) constituent 31,4 % du nombre total. Mais elles ne coûtent au budget de l'État que 15,6 % du coût total des rétributions dans la fonction publique. Quant aux postes allant du 5e au 1er échelon, ils totalisent 8,3 % de l'ensemble. Ils coûtent au budget général 22,4 %. Ce qui veut dire que la moyenne du coût des postes dans les trois plus basses catégories est de 124,4 livres égyptiennes par an; alors que la moyenne du coût du poste au 1er échelon ou plus est de 1 343,8 livres égyptiennes, c'est-à-dire le décuple. Si nous ajoutons les différences des salaires nets (après déductions) la moyenne du salaire du fonctionnaire des échelons les plus bas est de 108 livres égyptiennes par an ou 9 livres égyptiennes par mois. Et lorsque nous prenons en considération le nombre des membres actifs dans une famille, la moyenne de la part de chaque individu dans la famille de ce fonctionnaire au bas de l'échelle atteint 2,5 livres égyptiennes par mois. Le fonctionnaire du haut échelon, lui, touche un salaire annuel net (après déduction de 33 % du salaire brut pour retraite, impôt et autres timbres) de 900 livres égyptiennes auxquelles il faut ajouter les indemnités et les frais de représentation et de transport qui atteignent 70 livres égyptiennes par mois, exemptées de tout impôt ou taxe. Le total du salaire annuel net est donc de 1 740 livres égyptiennes pour ce haut fonctionnaire, c'est-à-dire 145 livres égyptiennes par mois. La différence en moyenne entre les deux niveaux est multipliée par 16.

Mais regardons un autre schéma, plus général; celui qui montre

18. *Op. cit.*, Budget de la R.A.E. 71/72 cité dans *Kitabat Misriyyah*, p. 83.

le mode de distribution du revenu national par rapport à ceux qui travaillent dans la production et par rapport à ceux qui possèdent et ne travaillent pas. C'est ce schéma qui nous rapprochera encore plus des ressources, légitimes ou non, des revenus. Regardons ce tableau.

Tableau 4
Évolution du rapport des salaires au revenu national[19]

Exercice	*65-66*	*66-67*	*67-68*	*68-69*	*69-70*	*70-71*	*71-72*
Rapport salaires/ revenu national ..	46,1	46,0	47,2	47,3	49,5	46,2	46,3
Rapport bénéf./ revenu national...	53,9	54,0	52,8	22,8	52,7	50,5	53,8

Cette double comparaison statistique entre rapport salaires/revenu national et bénéfice/revenu national entre les années 1965/1966 et 1971/1972 montre une stabilité relative des salaires; de 46,1 % à 46,2 %, 46,3 % alors qu'au cours de ces sept ans les prix augmentèrent spontanément. Mais les bénéfices, du point de vue du volume absolu, passèrent de 1 145 millions de livres égyptiennes en 1965/1966 à 1 469 millions de livres égyptiennes en 1971/1972. L'augmentation est donc de 324 millions de livres égyptiennes dont la plus grande partie revient au secteur privé; non pas que celui-ci ait eu un rôle important dans la production, mais tout simplement parce que ces bénéfices sont réalisés par l'influence politique et par la nouvelle législation économique permettant de dépasser toute limite imposée par le secteur public. Ainsi le secteur privé, à travers ses bénéfices, passa à l'attaque du secteur public. Son premier pas fut la prise en main des leviers de commande de l'économie du pays. Le domaine, fondamental, de la propriété a subi d'une manière tragique, nous pouvons le déceler, cette mainmise. La propriété terrienne qui couvre la plus grande partie des ressources nationales, qui impose un style global de production à la grande majorité de la population (environ 70 %) est un critère qui nous permettra de mesurer les fondements économiques complexes du régime. Le tableau suivant en révèle quelques vérités :

19. Idem, p. 76.

Tableau 5

Répartition de la propriété terrienne et moyenne de revenu du propriétaire selon la superficie des propriétés. [20]

Catégories de la propriété	*Nombre des propriétaires en %*	*Superficie en %*	*Moyenne de bénéfice de la location par propriétaire en £ égypt.*
— de 1 feddan	38,7	4,4	11,7
1	20,7	5,7	28,4
2	13,9	6,6	49,2
3	8,0	5,5	70,8
4	4,3	3,9	93,3
5	7,8	11,2	148,2
10	3,7	10,2	282,4
20	2,0	12,7	653,5
50	0,7	9,4	1 486,5
100 ou plus	0,2	30,4	16 691,7
Total	100,0	100,0	103,2

Ce tableau nous montre l'écart très important entre les grands propriétaires et ceux de la base. Les petits propriétaires, possédant moins de deux feddans, sont au nombre de 912 000 paysans. Ils représentent 59,4 % de l'ensemble des propriétaires; mais ils ne possèdent pas plus de 10,1 % de la terre cultivable. Quant aux propriétaires de 20 feddans ou plus, ils ne représentent que 2,9 %; mais ils possèdent 52,5 % des terres les plus fertiles. Parmi ceux-ci 2 885 représentant 0,2 % de l'ensemble des propriétaires possèdent cependant 30,4 % de l'ensemble de la terre cultivable. La moyenne de revenu de la location par personne dans cette catégorie est de 16 691 livres égyptiennes.

Parmi les petits propriétaires 593 000 se trouvent au bas de l'échelle; le total de la superficie qu'ils possèdent est de 323 000 feddans, représentant 4,4 % de la superficie totale. Ces paysans représentent 38,7 % du total des propriétaires terriens. La superficie moyenne par propriétaire est de 0,5 feddan. La moyenne de revenu de location est de 11,70 livres égyptiennes par an[21]. Si nous n'oublions pas les ouvriers agricoles qui ne possèdent que leur force de travail, les journaliers et les saisonniers,, nous pouvons alors nous faire une idée plus précise de la situation tragique de la campagne

20. Idem, p. 74.

21. Ibid., p. 75.

égyptienne, situation dont les composantes ont persisté même à travers la réforme agraire, après l'avoir rangée de l'intérieur au profit des grands propriétaires et des autres catégories capitalistes (grossistes et courtiers) et pour le rétablissement des rapports quasi féodaux; à quoi l'on pourrait ajouter le type de rapports résultant de l'installation des compradors, nouveaux venus, ceux qu'impliquent la propriété foncière et les entreprises privées.

Ces rapports, par la force des choses, secrètent des valeurs particulières. Ce qui nous intéresse ici ce n'est pas d'apporter la preuve que cette société de classes si différenciées est inapte à la transformation socialiste. Car le régime social précédant le putsch et surtout après la défaite de 1967 et plus précisément depuis la fin du plan quinquennal en 1965 était lui aussi inapte à cette transformation; il avait épuisé toutes les chances de la réaliser au point que la chute de 1967 fut objectivement la chute d'un régime, beaucoup plus que celle d'un personnage historique. Ce qui nous intéresse donc ce n'est pas l'écart entre les classes, mais ses proportions et le taux de son accroissement dans un pays en guerre, un pays en voie de développement. C'est ce qui permet de trouver l'explication précise de l'ensemble des phénomènes qui se firent jour durant toute l'année 1971/1972, derrière la façade de gauche minutieusement fignolée et recouvrant les secteurs les plus importants du pouvoir. Les affrontements à la base, dont les phénomènes sont si complexes, les forces si tentaculaires et les moyens et les buts si divers, déchirèrent, volontairement ou involontairement, beaucoup de voiles et firent apparaître en pleine lumière le vrai visage du putsch, ses fondements économiques ainsi que ses valeurs sociales. Le tableau suivant en fait état à travers les niveaux de consommation.

Tableau 6

Distribution des dépenses pour les biens de consommation selon les tranches budgétaires par famille.[22]

Tranches budgétaires	*Ensemble des individus (ruraux et urbains) dans chaque catégorie*		*Ensemble des dépenses de consommation (ruraux et urbains)*		*Moyenne de la part de l'individu*
	en nombre	*en %*	*en nombre*	*en %*	
— de 25	*45*	*0,04*	*881*	*0,01*	*19,6*
25	*706*	*0,58*	*18 646*	*0,30*	*26,4*
50	*2 135*	*1,74*	*53,906*	*0,87*	*25,2*
70	*4 608*	*3,75*	*117,759*	*1,89*	*25,6*

22. Voir l'annexe statistique de la recherche intitulée *Inflation et planification économique en Égypte.* Les informations des quatre cycles contenus dans le chapitre

Tranches budgétaires	Ensemble des individus (ruraux et urbains) dans chaque catégorie		Ensemble des dépenses de consommation (ruraux et urbains)		Moyenne de la part de l'individu
	en nombre	en %	en nombre	en %	
100	17 071	13,91	508 388	8,18	29,8
150	19 495	15,88	666 069	10,72	34,2
200	16 666	13,58	654 834	10,54	39,3
250	13 527	11,02	587 649	9,46	43,4
300	18 802	15,32	934 789	15,04	49,7
400	16 095	13,11	1 051 500	16,92	65,3
600	6 328	5,16	539 108	8,67	85,2
800	2 673	2,18	303 443	4,88	113,5
1 000 ou +	4 575	2,73	778 190	12,52	170,1
Total	122 726	100,00	6 215 162	100,00	50,6426

Il est aisé de constater que la moyenne de consommation individuelle en ville ne dépasse pas 50,5 livres égyptiennes environ par an (4,2 livres égyptiennes par mois) ; c'est la valeur des dépenses totales pour se nourrir, se vêtir, se loger et tous les autres frais qui font que le niveau de vie en Égypte est généralement au plus bas de l'échelle. Et si nous poussons la précision plus loin nous nous apercevrons que la moyenne de la consommation individuelle de la première tranche (moins de 25 livres égyptiennes par an) est de 19,60 par an, ce qui revient à 1,65 livre égyptienne par mois. Cette moyenne s'élève à 194,53 livres égyptiennes, c'est-à-dire 9 fois plus que la moyenne la plus basse. Les individus appartenant à des familles dont les revenus sont inférieurs à la moyenne générale constituent 60 % des membres de la société égyptienne. Et en remarquant que les cinq tranches les plus basses représentent 20 % des citoyens, que le total de leur consommation ne dépasse pas 11,25 % de la consommation générale, nous pouvons souligner aussi que, par voie de conséquence, les trois tranches supérieures représentent 11 % des membres de la société, alors qu'elles couvrent 26 % de la dépense générale pour les biens de consommation.

Ce sont ces réalités économiques qui saluèrent, accompagnèrent et développèrent la loi sur les investissements étrangers, arabes et nationaux en septembre 1971. Ce sont les données sur lesquelles le régime putschiste se fonda pour édifier son pouvoir et ce

concernant les budgets familiaux pour obtenir des informations représentant ces quatre cycles en milieux rural et urbain, chacun à part d'abord, les deux ensemble ensuite. Mais il faut prendre en considération que les familles selon les catégories diffèrent selon le milieu rural ou urbain (voir la référence précédente, p. 87).

derrière les prétentions du Programme d'Action Nationale présenté par Anouar As-Sadate, Président de l'Union socialiste arabe au Congrès général et approuvé le 23 juillet de la même année 1971.

Il était donc normal que l'homme du peuple fût imperméable à toutes les séductions du nouveau régime : et il n'était pas moins normal qu'il n'acceptât pas de s'intégrer au cadre de ce nouveau régime. Il était prêt à lui faire face et à s'y opposer. N'était-il pas scandaleux de voir à la une de tous les quotidiens les photos de ces séries d'alliances entre les familles du Président, de l'ingénieur agronome Sayyid Mari et de l'entrepreneur Uthman Amad Uthman, scellées par les fiançailles et les mariages de leurs enfants? D'habitude l'homme du peuple se réjouit de voir se contracter un mariage; mais là, il ne manqua pas de regarder ces photos les yeux grands ouverts et de se poser des questions sur les rapports entre la position de Président de la République, celle de Président du «Conseil du Peuple» et celle de ministre de l'Urbanisation et du Logement. Il ne manqua pas de se poser des questions sur les rapports entre la culture fruitière qu'aime tant l'ingénieur agronome - président du Parlement et les projets géants de construction qu'exécute l'entrepreneur - ministre. Y a-t-il un rapport, se demande l'homme du peuple, entre tout cela et le cœur des filles et des garçons de ce trio au pouvoir? Les fiançailles se font subitement et s'annoncent en grande pompe dans les journaux. Et l'homme du peuple songe aux fêtes des Mille et Une nuits, se rémémore celles du roi Farouk et se demande le cœur gros : que se passe-t-il dans le monde? Qu'est-ce qui nous arrive? Que cache l'avenir?

5. Un programme contre le programme national.

Il fallait une réponse idéologique à la question surgie de la contradiction entre les apparences et la réalité tangible. Le secrétariat général de l'Union socialiste avait été profondément remanié le 30 juillet 1972. Le premier secrétaire adjoint pour les affaires de la haute Égypte fut Ahmad Abd Al-Akher, secrétaire à l'organisation Muhammad Uthman Ismaïl (cités plus haut pour ce qui concernait l'extrémisme religieux et le caractère réactionnaire de la pensée de droite). Quant aux docteurs Abd Al-Aziz Kamel et Kamal Abu Al-Majd (anciens Frères Musulmans mais appartenant aussi à la droite éclairée) le premier occupa les fonctions de secrétaire pour la propagande, le programme idéologique et les affaires religieuses, alors que le second fut chargé du secteur de la jeunesse. Ce qui revient à dire que le vrai pouvoir fut le lot de l'aile la plus extrémiste de la droite.

Les membres de l'Union socialiste arabe furent un jour surpris par la présentation d'un projet intitulé «Guide de l'action politique, idéologique et organisationnelle», projet qui fut présenté en nombre très limité d'exemplaires interdits à la circulation pour une discussion

secrète. La gravité du projet idéologique incita le mensuel *At-Taliah* à le publier[23] afin de le soumettre à l'opinion publique avant de parvenir à l'étape de l'approbation, ce qui, par la suite, conduisit Lutfi Al-Khuli, rédacteur en chef de ce magazine et rapporteur au comité des affaires arabes de l'Union socialiste, à démissionner de son poste dans cette organisation politique. Le plus intéressant c'est que ce «projet» ou ce «guide» ne sortit jamais à la lumière officielle. Il resta au stade du projet dans l'esprit de ses auteurs, fournissant ainsi une véritable pièce à conviction dans le dossier relatif à leur idéologie et une réponse diamétralement opposée à la déclaration du Président As-Sadate devant le Conseil du Peuple le 10 juin 1971 et avec son programme d'action nationale du 23 juillet 1971. En outre ce projet était en contradiction radicale avec tous les documents de la révolution et particulièrement la Charte nationale. Mais plus précisément ce projet ou guide fut le premier indice idéologique du putsch; l'avoir mis en sourdine à la dernière minute n'était qu'une tactique ne visant en aucune façon sa suspension mais sa réalisation sans trop de bruit. Comment ce guide révèle-t-il l'identité du régime putschiste?

Il reconnaît tout d'abord que la révolution, après avoir mis fin à l'hégémonie coloniale, au féodalisme et au capitalisme exploiteur, a fait incontestablement un pas important sur la voie d'une juste répartition du revenu national. «Mais, dit le guide, cette révolution est aujourd'hui menacée par le développement de l'écart entre les niveaux de revenus dans les catégories sociales. Les valeurs de notre société inspirées par nos croyances aux religions célestes condamnent la jouissance par une minorité des biens de la nation alors que la majorité n'obtient pas son dû.» En guise d'auto-critique, le guide demande aux leaders de servir d'exemple au peuple. «Nous devons, dit-il, dans notre conduite quotidienne à l'égard du peuple, éviter toutes les formes d'exploitation. Nous devons consacrer la valeur du travail et respecter les travailleurs. Nous devons corriger notre appréciation du travail manuel. Nous devons considérer les personnes sur la base de leur travail et de leur rôle dans la société.»

Avec l'aveu et la critique, le guide tire le tapis sous toutes les statistiques qu'il aura présentées et soulignées précédemment. Ce n'est là qu'une vulgaire tentative pour gagner la confiance des gens et accréditer auprès de la population les thèses officielles parmi lesquelles nous soulignons ceci : la ligne idéologique et politique dont le régime se fait l'apôtre trouve sa route dans des textes religieux; la première phrase de ce guide insiste : «Notre vision trouve sa dimension spirituelle dans la religion et dans la croyance aux messages célestes complétés par l'islam, ses idéaux et sa législation.» Ainsi, plus de voie arabe pour le socialisme scientifique selon la Charte; il

---

23. Lire le texte intégral dans *At-Taliah,* octobre 1972.

s'agit maintenant d'un socialisme arabe « inspiré par la croyance de ce peuple », un socialisme islamique si l'on peut s'exprimer ainsi ; un socialisme arabe qui croit aux lois fondamentales régissant l'univers et la vie ; « nos traditions ainsi que nos religions, dit toujours le guide, précèdent toutes les pensées modernes et apportent la preuve de l'existence de ces lois ; les méconnaître c'est soustraire à notre socialisme son fondement scientifique caractéristique ». Ce socialisme à base de religion consiste dans les versets coraniques qu'utilisent les auteurs du guide pour appuyer leur doctrine et que nous trouvions souvent accrochés au mur derrière le bureau des capitalistes égyptiens avant la révolution : « Nous ne laisserons pas perdre le salaire de qui a fait de bonnes actions »... « Travaillez ! Allah verra vos actions ainsi que l'apôtre et les croyants »... « Dieu aime que lorsqu'on fait un travail, on le fasse bien... » « Donne son droit à ton prochain, ainsi qu'au pauvre et voyageur »... « Sur les biens desquels est prélevé un droit connu pour le mendiant et pour le démuni », etc. Ainsi ces versets ont leur valeur historique du fait qu'ils furent des instruments idéologiques destinés à changer une société extrêmement arriérée. Mais ils n'ont que faire avec l'utilisation faite par certains de leur source « sacrée » en les étendant à une société complètement différente et à une époque tout à fait autre. Qui pis est, leur utilisation dans les cas « modernes » relève d'un faux et de l'usage de faux n'ayant aucun rapport avec le texte coranique. Car la bonne action n'est pas le travail dans le cycle de la production. L'aumône, la bonne grâce et la charité ne constituent pas le socialisme. Sur ce point les auteurs du projet-guide ont fait exactement ce que faisaient autrefois les pachas des grandes entreprises de l'Égypte royaliste en réprimant les ouvriers par la religion, en décorant leurs bureaux, leurs salons et même les ateliers de travail par de tels versets. Mais les capitalistes d'aujourd'hui sont plus arriérés encore que ceux d'antan, car ils n'investissent pas dans la production : ils tirent leurs bénéfices des différences de prix, de la contrebande et des services intermédiaires. Mais sur le plan idéologique, ils sont beaucoup plus loin que ceux du passé, lorsqu'ils affirment : « La vérité immuable, ses racines profondes dans l'histoire et dans la loi divine nous donnent raison quand nous disons que vous pouvez vous passer des doctrines en cours dans le monde. Nous possédons tout ce qui peut apporter des solutions scientifiques valables aux problèmes de la vie et à tout ce dont l'humanité a besoin sur le plan des valeurs, de la pensée et de la rationalité. » Ainsi ledit socialisme arabe ou islamique n'est pas seulement valable pour nous, mais pour le monde entier ! Ainsi devient inadmissible une des données fondamentales de la Charte nationale édictée il y a dix ans, stipulant « l'ouverture à toutes les expériences humaines » ; inadmissible parce que trop modeste pour ces messieurs du nouvel organisme politique.

Renier la Charte nationale fut le premier pas vers le reniement de son contenu social. Car le « guide » rejette l'expression de « classes

sociales» pour la remplacer par «niveaux sociaux» et «forces sociales». Ce changement n'a d'autres sens que celui de retirer la reconnaissance de l'existence de la lutte des classes. Ce qui conduit forcément à considérer la structure idéologique de l'Union socialiste arabe comme l'ossature d'une formation nazie représentant l'unité «organique de la nation», telle qu'elle a été considérée par Hitler et Mussolini, et telle qu'elle a été considérée par Ahmad Hussein, leader de «Jeune Égypte», et par Antoun Saadeh, leader du parti national syrien. A la lumière de ces principes, l'attitude à l'égard de la propriété est définie comme ceci : «Notre socialisme fait la différence entre la propriété exploiteuse et la propriété non exploiteuse. Il interdit la première et autorise la seconde dans les limites prévues par la loi qui, elle, traduit la conscience et les besoins de la collectivité.» C'est là une définition en contradiction totale avec le contenu de la Charte nationale quant à la possession par le peuple des moyens de production et quant au leadership du secteur public sur l'économie nationale. Définir l'exploitation par référence à la conscience collective et sans déterminer ni le contenu de la loi ni l'identité de la collectivité revient exactement à dire que nous sommes une société sans classes et vise à libérer l'exploitation de toute contrainte autre que celle dictée par la conscience individuelle et les principes religieux.

Le projet-guide traite enfin de la politique extérieure. Il met en garde contre les grandes puissances qui pensent monopoliser le progressisme et ses méthodes (entendez le bloc socialiste). «Libérer la volonté arabe et garantir son indépendance face aux intérêts et aux convoitises internationaux» exigent que l'on considère sur un pied d'égalité toutes les grandes puissances; ce qui veut dire, plus précisément, que le bloc socialiste, et en particulier l'Union soviétique, sont directement visés.

Ce sont les nouvelles données politiques sur lesquelles le régime putschiste s'est fondé pour formuler son idéologie au-delà des prétentions progressistes affichées et des déclarations nationalistes. Ce guide, s'il n'est pas arrivé à la lumière, ne fut pas écarté pour autant. Bien au contraire. Car à l'opposé de tous les discours et traités de l'époque, il fut immédiatement mis à exécution. Ainsi nous pouvons le considérer comme une réponse aux événements sociaux et politiques survenus entre 1971 et 1972 qui traduisaient l'angoisse générale devant la perspective d'avenir. Mais continuons la relation des faits.

Le 22 avril le Président Sadate convoqua l'ambassadeur soviétique pour lui annoncer, avant de le faire aux Égyptiens, qu'il allait «liquider Ali Sabri»; il ajouta en se reprenant : «Mais, je vous l'affirme, il n'y a rien en cela contre l'Union soviétique. Il s'agit purement et simplement d'une affaire intérieure. Si quelqu'un s'ingéniait à vous présenter ce que je ferai comme un acte hostile à la présence de l'Union soviétique en Égypte, vous pouvez dire que je serais heu-

reux que vous consolidiez cette présence. »[24] Mais les Soviétiques devaient certainement avoir des informations détaillées sur ce qui s'était produit en novembre 1970. « Kamal Adham, gendre et conseiller du roi Fayçal, chargé de diriger les services de renseignements, une des personnalités les plus influentes du royaume, était venu au Caire. Au cours de sa visite il parla de la présence soviétique en Égypte et du dérangement que cette présence causait aux Américains. »[25] Le Président promit de « sortir les Russes du pays »[26]. Plus tard on a dit que cette « promesse » avait été l'objet des négociations entre William Rogers, ministre américain des Affaires étrangères à l'époque, et le Président Sadate, le 3 mai 1971 ; c'est-à-dire 24 heures après la destitution de Ali Sabri. Ce fut là, pour les Soviétiques, une introduction normale à l'officialisation de leurs rapports avec le nouveau régime sous la forme du traité d'amitié et de coopération que l'on connaît. La crise de confiance à l'égard des putschistes égyptiens était née dans les douleurs du contraste entre les intentions affichées et les dessous du régime. A un autre niveau, c'est cette même crise qui se manifesta entre le peuple et le régime.

Un mois plus tard, après la signature du traité d'amitié, cette crise connut une aggravation à cause du rôle sordide joué par le nouveau régime dans les événements du 19 juillet 1971 au Soudan. La tentative militaire radicale pour renverser le régime de Khartoum échoua grâce à l'intervention efficace de l'armée égyptienne. Les 24 heures décisives qui suivirent cette journée du 19 resteront une énigme dans l'histoire de cette période tant que personne parmi ceux qui les vécurent au sommet ne se décidera à en dévoiler les secrets. Le retrait des forces soudanaises stationnant sur la rive du canal, leur déplacement au moyen d'avions géants sous le commandement du ministre de la Défense An-Nemeiri Khaled, l'arrestation de Babakr An-Nour et Farouk Hamd Allah dans l'espace aérien libyen sur avion britannique venant de Londres, la mobilisation des officiers et des cadets de l'école militaire résidant au Soudan, la chute de l'avion irakien transportant un leader soudanais tout près de l'espace saoudien... Tout cela relève de la réalisation infaillible, en un temps record, d'un plan pour lequel on n'aurait rien épargné, des machines les plus perfectionnées jusqu'aux experts les plus rompus à ce genre d'opérations, choses dont aucun pays arabe ne dispose ! Il est probable que l'attitude de Malte qui refusa l'atterrissage de l'avion transportant les deux leaders militaires soudanais en provenance de Londres est une des clefs de cette énigme. Rappelons en outre que l'avion britannique a livré ses deux voyageurs distingués sans résis-

---

24. H. Haykal, édit. arabe, *An-Nahar*, Beyrouth, 1975, p. 119.

25. Idem, *At-Tariq Ila Ramadan*.

26. Idem, *At-Tariq Ila Ramadan*.

tance, sans même formuler la moindre protestation. Il faudra un courage historique pour que parle un des héros de ces événements.

Ce qui nous intéresse, en dernière analyse, c'est que le putsch du commandant Hachem Al-Attar aurait certainement pu renverser le régime de Nemeiri, s'il n'y avait pas eu d'intervention égyptienne, intervention fièrement reconnue par le Président Sadate : « L'union des pays arabes scellée par la Charte de Tripoli est née avec des dents ! Nous avons pu nous en rendre compte au Soudan », déclara-t-il le 23 juillet 1971 au Congrès national de l'Union socialiste. Le Président avait déclaré en outre dans une des sessions qu'il ne tolèrerait pas l'existence d'un régime marxiste sur les frontières sud de l'Égypte. L'Union soviétique eut donc raison d'émettre des doutes sur l'identité politique de celui qui prononça ces mots. D'ailleurs les doutes devaient se rapprocher rapidement de la certitude lorsque les Soviétiques demandèrent au Président égyptien d'intervenir personnellement pour mettre fin au bain de sang qui avait lieu au Soudan, pour maintenir en vie Ach-Chafi Ahmad Ach-Chaykh et Abd Al-Khaleq Mahjub ; l'un, ami intime de Nasser et leader du mouvement ouvrier, jouissait d'une considération mondiale ; l'autre était secrétaire général du parti communiste soudanais. Le Président Sadate contacta effectivement Nemeiri mais pour s'assurer que les exécutions étaient bien en cours. Il semble que les Soviétiques captèrent la conversation téléphonique entre Le Caire et Khartoum. Il n'y avait plus aucun doute possible.[27]

Pourtant, ceci n'empêcha pas la publication d'une déclaration soviéto-égyptienne lors de la visite au Caire de M. Panaborayof, membre du bureau politique. La déclaration commune condamnait avec force la vague d'hostilité contre les communistes. Elle disait d'autre part que l'Égypte construisant une nouvelle vie sur les bases du socialisme mettrait à profit les expériences enrichissantes de l'Union soviétique et des autres pays socialistes. Il semble que cette déclaration fut suffisante pour les Soviétiques et pour le Président Sadate, mais certainement de deux points de vue différents. Les Soviétiques voulaient enregistrer les attitudes officielles du Président égyptien qui, lui, consolidait sa vitrine avec plus de mystification.[28]

Cette mystification fut renforcée par quelques décisions, déclarations et attitudes affichées. Lorsque le roi Hussein annonça soudain « le projet d'un royaume uni » le 15 mars 1972 en vue d'établir

27. Ibid., M. H. Haykal, *At-Tariq Ila Ramadan.*

28. « Ponamaryof, responsable de l'information au C.C. du P.C.U. Ancien officier de l'Armée Rouge, Ponamaryof suivait de près les activités des sympathisants de l'Axe. Sadate apprit que Ponamaryof le présentait toujours comme agent nazi, hostile au socialisme et désireux de faire de l'Égypte un pays religieux. » Fuad Matar, *La Russie nassérienne et l'Égypte égyptienne,* éd. *An-Nahar,* Beyrouth, 1972, pp. 94-95.

sous un contrôle jordanien un régime palestinien de self-governement sur la Cisjordanie et sur tous les territoires qui pourraient être libérés par Israël, le Président Sadate refusa le projet. Les relations égypto-jordaniennes furent tendues au point de se rompre. Le 30 mars les *Isvestia* écrivaient que le projet jordanien constituait un acte scissioniste et une tentative visant à affaiblir les pays arabes progressistes poursuivant les efforts pour mettre fin à l'agression israélienne».

Autre élément mystificateur : le Président Sadate avait promis que 1971 serait une année militairement décisive quant à l'occupation. Mais l'année passa sans décision aucune. C'est alors que, dans une session extraordinaire du Congrès national de l'Union socialiste, Sadate dut faire face à une vague de questions sur les rapports avec les Soviétiques et, auparavant, dans un discours adressé à la nation le 13 janvier 1972, il avait justifié l'ajournement de l'affrontement avec Israël, sous prétexte que les brumes de l'été indo-pakistanais (entendez la guerre entre les deux pays asiatiques) l'avaient empêché de le faire! Il déclara donc dans cette réunion des 16/18 février 1972 : «Je crains que ces questions ne soient dues uniquement à l'influence de campagnes permanentes de dénigrement qui visent à altérer nos rapports avec l'Union soviétique en vue de nous isoler et, par conséquent, de nous détruire. D'autres questions similaires ont été récemment posées, insinuant que l'Union soviétique voudrait maintenir au Moyen-Orient un état de «ni guerre, ni paix» car ceci, dit-on, l'aide à réaliser des bénéfices et à perpétuer sa présence dans la région.[29] Nos rapports avec les Soviétiques peuvent être sujets à des différences de points de vue, mais même les frères peuvent, parfois, ne pas s'accorder. L'Union soviétique ne nous a imposé aucune condition pour nous aider à déblayer les séquelles de l'agression israélienne. Ce sont les États-Unis qui nous imposent d'avance leurs conditions. Mais je le dis clairement, nul n'a pu imposer ses conditions à Nasser; nul ne pourra m'imposer des conditions. Nul ne pourra

---

29. Il est intéressant de mentionner ici le colloque organisé par *Al-Ahram* et publié le vendredi 19 mai 1972, trois jours avant le sommet américano-soviétique à Moscou. Parmi les participants à ce colloque, MM. Ismaïl Fahmi, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères à l'époque, et Tahsin Bachir, chef du bureau de presse du même ministère. Il était de l'avis de Fahmi que l'Union soviétique et les États-Unis étaient d'accord sur le maintien de cette situation. «Vers cette même époque un ordinateur fut interrogé pour estimer le degré de bénéfice que tireraient les différents pays de la situation du statu quo; l'ordinateur, après avoir obtenu toutes les données importantes, accorda 420 points de bénéfice pour Israël, 380 points pour les États-Unis et 110 points pour l'Union soviétique.» (Haykal, idem, p. 149). La mesure officielle prise par le ministère des Affaires étrangères, avec l'approbation du Président bien sûr, fut un long congé donné à Fahmi et Bachir; deux fonctionnaires officiels s'étaient permis d'exprimer des opinions personnelles qui soulagèrent l'Union soviétique d'un vif malaise ressenti à la lecture des articles de Haykal, très hostile, à l'époque, aux Soviétiques.

imposer ses conditions à la révolution de Juillet. Il y a aussi le problème des bases. Je le dis clairement, l'Union soviétique n'a pas de bases dans les ports égyptiens. J'avais dit précédemment que j'allais accorder quelques facilités à la flotte soviétique dans les ports égyptiens. Ceci était une manifestation de reconnaissance pour son attitude en 1967 lorsque nous perdîmes 80 % de nos armes. Qu'a fait l'Union soviétique à l'époque ? Elle a établi un pont aérien et une ligne maritime entre l'Égypte et son propre territoire. En l'espace de quatre mois seulement et avant de payer ou même de parler de paiement ou de signer des contrats, nous disposions déjà d'une première ligne défensive. Cinq mois après l'installation de cette ligne, l'Union soviétique est venue pour signer les contrats de vente et pour nous dire qu'en tant qu'amie de l'Égypte, il était de son devoir de nous soutenir pour sortir de la crise; elle nous a offert la valeur de 100 millions de dollars en armes. L'Union soviétique est présente en Méditerranée et il est de notre intérêt qu'elle y soit toujours pour contrebalancer la présence de la sixième flotte américaine. Souvenez-vous du navire *Liberty*[30]. Je crois vraiment qu'il est de notre intérêt qu'une flotte soviétique soit présente en Méditerranée. »

Un autre élément mystificateur encore : le 5 avril 1972, le Président Sadate convoqua le cabinet pour une réunion surprise où il fit part à ses ministres de sa décision de rompre les relations diplomatiques avec la Jordanie en signe de protestation contre « le projet d'un royaume uni » qui, selon lui, « dynamitait la cause palestinienne et portait atteinte à un sujet brûlant, face auquel nous ne pouvons nous permettre aucune concession ». Dans cette même réunion, M. Hussein Ach-Chafei, vice-président de la République, manifesta son opposition à l'ajournement de l'affrontement avec Israël. Il fit une autre intervention qui provoqua la colère du Président, et qui était identique au sujet d'une « note » que le Président avait reçue la veille, signée par Abd Al-Latif Al-Baghdadi, Koural Ad-Din Hussein, Ahmad Abduh Ach-Charabasi, Muhammad Isam Ad-Din Hassunah, Abd Al-Khaliq Ach-Chinnawi, Ahmad Kamal Abu Al-Futuh, le général Madkur Abu Al-Izz, le docteur Rachouan Fahmi Mahfuz, l'ingénieur Mustapha Khalil et Salah Ad-Disuqi, tous anciens grands responsables dans l'exécutif, le législatif ou le populaire. Certains parmi eux ont en commun l'extrémisme religieux, certains autres une hostilité à la période nassérienne. « L'Union soviétique, disait cette note, nous donne une aide qui ne permet pas de libérer la terre et de récupérer son dû ; il est grand temps de tracer les lignes d'une politique de libération nationale ayant pour base les forces de l'Égypte, spiri-

---

30. Navire d'espionnage américain qui joua un rôle important pendant la guerre de juillet 1967, car il décodait les messages secrets égyptiens pour en envoyer le contenu à Israël.

tuelles et matérielles. Il est donc grand temps de réviser une politique qui compte trop sur l'Union soviétique. Il n'y a pas d'opposition à la politique de l'alliance avec Satan; mais si cette alliance est à son bénéfice, si l'allié n'est pas à la hauteur de Satan, mieux vaut rompre. »[31]

Cette note était confidentielle. La presse n'y fit aucune allusion. Mais la réponse du Président à son suppléant qui osa en répéter le contenu au Conseil des ministres fut très violente.

Les Soviétiques devaient être rassurés par ces manifestations d'une amitié affichée par le nouveau régime. Mais en réalité ils ne le furent point; car ils suivaient attentivement tout ce qui se passait dans les coulisses. En effet, il s'y déroulait des événements intéressants et qui n'avaient aucun rapport avec ce qui se produisait sur la scène politique ouverte au public. Qu'y avait-il?

Dans son livre *At-Tariq ila Ramadan (la voie vers la guerre du Ramadan),* Muhammad Hassanein Haykal relate une histoire bien curieuse sous le titre *l'histoire de Randopoulos.* Randopoulos était un Grec naturalisé. Il travaillait dans la célèbre vigne égyptienne *Jianklis* située au sud-ouest d'Alexandrie. Après la nationalisation de cette vigne-société en 1961, Randopoulos le sexagénaire fut maintenu à son poste de directeur. Dans sa circonscription il avait été par deux fois élu aux élections législatives. En 1970, ce sympathique Grec égyptien eut la surprise de voir s'installer tout près de la vigne un curieux et intéressant voisin. On venait de construire un aéroport à partir duquel les avions soviétiques partaient en mission pour localiser la position de la flotte au nord de la Méditerranée et pour défendre les positions égyptiennes situées dans la profondeur du pays au sud, à l'est et à l'ouest. En septembre 1971, la maison d'une fonctionnaire américaine à l'ambassade des États-Unis fut fouillée par des agents des renseignements égyptiens. Et la dame fut arrêtée. Tanachi Randopoulos subit le même sort! L'histoire, selon les informations de Haykal, c'est que la CIA avait pu atteindre Randopoulos grâce aux pressions exercées sur son fils émigré aux États-Unis et par l'intermédiaire de «Miss Swinn» qui occupait comme couverture un poste dans le service des visas au consulat américain. Les organismes égyptiens de sécurité, en observant les contacts entre les deux personnes d'une part, et entre elles et l'extérieur d'autre part, réussirent à intercepter trois messages à l'encre sympathique contenant des informations sur l'aéroport soviétique. Le jour de l'arrestation, Randopoulos était en compagnie d'une personnalité américaine jouissant de l'immunité diplomatique, celle-ci fut immédiatement libérée. MM. Donald Burges, responsable des affaires concer-

---

31. Lire le texte intégral de cette note dans l'annexe du livre de Fuad Matar cité plus haut.

nant les ressortissants américains résidant en Égypte, et Eugine Thron, représentant des renseignements américains, «piquèrent» une vive colère. Ce dernier, en plus, fut convoqué par Ahmad Ismaïl, directeur des services égyptiens de renseignements et par la suite ministre de la Défense; Thron entendit des paroles très dures sur les exagérations diffusées par les États-Unis au sujet de cet aéroport. Mais lorsqu'il rentra chez lui il rédigea à l'intention du général Ismaïl une lettre en toute franchise où il lui disait notamment : «Je voudrais vous assurer que les informations que nous avons pu obtenir par la fille ne sont pas arrivées à Israël. Elles étaient destinées uniquement aux États-Unis, et pour leurs intérêts. En réalité ce sont aussi des informations qui pourraient servir l'Égypte car elles permettent au gouvernement des États-Unis de dire à Israël combien il exagère lorsqu'il demande plus d'armes pour faire équilibre avec l'armement égyptien fourni par les Soviétiques... Je voudrais que vous sachiez, poursuivait la lettre, que les États-Unis et l'Union soviétique sont en situation de conflit. Il y a là une base soviétique opérationnelle et il est normal que nous nous intéressions à ce qu'ils font... Ce n'était pas vous que nous espionnions.»

Haykal commente l'affaire en disant : «L'histoire de Randopoulos fut utile; car elle révéla une voie secrète de communication entre l'Égypte et les États-Unis.» Cette voie devait gagner plus tard une grande importance. Elle commençait chez le Président de la République en Égypte, passait par les services égyptiens de renseignements d'abord, par la CIA ensuite pour finir au Conseil national de sécurité chez M. Kissinger et à la Maison Blanche. C'est pour maintenir cette voie ouverte que le Président Sadate accepta de libérer «Miss Swinn». Et le résultat fut l'isolement des deux ministères des Affaires étrangères en Égypte et aux États-Unis, du temps de Rogers, par rapport à ce qui se passait derrière leur dos.

Mais ceci ne se faisait pas à l'insu des Soviétiques. Leurs moyens technologiques et autres de transmission des secrets ne sont pas moins habiles que ceux des Américains. L'histoire de Randopoulos avec ses préambules, ses péripéties et ses conséquences ne pouvait leur échapper.

Ils n'étaient pas non plus sans connaître les communiqués quotidiens émis par le général Muhammad Ahmad Sadeq, dont les Égyptiens entendirent le nom pour la première fois au cours des événements de septembre 1970 en Jordanie. Le général Sadeq joua un rôle important dans le putsch de mai 1971 et devint plus tard ministre de la Défense. Un jour du mois de mai 1972, le général Sadeq déclara : «Les Soviétiques ne donnent rien de fondamental à nos forces armées. Les aides qu'ils fournissent ne suffisent même pas pour libérer le Sinaï. Nous ne possédons pas d'usines de munitions. C'est pourquoi, si nous commençons la bataille, les munitions dont nous disposons ne suffiront pas pour dix jours. L'Union soviétique nous demande d'installer une base navale à Mara Matruh et une autre à

Az-Zafaran en mer Rouge... c'est là une demande étrange.» Le général Sadeq donna un coup de poing sur la table avant d'ajouter à l'adresse des officiers : «Tant que je serai ministre de la Défense, je ne laisserai pas les Soviétiques obtenir même une seule base en Égypte; je le jure sur mon honneur militaire. Car si les Soviétiques entrent à Matruh et y installent une base, ils n'en sortiront jamais. Il nous est difficile de déloger le petit pays d'Israël du Sinaï; ce sera encore pire avec l'Union soviétique, la grande puissance. L'Union soviétique nous vend les armes au prix du marché noir. Un char qui coûte 25 000 livres sur le marché international nous est vendu par l'Union soviétique 44 000 livres. Les Soviétiques se plaignent beaucoup de l'attitude hostile du colonel Kadhafi à leur égard. Nous avons demandé au Raïs libyen d'atténuer les hostilités afin que celles-ci ne servent pas de prétexte pour ne pas nous livrer les armes que nous voulons. Kadhafi a été très compréhensif et a même proposé d'envoyer une délégation à Moscou. Et en effet un délégation dirigée par le commandant Jalloud est allée à Moscou. Leurs négociations avec les responsables soviétiques seront caractérisées par beaucoup de louvoiements. Finalement nos frères libyens nous ont envoyé les prix proposés par les Soviétiques. Ils font le double de ceux du marché international. Ainsi, le marché qu'allaient conclure nos frères libyens pour notre compte n'a pas eu lieu. Les frères libyens allaient payer comptant. Mais après avoir étudié les prix et la situation, je leur ai dit de ne pas signer ce marché. Et la solution de rechange serait d'acheter à l'Occident les armes que nous voulons. En plus des prix exorbitants, les Soviétiques nous ont officiellement demandé que des aviateurs égyptiens partent en Syrie pour prendre en charge l'instruction des aviateurs syriens. Ainsi la frontière égyptienne pourrait souffrir d'une carence d'aviateurs. Les Soviétiques prétextent la nécessité d'une unification en matière d'aviation, prétexte inadmissible; ce travail leur incombe. De toute manière, je voudrais que vous sachiez qu'aucun aviateur égyptien ne quittera son pays pour aller ailleurs.»[32]

Les Soviétiques étaient donc au courant de l'influence des communiqués quotidiens du général Sadeq sur les forces armées et de leur contradiction totale avec les déclarations du Président de la République. La crise de confiance ne pouvait que s'aggraver.

Les Soviétiques se rendirent compte aussi du développement des rapports privilégiés entre le régime égyptien et celui du royaume d'Arabie Saoudite. Si privilégiés que le Président Sadate, partant à Moscou le 2 février 1972, demanda au général Sadeq d'envoyer un message au prince Sultan, ministre saoudien de la Défense, pour lui dire qu'en cas d'événement imprévu, pendant son voyage à Moscou,

32. Idem, pp. 126-127.

les forces armées égyptiennes devraient recevoir leurs ordres du roi Fayçal»[33]. C'est le roi Fayçal lui-même qui déclara quelques mois plus tard : «Il est inutile de parler du pétrole comme moyen de pression sur les États-Unis. Nous ne pouvons triompher qu'en retournant à notre foi.»[34] Cette idée trouva un terrain profondément favorable chez un des principaux éléments du «groupe du Saïd» d'extrême droite, Ahmad Abd Al-Akher, secrétaire général du Comité central de l'Union socialiste. «Nous pouvons céder le Sinaï, dit-il, mais jamais notre foi.» Mais le plus important c'est que Richard Nixon, Président américain à l'époque, demanda au prince Sultan, ministre saoudien de la Défense, de «transmettre au Président Sadate que si les Soviétiques sortaient d'Égypte, les États-Unis participeraient sérieusement à la solution du problème du Moyen-Orient». Le prince saoudien répondit au Président américain que la direction égyptienne était consciente, objective et compréhensive; «car elle sait bien qu'en matière de politique il n'y a jamais de sentiments éternels mais des intérêts constants.»[35]

Le 6 juillet 1972, le Président Sadate se réunit avec le ministre saoudien de la Défense qui rentrait de Washington. Le jour même le Président Sadate recevait un message urgent de l'Union soviétique, mais pour la première fois dans l'histoire des rapports des deux pays, il ne se pressa pas de recevoir Vinogradof, l'ambassadeur soviétique extraordinaire. Lorsqu'il le reçut deux jours plus tard, l'ambassadeur soviétique possédait déjà une idée presque parfaite sur ce qui se passait dans les coulisses, depuis l'histoire de Randopoulos jusqu'à la vague d'extrémisme religieux, en passant par les négociations secrètes avec les États-Unis et la campagne de presse anti-soviétique. Sa surprise ne fut donc pas grande lorsque le Président Sadate, le 8 juillet 1972 au pavillon particulier de Al-Qanatir Al-Khayriyyah, se retourna vers lui en disant : «Je remercie l'Union soviétique pour l'aide qu'elle a donnée à l'Égypte par ses experts. Je voudrais maintenant arrêter les services de ces experts à partir du 17 juillet.»

Ce jour-là, le 8 juillet, est la vraie date de l'abrogation du «traité d'amitié» qui n'avait pas vécu plus d'un an et qui ne fut officiellement abrogé que quatre ans plus tard. Ce fut pour certains membres du milieu dirigeant l'occasion d'une fête, comme s'il s'agissait d'une fête d'indépendance nationale. C'est aussi le jour où le régime leva le masque. Au point que Kissinger ne put s'empêcher de dire que ce qu'avait fait le Président Sadate dépassait tout ce qu'il aurait pu imaginer du point de vue de la rapidité et qu'il méritait une «réponse convenable» de la part des États-Unis. Si Vinogradov ne fut pas sur-

---

33. *Haykal,* idem, p. 143.

34. *Al-Mousawwar,* hebdomadaire égyptien, 3 août 1972.

35. Fuad Matar, p. 20.

pris, les États-Unis ne le furent pas non plus; car à la veille de sa rencontre avec l'ambassadeur soviétique, le Président Sadate reçut des États-Unis un message disant textuellement : «Vous pouvez vous calmer maintenant et faire tout ce que vous voulez. Mais vous devez vous rappeler toujours que la clef de la solution est ici.»[36] Haykal, avec un habile clin d'œil, note : «Personne ne saura ce qui passa par la tête du Président le 6 juillet lorsqu'il décida de renvoyer les experts soviétiques, à moins qu'il décide lui-même de le dire.» Et il ajoute : «Je me trouvais dans l'incapacité de savoir exactement la raison qui poussa le Président à appuyer sur la gâchette.»[37] Mais il y a là un paradoxe; car les articles de Haykal, le colloque d'Al-Ahram et le sondage fait par un ordinateur sur la situation de ni guerre ni paix étaient la préparation intellectuelle d'une telle décision. La lettre de Brejniev au Président Sadate, début août 1972, mit les points sur les «i» et apporta des éclaircissements sur les rapports diplomatiques des deux pays. «Nous ne pouvons pas, dit le secrétaire général du Parti communiste soviétique, rester indifférents devant l'orientation que prend la République arabe d'Égypte; car cela concerne les intérêts communs des Soviétiques et des peuples arabes. Peut-être vous souvenez-vous, Monsieur le Président, que les directions de nos deux pays s'étaient mises d'accord sur la nécessité de renforcer votre marche en avant ainsi que celle de toutes les forces progressistes au Moyen-Orient. Nous croyons qu'il est de notre droit de vous le rappeler car vous-même vous nous avez souvent entretenu de la recrudescence des activités réactionnaires à l'intérieur de l'Égypte et des efforts déployés par les éléments de droite en alliance, directement ou indirectement, avec le colonialisme pour stopper la marche de l'Égypte sur la voie progressiste et pour la ramener en arrière. Où va l'Égypte? Ces forces de l'intérieur et celles de l'extérieur, vers quoi l'orientent-elles? Quels seront les rapports de nos pays dans l'avenir? Ces questions inquiètent vos amis et encouragent vos ennemis. Nous espérons avoir des réponses à ces questions. Nous espérons que ce soit en toute franchise.»[38]

Le leader soviétique ne reçut aucune réponse du Président égyptien. Mais le monde entier eut une réponse, d'un genre différent, de la jeunesse du peuple égyptien.

6. Réponse à l'inconnu?

Le renvoi des experts soviétiques fut la première mesure publique qui dévoila les véritables artisans des décisions en Égypte, qui

---

36. *Haykal,* idem, p. 159.

37. Idem, pp. 154-155.

38. Cité dans *Haykal,* idem, pp. 160-166.

travaillent dans l'ombre. L'idée de cette mesure est contenue explicitement dans la note de Al-Baghdadi Kamal Ad-Din Hussein et les autres, dans les articles de Haykal, dans le colloque de *Al-Ahram* auquel participèrent de hauts fonctionnaires des Affaires étrangères et dans les déclarations des nouveaux dirigeants du secrétariat général de l'Union socialiste et des membres du Congrès national, tous ceux qui acclamèrent la mesure avec force enthousiasme. La société égyptienne, en se posant des questions sur le pourquoi des incendies en série, des conflits confessionnels, de la hausse des prix et de la stagnation des salaires, tentait de prévoir l'avenir à travers les décrets, les nouvelles lois promulguées : la loi sur les investissements étrangers, la loi dite « de l'unité nationale » et la décision de renvoyer les Soviétiques. La première loi fut accompagnée d'une attaque des parasites contre la production qui prenait la forme d'un étouffement du secteur public et d'une augmentation de la consommation à travers le secteur privé du commerce extérieur et intérieur. La seconde loi fut accompagnée d'une forte vague d'extrémisme religieux officiel, propagée par les médias. La dernière mesure dénotait franchement une attitude hostile aux forces progressistes, nassériennes et démocratiques dans la société.

Si les incendies civils et d'origine fanatique furent l'expression négative des luttes intestines dans la société, le mouvement estudiantin, lui, fut durant toute l'année 1972/1973 une réaction positive contre le cours des événements. Dans ce sens, le mouvement estudiantin de cette année est inséparable de celui de 1968 et trouve ses origines dans la tradition des mouvements d'étudiants sur toute l'histoire de l'Égypte moderne et dont l'exemple le plus frappant fut celui de 1946, lors de la constitution du « Comité national des étudiants et des ouvriers ». Il est impossible de comprendre le mouvement des étudiants égyptiens sinon dans ce cadre historique. Non pas que ce mouvement de 1972/1973 fût un prolongement identique au passé mais parce que, bien au contraire, il tirait les conclusions des invariables et des variantes de la nouvelle politique.

D'un côté, le mouvement estudiantin égyptien étend ses racines dans l'histoire moderne jusqu'au début du XX^e^ siècle et, plus précisément, en 1906, année des événements tragiques de Denchiway. Village du gouvernorat de Menoufiyyah au sud-ouest du Caire, Denchiway vit ses paysans se heurter à quelques soldats anglais venus chasser des pigeons d'élevage. Le pouvoir colonial installa immédiatement un tribunal d'exception, des gibets sur la place du village et exécuta quelques jeunes gens de Denchiway. Événement inoubliable, ce crime fut sévèrement condamné par de nombreuses personnalités avancées, dont Bernard Shaw. Il fut aussi à l'origine de la naissance du roman égyptien. Mahmud Taher Haqqi écrivit alors *La Vierge de Denchiway* sous l'influence de *La Vierge de la Lorraine*. C'est à cette date que naquit le mouvement estudiantin égyptien, bien que l'université nationale ne naquît que deux ans plus tard, et

l'université officielle, celle de «Fuad Ier» en 1929. En effet, le 22 octobre 1906, quelques notables et intellectuels égyptiens se réunissaient chez Saad Zaghlul (leader de la révolution de 1919 plus tard, et Président du parti Wafd) pour discuter de la politique de l'enseignement dans le pays. L'Anglais Dunlop avait établi une planification pour que l'enseignement fût en rapport avec une Égypte «ferme cotonnière», n'ayant besoin que de petits fonctionnaires et artisans auxquels suffit un enseignement moyen. Dunlop concentra aussi ses efforts sur la consolidation de l'enseignement religieux face aux courants modernistes. Dans ces conditions, penser à la création d'une université était très loin de l'esprit du Président. Pour cette même raison, justement, l'université fut une des premières préoccupations de la lutte égyptienne contre le colonialisme. La réunion chez Saad Zaghlul aboutit à une déclaration adressée à la nation. «Cette année, disait la déclaration, un courant est né spontanément dans l'opinion publique pour donner corps à cette aspiration. Car la nation finit par bien comprendre que l'enseignement dont elle dispose est incomplet. Il s'arrête avant que l'élève n'ait pu atteindre le but. Mais au-delà de cet enseignement il existe des connaissances sublimes, des vérités immuables, des inventions nouvelles, des expériences créatrices qui ont occupé et occupent la pensée des grands savants en Europe et dont ne nous parvient qu'un faible écho. Parmi ces pensées, il y en a qui concernent l'existence, d'autres le corps social; d'autres orientent les recherches sur les langues, sur la littérature, la philosophie, les us et coutumes, l'éducation et tout ce qui concerne le passé de l'homme ainsi que son présent et son avenir. Plus grave encore... nous n'avons pas d'enseignants qui puissent nous apprendre la valeur des œuvres arabes en littérature, en philosophie et en sciences, ainsi que la valeur des auteurs arabes connus, étudiés et vénérés par les Européens. Tous ceux qui parmi nous ressentent le manque d'éducation intellectuelle pensent qu'il faut que l'enseignement progresse chez nous. Notre nation ne peut se compter parmi les pays avancés du simple fait que la plupart savent lire et écrire ou parce que certains ont accès à la connaissance des arts et des techniques comme la médecine, le génie ou le droit. Il nous faut plus que cela : il faut que nos jeunes, ayant le temps et les aptitudes, puissent élever leur intellect et leurs connaissances au niveau des savants des grandes nations.»

L'Égypte toute entière répondit à l'appel. Car, bien que l'Égypte possédât depuis l'époque de Muhammad Ali, de Rifa ah At-Tahtawi et de Ali Mubarak des écoles de traduction, de génie et de médecine, ces «arts», comme le souligne cette déclaration, ne sont pas la culture. Il est intéressant de souligner à ce propos que *Al-Azhar* est restée depuis la période fatémide un centre de rayonnement des sciences théologiques musulmanes. Saad Zaghlul lui-même y fit ses études avant de faire du droit. Il est aussi intéressant de souligner que les fils de l'aristocratie égyptienne naissante faisaient leurs

études dans les universités européennes et rentraient ensuite pour devenir des « professeurs ». Mais cette déclaration historique révèle un ensemble de vérités tout à fait nouvelles. La première consiste dans le fait que les « forces sociales » qui l'ont émise étaient composées principalement de gens appartenant à une classe moyenne naissante, aux ambitions certaines qui dépassent le cadre de « la fonction » à laquelle les destinait le programme de Dunlop. Et, bien que très croyante et pratiquante, cette classe moyenne aspire à la laïcité et à la modernité non pas sous l'aspect de réalisations matérielles, comme la médecine et le génie, mais dans « la pensée » qui « éduque les esprits ». La déclaration met en outre l'accent de manière unique sur l'âge d'or de la civilisation arabo-islamique qui a participé activement à la renaissance européenne et affirme qu'il est grand temps d'en reprendre « l'esprit » pour parer à l'arriération. Cette déclaration, au contenu avancé, instaurait les bases d'un profond dialogue entre le legs culturel, l'époque moderne et la société. Toutes ces significations devaient donc prendre corps par la création de l'université.

L'Égypte toute entière répondit à l'appel et œuvra activement du 22 octobre 1906 au 7 février 1928, jour de la fondation de l'Université égyptienne. L'Université qui naquit dans la tradition de la lutte pour l'indépendance, la démocratie et la renaissance, répondit au peuple par un dévouement ininterrompu à la lutte destinée à répandre la pensée éclairée, nationale et rationnelle. Elle fut le bastion de la conscience populaire de par son identité et sa contemporanéité. Dix-sept ans plus tard, plus précisément pendant l'été 1945, fut créée la première organisation de front national composée d'étudiants appartenant à tous les partis politiques de l'extrême droite des Frères Musulmans et « Jeune Égypte » jusqu'à l'extrême gauche des organisations communistes et trotskistes en passant par le grand parti de la bourgeoisie nationale, le Wafd. Un comité d'étudiants appartenant à diverses tendances politiques avait spécifié en cet été 1945 que la lutte pour l'indépendance n'était pas seulement dirigée contre l'occupation militaire et culturelle, mais aussi contre les agents locaux du colonialisme parmi les hommes d'affaires liés par leurs intérêts aux monopoles étrangers. Ce comité souligna la nécessité de former un large front national en vue de lutter pour la réalisation de ces buts.

Le 20 décembre 1945, les partis minoritaires manifestèrent le désir de négocier avec Londres pour réviser le traité de 1936. Un mois plus tard, le gouvernement britannique répondit qu'il n'y voyait pas d'inconvénient, à condition que se prolongeassent les mêmes rapports entre la Grande-Bretagne et l'Égypte, que celle-ci signât un pacte d'alliance défensive et que fussent maintenues les bases militaires en Égypte et au Soudan. La réponse des étudiants fut nette : « pas de négociations avant l'évacuation » et « l'évacuation par la force ». Le comité formé pendant l'été 1945 appela à un congrès pour le 9 février 1946 dans l'enceinte de l'université Fuad Ier (actuellement université du Caire). Les congressistes demandèrent la suspension

des négociations, l'abrogation de tous les traités et pactes signés avec les forces coloniales et l'évacuation immédiate des forces britanniques. Une grande manifestation se mit alors en chemin pour présenter ces revendications aux responsables. Arrivée au milieu du pont Abbas (pont de l'Indépendance) la manifestation fut surprise par la levée du pont et par un feu nourri venant des forces de la police. Ce fut un massacre. Des dizaines d'étudiants trouvèrent la mort, atteints d'une balle ou noyés. La résistance populaire explosa partout. Égyptiens et Soudanais moururent à Alexandrie, à Zaqaziq et à Mansourah. Il y eut sept morts et des centaines de blessés. Au Caire les étudiants détruisirent les pavois royaux ainsi que la photo du roi, pavois et photos hissés à l'occasion de l'anniversaire du roi Farouk. On réclama la république.

Le gouvernement ferma l'université. Le 11 février, les étudiants s'associaient aux manifestations populaires, grondantes de colère et se dirigeant vers le palais royal. La lutte contre l'occupation n'était plus dissociable de la lutte contre le trône et la réaction. Le lendemain, à Alexandrie, les élèves de l'université Farouk (actuellement université d'Alexandrie) rencontraient les ouvriers de Karmouz (le quartier le plus populaire de la deuxième capitale). Le pays tout entier, du nord au sud, revendiqua la démission du gouvernement. Ce qui fut. Mais celui qui vint était pire. Ismaïl Sidqi, pacha, Président de l'Union des industries égyptiennes, patron des patrons des sociétés mixtes, dont les capitaux venaient des grands propriétaires terriens et de l'étranger. Le comité préparatoire des étudiants décida de procéder à l'élection de comités nationaux. Le 17 février 1946, dans un amphithéâtre de la faculté de médecine, fut proclamée la constitution du Comité national des étudiants. Celui-ci revendiquait dans sa charte l'évacuation de tous les territoires de la vallée du Nil (c'est-à-dire l'Égypte et le Soudan) et la libération de l'esclavage économique. Il adressa un appel aux ouvriers pour qu'ils forment des comités nationaux dans les quartiers ouvriers et dans les syndicats. De nombreux comités furent créés au Caire et à Alexandrie. La réunion du Comité national des étudiants dura sans interruption jusqu'au lendemain 18 février 1946. Il établit le contact avec Alexandrie, avec les ouvriers des sociétés de transport et des imprimeries, avec les ouvriers de Choubrah Al-Khaymah, avec le congrès des syndicats égyptiens et avec le comité préparatoire de l'Union des Syndicats de la Région Égyptienne. Les 18 et 19 février fut constitué *le Comité national des étudiants et des ouvriers,* instance historique de la lutte nationale. A la fin de sa première réunion, «les syndicats ouvriers de la région d'Égypte, les étudiants des universités égyptiennes, d'Al-Azhar, des instituts supérieurs et des écoles privées et secondaires avaient décidé que le jeudi 21 février 1946 serait une journée de grève générale pour toute la population et de reprise du mouvement national de caractère sacré où tout le peuple égyptien se rassemblerait autour de son droit à l'indépendance et à la liberté totales».

Ainsi, le 21 février 1946 fut une journée historique dans la vie de l'Égypte, du monde arabe et de tous les peuples enchaînés par le colonialisme. Les manifestations déferlèrent sur la place de l'Opéra. On revendiqua de nouveau la nécessité impérative de la rupture des négociations, de l'évacuation immédiate, de l'abrogation des traités et celle de soumettre le problème au Conseil de sécurité, c'est-à-dire internationaliser la question égyptienne et faire participer l'opinion publique internationale dont les entrailles n'avaient pas encore assimilé le prix tragique de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Sur la place Qasr An-Nil (actuellement At-Tahrir), les forces britanniques fauchèrent des dizaines de manifestants en les écrasant sous les chenilles de leurs chars. Mais les manifestations firent tache d'huile sur toute l'étendue du pays, en haute et en basse Égypte. Le premier front national venait de naître. Il apportait la réponse au front des partis de 1936 qui signa le traité du compromis. Il est le prolongement de la révolution de 1919, avortée à cause de la déchéance de la génération des pionniers. La différence spécifique entre les deux fronts consiste dans le fait que le Comité national des étudiants et des ouvriers représente effectivement l'alliance des forces populaires, les ouvriers, les intellectuels et la petite bourgeoisie nationale démocratique; c'étaient les couches sociales qui devaient occuper la scène politique.

L'ambassade de la Grande-Bretagne et le palais royal, en coopération avec Sidqi pacha, réussirent pourtant à faire retirer du front les représentants des Frères Musulmans et de Jeune Égypte; ce qui se traduisit par une scission au sein du Comité national le 4 mars lors de la consécration du 21 février comme journée de deuil national. Cette scission ne put empêcher 250 000 citoyens de se rassembler et d'organiser un mouvement de résistance contre les forces de l'occupation, les partis minoritaires et le palais. Cela n'empêcha pas non plus un écho arabe aux événements d'Égypte. Au Soudan, étudiants et ouvriers organisèrent dans la capitale, Al-Khartoum, une vaste manifestation. En Iraq, étudiants et ouvriers soutinrent la lutte du peuple égyptien; ce fut alors le massacre de Karoubayi à Karkouk où de nombreux ouvriers trouvèrent la mort. En Inde l'aviation et la marine manifestèrent à Bombay contre les forces britanniques d'occupation; il y eut 35 morts et 500 blessés. L'Union internationale des étudiants consacra le 21 février comme journée internationale de lutte contre le colonialisme.

En Égypte, les négociations Sidqi-Buven ne purent aboutir au pacte d'alliance défensive. Les négociations Khashabah-Kampbel eurent le même sort. La violence révolutionnaire se répandait, prenant diverses formes, assassinats contre les occupants et leurs agents locaux et contre les agents du Palais, incendies de casernes, etc. Les villes et la Citadelle furent évacuées le 4 juillet, les aéroports de Hélouan et Wadi An-Natronn en octobre et décembre, Le Caire et Alexandrie en mars 1947. En fait le 21 février 1947 avait déterminé

l'identité de la nouvelle orientation de la révolution égyptienne, ainsi que celle de ses forces sociales. L'indépendance nationale signifiait non seulement l'évacuation des forces militaires de l'occupant mais aussi l'indépendance économique et politique et la démocratie sociale. Le public de la petite bourgeoisie, au côté des ouvriers, des paysans, des intellectuels et des soldats de l'armée régulière, occupait de nouvelles positions sur la scène sociale et politique longtemps monopolisée par la moyenne et la grande bourgeoisie et les pseudo-féodaux sans que fussent pour autant réalisées les tâches de la révolution nationale et démocratique déclenchée par le soulèvement de Orabi, avortée par 1919 et abandonnée par le traité de 1936.

Sidqi pacha fut on ne peut plus clair. « Nous sommes le gouvernement blanc d'un peuple rouge » dit-il au Sénat alors qu'il demandait que fussent promulguées des lois exceptionnelles dites de « la répression du communisme », et connues plus tard sous son nom. Il fut en parfait accord avec lui-même en tant que représentant des intérêts des couches supérieures de la bourgeoisie, alliées du pouvoir colonial, lorsqu'il demanda l'arrestation de centaines de jeunes, d'ouvriers et d'intellectuels en brandissant le recueil poétique *Israr (Insistance)* de Kamal Abd Al-Halim. En fait Sidqi pacha demanda le 11 juillet 1946 d'arrêter des intellectuels comme Salamah Musa et Muhammad Mandur, de fermer un grand nombre de journaux et de magazines et d'interdire associations, unions et clubs qui avaient participé aux événements du 21 février 1946. Vingt-cinq ans plus tard, le monde fut surpris par l'émergence d'un mouvement estudiantin ne continuant pas celui de 1968, ne reproduisant pas les événements de 1946 mais profondément lié à l'histoire de l'université égyptienne, à sa tradition de lutte nationale; un mouvement estudiantin qui poursuivait la lutte pour la réalisation des buts du « mouvement » après la défaite de 1967[39]. Si nous nous sommes attardés sur quelques moments de l'histoire du mouvement estudiantin en Égypte, ce n'est pas pour en exposer l'évolution, mais bien plutôt pour toucher aux invariables et aux variants du mouvement populaire et des conditions qui l'entourent; ce qui nous permettra de mieux comprendre les mouvements nouveaux et leur perspective d'avenir.

Le mouvement estudiantin des années 70 ne fut à aucun égard une surprise. Car il s'inscrit parfaitement dans la tradition historique de l'université égyptienne; tradition principalement nationaliste et sociale, car elle est contre l'occupation étrangère, contre la minorité privilégiée. Il s'agit donc d'une tradition foncièrement démocratique. Dans ce contexte, et sans trop d'exagération, on peut dire que le mouvement estudiantin égyptien est un mouvement pionnier sur le

---

39. Ce point est étudié en détail dans la thèse de l'auteur dans le chapitre intitulé *La défaite du radicalisme égyptien*.

plan international. Il est aussi, et sur un autre plan, un produit de la tradition révolutionnaire du peuple égyptien. C'est lui qui le premier représenta le peuple à travers des comités nationaux et en dehors des partis. C'est lui qui, le premier, s'est allié avec la classe ouvrière. D'un autre point de vue, le mouvement estudiantin fut une réponse éclatante à la défaite éprouvée au cours d'un exceptionnel leadership, celui de Nasser. Il est enfin le produit de son temps; il incarne la flamme du «wijdan» du peuple arabe en Égypte.

Qu'a-t-il pris au passé et qu'a-t-il ajouté? Et avant tout, quel en est le contexte historique?

Il faut d'abord souligner que la jeunesse universitaire de l'Égypte des années 70 appartient à la génération qui n'était pas encore née lorsque les terres furent distribuées aux paysans. Elle était très jeune lorsque fut prise la décision nassérienne de rendre l'enseignement gratuit à tous les niveaux. Elle était adolescente lorsque les ouvriers commençaient à participer à la gestion de leurs entreprises et aux bénéfices. Et elle était sur les premiers pas de la jeunesse lors de la défaite et de la disparition de Nasser. Mais elle est consciente, peut-être vaguement, qu'elle est «l'héritière des victoires» nationales et populaires après chaque reddition dans le passé comme dans le présent. Entre 1954 et 1968, elle ne fit pas parler d'elle; mais lorsqu'elle explosa en février et en novembre 1968, elle condamna à une potence symbolique le ministre de l'Intérieur; elle poussa Nasser à faire «la déclaration du 30 mars» qui, elle, pour la première fois, instaurait la souveraineté des lois et des institutions. En cela la jeunesse égyptienne n'était pas isolée de la jeunesse internationale à l'Est comme à l'Ouest en 1968. Mais elle avait sa spécificité; car la terre et la démocratie constituaient l'axe de sa lutte. Elle rentra dans le silence en 1969 lors de la guerre d'usure; mais elle défila massivement derrière le cercueil de Nasser en septembre 1970. Elle n'eut aucune part dans la lutte «des nouveaux mamelouks» pour le pouvoir en mai 1971. Mais lorsque «l'année décisive» toucha à sa fin sans trancher avec l'ennemi, cette jeunesse avait déjà tracé les lignes de son nouveau mouvement sur la base des éléments du passé et du présent.

Dans son ensemble, cette jeunesse constitue la colonne vertébrale des larges couches populaires urbaines et rurales. Elle est le produit de la classe ouvrière, des paysans, des artisans, des petits fonctionnaires, des petits et moyens commerçants et techniciens; ce sont les enfants des petites gens qui purent accéder à l'université uniquement grâce à leur avance dans les études. Et c'est aussi la jeunesse qui savait qu'elle allait être embauchée immédiatement après la fin des études selon la loi du travail et non pas grâce aux intercessions, aux hasards et aux chances. Et si l'abrogation de la propriété terrienne, la proclamation de la république, la réforme agraire, la nationalisation et la bataille de Suez, l'évacuation, l'égyptiannisation des intérêts étrangers, la limitation de la propriété foncière et la nationalisation des sociétés capitalistes constituent

pour cette jeunesse un film relevant du passé, la défaite et les camps de détention occupent, chez elle, le centre d'une image sur fond de dégradation économique, de troubles sociaux et de répression politique.

Mais pour mieux connaître cette nouvelle génération égyptienne, nous devons la distinguer de ses semblables dans le monde qui, elles aussi, ont manifesté leur contestation à l'Est ou à l'Ouest en 1968. Si la génération des années 60 de la jeunesse du monde évolué, socialiste ou capitaliste, est le fruit des grands changements de l'après Seconde Guerre en matière de moyens de production et de forces sociales, le fruit de ce que l'on appelle quelquefois *la révolution de la science et de la technologie, le deuxième bouleversement industriel* ou *la révolution des moyens de communication,* elle appartient aussi à l'époque du commencement des défaites du colonialisme traditionnel et de la transition vers le socialisme par de nouvelles créativités révolutionnaires. Le mouvement estudiantin international, et occidental en particulier, est en outre le fruit de la société de consommation. Sa contestation est principalement dirigée contre «l'institution», qu'elle soit l'État ou le parti.

Par contre, le mouvement des étudiants égyptiens est le fruit d'une société de production régie par des rapports sociaux aux premières étapes du développement, par un pouvoir autocratique où il n'existe pas de démocratie libérale ou populaire, et par un climat social lourd de préjugés théocratiques. Ce mouvement est aussi le fruit d'une absence d'organisation dans la vie politique, à cause de ce vide laissé après la disparition de la légitimité de toutes les tendances depuis l'interdiction des partis politiques en 1953, l'entrée de certains dans la clandestinité, l'auto-dissolution de certains autres et l'adhésion de leurs membres au parti officiel et unique. Le vide est dû aussi à l'absence d'efficacité du parti officiel qui finit par devenir un simple décor. Tout ceci ne manqua pas d'avoir un impact sur le sort des unions estudiantines et des organisations de la jeunesse au sein de l'Union socialiste; celles-là en effet se sont transformées en clubs d'activités divertissantes, alors que les membres de celles-ci se voyaient voués à la prison et à la détention lorsqu'elles prenaient les choses au sérieux.

D'autre part, l'université subit, au moins par deux fois, au milieu et à la fin des années 50, le même sort que les institutions démocratiques, lorsque la répression s'abattit sur les partis, la presse, le corps judiciaire et les syndicats. Car en 1954, le Conseil de la direction de la révolution émit un décret par lequel il licenciait environ soixante professeurs d'université parmi les grandes figures connues pour leur pensée démocratique ou de gauche. La plupart d'entre eux furent obligés de travailler dans la presse ou d'émigrer provisoirement. En 1959, lorsque le régime nassérien attaqua la gauche égyptienne dans sa totalité, le restant de ces professeurs ainsi que les nouvelles figures de la pensée nationale et marxiste dans le corps

enseignant universitaire furent totalement liquidés par une période de détention allant de deux à cinq ans. Les «licenciés» ou les démis n'avaient pas le droit de réintégrer leurs postes. Ainsi l'université fut vidée de ses grands maîtres en économie, en philosophie, en mathématique moderne, en littérature, etc. Des diplômés du plus haut niveau des universités de la Sorbonne, d'Oxford, de Cambridge et de Princeton dans les années 40 durent quitter leurs postes. Parmi ceux-ci, nous ne citerons que Muhammad Mandur, Louis Awad, Fuad Mursi, Ismaïl Sabri Abd Allah, Abd Al-Azim Anis, Mahmud Al-Alim, Abd Ar-Raziq Hassan et Fawzi Mansour. Il était normal dans ce cas que le leadership de la pensée passât de l'université à la presse durant toutes les années 50 ou 60. Les programmes d'enseignement durant ces deux décades furent pratiquement soumis à une idéologie anti-laïque et anti-démocratique surtout aux périodes où Kamal Ad-Din Hussein occupait les plus hautes responsabilités de l'enseignement et de la culture, lui, l'homme connu pour ses tendances religieuses extrémistes. Pour remplir ce vide on vit s'activer des organisations religieuses ayant pour nom «la Jeunesse Musulmane», «les Jeunes de Muhammad», «les Jeunes Musulmans», «les Frères Musulmans» et autres... S'activèrent aussi, parmi les enseignants et les étudiants, des organisations policières chargées de rédiger des rapports secrets pour le compte des divers organismes de sécurité. Dans de telles situations il est impossible de prétendre que l'université est la mère du mouvement des étudiants en Égypte. La véritable mère c'est «la rue» à laquelle ils appartiennent socialement et culturellement.

La contradiction interne dont ils souffraient résidait dans le fait qu'appartenant à la rue populaire avec ses ouvriers, ses paysans et sa petite bourgeoisie, ils ont néanmoins connu le chemin de l'université à travers la victoire de la révolution de juillet 1952 sur le colonialisme, le féodalisme et le grand capitalisme, grâce à la gratuité de l'enseignement, l'industrialisation, la réforme agraire et beaucoup d'autres choses, dont ils ont entendu parler; mais lorsqu'ils entrèrent à l'université, ils ne virent que la défaite, l'arriération et la dictature.

Ils n'étaient donc en aucune façon contre l'institution universitaire ou constitutionnelle; ils ont voulu lui donner un contenu social évolué. Ils n'étaient en aucune façon contre l'institution du parti unique; ils ont voulu la créer à partir du néant, contrairement à leurs semblables en Occident qui eux se révoltaient contre le caractère figé et la bureaucratie des structures organisationnelles et politiques. Ils sont aussi différents de ceux du mouvement de 1946; ceux-ci appartenaient dans leur majorité à des partis et à des organisations. Toutes ces raisons font que le mouvement des étudiants égyptiens des années 70 se distingue des autres par ses propres caractéristiques. Car, cette fois-ci, ils ne représentaient pas des organisations, ils voulaient les créer à partir du vide démocratique; ils voulaient les créer pour eux-mêmes au niveau universitaire et pour les autres au niveau

social, par « le retour aux traditions démocratiques » et en créant des tribunes politiques indépendantes.

Ils n'ont pas d'appartenance à une classe sociale précise, comme c'est le cas des intellectuels; mais ils ne sont pas non plus un simple mouvement estudiantin. Ils sont les représentants légitimes de la société dans son ensemble. Et, dans ce sens, ils ne sont pas un écho du mouvement estudiantin international, ni non plus une reproduction du mouvement de 1946; ils en sont un prolongement spécifique plus développé. Un deuxième point qui confirme leurs caractéristiques propres consiste dans la continuité du mouvement sur une décade, de 1968 à 1977. En ce sens, il n'y a pas un mouvement estudiantin, mais un mouvement socio-politique qui a pu engendrer, malgré toutes les conditions, « un esprit démocratique », un esprit démocratique renaissant de ses cendres; au point que de nouveau l'existence des partis jouit relativement d'une légitimité officielle.

Il ne fait aucun doute que ce nouveau mouvement s'est inspiré de la tradition internationale et nationale des mouvements estudiantins. Dans ses organisations on pourrait voir l'influence des « comités nationaux » de 1946; aussi leur initiative d'établir le contact avec les syndicats ouvriers et professionnels et de réunir des congrès élargis à tous les étudiants et se déplaçant quelquefois parmi la population, n'est-elle pas une donnée étrangère au mouvement de 1946. Mais le caractère le plus saillant, inspiré de la tradition de lutte populaire en général et de la lutte estudiantine en particulier, consiste dans « l'opposition pacifique » et « la maîtrise de soi »; alors que ce sont leurs ennemis qui ont toujours eu recours à la violence, dont le plus illustre exemple est l'incendie du 26 janvier 1952. Ce sont leurs ennemis qui ont toujours eu recours à la violence, au sabotage et au sang pour les empêcher de réaliser leurs buts. Ce nouveau mouvement hérita aussi de la jeunesse internationale et de ses expériences manquées en matière de révolution culturelle : journaux muraux, occupation des locaux et des places publiques. Mais à cet héritage humain et national fut ajoutée une expérience de lutte, nouvelle et spécifique.

7. La génération de la révolution dit : non.

Certains font commencer l'histoire du mouvement estudiantin des années 70 par le discours du Président Sadate prononcé le 13 janvier 1972. Dans ce discours le Président présentait l'ajournement de l'année décisive comme une conséquence des nuages de la guerre indo-pakistanaise; car il était impensable que l'allié soviétique s'occupât à la fois des événements d'Extrême-Orient et de ceux du Moyen-Orient ! Mais ces historiens n'ont certes pas prêté attention à l'allusion faite dans ce discours à la *semaine palestinienne* organisée par les élèves de la faculté polytechnique de l'université du Caire, deux semaines avant, plus précisément vers la fin du mois de

décembre 1971. Nous avons de bonnes raisons pour croire que c'est cette semaine palestinienne qui inaugure la reprise du mouvement estudiantin en Égypte après l'arrêt de la guerre d'usure, le plan Rogers, le massacre de la résistance palestinienne en Jordanie, la disparition de Nasser et le putsch de Sadate. Cette semaine palestinienne fut l'étincelle qui mit le feu aux poudres bien avant le discours de Sadate sur les brumes qui empêchèrent la guerre; brumes qui suscitèrent un tollé de *nukats* des plus mordantes. Mais ce discours contenait en outre une condamnation nette et claire du « groupe des sympathisants de la révolution palestinienne » qui avait organisé la semaine. En fait, la semaine était arabe; mais ce sont les Égyptiens qui adressèrent les invitations.

Il faut souligner ici l'importance capitale de la « reprise » du mouvement; car elle est politique et ne peut être classée sous la rubrique d'une quelconque activité universitaire. Elle est aussi arabe, et elle dépasse le cadre des problèmes économiques et sociaux locaux. Ces deux significations sont aussi chargées d'histoire et ce, sous trois angles différents : l'arabité de l'Égypte aux temps modernes, le rapport de l'Égypte avec la cause palestinienne et enfin le rapport du Sinaï avec cette cause palestinienne en 1956 et en 1967. Cette histoire continue affirme une vérité importante qui, elle, est souvent négligée. Elle nous surprend parfois en plein milieu des événements pour être vite oubliée par la suite. Cette vérité c'est que l'Égypte arabe n'est pas née le 23 juillet 1952. Elle est née bien avant le nassérisme. Mais nous devons seulement à Nasser, en tant que représentant de nouvelles couches sociales occupant la scène politique, d'avoir révélé l'impuissance de l'ancien régime, avec ses intérêts et ses alliances, à connaître l'identité arabe de l'Égypte. Mais ceci ne nie en rien le fait que Nasser lui-même en tant que révolutionnaire, est issu du grand événement arabe des années 40, en l'occurrence la guerre de Palestine. D'autre part il appartient à la génération radicale dans son attachement à l'idée arabe, quelles qu'en soient les tendances, de l'extrême droite à l'extrême gauche[40]. A cela il faut ajouter que le projet sioniste s'est chargé de 1956 à 1967 d'apporter la preuve irréfutable de l'arabité de l'Égypte et de ses liens organiques avec la cause palestinienne. Pour toutes ces raisons, le caractère arabe de la reprise du mouvement estudiantin égyptien était un symbole chargé d'histoire et une allusion directe à la seule voie juste pour discuter des problèmes de l'Égypte.

Le discours de Sadate le 13 janvier 1972 poussa « la semaine palestinienne » à devenir rapidement sept semaines inoubliables dans

---

40. Pour plus de détails sur ce point, voir *Al-Fikrah Al-Arabiyyah fi misr* de Anis Sayeg (éd. *Haykal Al-Gharib,* Beyrouth, 1959), *Tatawwur Al-Fikrah Al-Arabiyyah fi misr de* Duqan Quarqui (*Al-Muassasah Al-Arabiyyah Lildirasset Wa An-Nashr,* Beyrouth, 1972) et *Al-Yassar Al-Misri wa Quadiyyat Filistin (Dar Al-Farabi,* Beyrouth, 1974).

l'histoire de l'Égypte après la défaite. En effet, deux jours après ce discours, les étudiants fixèrent une date pour discuter de toute la situation. Les journaux muraux, les posters, les tracts, etc. n'étaient guère plus suffisants. Dans cette réunion tenue à Polytechnique au Caire, on se rendit compte, dès le début, de l'existence de deux courants opposés : l'un, de gauche, s'opposait à la politique du Président, l'autre, de droite, la soutenait. Il fut alors décidé de remettre la discussion pour le 17 lorsque l'opposition de gauche aurait déjà pu dominer la base. Elle revendiqua l'organisation d'une milice étudiante militairement entraînée pour servir comme arrière-garde des forces régulières en cas de guerre. Elle demanda l'arrêt de toutes les initiatives pacifiques, et notamment des propositions faites par le Président pour la réouverture du canal et le retrait graduel des forces israéliennes. Elle demandait surtout de ne plus rien espérer du plan Rogers ou des interventions de Gunnar Yaring. Les congressistes avertirent le gouvernement que si, dans les deux jours qui suivaient, ils ne recevaient pas de réponse claire, ils occuperaient les bâtiments de la faculté. Mais la menace fut mise à exécution lorsqu'ils apprirent que des réunions semblables avaient lieu dans les universités de province et à Al-Azhar. Ils occupèrent donc les locaux de leur faculté avant l'expiration de l'ultimatum. Ils appelèrent à une assemblée générale pour le jeudi 20 janvier où le Président de la République pourrait répondre *pro personae* aux questions en suspens. Un Comité national fut créé. Il fut chargé de préparer à l'assemblée générale et de recevoir les volontaires pour la lutte armée.

Le gouvernement répondit en prenant quelques mesures d'austérité, comme l'interdiction d'importer des meubles et des voitures de luxe. Et il déclara qu'il était prêt à entraîner les étudiants aux exercices de la protection des civils. En outre le Président de la République décréta l'amnistie politique pour douze mille personnes frappées par la privation de leurs droits civiques à la suite des nationalisatins de 1961/1962. Les étudiants refusèrent la manœuvre du gouvernement qui, lui, craignait toujours «les armes aux mains du peuple» et «l'organisation politique indépendante». En invitant les volontaires à s'inscrire pour la protection «civile», il cherchait à mettre la main sur le mouvement naissant. Comme prévu l'assemblée générale se tint le soir. Vingt mille étudiants environ y participaient. Elle décida de déléguer au Président de la République des représentants pour lui demander de venir à l'université en vue de répondre aux questions posées, qui furent connues plus tard sous le nom de «document des étudiants». Les étudiants passèrent la nuit sous la voûte de l'université. Et le pouvoir du Comité national fut plus consolidé encore grâce aux représentants venus des autres universités de province.

Il est intéressant de souligner, à ce propos, que le gouvernement eut recours à une duplicité naïve. Il truqua par exemple des déclarations faites en sa faveur, en provenance de l'université d'Alexandrie,

pour annoncer le lendemain dans la presse la fermeture de cette même université. Enfin l'assemblée générale reprit ses réunions le 21 devant une assistance d'environ dix mille étudiants qui avaient passé leur nuit à l'université. Le lendemain on procéda à la préparation des tracts à distribuer dans les quartiers populaires. Certains étudiants se dirigèrent vers Hélouan, grand centre de concentration ouvrière. Rappelons que les étudiants avaient formulé dans leurs revendications une demande de libération des ouvriers d'Hélouan arrêtés depuis 1971. Un leader du mouvement estudiantin déclara alors : « Nous ne faisons qu'exprimer les désirs du peuple... Nous avons contacté les ouvriers, car ce sont eux qui doivent diriger ce mouvement. »[41] « Le régime, dit un autre, espère que le mouvement meure avec les vacances de fin d'année. Seulement il oublie que la grande majorité des étudiants est d'origine rurale et qu'ils raconteront aux leurs ce qui a été fait à l'université. »[42]

Au matin du lundi 24, à 6 heures, les forces de la police prirent d'assaut les locaux de l'université, arrêtèrent 1 500 étudiants et étudiantes, poursuivirent les autres au moyen d'armes spécialement affectées pour ces cas, dont des balles en caoutchouc, des gourdins, des bombes lacrymogènes, etc. Elles réussirent à investir l'enceinte universitaire et à établir un cordon sur les murs extérieurs pour interdire l'entrée. Les étudiants se dirigèrent alors vers la place Al-Tahrir au cœur du Caire, où ils tinrent des réunions spontanées avec la population. La circulation fut bloquée. Les forces de l'ordre assiégèrent la place. Et ordre leur fut donné d'attaquer. La grande place se transforma en véritable champ de bataille où la population se rangea du côté des étudiants et livra une bataille rangée. Le sang coulait partout, car les semi-blindés fonçaient sur les attroupements pour emporter à toute vitesse ceux qui se trouvaient sur leur chemin. Les manifestations ne s'arrêtèrent pas pour autant, bien au contraire, elles adoptèrent une nouvelle technique. Rassemblés en petits groupes dans des rues latérales, les manifestants procédaient par attaques surprises. Ils s'emparaient des tramways et des bus pour tenir de brèves conférences et s'enfuir ensuite. Mais les cris continuaient, tonnant et revendiquant la démocratie et la libération des étudiants et des ouvriers arrêtés. Vers la fin de la journée la place fut de nouveau envahie par une immense foule d'étudiants. Des discours furent prononcés. La police chargea de nouveau dans une vaine tentative pour boucler la place. Le gouvernement proclama la fermeture de toutes les universités et de tous les instituts supérieurs. Malgré le froid de l'hiver, les étudiants passèrent la nuit sur la place.

---

41. Voir *Al-Intifadah At-Tullabiyyah fi misr* (janvier 1972 dans *Watha'iq*, éd. *Dar Ibn Khaldoun*, Beyrouth, 1972, p. 27).

42. Idem.

Les citoyens leur apportaient vêtements chauds, nourriture et médicaments. Le lendemain, 25 janvier, des nouvelles en provenance de Hélouan annonçaient une tension grandissante dans les usines sidérurgiques. « Les femmes lançaient des yous-yous de joie à l'adresse des étudiants et déversaient des fenêtres de l'eau bouillante sur les rangées de policiers en position d'attaque. L'inquiétude et la tension commençaient à gagner les universitaires envoyés sous les drapeaux, pour mater leur mécontentement. »[43] Ce même jour les ouvriers de Hélouan adressèrent un message de soutien aux étudiants de l'université. A la nuit tombante furent arrêtés la plupart des leaders du mouvement estudiantin ainsi que les ouvriers qui avaient rédigé le message de soutien. Le lendemain, le 26 janvier, triste anniversaire de l'incendie du Caire, deux mille étudiants environ furent arrêtés. Le gouvernement demanda officiellement aux universités de renvoyer tous les participants au mouvement. En outre, il menaça de licenciement les enseignants solidaires. Le 27 janvier, à la suite du discours du Président Sadate prononcé à l'amphithéâtre Nasser, tous les étudiants détenus furent libérés, excepté trente. La majorité des étudiants libérés refusèrent de quitter la prison.

Le 28 janvier, les responsables de la sécurité firent courir une rumeur selon laquelle ils auraient mis la main sur un « complot » ourdi pour assaillir Le Caire à partir des quatre points cardinaux ; quatre mille étudiants de l'université de Aïn Chams devaient attaquer par le Nord, quatre mille ouvriers de Choubrah Al-Khaymah devaient attaquer par l'Est, quatre mille autres de Hélouan par le Sud et enfin dix mille étudiants de l'université du Caire devaient s'occuper de l'Ouest. Jamais rumeur ne provoqua autant de sarcasmes. Elle ne mérita même pas la discussion. Ce sont les déclarations des étudiants qui étaient discutées, commentées.

En substance, elles exprimaient l'hostilité à l'égard de toutes les « solutions pacifiques » avec Israël. En conséquence, elles refusaient la résolution 242 du Conseil de sécurité, le plan Rogers ainsi que les initiatives de Sadate. D'après elles, l'unique solution était une longue guerre de libération et, pour ce faire, un peuple armé, une économie de guerre et une presse libre de toute censure sauf pour les informations relevant des secrets militaires. Les déclarations estudiantines demandaient aussi d'annuler les privilèges des hauts fonctionnaires, de faire payer aux gros revenus les frais de la mobilisation, d'apporter à la résistance palestinienne le maximum de soutien, de permettre à la jeunesse égyptienne d'y adhérer et de lui ouvrir un accès libre et indépendant auprès de la population égyptienne. Elles demandaient de procéder à des actions de résistance dans le Sinaï, d'isoler les régimes arabes réactionnaires de toute

43. Idem, p. 31.

possibilité de participer au front pour éviter ainsi toute déviation vers le marchandage et le compromis. Elles demandaient de consolider les rapports avec les régimes nationaux capables de soutenir la lutte.

Il est donc certain que le mouvement de janvier 1972 a pu réaliser certaines tâches principales comme, par exemple, la transformation de «la ligne nationale et démocratique» de simples idées discutées en un grand mouvement populaire. Mais le mouvement a surtout prouvé la haute qualification, l'efficacité des directions nationales démocratiquement issues d'un mouvement populaire et respectant un programme clair et réaliste. Il fit acquérir aux masses populaires le droit à l'opposition, le droit de manifester son opposition aux politiques du régime. Il déjoua le complot du silence des mass media, et fit parvenir la parole du peuple égyptien au reste du peuple arabe et aux peuples du monde entier. Il fut un pont qui permit le rétablissement des contacts et des liaisons de la lutte et du destin communs de la population arabe en Égypte et dans toutes les parties de la nation arabe.»[44] Mais certains aspects positifs de la première étape du mouvement de 1972 n'étaient pas les seuls aspects. Il y en avait d'autres, moins positifs et au moins trois qui ne manquèrent pas de provoquer des aggravations en série.

Tout d'abord il y avait un parallélisme entre mouvement ouvrier et mouvement estudiantin. Il n'y eut pas de point de fusionnement comme ce fut le cas en 1946. Il y avait des contacts et des messages de soutien mais il n'y a jamais eu d'actions et d'influences réciproques pour la fusion de toutes les forces et la formation d'une organisation de front.

En deuxième lieu, malgré la formidable prise de conscience, il y avait une certaine tendance de gauche qui ne faisait quasiment aucune distinction entre Union soviétique et États-Unis, exactement comme le faisaient les forces de droite. Cette tendance, à partir d'un doute, se posait des questions, comme le gouvernement et ses généraux, sur la valeur du soutien des pays socialistes.

En troisième lieu, il y avait, malgré l'activité intense et les efforts déployés dans tous les sens, une faiblesse sur le plan de la tactique incapable d'isoler les courants gouvernementaux et policiers des tendances de la droite indépendante, ce qui fit que la légitimité de cellesci fut entièrement déniée.

En quatrième lieu, il y avait un manque de connaissance de la stratégie du pouvoir, de sorte que les revendications semblèrent quelquefois viser uniquement à embarrasser l'Etat au pouvoir, comme si celui-ci pouvait mais ne désirait pas satisfaire ces revendications.

---

44. Voir *Al-Harakah Al-Wataniyyat Ad-Dimuqratiyyah Al-Gadidah fi misr. Tahlil wa watha'iq li magmu'ah min Al-Munadilin Al-Misriyyin,* éd., *Dar Ibn Khaldoun,* Beyrouth, pp. 71-72, sans date de parution.

Mais, de toute évidence, facteurs positifs et négatifs constituaient l'axe principal de la controverse sociale. Et si le mouvement estudiantin intégrait l'opposition nationale et démocratique dans son état fœtal, le pouvoir, lui, ainsi que les différentes catégories sociales exprimaient leurs attitudes contradictoires en prenant des positions déterminées à l'égard de ce mouvement. Comment se déroula cette controverse ?

De son côté le gouvernement ne cessa pas d'utiliser la double arme traditionnelle, l'intimidation et la séduction. Le cabinet resta en réunion permanente depuis le début des événements et, à peine une semaine après le discours brumeux du Président de la République, il lançait le mot d'ordre «tout pour la bataille» accompagné de quelques mesures économiques d'austérité. Il compliquait les procédures d'importation de quelques produits de luxe, réduisait les frais de propagande et de relations publiques des ministères, limitait la quote-part de l'essence des véhicules du gouvernement, interdisait l'achat de nouveaux véhicules aux grands responsables, limitait aux cas de grande nécessité les autorisations qui leur étaient accordées de voyager à l'étranger et annulait leurs privilèges matériels. Il décida en outre de libérer trois mille appartements excédant les besoins de l'administration et réduisit le nombre des lignes téléphoniques pour chaque ministère. Il faut souligner que ces mesures signifiaient que les hauts responsables ne pouvaient pas donner l'exemple en temps de guerre et que, d'autre part, elles ne touchèrent à rien de fondamental. Elles n'apportaient rien au peuple; elles n'imposaient aucune restriction aux riches. Ce sont là les deux constatations que faisaient les étudiants dans leur réunion du 20 janvier, lorsqu'ils purent prendre connaissance de ces décisions dans les journaux du matin. Rappelons que la veille le mouvement venait de connaître un important développement. En effet, le conseil de l'Union des étudiants de Al-Azhar organisa une réunion à laquelle assistèrent le vice-doyen, des représentants de l'Union socialiste arabe et des administrations de la jeunesse à Al-Azhar. A l'unanimité, cette réunion déclarait dans un communiqué publié le 20 janvier : «Nous croyons profondément que la solution militaire est l'unique voie vers la libération de la terre. Nous refusons toute concession et tout marchandage sur le moindre pouce de notre terre arabe... Aucun abandon des droits du peuple palestinien, quel que soit le sacrifice que cela nous coûtera.» La déclaration fait ensuite état de l'économie de guerre comme seule solution pour un pays s'apprêtant à la lutte, de la nécessité d'entraîner la jeunesse militairement, de la mobilisation populaire et de la liberté de la presse. «La jeunesse arabe, dit-elle en outre, ayant pris conscience du défi américain, de son intention déclarée de porter atteinte à l'existence de notre nation arabe et de soutenir l'ennemi israélien, a le devoir de saper tous les intérêts américains dans la nation arabe et d'agir activement pour en venir à bout dans tous les pays luttant pour la liberté et la paix. Il est de notre devoir à tous de

mettre à nu la position américaine et de la démystifier auprès du monde entier. » Cette déclaration de l'université d'Al-Azhar et la réunion dont elle est sortie consolidèrent efficacement le mouvement estudiantin et mirent le pouvoir dans une situation critique devant l'opinion publique croyante en Égypte. Car il était très difficile au gouvernement d'accuser Al-Azhar de communisme; un demi-million d'étudiants d'Al-Azhar et de ses diverses ramifications sur toute l'étendue du pays ne cessaient de répéter aux leurs : « Les États-Unis sont notre premier ennemi; la riposte normale c'est de venir à bout de tous les intérêts américains dans toute la nation arabe. »

Rappelons aussi que durant ces événements, l'officielle « Union des étudiants » a perdu sa légitimité. Voulant regagner le terrain perdu, elle envoya, le même jour où les étudiants demandèrent au Président de la République de se présenter pour répondre à leurs questions, une dépêche contenant la même demande. L'Union officielle savait d'avance que sa demande allait être satisfaite. Le 21 janvier 1971, M. Sayyid Mari déclarait que le Président « avait accepté l'invitation de l'Union des étudiants », et qu'il allait se réunir avec eux dans un avenir très proche, à l'amphithéâtre Nasser à l'université du Caire. Bien que l'acceptation de l'invitation n'avait rien à voir avec la demande du « mouvement », le même Sayyid Mari déclarait dans une réunion avec des représentants du mouvement : « Le mouvement des étudiants est jusqu'à présent un mouvement national pur » (*Al-Ahram,* 23 janvier 1972). Mais moins de 48 heures plus tard, les forces de la sécurité centrale envahissaient l'université. Les journaux du 25 janvier 1972 publièrent un communiqué du ministère de l'Intérieur interdisant de la manière la plus stricte toute manifestation. Mais ces mêmes journaux apportaient à tous une surprise : les trois plus grands syndicats professionnels, les plus influents, se déclaraient solidaires du mouvement. C'était le syndicat de la presse, le syndicat des avocats et celui des enseignants, ceux, respectivement, de l'opinion, de sa défense et de sa formation. « Le mouvement des étudiants, disait le communiqué du syndicat de la presse, fait partie intégrante de la révolution de 1952; il a pour base les principales chartes de la révolution depuis la Charte nationale de 1962 jusqu'au programme d'action nationale présenté par le Président Sadate le 23 juillet 1971 en passant par la déclaration du 30 mars. » On voyait clairement que cette déclaration négligeait la soi-disant « révolution du redressement ». De plus, elle ajoutait que le mouvement des étudiants était un mouvement national sincère, que les questions qu'il posait intéressaient les différentes couches de la population et qu'elles s'accordaient parfaitement avec la volonté de faire sérieusement face aux circonstances de la guerre. Là on pouvait discerner clairement une allusion à la ligne non sérieuse du soi-disant *gouvernement de l'affrontement.* La déclaration du syndicat de la presse saisissait aussi l'occasion de souligner la nécessité de la liberté de la presse et des autres libertés démocratiques.

Quant au communiqué du syndicat des avocats, il mettait l'accent sur le problème de la libération. « La nation arabe, dit-il, n'a qu'une voie, celle de la lutte armée et du refus de tout contact direct ou indirect avec le gouvernement américain. » Il condamnait, d'autre part, « les tentatives visant à envelopper dans le doute l'attitude de l'Union soviétique, l'amie fidèle qui a toujours été auprès de nous aux moments les plus difficiles. Ces tentatives insinuantes visent à isoler le mouvement de libération arabe de ses forces principales de soutien, indispensables à sa lutte ». Le communiqué revendiqua « la démocratie pour les masses populaires et la protection pour la résistance palestinienne contre les complots ourdis contre elle ».

La déclaration du syndicat des enseignants était directement adressée aux étudiants. « Nous bénissons votre cri, disait-elle, et nous répondons à l'appel. » « Votre révolte nous avertit tous » et « nous croyons qu'elle émane des cœurs purs et attentifs au destin de la nation ».

Ce fut une surprise pour tous, mais plus particulièrement pour le Président de la République qui en avait pris connaissance avant de prononcer son nouveau discours qui chassait l'autre, celui des brumes, prononcé douze jours plus tôt. Ces déclarations lui affirmaient que les couches les plus larges des intellectuels se rangeaient sans hésitation aucune du côté des étudiants. Elles affirmaient que le mouvement des étudiants remplissait un vide d'organisation politique dont le pays souffrait gravement, que ces étudiants étaient l'avant-garde des intérêts des plus larges couches sociales et qu'il ne s'agissait en aucune façon d'un simple mouvement estudiantin. La spécificité de ce moment historique de l'Égypte a fait d'eux les légitimes fondés de pouvoir des classes nationales privées d'une organisation politique indépendante. En réalité le courage de ces syndicats ne relève pas seulement d'une morale mais d'une raison bien plus importante. Que le syndicat de la presse ait osé publier cette déclaration, cela ne relevait pas d'un aventurisme; car dans ce cas comment interpréter le fait que *Akhbar Al-Yawm,* journal connu pour son hostilité aux étudiants, ait publié toutes leurs déclarations ainsi que celles de leurs alliés ? On pourrait émettre l'hypothèse qui consisterait à dire que ces professionnels tombés sur cette initiative estudiantine prirent la responsabilité de l'action politique sans en évaluer le danger. Ce libéralisme de la presse envers et contre la censure était sans doute une conséquence de la forte pression populaire. Car la censure n'était pas encore levée et la presse appartient toujours à l'unique organisation politique de l'État.

Ces données étaient certes présentes à l'esprit du Président Sadate lorsqu'il prononça son discours du 25 janvier 1972 où il insista beaucoup sur les deux principes de *la possession par le peuple des moyens de production* et de *la non-exploitation de l'homme par l'homme.* A la suite de quoi il ajouta : « La décision de livrer bataille est déjà prise et nous ne reviendrons point dessus. » Mais ceci n'était

qu'un préambule, jésuitique, pourrait-on dire, à ce qu'il allait déclarer par la suite. Il se mit en devoir de relater les événements des jours précédents en reprochant aux étudiants leur «mesquinerie ignoble» et en soulignant avec insistance que le nombre des étudiants qui seraient présentés au tribunaux ne dépassait pas trente.

A la fin de ce discours tenu dans le cadre de ce que l'on appela à l'époque «le Congrès de toutes les institutions politiques et syndicales» furent soulevées des discussions fort intéressantes entre les invités officiels (entendez les gens admis par les autorités) et le Président de la République. Mais le paradoxe ne fut pas pour autant évité; car les représentants officiels des «Unions estudiantines» prirent la défense de la base. Ce qui contraignit le Président à interrompre un interlocuteur à deux reprises; car il se trouva dans l'obligation de faire une distinction entre la base et «une minorité intruse» (entendez les dirigeants) et de rappeler ensuite la différence entre «ces meneurs» et les «représentants élus» qui «ne devaient pas emprunter le langage des révolutionnaires». Mais un étudiant osa interrompre le Président en lui disant que la base estudiantine ne pouvait plus supporter la manière dont les représentants officiels parvenaient au sommet des organisations estudiantines. Il était d'ailleurs un de ces «parvenus». Le Président de la République ne trouva rien d'autre à répondre que de dire qu'il allait interdire toute activité politique située «hors de la légitimité», «que le temps des études ne serait pas consacré à autre chose».

Mais il y eut une autre surprise non moins désagréable. Un professeur universitaire, parmi l'assistance, se leva pour dire que son fils défendait le mouvement «et ce qu'on a appelé la mesquinerie par dérision» et que lui-même n'y voyait rien de dérisoire, mais bel et bien une révolte contre la répression. «Nos enfants, dit-il, se posent des questions et nous, enseignants, nous n'avons pas de réponses à ces questions. Nous devons par conséquent leur donner la liberté de parole et de critique afin qu'ils participent au processus constructif.» Le Président de la République ne put contenir sa colère en répondant qu'il était «indispensable de supprimer cette épidémie de la base estudiantine». Ce à quoi un honorable parlementaire (Ahmad Yunis, accusé plus tard dans une affaire financière) ajouta qu'il ne croyait pas, selon ses impressions personnelles, que le mouvement fût spontané. Le Président de la République, au cours de cette discussion, qualifia le Comité national des étudiants de «Comité national de la trahison». Et l'assistance se rendit parfaitement compte que l'affaire n'allait pas en rester là.

Et en effet, le 21 février, le syndicat des ingénieurs se joignit aux autres syndicats qui avaient soutenu les étudiants. Le communiqué qu'il publia après le discours présidentiel soutenait le mouvement estudiantin de la base au sommet et dans sa forme comme dans son contenu, ce qui ne manquait pas de contredire le Président de la République qui, lui, trouvait que la base était saine mais le sommet

déviationniste, le contenu correct mais la manière sordide. Cinq jours plus tard, au cours du Congrès national de l'Union socialiste, le Président surprit le pays par deux décisions : il ressuscitait « l'organisation de la jeunesse » (une institution de l'Union socialiste arabe du temps de Nasser) et il libérait tous les étudiants détenus. Les deux décisions furent prononcées à la fin de cette session tenue à huis clos. Les applaudissements faillirent être vifs, n'était-ce la recommandation finale du Président, qui retira à l'enthousiasme sa chaleur; le Président, en effet, appelait les notables du pays « à la patience et au silence ». Mais ceux-ci n'eurent même pas le temps de réfléchir; car le 18 février 1972 la presse publiait le procès-verbal de la réunion à huis clos. On apprenait que le Président y avait révélé « une tentative israélienne d'exploiter le mouvement des étudiants ». Une famille belge et un Français avaient été arrêtés alors qu'ils distribuaient des tracts imprimés en Israël au nom du « Front national » en Égypte. Le ministre de la Justice à son tour affirma dans un long communiqué que de nombreuses « autorités étrangères » avaient participé au déclenchement de la *fitnah,* la division, terme à consonance religieuse intimidatrice.

Certains essayaient de rassembler les fils pour mieux comprendre; ils parvenaient à une conclusion selon laquelle le pouvoir répétait le même scénario que celui de 1968. Il réprime le mouvement estudiantin lorsque celui-ci gagne pacifiquement du terrain; et lorsque les revendications se réduisent à la simple demande de libérer les détenus, le Président, comme un père affectueux, surprend tout le monde par sa décision généreuse tout en accolant aux libérés quelques mystérieuses origines israéliennes ou communistes, en guise d'intimidation. En 1968, tandis que les manifestations battaient leur plein, un soldat fut accusé d'intelligence avec l'État hébreux. Il fut exécuté. Des rumeurs accusaient l'ambassade de M. Kim Il Sung d'imprimer les tracts des étudiants. En 1972, le même scénario se reproduisait mais avec des noms et des circonstances différents. Et le Président « relâchait » toujours ses fils et demandait, tel un père d'enfants prodigues, de patienter et de se taire.

Durant tout le mois de février, les Égyptiens suivaient avec impatience deux affaires : le procès des résistants palestiniens accusés d'avoir assassiné au Caire Wasfi At-Tal, et l'attaque israélienne ininterrompue contre le Sud-Liban, par missiles.

Ils suivaient aussi, mais avec beaucoup plus de commentaires et beaucoup moins de patience, ce qu'écrivaient les intellectuels (entendez écrivains et journalistes). Haykal, comme d'habitude, attirait tous les regards. Le 28 janvier 1972, l'*Hahram* publiait à la une l'éditorial du vendredi sous le titre *Le problème de cette génération.* Le chapeau en italique disait : « Nous devons faire la distinction entre le problème d'une génération et celui de trente ou quarante personnes auxquelles on pourrait demander des comptes pour une conduite ayant dépassé les limites, sciemment ou par inadvertance. Mais, en

réalité, il y a une ambiance générale sans laquelle l'erreur de trente ou quarante ou même trois cents ou quatre cents jeunes gens n'auraient pas abouti au phénomène généralisé de l'angoisse, de la souffrance et du déchirement de cette génération. » « Le dialogue entre les générations, concluait-il, doit remplacer la rupture; sinon ce sera la perte du destin et la perte de l'histoire. » Haykal faisait ainsi allusion à l'expérience de Nasser et à celle de Sadate quand ils étaient jeunes dans les années 40. Il était clair que Haykal avait sciemment voulu présenter toute l'affaire comme si elle était vraiment un simple conflit de générations. Selon lui la jeune génération n'a pas connu l'avant-révolution; elle a été surprise par la défaite de 1967 comme elle l'a été par les événements de mai 1971. Elle se sentirait dans un état d'apesanteur! En réalité Haykal a voulu «tenir le bâton par le milieu»; il défend «le droit» des jeunes de critiquer et le droit du pouvoir «de s'opposer à la critique». Rappelons que les étudiants l'avaient violemment critiqué au cours de leurs manifestations. Cet article lui valut d'être réhabilité, pour sa grande qualité démocratique! Pourtant sa volonté de pondération fit perdre à ses publications le vernis qui leur était bien connu. Sa réserve à l'égard de la jeunesse se manifesta dans ses appréciations mitigées en ce qui concernait trente étudiants détenus, réserve dont on se rendit compte à travers son article suivant, daté du 11 février 1972 et intitulé *Des signaux sur un long parcours;* il ne voulait pas, disait-il, toucher «aux erreurs que pourraient révéler les enquêtes dans le dernier mouvement de la jeunesse». Mais Haykal ne toucha pas non plus au contenu social de ce mouvement. Tout au plus l'attribua-t-il *à l'esprit du temps et à la révolution des moyens de communication.* C'était pour lui «une preuve d'énergie». En dépit de ces vagues généralisations, Haykal fut directement visé par le quotidien de droite *Al-Akhbar* sous la plume de Musa Sabri. Celui-ci en effet faisait allusion à la tentative de certains pour «récupérer» le mouvement estudiantin et se laisser porter par sa vague. De plus, Musa Sabri condamnait ce mouvement en avançant l'argumentation selon laquelle «l'occupation israélienne» ne permettait pas qu'on pratiquât des pressions sur «ce régime intègre et national». Ihsan Abd Al-Quddus, lui, Président-directeur général du même journal, exprimait le 20 janvier 1972 dans un article intitulé *Des journées ne souffrant pas l'obscurité* son vif étonnement que des étudiants posassent des questions auxquelles le Président Sadate avait déjà répondu. De plus il imputa le mouvement estudiantin à des motivations partisanes et à des influences étrangères. Mais le même jour où Abd Al-Quddus publiait son article, «l'officielle» Union des étudiants protestait contre la manière déformante dont certains journaux avaient présenté les événements, ladite Union, créature gouvernementale, se déclarait pourtant totalement solidaire des revendications formulées par la majorité des étudiants (*Al-Akhbar* le 20 janvier 1972). Même Abd Ar-Rahman Ach-Charqawi, le célèbre écrivain de gauche, ne s'écarta pas des idées répétées par

Sabri et Abd Al-Quddus. Dans son hebdomadaire, quasi de gauche, il écrivait le 24 janvier 1972 : « Que signifient les revendications de notre jeunesse universitaire formulées avec tant d'insolence? Dans leurs revendications, ils partent certes de leur appui à la révolution égyptienne; mais certaines manières pourraient les amener à la contradiction et ce sera une catastrophe dont les gens « honnêtes » parmi eux ne voudraient pas. » Le 28 février 1972, Ach-Charqawi faisait marche arrière en déclarant que les étudiants en se soulevant « ne faisaient pas entendre seulement leur propre voix, mais celles de la nation tout entière ». Mais il affirma tout de même qu'ils n'agissaient pas contre « le pouvoir national ». Muhammad Odah, l'écrivain nassérien, accusait dans *Al-Jumhurriyyah* le 29 janvier 1972 « la négligence des institutions populaires quant à faire prendre conscience aux étudiants de l'importance de la décision présidentielle de livrer bataille. Sanctionner les dévoyés, dit-il, est un devoir, mais les dresser alors qu'ils sont encore jeunes c'est mieux. » Odah aussi n'éliminait pas le spectre de la délinquance; il affirmait même le manque de maturité et de conscience chez les jeunes.

Muhammad Sid Ahmad fut le seul écrivain marxiste autorisé à commenter les événements. Il écrivit dans *Al-Ahram* du 20 janvier 1972 : « La question posée par les étudiants préoccupe toutes les forces nationales. Comment faisons-nous face à la questions de la libération après 1971? » « Nous ne discréditons pas la nécessité du travail politique, mais celui-ci demande une formation permanente à ses styles et ses exigences. Mais le travail politique reste inutile tant qu'il n'est pas accompagné de la volonté ferme de lutter. Les étudiants de l'université expriment par leur mouvement leur sentiment inné de cette nécessité; ils poursuivent en cela une tradition identique au mouvement national tout entier. » Bien que l'expression de « sentiment inné » ne soit pas tout à fait heureuse dans la description de la conscience politique chez les étudiants, Muhammad Sid Ahmad est le seul à ne pas avoir mâché ses mots. De plus, il ne se fit pas partisan du pouvoir dans une presse à grande diffusion. Si *At-Taliah,* mensuel de gauche, a toujours soutenu les étudiants, son impact sur l'opinion publique est beaucoup plus limité que celui de la presse quotidienne et hebdomadaire. *At-Taliah,* bien que publication autorisée, a toujours été considérée par les hommes des services de renseignements comme un élément à charge dans les accusations.

Ainsi la presse égyptienne apporta la preuve qu'elle n'était pas l'expression globale du mouvement social; bien au contraire, elle n'était que l'écho, faible ou fort, du pouvoir. En cela elle ne différait pas des autres institutions du pouvoir, tels l'Union socialiste, le Parlement et le Conseil des ministres. Elle était aussi à l'extrême opposé des institutions publiques, tels les syndicats professionnels et autres.

Il reste enfin que l'État réussit à museler le mouvement au point que celui-ci finit par réduire ses revendications à la simple demande

de libération des détenus. Il put enfin l'absorber par les mesures de libération et en disperser la base en faisant circuler des rumeurs mensongères et en avançant la date des vacances de la mi-année. C'est d'ailleurs durant ces vacances-là que des organismes officiels s'activèrent pour former des groupes terroristes clandestins. Vers la fin de l'année ces activités d'extrême droite s'étaient sensiblement accrues. Les comités nationaux des étudiants démocrates ne cessèrent pas d'organiser colloques et congrès politiques sur le terrain des camps de travail estudiantins autorisés et légitimes.

8. La fin d'une période et le début d'une autre.

L'année 1972 n'était pas terminée que des manifestations terroristes commençaient à agir contre l'action pacifique des étudiants nationaux. En effet, des éléments parfaitement entraînés aux actes de sabotage et de violence faisaient irruption dans les réunions, attaquant toutes les personnes rassemblées avec des fouets, des barres de fer, des lames de rasoir et de petits canifs. C'était un phénomène tout à fait nouveau. Son but : disperser les réunions, déchirer les journaux muraux et empêcher par tous les moyens toute action opposée au régime. Ce fut une surprise ahurissante lorsqu'un polytechnicien de l'université du Caire (arrêté le 29 décembre 1972) avoua dans un congrès public son appartenance à une organisation secrète dirigée par Muhammad Uthman Ismaïl, secrétaire adjoint de l'Union socialiste. L'étudiant reconnut avoir été convoqué par celui-ci au lendemain de l'incendie de l'église de Al-Khanqah. Le secrétaire adjoint de l'Union socialiste avait demandé à l'étudiant en question de mobiliser l'organisation en vue d'attaquer des soi-disant communistes; «car ils ont l'intention d'inciter des étudiants coptes à manifester» selon les termes de M. Muhammad Ismaïl, rapportés par cet étudiant.[45] Une autre organisation secrète, «la Jeunesse musulmane», publia un communiqué où elle révélait avoir été incitée par le pouvoir contre «le groupe des partisans de la révolution palestinienne». Un des dirigeants de ce rassemblement dit de «la Jeunesse musulmane» lut ce communiqué dans une réunion publique. «Il demanda pardon pour tout ce qu'il avait commis contre des collègues, qui représentaient les valeurs nationales les plus nobles».[46]

Vers la fin de la première semaine de janvier 1973, le Président de la République adressa au Parlement un message lui demandant de former une commission d'enquête en vue de mener sur le terrain et avec toutes les parties concernées une vaste investigation sur le

45. Voir *Al-Harakat Ad-Dimuqratiyyah Al-Gadidat fi misr*, p. 74.

46. Idem.

renouvellement des mouvements estudiantins. Ladite commission fut formée de quelques piliers parlementaires de la réaction égyptienne. L'enquête dura vingt jours. Le 28 janvier 1973 les journaux publiaient à la une le texte intégral du rapport de la commission d'enquête. Ce rapport, tant du point de vue de la pensée que du point de vue de la formulation, était plus proche du pouvoir que des étudiants. Mais il faut le prendre en considération justement pour mesurer l'ampleur de la situation.

Le rapport affirme dès le début que les événements de 1972 sont tout à fait liés à ceux de 1973, au point qu'il est possible de les considérer comme un seul mouvement. Ceci est vrai, bien que la preuve en revête un caractère policier; car elle est apportée non pas grâce à des moyens intellectuels, mais en menant l'enquête sur les personnes ayant rendu visite à des étudiants en détention, et sur les rapports de parenté entre eux. Les auteurs regrettent que les portes de l'enseignement universitaire soient ouvertes à un grand nombre d'étudiants, d'origine sociale pauvre. Le rapport ne le dit pas ouvertement, mais il y fait allusion et avec insistance en faisant état des besoins ressentis par les étudiants en soins sociaux et sanitaires, en nourriture, vêtements et médicaments. Comme si le rapport voulait corroborer la thèse de la haine, dont se sert le Président pour expliquer les origines des troubles sociaux.

Le rapport tombe dans une contradiction flagrante lorsqu'il enregistre des faits qui, en eux-mêmes, condamnent les bandes de la droite religieuse extrémiste. Mais, arrivé au chapitre de la condamnation, il accuse sans réserve les tendances de la gauche.

Pour les auteurs du rapport, le mouvement estudiantin commence le 5 décembre 1972 aux universités du Caire, d'Alexandrie, de Aïn Chams, de Al-Mansourah et de Assiout, en plus de l'université d'Al-Azhar et des instituts supérieurs laïques et théologiques. Ce jour-là l'administration universitaire décida de traduire devant un conseil disciplinaire trois étudiants qui avaient enfreint les consignes en accrochant au mur sans autorisation préalable des articles et des dessins tournant en dérision quelques symboles du pouvoir. Les étudiants ripostèrent par une vive protestation contre le principe des procès disciplinaires. Le 7 décembre 1972, c'est-à-dire deux jours plus tard, un congrès estudiantin élargi déclarait refuser les décrets de l'administration ainsi que le statut universitaire jugé non démocratique. Les congressistes soulignaient la nécessité de procéder à de nouvelles élections de l'Union des étudiants, en vue d'avoir une direction légitime différente de celle qu'on soupçonnait d'avoir des rapports avec les organes de sécurité. Ces revendications furent réitérées à la réunion du dimanche 17 décembre et à celle du mardi 19 décembre 1972. « Cette dernière, dit le rapport, fut suivie d'une manifestation en faveur des valeurs religieuses et nationales ». C'est alors « qu'un groupe d'étudiants », que le rapport n'identifie pas, attaqua leurs opposants en usant d'armes blanches. « Un étudiant fut atteint

d'un coup de canif au bas du dos du côté gauche.» «On a dit, poursuit le rapport, que ce fut à la suite d'une discussion où une étudiante blasphéma et nia l'existence de Dieu.» Le moins que l'on puisse dire c'est que l'utilisation d'un pronom indéfini dans le rapport d'une commission parlementaire relève de la légèreté. Les auteurs confondraient vérité et rumeurs. En réalité ce groupe de terroristes a tenté de saboter par la violence armée le caractère pacifique de la démarche estudiantine. C'est ce qui ressort de l'interrogatoire de l'étudiant agresseur. C'est ce qui ressort aussi, mais moins explicitement, du rapport de l'enquête parlementaire qui, elle, fait obscurément allusion à des phénomènes d'agressions commises par des étudiants armés contre d'autres, non-violents. Ce n'est certes pas un hasard que les étudiants armés soient les partisans du pouvoir alors que les non armés sont les opposants. Il est aussi impossible de trouver la moindre logique crédible dans la conclusion du rapport imputant les événements «à l'existence d'un climat favorisant l'apparition d'un courant idéologique oppositionnel représenté par la gauche sous toutes ses couleurs». Mais le rapport ne fait aucune allusion au fait que la violence était l'arme de la droite alors que les moyens pacifiques étaient ceux de la gauche. Le rapport se contente, en enregistrant les faits, de les désigner sous le mot de «complot». Comment? Pourquoi? Et où?

A ces questions le rapport répond en contredisant totalement la conclusion qu'il tire d'avance.

En fait, à l'aube du 29 décembre 1972, le pouvoir arrêta des centaines d'étudiants, d'ouvriers et d'intellectuels. «Le lendemain, dit le rapport, quatre étudiants se présentèrent au bureau du Président de l'université, demandant l'autorisation de tenir un congrès général dans la salle affectée à cet usage. La demande refusée, les étudiants tinrent cependant leur réunion le 31 décembre 1972; à la suite de quoi ils décidèrent d'occuper les locaux et d'organiser une marche pacifique en vue de présenter leurs revendications. Sortis de l'enceinte universitaire, dit toujours le rapport, les manifestants se heurtèrent aux forces centrales de la sécurité, qui usèrent des moyens de dispersion... bombes lacrymogènes, gourdins, etc.». Aussi fut-il décidé de fermer les universités.

Rappelons que cette marche se dirigeait vers le Parlement pour présenter aux députés les revendications formulées; revendications qui avaient été présentées l'année d'avant sans que réponse leur fût accordée. En réalité, le rapport de la commission d'enquête, dans un grand nombre de ses paragraphes, apparaît comme un mélange d'acte d'accusation et de rapport des services d'investigation de la police. La soi-disant commission parlementaire soulignait de plus le fait que parmi les occupants des locaux se trouvaient quelques filles et une journaliste; celle-ci s'était opposée à la commission d'enquête et avait rédigé des mots d'ordre incitant les manifestants à poursuivre leur action jusqu'à ce que les détenus fussent libérés.

Dans sa déformation flagrante des faits, la conclusion du rapport en soulignait deux : « Quelques journalistes ont participé aux événements estudiantins d'une manière ou d'une autre; un tract rédigé par quelqu'un parmi eux porte atteinte à l'unité nationale. La commission conseille de soumettre ce tract au conseil de discipline de l'Union socialiste arabe afin de décider de la sanction convenable. » Ceci n'est pas une instigation, mais bien plutôt une accusation et une délation. Faut-il rappeler que le Président du conseil disciplinaire de l'Union socialiste est le même M. Muhammad Uthman Ismaïl, fondateur de l'organisation secrète estudiantine terroriste?

La commission se fonde sans aucune gêne sur un rapport de la police lorsqu'elle souligne que des étudiants ont distribué le 13 janvier 1973 un tract intitulé « Depuis l'après-campagne terroriste », demandant l'abrogation de la loi de l'unité nationale, loi scélérate confisquant toutes les libertés. Le 14 janvier 1973, poursuit le rapport, fut arrêté à l'aéroport du Caire le journaliste Samir Amin Tadrus qui portait sur lui une somme d'argent en dollars et une enveloppe contenant des poèmes et des poèmes populaires sur les derniers événements. « L'appel des étudiants à constituer des « comités de défense de la démocratie » est un appel relevant d'une idéologie de gauche. (...) Il y a des plumes qui ont été incitées par une pensée doctrinale à sortir de notre ligne nationale au moment où la patrie traverse des circonstances difficiles; ce qui ne manqua pas de semer dans l'esprit de la jeunesse des troubles dont on se rend compte à travers les tracts et les journaux muraux distribués et publiés au sein de l'université. En outre, poursuit toujours le rapport, des organismes exécutifs (entendez la police) et politiques (la présidence de la République) ne se sont pas acquittés complètement de leurs responsabilités envers les événements estudiantins depuis janvier 1972. » En un mot le rapport demandait encore plus de répression.

Le 28 janvier 1973, ce rapport fut soumis au Parlement. Il fut amèrement critiqué et surtout par le secrétaire général, le docteur Gamal Al-Utifi (nommé plus tard ministre de l'Information et de la Culture, et rapidement limogé pour ses idées relativement éclairées). La critique fut concentrée sur les accusations formulées par cette commission parlementaire partiale et tendancieuse; nul besoin de démontrer qu'elle avait pris parti contre un groupe déterminé. Lorsque le président de la commission se leva pour répondre à ces critiques, il commença son discours par le verset coranique suivant : « Seigneur ! tranche par la Vérité, entre nous et notre peuple, car tu es le meilleur de ceux qui tranchent. » Quant à la réponse elle-même, elle consiste en quelques citations extraites du discours du Président Sadate.

C'est par le discours du Président adressé au Parlement le 28 décembre 1972 qu'on a pu comprendre la nature des arrestations et des mesures d'exception dont furent frappés des centaines d'éléments

oppositionnels inorganisés ou en état d'organisation primaire. Il avoua ensuite dans son discours du 31 janvier 1973 adressé au Parlement que l'État avait été obligé d'entreprendre très tôt ce qui pourrait ressembler à une guerre défensive pour éviter que la crise de l'année d'avant ne se reproduisît. La seule preuve contre les étudiants que le Président put présenter au peuple fut le rapport du procureur qui, lui, n'est qu'une reformulation des rapports des services de renseignements. Le Président fit exactement comme la commission d'enquête soi-disant parlementaire. Mais soulignons que le tribunal prononça la relaxe de tous les accusés; jugement qui condamnait tous ceux qui avaient suivi la ligne des rapports tendancieux des services de sécurité. Mais ce fut aussi une violente secousse subie par la présidence de la République supposée arbitrer les pouvoirs. La contradiction fut encore plus flagrante lorsque les tribunaux, à plusieurs reprises, acquittaient les prévenus et que le Président refusait d'entériner les jugements, usant même de son droit de faire garder à vue les prévenus trois fois de suite. Rappelons que la durée de la garde à vue est de six mois; chose inadmissible dans une république institutionnelle. Mais nous n'en sommes pas à une contradiction près. Rappelons seulement que le rapport sur lequel se fonde le Président de la République dans son discours avait taxé ces événements de complot planifié par des instances étrangères. Pour affirmer ce qu'il disait, le Président de la République se référa au fait que le journaliste Samir Amin Tadrus qui était en possession de poèmes révolutionnaires lors de son arrestation partait pour l'Allemagne de l'Est. Le discours du Président ne disait pas s'il était interdit aux citoyens de partir où ils voulaient, surtout lorsqu'on était journaliste. Le Président, dans ce même discours, se crut obligé de reparler des circonstances du renvoi des conseillers soviétiques. Il rappela qu'il s'agissait d'une affaire «entre amis». Plus loin il reprit sa litanie sur «la minorité intruse» et «la base saine»; il semblait ne pas se rendre compte que ç'eût été exactement le même raisonnement que les pachas de l'ancien régime auraient adopté à l'égard des officiers libres. Il conclut en réaffirmant que le complot allait être mis à exécution le 1er janvier et que l'État s'était trouvé dans l'obligation d'agir deux ou trois jours avant le jour «J» pour contrecarrer la conspiration. Il avertit qu'il n'y avait pas de liberté sans contrôle, que la liberté de la pensée ou de la croyance était admise tant qu'elle ne dépassait pas les limites de l'intellect mais qu'à partir du moment où elle dépassait l'individu il fallait en rendre compte aux autorités.

Il est à remarquer que le Président n'a cessé de parler durant tout un mois. Le 9 janvier, il accordait une interview au doyen de la presse libanaise; deux jours plus tard il faisait une conférence de presse à Tripoli en Libye; deux jours plus tard encore il fit une longue intervention lors de la réception offerte au Président libanais Frangieh.

Le 26 mars 1973, il fit un discours de trois heures et demie au

Parlement; le lendemain il parla deux heures devant les représentants de la presse. Et dans toutes ces causeries et réunions le Président ne répondit en rien aux questions posées par les étudiants, les intellectuels, les ouvriers et les autres. Il avait seulement soin de souligner les points suivants :

Toutes les mesures, toutes les décisions des organes et des institutions de l'État sont prises après son assentiment et quelquefois de sa propre initiative. Une confiance totale régnait entre lui et les organes de l'État au point qu'il avait même proposé au Parlement de créer une nouvelle fonction qui pourrait être appelée «magistrature socialiste», en vue de protéger le peuple (entendez le régime).

La gauche est toujours un écho venant de l'étranger et non pas une voix égyptienne authentique. Par conséquent il faut la saboter de l'intérieur en arguant qu'il y a une gauche nationale et une autre qui est agent de l'étranger. Il faut soulever le peuple contre elle car elle est athée. Il faut la séparer de la tradition nassérienne car la Charte nationale n'est pas marxiste et Nasser n'était pas marxiste, ce qui n'est ni plus ni moins qu'une lapalissade. En réalité le Président voulait diviser les rangs de la nation après le coup de mai 1971. Pour ce faire il eut recours à beaucoup de démagogie. Il parlait trop de la démocratie et il faisait tout contre elle. Pour lui seules sont légitimes les institutions et la presse du parti unique. Toute initiative populaire en désaccord avec la vision du régime est considérée comme un complot qui mérite l'emprisonnement, le licenciement ou la mutation. Pour le Président, rien n'est plus facile : sous la souveraineté de la loi, les camps de détention ont été effectivement formés; mais le nombre des lois qui autorisent l'arrestation a sensiblement augmenté, au point que le Président eut des droits dont jamais son prédécesseur n'avait disposé. Maintenant il est plus facile de bloquer au nom de la loi les moindres manifestations de liberté.

Le Président eut soin de faire comprendre, mais indirectement, que la guerre était inéluctable et proche. Mais il prenait la précaution de montrer que ce serait sa guerre à lui, au régime; que le peuple n'avait aucun droit de s'en enquérir. Ainsi il pouvait facilement isoler le peuple, politiquement et dans le domaine de l'information, du climat de la guerre. Si le camouflage est une astuce militaire pour surprendre l'ennemi, il est impossible d'agir de la même manière avec le peuple; ce qui rend cette guerre douteuse avant même qu'elle n'ait commencé. L'absence d'une économie de guerre, le commencement de l'application d'une économie contraire à tout développement, l'élimination de toute possibilité d'entraînement du peuple à porter les armes pour prévenir toute surprise, la privation du public de toute information concernant l'ennemi, tout ceci et d'autres choses encore ne peut être inclus sous le chapitre «de tromper l'ennemi pour le surprendre», c'est plutôt tromper le peuple et le surprendre.

La presse partisane du régime ne fit pas mieux. Le 14 février

1973 Musa Sabri écrivait dans le quotidien de droite *Al-Akhbar :* « L'unique bénéficiaire de ce mouvement estudiantin est l'ennemi qui nous guette aux portes. » Mais Abd Ar-Rahman Ach-Charqawi apporta une petite nuance; à plusieurs reprises il attira l'attention sur ce qu'il appelait les forces de l'arriération, visant ainsi l'extrême droite religieuse. Le 19 février 1973, s'inspirant du cri de Garaudy : «le silence n'est plus possible», Ach-Charqawi écrivait dans *Rose Al-Youssef :* «Ceux qui tentent de mettre la liberté à leur profit pour détruire la liberté, ceux qui tentent d'imposer le terrorisme idéologique, de brandir le couteau au lieu de la parole, il n'y a qu'un seul moyen de leur faire face... il faut encore plus de liberté et encore plus de démocratie. » Cet écrivain célèbre par son histoire dans le mouvement de la gauche a voulu ainsi donner un ton nouveau à son journal. Il voulait faire de *Rose Al-Youssef* une tribune partisane du pouvoir mais à partir d'une position distincte et pseudo-progressiste. La semaine suivante, le même auteur apportait quelques idées claires au même sujet : «Toute action visant à gâter le climat démocratique, à distraire l'attention à l'égard de la bataille de la libération ou à mettre des obstacles contre le courant du progrès constituera un frein à notre démarrage. Nous devons au contraire approfondir notre courant démocratique et barrer le chemin aux forces de l'arriération et du reniement qui cherchent à faire crouler l'Égypte. La bataille en Égypte est une bataille de civilisation. Les forces du progrès triompheront sans doute aucun; car c'est la logique de l'histoire qui le veut. C'est aussi une nécessité impérative... Nous faisons face à des attaques violentes et barbares. »

En fait l'auteur de *Muhammad, prophète de la liberté,* de *Al-Hussein, révolutionnaire et martyr,* et d'autres écrits théologiques éclairés venait de livrer bataille à l'extrême droite religieuse. Pour lui, c'est elle la source de la situation critique où le pays est arrivé. Il s'était permis de le faire en s'appuyant sur le soutien immédiat qu'il avait apporté au putsch de Sadate. Ach-Charqawi prenait soin de présenter Sadate comme étant tout à fait loin de cette extrême droite. Il voulait ainsi gagner la sympathie du Président sans celle des organismes exécutifs de celui-ci; une façon de voir les choses qui trouve sa source dans la confiance personnelle de Charqawi en l'intégrité nationale du Président et dans son intime conviction que celui-ci est au-dessus de tout. Confiance et conviction dues à des souvenirs douloureux.

Le docteur Ahmad Kamal Abu Al-Magd, ministre de la Jeunesse, écrivit bien plus tôt dans *Magalla Ach Chabab* que la crise était due à deux raisons : « Le matérialisme qui refuse les religions » et «le traitement du problème social à partir d'une position de haine passionnée et d'une méthode consistant à approfondir les contradictions entres les couches sociales en vue d'aboutir à faire exploser la situation de lutte». Mais, chose curieuse, dans ce même numéro du magazine dont M. Abu Al-Magd était le directeur, un étudiant faisait

la distinction entre le mouvement de 1968 qui revendiquait le changement et celui de 1972 qui l'avait, précisant en ces termes : « La libération de la terre, la pratique démocratique et le maintien de la transformation vers le socialisme »[47]. Un autre disait : « Ce que le régime a fait est tout le contraire »[48]. Un troisième ajoutait : « En tant qu'élève étudiant le marxisme, il est de mon droit de l'exposer, surtout que la partie économique de la théorie marxiste convient tout à fait à notre société. »[49]

A cette époque deux événements ne manquèrent pas d'agacer profondément le pouvoir : *a*) La réunion du Congrès de la culture ouvrière duquel émanèrent des comités de défense de la démocratie. Ce congrès adopta les revendications des étudiants concernant le refus du règlement politique du problème du Moyen-Orient. *b*) Parallèlement aux discours guerriers du Président Sadate, le Président libyen Muammar Al-Kadhafi déclara : « L'Égypte est au seuil d'un règlement politique proche. La Libye s'oppose à ce règlement. »[50]

L'ultime conséquence du soulèvement de 1972 consiste dans un fait très positif : il a imposé à l'opinion publique égyptienne la discussion sur le problème des organisations politiques indépendantes de celles du pouvoir. L'argumentation nassérienne quant à ce sujet (et qui fut le péché originel de la gauche) n'était plus valable.

Le mouvement estudiantin égyptien des années 1970 diffère de ses origines des années 40. Les étudiants universitaires à cette époque n'étaient que des représentants ou des ailes des partis existants. Quant aux nouveaux étudiants, ils sont avec une petite minorité appartenant à d'autres couches sociales, les pionniers qui ont fait resurgir les formations politiques dans la vie politique égyptienne et ils en ont forgé la légitimité.

On peut cependant souligner un facteur négatif grave : l'alliance entre étudiants et ouvriers dans ce nouveau mouvement n'a jamais atteint le seuil minimum, contrairement à celui de 1946 où le front était une véritable incarnation de l'alliance des classes populaires. Les contacts et les tentatives de coordination entre étudiants et ouvriers d'une part, et étudiants ouvriers et professionnels d'autre part ne peut s'élever au rang d'un front politique capable de proposer un programme crédible dans la pratique et non pas dans les slogans.

Il va de soi qu'aucun mouvement estudiantin ne peut aboutir tout seul à un changement radical désiré. Mais la spécificité du mou-

---

47. Voir magazine *Ach-Chabab* n° 4, 23 janvier 1973.

48. Idem.

49. Idem.

50. *Al-Balagh,* libanais, 1er janvier 1973.

vement et le moment donnèrent libre cours aux intellectuels sans que ce fût de même pour la classe ouvrière.

Face à la tentative de récupération par en haut, le mouvement quasi organisé des intellectuels apportait une réponse, *faire face par la base.* Ce mouvement peut être considéré comme ayant été un contrôle actif et attentif sur la marche du pouvoir de la défaite de 1967 à la guerre de 1973 en passant par le putsch entre 1970 et 1971.

Chapitre III

DOCUMENTS D'UNE PREMIÈRE ÉTAPE VERS UNE RÉVOLUTION CULTURELLE GLOBALE

1. La prédiction de la jeunesse.

Le mouvement des jeunes écrivains vers la fin des années 60 n'était qu'un sérieux préambule aux événements des années 70. Le bruit du mouvement littéraire de la jeunesse était plus fort que toutes les autres voix qui se faisaient entendre après la défaite. Le pouvoir politique à l'époque fit tous ses efforts pour récupérer ce phénomène et en absorber les manifestations de colère. L'Organisation de la jeunesse de l'Union socialiste arabe mobilisa tous ses moyens matériels et moraux pour tenir le *Congrès d'Az-Zaqaziq* qui devait réunir un nombre important d'écrivains de la capitale et de la province. Ils devaient soumettre le ministre de l'Intérieur, alors au sommet de sa gloire, à une confrontation qu'il n'aurait jamais crue possible... En réalité le rassemblement était beaucoup plus grand que l'expression qu'il pouvait trouver dans la simple organisation de la jeunesse ou même dans l'Union socialiste. C'est pourquoi le congrès se termina par des concours, des distributions de prix et des recommandations qui restèrent lettre morte. Les jeunes écrivains voulaient une chose, le pouvoir en voulait une autre; exactement comme ce fut le cas pour le mouvement des étudiants en 1968 issu de la déclaration du 30 mars qui, elle aussi, resta lettre morte.

Le pouvoir trouvait dans ces mouvements de simples manifestations de nervosité, ne nécessitant pas une remise en cause de notre vie après la défaite. Et parce qu'il ne voyait que la surface du pro-

blème, le pouvoir ordonna des remèdes épidermiques : la récupération ou la répression; d'où l'accumulation quantitative des facteurs négatifs, origine de l'explosion qualitative exprimée par le mouvement de janvier 1972, c'est-à-dire trois ans seulement après le soulèvement au cours duquel les étudiants pendirent en effigie Cha rawi Gumu ah, ministre de l'Intérieur. Le problème des jeunes écrivains, ce n'était pas l'absence de tribunes qui pouvaient recevoir leurs productions, comme les instances officielles tentèrent de le faire croire. Leur problème ce n'était pas d'occuper la place des grands dans les comités, les journaux, ou autres situations brillantes, comme le crurent certains dignes maîtres. Qui plus est, leur problème ne relevait pas de la plume d'un fonctionnaire effrayé, nommé à la censure. Il est vrai qu'ils souffraient des difficultés de publications, du snobisme de quelques vieux maîtres et de l'ignorance du censeur. Mais ce n'était là que les indices apparents d'une crise qu'ils vivaient jusqu'à la moelle. Le problème de la jeunesse était celui de la patrie vaincue sur la frontière, aliénée à l'intérieur. Il ne s'agissait en aucune façon de problèmes personnels; à preuve : ils dépassaient les phénomènes de la crise en publiant leurs œuvres à leurs frais et au prix de leur sueur et de la nourriture de leurs enfants. Et lorsque le censeur les empêchait de toucher leurs lecteurs, ils émigraient.

Le problème resta donc sans solution, parce que c'était celui de la nation. Tout ce qui était contenu dans les déclarations du mouvement estudiantin était présent à l'esprit de ces jeunes écrivains, ainsi que dans leurs écrits, dans leurs opinions et dans leurs actions. Muhammah Afifi Matar, Abd Al-Hakim Qassan, Amal Dunqul, Ibrahim Aslan, Izzat Amer, Khalil Kulfat, Ibrahim Mansur, Gamal Al-Ghitani, Sabri Hafez, Sami Khachabah, Farouk Abd Al-Qader, Yahya Al-Taher Abd Allah, Sayyid Hegab, Gamil Atiyyah, Muhammad Yusuf Al-Qaid, Mahmud Diyab, Chawqi Khamis et tant d'autres écrivains de cette génération expriment dans leurs écrits une violente souffrance intérieure que les myopes, les opportunistes et les gens isolés du peuple ont considérée comme «un pessimisme superflu»; alors que cette souffrance, à des degrés différents de conscience et d'expérience, était la souffrance de l'Égypte tout entière, de la terre captive, du peuple vaincu, de la patrie blessée et de toutes les classes populaires écrasées gratuitement.

Le numéro spécial du mensuel *At-Taliah,* en septembre 1969, pourrait nous apporter un document vivant, témoignant que les jeunes écrivains étaient à l'avant-garde de la marche révolutionnaire appelant au changement et agissant pour son accomplissement. Malgré les difficultés de la censure, ces témoignages sont une preuve extraordinaire de l'authenticité, de la franchise et du courage de cette génération. A cet effet, les prisons de Al-Qaliah et de Turah, qui avaient reçu vers la fin de 1966 une foule nombreuses de ces jeunes, pourraient symboliser les souffrances indescriptibles que connurent des dizaines parmi eux, pour avoir tenté de joindre l'action à la parole

avant même que la défaite n'ait jeté son ombre sur le pays. Ce fut exactement en octobre 1966 que je fus surpris avec des camarades de vieille lutte par ces nouvelles figures politiquement littéraires remplissant l'entrée de la prison. Pour les vieux militants que nous étions, Raouf Nazmi, Ibrahim Fathi, Ghaleb Halasa et moi-même, la prison n'était pas un pays inconnu. Mais dans mon cœur l'espoir se ralluma lorsque je vis ces jeunes, Sabri Hafez, Gamal Al-Ghitani, Sayyid Hegab, Salah Isa, Abd Ar-Rahman Al-Abnudi et d'autres recevoir avec grand courage le baptême de la détention.

C'était en 1966, à la veille de la défaite et avant que les étudiants et les ouvriers ne se soient révoltés. Dans les productions des jeunes écrivains comme dans leur conduite, il y avait une prédiction qui n'appartenait point à la société de la défaite, mais à celle de la révolte. Oui, car si les générations qui les précédaient, prédisaient la défaite d'une façon ou d'une autre dans le théâtre, dans le roman et dans la critique, malgré ces prédictions, ces anciennes générations, et surtout celle des années 40, faisaient partie de la société de la défaite. Les grandes figures de cette génération occupaient les postes de direction dans la vitrine de la culture officielle. Elles critiquaient le régime et le pouvoir violemment et avec beaucoup de fracas. Mais ces critiques émanaient dans leur quasi-majorité d'une vision défaitiste et non pas d'une vision révolutionnaire. C'est là une différence fondamentale qui sépare les deux générations, même si parfois il se trouvait un terrain commun entre elles. La génération des années 40 se caractérisait par son appartenance au tissu social de la nouvelle classe qui, elle, avait hérité des privilèges de l'ancienne bourgeoisie, sans en avoir la forme traditionnelle. Elle occupait la présidence des sociétés, la direction des journaux et les secrétariats d'État, postes qui leur apportaient des revenus égaux, sinon supérieurs, à ceux des patrons de sociétés, d'usines, de fermes et d'entreprises commerciales dans la société d'avant juillet 1961. C'étaient des bourgeois extérieurement et viscéralement, et dans le sens scientifique du terme. Ils faisaient partie intégrante de la nouvelle classe issue des restes des anciennes classes à la suite de leur effondrement, restes qui se sont adaptés à la nouvelle situation pour former ce magma de bureaucrates, de technocrates, de militaires et de civils.

La majorité des jeunes écrivains, elle, appartient aux échelons les plus bas de la petite bourgeoisie rurale et urbaine. Ceux de l'ancienne génération ont aussi la même origine; mais c'est un bond social factice qui les rendit si proches des nouveaux parvenus et si éloignés de la nouvelle génération dont le regard et le courage n'ont pas été altérés par les profits et les ralliements de circonstance. L'on peut donc dire que le conflit des générations dans le domaine littéraire est en fait un conflit social et non pas un conflit opposant jeunes et moins jeunes. Certes il y a toujours des exceptions ici ou là; mais elles ne font que confirmer la règle. Parmi l'ancienne génération il y a

une minorité qui n'a pas perdu le fil révolutionnaire. Dans la nouvelle, il y a eu des strates qui n'ont jamais été liées à la pensée révolutionnaire, ou bien elles l'ont été sans s'attacher aux applications; d'autres encore ont fait un bout de chemin. Aussi l'appartenance subite de la génération des années 40 à la nouvelle classe n'a-t-elle pas complètement bouché ses veines idéologiques et sa conscience intérieure. Des souvenirs de luttes anciennes et, de temps en temps, des sentiments de culpabilité, incitaient tel ou tel à dire une parole vraie!

Mais leur parole vraie se heurtait toujours aux limites de leur formation intellectuelle et sociale. C'est pourquoi la vision de cette ancienne génération ne pouvait que prédire la défaite sans pouvoir la dépasser, alors que la nouvelle génération littéraire, elle, pouvait aller plus loin et tenter le changement grâce, justement, à sa formation intellectuelle et sociale. L'appel à la création d'une Union générale des écrivains était la pierre angulaire dans la tentative du changement tant espéré. La jeune génération des gens de lettres fut, de tous les intellectuels, la plus enthousiaste pour la création de cette union, en tant qu'expression démocratique la plus globale du mouvement intellectuel et artistique. Car, malgré l'existence de nombreuses associations littéraires, artistiques et journalistiques, leur niveau de responsabilité digne de l'écrivain ou de l'artiste laissait beaucoup à désirer.

Donc, lorsque se renouvelèrent les mots d'ordre de démocratie et de souveraineté de la loi du 15 mai 1971, l'appel à la création d'une Union d'écrivains fut relancé. Avec quelques collègues j'eus l'honneur de participer à cet appel. Il serait peut-être intéressant d'enregistrer ici quelques remarques personnelles sur les circonstances de notre appel et les conséquences qui en résultèrent.

1. Ce sont les jeunes qui furent les éléments les plus actifs dans cette tentative de changement. Notre idée partait du fait que toutes les organisations officielles et populaires des intellectuels égyptiens n'étaient qu'un amas d'éléments négatifs dont le caractère le plus saillant était l'isolement de la réalité vivante. Le *comité de la propagande et de la pensée, la société des gens de lettres, l'association de la littérature moderne, la société littéraire égyptienne* et *le syndicat des journalistes* ne sont que des formes aux importances différentes mais dont le contenu est le même : l'isolement derrière le paravent des travaux académiques, divertissants ou officiels et le manque de franchise et de courage face à notre réalité culturelle.

La plupart des écrivains de l'ancienne génération, motivés par leurs positions brillantes dans les organismes de l'État, avaient soin que les choses en restassent là, alors que la plupart des jeunes avaient intérêt au changement.

2. L'opposition déclarée à la création de l'Union avait deux expressions : la première craignait que l'Union fût un exemple identique

à celles des pays du bloc socialiste. La liberté d'expression, selon les partisans de cette opinion, ne serait pas garantie. Le docteur Louis Awad était la figure de proue de cette tendance. La deuxième se fondait sur le fait que l'Union existait déjà sous la forme de *la société des hommes de lettres* dont le conseil d'administration était composé de Saleh Gawdat, Abd Al-Aziz Ad-Dasuqi, Ibrahim Al-Wardani, Suheir Al-Qualamawi, Abd Al-Qader Al-Qutt, Abd Ar-Rahman, Ach-Charqawi, Alfred Farag et Tharwat Abazah. Yussuf As-Sebaï était le principal représentant de cette tendance.
3. Un troisième courant d'opposition trouvait son expression chez quelques anciens militants progressistes qui reconnaissaient la nécessité objective de la création d'une Union générale qui ouvrirait ses portes aux gens de lettres et à tous les écrivains des différentes spécialités, politiques, économiques et autres. Mais ils mettaient comme condition que cette union se fît dans le cadre de l'Union socialiste. Le docteur Muhammad Al-Khafif et Loutfi Al-Khouli étaient les principaux représentants de ce courant.
4. Bien que la plupart de mes confrères aient admis le principe de la troisième tendance, une certaine nonchalance condamna le projet à sommeiller dans un tiroir, jusqu'au jour où fut déclaré le programme d'action nationale; celui-ci contenait une clause indiquant qu'il était temps que l'Union socialiste arabe adoptât l'idée de la création d'Unions professionnelles pour les écrivains et les artistes. Mais cette clause resta lettre morte. Il semble que la différence entre les idées que se faisaient les deux parties sur cette Union aient empêché le projet de passer à exécution. Dans notre esprit, l'Union n'était pas un beau bâtiment ou de beaux bureaux où l'on pourrait se détendre, boire du café et bavarder sur de séduisants projets de voyage. L'Union pour nous ce n'était pas des concours formels, où on distribuerait des prix, des sourires et des verres. C'était et c'est toujours une tribune libre et une immunité démocratique pour l'écrivain. Jamais nous n'avons pensé que l'Union pouvait être à l'instar de celles des pays du bloc socialiste. Car nous savions pertinemment bien que nous n'étions pas dans un pays socialiste. Nous vivons dans une société de classes sous-développées et affairées; par conséquent des tendances idéologiques contradictoires, sous-jacentes ou déclarées, s'affrontent ou s'allient selon les circonstances. L'Union que nous voulons doit donc représenter toutes les parties nationales dont l'intérêt est de participer à la guerre sur le front intellectuel contre le colonialisme et le sionisme. Aussi, le cadre adéquat à la création de cette Union serait un congrès général des intellectuels rassemblant toutes leurs tendances et toutes leurs contradictions légitimes, et leur permettant des élections démocratiques, libres et représentatives. L'Union devrait être loin de tous les rapports officiels et indépendante à la fois de l'Union socialiste et du ministère de la Culture et de l'Information, afin qu'elle maintienne sa personnalité propre

en dehors de toute possibilité de pression du pouvoir exécutif ou «populaire». Car c'est elle qui pourrait représenter le pouvoir du contrôle populaire sur les institutions officielles de la culture et de l'information. La formule de l'indépendance n'est pas difficile à concilier avec les sources de financement, comme c'est le cas pour la magistrature, l'université et le Conseil d'État. Telle que nous la voulions, l'Union générale des écrivains devait être une tribune nationale indépendante ayant la possibilité de planifier, de légiférer et de contrôler l'application de la décision culturelle.

Quelques mois après que nos voix se furent tues, nous nous rendions compte que l'inquiétude exprimée par les jeunes écrivains se généralisait. Si elle avait disparu quelque temps, elle s'était fait sentir plus tard dans les élections ouvrières et professionnelles ainsi que dans les élections du Parlement et de l'Union socialiste. Cette angoisse se manifestait à travers les manifestations ouvrières et la grève des chauffeurs de taxis. Il ne faisait aucun doute que l'Égypte bouillonnait, que le poids de l'occupation allait certainement faire jaillir la lutte. A ce propos il est surprenant que personne, parmi ceux qui furent surpris par le mouvement estudiantin en janvier 1972, n'ait essayé de soumettre à l'analyse impartiale les différents phénomènes que connut le pays durant les derniers mois de 1971. S'ils l'avaient fait ils auraient au moins évité le choc de la surprise. Aussi, auraient-ils pu voir dans le mouvement estudiantin une expression touffue des sentiments et des idées d'autres couches sociales qui avaient précédé les étudiants; c'était les sentiments et les pensées de l'Égypte tout entière.

Les écrivains, et particulièrement les jeunes, étaient parmi ceux qui pressentirent et exprimèrent la crise avant les étudiants. Mais c'est la différence qualitative importante entre la société estudiantine, son public très large, son unité possible, ses appartenances si proches les unes des autres, sa composition homogène et la société des écrivains et des artistes qui permit à la première d'occuper une place historiquement importante sur la voie de la lutte égyptienne. Mais cette place occupée par les étudiants a permis aux écrivains, et particulièrement aux jeunes, de poursuivre leur marche nationale. Ils eurent ainsi à vivre une extraordinaire expérience aux erreurs nombreuses, et aux chances de succès très peu nombreuses; cependant cette expérience est digne d'appartenir à la tradition des luttes vaillantes de notre peuple.

2. Organisation du mouvement.

Le mouvement commença et s'acheva en dix jours; le début, ce fut le 17 janvier 1972 au matin, lorsque tombèrent des informations sur les manifestations estudiantines, leurs congrès et leurs déclarations; la fin, c'était leur manifestation dans la rue une semaine plus

tard. Durant ces quelques jours les jeunes écrivains poursuivaient les nouvelles de l'intérieur et de l'extérieur de l'université. Certains y étaient liés par leurs études en cours, d'autres par des relations et d'autres encore par un lien, plus fort que tous les autres, celui de la sueur, du sang et des larmes; c'est de ce lien que jaillit l'amour pour l'Égypte et c'est pour cet amour que l'on meurt. Les cafés *Riche, Laffas, Isaëvitch* et *l'Atelier* étaient les lieux de rencontre de tous ceux qui cherchaient des nouvelles. Les uns étaient heureux, les autres tristes ou inquiets. Mais tous se demandaient : que faire? La solution la plus facile consistait à rédiger une déclaration exprimant notre opinion; car les événements se succédaient à une folle allure. Nous écrivîmes alors quelques mots disant : «Nous, gens de lettres, artistes et écrivains nationaux, soutenons la lutte nationale et démocratique des étudiants. Nous refusons toutes les solutions capitulardes du problème national depuis la résolution du Conseil de sécurité (novembre 1967) jusqu'à toute initiative troquant la signature d'un traité de paix avec Israël contre un retrait partiel de nos territoires. Nous soutenons toutes les revendications contenues dans la déclaration du Haut Comité National des Étudiants, direction authentique du mouvement estudiantin. Nous élevons notre voix pour revendiquer la libération des étudiants détenus afin qu'ils puissent poursuivre leur lutte nationale. Vive l'Égypte! Vive la lutte du peuple égyptien!» Les collègues s'en allèrent collecter des signatures aux théâtres, dans les journaux et sur les plateaux des cinémas. En moins de vingt-quatre heures, ils avaient obtenu 90 signatures de personnalités connues et moins connues, de grands et de moins grands, d'hommes et de femmes de la gauche et de la droite. Cette liste de signataires fut comme une formulation pour un congrès national des gens de lettres et des artistes. C'est à ce moment que se fit l'accord entre gens de lettres et artistes aux générations, aux classes et aux tendances différentes pour contribuer à sauver, pour la première fois peut-être depuis vingt ans, la nation.

C'était un premier pas qui annonçait la nécessité de penser et de reconnaître les choses. Nous n'avons entrepris aucune initiative pour publier cette déclaration dans la presse comme le firent les syndicats professionnels des avocats, des journalistes, des enseignants et des ingénieurs. Pensions-nous? Rêvions-nous? Je ne puis le dire. Tout ce que je sais c'est que je proposai à mes collègues de nous réunir pour penser à haute voix au syndicat des journalistes. Le Conseil du syndicat avait publié une déclaration dans *Al-Ahram.* C'était une déclaration modérée par rapport à celle du syndicat des avocats. Ce qui incita quelques journalistes à en rédiger une autre plus courageuse. Celle-ci fut signée par plus de 150 journalistes dont moi-même. Ma proposition venait donc dans une ambiance encourageante. Yusuf As-Sébaï avait bien cadenassé *la maison des hommes de lettres* lorsqu'il sentit, ou lorsque quelqu'un sentit à sa place que quelque chose se produisait. Nous nous dirigeâmes donc vers le syn-

dicat. Mais comme la plupart d'entre nous n'étaient pas membres, j'entrai dans le bureau de mon ami et ancien collègue Saad Zaghlul Fouad, membre élu du conseil envers et contre la réaction. « Il y a avec moi, lui dis-je, des amis et des collègues qui demandent que le syndicat leur permette de se réunir publiquement et légitimement pour discuter de la situation que traverse le pays. — Tu es membre du syndicat, dit-il, tu as le droit d'inviter qui tu veux. — Non, répondis-je, je ne voudrais pas qu'ils soient considérés comme étant invités par moi. Je fais partie de leur groupe beaucoup plus que je ne fais partie du syndicat. Nous voudrions que vous nous accordiez un lieu de réunion. En voici une demande officielle que j'ai signée avec eux. Si tu contactais le doyen afin que ton acte soit officiel... » Et Saad Zaghlul téléphona à Ali Hamdi Al-Gammal et lui lut la demande. Al-Gammal fut d'une générosité exemplaire. Nous nous mîmes au travail.

La chose ne passa point sans provocation de la part de quelques journalistes effrayés ou agacés; mais notre intention était ferme. Nous nous mîmes d'accord pour tenir le lendemain une assemblée générale qui élirait un comité national provisoire. Le 25 janvier au soir plus de 50 écrivains et artistes se réunissaient pour former ce comité et compléter la brève déclaration faite l'avant-veille. Nous totalisions 116 signatures alors que le Président de la République prononçait son discours. Les membres du comité provisoire furent élus : Ahmad Abd Al-Muti Hegazi, Samir Farid, Radwa Achour, Ibrahim Mansour, Faridah Annaccah, Ahmad Al-Khamisi, Abd Al-Hakim Qasem, Sami Al-Maadawi, Awni Haykal, Raadat Al-Mihi, Sami Abd Al-Baqi, Iz Ad-Din Nagib, Muhammad Hegazi et moi-même. Nous avions pris soin que la représentation fut proportionnelle au nombre d'écrivains, de cinéastes, d'hommes de théâtre et d'artistes peintres. A minuit nous dépêchâmes notre déclaration au Président de la République, au premier ministre, au premier secrétaire du comité central de l'Union socialiste arabe et au Président de l'Assemblée nationale. Nous décidâmes d'appeler à la réunion d'un congrès général des gens de lettres et des artistes le jeudi 27 janvier en vue de procéder à l'élection du comité national permanent et de soumettre à la discussion une déclaration globale définie dans ses grandes lignes par le comité provisoire et dont la rédaction fut confiée à une commission. La réunion de ce congrès était pour nous une bonne occasion pour appeler à la création d'une Union générale des écrivains et des artistes. Trois collègues préparèrent des projets différents pour la nouvelle déclaration. Les trois projets furent transmis au comité de rédaction. Mais ils nous permirent de nous rendre compte que certains faisaient de la surenchère, que d'autres bradaient, et que d'autres encore tâchaient de maintenir l'équilibre. Toutefois ces projets mettaient tous l'accent sur le fait que la contradiction principale c'est celle qui oppose le peuple au colonialisme américain et sioniste occupant notre terre et que les autres contradictions secondaires,

même si elles ne devaient pas être ignorées, ne devaient pas prendre plus d'importance qu'elles n'en méritent, afin de ne pas nous détourner de notre véritable ennemi. Si le pouvoir lançait le mot d'ordre de la guerre, le peuple, lui, ne demandait pas plus que sa mise à exécution non pas en improvisant mais bien en préparant le pays d'une manière révolutionnaire pour une bataille décisive. Malgré les tiraillements le comité de rédaction réussit à préparer le projet de déclaration suivant :

Projet de déclaration
Premier Congrès des Écrivains et Artistes égyptiens
devant avoir lieu le jeudi 27 janvier 1972
au siège du syndicat des journalistes.

Le premier congrès des écrivains et artistes égyptiens, réuni le jeudi 27 janvier 1972 au siège du syndicat des journalistes en réponse à l'invitation adressée par le Comité national provisoire des écrivains et artistes élus le mardi 25 janvier 1972, déclare que le mouvement estudiantin commencé le 17 janvier 1972 est un mouvement national intègre et avancé, que le Haut Comité National des Étudiants est l'expression authentique du public estudiantin, que les revendications exprimées par ce comité dans le document publié le jeudi 20 janvier 1972 constituent les revendications du peuple égyptien ainsi que les nôtres que nous ne pouvions exprimer faute de moyens, que ces revendications dans leur essence ne s'opposent pas au régime politique national existant depuis le 23 juillet 1952, qu'une catégorie de l'alliance nationale ait exprimé certaines revendications à un moment donné ne constitue pas une contradiction avec les autres catégories de cette alliance, mais signifie plutôt qu'il est indispensable de rechercher des formules d'alliance plus démocratiques et plus aptes à donner à toutes les forces nationales la possibilité de mieux s'exprimer dans le cadre du Front national. D'autre part le Congrès déclare que qualifier tout mouvement populaire d'anarchique et d'inauthentique prive les couches et les classes sociales capables d'agir au niveau de la population de la possibilité d'exprimer librement ses positions politiques.

Le congrès, tout en soulignant avec insistance la nécessité absolue de l'unité nationale dans cette étape décisive de l'histoire de notre peuple, exprime sa vive indignation face aux accusations de platitude, d'intelligence avec l'ennemi et de tentatives de division de l'unité nationale portées contre le mouvement estudiantin. Aussi s'indigne-t-il des méthodes policières réprimant le mouvement estudiantin. Le Congrès pense que l'utilisation de tels procédés devait forcément conduire à la sortie des étudiants des enceintes universitaires, à la descente des forces centrales de la sécurité et aux regrettables événements du lundi 24 et du mardi 25 janvier 1972, alors que

l'ennemi israélien et impérialiste occupe une partie de notre territoire et entrave notre marche vers le progrès et le socialisme.

Le Congrès demande :

1. La libération de tous les détenus politiques, la relaxe de tout étudiant ayant participé aux manifestations et le renoncement à toute poursuite devant les conseils disciplinaires de l'université et ce, afin que tous puissent continuer leurs études sans entrave aucune.
2. Que soit refusées toutes les formes de solution pacifique : résolution 242, plan Rogers en réponse au document Yaring ; car il est prouvé maintenant qu'aucune de ces propositions ne constitue un quelconque élément de solution équitable du problème. Plus que jamais il faut insister sur le principe de ne pas céder même un pouce de notre territoire ou des territoires arabes occupés. Pas de réconciliation avec Israël, pas de négociation, pas de reconnaissance et pas de concession sur les droits nationaux légitimes du peuple palestinien.
3. La liquidation des intérêts américains en Égypte, et agir pour que ce soit de même dans toute la nation arabe en adoptant des positions fermes à l'égard de tous les pays arabes complaisants et ce, sur la base de l'affrontement déclaré que nous menons à la fois contre les États-Unis et l'ennemi israélien impérialiste.
4. Soutien total à toutes les organisations de la résistance palestinienne. Réouverture de leurs bureaux politiques et d'information. Autorisation aux Égyptiens d'adhérer aux rangs de la résistance. Autorisation à tous les imprimés de la résistance d'entrer en Égypte. Lutte contre toute tentative visant à liquider la résistance.
5. Insistance sur la transformation de l'économie égyptienne vers une économie de guerre et vers le socialisme par la consolidation de l'unité nationale et en se munissant de toutes les garanties possibles pour la victoire sur l'ennemi israélien et impérialiste moyennant les démarche suivantes :
   A. Faire supporter la plupart des charges publiques par les gros revenus.
   B. Mettre une limite au très grand écart entre les seuils minimum et maximum des salaires.
6. Mobiliser le pays totalement pour une guerre populaire de longue durée ; mais il faut aussi être éveillé et attentif à ce que cette mobilisation ne soit pas utilisée dans des visées terroristes pouvant porter atteinte à l'unité nationale ou aux exigences de la victoire.
7. Levée de la censure sur la presse, les publications, le cinéma, la radio et la télévision sauf pour tout ce qui pourrait toucher aux secrets militaires. Ces moyens de diffusion devraient cesser d'être des moyens de justification et d'abrutissement pour devenir une arme efficace dans la bataille contre l'ennemi israélien et impérialiste et dans la bataille pour le progrès, la liberté, le socialisme et

pour former un homme nouveau apte à participer activement à la construction de son pays.
8. Changement de la politique d'information et de la politique culturelle actuelle en vue d'une politique informationnelle et culturelle adéquate à l'économie de guerre et à la mobilisation totale du front intérieur.

Le Congrès décide :
1. De considérer le document estudiantin publié le jeudi 20 janvier 1972 comme un document fondamental éclairant le Comité national des écrivains et artistes élu au cours du présent congrès.
2. De confier au Comité national des écrivains et artistes la tâche de procéder à la création d'une Union générale pour les écrivains et les artistes. Les événements des derniers jours ont apporté la preuve que l'absence d'une telle organisation constitue une entrave à l'accomplissement par les écrivains et les artistes de leurs tâches à l'égard de la nation.

Le Premier Congrès des Écrivains et des Artistes égyptiens
(27 Janvier 1972)

Nous adressâmes des invitations à la plupart des écrivains et des artistes pour assister au congrès en dépit des menaces et provocations de quelques journalistes effrayés par nos démarches. L'un d'eux nous menaça d'appeler la police pour nous évacuer par la force. Mais le petit groupe de jeunes enthousiastes fit preuve de courage et de persévérance. Nous nous étions répartis en petits groupes afin d'être présents au siège du syndicat 24 heures sur 24 et afin de poursuivre le travail et de suivre les événements au fur et à mesure. Pourtant la grande majorité d'entre nous était constamment présente. L'un écrivait un poème, l'autre calligraphiait, le troisième copiait la déclaration, le quatrième préparait un journal mural, le cinquième, le sixième et le septième adressaient jour et nuit des invitations pour le congrès. Et nombreux étaient ceux qui imposaient leur volontariat sans être membres du comité provisoire. Parmi nous il y avait aussi des éléments de l'ancienne génération, aussi intègres et enthousiastes : Michel Kamel, Adib Dimitri, Abd Al-Monim Al-Qassas et autres. Il nous soutenaient, tentaient de résoudre nos problèmes avec le syndicat, nous conseillaient modestement. S'il y avait des provocations parmi les journalistes, il y en avait aussi pour nous apporter leur soutien.

Jusqu'à cinq heures de l'après-midi les choses paraissaient aller de leur train normal; nous étions déjà allés, quelques collègues et moi-même, à l'exposition du livre afin de profiter de l'inauguration pour adresser le maximum d'invitations possibles. C'était pour nous une chance de rencontrer un grand nombre d'écrivains et d'artistes. Mais quelle fut ma surprise lorsque quelqu'un vint me chuchoter que le syndicat venait de décider l'interdiction de la réunion du congrès

dans ses locaux, et qu'il n'y avait d'autre solution que l'ajournement; car il était impossible de trouver un autre local en moins de deux heures. Il était clair que le plan inverse mûrement préparé consistait à nous laisser en paix jusqu'à la dernière minute. Nous commencions déjà à recevoir les invités. C'était une scène à la fois triste et extraordinaire. Car plus de deux cents écrivains et artistes étaient là, sincèrement désireux d'agir. C'était au-dessus de ce que l'on attendait. Il fallait pourtant présenter des excuses. Que pouvions-nous faire sinon leur dire la vérité? On venait d'ailleurs d'afficher la décision sur le tableau du syndicat. Pendant deux heures nous n'avons cessé de recevoir les arrivants, de discuter avec eux et de leur dire que nous remettions la réunion à une date ultérieure. Nous finîmes par nous disperser. Certains considéraient l'expérience terminée; d'autres décidaient de recommencer mais sous d'autres formes. Les uns étaient gagnés par le désespoir, les autres relevaient le défi et continuaient à réfléchir seuls ou avec les autres. Pour ma part, les choses pouvaient se résumer ainsi :

1. Si les syndicats des journalistes, des avocats et des enseignants réussirent à rendre publiques leurs opinions, c'est parce qu'ils jouissaient d'une personnalité matérielle et morale. Ce qui manquait aux gens de lettres et aux artistes c'était justement cette personnalité pouvant donner son expression dans une Union générale. Notre démarche première à recommencer était de faire de l'appel à la création de cette Union, une action nationale soutenue par la volonté et surtout par la conscience que nous ne pouvions rien faire sans une tribune.
2. Si malgré sa splendeur l'expérience échoua c'est parce que l'improvisation en était le caractère dominant, contrairement au mouvement estudiantin dont le contexte démontra la précision de la préparation. L'improvisation était en fait la raison principale du caractère éphémère du rassemblement et de l'absence d'un minimum d'homogénéité intellectuelle et organisationnelle. Seul un sentiment national constituait la force centripète du mouvement, alors que «la menace de frapper» en était la force centrifuge. Le travail était mené d'une manière telle que les critères de stratégie et de tactique se confondaient. Le tâtonnement, par conséquent, était le caractère manifeste de la préparation au congrès.
3. Les jeunes gens de lettres étaient et sont toujours le nerf principal de toute tentative sérieuse sur la voie d'une révolution culturelle globale. Les générations plus âgées pourraient dans les meilleurs des cas protéger ou encourager; mais elles sont incapables de faire face ou de heurter.

Pourtant, et du fait que le mouvement de l'université intégrait profondément l'essence même de l'étape nationale que nous traversions, les grands hommes de lettres ne cessaient de penser et de réfléchir. L'article du docteur Louis Awad : *Rapport sur la question égyptienne,* publié dans *Al-Ahram* du vendredi 21 janvier 1972, fut

comme un tract politique. Il fut rediffusé par les étudiants pendant toute la journée sur les circuits internes de l'université. En effet, l'espoir de tenir le congrès ayant été perdu, il était normal que Louis Awad, Tewfiq Al-Hakim, Hussein Fawzi, Nagib Mahfuz et Ahmad Baha Ad-Din tentassent d'apporter par leur notoriété un soutien au mouvement estudiantin, et au mouvement national en général. Pour ce faire Louis Awad prépara un projet de déclaration à faire signer par les cinq auteurs et à publier dans *Al-Ahram*. En voici le texte :

Après avoir fait l'exposé des événements et des déclarations survenues lors du mouvement estudiantin durant le mois de janvier 1972 nous sommes parvenus aux conclusions suivantes :

1. Le mouvement estudiantin est dans son fond un mouvement national dont on ne peut mettre en doute l'intégrité. Il est né pour l'Égypte et ne vise qu'à libérer l'Égypte de l'occupation israélienne et à revendiquer la préparation de l'Égypte tout entière à l'affrontement décisif avec l'ennemi israélien. Si les revendications et les appels des étudiants sont entachés de quelques erreurs ou de quelques écarts dans la pensée ou dans l'expression, ceci est dû à l'enthousiasme de la jeunesse et à sa précipitation ou à un manque d'expérience politique et non à un manque d'intégrité nationale.

2. Sans vouloir intervenir dans l'enquête menée par la magistrature, nous affirmons que la présence d'une trentaine de meneurs parmi des dizaines de milliers d'étudiants égyptiens ne peut en aucune façon suffire à expliquer l'unanimité du public des jeunes. Considérer cette expression d'angoisse quant à l'avenir du pays comme une conséquence due à une action de meneurs, cela reviendrait à considérer la fine fleur de la nation comme si elle n'était que des moutons de Panurge. Il faut interpréter le soulèvement de nos enfants par l'existence de véritables raisons nationales, de problèmes objectifs authentiques auxquels il faut faire face ouvertement et courageusement au lieu de recourir à la répression. La patrie est une propriété commune au gouvernant et aux gouvernés. Et il est du droit de tout citoyen d'être inquiet quant à l'avenir de son pays et d'exprimer cette inquiétude d'une manière suffisamment pacifique pour que la voix en parvienne aux détenteurs du pouvoir.

3. Bien que nous regrettions quelques excès de parole au sein du mouvement estudiantin, nous saluons l'extraordinaire esprit pacifique dont le mouvement a fait montre. Il a été exempt de toute action de violence ou de sabotage. Nos enfants apportent ici la preuve qu'ils sont socialement majeurs et donnent l'exemple du respect de l'ordre et de l'esprit authentique de démocratie.

4. En conséquence nous en appelons à l'indulgence de la puissance au pouvoir pour ordonner aux responsables du maintien de l'ordre public de clore le procès et de mettre les détenus en liberté. Car lorsque se confondent appréciations et motivations, les garan-

ties de la justice doivent passer au-dessus des jugements des individus et au-dessus de leur capacité à faire la distinction entre juste et injuste. Nous en appelons à la puissance au pouvoir pour orienter les responsables de la sécurité politique et sociale vers un dialogue avec nos enfants les étudiants, au lieu de recourir à la répression et au muselage. Nos enfants sont le trésor et le bagage de notre pays lorsque viendra le jour difficile.

Vive l'Égypte libérée des usurpateurs!

Vive l'unité du sommet et de la base pour la libération de l'Égypte!

Vive le grand peuple égyptien!

Ce projet n'eut pas la chance d'être publié. Mais la tentative met en lumière de la façon la plus éclatante le rôle des intellectuels égyptiens dans les événements de leur pays. Si l'expérience affirme que les jeunes gens de lettres sont à l'avant-garde de la lutte des intellectuels, elle affirme aussi, mais d'un autre point de vue, que la lutte nationale en Égypte a besoin de toutes les forces capables «de faire quelque chose» quels qu'en soient le volume, les moyens d'expression ou la façon de le penser. L'expérience de janvier 1972 n'était qu'un pas sur la voie d'une révolution culturelle déjà en fermentation; elle n'avait besoin que d'une organisation capable de rassembler et d'unir la pensée. *L'Union des Écrivains* était un impératif urgent pour la création d'une telle organisation.

3. La lutte continue.

Le 9 juillet 1972, vers midi, dans les plus importantes rues du Caire un cortège d'environ soixante-dix jeunes et moins jeunes personnes marche tristement. Quelques-uns portaient des pancartes ou des gerbes entourées de rubans bleus. Sur les pancartes comme sur les rubans on pouvait apprendre que ce groupe célébrait des funérailles pour un «absent».

L'absent était assassiné 24 heures plus tôt alors qu'il mettait en marche le moteur de sa voiture garée dans le parking souterrain de l'immeuble où il habitait. C'était sur une colline littorale située à l'est de Beyrouth. C'était à Al-Hazimiyyah. Les explosifs dont on avait soigneusement truffé le moteur ont complètement déchiqueté l'homme ainsi que sa nièce s'apprêtant tous deux à sortir en voiture. S'il n'est resté des victimes que quelques morceaux de chair, on a pu trouver par contre une petite carte sur laquelle était écrit clairement : «Avec les salutations d'Israël».

Le monde arabe fut secoué ainsi que toutes les forces militant pour la liberté, la paix et le progrès par l'ignoble et barbare assassinat de l'écrivain et militant palestinien Ghassan Kanafani. Les petites cartes de visite israéliennes arrivaient aussi par la poste au cœur de Beyrouth. Elles touchèrent par leurs explosions l'historien Anis

Sayegh, à l'époque directeur du centre des recherches palestiniennes, et l'écrivain et homme politique Bassam Abou Charif qui avait remplacé Ghassan Kanafani à la direction de la rédaction de *Al-Hadaf,* organe du Front populaire de la libération de la Palestine. Les criminels parvinrent même à assassiner dans leurs domiciles au début de 1973 trois des plus grands leaders de l'O.L.P., Youssouf et Kamal Adwan et Kamal Nasser et ce dans une sanglante opération de pirates qui n'a d'égale que celle dont l'aéroport de Beyrouth fut la victime en 1968. Les agressions terroristes de la part d'Israël contre la résistance palestinienne constituaient un préambule à l'affrontement armé entre l'armée libanaise et la résistance palestinienne en mai 1973; celui-ci faisait partie du plan qui a commencé avec le septembre jordanien de 1970 et qui n'a pas pris fin avec la guerre du Liban en 1975-1976 et l'occupation du Sud en 1978. Ghassan Kanafani représentait dans la littérature et pour le militantisme arabes modernes le symbole de toute une génération. Comme le soulèvement des étudiants en Égypte commença par une semaine palestinienne, comme aucune de leurs déclarations ne manquait de souligner leur attention à l'égard de la résistance palestinienne et le lien entre la libération du Sinaï et celle de la Palestine à travers un destin commun, comme toutes ces manifestations sous le titre implicite de l'arabité de l'Égypte, la mort de Ghassan Kanafani donna le départ pour la poursuite du mouvement des intellectuels égyptiens. Du café *Riche* près de la place Tal'at Harb partit ce cortège silencieux pour se diriger vers le siège du syndicat des journalistes. Les organisateurs de ces funérailles symboliques n'avaient pas demandé l'autorisation aux instances de sécurité. Il y eut des embouteillages. La police était devant le fait accompli. Une foule dense et silencieuse se formait sur les trottoirs. A peine arrivés à la rue Abd Al-Khaleq Tharwat, près du syndicat des avocats, les hommes de la police secrète nous attendaient déjà. Youssouf Idris, au nom de tous les participants au cortège, s'avança pour demander des explications. Ils voulaient savoir le reste du programme, Idris leur répondit que nous avions l'intention de faire une veillée funèbre. Les funérailles symboliques en Égypte devaient être célébrées en même temps que les funérailles proprement dites, à Beyrouth. Nous annoncions aussi à la police notre intention de publier des condoléances collectives dans les journaux. Après quatre heures de négociations difficiles, les forces de sécurité interdirent les funérailles; la presse, elle refusa de publier notre brève déclaration. Il me souvient à ce propos que le docteur Louis Awad me demanda de lui prêter les œuvres de Ghassan Kanafani dont on ne connaissait en Égypte que la précoce *Littérature de la résistance dans les territoires occupés* et *La littérature sioniste.* Le docteur Awad eut une grande admiration pour l'œuvre romanesque de l'écrivain palestinien. Il s'apprêtait à rendre compte de ces œuvres dans *Al-Ahram,* lorsque la direction de la rédaction, sans raison apparente, s'excusa ne pouvoir publier une telle étude. Plus tard, nous

apprîmes que la position du régime à l'égard de l'organisation palestinienne à laquelle appartenait Ghassan Kanafani était à l'origine de cette interdiction. Nous donnons ici le texte de notre déclaration censurée :

Après que certains parmi nous eurent manifesté dans un cortège silencieux leur indignation pour l'assassinat barbare et atroce de l'écrivain martyr Ghassan Kanafani, nous, écrivains, intellectuels et artistes égyptiens appelons solennellement les écrivains du monde entier, les hommes libres et honnêtes à prendre à l'égard des crimes sionistes et impérialistes la position digne de tout homme civilisé, à exprimer leur indignation pour ce crime atroce et à se ranger au côté des intellectuels arabes contre les crimes des néo-nazis et pour la défense des valeurs humaines. L'assassinat de Ghassan Kanafani n'est qu'un premier pas sur la voie de l'évacuation du contenu moral et humain de la révolution arabe en vue de réprimer le peuple arabe dans son âme, de liquider ses forces et de l'obliger à s'agenouiller devant les conquérants impérialistes israéliens et américains. Écrivains de tous les pays, soutenez-nous contre le néo-nazisme.

Cette déclaration fut signée par 73 écrivains égyptiens dont Michel Kamel, Abou Seif Youssouf, Louis Awad, Loutfi Al-Khouli, Muhammad Anis, Youssouf Idris, Rifaat As-Said, Ibrahim Mansur, Amal Dounqoul, Mourad Wahba, Salah Isa, Fathi Abd Al-Fattah, Muhammad Odah, Amir Iskandar, Nagib Sourour, Izzat Amer, Magid Toubia et les artistes peintres Muhyi Ad-Din Al-Labbad, Hassan Soulayman et Moustapha Ramzi.

Les membres du corps enseignant des universités et des instituts supérieurs avaient publié une note collective qui coïncidait avec les événements estudiantins. Cette note disait :

1. Nous remarquons que le pays ne se trouve pas actuellement dans la lutte effective. Lorsque la bataille aura lieu, la division et les schismes cèderont la place à la fusion de tous en un seul mouvement. Pour le moment il est normal que les opinions soient multiples et contraires.
2. C'est l'intérêt même pour la bataille qui porte la jeunesse à s'opposer à de nombreux phénomènes que l'on pourrait considérer comme n'étant pas à la hauteur d'une conduite indispensable dans une société s'apprêtant à livrer une bataille décisive. Si se préparer à la bataille implique la complaisance à l'égard des erreurs, cela voudrait dire que l'on s'en sert pour dissimuler des erreurs.
3. Il est impossible de déterminer la limite entre le fait d'émettre une opinion opposée aux points de vue officiels et ce que l'on appelle « mettre des rumeurs en circulation ». Si les dires des gens servent à leur demander des comptes et à les sanctionner, la plupart parmi eux pourraient s'exposer à de telles accusations. Quant à émettre des opinions sous forme écrite (journaux muraux, distribution de déclarations), c'est dans les circonstances actuelles une conséquence directe de la non-satisfaction d'une revendication

chère à tout intellectuel à savoir la levée de la censure. Si la liberté de l'opinion et de la presse était garantie, déclarations et tracts secrets ou publics n'auraient aucune raison d'être.

4. Le détonateur des derniers événements est dû à la manière provoquante dont la presse a annoncé l'arrestation et la mise en accusation de certains étudiants. Non contente de cela, la presse a en outre donné du mouvement estudiantin une image contraire à la vérité. Elle alla même jusqu'à dresser des accusations que nous croyons non fondées. Selon elle des professeurs auraient été agressés par des étudiants. Faut-il rappeler qu'une telle accusation a toujours été adressée tout au long de notre histoire et de celle d'autres pays contre d'honnêtes citoyens?

5. Le mouvement estudiantin de janvier 1972 à nos jours ne doit pas être considéré isolément de la situation générale que traverse le pays tant en ce qui concerne le problème de la libération qu'en ce qui concerne l'absence de démocratie.

Cette déclaration, dont nous venons de donner le résumé, fut signée par 52 enseignantes et enseignants dans les différentes universités et instituts supérieurs en Égypte. Parmi les signataires, il y avait des doyens de facultés et des chefs de sections. Le texte intégral fut publié dans le magazine libanais *Al-Balagh* du 19 février 1973. En fait les professeurs d'universités constituaient un important secteur du mouvement de l'opposition menée par les intellectuels en dépit des tentations et des menaces (tentations des postes ministériels et menaces de licenciement).

La police avait arrêté la journaliste Sapinaz Kazem en janvier 1973. Elle avait participé avec les étudiants à l'occupation des locaux. Samir Tadrus, journaliste, avait été arrêté à la même époque à l'aéroport du Caire. A la veille de janvier 1973 la police secrète avait aussi arrêté plus de 400 écrivains, journalistes, ouvriers, étudiants et avocats parmi les éléments démocratiques. L'alliance entre étudiants et cadres professionnels était plus soudée que l'alliance avec les ouvriers. Mais les charges contre les intellectuels ne tenaient pas debout, la plupart étant inspirées des rapports des services secrets. C'est pourquoi les tribunaux ordonnaient la relaxe; mais le Président de la République, lui, recourait le plus souvent à son droit de s'y opposer. Nombreux furent ceux qui étaient gardés à vue pour avoir manifesté un soutien aux étudiants, lu un poème, possédé des œuvres de la littérature de résistance, donné une conférence à l'université ou organisé une réunion contestataire aux syndicats des journalistes, des avocats ou des ingénieurs. D'où l'action subite de Tewfiq Al-Hakim, Nagib Mahfuz et Louis Awad. En fait ils agissaient sous la pression des intellectuels égyptiens. Le 8 janvier 1973, en la présence de Youssouf Idris, Ibrahim Mansur et moi-même, Tewfiq Al-Hakim écrivit cette déclaration dont nous donnons ici le texte intégral pour l'importance exceptionnelle qu'elle revêt.

Déclaration des écrivains et des gens de lettres

Par le sentiment de notre responsabilité historique, par la confiance en notre peuple, par l'estime que nous portons au patriotisme du chef de l'État et par notre croyance en sa capacité de diriger le pays à travers les chemins semés d'embûches nécessitant la sagesse et la perspicacité de la pensée afin d'éviter à la nation les conséquences de la dérive et de la mener là où elle peut reprendre ses forces et s'épanouir dans l'affirmation de son identité, nous, écrivains et gens de lettres signataires de la présente déclaration, trouvons qu'il est de notre devoir d'aider les institutions de l'État, à partir de la fonction que nous occupons dans la société, et de participer avec elles à la recherche de la vérité sur l'état de trouble manifeste dans les événements en cours.

Le propre de l'écrivain et de l'homme de lettres, de par sa mission au sein de la nation, est d'en révéler les latences et d'en sonder la conscience, alors que le propre de la presse est d'en savoir les nouvelles, et en ce qui concerne les organismes officiels d'en pourchasser les vérités sur la base de faits bien précis qui pourraient n'être qu'un symptôme d'un mal occulte, ou la fumée d'un feu caché sous les cendres. Il nous incombe donc, écrivains et hommes de lettres, de compléter l'image et de fournir l'aide pour mettre au jour ce qui gronde au fond de la nation et dans sa conscience; action faite non pas par souci d'apporter un complément à celle qui est menée par les autres institutions, mais surtout par crainte que cet état de bouillonnement dans l'esprit des gens soit négligé; ce qui pourrait mener à l'éclatement et aux catastrophes. Car il ne fait aucun doute que le pays gronde intérieurement et de manière éclatante pour qui voudrait voir. Tous les gens ne trouvent peut-être pas d'explication à leur angoisse; les plus simples, les innocents parmi les jeunes pourraient avancer différentes raisons sans trop d'examen; ils pourraient les répéter dans leurs conversations ou les mettre dans leurs publications. Explications, revendications et protestations peuvent paraître dans leur majorité superficielles, immatures ou inexpliquées. Mais la vérité, dont on ne peut douter, est qu'ils sont tous inquiets pour une raison vague et qu'ils ne peuvent supporter plus longtemps ce sentiment d'errance. Quelle est l'origine de ce sentiment d'angoisse, de trouble et de désarroi? La raison la plus importante consisterait dans l'invisibilité du chemin devant eux. Crier à tout moment le mot «bataille», dire que la bataille est le seul chemin aurait pu être une réponse à leurs interrogations et un chemin visible.

C'est sans doute ce que l'État a voulu apporter comme réponse, afin d'éclairer la voie obscure de la vérité.

Mais les jours passent. Le mot «bataille» devient un terme au sens vague, aux limites indéfinies et dont les éléments restent à analyser... Un terme mille fois répété. Du matin au soir ce mot est répété sur tous les tons dans les chansons, dans les hymnes, dans les discours, dans les slogans au point de perdre toute sa force, toute son

efficacité et même tout son sens. Les jeunes ne peuvent plus avaler ce mot mille fois mâché, mais ils n'osent pas non plus le recracher. Ils sont décontenancés. Le chemin du futur, encore une fois, est bouché ; d'où le sentiment de détresse.

La jeunesse est la partie la plus sensible de la nation. Plus que les autres, elle est intéressée par l'avenir. Mais elle ne voit qu'un sombre avenir. Les jeunes étudient pour obtenir des diplômes qui les précipitent sur le sable de la frontière. Ils oublient ce qu'ils ont appris et ne trouvent pas face à eux l'ennemi pour se battre avec, ceci aussi est une forme de perte.

Les autres citoyens vivent une situation non moins difficile. La vie est pénible, les services publics mauvais; le manque, la négligence et la complaisance se dissimulent derrière la bataille, en attendant la bataille et pour la bataille, au point que tout devient une vaste comédie provoquant la colère et le dégoût général. Ce ne sont là que quelques éléments de la conscience de la collectivité ces jours-ci.

Il faut une solution rapide à cette situation. Et il n'y a de solution que dans la véracité. C'est elle et elle seule qui mettra fin à la perplexité et à la confusion générales. Le peuple voudrait bien être convaincu de quelque chose. Pour le calmer et le convaincre il faut lui exposer clairement la vérité.

Ceci nécessite de remettre en question, en vue de les changer, quelques procédures courantes dans l'État d'aujourd'hui. Il est indispensable que soient garanties les libertés d'opinion, de pensée, de discussion et d'exposition, afin que la lumière soit faite sur tout ce qui préoccupe la nation. Que ceci se fasse d'abord dans le cadre des institutions puisque nos circonstances actuelles exigeraient le secret; mais aussi à condition que l'État n'ait pas d'idées préconçues qu'il imposerait à ceux qui font autorité par leur opinion en les obligeant à en être les hérauts. L'État devrait être le dernier à émettre des opinions et il ne devrait le faire qu'après avoir sérieusement été à l'écoute de l'opinion de l'Égypte libre. Son opinion doit être celle du peuple et de ses représentants. L'État n'a pas à formuler des opinions et des mots d'ordre qu'il impose au peuple par la suite.

Il est temps, dans ces circonstances pénibles, que l'État s'allège de trop de charges, de trop de responsabilités. Il est temps qu'il s'en remette à la responsabilité de la nation.

Ceci est dans son intérêt et pour le préserver devant l'histoire.

Cette déclaration fut signée par certains parmi les grands écrivains d'Égypte. Le nom de Tewfiq Al-Hakim en était la première immunité. Rapidement, le document fut polycopié en vue d'en adresser les exemplaires au premier ministre, au premier secrétaire de l'Union socialiste, au Président du Conseil du peuple (le Parlement), à la commission parlementaire chargée d'enquête, aux directeurs des universités, aux syndicats professionnels et à la presse avertie de ne pas publier.

4. Quatre fins pour un voyage.

Le lendemain, le 9 janvier 1973, le quotidien libanais *Al-Anwar* publiait à la une et dans son intégralité la déclaration des écrivains et des gens de lettres égyptiens. Le journal reproduisait 12 noms parmi les 43 signatures, représentant les plus importants écrivains des différentes générations et tendances (même Tharwat Abaza, l'écrivain de droite connu, avait signé la déclaration). A cette époque le journal *Al-Anwar* était très proche du régime égyptien. La nouvelle fut reprise et retransmise par les agences de presse. Elle le fut assez rapidement pour plusieurs raisons : d'abord parce qu'elle a été révélée par un journal sympathisant, donc elle ne pouvait être que sûre. Deuxièmement parce qu'elle était le premier acte d'opposition venant d'écrivains, à la tête desquels se trouvaient des personnalités qu'on ne pouvait qualifier de gauche. Troisièmement parce que la déclaration fut publiée hors d'Égypte, ce qui prouvait que même «les grands écrivains» ne pouvaient s'exprimer librement chez eux. Quatrièmement parce que l'ensemble des réserves émises dans cette déclaration rejoignait en beaucoup de points les déclarations des étudiants et les soutenaient.

Les instances officielles en Égypte tempêtaient entre la déclaration, ses auteurs et le journal qui la publia. Il était normal que Tewfiq Al-Hakim éprouvât une colère révoltée à cause de cette fuite. Il était difficile de dicter la déclaration par téléphone à Beyrouth. Comme le confrère libanais Talal Salman, rédacteur à *Al-Anwar,* se trouvait au Caire au moment des événements et avait remarqué que j'étais très près de ce qui se passait au bureau de Tewfiq Al-Hakim, que j'y participais, il me demanda de faire l'impossible pour obtenir une copie de la déclaration. C'était effectivement impossible, car les exemplaires étaient en nombre limité et connu. Mon bureau se trouvait tout près de celui de Al-Hakim, je la copiai moi-même, en choisis quelques signatures et la donnai à Talal Salman chez moi. Il partit de chez moi directement pour l'aéroport et put ainsi arriver à temps pour l'édition du lendemain. Il advint ce qu'il advint, mais les propriétaires de *Al-Anwar* ne se rendirent sans doute compte de l'importance de la déclaration qu'après sa publication et les réactions qu'elle suscita au Caire. Le journaliste actif et patriotique ne manqua pas d'en subir les conséquences de la part de ses patrons ainsi que de la part du Caire.

Le 10 janvier 1973, le Président Sadate convoqua en urgence les directeurs des journaux. Il les admonesta durement pour leur « négligence ». Il fit état de la déclaration de Tewfiq Al-Hakim (selon son expression), en cita quelques paragraphes et releva quelques signatures d'une manière non dénuée de menaces.

Le quatrième jour, le 11 janvier 1973, le docteur Abd Al-Qader Hatem, vice-premier ministre et ministre de la Culture et de l'Information, demanda à Tewfiq Al-Hakim, Nagib Mahfuz et Tharwat Abaza de le retrouver le lendemain à 13 heures à son bureau. Les trois écri-

vains nous dirent qu'ils avaient répété devant le ministre le contenu de la déclaration après lui avoir assuré qu'ils n'avaient aucune responsabilité dans sa publication. Jamais on ne pourra infirmer ou confirmer cette déclaration commune tant qu'un des trois n'aura pas décidé de dire le contraire.

Mais l'événement qui se produisit par la suite provoqua plus d'une interrogation; une campagne «maccarthienne» fut déclenchée contre le rédacteur en chef d'*Al-Ahram* et contre Tewfiq Al-Hakim. Certains les accusèrent de communisme. Le quartier général de la campagne était les bureaux et les organisations de l'Union socialiste.

Moins d'un mois après la publication de «la déclaration», le 4 février 1973, les journaux du matin *(Al-Ahram, Al-Akhbar, Al-Gumhuriyyah)* offraient aux lecteurs, à la une, un encadré sous le titre *Radiation de 64 membres de l'Union socialiste* et le sous-titre *Le comité disciplinaire a pris la décision à la suite de trois heures de réunion*. Publiée sur trois colonnes, la formule de la décision disait : «Le comité disciplinaire de l'Union socialiste vient de décider de radier de ses listes de membres actifs 64 parmi les membres de l'organisation politique». L'encadré citait 64 noms d'écrivains et de journalistes parmi les plus brillantes figures de la presse égyptienne appartenant aux différentes tendances, nassériens, marxistes et démocrates indépendants. On remarqua que les noms étaient cités avec les deux et parfois trois patronymes. On apprenait ainsi que Louis Awad s'appelait Louis Hanna Khalil Awad, Muhammad Odah, Muhammad Abd Al-Fattah Ahmad Odah et ainsi de suite. Cela prouvait que la liste provenait des services d'enquête de la police secrète. L'un des paradoxes les plus frappants fut que certaines personnes radiées n'étaient ni membres de l'Union socialiste, ni non plus du syndicat des journalistes. Une note explicative jointe à la liste disait : «Il est connu que la radiation des listes de membres actifs de l'Union socialiste a pour conséquence la radiation de toute organisation syndicale, de tout conseil d'administration, de toute unité de l'Union socialiste et de toute organisation politique. Elle a aussi comme conséquence de mettre fin à l'exercice de toute profession nécessitant d'être membre actif de l'Union socialiste, tel le cas des journalistes, et ce, en application du statut du syndicat des journalistes. Un journaliste radié de la liste n'a donc pas le droit de se considérer comme exerçant sa fonction, puisque cela nécessite d'être préalablement membre actif de l'Union socialiste. L'organisation de presse qui l'emploie devra donc le mettre à la retraite anticipée. Le comité disciplinaire est en réunion permanente pour l'examen d'autres cas.»

Les Égyptiens, bien que n'ayant jamais entendu parler de comité disciplinaire de l'Union socialiste, se rendirent compte qu'il s'agissait d'un curieux tribunal disciplinaire où l'accusé n'était jamais convoqué, et ne pouvait par conséquent user du droit de défense soit en

personne, soit par l'intermédiaire d'un avocat. C'était quelque chose qui pouvait ressembler aux tribunaux d'inquisition connus en Europe au Moyen Age, dont les jugements étaient sans recours. Les Égyptiens ne manquèrent pas de réfléchir sur les noms des membres de ce tribunal : Hafez Badawi, Président du Conseil du Peuple, ancien Président du tribunal qui avait consacré le putsch du 14 mai 1971 par des condamnations à la peine capitale et à la prison à perpétuité contre les responsables démissionnaires, ancien avocat de province, versificateur de dernier ordre, Muhammad Hamed Mahmud, Ahmed Abd Al-Akher, Ahmad Kamal Abou Al-Magd, Youssouf Makkadi et Muhammad Uthman Ismaïl. L'agence de presse du Moyen-Orient n'oublia pas de joindre à la diffusion de cette mesure, pour le moins curieuse, une déclaration d'un porte-parole officiel soulignant que le rapport de la commission d'enquête du Parlement fait état d'écrivains et de journalistes qui seraient les manipulateurs des derniers mouvements estudiantins. Certains parmi eux, toujours selon le porte-parole officiel, fournissent à la presse et aux agences de presse étrangères des informations mensongères, et signent des déclarations trompeuses publiées à l'étranger en vue de montrer le pays comme secoué par l'instabilité et le désordre.

Le 7 février 1973, une deuxième liste de radiation fut publiée. Elle contenait 15 noms de journalistes et écrivains, hommes et femmes. Elle fut suivie quelque temps plus tard par une troisième liste qui, cette fois-ci, ne mettait pas les condamnés à la retraite, mais elle les mutait au bureau des informations, ce qui n'était qu'une autre façon de mettre les gens sur une voie de garage. L'ensemble des trois listes totalisait 111 écrivains et journalistes parmi les meilleurs éléments du travail intellectuel, littéraire, artistique et journalistique en Égypte, depuis Ahmad Baha Ad-Din, Louis Awad, Loutfi Al-Khouli, Michel Kamel, Youssouf Idris, Alfred Farag et Muhammad Odah jusqu'aux plus jeunes générations de romanciers, de peintres, de speakers et de présentateurs à la télévision. On avait dit aussi qu'une liste d'enseignants universitaires était en cours de préparation. Mais les événements se précipitaient à un rythme effréné. Les Égyptiens, au temps de Nasser comme au temps de Sadate, s'étaient accoutumés à la répression de la liberté d'opinion et d'expression. Depuis l'affaire de l'université en 1954 où un grand nombre de professeurs avait été congédié par un simple décret du Conseil de la révolution, depuis l'affaire du syndicat des journalistes, la même année, où les anciennes listes des membres actifs avaient été annulées pour permettre par une nouvelle inscription une opération de filtrage, depuis l'expulsion de leurs journaux des grandes figures nationales et progressistes, Muhammad Mandur, Abd Ar-Rahman Al-Khamisi et autres, et leur mutation dans des sociétés de bois, de chaussures, ou de poissonnerie, jusqu'à l'arrestation ou la condamnation à l'errance des fondateurs de la radio et de la télévision dans l'affaire de mai 1971, les Égyptiens ne s'étonnent plus. Mais si les derniers événe-

ments n'étaient pas tout à fait nouveaux pour eux, à cause de leur poids et du fait qu'ils se soient produits sous l'égide de «la souveraineté de la loi», ils n'étaient plus supportables. Car l'État étant le patron de tous les organes de presse, la condamnation de 111 écrivains n'avait qu'un seul sens : c'était les condamner pratiquement à la mort et condamner en même temps la presse à la dégradation, et la pensée égyptienne à l'émigration, au suicide ou à la folie.

Cette première étape dans la marche de la révolution culturelle égyptienne eut quatre conséquences :

L'émigration collective de la fine fleur des intellectuels nationaux et démocrates égyptiens vers Beyrouth, Bagdad, Koweit, Alger, Paris ou Londres. Des écrivains, des journalistes, des universitaires, des peintres, des acteurs, des réalisateurs, hommes, femmes, jeunes et âgés se réclamant de différentes doctrines et tendances politiques quittèrent le pays.

Le 22 mars 1973 l'*Ahram* reproduisait à la une une grande photo du Président Sadate saluant Tewfiq Al-Hakim. La légende disait : Le Président de la République a reçu Tewfiq Al-Hakim en compagnie du docteur Hatem pendant une demi-heure. Le Président a eu ensuite un tête-à-tête avec le grand homme de lettres, qui dura une heure et demie, à la suite de quoi Tewfiq Al-Hakim déclara, dans une formulation ayant le caractère d'une déclaration commune, que le Président «considérait la nouvelle édification de l'Égypte comme base de soutien à notre force militaire. Cette nouvelle édification devra rassembler tous les efforts, faire oublier toutes les divisions confessionnelles, doctrinales ou sociales. Tous sans discrédit doivent participer à l'édification et à la production utile au citoyen. Tous doivent revenir aux bras de la nation égyptienne et pour la construction d'une Égypte victorieuse, civilisée et puissante». Les observateurs avaient remarqué que Tewfiq Al-Hakim et Nagib Mahfuz avaient été «exceptés des mesures du comité disciplinaire». Mais ces observations, après la photo d'*Al-Ahram,* ne manquèrent pas de souligner l'importance des faits suivants :

A. C'est à ce moment précis que le Congrès des gens de lettres arabes avait lieu à Tunis. L'union des Écrivains libanais avait soumis à la réunion le problème des écrivains égyptiens. C'est alors que Youssouf As-Sebai, Président de la délégation égyptienne, brandit ce numéro d'*Al-Ahram* pour assurer les congressistes que tout était revenu à la normale. A son retour, il fut nommé ministre de la Culture et de l'Information.

B. Tewfiq Al-Hakim sortit de sa gibecière, peu après sa rencontre avec le Président, son fameux cahier *Le retour à la conscience.* Avec beaucoup de dextérité et d'intelligence, il le fit d'abord passer à la dactylographie. Puis quelques amis (entendez Tharwat Abaza) «se portèrent volontaires» pour le passer au stencil, comme s'il s'agissait d'un tract clandestin, avant d'être publié en

livre à Beyrouth d'abord, au Caire ensuite. Tewfiq Al-Hakim reconnaît avoir perdu la conscience durant toute la période nassérienne, que cette conscience lui est revenue dernièrement... Tewfiq Al-Hakim, dans ce cahier, donne le feu vert à l'attaque contre la période nassérienne sous tous ses aspects, négatifs et positifs, et sous prétexte d'ouvrir les dossiers.
C. Depuis ce temps, Tewfiq Al-Hakim, Nagib Mahfuz et autres sont devenus les écrivains du nouveau régime soutenant toutes les positions prises quant à l'avenir. Ils se sont complètement séparés du courant par lequel ils s'étaient faits emporter pour une durée limitée au début des années 70.
La troisième conséquence fut la division de la gauche : ceux qui avaient bien appris la leçon ont tenté de concilier leur pensée de gauche avec le pouvoir, chose qui fut bien accueillie par ce dernier dès les premiers jours du putsch en application de la politique de récupération par en haut. D'autres, qui n'avaient pas moins appris la leçon, prirent soin d'être indépendants et de ne pas être des marionnettes maquillées, habillées et manipulées par le pouvoir.
La quatrième conséquence fut «la surprise» faite par le Président vers la dernière semaine de septembre 1973, et la surprise des surprises, faite aussi par lui, avant la fin de la première rencontre d'octobre de la même année.

Ces quatres faits ou conséquences devaient aboutir à un nouveau commencement.

Chapitre IV

UN SUCCÉDANÉ DE GUERRE

1. Ce n'était pas une surprise.

L'article principal du numéro de décembre 1973 du mensuel égyptien *At-Taliah* traitait d'une « vision populaire de la guerre d'Octobre ». Il s'agissait d'une enquête sur le terrain dont la première question était la suivante : « Vous attendiez-vous à la bataille du 6 octobre 1973 et à ses conséquences ? » Par conséquences, il faut naturellement comprendre l'aspect militaire connu jusqu'à la date du questionnaire.

Les échantillons choisis dans les milieux ouvriers répondirent selon le pourcentage suivant :

57,25 % répondirent par l'affirmative.
18,20 % furent surpris.
24,55 % s'y attendaient mais furent surpris par le moment.

Les échantillons choisis dans le milieu rural (fermiers et petits propriétaires) répondirent selon le pourcentage suivant :

52,60 % s'y attendaient.
26,30 % furent surpris.
21,10 % s'y attendaient mais furent surpris par le moment.

Quelles que soient les réserves que l'on pourrait émettre sur le style du sondage, les réponses contenaient un élément supplémentaire qui n'était pas recherché par le questionnaire, à savoir la spontanéité des échantillons interrogés dans l'interprétation et la justification des réponses. Ceux qui ne furent pas surpris par la guerre disent qu'ils étaient sûrs de la victoire. Ceux qui ne s'y attendaient

pas furent surpris par la victoire. Ceux qui furent surpris par le moment du déclenchement de la guerre, pensaient qu'elle allait avoir lieu, certes, mais à un autre moment et avec des pertes militaires plus grandes que celles qui furent effectivement subies, écart qui ne manqua pas de les surprendre. Mais toutes les personnes interrogées ont dit spontanément *pourquoi* la guerre était inéluctable.

Ceux qui s'attendaient à la guerre avancèrent les justifications suivantes :

A. L'Égypte, malgré tout ce qu'on disait, reconstruisait tout le temps ses forces militaires.

B. La situation des forces armées ne pouvait pas supporter indéfiniment le statu quo.

C. La situation intérieure ne supportait plus le statu quo.

D. Israël ne veut pas une solution pacifique.

E. Les États-Unis tergiversent et ne font aucune pression sur Israël.

Ceux qui ne s'attendaient pas à la guerre avancèrent les justifications suivantes :

A. Ils entendaient dire jour et nuit que les Soviétiques ne voulaient pas nous armer.

B. Ils entendaient toujours parler d'initiatives pour la réouverture du canal de Suez, de propositions faites par le secrétaire général des Nation unies et de contacts avec les États-Unis, ce qui devait geler toute solution militaire.

C. Le front intérieur était déchiré.

D. Une seule personne interrogée parmi les ouvriers dit que ce qui arriva était un « miracle » divin.

Ceux qui ne s'attendaient pas à la guerre à ce moment mais s'y attendaient tout de même, justifièrent leur raisonnement en disant que la démarche était normale ; car les directions politique et militaire devaient tromper l'ennemi. Deux personnes interrogées dans le milieu rural ajoutèrent que « la volonté divine » est intervenue pour déterminer le moment.

Toutes ces réponses, quelle que soit leur exemplarité, indiquent d'une façon ou d'une autre que les secteurs les plus larges du peuple égyptien n'ont pas été surpris par la guerre ni par ses conséquences directes, et ce, pour plusieurs raisons apparentes.

Premièrement, la défaite de juin 1967 n'a pas brisé la volonté de se battre chez le soldat égyptien. Elle n'a pas brisé non plus la volonté de lutte chez le citoyen. Les soulèvements successifs entre 1968 et 1973 avaient pour axe principal « la récupération de la terre ». Les programmes proposés par les déclarations des étudiants, des intellectuels, des ouvriers et des cadres n'étaient que les détails de cet axe. Rappelons qu'Israël, dans sa guerre psychologique contre l'Égypte, était allé jusqu'à dire que le Sinaï ne faisait pas partie des territoires égyptiens, ni régionalement ni géographiquement. L'Égypte, disait Israël, est africaine et n'a aucun rapport avec l'Asie ; la rive ouest du

canal de Suez constitue une frontière naturelle de l'Égypte[1]. Mais le peuple égyptien était très proche de Nasser lorsque celui-ci procéda à la reconstruction des forces armées entre 1967 et 1970. Il observait en silence, mais avec l'espoir du vaincu, les batailles de « Ras Al-Uch », de « Gazirat Chadwan » et le sabordage du bâtiment *Eilat*. L'espoir, chez lui, renaissait avec la guerre d'usure qui dura sans interruption et avec un rythme constant de mars 1969 au 23 juillet 1970, date de l'acceptation par l'Égypte du plan Rogers.

« La guerre d'usure, dit le colonel T. N. Dupuy, a donné aux artilleurs égyptiens l'occasion de s'entraîner. Elle leur a fait découvrir la capacité des missiles soviétiques SAM sol-air, en réduisant l'hégémonie israélienne sur l'espace ; hégémonie qui, à l'époque, n'admettait aucun défi. De plus elle a fourni au moral égyptien une poussée dont l'Égypte avait besoin ; ce fut grâce aux échanges de feu avec l'ennemi, et à l'exécution des raids par des commandos traversant le canal. » « Les aptitudes professionnelles, dit-il, tant pour la planification que pour l'exécution, qualités grâce auxquelles le franchissement fut accompli, ne pouvaient être meilleures dans toute autre armée du monde. Le résultat de cette opération délicate de la part de l'état-major et de l'élément surprise fut un remarquable succès du franchissement du canal de Suez sur un front assez large. » Quant au Britannique Edgar O. Balance, auteur du livre *La guerre de 67,* le style soviétique fondé sur un contrôle centralisé des milliers de canons est un des meilleurs styles du monde. Il ne fait aucun doute qu'il a aidé les Égyptiens à pratiquer des brèches dans la ligne Barlerv[2]. Voilà une appréciation de la guerre d'usure faite par un professionnel étranger, cette même guerre dont un autre Égyptien a dit qu'elle avait prouvé la faiblesse de l'armée égyptienne alors que l'Union soviétique ne donnait à l'Égypte que les moyens de riposter, après coup, aux progrès technologiques de l'État sioniste[3] ; alors que

---

1. *Le Monde diplomatique,* juillet 1973. Voir aussi *Al-Harb An-Nafsiyyah fi Al-Mantiqah Al-Arabiyyah* par Hamid Rabi', éd. *Al-Mu'assassah Al-Arabiyyah Lil dirassah wa An-Nachr,* Beyrouth, 1974, de la page 75 à la page 97, au chapitre intitulé *La propagande sioniste et la défaite de Juin.* Mais lire surtout, page 78, comment la propagande sioniste s'appuie sur la volonté de rappeler à l'homme occidental le mérite du génie juif sur l'Occident, de dire que la tradition chrétienne n'est qu'un prolongement de la tradition hébraïque ; comment elle transforme le fameux complexe européen de culpabilité en complexe de responsabilité ; comment elle affirme que l'Europe est la civilisation responsable du développement de l'humanité ; ce qui lui impose d'agir activement et de façon qui reflète sa grandeur historique et qui affirme ses droits légitimes dans la région (p. 79).

2. *An-Nawah Ad-Dawliyyat fi harb Octobar,* Le Caire, 27-31 octobre 1975. Volume I, section militaire, éd. *Idarat Al-Matbuat wa An-Nachr lil Quwwat Al-Musallahah,* 1976, pp. 37-38.

3. *Les Arabes au présent,* Mahmoud Hussein, traduction arabe, p. 32, éd. *Dar At-Taliah,* Beyrouth.

tous ceux qui connaissent l'importance stratégique de la ligne Barlerv se rendaient compte de l'importance de la guerre d'usure qui ouvrit de véritables brèches dans ce mur imprenable et obligea Israël à ramener ses forces 15 kilomètres en arrière, loin du polygone de tir de l'artillerie égyptienne, ce qui constitua le premier signe avant-coureur de la guerre d'Octobre[4].

Pour le peuple égyptien, ce n'était pas un secret que la reconstitution des forces armées égyptiennes, à laquelle Nasser avait consacré tous ses efforts durant trois ans, était presque terminée, avant la mort de ce dernier, par un premier plan, connu plus tard sous le nom de code «granit Z» et dont le but était de progresser jusqu'aux cols (cité par Haykal dans son livre *Le chemin pour Ramadan*). On peut croire que le jour «J» de la bataille n'était pas loin de la période où Nasser avait succombé. Car on sait maintenant qu'un des problèmes qui opposèrent le Président Sadate à son suppléant et à ses ministres démissionnaires en mai 1971 consistait dans le fait qu'il héritait à la fois du plan de la bataille à venir et du plan Rogers. Si ce dernier n'était qu'une manœuvre américaine pour laisser à Israël le temps de reprendre son souffle (Israël en fait n'avait jamais accepté ce projet), il était aussi pour l'Égypte une manœuvre nassérienne permettant de pousser le barrage des missiles vers des positions avancées sur tout le long du front, chose qui reçut confirmation grâce aux satellites américains d'espionnage et qui servit à Israël de prétexte pour ne pas appliquer les autres clauses du plan. La direction égyptienne était divisée par les deux parts de l'héritage, toutes deux nassériennes. Une tendance voulait réaliser la bataille, l'autre voulait essayer une solution pacifique sous l'égide des États-Unis. Cependant, il était clair que toutes les tentatives d'une solution politique avaient échoué, à tel point que le Président Sadate, dans ses discours antérieurs à la guerre d'Octobre, adressa des paroles très dures aux États-Unis ainsi qu'à leur Président. Non moins clair était le déchirement au sein du peuple, qui menaçait d'une explosion, tant que la blessure de 1967 ne serait pas cicatrisée, surtout que le pus de l'occupation commençait à se répandre dans les artères économiques, sociales et morales d'une manière annonciatrice d'une véritable catastrophe.

Les valeurs du nouveau régime étaient en baisse constante du fait de la pression des étudiants, des ouvriers et des intellectuels ou à cause des questions qui attendaient leurs réponses depuis les arrestations de mai 1971, le renvoi des conseillers militaires, les nouvelles lois sur les investissements de capitaux étrangers et la répression des libertés de pensée et d'expression. L'abîme devenait de plus en plus profond entre les promesses et leur réalisation, entre les programmes officiellement avancés et les législations appliquées, l'information et la réalité sociale.

---

4. Voir Yasin-Al-Hafez, *Al-A'qlaniyyah fi As-Siyassah,* Beyrouth, 1975, p. 199.

Le peuple appelait à la guerre et en avait pris la décision; on le voyait dans ses manifestations organisées de longue date ou spontanées. Elle incarnait parfois consciemment et parfois inconsciemment une nouvelle révolution où vont ensemble la libération de la terre et la libération de l'homme. Mais au même moment, l'État du Président Sadate, à la veille de la guerre d'Octobre, endurait les pires difficultés en poursuivant la recherche d'une légitimité quelconque susceptible de transformer le putsch, consacré par les événements de 1971, en un régime stable et reconnu, quelles que fussent les contradictions de sa marche avec la nouvelle révolution rêvée par le peuple, et symbolisée par les mouvements et les œuvres des intellectuels. Le peuple pensait à une guerre de libération à l'instar d'une révolution culturelle totale. Le pouvoir, lui, planifiait pour substituer à cette guerre... une autre qui lui permettrait d'acquérir une identité par le baptême du feu et du sang.

Ainsi la contradiction apparaît essentielle entre le régime nassérien d'une part qui, lui, avait accepté le plan Rogers comme un intermède entre une introduction qui pourrait s'intituler *la guerre d'usure,* et le contenu encore inconnu d'un livre, dont le titre pourrait être cependant *La liquidation des séquelles de l'agression,* et le régime de Sadate d'autre part qui accepta le projet de la guerre d'octobre 1973 comme un intermède entre son initiative pour rouvrir le canal en 1971 et sa visite à Jérusalem en 1977.

Tout ceci n'empêche pas que la guerre de 1973 fut une surprise dans un autre sens et sous un autre angle. En automne 1967, le général Abd Al-Moneim Riyad avait dit à Nasser : « Ce sera inéluctablement notre surprise car le fait que ce soit nous qui déclenchions une attaque est en soi un des éléments de la surprise... L'ennemi ne s'attendra pas à l'attaque de notre part. »[5] Le général Riyad eut raison. C'était un des plus grands militaires dans l'histoire de l'Égypte moderne. Six ans après, les Israéliens ne se rendirent à la vérité que vers cinq heures de Yom Kippour, car l'un de leurs plus grands esprits pensait et se conduisait sur la base de deux données :

1. Trahal est puissant et capable d'écraser tout mouvement arabe.
2. La perpétuation d'un statu quo durant 20 ou 30 ans permettrait la création de nouvelles vérités et approfondirait l'écart technologique entre Arabes et Israël[6]. Ainsi se fondait la pensée et la conduite de Moshe Dayan.

En 1967, commentant le Sommet de Khartoum, il avait déclaré : « L'unité apparue dans ce sommet ne survivra pas longtemps. »

Ajoutons à cela que l'enquête stratégique de l'Institut internatio-

---

5. Haykal, Muhammad Hassanein, *op. cit.,* p. 48.

6. *Haaretz* du 30 novembre 1973 et du 7 décembre 1973 cité dans *As-Siraa' ala Ard At-Taswiyah Al-Israi'liyyah,* éd. *Dar At-Taliah,* Beyrouth, 1978, p. 36.

nal des Études stratégiques à Londres étudia le Moyen-Orient à deux reprises en 1972 en éliminant, malgré la fièvre d'armement, toute intervention militaire pouvant changer la situation stagnante[7]. Le sommet américano-soviétique à Moscou en 1973 confirmait cette tendance. Est-il besoin de rappeler la surprise de Kissinger que l'on avait réveillé pour lui apprendre la nouvelle, d'après ce qu'on dit ?

Bien sûr, experts et historiens militaires ne furent pas d'accord sur l'identité stratégique ou tactique de la surprise. Le colonel américain James F. dit : « L'avantage militaire acquis par l'effet de surprise est certes remarquable mais il n'était pas décisif. »[8] Les généraux égyptiens, eux, pensent que la surprise était un facteur stratégique (colloque international sur la guerre d'Octobre). Haykal, lui, pense que la surprise avait à la fois un sens stratégique et un sens tactique. De toute évidence, la guerre n'était pas une surprise dans les domaines économique, social ou politique en Égypte, mais elle le fut, certes, et de la manière la plus totale, sur le plan militaire et sur le champ de bataille.

2. La recherche d'une identité.

Au cours de la guerre et après, un vaste dialogue s'était engagé à tous les niveaux, depuis le simple citoyen jusqu'aux gens qui gouvernent en passant par les intellectuels. Et l'on peut dire que tous les Égyptiens, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, affirmèrent qu'il s'agissait bien d'une « guerre de libération nationale »[9]. L'on peut dire, de même, que quelques voix seulement, à l'extérieur de l'Égypte, avancèrent le terme de feinte, ou quelque chose d'ana-

---

7. Nagi Alluch, *Khata An-Nidal wa Al-Qital wa At-Taswiyah wa At-Tasfiyat,* éd. *Dar At-Taliah,* Beyrouth, 1976, p. 27.

8. An-Nadwah Ad-Dawliyyat li harb octobar, vol I, p. 162.

9. Loutfi Al-Khouli, rédacteur en chef du mensuel égyptien *At-Taliah,* dans le numéro de novembre 1973 : *La quatrième guerre dans l'histoire du conflit arabo-israélien est la première sur la voie de la libération* (éditorial, p. 13). Les participants à la rédaction de ce numéro suivirent l'exemple. *Une guerre juste de libération,* dit le docteur Fuad Mursi (p. 22). *La guerre de libération nationale* vient de commencer, Abd Al-Moneim Al-Ghazali (p. 23). La même idée fut reprise mais dans des formules différentes par Rifa't As-Saïd (p. 47), Abu Seif Yousuf (p. 50), Khayri Aziz (p. 56) et par le docteur Ismaïl Sabri Abdallah (p. 64). Ce fut cette même formule qui servit d'axe au colloque organisé par *At-Taliah* sur le thème « Le mouvement de la libération arabe après le 6 octobre » (janvier 1974). Al-Ghazali y avait dit que *le 6 octobre marquait la renaissance du mouvement de libération arabe.* La même expression fut reprise par Saïd Khayyal ; quant à Murad Wahtah, professeur de philosophie, il utilisera le terme de changement qualitatif pour désigner cette date ; ce à quoi le docteur Fuad Mursi adhéra.

logue. Elles allèrent même jusqu'au terme de complicité, surtout entre les parties égyptienne et américaine[10].

Les tenants de cette pensée furent renforcés dans leur conviction par les conséquences immédiates de la guerre et par le rôle prépondérant que jouèrent les États-Unis dans cette affaire; à preuve : les séquelles militaires résultant de l'engagement par l'Égypte à respecter le cessez-le-feu, l'infraction par Israël du même engagement depuis la brèche du Déversoir, l'encerclement de la troisième armée et de la ville de Suez, les négociations du kilomètre 101 jusqu'à la réunion de Genève au Palais des Nations, depuis la résolution 338 du Conseil de sécurité jusqu'au premier accord de désengagement sur le front égyptien. Ce sont là des faits qui menèrent quelques écrivains nationaux à interpréter la guerre et ses conséquences comme étant «des restes de la défaite de juin 1967»[11]. Mais ceci n'empêche point qu'il y eut des écrits précoces qui ont pu ôter à la guerre d'Octobre les qualifications de feinte, de complicité avec les États-Unis ou de libération[12].

Une des plus intéressantes attitudes quant à la guerre fut celle du Président Muammar Al-Kadhafi. Il avait dit publiquement qu'il avait beaucoup de doute sur les questions de la guerre, de ses buts et de ses conséquences, ce qui ne l'empêcha point de convoyer rapidement toute la nourriture et les médicaments stockés en Libye. Dès les premiers jours de la guerre, il envoya deux membres du Conseil de la révolution pour observer les événements de plus près. Lorsque les Israéliens réussirent à traverser le canal et à pratiquer la fameuse brèche, le Président libyen sentit que ses doutes sur le plan des opérations «étaient bien fondés»[13]. La réaction de Kadhafi face à la nouvelle conjoncture fut nette dans sa dépêche adressée à Sadate. «Je vous envoie, dit-il, tout ce que nous possédons comme missiles antiaériens et la garnison de Tubruq avec. Ordre a été donné à une brigade de blindés de se diriger immédiatement vers Le Caire. Les magasins sont vidés. J'ai appris votre émotion face au contenu de mes propos, qu'on vous a transmis. J'avais dit, en toute vérité, que si la guerre était à notre désavantage, que Dieu nous en garde, ce serait la conséquence de la supériorité des armes ennemies, et non pas la

---

10. Il n'y a pas de textes précis sur cette interprétation, mais l'idée était courante dans l'ambiance de l'extrême gauche arabe sans que quelqu'un osât l'enregistrer pendant la guerre. Et rares sont ceux qui osèrent le faire lorsque les conséquences politiques ne prêtèrent à aucun doute.

11. Elyas Farah, *Techrin Al-Awwal bayna At-Taswiyat wa At-Tahrir*, éd. *Dar At-Taliah*, Beyrouth, 1974, pp. 5-60.

12. Yasin Al-Hafiz, *Al-A'qlaniyyah fi As-Siyassah*, pp. 208-209.

13. Haykal, *op. cit.*, p. 177.

conséquence d'une incapacité de la part de nos soldats. Il suffit pour le moment que le soldat israélien prenne la fuite devant le soldat égyptien. Ceci n'est pas seulement une victoire pour le peuple égyptien, ce facteur a une grande importance aussi à l'extérieur de l'Égypte. Pour le moment je ne puis imaginer rien d'autre. Mais je voudrais, Monsieur le Président, vous apprendre que votre peuple éprouve une certaine gêne lorsqu'il écoute les émissions de Radio Le Caire à propos de notre participation politique à la bataille, alors que ces mêmes émissions exagèrent en tout ce qu'elles disent sur la participation du roi Fayçal. La Libye n'est pas mentionnée du tout. C'est regrettable, Monsieur le Président. Mais le plus important, c'est la volonté de se battre. Dieu soit avec vous ! Al-Kadhafi. »[14]

Le Président libyen faisait donc des reproches, mais il tentait aussi de minimiser ses déclarations, faites moins de 48 heures après le déclenchement des combats. La percée israélienne vint confirmer ses prévisions sur le plan militaire. Les conséquences politiques ne firent que les aggraver sur le plan politique. Il ne faut pas oublier que Kadhafi était un associé, dans la guerre comme dans la paix, par ce qu'il a fourni comme armes et comme soldats (le monde ne découvrit l'affaire des Mirages qu'après la guerre), et du fait qu'il était membre de la présidence de l'union égypto-syro-libyenne, union qui faillit se constitutionnaliser entre l'Égypte et la Libye juste un mois avant la guerre. Mais le Président libyen n'a jamais fait part des données qui l'avaient incité à émettre des réserves sur la guerre, alors qu'elle n'en était qu'à ses débuts, c'est-à-dire au moment du sommet de la victoire des deux premiers jours. Kadhafi réitéra les mêmes réserves lors des négociations de Kissinger à Assouan au printemps 1975, au sujet du deuxième accord sur le Sinaï. Il avoua même qu'il avait des informations affirmant que l'accord allait se faire et même pire. Mais jusqu'à présent Kadhafi n'a révélé aucun de ses secrets.

De toute manière, les documents, ou plutôt les faits, sont là pour nous éclairer le chemin un tant soit peu.

Le premier fait est relaté par Muhammad Hassanein Haykal : « Au soir du 24 octobre 1972, dit-il, le Président Sadate convoqua chez lui à Guizeh le Conseil national de la sécurité. Quinze généraux de brigade et de division ainsi que le vice-amiral Abd Ar-Rahnan Fahmi étaient présents. Les discussions, dont certaines parties furent très tendues, durèrent au-delà de minuit. Le Président soutenait ardemment la thèse de la guerre limitée. Il insistait sur son idée favorite selon laquelle dix millimètres de territoires conquis sur la rive est du canal consolideraient mieux sa situation dans ses négociations politiques et diplomatiques ultérieures. Un grand nombre d'officiers émirent des doutes. Deux jours plus tard, le Président avait pris sa

14. Idem, p. 200.

décision. Il convoqua à 16 heures Saad Ad-Din Al-Chagli, chef d'état-major. Il lui dit : « Considérez-vous à partir de ce moment comme chef de l'armée. » A 16 heures 45 minutes, il envoya son secrétaire chez le général Sadeq pour lui dire que le Président acceptait sa démission. Sadeq n'avait jamais songé à démissionner, dit Haykal. Le lendemain, le ministre de la Guerre, son adjoint, le chef des forces navales, le chef de la région militaire centrale ainsi que le directeur des renseignements généraux furent relevés de leurs fonctions[15].

Il fut clair, au cours de la guerre, qu'il n'y avait pas de problème d'armement. Mais l'attitude officielle affichée quant à cette question avant et après la guerre comprenait beaucoup d'hostilité à l'égard de l'Union soviétique. Haykal relève à ce propos un fait assez important. Quelque temps avant la guerre, le Président lui dit : « Ils (les Soviétiques) me submergent de nouvelles armes ; entre décembre 1972 et juin 1973, l'Égypte a reçu une quantité d'armes supérieure à tout ce qu'elle avait reçu tout au long des deux dernières années. »[16] Donc le différend constant et affiché avec les Soviétiques, qui allait de pair avec la campagne féroce menée contre le régime nassérien, n'avait pas pour origine la parcimonie de l'État socialiste en matière d'armes. Ce différend, tout simplement, était inventé de toutes pièces afin de constituer un deuxième élément dans la solution de rechange à la guerre, pour limiter celle-ci d'abord militairement et pour éliminer politiquement ensuite l'allié international qu'est l'Union soviétique.

Les deux éléments précédents préparèrent le terrain, mais sans le vouloir, au troisième élément, celui de la consécration des rapports du Président Sadate avec les États-Unis. L'élimination de Ali Sabri et des autres ne fut certes pas décidée avec le représentant des intérêts américains, mais le fait qu'elle se soit produite précisément à l'époque où Rogers devait se rendre au Caire ne pouvait être qu'une « invitation » à consolider les contacts secrets avec les États-Unis, sans plus. De même pour le renvoi des conseillers militaires soviétiques, Kissinger l'avait commenté en disant que si le Président avait

---

15. Idem. Cet épisode nous confirme une fois de plus la manière dont le Président agit avec ses collaborateurs : la destitution, l'arrestation ou l'exil pour toute tentative d'opposition. Ainsi fait-il avec Ali Sabri qui s'était opposé en février 1971 à la tentative de réouverture du canal comme solution de rechange à la place de la guerre. Il eut aussi la même attitude, en 1972, à l'égard de son favori, ministre de la Guerre. Tous les deux furent relevés de leurs fonctions et traduits en justice ; l'un des deux fut emprisonné. De même pour le général Chazli qui fut exilé comme ambassadeur à Londres d'abord, au Portugal ensuite, pour s'être opposé à l'attitude officielle quant à la percée du Déversoir. Pour le contenu des agissements du Président, les tentatives précoces de solution de rechange ainsi que la thèse de la guerre limitée mènent à une seule conclusion : l'élimination de la guerre de libération et la prospection politique et militaire d'un substitut de guerre.

16. Idem, p. 164.

posé cette mesure sur la table de négociation, il en aurait eu la contrepartie. Mais il la donna gratuitement. Ce qui est vrai. Le renvoi des Soviétiques n'était ni une condition, ni une complicité. C'était une nouvelle invitation adressée aux États-Unis. Le substitut de guerre fut une dernière invitation, mais elle fut acceptée sur le champ. Pourquoi? Dans son livre *La nécessité du choix,* dans l'introduction du chapitre IV intitulé *Évaluer une guerre limitée,* Henry Kissinger dit : « La guerre limitée est fondée sur un malicieux marchandage ne dépassant pas certaines limites. » Saad Ad-Din Ibrahim, dans son ouvrage *Kissinger et les étapes du conflit au Moyen-Orient*[17], décrit les phases de l'application de la théorie du secrétaire d'État américain sur la guerre d'Octobre de la manière suivante :

A. L'appel au cessez-le-feu et le retour aux lignes antérieures le 6 octobre 1973 furent le premier pas (p. 99).

B. Au troisième jour de la guerre, entre le 8 et le 10 octobre, les États-Unis établirent leur pont aérien avec Israël pour une aide militaire massive (p. 102).

C. Au quatrième jour de la guerre, Kissinger présenta une autre proposition pour un cessez-le-feu, mais cette fois-ci elle était faite sur la base du maintien de leurs positions par les deux parties, ce qui signifiait une victoire partielle des Arabes (p. 100).

D. Le 20 octobre, la percée israélienne sur les deux fronts égyptien et syrien avait déjà réduit l'avantage arabe de la première semaine. « Kissinger y trouva une occasion en or pour imposer un nouveau cessez-le-feu acceptable par toutes les parties. Il s'envola pour Moscou à l'invitation du secrétaire général du parti communiste soviétique, Léonid Brejnev. Dans la capitale soviétique, les deux super-puissants parvinrent à un projet pour un accord sur l'arrêt des combats. Tous deux le présentèrent au Conseil de sécurité où il fut accepté. » (p. 104).

E. Alors que l'aventure du Déversoir devenait une manifestation politique plus qu'une brèche stratégique, Israël se rendit compte que la victoire tactique pouvait se transformer en souricière stratégique où pourraient être exterminées les forces israéliennes assiégées de trois côtés. Kissinger se rendit au Moyen-Orient; il fit la navette entre Le Caire et Tel-Aviv. Le 11 novembre il était parvenu à un accord de principe entre l'Égypte et Israël » (p. 107). Le 21 décembre, Égyptiens et Israéliens se rencontraient pour la première fois à Genève. Ce fut une réalisation indiscutable, obtenue par Kissinger.

Mais réalisation au bénéfice de qui?

Des États-Unis d'abord. Car le Moyen-Orient est, comme l'avait

---

17. *Dar At-Taliah,* Beyrouth, 1975.

dit D. Eisenhower un jour, le meilleur bien foncier dans le monde[18]. Et ce n'est pas un hasard s'il fut l'auteur du projet qui porte son nom et qui visait à remplir le vide au Moyen-Orient après le départ des forces françaises, britanniques et israéliennes de l'Égypte à la suite de l'agression de 1956. C'est ce même projet qui ressuscita par la grâce de Kissinger en 1973 avec, prises en considération, les variables de 15 ans.

Saad Ad-Din Ibrahim conclut à la thèse des intérêts américains au Moyen-Orient; une thèse qui pourrait être représentée par un schéma triangulaire dont le premier côté serait militaire et politique, le deuxième économique et le troisième culturel. Il s'agit d'un triangle dont les côtés sont réunis les uns aux autres. «Car en même temps que les bâtiments de la sixième flotte américaine entraient dans les eaux territoriales égyptiennes pour «aider» au dragage du canal, les trois plus grandes banques américaines demandaient l'autorisation d'ouvrir des filiales au Caire; l'université américaine du Caire, elle, demandait la levée du séquestre afin qu'elle redevienne une institution américaine pure, indépendante de toute intervention ou directive venant du pouvoir égyptien national.

Ces trois mouvements eurent lieu simultanément quelques semaines après la guerre d'Octobre (p. 129). Pour mettre ce plan à exécution, les États-Unis acceptèrent l'invitation de Sadate adressée sous forme d'un substitut de guerre. Ce fut là la véritable identité du régime déclarée, dans le discours présidentiel du 16 octobre 1973, alors que la guerre battait son plein et au moment précis de la percée israélienne au Déversoir. Les États-Unis répondirent à l'invitation pour les intérêts américains que Kissinger détermina en toute franchise : la sécurité stratégique américaine dans une des régions les plus sensibles. Garantir l'énergie à l'Occident sous un contrôle américain en chassant les Soviétiques de l'Égypte. Pour réaliser ces objectifs, Kissinger eut recours au chantage militaire par puissances interposées (Israël au Moyen-Orient, l'Iran au golfe Arabique) en arabisant les conflits ayant rapport avec la cause palestinienne (du septembre jordanien à la guerre du Liban). De plus les forces militaires arabes furent neutralisées et gelées (du deuxième accord du Sinaï aux interventions arabes dans la Corne de l'Afrique en passant par l'intervention syrienne au Liban et la guerre égypto-libyenne). Sur le plan économique, l'Égypte fut assaillie de promesses avec la visite de Nixon au Caire, le 10 juin 1974, mais rien ne fut réalisé. Pis,

---

18. «Le Moyen-Orient est le pont qui relie l'Europe, l'Asie et l'Afrique; sur ses terres naquirent les plus grands voyageurs et commerçants. Il fut parcouru par des armées de conquérants de tous temps, et trois religions internationales y trouvent leurs racines. Sous sa surface gît le plus grand stock de pétrole connu dans le monde, l'or noir dont nous dépendons en ce temps de la machine». D. Eisenhower, *The White House years :* Waging Peace, 1956-1961, New York, Doubleday, p. 20.

le F.M.I. pose comme condition de toute aide la suppression de l'aide de l'État aux produits de première nécessité, ce qui aboutit aux événements des 18 et 19 janvier 1977. Et enfin, la liquidation du radicalisme ambiant dans la région et surtout au sein des forces de la gauche en Égypte et dans le monde arabe en général.

Mais c'était aussi une réalisation pour Israël, pour quelques régimes arabes conservateurs et pour quelques couches sociales égyptiennes servant de soutien au régime. C'est cette réalisation kissingérienne qui devait logiquement mener au deuxième accord du Sinaï, dont la signature encouragea les Israéliens à revenir sur leur acceptation de la résolution 242 même en dépit de la précipitation du Président Sadate dans sa visite à Jérusalem. Cette même réalisation incita le Royaume d'Arabie Saoudite à devenir le leader de la région quatre ans durant[19]. Elle permit aussi aux nouvelles forces sociales, rassemblées dans le cadre du pouvoir égyptien, de reprendre leur souffle sur le plan international, après avoir été presque encerclées, elles pouvaient désigner les États-Unis comme un ami international et s'adresser à leur secrétaire d'État en usant du « mon cher Henry » !

3. A la recherche d'une légitimité.

La guerre, sur le plan social, doit être étudiée dans son contexte historique. Mais il faut que l'histoire relie le passé au futur. Si beaucoup de choses qui se sont produites avant octobre 1973 expliquent la décision prise le six de ce mois, ce qui s'est produit par la suite complète l'explication. Le régime égyptien avant et après la guerre était toujours à la recherche de sa propre légitimité. Et il ne fait aucun doute que l'action militaire lui a immédiatement donné cette légitimité, au moins celle qui lui permettait de déclarer publiquement son identité. Il s'agit là d'une légitimité exceptionnelle dans l'histoire en général et dans l'histoire égyptienne en particulier ; elle semble même être tout à fait le contraire de la légitimité acquise par Nasser lors de la guerre de 1956.

Dans leurs discours du 16 octobre 1973, le Président Sadate ainsi que le premier ministre israélien Mme Golda Meir ont annoncé, chacun de sa propre place, la véritable identité de la guerre envers et

---

19. Dans son article *An-Naft Al-Arabi burat al-Ihtimam Al-Alami* du livre *Ad-Duwal Al-Kubra wa As-Sirah Al-Arabi Al-Israili.* « L'étape de la régression politique organisée par le régime égyptien, soutenue par l'Arabie Saoudite, aboutit à de sérieuses concessions en ce qui concerne le pétrole ; ce qui permet aux grands cartels de reprendre leur souffle après la chaîne de contraintes qui leur avaient été imposées à la demande directe de l'Arabie Saoudite et de l'Égypte et sous une pression saoudi-égyptienne » (p. 14). Voir aussi : Sadeq Al-Azm, *Siyassah Carter wa munaziru Al-Hiqbah As-Su'udiyyah,* éd. *Dar At-Taliah,* Beyrouth, 1977.

contre la déclaration faite par Hawari Boumediène aux Soviétiques lors de sa visite secrète à Moscou, selon laquelle la guerre du 6 octobre serait la première guerre de libération totale, envers laquelle l'Union soviétique devait s'acquitter de tous ses engagements. Kossyguine, premier ministre soviétique, se rendit au Caire pour étudier la situation sur le terrain. Mais juste avant son arrivée et de la manière la plus surprenante, le Président Sadate proposa dans son discours adressé au Parlement un projet de paix et une demande de cessez-le-feu. Au cours des négociations très intenses l'Égypte demanda avec insistance à l'Union soviétique d'intervenir pour l'arrêt des combats. Le Président Sadate formula cette demande dans une lettre adressée aux dirigeants soviétiques.[20]

Au cours du colloque international sur la guerre d'Octobre, le général Abd Al-Ghani Al-Gamasi fit la déclaration suivante : « Les plans de la guerre d'octobre 1973 ont été dressés pour une guerre locale totale ayant des buts stratégiques décisifs visant à renverser l'équilibre dans la région, à infirmer la théorie israélienne et à détruire les bases de sa stratégie. »[21] Mais le général de brigade britannique Keneith Hint déclara dans le même colloque qui eut lieu deux ans après la guerre : « Le choc psychologique causé par le déclenchement de la guerre, complètement inattendue, fut immense pour Israël. Il causa une profonde fêlure. Il mit en évidence le prix de la surprise. Mais ce même choc, du point de vue matériel et humain, rendit plus précieux encore dans les esprits israéliens la valeur des frontières sûres et profondes. » (p. 102 du premier volume du colloque). Cinq ans après la guerre de 73, à la suite de la visite rendue par le Président du plus grand État arabe à Jérusalem, Israël confirmait le point de vue du militaire britannique en insistant sur le maintien des colonies militaires en Israël.

Mais le plus important, pour l'histoire dans cette guerre, consiste dans la contradiction qui opposa le général Al-Gamasi à Haykal. Il est vrai que Gamasi n'était ni le premier ni même le second homme dans la chambre d'opérations. Il n'est pas moins vrai que Haykal est un civil; cependant il était plus proche des événements comme en témoigne son livre *Le chemin pour Ramadan.* Haykal y relate une importante rencontre entre lui et l'ambassadeur soviétique Vinogradof dans une soirée au cours de la première semaine des combats. « J'ai été toute la journée, lui dit l'ambassadeur, en réunions continuelles avec nos attachés militaires. Pour vous dire la vérité, ils ne sont pas satisfaits du développement de la situation. Je ne comprends pas pourquoi vous n'avancez pas vers les cols. Cela n'est pas seulement

---

20. Taher Abd Al-Hakim, *Khatwah khatwah min Al-Udwan ila Ar-Riddat,* éd. *Dar Al-Thaoura Al-Iraqiyyah,* Bagdad, 1967, pp. 16-17.

21. *Recherches du colloque, op. cit.,* p. 27.

une suite logique de la marche que votre armée devra suivre, mais votre avance aidera à réduire la pression subie par les Syriens... Les Arabes disposent de très peu de temps pour obtenir des résultats satisfaisants». L'ambassadeur ajouta que Brejnev voulait savoir, entre autres, «quelles étaient les limites des buts recherchés»; car le Président Sadate, dit Haykal, affirmait toujours aux Soviétiques qu'il s'agissait d'une guerre limitée (p. 98); affirmation qui, pour le moins, contredisait celle faite par le Président algérien. Malgré tout, le pont aérien soviétique étendu vers l'Égypte et la Syrie venait d'être établi. Haykal fit part au Président de la discussion qu'il venait d'avoir avec l'ambassadeur soviétique. Sadate répondit : «Comme je l'ai dit à Hafez Al-Assad, la terre n'est pas importante, l'important est d'avoir l'ennemi à l'usure. Je ne voudrais pas commettre l'erreur d'avancer rapidement uniquement pour gagner plus de terrain.» Le général Ahmad Ismaïl, lui, ministre de la Guerre en cours, dit à Haykal : «C'était justement mon intention (arriver aux cols). Seulement maintenant il faut modifier nos plans en fonction de la situation sur le front syrien. Car si l'ennemi se retournait pour concentrer ses attaques sur nous, il faudrait à tout prix éviter que nos forces soient répandues d'une manière qui nous soit néfaste».

De la demande égyptienne du cessez-le-feu au discours du Président le 16 octobre 1973 en passant par le voyage secret de Boumédiène à Moscou, il semble que le président égyptien ait réussi une vaste opération de duperie; avant la guerre, il procéda de la sorte prétextant les nécessités militaires d'abuser l'ennemi pour le surprendre. Avec le décor de ce substitut de guerre, le Président Sadate abusa de la confiance de tous pour confondre par la suite ses propres alliés arabes et internationaux. Il semble que depuis ce temps la fêlure dans les rapports égypto-syriens ne fit que s'aggraver. A cette époque, le Président Hafez Al-Assad avait écrit au Président Sadate : «J'aurais préféré, alors que nous étions encore en pleine bataille, être mis au courant des propositions que vous venez d'annoncer devant le Parlement. Chacun de nous a le droit de connaître les idées et les intentions de l'autre avant d'en prendre connaissance par la radio, puisque nous sommes associés dans une bataille pour la vie ou la mort.»[22]

Le Président égyptien répliqua à son collègue syrien par ce qui est devenu par la suite la pensée dominante dans tous ses discours. «Nous avons combattu les Israéliens jusqu'au quinzième jour. Israël était tout seul les quatre premiers jours. Mais au cours des dix derniers jours, je combattais les États-Unis par Israël interposé! Je le dis en toute franchise, je ne puis faire la guerre aux États-Unis.»[23] Kis-

---

22. *Le chemin vers Ramadan*, p. 209.

23. Idem, p. 215.

singer, lui, renchérissait sur cette idée, qui plaisait tant au Président Sadate, en disant : « Les États-Unis ont établi le pont aérien avec Israël après que les Soviétiques eurent établi le leur avec les pays arabes concernés. » (p. 216, *Le chemin vers Ramadan*). Mais laissons la parole au colonel T.N. Dupuy :

« J'ai senti chez nos amis les Arabes un curieux flottement d'opinions au sujet des activités des deux grandes puissances au cours de la guerre. Ils considèrent toute naturelle l'aide qui leur est fournie par les Soviétiques, car l'Union soviétique, disent-ils, a pris l'engagement de les fournir en armes et de les entraîner. Ils affirment trop rapidement que l'Union soviétique n'a eu aucun rapport avec le déclenchement de la guerre, puisque celle-ci a été planifiée et menée par eux-mêmes et sans aucune aide extérieure. En même temps, ils condamnent l'aide américaine à Israël, ils la prennent pour une participation américaine effective dans la guerre. » « Je ne crois pas, ajouta-t-il avec un semblant de sarcasme, que quelqu'un puisse penser que les Américains ont participé aux combats... A mon avis, une telle pensée manque de logique et de suite dans les idées, car elle serait fondée sur une fausse compréhension du rôle des deux superpuissances. » (p. 55 du volume I des travaux du colloque).

Quoi qu'il en soit, la mauvaise chance du Président Sadate a voulu que nul ne fût convaincu par son argument américain; cela voudrait dire que l'Union soviétique et les États-Unis mènent l'une contre l'autre une guerre qui dure depuis trente ans. Mais pour le malheur de l'Égypte, et des Arabes en général, cet argument a été militairement traduit par ce que l'on appelle « la brèche du Déversoir », alors que la réalité de cette affaire est toute autre. L'expert militaire britannique Edgar O. Balance la décrit dans les termes suivants : « Rien qu'une campagne de propagande »... « Elle a mis en valeur le courage et la ténacité des officiers, des officiers subalternes et des soldats égyptiens dont la grande majorité, organisée en petites poches de résistance, put continuer à maintenir les positions que les Israéliens prétendaient avoir occupées. Grande fut la déception des Israéliens lorsque la troisième armée refusa de jeter les armes et de se rendre alors qu'elle souffrait du manque de munitions, d'eau et de nourriture, et malgré le pilonnage systématique et la guerre des tracts israéliens subie par l'infanterie (p. 190, volume I des travaux du colloque).

La réalité sur l'affaire de la brèche fut effectivement évoquée au cours de plusieurs interviews accordées par le Président Sadate au magazine *Al-Hawadith.* « Elle aurait pu être, dit le Président Sadate, une des plus belles batailles des Arabes, n'était-ce la menace, faite par Kissinger, d'une intervention américaine directe en plus de la célèbre manœuvre nucléaire et de l'état d'alerte des forces américaines dans tous les coins du monde » !

En fait la vérité militaire est relatée par Haykal dans son livre : « Le 17 octobre 1973, ordre fut donné à la division des parachutistes,

formation connue pour son efficacité, de se diriger sur les lieux pour en prendre possession. Des éléments de cette division étaient déjà arrivés sur des intersections israéliennes et l'état-major de la division commençait à coordonner l'opération avec des unités de scaphandriers pour détruire le pont, lorsqu'ils reçurent l'ordre de reculer et d'établir un front avec la troupe voisine afin d'éviter toute saillie. Le colonel commandant le régiment ne put croire qu'un tel ordre pouvait être émis du quartier général. Il en demanda une confirmation. Il l'obtint et par la voix d'un officier qu'il connaissait bien. Dans une tentative pour gagner du temps et accomplir sa mission avec succès, il demanda une nouvelle confirmation du commandant général des forces armées au Caire. « Il se vit contraint de desserrer l'étau qu'il avait déjà posé autour des forces israéliennes. L'artillerie de la deuxième armée était sous le commandement d'un homme d'une haute qualification professionnelle, le commandant Abd Al-Halim Abu-Ghazala ; des éléments de l'artillerie de la troisième armée, sous le commandement d'un chef non moins capable, pilonnaient déjà les ponts ennemis et les avaient directement touchés en plusieurs points lorsque tous deux reçurent, à leur tour, l'ordre de se retirer » (p. 212).

A la lumière des déclarations du Président Sadate, de la relation de Haykal et des témoignages des experts étrangers, l'importance de la brèche du Déversoir réside dans le fait qu'elle a déterminé de la manière la plus claire l'identité de la guerre d'Octobre. Ce fut un substitut de guerre. Le discours du Président Sadate lors des premiers jours de ladite brèche n'en est que la plaque d'identité. Partant de là il faut excuser ceux qui, parmi les Égyptiens comme parmi les Arabes, qualifièrent cette guerre de « guerre de libération nationale totale ». Les réalisations militaires des premiers jours lui ont donné, sans doute aucun, l'aspect d'une guerre de libération. Quant à son contenu politique, il a été défini par les ordres de retraite et de non-liquidation de la brèche israélienne au Déversoir, par les négociations du kilomètre 101 et par les signatures enregistrées au Palais des Nations à Genève. Pour le régime de M. Sadate, agir ainsi c'était surtout s'immuniser contre toute tentative d'une nouvelle révolution en Égypte et ce, en acquérant le sérum de la légitimité sur le champ de bataille.

L'armée égyptienne a certes accompli son rôle historique dans la guerre. Mais grande est la distance qui sépare l'aspect militaire de l'aspect politique du 6 octobre 1973. Un grand écart qui fait subir à l'Égypte tout entière une injustice qu'elle ne mérite point. Car la décision de la guerre prise par le peuple arabe d'Egypte visait un but tout à fait contraire. Il n'est pas besoin de rappeler que les forces armées égyptiennes étaient parfaitement conscientes du contenu populaire de cette décision. Il n'est pas besoin non plus de rappeler qu'elles n'avaient rien à faire avec les intentions politiques du Président Sadate. Lorsqu'elles découvraient quelques parcelles de ces intentions, lorsqu'elles s'y opposaient par le verbe ou par l'action,

elles s'exposaient au destin inéluctable de toute opposition sous le régime de M. Sadate. Le peuple et l'armée égyptienne sont responsables de la face positive et créatrice de la première semaine de la guerre d'octobre 1973. Seul le Président Sadate est responsable de l'équation qu'il a cru pouvoir utiliser pour passer du champ de bataille à la table des négociations.

Le Président Sadate, les conservateurs arabes, les Américains ainsi que l'État hébreux peuvent bien dire qu'ils ont gagné avec cette guerre mais pas du tout dans cette guerre. Car ils ont pu l'utiliser pour que chacun de son côté puisse réaliser ses plans et qu'ensemble ils puissent arriver à un minimum commun à tous leurs plans. Cette guerre a permis au Président Sadate de transformer son putsch en un régime légitime capable d'absorber pour longtemp la colère populaire, capable aussi de présenter au grand jour les fondements économiques, sociaux et intellectuels de son régime. Elle a permis aux États-Unis une mainmise totale sur les ressources pétrolières et leurs chemins de communication, non seulement pour faire face à la crise énergétique dans le monde, mais aussi pour imposer encore mieux leur hégémonie sur l'Europe occidentale et le Japon qui, eux, dépendent du pétrole du Moyen-Orient, et pour résoudre leurs propres problèmes monétaires résultant du déficit de leur balance des paiements[24]. Elle a permis aux pays arabes conservateurs producteurs du pétrole un rôle dirigeant dans les événements de la région[25]. Elle a permis à Israël de reprendre le pouvoir de l'initiative stratégique; ce qui lui permet, au moins provisoirement, d'en résorber, d'en dépasser et même d'en exploiter les conséquences, au point d'occuper le Sud Liban au printemps de 1978, comme si la défaite de juin 1967 continuait à porter ses fruits.

Ce substitut de guerre est à l'origine de toutes ces conséquences : si la guerre d'Octobre immunise momentanément le pouvoir contre une éventualité de renversement, si elle lui accorde une légitimité pour un certain temps, ses conséquences pour la patrie et la nation sont certes plus durables que les personnes et les régimes.

Lorsque, le 16 octobre 1973, la voiture décapotable du Président se frayait un chemin dans les principales rues du Caire en direction du Conseil du Peuple (le Parlement), les deux côtés des rues étaient bordés par ceux qui s'attendaient à la guerre, ceux qui avaient été surpris par le moment de son déclenchement et par ceux qui ne s'y attendaient pas du tout. Ils étaient tous là pour «ovationner» le nouveau régime. C'était le moment de la naissance de la légitimité d'un

---

24. Tahir Abd Al-Hakim, *Hawla Harb Tichrin wa At-Taswiyah. Al-Amir kiyyah,* éd. *Al-Muassassah al-Arabiyyah lil dirasat,* Beyrouth, 1974, pp. 203 et suite.

25. Voir D. Hamid Rabit, *Silah Al-Bitrul wa As-Sirah Al-Arabi Al-Israili,* éd. *Al-Muassasah Al-Arabiyyah lil Dirasat,* Beyrouth, 1974, pp. 203 et suite.

putsch longtemps à la recherche d'être reconnu. Au cours des trois difficiles années qui avaient précédé ce moment et qui avaient commencé au triste et sanglant septembre 1970, le régime égyptien n'avait cessé de rechercher cette légitimité, garantie fondamentale de la continuité et du passage pacifique d'une société rêvant de révolution à une société vivant la contre-révolution. Nous devons ici suivre deux lignes contiguës dans la spécificité sociale, historique et culturelle égyptienne. La première est celle du culte de la légitimité, anciennement représentée par l'unicité du dieu et du roi (pharaon) et nouvellement apparue en la révolution de juillet 1952 où une grande partie du monde eut du mal à comprendre comment des révolutionnaires militaires faisaient jusqu'à l'ultime moment des adieux officiels à un roi détrôné, comment l'Égypte resta sous le régime monarchique pendant une année après la révolution! Ces deux faits sont parmi tant d'autres ceux qui égarèrent les recherches de certains du contenu révolutionnaire du putsch du 23 juillet 1952; ils l'avaient pris pour un putsch consacrant, mais avec de nouvelles figures, l'identité économique, sociale et politique de l'ancien régime. Les spécialistes du droit constitutionnel étaient à l'époque très occupés par le conseil de la régence et par le document royal léguant le royaume au prince dauphin; une préoccupation qui ne manqua pas d'ébranler la confiance de nombreuses personnes et d'inquiéter les partisans du changement, surtout que ceux qui occupèrent les sièges de la régence étaient des plus extrémistes de l'extrême droite religieuse. Le lieutenant-colonel Rachad Mehanna avec sa barbe épaisse et son appartenance aux Frères Musulmans, était la figure la plus saillante dans cette devanture royaliste; la République n'avait été proclamée que le 18 juin 1953.

Le culte de la légitimité chez les Égyptiens, et non pas celui de l'individu, est une de leurs plus importantes caractéristiques nationales. Pour eux, elle signifie la loi, l'ordre et la paix, elle n'implique aucune notion de dictature ou de tyrannie. La loi, la paix et l'ordre résument dans la conscience de cette très vieille civilisation la liberté, la justice et le progrès. Comprendre cette racine très lointaine est indispensable pour comprendre ce qui peut paraître comme étant paradoxal dans la conscience et la conduite du citoyen égyptien.

La deuxième ligne dans cette spécificité égyptienne est l'inexistence de la guerre civile dans leur histoire. S'ils sont contre le sultan local ils s'unissent nationalement dans une action pacifique. Et la fusion est totale lorsqu'il s'agit de mener une guerre de libération contre un occupant; ils sacrifient alors leur sang avec un courage légendaire. Pour la guerre comme pour la paix l'unanimité est dominante; pour détrôner l'autorité comme pour la pousser à la guerre de libération. En fait il n'y a pas de juste milieu chez les Égyptiens comme certains le prétendent en se basant sur des illusions géographiques. Il n'y a pas chez eux non plus de résignation comme le croient certains autres en se basant sur des illusions historiques à

propos de la psychologie égyptienne. Même lorsqu'ils assistent en spectateurs aux luttes des conquérants entre eux, cela ne signifie pas qu'ils sont passifs. Ils laissent les antagonistes s'affaiblir l'un l'autre pour porter le coup de grâce au survivant de la lutte.

L'idée de l'unanimité populaire pour la guerre comme pour la paix revient à l'importance qu'occupe la terre dans la vie des Égyptiens, maîtres de la plus ancienne civilisation agraire connue par l'homme. L'union du dieu avec le roi dans les anciennes doctrines égyptiennes est un reflet, plus complexe certes, de l'union de la terre avec l'homme. La légitimité du roi est la dimension de ses liens avec le céleste absolu que la terre et les sujets connaissent d'une manière directe à travers les rayons du soleil et les eaux du Nil. La légitimité du roi sur terre est le fruit de ses liens avec la terre et les hommes. Les anciennes religions égyptiennes, à commencer par la révolution d'Akhenaton, n'étaient que des expressions sociologiques de l'unicité et de la multiplicité dans l'histoire sociale de l'Égypte; elles ont toujours été deux aspects non contradictoires d'une seule et même essence : l'unanimité pacifique pour changer un régime, c'est-à-dire retirer la légitimité et l'unanimité sanguinaire pour libérer la terre et l'homme et pour offrir la légitimité à celui qui dirige la guerre, c'est-à-dire à celui qui réalise la victoire. C'est le peuple égyptien qui fixa Muhmmad Ali sur le trône égyptien lorsque celui-ci rendit l'Égypte indépendante de l'Empire ottoman; c'est aussi lui qui détrôna le roi Farouk dernier descendant de la dynastie alawite; c'est toujours lui qui accordait la légitimité ou la retirait. C'est aussi le peuple égyptien qui se tint derrière l'officier Ahmad Orabi face au kedive sur la grande place de Abdin. Et c'est lui-même qui soutint Gamal Abd An-Nasser sur la même grande place. Et peut-être n'a-t-il accordé la légitimité à ce dernier que lorsqu'il conduisit la guerre de 1956.

Toutes ces significations, ou leurs ombres, n'étaient certes pas absentes de l'esprit du Président Sadate ou de son inconscient au moins lorsqu'il fraya son chemin vers le Parlement au matin du 16 octobre 1973. Il devait sans doute aucun avoir la conviction inébranlable que ce peuple s'était rassemblé spontanément pour lui offrir cette «bay ah», ce serment d'allégeance qu'il avait tant attendu depuis 1970. Sa légitimité première tirait sa raison d'être du fait qu'il était le suppléant de Gamal Abd An-Nasser et un des hommes encore au pouvoir de la révolution de Juillet. Cette légitimité formelle fut profondément secouée par les mesures qu'il avait prises le 14 mai 1971 pour consacrer le putsch consécutif à la disparition subite du leader de la révolution. La nouvelle, la véritable légitimité était plus nécessaire que celle qu'il s'était arrogée lui-même, non seulement pour mieux asseoir toutes les mesures prises avant, mais aussi pour justifier ce qui devait se produire ultérieurement et pour mettre sur pied le nouveau régime. Mais de la guerre d'Octobre le peuple égyptien a compris une chose que le Président n'a pas voulu dire. Dans son autobiographie *A la recherche d'une identité,* le Président fait

état des troubles des étudiants et des intellectuels. « Dans mon discours du 28 septembre 1973, dit-il, j'ai déclaré l'amnistie totale pour tous les étudiants et journalistes... même les procès où ils étaient accusés, et ils étaient tous des gens de gauche, je les ai annulés. L'opposition de gauche a saisi l'occasion pour l'interpréter comme étant le signe d'une réconciliation nationale ayant pour but la consolidation du front intérieur. Personne n'a songé que cela faisait partie de mon plan pour la guerre. »[26] C'est là, pour le moins, un aveu surprenant; car le souci de l'unité nationale qui fut à la base du gel des mesures d'exception, selon l'interprétation de la gauche, n'est prise en aucune considération par le Président Sadate, bien qu'elle ait été le contenu même de l'unanimité populaire en lui accordant la légitimité. Mais le plus surprenant consiste dans le fait que l'amnistie des étudiants et des journalistes n'était qu'une partie du plan de la guerre, comme si cette amnistie n'était qu'une simple manœuvre. En fait, les péripéties de la guerre, ses conséquences militaires et politiques confirmèrent ce que le Président avait dit; car par la guerre, le Président Sadate opéra un troc qui n'a jamais eu son semblable dans l'histoire : s'il a avancé de quelques kilomètres sur la rive ouest du canal de Suez, c'était pour que la route inverse de celle de la guerre, la route vers Jérusalem, fût possible, chose à laquelle non seulement la gauche ne songea pas, mais même personne n'y songea.

4. La non-victoire et la non-défaite.

La première semaine de la guerre d'octobre 1973 joua un rôle exceptionnel dans la vie du peuple égyptien ainsi que dans celle de son dirigeant grâce à l'institution militaire nationale. Mais si le Président a obtenu la légitimité qu'il cherchait tant, c'était pour séparer ce qui ne pouvait l'être; il a pris la forme, c'est-à-dire la volonté populaire de libération, tout en refusant le contenu, à savoir l'unité de l'homme et de la terre. Si le Président Sadate pouvait être capable d'unir la terre et les hommes dans une guerre les libérant tous les deux, il aurait certes dépassé et de loin toutes les gloires de l'héroïsme national dans l'histoire de l'Égypte moderne de Ahmad Orabi à Nasser. Mais c'est là une hypothèse sans fondement scientifique aucun. Car personne ne peut se dépasser soi-même ainsi que ses propres composantes objectives. C'est pourquoi au moment où le Président Sadate a voulu, sous l'éclat des projecteurs, offrir la terre en échange de sa propre légitimité, au moment où il a voulu capturer l'homme, il perd la terre elle-même. Il la perd symboliquement par la contre-traversée israélienne vers l'est du canal. Il la perd stratégique-

---

26. Voir l'édition arabe, p. 330.

ment par l'impossibilité d'obtenir un gain politique supérieur à celui obtenu par les forces armées en récupérant effectivement une partie du territoire occupé. En réalité cette perte n'est pas seulement le lot du Président, mais aussi celui du peuple, qui a perdu le pari de la légitimité; elle est aussi le lot de l'armée dont la victoire a été souillée. Les militaires égyptiens eurent la surprise de voir le commandant suprême des forces armées offrir à l'ennemi le 16 octobre une autre solution que celle des armes, qui n'avait pas encore atteint entièrement ses buts. Il est certain que les commandements qui ont pris la tête de l'armée égyptienne après la défaite de 67 n'ont pas planifié pour la libération de la Palestine; mais il est aussi certain qu'ils avaient planifié pour la libération du Sinaï, au moins jusqu'aux cols. Quelles que soient les réserves que l'on pourrait émettre sur les penchants politiques de certains parmi ces commandements, leur but n'avait jamais changé. C'est là la raison cachée derrière les heurts successifs qui opposèrent ces commandements au Président qui, lui, se hâtait de les changer. Il semble que Ahmed Ismaïl, aujourd'hui disparu, qui était ministre de la Guerre après le maréchal Sadeq, ait été le seul à être dans l'intimité de la décision politique du Président, à savoir la décision de traverser, non de libérer. La distance de plus en plus grande entre la décision politique et la décision militaire fut à l'origine de l'ensemble des complications qui surgirent avec la fin de la guerre et les débuts des négociations diplomatiques. Nous pouvons les résumer de la manière suivante.

La traversée israélienne vers l'Ouest, quelle qu'elle fût, a mis la troisième armée égyptienne dans une situation pénible. Elle a aussi formulé le résultat final de la guerre comme étant «match nul». Ce qui est doublement erroné : d'abord parce que les forces armées égyptiennes ont prouvé leur capacité de libérer le Sinaï dans sa totalité. Mais elles furent privées de réaliser ce but par des voies politiques et non militaires. Nos forces armées n'égalent pas, mais surpassent les forces d'Israël. Deuxièmement, parce que la libération de quelques kilomètres de notre territoire et le maintien de la quasi-totalité du Sinaï sous l'occupation israélienne ne peuvent pas être représentés comme le fruit d'un «match nul», même s'il n'y avait pas eu de contre-traversée israélienne. Dans les deux cas, il n'y a pas d'égalité.

Il y a une formule de «ni victoire, ni défaite», corollaire de la formule «ni guerre, ni paix»; cela n'était en réalité qu'une préparation militaire à l'idée politique prétendant que les deux adversaires étaient égaux et qu'il était par conséquent possible de se rencontrer, de négocier, de s'accorder directement, et de faire toutes les étapes pour parcourir le chemin inverse vers Jérusalem. Le Président égyptien était donc fidèle à lui-même lorsque, du sommet de la guerre, il lança l'appel à la négociation. Poursuivre la guerre, c'était fatalement aboutir à des conséquences politiques opposées à tous ses calculs. Le peuple, blessé depuis 1967, n'était pas dans une situation qui pouvait lui permettre de voir clairement; il lui était facile de croire,

alors qu'il prêtait serment à son Président, que celui-ci s'adressait au monde tout entier et pas seulement à l'ennemi, d'une position de force et de victoire.

La vérité était claire aux yeux des militaires; d'où tous les changements dramatiques dans les postes de commandements ayant un poids sur la pensée militaire et la planification stratégique[27].

Le statu quo, en fait, n'est rien d'autre qu'une explication théorique d'une réalité non existante, sinon cette situation devrait être qualifiée d'armistice. Car quel est le sens de cet euphémisme théorique, si nous sommes en guerre contre Israël, de la bataille de Ras Al-Uch jusqu'à la guerre d'usure en passant par le sabordage du bâtiment *Eilat* et la bataille de l'île de Chadwan?... La vérité politique, elle, c'est la défaite, puisque c'est nous qui avons déclaré la guerre sans en réaliser les buts, ni ceux du peuple, ni non plus ceux de l'institution militaire. Il n'y eut de réalisé que le but du Président et de la coalition sociale qu'il représente. Ce qui devait forcément mener à de nombreuses concessions allant jusqu'à rendre visite à Jérusalem sans que cela entraînât le moindre changement dans la position de l'adversaire. Cette série de reculs a pratiquement commencé avec le discours du 16 octobre 1973; mais ils atteignirent un rythme effréné du fait des complications consécutives à la brèche ouverte à l'Ouest. Le discours dit : « Nous sommes prêts à accepter le cessez-le-feu sur la base d'un retrait immédiat des forces israéliennes de tous les territoires occupés, sous un contrôle international, vers les lignes du 5 juin 1967. (...) Nous sommes prêts immédiatement après le retrait de tous ces territoires à nous présenter à une conférence internationale de la paix aux Nations unies... Je ferai de mon mieux pour convaincre les représentants du peuple palestinien d'y participer avec nous. » Les militaires furent surpris par ce discours et le moment où il a été prononcé, puisqu'ils étaient au courant de tout mieux que quiconque, car la nouvelle réalité surgie à l'ouest de Suez ne nécessitait pas une négociation, mais la poursuite des tâches militaires; le simple combattant du Sinaï ne fut pas moins surpris. Et bien que cette offre n'ait pas été discutée avec les compagnons d'armes sur les autres fronts, ceux qui se qualifiaient de modérés ont cru que l'application d'un tel programme réalisait quelques aspirations sans

---

27. Dans son livre *A la recherche d'une identité*, le Président Sadate accuse tous les grands chefs de l'armée, excepté le maréchal Ahmed Ismail, d'avoir craqué, bien qu'ils aient planifié et exécuté la traversée du canal. Il est nécessaire de rectifier cette présentation des faits en lisant trois des plus grandes interviews accordées par le maréchal Saad Ad-Din Al-Chazli à Samir Karam dans le magazine libanais *Al-Kifah Al-Arabi* le 3 juillet 1978, à Nabil Moghrabi dans *Al-Watan Al-Arabi* (juillet 1978) et à Ibrahim Salamah dans *Al-Mustaqbal* (juillet 1978), en plus des documents présentés par Samir Nada dans le magazine iraquien *Alif Ba* le 12 juillet 1978, le 26 août 1978 et le 9 août 1978.

abdication et sans négociation directe. Mais tous sans exception aucune furent surpris de voir l'orateur accepter le cessez-le-feu avant le retrait d'Israël des territoires occupés, comme le stipulait d'ailleurs la résolution 338 du Conseil de sécurité. En fait, le 9 novembre 1973, le Dr Henry Kissinger, secrétaire d'État américain, adressa à M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, un message lui apprenant que le Président égyptien venait d'accepter un accord en six points dans une tente militaire dressée au kilomètre 101 sur la route Le Caire - Suez. L'accord fut signé par le colonel Mohammed Abd-El Ghani Al-Gamasi (chef d'état-major adjoint à l'époque et actuellement ministre de la Guerre) et par le général Aaron Yariv, à l'époque chef d'état-major adjoint des Forces israéliennes. Il stipulait :

1. L'Égypte et Israël acceptent de respecter le cessez-le-feu décidé par le Conseil de sécurité.
2. Les deux parties acceptent d'entamer immédiatement des négociations pour régler le problème du retour aux lignes du cessez-le-feu du 22 octobre, dans le cadre d'un désengagement militaire sous le contrôle des Nations unies.
3. La ville de Suez recevra quotidiennement un approvisionnement en nourriture, eau et médicaments avec évacuation de tous les blessés civils.
4. Aucun obstacle ne sera fait au transport des approvisionnements non militaires destinés à la rive Est.
5. Tous les postes israéliens de contrôle sur la route Le Caire - Suez seront remplacés par des postes de contrôle internationaux. Vers la fin de la route, près de la ville de Suez, des officiers israéliens pourraient participer avec les forces des Nations unies au contrôle des cargaisons non militaires sur la rive du canal.
6. Immédiatement après l'établissement des postes de contrôle internationaux sur la route Le Caire - Suez, il sera procédé à l'échange des prisonniers de guerre, y compris les blessés.[28]

La réunion du kilomètre 101 ainsi que l'accord en 6 points furent une régression radicale par rapport au discours du 16 octobre, qui, lui, déjà constituait un abandon de la guerre. La réunion constituait un accord direct avec l'ennemi sur nos territoires occupés. L'accord lui fut signé avant tout retrait de nos territoires. Ce ne fut là qu'une représentation réduite de l'ensemble des scènes qui allaient se produire jusqu'à la visite à Jérusalem. Plus la scène était grande et plus grande était la concession sur les droits des autres, droits dont nul ne peut disposer sauf les intéressés. Le 21 décembre 1973, la Conférence de Genève fut inaugurée en présence des représentants de l'Égypte, d'Israël, de la Jordanie, des États-Unis et de l'Union sovié-

---

28. Voir le quotidien libanais *An-Nahar du 12 janvier 1973.*

tique. Les membres présents approuvèrent l'accord précité qui mettait fin au discours du Président Sadate. Toutes les cartes furent ainsi mises entre les mains des États-Unis.

Nous devons déchiffrer l'évolution du nouveau régime égyptien à la lumière de son attachement à l'accord militaire conclu avec Israël et de son accord politique conclu avec les États-Unis. Tous deux ne sont que les deux faces de la même médaille; nous aurons l'occasion de le remarquer en suivant de près les événements économiques, sociaux et politiques vécus par l'Égypte depuis ce succédané de guerre jusqu'au deuxième accord du Sinaï, où le pouvoir atteignit un tournant stratégique.

Avant, et précisément le 14 juin 1974, le régime égyptien avait atteint un point politiquement décisif marqué par la visite au Caire de l'ex-président américain Richard Nixon. A la fin de cette visite, une déclaration, sous le titre : *Principes de rapports et de coopération entre l'Égypte et les États-Unis,* fut publiée :

1. Une paix juste signifie l'application de la résolution 242 du Conseil de sécurité, tout en prenant en considération les intérêts des peuples de la région ainsi que le droit de leurs États à l'existence.

2. La paix peut être réalisée par voie de négociations et selon la résolution 338 du Conseil de sécurité.

3. Les deux pays devront intensifier leurs consultations, consolider leur coopération économique, scientifique, technique et touristique et poursuivre des démarches pour la réalisation de la paix.

4. Les deux pays considèrent les réunions des deux Présidents comme étant la première réunion du comité de coopération égypto-américain le 31 mai 1974.

Les deux ministres des Affaires étrangères égyptien et américain devraient procéder à des consultations en vue de définir des programmes communs.

Soutien des États-Unis à la situation monétaire égyptienne.

6. Commencer des négociations concernant la coopération en matière d'énergie nucléaire à but pacifique. L'Égypte s'engage à donner toutes les garanties exigées par les États-Unis pour interdire l'utilisation d'un surgénérateur nucléaire pour des buts militaires.

7. Constituer des groupes d'étude pour l'approfondissement du canal de Suez, l'augmentation des investissements américains privés en Égypte, l'augmentation de la production agricole égyptienne, les échanges technologiques et la recherche scientifique, le développement de la recherche médicale, ainsi que les échanges culturels.

8. Former un conseil économique commun en prenant des représentants du secteur privé des deux pays.

9. Les États-Unis s'engagent à fournir l'aide nécessaire au développement économique égyptien.

10. Aider l'Égypte à la reconstruction du bâtiment de l'Opéra.

11. Les deux pays décident de faire tout ce qui est en leur possibilité pour consolider les rapports d'amitié et de coopération dans l'intérêt des deux pays.[29]

Pour ceux qui connaissent les formules des déclarations officielles, il était clair que l'accord égypto-américain abrogeait automatiquement le traité d'amitié égypto-soviétique, qui, lui, avait déjà été abrogé dans les faits. Car l'article 4 de ce dernier traité stipule l'engagement des deux parties contractantes à lutter *contre l'impérialisme et pour liquider le colonialisme, totalement et définitivement.* Dans l'article 10 les deux parties s'engagent *à ne pas conclure de traités internationaux qui seraient en contradiction avec le traité.* Mais, en fait, il a fallu environ deux ans pour abroger officiellement ce traité. Car le Président n'a présenté le projet d'abrogation du traité d'amitié et de coopération égypto-soviétique que le 14 mars 1976; durant cette période deux événements d'une extrême gravité devaient se produire : le déclenchement de la guerre du Liban le 13 avril 1975 et la signature du deuxième accord du Sinaï le 12 septembre de la même année.

L'esprit du Président Sadate cachait-il un scénario techniquement impeccable depuis la guerre israélo-arabe jusqu'à la guerre civile libanaise et le deuxième accord du Sinaï? Mais cette question prépare à une autre plus importante encore; ce succédané de guerre était-il une introduction à la guerre du Liban et à la route vers Jérusalem?

Si nous voulons que la signification stratégique de la question soit claire, il faut que celle-ci soit posée en termes sociaux et non individuels. Ceci, afin de pouvoir expliciter le phénomène de la réception faite à Nixon et de celle faite à Sadate à son retour d'Israël, quelles que soient les exagérations des médias égyptiens, quel que soit le nombre de manifestants payés ou contraints, pour être présents.

La majorité des Égyptiens ne sait pas aujourd'hui même que le 16 octobre 1973, ce jour si chargé de signification, le Président de la République signa le décret n° 1637 concernant la validation de l'accord entre l'Égypte et l'Allemagne fédérale sur l'importation du blé.[30] Sait-elle que le 15 novembre 1973 le Président de la République ratifia le décret n° 1905 *concernant l'acceptation des deux accords, l'un de prêt, l'autre de garantie au sujet du projet de développement et d'exploitation d'un gisement de gaz naturel situé à Aboukir;* traités signés entre l'Égypte et la Caisse koweitienne du Développement économique arabe, au Koweit le 4 juillet 73?[31]

---

29. Voir *Al-Ahram du* 15 juin 1974.

30. Voir *Bulletin économique de la Banque nationale égyptienne,* Bureau des recherches des statistiques, tome 27, n° 2, Le Caire, 1974, p. 179.

31. *Op. cit.*, p. 160.

En outre, le 26 janvier 1974, le Président de la République ratifia le décret n° 6 *autorisant le ministre du Pétrole et des Ressources minières à traiter avec l'organisation égyptienne du pétrole et la société allemande d'importation d'huile brute DEMINEX, pour la prospection, le forage et l'exploitation du pétrole dans la zone du golfe de Suez.*[32] Le 30 janvier 1974 fut publié le décret présidentiel n° 7 concernant la création de la Société arabe de pipe-lines Soned constituée de : l'Égypte, le Koweit, l'Arabie Saoudite, Abu Dhabi et Katar; *la loi constituante de ladite société stipule que soient payés aux actionnaires les bénéfices de leurs actions en devises libres, que la société ne soit pas soumise aux lois régissant le contrôle monétaire, ni à celles réglementant les sociétés anonymes, les organisations générales et les sociétés du secteur nationalisé.*[33]

Le 17 mars 1974 fut publié le décret présidentiel n° 337 *concernant la création de l'organisme arabo-international pour la coopération économique... Cet organisme a pour fonction spécifique d'agir pour organiser, développer et consolider les rapports économiques et techniques avec les pays arabes étrangers, avec les organisations d'aide technique, les institutions de financement internationale, régionale et nationale. Aussi a-t-il pour fonction d'agir pour encourager les investissements arabes et étrangers.*[34]

Tous ces décrets furent couronnés la même année par la loi globale n° 43 de l'année 1974 concernant les investissements financiers arabes et étrangers et les zones libres. C'est cette loi qui privilégie *le capital arabe et étranger dans les domaines des banques d'investissements et des banques d'affaires, dont les activités se limitent aux opérations effectuées en devises libres, tant que ces banques dépendent d'organismes dont les centrales siègent à l'étranger* (alinéa B de l'article 4). *Les propriétés foncières ne peuvent être aliénées pour être consacrées à des projets d'investissement* (article 5). Selon l'article 10, *les sociétés bénéficiaires de cette loi ne sont pas soumises à la loi n° 73 de 1973 concernant la définition des conditions et des mesures d'élection des représentants ouvriers auprès des conseils d'administration, des unités productives du secteur nationalisé, des sociétés anonymes, des associations et des organisations privées. Ces sociétés sont dispensées de l'application des lois, des statuts et des décrets organisant l'importation. Les sociétés bénéficiaires de cette loi peuvent importer sans autorisation préalable directement ou par un tiers, tout ce dont elles ont besoin en vue de leur établissement et de leur mise en fonction : des matériaux de production,*

32. Idem.

33. Idem, pp. 160-161.

34. Idem, p. 162.

des matériaux, des machines, des outils, des pièces de rechange et du matériel de transport adapté à leurs activités. Ces opérations sont dispensées de toutes les mesures de proposition aux comités de décision. L'article 16 stipule : *Sans enfreindre tout autre meilleure dispense de taxe, signifiée dans d'autres lois, les bénéfices de ces sociétés sont exemptés de tout impôt sur les bénéfices commerciaux, industriels et annexes; les actions sont exemptées des timbres proportionnels, de l'impôt sur les revenus des valeurs transmissibles et leurs annexes... Ces mesures d'exemption sont applicables aussi aux bénéfices réinvestis dans ces mêmes sociétés.*

Quelle est la signification économique et sociale de ces mesures et lois? Pourquoi ont-elles été décidées parallèlement au désengagement militaire avec Israël et à la consolidation des relations politiques avec les États-Unis? Quel est le rapport de tout cela avec la balance des forces sociales à l'intérieur de l'Égypte?

5. La recherche d'une alternative.

Ici on est en droit de répondre implicitement à la question de ce succédané de guerre et de savoir si toutes ces affaires ne sont que des scènes d'un parfait scénario dans l'esprit du Président. La vérité sociale dit que la guerre était l'unique moyen du putsch, non seulement pour acquérir la légitimité constitutionnelle (l'unanimité populaire), mais aussi pour pouvoir préparer le régime de rechange en jetant ses bases et en instaurant ses fondements objectifs sur lesquels il devait s'ériger. La traversée militaire vers l'Est était le seul moyen pour sa traversée économique et politique vers l'Ouest. C'est ce que j'ai voulu dire en avançant l'idée du troc, admirablement effectué par le Président lorsqu'il a voulu séparer la terre et les hommes, c'est-à-dire desserrer les liens du peuple égyptien avec la révolution, ou avorter la révolution possible par un succédané de guerre; c'est alors que les Égyptiens ont compris une chose que ne voulait pas dire le Président. C'est ce que j'ai voulu dire aussi en avançant l'idée de l'union de la terre avec l'homme dans l'histoire de la civilisation égyptienne; une union qui ne réside pas dans la géographie politique de l'Égypte... une union dont les éléments sont indissociables. Pour le régime de M. Sadate, récupérer la terre était donc impossible, même si sa tentative de récupération est allée jusqu'à conclure le deuxième accord du Sinaï. La visite à Jérusalem a inscrit cet *impossible* avec de très gros caractères, et en plusieurs langues.

Et tout ceci ne participe pas de la recherche appliquée du Président ou de son tempérament personnel. Ce n'était en premier lieu qu'une représentation de l'équilibre des forces sociales qui fut perturbé le 14 mai 1971, à l'avantage de la nouvelle coalition de classes au pouvoir. Le contenu social du nouveau pouvoir, fondé principalement sur le capitalisme agraire et sur le secteur du prêt à usure du

capitalisme mercantile, exigeait économiquement les décisions tranchantes ainsi qu'une transformation stratégique dans la structure même du régime. Le fait d'avoir éliminé l'allié international traditionnel (le bloc socialiste) du jeu du règlement pacifique, le fait de persécuter l'opposition nationale n'est qu'une forme politique de ce que l'on appelle l'ouverture économique dans un pays sous-développé et occupé. Un pays capitaliste développé, associé au système capitaliste international, établit des rapports équilibrés avec les deux grands blocs; intérieurement il est libéralement ouvert à toutes les forces politiques. Quant au capitalisme non développé et son corollaire non productif, ils ne peuvent constituer des associés égaux pour le capitalisme international. Ils ne peuvent donc que tourner dans son orbite. C'est pourquoi nous ne pouvons pas dire que l'esprit du Président renfermait un scénario sous forme de feuilleton; il y avait des bases stratégiques d'une coalition sociale, représentée par le Président; et cette coalition a présenté, le soir du 14 mai 1971, une demande d'adhésion au système international équivalent du bloc de non-alignement. Entre 1971 et 1973 elle a donné les garanties, les assurances et les recommandations exigées. Le succédané de guerre a été le plus grand document grâce auquel le régime a obtenu une double légitimité exceptionnelle : l'unanimité populaire à l'intérieur et sa reconnaissance par l'Occident, par l'intermédiaire des États-Unis. La présence du secrétariat d'État américain aux Affaires étrangères, du Pentagone et de la Maison Blanche dans l'arène du Moyen-Orient était une présence matérielle et directe, depuis la fin de la guerre et le premier accord de désengagement jusqu'au deuxième accord du Sinaï; cette présence n'était qu'une reconnaissance officielle du nouveau membre du groupe des satellites de l'orbite américain. C'est à partir de ce moment qu'il y eut un scénario, non pas dans l'esprit du régime égyptien, mais bien ailleurs. En fait le régime commençait à recevoir les directives des organismes américains de planification stratégique, car un membre satellite ne décide point, ne participe point à la formation des décisions. Il n'a qu'à exécuter.

Mais si nous ne disons pas que le régime égyptien et son Président possédaient un scénario dès le départ, nous ne pouvons pas dire non plus que la stratégie américaine possédait à elle seule la planification et l'exécution. Il faut ajouter que les lois objectives de l'évolution du capitalisme parasitaire et rétrograde en Égypte ont participé économiquement, socialement et politiquement à soutenir ce plan et à le mener à exécution. D'autre part les puissances arabes conservatrices ont été elles aussi présentes dans l'arène, soit par leurs offres, soit par leurs obstructions. Au point que nous pouvons dire que notre histoire arabe actuelle vit une période *saoudienne*[35]. Si

35. Voir à ce propos le livre de Sadeq Galal Al-Azm : *La politique de Carter et les théoriciens de la période saoudienne,* éd. Dar At-Talia'h, Beyrouth, 1977.

la qualification est quelque peu exagérée dans sa représentation du rôle saoudien, si sa justification renferme, directement ou indirectement, une approbation de ce rôle, nous ne pouvons négliger le fait que c'est le putsch en Égypte qui appela les puissances conservatrices arabes à jouer un rôle actif et exceptionnel. Et parce que l'exagération était maîtresse de la situation politique intérieure en Égypte, l'aide des puissances conservatrices arabes n'a pu sauver ni l'économie égyptienne, ni non plus le régime égyptien; leur alliance organique avec l'Occident ne pouvait pas aboutir à des conséquences politiques décisives avec Israël. C'est pourquoi le reflet négatif de ce rôle a été double à l'intérieur de l'Égypte. Sur le plan socio-culturel, les groupuscules de l'extrême-droite religieuse, la promulgation par le Parlement de lois théocratiques ainsi que les conflits confessionnels ont occupé toute la scène intérieure. Sur le plan politique, l'Égyptien moyen éprouva une vive hostilité contre tout ce qui est arabe; il ne lui était pas possible de faire la distinction entre arabisme et conservatisme arabe, le formidable obscurantisme des médias égyptiens ayant été là pour l'empêcher de la faire.

Israël, aux côtés des forces conservatrices égyptiennes et arabes, a aussi participé à préparer le terrain pour le plan américain et ce, en signant le premier accord de désengagement militaire sur les deux frontières, en signant le deuxième accord du Sinaï et en intervenant militairement et politiquement dans la guerre du Liban. Tous ces éléments ont donné à la stratégie américaine les moyens nécessaires pour agir activement en vue de réaliser deux buts principaux :

Faire s'effondrer l'indépendance égyptienne, pour changer l'équilibre des forces internationales au Moyen-Orient, en Afrique et dans quelques pays du bloc du non-alignement; car l'Égypte, même pauvre et harassée par son explosion démographique, reste toujours comme il y a deux siècles, une clé principale permettant au monde en voie de développement d'accéder aux matières premières nécessaires au développement industriel, aux lignes de navigation maritime ainsi qu'aux positions militaires stratégiques. L'Égypte abandonnant le signe «de l'indépendance égyptienne libre», pour entrer dans l'orbite américaine, c'est le plus grand gain pour les États-Unis, après la Seconde Guerre mondiale.[36]

Affaiblir la présence soviétique dans la région et remplacer le danger sioniste par le danger communiste; ce qui constitue un important obstacle à toute évolution radicale future; ainsi seront protégées les ressources pétrolières. D'autre part cela consolidera l'existence légitime d'Israël et mettra les Soviétiques en position de défense dans d'autres régions.

---

36. Lire à ce propos, de Taher Abd El-Hakim : *Carter et le règlement au Moyen-Orient*, éd. *Dar Ibn Khaldoun*, Beyrouth.

Ainsi un grand juriste égyptien, le Dr Wahid Rafat, a pu écrire dans le quotidien égyptien *Al-Akhbar* : «Le danger communiste menace la sécurité de la région et dépasse en gravité le danger sioniste, que nous nous sommes consacrés à combattre.»[37] Ainsi, aussi, a-t-il été possible au Président du plus grand pays arabe de reconnaître Israël à Jérusalem même, sans contrepartie, ou même une promesse de contrepartie.

Ce succédané de guerre n'a donc été que la formulation militaire d'une décision économique, qu'on a appelée l'ouverture économique. Il a été aussi un tournant stratégique avec le deuxième accord du Sinaï. Ces deux points constituent l'alternative tant recherchée par le nouveau régime qui, lui aussi, représente l'alternative tant recherchée par l'Occident.

Le seul problème qui surgissait de temps en temps était la formule politique adéquate aux deux décisions économique et stratégique. Car, si à l'origine et par définition, un putsch ne s'effectue pas par mais contre la démocratie, comment peut-il y avoir recours dans un cas de changement stratégique? Dès le départ la contradiction était latente entre l'idée de l'ouverture (entendez le passage à un régime capitaliste satellite et rétrograde) et l'idéologie libérale qui, elle, a besoin d'un capitalisme productif comme c'est le cas en Inde, au Portugal, en Espagne, en Turquie, au Japon ou en Allemagne fédérale (malgré leurs différences spécifiques, ce sont là des pays chargés de points faibles, conséquemment à la Seconde Guerre mondiale, ou à des régimes fascistes antérieurs, ou à la rareté des matières premières ou à la démographie galopante).

Cette situation critique en matière de politique intérieure est à l'origine de ce curieux tâtonnement entre la formule des tribunes multiples au sein de l'Union socialiste et la formule des partis politiques que le régime a voulu installer comme décor à son propre parti. Mais cette dernière formule ayant été prise au sérieux par la population égyptienne, le régime se hâta d'arracher son enseigne démocratique, supprima un parti et en gela un autre. Le Président déclara récemment son intention de créer un nouveau parti. Ainsi reconnaît-il d'une manière indirecte l'illégitimité du parti du gouvernement, l'amer échec de la solution des problèmes actuels ainsi que son incapacité à faire face à l'opposition populaire de la rue.

Pourquoi cette alternative a-t-elle échoué à convaincre les Égyptiens malgré l'éclat de la guerre d'Octobre? La réponse, nous la trouvons toujours dans la spécificité égyptienne et en langage explicite et implicite à la fois. En termes économiques, les prix du marché de la consommation ont subi en 1973 des hausses dépassant toutes les prévisions. Cette inflation rappelle à la mémoire ce qu'était la

---

37. Cf. *An-Nahar Al-Arabi wa Ad-Dawli* du 12 octobre 1978.

situation en 1950-1951 à la veille de la révolution de juillet 1952.[38] Cette hausse fut le préambule à l'ouverture consacrée par une étude officielle intitulée : *L'économie égyptienne en 1973.* « Une exceptionnelle expansion monétaire, dit cette étude, qui n'avait jamais été réalisée depuis plus de 20 ans et dont les influences se firent sentir sur les chiffres record des prix, et qui a plus que doublé l'augmentation réalisée en 1972. »[39] Cette hausse vertigineuse des prix n'était pas due uniquement à l'inflation mondiale; l'étude déjà citée nous fait part d'une baisse de la production agricole et par conséquent des produits alimentaires de l'ordre « de deux points pour chacune par rapport à l'année précédente, alors que la population augmentait avec un taux annuel de 2,24 %, ce qui devait forcément aboutir à une baisse du minimum de la part moyenne de l'individu à la production agricole et alimentaire d'un taux de 2 % » (p. 341). En outre, « la production d'électricité durant l'année 1973 avait baissé de 1 % par rapport à l'année précédente » (p. 344). Ce qui indique une dégradation des industries et des services liés à la production d'électricité. Voir ce qu'ont été les préambules de l'ouverture économique couronnée par les dettes étrangères non militaires évaluées à environ 6 milliards de dollars pour les années 1973-1975[40]. Faut-il rappeler que cette même année 75, au mois de septembre, fut conclu le deuxième accord du Sinaï, summum de la diplomatie de l'après guerre d'Octobre.

6. Une halte sur le chemin qui mène à Jérusalem.

De la guerre d'octobre 73 à la visite à Jérusalem en novembre 77, le deuxième accord du Sinaï a été comme une halte principale qui égara la plupart des observateurs; ceux-ci avaient pensé que le train du règlement se dirigeait vers Genève. Car les nombreuses lectures en différentes langues de cet accord ont oublié de mettre les points égyptiens sur les « i » arabes. C'est-à-dire qu'elles ont oublié de prendre l'Égypte comme point de départ pour comprendre ce qui se passait au Liban et pour avoir ainsi une vue d'ensemble sur la carte du Moyen-Orient à la suite des derniers changements. Un accord n'est pas un simple traité militaire provisoire entre deux pays, mais plutôt une méthode précise sur les moyens et les buts, qui constitue

---

38. Cf. Introduction au rapport officiel du Bulletin économique (Banque nationale égyptienne, bureau des recherches et statistiques), tome 27, n° 3, Le Caire, 1974, p. 252.

39. Idem, tome 4, p. 334.

40. Voir article : *La dette extérieure égyptienne, ses dimensions et ses conséquences,* Adel Hussein (revue *Dirasat Arabiyyah,* numéro de juin 1978).

une vue globale de l'alliance de classes dominant le pouvoir égyptien.

Il n'est pas le simple fruit d'un ensemble de causes, il n'est pas non plus le résultat de l'addition de plusieurs facteurs. Un accord est un mouvement continu dans le temps et l'espace, et non pas un document immuable dans le musée de l'histoire.

Les détails sociaux, politiques, économiques ou culturels peuvent paraître éloignés du décor général de l'accord du Sinaï. Mais à la réflexion, nous nous rendons compte de l'essence de cet accord, ainsi que de sa signification authentique, qui est en rapport avec les divers aspects de notre vie. Avons-nous besoin d'exemples...

Donnons un exemple africain en ce qui concerne la politique extérieure. Prenons l'épisode du voyage du vice-président égyptien à Addis-Abbeba lors du sommet africain concernant une décision diplomatique sur le problème de l'Angola, en votant pour ou contre la représentation du mouvement populaire congolais. Ce sommet devait permettre aux grands dirigeants africains de réfléchir sur l'avenir de l'ancienne colonie portugaise. Et quelle a été la position de l'Égypte, dont le passé est riche en exemples de soutiens apportés aux mouvements de libération africains, l'Égypte, amie de Sekou-touré, Nkrouma et Lumumba? L'Égypte qui un jour avait arrêté Tshombé? M. Husni Mubarak, vice-président de la République égyptienne, se leva pour dire que les trois mouvements devraient s'associer dans un gouvernement d'union nationale, et qu'il n'y avait pas lieu de reconnaître un seul de ces trois mouvements séparément des autres. Il répétait ainsi ce que les États-Unis avaient dit textuellement. M. Mubarak savait pertinemment bien que deux de ces trois mouvements étaient financés par les États-Unis, soutenus en forces et en armes par le gouvernement raciste de l'Afrique du Sud, et épaulés dans leur lutte par des mercenaires venus des quatre coins de l'Occident colonial. Il savait que la CIA n'était pas loin des champs de bataille, puisqu'elle soutenait ces groupes fantoches par l'expérience, l'entraînement, les finances, les armes et même par la participation effective à la lutte. Naturellement, lorsque le gouvernement légitime obtint la victoire, le gouvernement du mouvement populaire, l'Égypte le reconnut et l'Organisation de l'Unité Africaine l'accepta comme membre à part entière. Les États-Unis d'Amérique s'en rapprochèrent par l'intermédiaire de leur secrétaire d'État aux Affaires étrangères lors de sa dernière tournée africaine. Ceci pouvait-il se produire avant l'accord du Sinaï? Certes non, car en matière de politique extérieure, cet accord signifiait que la décision égyptienne dépendait de celle des États-Unis.

Cet exemple est postérieur à l'accord. Donnons-en un autre qui précède l'accord de Salzburg et qui touche directement à notre problème national. Il s'agit du Congrès de Kimpala, où se présenta l'Organisation de Libération de la Palestine, car le climat politique était propice à la prise d'une décision historique en vue de chasser Israël de l'Assemblée générale des Nations unies. A Khartoum, juste

avant son arrivée à Kimpala, le Président Anouar El-Sadate déclara qu'il ne voyait aucune utilité à ce qu'Israël fût chassé de l'organisation internationale, dont il est obligé de respecter les décisions. Il ajouta qu'Israël serait très heureux d'une telle décision qui le libérerait de toute contrainte internationale. Les deux justifications sont erronées. Car les Nations unies n'ont jamais contraint Israël à appliquer ses décisions de 1948 à nos jours. En outre, Israël avait toujours eu les mains libres, qu'il fût ou non membre de la communauté internationale. En réalité, ni Israël, ni les États-Unis, ni l'Occident en général n'auraient été heureux de l'appel au renvoi d'Israël. Ils ont tous eu recours à des positions nettes et déclarées sur tous les pays du monde, afin que la question ne fût pas soumise au vote. Depuis, et de nos jours même, ils éprouvent tous une rage sauvage à la simple idée d'exposer un tel problème. Le congrès des pays arabes et africains à Kimpala, lorsqu'il vit l'Égypte s'opposer à une décision première allant dans ce sens, ne put prendre aucune décision. Une telle position aurait-elle été possible dans un climat autre que celui des préparatifs du deuxième accord du Sinaï, préparatifs qui en tout premier lieu visaient à prouver à Israël et au États-Unis à la fois les bonnes intentions égyptiennes? Une telle preuve ne pouvait aboutir qu'à la soumission des centres de décision égyptiens à des considérations qui contredisent le fondement de la politique nationale, ainsi que ses zones les plus sensibles, à savoir le conflit israélo-arabe.

Sur le plan de la politique intérieure, nous pouvons prendre un petit exemple, qui au premier abord pourrait paraître contingent, ou relever de détails futiles. Je voudrais parler de la loi sur l'interdiction faite aux Égyptiens de consommer des boissons alcoolisées dans les lieux publics. Cet exemple est futile, car plus de trente-cinq millions d'ouvriers, de paysans et de gens aux revenus très limités ne peuvent être concernés, ni de près ni de loin par une telle loi. Ils se contentent de thé amer, de tabac roulé ou de cigarettes et de narguilé dans le meilleur des cas.

Pourtant cet exemple ne manque pas de significations graves. Car l'Égypte, mère d'une grande civilisation, qui se distingue par le raffinement de son évolution parmi les pays du Tiers monde et du monde arabe, l'Égypte qui a toujours eu ses traditions vivantes qui lui ont permis de maintenir une certaine force de continuité, cette Égypte-là s'entend dire que l'alcool est un péché dans la rue, mais permis dans le privé. Elle s'entend dire que le chant de la femme est illicite, car sa voix est impure; demain on lui ordonnera de ne pas quitter le foyer. On la soumettra de nouveau au voile. Aujourd'hui on répète que le mot *socialisme* est illicite, car il n'est pas cité dans le Coran; que la main du voleur doit être coupée, et que... et que... à n'en plus finir avec ces interdictions imputées à tort ou à raison à la religion musulmane.

De toute manière, qu'elles aient tort ou raison, les autorités se

dirigent vers l'application de la loi islamique dans un pays où la foi des gens n'a jamais été mise en question, dans un pays dont les enfants luttent depuis plus d'un siècle et demi contre la théocratie. Ces mêmes autorités n'incluent pas dans le cercle des péchés châtiés par la décapitation ou l'amputation de la main, la prostitution directe, indirecte, secrète ou publique; elles n'incluent pas les pillages organisés, les pots-de-vin, les détournements de fonds publics, le parasitisme accroché à la production, les opérations de courtage faites par les portes de service, les monopoles licites et illicites, tout cela passe par *l'ouverture.* Quant à l'alcool, la voix des femmes, le mot socialisme et toute attaque contre les États-Unis, ce sont là des choses impies, expressément interdites par le Coran!

Quel est le fond de cette histoire d'alcool? Elle commence par la réunion de trente-huit députés sous la voûte du Conseil du Peuple. Ils décrétèrent que l'alcool était illicite pour les Égyptiens, licite pour les touristes, illicite pour les citoyens dans les bars, les clubs et les fêtes publiques, licite pour eux dans les maisons et les chambres à coucher! Les naïfs aveuglés par le mot d'ordre de *l'Infitah* (l'ouverture) dirent que c'était là une guerre contre l'expansion économique. Ils prirent la plume, firent fonctionner leurs machines à calculer et ne tardèrent pas à dénoncer les mauvaises conséquences d'une telle interdiction sur l'économie nationale. Les humoristes ne manquèrent pas de se moquer du caractère formaliste de cette loi, qui obligerait un provincial de la haute Égypte à se coiffer d'un chapeau et à demander au serveur, dans un anglais de cuisine, un verre d'alcool! Un écrivain chrétien, le regretté Sami Daoud, eut le courage d'écrire que le principe de la liberté de la foi, dans la Constitution, accorde au citoyen chrétien le droit de boire de l'alcool puisque l'Évangile ne l'interdit pas; un des miracles de Jésus est d'avoir changé l'eau en vin, au cours d'une noce, c'est-à-dire d'une fête publique. Comme dit le bon proverbe égyptien, *tout nœud a quelqu'un pour le défaire :* le ministère du Tourisme, dont le ministre était d'ailleurs chrétien, publia une déclaration selon laquelle ladite loi n'aurait aucune incidence sur le tourisme ni par conséquent sur l'économie nationale, au moins de ce point de vue; car cette même déclaration omet de faire état de l'influence de cette loi sur l'aggravation du marché noir, sur l'inflation et sur les dommages que pourraient subir les vignes, les usines de fabrication des boissons alcoolisées, et ce que cela entraîne comme augmentation du chômage. Nous ne parlons que du point de vue de l'économie nationale du régime, sans faire la moindre allusion à la signification socio-culturelle d'une telle loi, plus grave encore que la loi elle-même et l'alcool. Un hypocrite, prêtre, membre du Conseil du Peuple, se prêta gracieusement au mensonge, pour dire que la religion chrétienne interdit l'alcool, exactement comme l'islam. Enfin le Conseil du Peuple se réunit et décida à l'unanimité l'acceptation de la loi.

Ici, il serait peut-être plus intéressant de souligner deux faits

historiques. Le premier eut lieu avant la guerre d'Octobre, au cours d'une réunion du Conseil Présidentiel de l'Union des pays arabes. Le Président Muammar Al-Kadhafi demanda l'application de la loi islamique dans les pays de l'Union, en soulignant avec insistance cette question d'alcool. Le second eut lieu après la guerre d'Octobre : Sa Majesté le roi Fayçal conditionna l'aide économique saoudienne à l'Égypte par l'application des fondements du pouvoir islamique de sorte que le socialisme (ainsi qualifiait-il le régime d'Égypte) fût supprimé de l'économie, de la politique, de l'éducation et de l'instruction; il souligna, Dieu ait son âme! la nécessité de changer le programme d'enseignement par un programme islamique, ainsi que la nécessité de supprimer l'alcool, celui-ci étant *une souillure procédant de l'œuvre du démon.*

Malgré les différences fondamentales entre les raisons de l'un et de l'autre, entre la position de Kadhafi et celle de Fayçal, et bien que Kadhafi n'ait pratiqué aucun chantage, l'attitude de la direction égyptienne dans les deux cas était claire sur deux points :

Bien que le pourcentage des musulmans qui boivent soit beaucoup plus grand que celui des chrétiens, une telle interdiction provoquerait chez les chrétiens égyptiens, et ils sont plusieurs millions, un sentiment d'injustice et causerait un grand préjudice à la liberté de leur doctrine qui, elle, n'interdit pas l'alcool.

Le deuxième point consiste dans le fait que l'image de la civilisation égyptienne serait sans aucun doute possible ternie par effet de réaction à la suite du préjudice très grave que subirait le mouvement touristique et économique. Ce jour-là, Kadhafi n'insista pas beaucoup sur ce point. Quant au roi Fayçal, il s'y arrêta longuement... Même après avoir passé dans l'autre monde, puisque l'Arabie Saoudite continue à faire respecter ces conditions pour aider l'Égypte.

Voilà le véritable début de l'histoire de l'interdiction de l'alcool faite aux Égyptiens dans les lieux publics. L'Arabie Saoudite sait pertinemment bien que les frères arabes, à commencer par les sujets saoudiens eux-mêmes, boivent en Égypte beaucoup plus que les étrangers, et bien plus que les Égyptiens. Mais les frères arabes, à commencer par les sujets saoudiens, ne vont pas au café, ni dans les lieux de culture raffinés, ni non plus dans les petits bars à bon marché. Ils s'installent dans les grands hôtels, dans les luxueux appartements meublés des grands immeubles et dans les cabarets de la rue des Pyramides. Au regard de la loi égyptienne, ils sont étrangers, nullement concernés par l'interdiction qui, elle, serait appliquée aux Égyptiens. La condition saoudienne, donc, a visé l'Égypte comme civilisation, comme société, et comme figure arabe civilisée. Alors que le Président Sadate déclarait que la dette économique égyptienne avait atteint 8 milliards de dollars, l'Arabie Saoudite, elle, thésaurisait dans les banques américaines pour la seule année 1975 la somme de 28 milliards de dollars. L'Arabie Saoudite ne tendit à l'Égypte que trois cents millions de dollars, somme dont l'offre a été

conditionnée par la création de projets communs. La position saoudienne quant au soutien de la Syrie n'est pas meilleure en dépit du fait que c'est la guerre d'Octobre, menée par l'Égypte et la Syrie ensemble, qui a été à l'origine de la hausse du prix du pétrole. Quelle est donc la raison de cette parcimonie?

La réponse est que le robinet de l'argent saoudien est contrôlé par des leviers américains. Si les États-Unis ont réussi à affaiblir l'Égypte militairement et politiquement grâce à la conclusion de l'accord du Sinaï qui, lui, abaissa l'Égypte du mouvement de libération nationale contre le colonialisme vers une position de dépendance dans l'orbite de l'influence impérialiste, ils ont chargé l'Arabie Saoudite de l'affaiblir culturellement, socialement et moralement. Ainsi les conditions saoudiennes, qui semblent de caractère religieux, deviennent un chantage visant à précipiter l'Égypte vers le suicide moral. L'Égypte, enchaînée dans ses besoins économiques, retourne ainsi en arrière et devient un véritable désert; non pas un désert de décor, mais un désert, à l'instar du désert saoudien.

Ce que les groupes des Frères Musulmans, ce que les groupuscules de l'extrême-droite religieuse n'ont pas réussi à réaliser durant des dizaines d'années, l'Arabie Saoudite, semble-t-il, a réussi à le faire. Elle traite quelques députés égyptiens comme elle a traité certains députés libanais, en les fourvoyant, en les poussant à voter pour l'interdiction aux Égyptiens de consommer des boissons alcoolisées dans des lieux publics. Il faut souligner encore une fois que cette loi, en soi, ne concerne pas la majorité écrasante des Égyptiens. Mais elle est certes chargée de signification pour le visage de l'Égypte civilisée, pour les libertés publiques et pour la liberté de la foi, selon la Constitution, ce qui est encore plus grave. Car si elle ne signifie pas grand-chose non plus pour les chrétiens, elle constitue une insidieuse introduction à un conflit confessionnel étranger à l'Égypte et aux Égyptiens. Aujourd'hui la loi sur l'alcool, demain une loi sur le vol, et ainsi de suite et à n'en plus finir avec les lois musulmanes qui mèneraient en fin de compte à une société confessionnelle ressemblant à la société libanaise, à la veille du massacre. C'est là le véritable but caché derrière l'intervention saoudienne dans les affaires intérieures de l'Égypte; intervention que l'on pourrait ajouter à l'accord du Sinaï, à la dépendance des influences américaines et à l'écroulement de l'économie égyptienne après la soi-disant ouverture.

En citant ces exemples, les graves et les moins graves, j'ai voulu apporter la preuve que l'accord du Sinaï n'est pas un simple document consacrant le passé, ni non plus un accord militaire séparant les forces en lutte dans le Sinaï, mais bien un mouvement continu dans le temps et l'espace, un accord qui fait naître aujourd'hui ce qui était hier à l'état fœtal. Demain, il fera naître ce qui n'est aujourd'hui qu'un simple microbe se mouvant dans les entrailles. Cet accord est le titre global d'un régime à son stade d'achèvement d'une période achevée. C'est ce que nous avons voulu dire lorsque nous avons

qualifié cette dernière de tournant stratégique. C'est pourquoi il n'était pas plausible, ni possible, de formuler un programme d'action nationale pour le peuple égyptien, en plus d'une stratégie, sans prendre l'accord du Sinaï comme base de départ, avec ses différentes dimensions dynamique, intérieure, arabe et extérieure, et sur les plans économique, militaire, social et culturel.

Deuxième partie

L'ACCORD DU SINAÏ : UN TOURNANT STRATÉGIQUE

Chapitre I

QUI, AU NOM DE L'ÉGYPTE, ABROGERA L'ACCORD DU SINAÏ ?

L'accord du Sinaï, conclu entre l'Égypte et Israël en septembre 1975, est un point culminant dans le développement du schéma représentant l'attitude de la bourgeoisie égyptienne quant à la question nationale qui, elle, représente le point de repère de toutes les prises de position sociales à l'intérieur, nationalitaires sur le plan arabe et extérieures sur le plan international.

En fait, l'ensemble des traités conclus par l'Égypte avec l'Occident et dernièrement avec Israël peut nous représenter le contexte historique du nationalisme de la bourgeoisie égyptienne avec tout ce que ce contexte peut renfermer comme étapes de progression révolutionnaire et comme étapes de violents replis de la démocratie dite libérale. Cet ensemble de traités peut nous éclairer sur les métamorphoses qui cristallisèrent les lois internes de l'évolution historique de l'Égypte moderne avec tous ses impacts négatifs et positifs sur la nation arabe ainsi que sur la politique internationale.

Reportons-nous, pour commencer, dans les années 1950; plus précisément le 8 octobre 1951. Moustapha An-Nahhas, leader du Wafd, fait sa déclaration historique. Pour l'Égypte, dit-il, il avait signé le traité de 1936; et pour l'Égypte, il l'abrogeait. Après ce discours retentissant prononcé au Parlement et alors qu'il s'apprêtait à prendre le train pour Alexandrie, les journalistes l'interrogent sur le prochain pas. Le gouvernement a accompli son devoir, dit-il; la parole est maintenant au peuple...

La parole du peuple... ce fut la guerre menée par les résistants égyptiens contre les troupes britanniques stationnées sur les rives du canal du Suez.

Cinq ans plus tard, précisément le 26 juillet 1956, nous assistons à une autre scène historique : Gamal Abd An-Nasser annonce la nationalisation du canal de Suez et, quelque temps plus tard, abroge unilatéralement le traité d'évacuation signé avec la Grande-Bretagne en 1954. Les Égyptiens reprennent l'« action » sur les rives du canal.

A l'abrogation du traité de 1936 s'associe la montée de la résistance qui s'est terminée par l'incendie du Caire le 26 janvier 1952, la déclaration de l'état d'exception et la destitution du gouvernement wafdiste. A l'abrogation du traité de 1954 s'associe la remontée de la résistance et l'agression tripartite.

Il y a pourtant une différence fondamentale entre 1951 et 1956 : si l'incendie du Caire annonce la chute de tout un régime, l'agression tripartite, elle, représente l'acte de naissance du nouveau régime. C'est dans cette différence que réside la signification politique de l'évolution historique de la bourgeoisie égyptienne. La similitude entre l'attitude de Nahhas pacha qui avait signé et abrogé le traité de 1936, et celle de Nasser qui signa puis abrogea le traité de 1954, cette similitude nous permet de mettre le doigt sur le contenu et la signification de cette évolution, à la lumière de laquelle nous pouvons mieux considérer le dernier traité du Sinaï; ce qui peut aussi nous permettre de savoir qui est le candidat historique qui assumera la tâche d'abroger ce traité.

Jetons tout d'abord les yeux sur le traité de 1936 et ensuite sur celui de 1954 afin de connaître dans ses détails le contexte historique dans lequel il furent signés puis abrogés, l'un et l'autre par les mêmes personnes. Essayons de savoir si l'évolution, subjective de la bourgeoisie égyptienne, objective de l'Égypte, peut aboutir à la reproduction des deux scènes historiques, de 1951 et de 1956. Ou bien le nouveau contexte empêche-t-il une telle répétition? Dans ce cas « d'autres forces » ne devraient-elles pas être maîtresses de l'initiative historique pour abroger le nouveau traité avec toutes ses implications secrètes et apparentes, arabes et internationales, ainsi que ses implications politiques, économiques et sociales? Ces forces pourraient ainsi assumer leur responsabilité face à l'avenir.

Le traité de 1936 n'était que le couronnement politique tardif de la révolution de 1919; car la double lutte contre le colonialisme et pour la démocratie était la principale action politique égyptienne depuis la défaite de Orabi, même si les classes sociales égyptiennes n'étaient pas toutes d'accord sur la signification du colonialisme et de la démocratie; ce qui ne manquait pas d'entraîner des différends sur les modes de lutte pour l'indépendance et la constitution. L'alliance complexe en degrés et en formes, entre l'occupation britannique, le Palais et l'aristocratie rurale était parmi les facteurs importants qui participèrent à la formation de l'opposition égyptienne populaire, celle-ci ayant identifié ses buts après avoir identifié ses ennemis. En réalité toute action de résistance contre l'occupation britannique était aussi et en même temps une résistance contre la dictature

du trône et les minorités constitutionnelles. Et ce sont les couches moyennes de la bourgeoisie égyptienne naissante sous la direction de Saad Zaghlul qui purent polariser les masses les plus larges des paysans, des petits fonctionnaires, des artisans, des étudiants, des cadres et des ouvriers pour une révolution pacifique au départ, sanglante plus tard; car la marche pacifique ne tarda pas à se transformer en violents affrontements, à partir du moment où les forces de l'occupation, centralisées dans les rangs de la police et de l'armée, eurent recours aux armes.

La révolution de 1919, au lendemain de la première guerre et de la victoire des Alliés, était une des prémisses du mouvement de libération arabe. Elle était contemporaine de mouvements similaires dans différentes parties de la grande nation. De nouvelles forces sociales dans toute la nation arabe venaient de prendre place sur la scène politique; elles espéraient échapper à l'empire colonial. La victoire sur le fascisme signifiait pour les peuples des colonies le jaillissement de la démocratie, et la révolution d'Octobre apportait la preuve de la réalisation de ce qui longtemps était considéré comme impossible. Mais la bourgeoisie égyptienne, telle ses semblables dans les régions colonisées, était si faible, si arriérée et si impliquée socialement avec les couches des propriétaires terriens qu'elle ne put, après sa révolution de 1919, réaliser ni les buts définis par ses couches moyennes ni, à plus forte raison, ceux qui furent pris aux masses populaires, telle la perspective de l'indépendance et de la démocratie, tant souhaitée par ces masses populaires écrasées. Elle ne put obtenir que « la déclaration de février 1922 » et la Constitution de 1923. Toutes les deux n'offraient qu'une indépendance fragile et une démocratie formelle, trop restreinte. Cependant l'Égypte entre 1923 et 1936 fut constamment soumise au terrorisme, à la violence et à la dictature : suspension de la Constitution, dissolution du Parlement, réforme constitutionnelle de 1930 qui donnait au roi de nouveaux privilèges tyranniques, conquête du pouvoir direct par les minorités aristocratiques, contrôle britannique sur toutes les entrées et les sorties du pays tant économiques que politiques ou militaires, etc. Naturellement, le peuple égyptien ne cessait de lutter durant toutes ces années. Le parti Wafd, représentant principalement les couches moyennes de la bourgeoisie, ne cessa de lutter pour l'indépendance et la démocratie. Mais les forces économiques de ces couches sociales, que représentait le Wafd, s'associaient de plus en plus avec d'une part l'aristocratie terrienne, et avec les monopoles étrangers d'autre part; ceci laissa une empreinte politique indélébile sur le mouvement du Wafd. De ce fait, le Wafd se rapprocha petit à petit des moyens et des buts qui mouvaient quelques partis minoritaires. De sorte qu'à un moment le rétablissement de la Constitution de 1923 devint un but en soi, comme si les temps ne changeaient point. Se libérer des restrictions du 28 février 1922 devint le sommet de l'espoir comme si le monde ne bougeait plus ! En d'autres termes le mouvement du Wafd n'a jamais

dépassé les limites de 1919. Les négociations se déroulèrent donc dans ces limites; cela ne pouvait donner que le traité de 1936, une espèce de compromis et, objectivement, un retour en arrière. Le traité de 1936 n'est en fin de compte qu'une piètre réalisation des buts de la révolution de 1919 ou, plus précisément, les buts recherchés par la direction petite bourgeoise et non pas ceux de la base populaire. En réalité, ce recul de la bourgeoisie égyptienne n'était que le début de la décroissance de sa capacité historique à représenter les aspirations nationales du peuple égyptien.

Le premier article du traité signé le 26 août 1936 stipulait « la fin de l'occupation militaire de l'Égypte par les forces de Sa Majesté le Roi et l'Empereur ». La Grande-Bretagne reconnaissait officiellement la souveraineté de l'Égypte, acceptait l'abrogation des privilèges étrangers et les tribunaux mixtes. L'Égypte pouvait donc accéder en tant que membre à part entière à la Société des Nations. Les deux traités de 1899 sur le statut du Soudan furent de même abrogés. Et de nombreux postes principaux occupés par des Anglais, surtout dans les organismes de sécurité, furent supprimés. Mais le traité préserva pour la Grande-Bretagne des bases navales en Égypte ainsi que le stationnement de dix mille soldats des forces de terre. Il assurait en outre quelques facilités en matière de passage aérien et sur terre. De plus, l'armée britannique avait le droit de se réinstaller en Égypte en cas de guerre ou de menace de guerre; l'Égypte n'avait pas le droit, dans le domaine des relations internationales, de conclure des accords opposés aux clauses du traité. La Grande-Bretagne avait le droit de demander à l'Égypte de déclarer l'état d'alerte et le couvre-feu. Le traité fixait à vingt ans la présence des troupes britanniques en Égypte, durée au bout de laquelle le traité pouvait être réexaminé.

De la sorte, le traité n'était pas « un traité de trahison » selon la qualification du parti national, mais il n'était pas non plus « un traité d'honneur et d'indépendance », comme le qualifia Mustapha An-Nahhas. C'était tout simplement un traité de compromis. En réalité, l'évolution économique et sociale des couches moyennes de la bourgeoisie égyptienne était passée de l'étape révolutionnaire de 1919 à l'étape de la recherche des compromis, qui caractérise la période de 1936, et ce, bien qu'elle ait réussi à rétablir la Constitution et à annuler pratiquement les effets de la déclaration du 28 février. C'est ce qui nous fait dire que le traité de 1936 a ramené en arrière dix-sept ans de lutte populaire. En fin de compte le traité de 1936 peut être considéré comme un signe avant-coureur de l'affaire du 4 février 1942, lorsque le Wafd accepta de revenir au pouvoir, porté par le pouvoir colonial armé.

Il est peut-être utile d'évoquer à ce propos les réactions immédiates à la conclusion du traité. M. Anthony Eden déclara à la Chambre des Communes le 24 novembre 1936 : « La raison qui a conduit le gouvernement à concéder l'occupation du Caire et d'Alexandrie et à ne maintenir que la zone du canal, est que les

forces britanniques sont entièrement mécanisées; elles peuvent donc se faire porter facilement sur les routes pavées. » Ajoutons que les annexes du traité remettaient à la charge du gouvernement égyptien la construction des casernes pour les troupes d'occupation précisées par celle-ci, ainsi que l'aménagement d'un réseau routier, aux caractéristiques particulières, qui relierait Le Caire, Alexandrie, Port-Saïd, Ismaïlia, Suez et d'autres villes (voir l'histoire de la révolution du 23 juillet, par Ahmad Hamrouch, tome I, page 92).[1] Le docteur Muhammad Hussein Haykal, lui, s'opposa aux charges militaires subies par l'Égypte. La même opposition fut formulée par Muhammad Mahmud pacha dans une déclaration célèbre : « Ces engagements militaires sont contre l'indépendance de l'Égypte. »

Dans son livre *Tatawwur Al-Haraka Al-Wataniyya Fi Misr Min 1918 Ila 1936 (Évolution du mouvement national en Égypte de 1918 à 1936),* Abd El-Azim Ramadan fait le bilan positif et négatif de ce traité : « Il a permis à l'Égypte, écrit-il, de jouir de l'indépendance intérieure dans la limite permise par les luttes de partis en Égypte, sous la royauté et la constitution de 1923, et dans la limite que permettait la sincérité de l'Angleterre, dans l'application des clauses d'un tel traité au cours de l'épisode du 4 février 1942. Ce traité a permis l'avènement de la révolution du 23 juillet 1952 sans que celle-ci eût à craindre une intervention de la part de la Grande-Bretagne en vue de protéger le trône; ce trône qui était sous la protection du pouvoir colonial avant la conclusion du traité. Il a permis à l'Égypte de jouir de son indépendance extérieure au point de prendre une position neutre lors de la guerre de Corée en 1950 et au point de ne pas reconnaître la Chine populaire et de ne pas entrer en relation étroite avec l'Union soviétique. Il a permis à l'Égypte de jouir de l'alliance de la Grande-Bretagne, ce qui aida cette dernière à gagner la Seconde Guerre mondiale et fit vaincre l'Égypte par les hordes sionistes! Le traité de 1936 libéra l'Égypte d'une grande partie de ses problèmes avec la Grande-Bretagne, problèmes qui avaient incité Saad Zaghlul et autres politiciens égyptiens à ne pas disperser les efforts mais bien à les concentrer en vue d'obtenir l'indépendance; l'Égypte après la conclusion de ce traité commença à se rendre compte de son arabité et de son appartenance au monde arabe. La pensée officielle commença alors à se tendre vers le monde arabe, écrivant ainsi une nouvelle page dans l'histoire de l'Égypte moderne. »

Ce bilan de 1936 nous fait parcourir une période de quinze ans, jusqu'en 1951, date à laquelle ce traité fut abrogé par celui-là même qui l'avait cosigné; le contexte historique de ces quinze années nous permettra de relever un ensemble d'importants facteurs.

Premièrement ce traité signé aussi par les leaders de l'opposition

---

1. Voir *l'Histoire de la révolution du 23 juillet,* par Ahmad Hamrouch, tome I, p. 92.

représentait le maximum de ce à quoi pouvait parvenir l'énergie des classes moyennes de la bourgeoisie égyptienne dans la lutte avec les conditions économiques et politiques du régime de l'époque. En fait, le rôle objectif de la moyenne bourgeoisie égyptienne n'était pas encore historiquement terminé, bien qu'elle fût paralysée et stérile dans le cadre général du régime existant. Deuxièmement, la période qui suivit la signature du traité jusqu'au début des années 50 assista à une transformation sociale décisive dans la structure même de l'Égypte moderne et à l'intérieur même de la bourgeoisie; certaines nouvelles forces sociales, politiquement égarées dans les années 20, étaient arrivées à une certaine cristallisation, tandis que dans les années 30 et 40 de ce siècle, des secteurs de la classe ouvrière, de la paysannerie et de la petite bourgeoisie avec ses différentes couches, ne se contentèrent pas de leur rôle de base populaire du parti Wafd; ils commencèrent à chercher leur voie propre et indépendante dans la participation d'égal à égal à la direction du développement national et social. L'émergence de ces nouvelles forces sociales, au sein même du secteur des productions agricole et industrielle, fournit de nouvelles bases à la révolution nationale par le fait d'avoir signifié qu'indépendance politique et indépendance économique n'étaient que les deux faces de la médaille. Le comité national des étudiants et des ouvriers établi en 1946 marqua le paroxysme politique de cette nouvelle tendance émergeant sur la carte socio-politique de l'Égypte.

Troisièmement, les événements qui entourèrent l'Égypte directement dynamitèrent la perspective régionaliste de Saad Pacha Zaghlul, auteur d'une célèbre phrase selon laquelle les Arabes seraient *zéro plus zéro, plus zéro*. Perspective tellement effacée que la première guerre de l'armée égyptienne après ce traité eut lieu sur les territoires de la Palestine, à l'extérieur des frontières internationales de l'Égypte.

Quatrièmement, la période qui s'étend de 1936 à 1951 vit des transformations historiques décisives sur le plan international par la victoire des Alliés dans la Seconde Guerre mondiale, par le déclin des deux grands empires coloniaux, anglais et français, par l'émergence du bloc socialiste autour de l'Union soviétique, en Europe de l'Est et en Chine, par l'essor des forces de libération nationale dans les colonies, et par les débuts du néo-colonialisme américain.

Cet ensemble de facteurs nouveaux s'imposa à la lutte politique en Égypte, durant toute la période des années 40, qui vit un bouillonnement de la rue égyptienne tel qu'on n'en avait jamais vu auparavant; le parti Wafd lui-même subit une scission objective différente de celles qui avaient été faites par de grandes personnalités wafdistes tout au long de son histoire. En effet, le Wafd vit émerger en son sein une vague de jeunesse radicale connue depuis sous le nom d'avant-garde wafdiste. En dépit de la corruption du milieu social de la direction traditionnelle du Wafd, en dépit de la collusion de cette dernière avec les grands propriétaires terriens, ainsi qu'avec les couches supé-

rieures de la bourgeoisie, la correction de l'erreur historique par l'abrogation du traité de 1936 fut le dernier acte glorieux de la moyenne bourgeoisie égyptienne avant la révolution de juillet 52, lorsqu'elle a pu mettre à profit un climat local et international favorable, pour porter son coup tout en étant sûre que le régime dans sa totalité se trouvait dans une voie sans issue.

Dans son livre *Le mouvement politique en Égypte de 1945 à 1952,* Tareq El-Bechri écrit : « La décision par le Wafd d'abroger le traité de 36 fut une action qui dépassa son mode conventionnel de lutte; c'était reconnaître l'avènement d'une nouvelle étape dans l'histoire du mouvement national égyptien; une étape qui dépassait le mode de la lutte pacifique légale et, par définition, toute formule, tout cadre de ce mode de lutte. Abroger le traité sans autre alternative proposée par le pouvoir colonial dépassait le Wafd lui-même, ainsi que l'institution dont la direction avait accepté le mode pacifique de lutte qui, elle, n'était pas préparée à ce genre d'action, ni par son idéologie, ni par sa composition, ni par son organisation; cette institution, de par sa nature, était inapte à lutter autrement, et à prendre les armes. Par cette abrogation le Wafd accomplit sa dernière grande action en tant que leader du mouvement national; lui, qui fut toujours connu pour ses hésitations, dans son histoire propre comme dans celle du pays, fit parvenir le mouvement national à une nouvelle étape dépassant le régime existant, ses fondements et le dépassant lui-même. »[2]

Cette analyse confirme que le mouvement populaire, qui versa son sang sur les rives du canal, n'était pas une solution wafdiste. Car, dès que Le Caire commença à brûler (tentative désespérée des forces de la contre-révolution), le gouvernement wafdiste tomba et la démocratie avec. Car il n'était pas suffisamment puissant pour protéger le chemin qu'il venait d'ouvrir à une solution juste de la question égyptienne par l'abrogation du traité. Tout au plus a-t-il pu exploiter un climat politique favorable pour corriger une erreur historique, à savoir le traité, sous la pression de l'aile la plus progressiste du Wafd et sous la pression maximum de la rue. Ainsi le Wafd a-t-il ouvert le chemin à la solution sans être pour autant historiquement apte à mettre à exécution la solution présentée à l'aube du 23 juillet 1952, la révolution de Gamal Abd El-Nasser.

La légitimité de l'ancien régime s'écroula donc en 1951 avec l'abrogation du traité de 1936. L'incendie du Caire, le 26 janvier 1952, ne fut qu'un symbole de cette chute fracassante. Les partis et les organisations officiels et clandestins, pour des raisons très complexes dont il ne saurait être question ici, ne purent fournir les fondements d'un nouveau régime. Les forces armées devaient donc venir

2. Cf. p. 485.

pour ouvrir une brèche dans ce chemin sans issue. Au cours de leurs trois premières années elles consacrèrent la chute de l'ancien régime par la proclamation de la république le 18 juin 1953, par l'abrogation des titres honorifiques et la dissolution des partis et elles essayèrent dans le cadre de cette consécration d'obtenir l'évacuation des forces britanniques... Ce qui veut dire que la tentative de faire évacuer du canal les forces britanniques s'inscrit en réalité dans l'ensemble des mesures visant à effacer l'ancien régime. Ce fut aussi le cas de la promulgation de la loi sur la réforme agraire en septembre 1953. Car en fait les trois piliers de l'ancien régime étaient le trône, les forces de l'occupation, les grands propriétaires. Il n'était donc possible de faire tomber le régime qu'en se débarrassant de ces trois piliers. C'est pourquoi il est impossible de considérer le 23 juillet 1952 comme la date de naissance du nouveau régime. En fait, il est historiquement avéré qu'une période de cinq années environ sépare le moment où l'ancien régime fut déchu de sa légitimité dans les faits le 8 octobre 1951 lors de l'abrogation du traité, de la naissance de la légitimité du régime de Gamal Abd El-Nasser lors de la nationalisation du canal de Suez et lorsque fut déchiré le traité d'évacuation en 1952. La loi sur la réforme agraire promulguée en septembre 1952 était un défi porté aux couches supérieures de la bourgeoisie rurale; la proclamation de la république le 18 juin 1953 était un complément juridique à la chute de la royauté; les négociations Nasser-Heid en 1954 issues du traité d'évacuation étaient une consécration de la chute de l'ancien régime sans pour autant être une véritable réalisation de l'indépendance nationale. Les négociations de Nasser avec la Grande-Bretagne ne durèrent pas plus de 16 jours entre le 11 et le 27 juillet 1954, date à laquelle le traité fut signé avec les initiales des partenaires; ce qui signifie que les négociations effectives avaient eu lieu bien avant que les partenaires ne siégeassent à la table de négociations. Ahmed Hamrouch affirme, dans le tome deuxième de son livre sur la révolution de Juillet, que la rapidité avec laquelle l'accord fut signé était le résultat de l'entremise américaine qui, comme Zakariyyah Muhyi Ad-Din me l'a affirmé, visait à résoudre les problèmes entre Britanniques et Égyptiens en vue de créer un climat propre à lier l'Égypte à une nouvelle politique dans la région[3]. Anouar Abd El-Malek, dans son livre *Al Mugtam'a Al-Misri Wa Al-Gaych (la Société égyptienne et l'armée)* affirme que les négociations pour l'évacuation, entre Nasser et l'ambassadeur britannique Sir Ralf Stevenson, avaient commencé au printemps de 1953 et que le but des États-Unis était clair : l'engagement par le nouveau régime à adhérer à un appareil militaire pour une défense collective au Moyen-Orient, appareil direc-

---

3. Cf. Ahmed Hamrouch, *Mugtam'a Gamal Abd El-Nasser* (éd. : *Al-Muassassat Al-Arabiyyah lil Dirasat wa An-Nachr,* Beyrouth, 1975, p. 34).

tement lié à l'alliance atlantique[4]. Il est utile de rappeler à ce propos que le négociateur égyptien fit pression sur les forces britanniques stationnant dans la zone du canal par une série d'actions de résistance entre janvier et mai 1954, date à laquelle les attaques furent suspendues. La Grande-Bretagne, en guise de manifestation de ses bonnes intentions, prit l'initiative de débloquer la somme de 10 millions de livres sterlings faisant partie de la dette qu'elle devait à l'Égypte. En juillet, elle exposa son projet d'évacuation sous condition de maintenir sur place des techniciens civils et du retour des forces britanniques au cas où un pays arabe ou la Turquie subirait une agression. L'accord stipulait le retrait des forces britanniques de la zone du canal en vingt mois au plus. Il mettait officiellement fin, de la part de la Grande-Bretagne, au traité de 1936 ainsi qu'à ses engagements. La Grande-Bretagne reconnaissait le canal de Suez comme propriété de l'Égypte, à condition que soit libre la navigation internationale selon le traité avec la Turquie du 29 octobre 1888. L'accord total fut signé le 19 octobre 1954. Quelles furent donc les réactions?

John Badow, ancien ambassadeur américain au Caire, et R.H. Nold écrivent : « Ce traité, pour la Grande-Bretagne et l'Occident, supprima l'obstacle principal de la participation de l'Égypte à un traité de défense du Moyen-Orient. »[5]

Dans son livre sur Nasser, Jean Lacouture écrit : « Jamais le colonel ne parut aussi isolé du peuple comme il le fut le jour où il lui annonça le traité d'évacuation. » Dans le deuxième tome de son livre sur la révolution, Ahmed Hamrouch écrit : « Entre la signature du traité avec les initiales et sa ratification se cristallisa une opposition contre ce traité en général et contre Nasser en particulier. » Anthony Nathing raconte dans son livre qu'il avait emprunté le stylo de Nasser au moment de la signature, puis le garda; se tournant vers lui, Nasser lui dit en plaisantant : « Je crois que vous m'avez beaucoup pris dans ce traité... voulez-vous me rendre mon stylo ». La plaisanterie n'était pas vide de sens et Nasser dut s'en souvenir, lorsque les balles tirées à Al-Manchiyyah le ratèrent, alors que l'assassin criait : « Je veux le tuer, il a vendu mon pays! »

Mais Nasser n'a pas vendu son pays; la preuve, ce n'est pas qu'il déchira ce traité moins de deux ans plus tard, mais c'est que durant ces deux années il déçut les espoirs de l'Occident, l'ancien et le nouveau, lorsqu'il refusa avec un entêtement héroïque d'adhérer à tout pacte militaire en brisant le monopole de la vente d'armes et en participant positivement à la conférence de Bandoung. Certes le traité de 1954 était dans son essence un compromis avec le colonia-

---

4. Cf. Anouar Abd El-Malek, *Al-Mugtam'a wa Al Gaych, éd. : Dar At-Taliah,* Beyrouth, p. 119.

5. Cité dans le livre de Anouar Abd El-Malek, p. 120.

lisme, puisqu'il autorisait les techniciens civils anglais à rester sur le territoire égyptien et puisqu'il prévoyait un retour des forces britanniques en cas d'agression subie par la Turquie. Mais c'était un compromis qui impliquait l'évacuation de l'Égypte de toutes les forces armées britanniques. C'était en outre un compromis de courte durée, qu'on ne peut comparer avec la durée entre la signature du traité de 1936 et la date de son abrogation en 1951. En troisième lieu, ce traité ne pouvait être le dernier acte du rapide développement politique de la direction égyptienne en moins de deux ans. Enfin, le bilan d'un tel compromis ne devrait pas faire abstraction du contexte de cette étape de la révolution nassérienne, étape de la chute de l'ancien régime.

Ainsi les mesures prises par la révolution de 1952 dans ses premiers débuts incarnèrent les ambitions de la bourgeoisie nationale, c'est-à-dire les couches moyennes de la bourgeoisie égyptienne sans hégémonie des couches supérieures de la bourgeoisie et sans les traditions libérales à l'ombre desquelles la bourgeoisie nationale avait toujours lutté. En d'autres termes la représentation de classes perdue par le Wafd du fait de l'infiltration de l'aristocratie rurale et bancaire dans sa propre structure, cette représentation, Nasser la gagna aux alentours de cette époque. Le changement essentiel survenu fut, sans doute, que les couches moyennes de la bourgeoisie égyptienne de 1952 avaient atteint dans leur structure de production, ainsi que dans leurs rapports sociaux, un degré de développement qualitatif supérieur à celui qu'elle avait connu en 1919.

En 1956 Nasser apporta la preuve que le traité d'évacuation n'était pas le sommet de l'espoir, mais tout simplement une démarche tactique vers le grand but, à savoir la nationalisation du canal de Suez et l'égyptiannisation des banques et des sociétés étrangères. Ce n'est certes pas un hasard si, juste avant, c'est-à-dire en 1955, fut créé l'organisme économique et fut signé le contrat pour l'armement soviétique. Donc, le but était bien l'indépendance nationale sur le plan économique ; il fallait ensuite la protéger militairement et lui donner politiquement corps à travers les élections qui devaient porter Nasser à la présidence de la République. L'agression tripartite de Suez ne put résister à la nouvelle légitimité née au moment de la nationalisation et de la guerre. La rue égyptienne venait d'accorder à Nasser une confiance historique, lorsqu'elle le vit déchirer le traité de 1954, armer le peuple et le diriger pour défendre au prix du sang l'indépendance du pays. C'est à partir de ce moment qu'un équilibre de classes va changer : si les couches moyennes de la bourgeoisie occupaient toujours la place principale, elles n'étaient plus imbriquées dans l'aristocratie rurale et les monopoles étrangers ; en effet, la large base populaire composée d'ouvriers, de paysans et de petits bourgeois devint un élément énergique et actif tirant profit des changements survenus sur la carte sociale dans ses rapports avec le pouvoir.

On pourrait dire que Nasser, depuis qu'il avait signé le traité de 1954 jusqu'à ce qu'il l'eût abrogé en 1956, depuis l'union avec la Syrie en 1958 jusqu'aux mesures nationales prises entre 1961 et 1962 exprimait une tendance politique allant vers l'auto-détermination du peuple, vers la réalisation des tâches de la révolution nationale et démocratique, vers l'exploitation des ressources nationales au profit des plus larges couches populaires et vers l'élimination du rôle traditionnel de quelques couches de la moyenne bourgeoisie nationale. L'organisation économique du pays évoluait vers la nationalisation d'un large secteur, nationalisation qui participait au développemet économique, à l'accélération du taux de ce développement et à la mobilisation des nouvelles forces sociales autour d'une charte d'action nationale et ce, grâce à la participation aux bénéfices, à l'administration et à la représentation politique. Cela allait de pair avec la modernisation des moyens de production et de l'industrie lourde et avec la formation des cadres techniques par la proclamation de la gratuité de l'enseignement à tous les niveaux, y compris l'université.

La rupture entre Nasser et l'Occident n'était donc que l'équivalent de sa rupture avec la dépendance coloniale. Si la lutte démocratique à l'époque du Wafd signifiait la lutte contre l'occupation et pour la Constitution à la fois, la lutte nationale au temps de Nasser avait acquis une signification plus profonde, à savoir la consolidation de l'indépendance régionale dans le cadre de la destinée arabe, du mouvement de libération internationale et du bloc socialiste. Elle signifiait aussi le progrès social des plus larges secteurs populaires.

De ces deux points de vue, l'année 1956 fut décisive. L'abrogation du traité de 1954, dans ses deux significations symbolique et effective, constituait un nouveau début historique, contre lequel les puissances coloniales, le sionisme, la réaction locale ainsi que les éléments de droite dans le régime de Nasser lui-même, ne pouvaient que s'élever; ces éléments, en plus des nombreuses erreurs en matière de démocratie, devaient poursuivre le régime nassérien jusqu'à lui infliger la fracassante défaite de 1967.

Objectivement, la défaite de juin 67 mena à la chute du régime de la révolution de Juillet; mais le leadership économique historique exercé par la personnalité de Nasser (ce qu'on appelle le rôle de l'individu dans l'histoire) fournit au régime un sursis de trois ans qui, en fait, ne furent qu'un prolongement quantitatif des années antérieures à la guerre. Ce sursis s'acheva par une fin tragique, sans exemple dans l'histoire : le massacre des Palestiniens en Jordanie au mois de septembre, la mort subite de Nasser et la lutte qui déchira le pouvoir, entre l'aile bureaucratique du nassérisme, ce que socialement on appelait et avec beaucoup d'euphémisme «la nouvelle classe», et les éléments de droite dans le régime qui, eux, avaient dans leurs rangs les riches de la campagne, les éléments parasitaires, soit dans le secteur nationalisé, soit dans le secteur privé, proliférant en l'absence du

contrôle démocratique du peuple. A la veille du 15 mai 1971 la coalition réactionnaire entre les riches de la campagne et les éléments parasitaires trancha dans la lutte par un putsch contre la bureaucratie nassérienne.

Où était le peuple cette nuit-là? En toute fidélité, il regardait faire. En fait, les plus larges secteurs de la population avaient définitivement perdu confiance dans le style politique du régime et en sa formule non démocratique. Il souffrait beaucoup de la prolifération cancéreuse de la nouvelle classe dont le plus grave méfait consista dans la baisse du taux de développement économique depuis 1965. Les soulèvements populaires spontanés entre 1968 et 1973 n'aboutirent pas à l'organisation des rangs du peuple en un front national capable de changer le régime dans l'intérêt des forces populaires. Inconsciemment la population sentait que le régime avait succombé depuis quelque temps et qu'il portait la responsabilité de l'avènement des forces de droite, qui remplirent le vide politique.

Depuis se succédèrent les événements que nous connaissons (économiques, politiques et militaires) et qui, une fois de plus, apportèrent une confirmation à la justesse de vue du peuple, même si elle n'était pas exprimée consciemment. Car, durant la période située entre 1971 et 1975, le pouvoir égyptien prit pas à pas le chemin des renégats avec l'effronterie d'une prostituée.

L'occupation israélienne du Sinaï était la pierre d'achoppement du nouveau régime putschiste, qui se souciait très peu des autres territoires arabes occupés et du problème palestinien. Il fallait donc supprimer cet obstacle sur le chemin de la solution partielle, afin que le pouvoir putschiste acquît sa légitimité sur les décombres de l'ancien régime. L'ensemble des mesures qui se succédèrent, de la date du putsch à la guerre d'Octobre 1973, constitua les éléments de la consécration de la chute du nassérisme aux niveaux local, arabe et international. De leur côté, les conséquences de la guerre peuvent être considérées comme un document de la légitimité du putsch, si l'on peut s'exprimer ainsi.

Comment cela se produisit-il?

La politique de l'ouverture économique aboutit à une « libanisation » graduelle de la structure de la production égyptienne et ce, en procédant à la création des zones libres, à l'encouragement du secteur privé pour l'importation et l'exportation sans aucun contrôle sérieux, en encerclant le secteur nationalisé et en le liquidant de l'intérieur, en démantelant les lois de la réforme agraire et enfin en dirigeant l'économie progressivement vers des projets parasitaires, tels la contrebande, le courtage et les constructions de luxe. L'ouverture politique aboutit à détruire l'alliance avec les pays de l'Est pour se jeter entre les bras des Américains; elle conduisit à l'alliance avec les pays réactionnaires arabes et au maintien de la formule de l'Union socialiste après avoir modifié la définition de l'ouvrier et du paysan, de sorte que grands propriétaires et hommes d'affaires devinrent les

piliers du pouvoir dans ses différents secteurs, législatif et exécutif. La politique de l'ouverture idéologique porta atteinte aux tribunes et aux écrivains nationaux et progressistes, en obligeant ces derniers à émigrer, en les censurant, en tentant de les fourvoyer ou en les invitant à un séjour au cachot de temps en temps; et ce, en mettant en circulation des idées chauvines, régionalistes, racistes et religieuses, tout en propageant les valeurs de la société de consommation.

Toutes ces mesures consacrèrent la chute objective du régime et préparèrent le terrain à la guerre d'Octobre, dont l'accord du Sinaï, conclu en 1975, constitue la conséquence politique la plus décisive; en effet, l'esprit de cet accord ainsi que ses clauses cristallisent la position égyptienne quant à la question nationale, au problème arabe et à la paix internationale.

Bien que la direction politique de l'Égypte ait déclaré à plusieurs reprises que cet accord a été conclu avec les États-Unis et non pas avec Israël, le préambule de cet accord dément catégoriquement cette affirmation. La première ligne de cet accord est la suivante : «Le gouvernement de la République arabe d'Égypte et le gouvernement d'Israël se sont mis d'accord sur les points suivants.» En fonction du droit international, cette phrase, en effet, constitue une reconnaissance officielle d'Israël.

Soit. Car peut-être la célèbre résolution 242 implique-t-elle aussi une reconnaissance approximative. Seulement il y a une nuance, et elle est de taille. Car, si ladite résolution fut formulée sur la base d'un fait existant, à savoir la défaite, la reconnaissance explicite de 1975, elle, a pour base une réalité différente; c'est ce que le pouvoir égyptien lui-même affirme avec beaucoup de fierté. Mais ce qui nous importe, c'est que cette reconnaissance officielle d'Israël par l'Égypte ne représente pas tant les conséquences de la guerre, que l'identité politique du régime égyptien actuel.

Les traits de cette identité pourraient être mieux éclairés avec la deuxième clause de cet accord, où «les deux parties s'engagent à ne pas recourir à la force, à la menace ou au blocus militaire l'une à l'égard de l'autre.» Ce qui est explicité dans la troisième clause de la manière suivante : « Les deux parties continuent à respecter scrupuleusement le cessez-le-feu sur terre, sur mer et dans les airs et à s'abstenir de toute action militaire ou quasi militaire contre l'autre partie.» Les deux clauses sont explicites sur le blocage des forces armées égyptiennes face à la tergiversation d'Israël au sujet d'un autre retrait du Sinaï, ou en cas d'agression contre tout autre pays arabe, et particulièrement contre la Syrie, associée dans la guerre, ou la résistance palestinienne bloquée au Liban. Ce blocage des forces armées égyptiennes se confirme encore mieux par les clauses contenues dans les annexes de l'accord, sous le titre *Restrictions sur les forces et l'armement;* selon ces restrictions, les forces égyptiennes autorisées à stationner sur la rive Est ne devraient pas dépasser huit mille soldats, dont huit unités d'infanterie, soixante-quinze chars et

soixante-douze pièces d'artillerie, y compris les «haouns» lourds. Mais la plus grave de ces clauses est celle qui concerne le système de pré-alerte, qui donne aux États-Unis le droit de déléguer deux cents techniciens pour son fonctionnement, et dont le retrait ne peut s'effectuer qu'au gré des Américains ou des deux partenaires. Bien que ce chiffre de deux cents paraisse dérisoire et bien que la qualité de techniciens civils en rende la consonnance plus légère à l'oreille, il ne fait aucun doute qu'il s'agit bel et bien d'une présence américaine, dont les instruments de détection les plus sophistiqués n'ont pas besoin d'une armée pour leur fonctionnement. La présence de tels instruments n'empêche pas seulement le déclenchement d'une guerre, mais de plus ils occupent une position stratégique pour l'espionnage américain, dirigé vers tout le Moyen-Orient. Ces instruments sont reliés à ceux des bases du pacte atlantique stationnées non loin de là. Il s'agit là de la plus moderne et de la plus dangereuse espèce d'occupation directe. Il ne s'agit pas seulement d'une occupation de territoires dans le Sinaï, mais bien plus grave, il s'agit d'une menace contre la souveraineté nationale égyptienne, contre la souveraineté arabe tout entière, dont les territoires seront ainsi soumis à un contrôle de radar couvrant les frontières du golfe Arabique et de l'Irak, en passant par la Jordanie, la Syrie et le Liban, où se trouvent les bases de la résistance palestinienne.

A la lumière des clauses de l'accord et de ses annexes, nous pouvons fixer l'identité du régime égyptien actuel de la manière suivante :

Changement du mouvement des forces armées égyptiennes par rapport aux questions de la libération nationale et arabe et surtout par rapport à la question palestinienne.

Abandon de la souveraineté et de l'indépendance égyptienne par adhésion directe au système de défense occidental; ce qui est une consécration de l'entrée directe dans l'orbite coloniale sur le plan économique.

Abandon de l'appartenance arabe de l'Égypte en fournissant des facilités militaires aux plus dangereux appareils de l'agression impérialiste dans notre monde contemporain.

Abandon de l'alliance avec le bloc socialiste en supprimant de ses frontières méridionales toutes les assises de la sécurité mutuelle entre lui et le mouvement de libération arabe.

Tout cela constitue des barrières défensives de la fraction réactionnaire et arriérée de la bourgeoisie égyptienne. Celle-ci défendrait ses intérêts parasitaires et éphémères, quitte même à traîner dans la boue le drapeau de l'indépendance. Il s'agit là d'un exceptionnel recul dans le cours historique de l'Égypte moderne; un recul qui dépasse toutes les lois objectives motrices de son histoire. Car l'évolution sociale de l'Égypte au cours de toute la période nassérienne avait cristallisé une entité sociale et économique ne permettant pas un tel recul dans le domaine des forces productives ou des rapports

sociaux. Mais des circonstances insolites, de la chute du pouvoir nassérien en 1967 à la disparition de Nasser en 1970 et au putsch de mai 1971 ont ouvert, dans l'évolution historique de l'Égypte, cette exceptionnelle brèche, par laquelle purent s'infiltrer les forces renégates. Pourtant la contradiction objective entre l'évolution sociale de l'Égypte et le pouvoir actuel ne leur permet pas la longévité. Des millions d'ouvriers et de paysans, d'étudiants, de techniciens et de soldats formés durant vingt ans, constituant des forces productives et de nouveaux rapports sociaux ont créé une nouvelle Égypte, qu'il est impossible de faire éclater, à moins d'un déracinement profond et d'une funeste guerre civile.

De tels rapports de forces ne peuvent trouver leur expression à aucun degré dans ce pouvoir qui rassemble dans ses rangs les secteurs les plus réactionnaires du capitalisme rural et les éléments parasitaires de la production. Nous ne sommes pas en présence de la traditionnelle bourgeoisie nationale qui avait à une certaine époque dirigé la révolution de 1919 et celle de 1952, par la suite. Nous sommes en présence d'un capitalisme visant par son pillage à un profit immédiat, un capitalisme incapable de résoudre un seul problème économique, social ou culturel, quel que soit le volume des prêts et investissements étrangers dont il profite. Il ne fut donc pas surprenant que M. Ahmed Abu Ismaïl, ministre égyptien des Finances, ait déclaré que l'année 1975 était la pire année économique dans l'histoire de l'Égypte moderne. Ce n'est pas un hasard si les taux de développement économique sont en baisse continue, que l'inflation, la hausse des prix ainsi que la disparition des produits constituent les caractéristiques principales de cette impasse. En fait le capitalisme égyptien est trop lâche pour pouvoir diriger la production; c'est pourquoi il recourt à la technique du vol à la tire, ayant pour objets les produits de consommation. Sa chute économique est donc inéluctable en dépit des effets anesthésiants de l'ouverture et de l'envergure des soutiens apportés, qui ne sont en fait que les signes avant-coureurs de la chute politique. Certes l'absence de cohésion populaire dans un organisme politique a participé elle aussi à la formation de cette brèche par laquelle est passé le pouvoir actuel. Certes l'alliance politique et militaire avec l'Occident protègera celui-ci de la chute pour un temps. Mais le degré de ténacité dans l'attachement du régime actuel à la protection coloniale par l'accord du Sinaï et par d'autres accords futurs sera fonction de la capacité du front populaire de s'organiser et d'opérer des changements dans la structure même du pouvoir politique. Car en fait la direction actuelle est historiquement inapte à adopter une position semblable à celle prise par le Wafd en 1951, lorsque Nahhas pacha, au nom de l'Égypte et pour elle, abrogea le traité de 1936; elle est aussi inapte à prendre une position semblable à celle que prit Nasser en 1956, lorsqu'il déchira le traité de 1954 avant d'annoncer la nationalisation du canal de Suez.

Les erreurs historiques du traité de 1936 et de l'accord de 1954 étaient corrigibles par les forces sociales qui les avaient commises. Avoir mis fin à la présence britannique, au Caire et à Alexandrie en 1936, dans la zone du canal en 1954, n'était pas une trahison nationale, mais un compromis, fonction des conditions difficiles acceptées par le négociateur égyptien en vue d'obtenir la première et la deuxième évacuation. Mais les compromis ne sont jamais rectifiables, surtout lorsque les forces sociales elles-mêmes dirigent l'évolution vers l'indépendance nationale. C'est pourquoi le Wafd fit s'écrouler le régime qui enchaînait ces forces sociales avant l'abrogation du traité. Pour la même raison Nasser instaura de nouvelles assises à son régime lorsqu'il ouvrit le champ à la classe moyenne pour que celle-ci changeât les rapports de forces qui l'étouffaient et ce, en réalisant l'évacuation, l'égyptiannisation, en supprimant les grandes propriétés, et en coupant les ailes aux couches supérieures de la bourgeoisie rurale.

Si maintenant nous établissons un rapport entre les clauses de l'accord du Sinaï, celles du traité de 1936 et celles de l'accord de 1954, sans pour autant négliger la distance historique et sociale, nous aurons la confirmation que les engagements militaires pris par l'Égypte en 1936, et qui s'opposaient effectivement à l'indépendance de l'Égypte et à sa souveraineté sur ses territoires, sont de bien moindre portée que les engagements militaires de l'accord du Sinaï, qui, eux, ouvrent les portes à une occupation américaine effective et non existante auparavant, en plus de l'occupation israélienne. Alors que le traité de 1936 ouvrait la voie à l'évolution des forces armées qui accomplirent la révolution de 52, et alors qu'il tenait la bride haute à la Grande-Bretagne pour toute intervention dans nos affaires intérieures, ce qui participa au succès de la révolution, l'accord du Sinaï, lui, pose les plus graves obstacles devant nos forces armées et constitue un avertissement pour tout mouvement intérieur dont l'objectif serait d'affronter cette grave situation. Si le traité de 1936 permettait l'appartenance de l'Égypte au monde arabe, appartenance confirmée d'ailleurs au cours de la guerre de Palestine en 1948, et mieux assise par Nasser au cours de la guerre de 1956, l'accord du Sinaï fait se recroqueviller l'Égypte dans ses frontières nationales désormais amputées.

Il est curieux que la direction égyptienne ait répété avec insistance dans ses déclarations que l'accord du Sinaï ne comprenait pas de clauses secrètes, comme si les clauses connues ne suffisaient pas déjà à le condamner. Le fait est que les États-Unis se hâtèrent de publier dans leur intégralité les clauses secrètes, texte qui porte le coup de grâce à l'Égypte, en tant que centre de gravité du mouvement de libération arabe.

Sous la rubrique 5 du document, le texte dit : « Les États-Unis ne s'attendront pas à ce qu'Israël commence à appliquer l'accord avant que l'Égypte n'ait mis à exécution sa promesse dans l'accord de

désengagement de janvier 1974, selon laquelle tous les convois israéliens pourraient passer par le canal de Suez. »

Sous la rubrique 12 du même document, nous pouvons lire ceci : « La position des États-Unis est fondée sur le fait que les engagements égyptiens, en respect de l'accord égypto-israélien, ne sont conditionnés par aucune action, aucune évolution pouvant avoir lieu entre un autre pays arabe et Israël. Le gouvernement des États-Unis considère l'accord valable en soi. »

Sous la rubrique 2, selon le texte, « les États-Unis poursuivront leur politique actuelle quant à l'Organisation de Libération de la Palestine, en ce sens qu'ils ne reconnaîtront pas l'organisation, ne négocieront pas avec elle tant que celle-ci ne reconnaîtra pas le droit d'Israël à l'existence, tant qu'elle n'acceptera pas les résolutions du Conseil de sécurité, 242 et 338. Le gouvernement des États-Unis procédera à des consultations complètes et agira pour concilier sa position et sa stratégie à ce sujet avec le gouvernement d'Israël au cours de la Conférence de Genève pour la paix. »

Maintenant il n'est plus important de rappeler que ces textes constituent le meilleur démenti aux déclarations égyptiennes officielles ; il n'est pas important de dire que d'autres clauses accordent à Israël les instruments militaires américains les plus sophistiqués en grande quantité. Nous n'avons plus besoin de souligner qu'une de ces clauses stipule explicitement l'intervention américaine directe pour la protection de la sécurité d'Israël, si elle était directement ou indirectement menacée par l'intervention d'un « grand État » dans le conflit du Moyen-Orient.

Tout cela est de bien moindre portée, si nous le comparons avec le contenu essentiel de l'accord du Sinaï et de ses annexes secrètes ou publiées. Car il s'agit là d'un contenu qui reflète de la manière la plus précise l'identité politique du régime égyptien actuel. Cette identité ne fait qu'accélérer l'enlisement dans les pièges de l'influence coloniale, et ne donne aucune possibilité au pouvoir actuel de procéder à l'abrogation de l'accord du Sinaï. Une telle action nécessiterait l'installation d'un nouveau décor intérieur et l'émergence de protagonistes capables de faire s'écrouler tout ce qui a été élevé sur ce terrain de fausse légitimité, capables de supprimer tout traité contre l'indépendance de l'Égypte, sa destinée arabe et son progrès social.

Chapitre II

UN CAPITALISME ANACHRONIQUE

Le deuxième accord du Sinaï, conclu entre Israël, les États-Unis et l'Égypte, n'est pas simplement un grand événement politique et militaire; il constitue un tournant stratégique dans l'histoire du régime égyptien actuel, de son pouvoir putschiste, surgi sur la scène égyptienne en mai 1971; un tournant souvent daté par le 1er septembre 1975 pour désigner ainsi la date de la signature avec les initiales de l'accord en question. En réalité, ce tournant stratégique, représenté par cet accord militaire, n'est que la consécration d'un tournant économique et politique, auquel le pouvoir égyptien, ainsi que son régime, étaient parvenus dans le contexte d'un surprenant camouflage depuis son établissement.

Si, dans le chapitre précédent, nous avons conclu à l'impossibilité de la direction actuelle de reproduire les scènes historiques de Mustapha An-Nahhas et de Gamal Abd El-Nasser, pour des raisons relevant de l'avènement de couches sociales politiquement réactionnaires et économiquement parasitaires, aujourd'hui, la recherche d'une solution de rechange pour l'abrogation de l'accord du Sinaï implique forcément que nous tentions de la créer; elle signifie aussi que nous devons en définir les termes économiques et politiques. Elle suppose enfin la nécessité de déterminer les forces sociales en présence, capables d'assumer une telle tâche historique. Surtout, cela implique qu'abroger l'accord du Sinaï, ce n'est pas supprimer un accord entre deux pays, mais changer un régime et remplacer un pouvoir par un autre.

En accord avec la loi que nous avons pu définir et qui régit le mouvement de la bourgeoisie égyptienne, nous suivrons ici la démarche politique et économique de cette dernière avant et après la

guerre de 73, avant et après l'accord de septembre 1975. Ce faisant, nous pourrions définir la loi régissant le mouvement social opposé aux partisans du retour en arrière, mettant ainsi au clair les forces objectivement disposées à rectifier le cours de l'histoire. Cela nous permettra de découvrir les aptitudes subjectives de ces forces à récupérer la patrie, de connaître les dimensions du défi qu'elles relèvent et le détail des contradictions existant dans les rangs du peuple, ainsi que le programme d'action pour le salut de l'Égypte.

I

Il nous faut d'abord déterminer le cadre méthodologique, qui nous permettra avec les données du réel d'analyser le tournant auquel est parvenu le régime égyptien actuel, dans les domaines économique, social et politique reflétés par l'étape stratégique de l'accord du Sinaï.

Le premier élément dans ce cadre est le fait que le putsch de mai 1971 apparut comme une lutte pour le pouvoir à l'intérieur même du régime, pour finir comme une contre-révolution dirigée contre le régime. En d'autres termes le putsch a commencé par les détails politiques pour aboutir aux lignes stratégiques générales sur les plans législatif et constitutionnel et du point de vue économique et social.

Le deuxième élément réside dans le fait que le putsch, dans son essence même, est un résultat objectif du régime nassérien. Il ne constitue en aucune façon une prouesse dans l'usurpation du pouvoir. Car, en réalité, la représentation de classes du régime nassérien, son mode d'action politique dix-huit ans durant, ainsi que son mode de pensée ont créé un climat favorable à la naissance du putsch, à partir de l'épine dorsale du pouvoir nassérien. Ce n'était pas du tout un climat favorable à la naissance d'un mouvement inverse, plus progressiste et plus légitime.

Le troisième élément est ce chèque en blanc donné par l'ensemble de la gauche égyptienne au pouvoir nassérien, chèque en blanc donné une seconde fois au pouvoir du putsch, mais peut-être de manière plus hésitante. Ce qui ne manqua pas d'avoir des répercussions sur la marche du mouvement social égyptien, ainsi que sur ses forces politiques.

Nous ferons état du premier et du troisième élément au cours de notre exposé. Quant au deuxième, c'est celui qui a besoin d'être plus éclairé, afin que nous ne soyons pas surpris par le point où en sont arrivées les choses, après la disparition de Nasser et le départ de ses camarades du pouvoir.

L'année 1965 peut constituer un point marquant dans l'histoire du régime nassérien, abstraction faite de toute association de

souvenirs avec ce qui avait précédé, et abstraction faite de toute réflexion sur ce qui l'a suivi. C'est l'année qui clôturait le premier plan quinquennal et mettait un point final à l'expérience de planification nationale globale, après les mesures de nationalisation. C'est aussi l'année du commencement de la dégradation des taux de développement, le deuxième plan n'ayant jamais vu le jour. Il ne fait aucun doute que le livre de Ali Sabri, *Cinq années de transformation,* enregistre les victoires économiques du peuple égyptien, obtenues par une lutte jamais vue dans l'histoire, par un effort, par un généreux sacrifice, par les mesures de nationalisation et les fruits du développement. Mais une lecture patiente de ce livre nous permettra de mettre le doigt sur le ver corrupteur qui, par la suite devenu légion, rongea la charpente économique du pays entre 1965 et 1970. En ce sens, la défaite militaire de 1967 n'était que l'arbre qui cachait la forêt. En ce sens aussi, l'événement du 14 mai 1971 ne brûla qu'un épouvantail. Ce ver corrupteur résidait dans les fondements capitalistes du secteur nationalisé, dans le fait d'avoir englobé ces fondements sous des qualifications non scientifiques, le fait d'avoir dit par exemple qu'il s'agissait d'un développement non capitaliste, d'une voie non capitaliste de développement, le fait aussi d'avoir désigné une couche sociale comme relevant d'un capitalisme non exploiteur. Ali Sabri écrit dans son livre officiel que les opérations confiées par le secteur nationalisé aux sous-traitants du secteur privé «atteignaient la somme de 144 millions de livres égyptiennes pour chaque année du plan, réalisant un bénéfice net de 29 millions de livres égyptiennes.» «Le secteur privé mit à profit cette situation pour augmenter le prix des opérations accordées, même sous le régime de l'adjudication, ce qui aboutit à l'augmentation du coût des opérations de construction qui représentaient 47 % des investissements formels du plan.» La conséquence inéluctable fut, selon Taha Chaker, un déséquilibre structurel du fait de l'accroissement de l'importance relative du secteur des services au détriment du secteur des produits de consommation. C'est là une raison principale à l'augmentation de la demande sur le marché de la consommation, et des pressions inflationnistes accompagnant la mise à exécution du plan[1]. Durant les cinq années du plan, le pourcentage des secteurs de fabrication des produits, dans l'ensemble de la production globale, baissa de 70,2 % à 68,2 %, alors que les services augmentèrent de 29,8 % à 31,8 %. La part d'augmentation des services et des organismes gouvernementaux consiste dans la différence entre 14,6 % et 17 %, alors que la part de l'industrie baissa de 42,7 % à 42,3 %. En outre, la capacité de l'épargne baissa sensible-

---

1. Taha Chaker, *Problèmes de libération nationale et révolution socialiste,* éd. Dar El-Farabi, Beyrouth, pp. 116-117.

ment, ce qui fit que la consommation durant les cinq années du plan augmenta de 46,9 %. Il était normal dans ce cas que les industries des produits de consommation prissent une place prépondérante aux côtés de la promotion d'une certaine couche sociale et aux côtés d'une mauvaise répartition des forces travailleuses, et ce par la prolifération des services administratifs au détriment des ouvriers.

En dépit de tout cela, les taux de développement augmentèrent durant les années du plan de 7,2 %, selon les statistiques officielles, sur lesquelles on pourrait émettre des réserves. Mais cette augmentation se fit sentir à travers la guerre contre le chômage des ouvriers et des intellectuels. Entre 1964 et 1965, le revenu par tête augmenta de 19,1 %, mais les taux de développement au début de l'année 1966 commencèrent à baisser. Le taux d'augmentation du revenu national baissa. Le gouvernement imposa de nouveaux impôts, en plus de l'augmentation des anciens impôts. Entre 1966 et 1967, l'ensemble de la production dans les secteurs de fabrication des produits baissa de 0,9 %. Le revenu réel par tête descendit à 62,8 livres égyptiennes par an. Durant les années 63-64-65 et 66, le secteur privé vit un nouvel essor; sa part dans l'ensemble de la production monta à 30,8 % pour les textiles, à 23,6 % pour les produits alimentaires, et 24,1 % pour les industries mécaniques. Aux alentours de ces mêmes années, la production du secteur privé augmenta de 132,4 % contre 121,1 % pour le secteur nationalisé.[2]

Pourquoi la progression dans le plan de développement était-elle si lente et pourquoi la régression était-elle si rapide?

La réponse est simple. C'est que le plan n'était pas un plan de développement global et radical. Ce n'était en aucune façon un plan de transformation sociale vers le socialisme. Il s'agissait dès le départ d'un plan capitaliste, d'un capitalisme d'État national. Les grandes nationalisations, dans leur essence, constituaient des actions nationales pour la modernisation, l'indépendance et la souveraineté. Les couches supérieures de la bourgeoisie égyptienne avait refusé de participer librement au développement. Mais si les actions de nationalisation eurent un impact sur les plus larges secteurs de la population, elles constituèrent aussi une transformation capitaliste sur le plan de la législation et de l'exécution, et du point de vue de la pensée économique et dans le cadre politique existant. En effet, la charte nationale fut la constitution du capitalisme d'État national; l'Union socialiste en était l'organisation politique.

Ainsi ce que l'on appela le capitalisme national continue ses actions dans l'industrie, l'agriculture, le commerce et les entreprises de construction. Si la planification, le développement et les nationalisations ont mis une limite à l'accumulation du capital individuel, le

2. Idem, p. 124.

capitalisme national a pu tirer profit des formes invisibles du développement capitaliste, il a même tiré profit du déclin de la grande bourgeoisie et ce, en prenant sa place dans les opérations de prêt et de marketing. En plus, il a pu intégrer de nouvelles couches moins capitalistes. Mais le plus important c'est que le poids économique de ce capitalisme, dispensé de la qualification d'exploiteur par la charte, a pu ainsi s'accentuer.

C'est ainsi que ce que l'on appelle la « nouvelle classe » a pu se développer. S'il s'agit là d'une qualification par trop générale, elle n'en indique pas moins que les éléments ayant constitué ses fondements surgirent du cadre du secteur nationalisé, administratif et technique, ainsi que des cadres de l'organisation et du régime politiques.

Il faut souligner d'autre part les couches de la grande bourgeoisie qui échappèrent aux mesures prises par l'État capitaliste et qui réussirent à canaliser leurs capitaux dans des orientations légales comme la construction, l'exportation et le traitement direct avec le secteur nationalisé et les appareils d'État. Il suffit de souligner à ce propos, comme le dit le Dr Fuad Mursi, « que le commerce en gros se trouvait entre les mains de 219 commerçants ayant pour chiffre d'affaires 600 millions de livres égyptiennes »[3].

Mais à ceux-là nous pouvons aussi ajouter deux couches sociales, qui ont toujours joué un rôle important dans la préparation du climat de récession, sans attirer l'attention du pouvoir nassérien et de l'organisation politique ; il s'agit des séquelles des vieilles classes qui, dispersées à l'intérieur du pays, investissaient dans ce qu'il leur restait comme relations économiques étroites avec le secteur public, les appareils d'État ou avec les cadres du secteur nationalisé. La deuxième couche est ce que Fuad Mursi appelle les hordes d'aventuriers, de contrebandiers, les maîtres du marché noir, les barons du courtage, de la traite des blanches, des boîtes de nuit, des appartements meublés, des fondés de pouvoirs, les maîtres de la bourse clandestine, des sociétés de crédit non déclarées, et les maîtres dans l'art des pots-de-vin, de la vente aux enchères, des adjudications et des services illicites. Ces deux couches ont eu par l'infiltration, les moyens détournés, la corruption et le terrorisme, la plus grave influence dans l'établissement des règles capitalistes non écrites, dans la structure de la production, dans la prolifération du parasitisme au détriment du commerce, et la consommation au détriment de l'industrie.

Quant au capitalisme agraire, il ne subit aucune pression, aucun défi de la part du régime nassérien, bien au contraire. Il trouva auprès de lui sympathie et encouragement. Car il avait pris la place des

3. Voir *l'Hégémonie des rapports de production capitaliste,* éd. *At-Talia'h,* n° 12, 1975.

grands propriétaires terriens dans la manière de traiter avec les paysans, il avait profité de très bonne heure des lois de la réforme agraire, qui avaient eu comme conséquence la parcellisation des grandes sociétés. Il put donc investir dans les biens même de l'État en matière de crédit, de coopération et de modernisation agraire. Il acheta d'énormes superficies de terres appartenant aux petits propriétaires, qui n'avaient pas pu résister devant la concurrence capitaliste « légale » Du marché intérieur, il tira des bénéfices incommensurables. Ainsi, le capitalisme agraire profita du fait qu'il n'ait jamais été touché par aucune loi, aucune législation durant toutes les années de la révolution. Ainsi il a profité des lois capitalistes de la réforme agraire et des moyens de leur application.

La coalition, spontanée quelquefois, intentionnellement recherchée d'autres fois, ou obligatoirement constituée, entre la législation capitaliste du développement nassérien et ses modes d'application bureaucratique et policière, visant à éliminer tout contrôle populaire direct, cette coalition fut celle qui a été constituée par les couches qui détenaient l'hégémonie, de l'intérieur et de l'extérieur du pouvoir nassérien. Coalition faite par les amis et les ennemis du pouvoir nassérien. Les relations économiques et sociales devenaient de plus en plus imbriquées, les intérêts politiques se liaient de plus en plus entre la bureaucratie du secteur nationalisé, les entrepreneurs du secteur privé et les anciens militaires « dilués dans la vie civile », selon l'expression de Nasser lui-même et les restes des anciennes classes, les courtiers et les usuriers.

Voilà le climat nassérien, en toute objectivité. Le climat qui favorisa le putsch de mai 1971. L'année 1965 n'était que le début de la fin, survenue en 1967. C'est seulement la carrure historique de Nasser qui en retarda la consécration. Par sa disparition subite, le putsch était déjà né. Ce fut donc un putsch légitime, si l'on peut s'exprimer ainsi. Mais le fait qu'il soit issu du régime nassérien ne signifie aucunement qu'il ne faille le changer. Cela relève même d'une « fatalité historique ».

II

De la nuit du putsch au grand tournant stratégique, en passant par le point décisif, cinq ans vont s'écouler. Entre 1965 et 1970, il y avait un plan quinquennal, absent des esprits et à plus forte raison de la réalité. Entre 1968 et 1973, il y avait un mouvement estudiantin, des mouvements ouvriers et paysans dispersés, ainsi qu'un mouvement culturel évolué qui fut stoppé au premier coup de feu de la guerre d'Octobre. Ces périodes de cinq années se rattachent les unes aux autres pour indiquer en fin de compte le brûlant dialogue entre le

peuple et le pouvoir, de la défaite à la guerre. Mais elles indiquent aussi un dialogue possible dans les rangs du peuple, de la guerre vers une révolution. Une révolution culturelle totale, qui pourrait changer le régime, la société, la structure de la production ainsi que ses forces laborieuses; une révolution qui pourrait abroger l'accord du Sinaï, c'est-à-dire le tournant stratégique, au moment où elle fera table rase des préambules, des conséquences et du contexte de cet accord, qui constituent le moment décisif dans l'histoire du putsch.

Mais premièrement, qu'est-ce que ce point décisif? Il s'agit du moment du passage économique du capitalisme d'État national à un capitalisme traditionnel, avec toutes ses complications naturelles, et ses prolongations spontanées, dans les conditions déterminées d'un pays comme l'Égypte, appartenant essentiellement au monde sous-développé et partiellement occupé. Il s'agit du moment où on abroge la planification nationale globale en vue de se moderniser, d'être indépendant, et de développer centralement la structure de la production, pour remplacer tous ces buts par un libéralisme économique, c'est-à-dire en instaurant l'entreprise individuelle, les sociétés et les monopoles, uniquement pour le profit et l'accumulation du capital. Dans ce cas, la modernisation se borne au simple changement de quelques moyens de production, de quelqaes aspects de l'administration et de quelques produits de consommation; cela n'allant en aucune façon jusqu'à la modernisation des rapports et des services sociaux du peuple, en tant que tout. L'indépendance, ici, ne dépasse pas les murailles de l'entreprise, pour atteindre l'indépendance nationale. Le développement, à son tour, devient non centralisé et dispersé, en fonction de la division sociale de la production. Le fruit du développement va à certaines classes, au détriment des autres, à des zones géographiques au détriment des autres. Mais remarquons, en passant, que même ces buts très humbles, faisant partie du point économique décisif du nouveau régime, n'ont pas été réalisés. Qui pis est, le pays, avec cette tentative libérale, est au bord de la faillite totale, une faillite que l'on peut traduire par la famine; aucun de ces buts limités n'a été réalisé, ni modernisation mécanique, ni indépendance de l'entreprise individuelle, ni développement décentralisé non plus. Car les conditions spécifiques de l'Égypte ne pouvaient permettre de tels objectifs. Certes, des patrons ont gagné des millions, mais ce fut en se soumettant aux règles capitalistes générales auxquelles on ne peut échapper, quelles que soient les bonnes intentions de ceux qui choisissent la voie capitaliste de développement. Dans un pays sous-développé comme l'Égypte, le secteur commercial domine tous les autres, et surtout l'industrie; l'importation domine l'exportation. Les couches parasitaires dominent l'ensemble des couches capitalistes. Le monopole étranger domine le marché local. Le patron de l'entreprise capitaliste égyptienne ne jouit même pas du droit au rôle de petit associé. Il n'est qu'un subordonné. C'est là le fond même du point économique déci-

sif, qu'il soit explicité ou non par les maîtres du putsch. Il s'agit d'un passage du régime capitaliste national d'État, un régime qui planifie et qui lutte contre le colonialisme, à un régime capitaliste d'État, se mouvant dans l'orbite de l'influence impérialiste. C'est le point qui inéluctablement devait transformer le putsch, par guerre d'Octobre interposée, en un nouveau régime, dont l'expression la plus qualitativement claire se trouve dans le tournant stratégique de l'accord du Sinaï.

C'est sous deux mots d'ordre contigus, «la souveraineté de la loi» et l'ouverture, que les choses se sont produites. Souvenons-nous de la déclaration du 30 mars 1968. C'est elle qui, la première, appela à la «souveraineté de la loi», comme à l'ouverture économique; cette dernière, en fait, n'a jamais été loin de l'expérience nassérienne dans ses diverses étapes. Nombreuses furent les lois qui invitaient les capitaux étrangers à investir. Mais les mots d'ordre du putsch de 71 n'avaient pas pour base le sens contenu dans le programme du 30 mars 1968, ni non plus celui contenu dans les lois sur les investissements promulguées par le pouvoir nassérien. La souveraineté de la loi était et est toujours pour le pouvoir putschiste une restriction, un étouffement pratique de toutes les tendances nationales et de gauche. Souvenons-nous de la liquidation du comité d'ordre, du magazine *El-Kateb,* des arrestations périodiques, de l'émigration forcée des intellectuels, du silence imposé aux écrivains, et des tentatives de séduction subies par ces derniers pour les obliger à se ranger sous la bannière du pouvoir. Les mots d'ordre du pouvoir putschiste ouvraient pratiquement les portes aux tendances réactionnaires, économiques, sociales et politiques. Et ce, en restituant les propriétés sous séquestre, en réhabilitant des personnes condamnées dans leur honneur national, en invitant les émigrés «blancs» à rentrer et en changeant de fond en comble la politique de l'information, en installant au sommet des organisations de culture et d'information des éléments affidés au pouvoir.

L'ouverture sous le pouvoir nassérien qui était allée politiquement jusqu'à accepter le plan Rogers, autorisait l'investissement étranger dans les limites qui ne menaçaient pas l'indépendance nationale et dans le cadre du renflouement du développement économique. Quant à l'ouverture voulue par le putsch, elle commença symboliquement par le renvoi des experts soviétiques et par la complication des relations égypto-soviétiques. Elle commença économiquement par la loi numéro 65 de l'année 1971, concernant les investissements arabes et les zones libres; loi modifiée le 9 juin 1974 par une autre loi, celle de «l'investissement arabe et étranger et des zones libres en Égypte».

Celle-ci fut en effet le couronnement des «principes généraux» proclamés par l'Égypte et les États-Unis au cours de la visite du Président américain au Caire. Elle fut aussi imposée comme condition pour le désengagement militaire. Cette loi renferme des clauses auto-

risant le capital étranger à tirer un maximum de profit par l'investissement dans un très grand domaine. Elle l'autorise à investir dans l'industrie, dans l'industrie minière, dans l'énergie, dans le tourisme, dans le transport, dans le logement, dans les banques, dans les assurances, dans le défrichement des terres. En plus, cette loi fournit des garanties et des privilèges encourageant l'investissement du capital étranger en Égypte, garanties et privilèges dépassant, au-delà de toute mesure, ceux pris par les pays en voie de développement liés à l'impérialisme américain, comme l'Iran par exemple. Parmi les garanties fournies par la loi égyptienne, nous pouvons trouver ceci :

Il n'est permis ni de nationaliser, ni de confisquer le capital investi comme il n'est pas plus permis de geler ces sommes, de les hypothéquer ou de les mettre sous séquestre par des voies autres que la voie juridique (article 7).

En cas de différend sur les investissements et en ce qui concerne l'application de l'article précédent, les arrangements peuvent être effectués selon les modalités conclues préalablement avec l'investisseur et dans le cadre des traités en cours, entre l'Égypte et le pays de l'investisseur, ainsi que dans le cadre des règlements des différends en matière d'investissement entre les pays et les citoyens de ces pays, auxquels l'Égypte s'est liée par la loi numéro 90 de l'année 1971 ; en cas d'impossibilité, le différend sera soumis à un comité d'arbitrage, etc. (article 8).

Les sociétés bénéficiaires de cette loi sont considérées comme étant des sociétés privées, abstraction faite de la nature juridique du capital national, qui y est associé. Elles ne peuvent être sujettes aux lois, aux jurisprudences, au statut concernant le secteur nationalisé ou ceux qui y travaillent (article 9).

Ces entreprises sont dispensées de l'application des lois sur les limites maximum des salaires, traitements et honoraires, aussi sont-elles dispensées de l'application des lois sur la sécurité sociale et la retraite, à condition que les travailleurs de ces entreprises jouissent d'un système de sécurité meilleur (article 11).

Parmi les autres privilèges accordés aux capitaux étrangers, il y a aussi, à l'avantage des bénéfices des entreprises, l'exemption d'impôts sur les bénéfices commerciaux, industriels et annexes. Aussi sont-elles exemptées des timbres proportionnels aux actions du capital, et aussi de la taxation des revenus de valeurs transmissibles pour une durée de 5 ans, consécutive la première année fiscale qui suit le début de la production ou de l'activité. Cette même exemption est appliquée aux profits réinvestis, à condition que ces revenus ne soient pas imposables dans le pays de l'investisseur étranger ou dans d'autres pays. Il est aussi possible, par un décret du conseil des ministres, de prolonger à huit ans la durée de l'exonération selon la nature de l'entreprise, sa situation géographique et son importance dans le cadre du développement économique (article 16) du pays. En outre, les revenus et bénéfices nets desdites entreprises sont exonérés

de l'impôt sur le revenu, exonération pouvant aller jusqu'à 5 % de la valeur du capital (article 17). De même, les emprunts extérieurs contractés par ces entreprises sont entièrement exonérés de tout impôt et taxe. Cette même exonération est applicable aux intérêts des emprunts égyptiens accordés par les partenaires égyptiens pour le financement de ces entreprises (article 18). D'autre part, la loi autorise les experts et les travailleurs étrangers des entreprises bénéficiant de ces mesures à transférer à l'étranger une part de leurs salaires et de leurs honoraires gagnés en Égypte à condition que cette part ne dépasse pas 50 % du total de leurs revenus (article 20).

Les capitaux investis sous ces lois peuvent être exportés ou mis en toute autre disponibilité après approbation du conseil d'administration de l'entreprise (article 21).

Le deuxième volet de ces lois concerne les capitaux mixtes. La loi définit ceux-ci comme étant les capitaux investis dans les entreprises mixtes sous forme de sociétés anonymes ou à responsabilité limitée (article 23).

Le troisième volet concerne les propriétés de l'Organisation générale des investissements arabes et étrangers ainsi que les zones libres. Quant au quatrième volet, il régit les activités et les pouvoirs des conseils de la zone libre.

Les privilèges et garanties assurés par la loi égyptienne aux capitaux étrangers et particulièrement aux capitaux américains n'ont point de précédent, même pas dans les lois des pays comme l'Arabie Saoudite ou l'Iran. Le seul privilège obtenu par l'Égypte, en contrepartie de cette loi unique en son genre, fut la somme de 2 milliards de dollars versée par le gouvernement américain pour l'investir dans des projets égyptiens, exception faite des capitaux investis par des entreprises et sociétés monopolistes américaines; ces investissements n'eurent qu'un très mince résultat, car en réalité la promesse américaine n'était qu'un chantage politique, une condition pour soumettre l'économie égyptienne à la loi américaine.[4]

Dans sa recherche exposée lors de la conférence *l'Égypte en l'an 2000,* tenue au Caire en décembre 1974, le D[r] Odette Al-Asyuti conclut en disant ceci : « Nul besoin de souligner une fois de plus la nécessité d'une loi stable et suivie par le gouvernement; car la loi de 1971 sur l'investissement direct a suscité peu de réactions du fait de l'opposition de la politique antérieure au principe de l'investissement étranger. Quant à la loi de 1974, venue pour compléter la première, elle eut plus d'agrément; car le principe de la distinction (et du privilège) était déjà existant. En fait l'Egypte doit être maîtresse de l'initiative. Car lorsque les conditions et les exigences locales sont connues,

---

4. Cf. *Ila ayna tattagih Misr,* par Harbi Muhammad, *Al-thawrah* (quotidien iraquien), 8 juillet 1974.

lorsque la demande des multinationales est sûre et correspond aux besoins du pays, l'Égypte doit se mettre en contact avec ces entreprises étrangères, pour exposer ses demandes. Dans un monde où les avantages des multinationales sont considérés comme denrée rare les pays en expansion peuvent susciter l'intérêt de telles sociétés. L'offre proposée par l'Union soviétique à la société Fiat peut servir de bon exemple pour une telle philosophie. Si les lois de 1971 et de 1974 sur l'investissement ont eu pour résultat la création de la zone libre, les conditions convenables n'attirent pas forcément les sociétés multinationales, car souvent elles soulèvent des haines intérieures, ce qui annule les avantages de l'exonération d'impôt. L'idée d'une zone de commerce libre n'est pas sans attrait, car de grands marchés extérieurs se trouvent tout près du pays, tels ceux de l'Europe occidentale et des pays arabes. L'Europe de l'Ouest souffre d'un manque de main-d'œuvre; elle importe les ouvriers de la région de la Méditerranée. En conséquence si l'on mettait l'accent sur les industries exigeant une nombreuse main-d'œuvre, l'Égypte, avec ses demandeurs d'emploi, peut fournir aux industries implantées en zone libre la main-d'œuvre nécessaire à la production des produits exportables en Europe ou vers d'autres destinations. La seule condition c'est que le prix de la main-d'œuvre égyptienne soit suffisamment bas pour compenser le coût du transport, de l'emmagasinage et de l'exportation de l'Égypte vers l'Europe. »

Ainsi M^me^ Al-Asyuti explicite dans cette recherche, peut-être involontairement, «les avantages» des deux lois promulguées en 1971 et en 1974 pour les monopoles étrangers et non pas pour le peuple égyptien; celui-ci devrait «fournir une main-d'œuvre à bas prix»!

Dans la pratique nous pouvons enregistrer quelques exemples de la spécificité de cette ouverture économique; celle-ci peut trouver une illustration dans les projets d'entreprises approuvés par l'administration de l'Organisation générale de l'investissement des capitaux arabes et étrangers le 5 mai 1974 :

1. Une société à capital égypto-saoudien pour la construction d'un hôtel remplaçant celui de Semiramis, cet hôtel devant être géré par la société internationale « Intercontinental ».
2. Une ferme d'élevage d'ovidés à capital égypto-britannique.
3. Une compagnie de navigation maritime pour le transport des marchandises égyptiennes à capital égypto-américain.
4. Des bateaux touristiques sur le Nil, à capital grec.
5. Une société de cars touristiques à capital égypto-arabe.
6. Une société de transport et de services touristiques à capital arabe.
7. Discothèque, restaurant et piscine financés par des Égyptiens portant la nationalité américaine.
8. Laboratoire de photos en couleurs à capital égypto-saoudien.
9. Atelier pour la confection de vêtements en cuir, de gants, de

sacs et de ceintures à capital égypto-ouest-allemand.

10. Une unité de fabrication de Khan Al-Khalil à capital égypto-arabe.[5]

Ce ne sont là que quelques échantillons des entreprises complètement non développantes, car il s'agit de projets pour la consommation de certaines couches sociales bien précises et dont le seul résultat est l'inflation et la hausse des prix des produits de première nécessité. Il faut rappeler aussi que ces mesures furent rapidement suivies par la tendance vers l'annulation du plafond du revenu individuel. Ajoutons que d'autre part l'alinéa 19 de la loi sur les investissements accorde aux propriétaires des immeubles récents le privilège de ne pas être soumis à la loi sur la location des habitations.

En fonction de l'accord économique conclu entre l'Égypte et les États-Unis, il est maintenant possible à tout capital égyptien associé avec tout pays étranger de créer des banques où toute action bancaire est autorisée sans restriction aucune, exceptée celle stipulant que la part égyptienne dans le capital ne devrait pas être inférieure à 51 % du capital. Il est maintenant possible, et cela est déjà arrivé, d'ouvrir en Egypte des succursales de banques étrangères. Il est aussi possible de fonder des banques égypto-étrangères à capital mixte pour les investissements et les affaires sans contrainte aucune, exception faite de celle du traitement libre avec des devises libres dans des zones libres !

Ainsi fut porté le coup de grâce, de la manière la plus légale, à deux principes fondamentaux de la Charte de l'Action Nationale, à savoir la priorité au secteur nationalisé et l'appartenance des banques à la propriété publique. Il n'est pas besoin de rappeler que les séquestres furent liquidés ainsi que les lois régissant les marchés parallèles de devises, ce qui officialisa la contrebande et le marché noir.

Après le commerce, l'industrie et les banques, il ne restait plus que l'agriculture et la terre où le capitalisme n'avait pas été touché durant les années de la révolution nassérienne, bien au contraire, ses bases furent affermies. Quel profit le capitalisme agraire a-t-il tiré du changement économique opéré par le putsch ?

Le Conseil du peuple égyptien, le 24 juillet 1975, approuva les quatres législations suivantes :

1. Augmentation des loyers des fermages à condition que ceux-ci n'excèdent pas le septuple de la valeur de l'impôt agraire actuel.
2. Possibilité de transformer les rapports de fermage en rapports de métayage.
3. Abrogation des comités chargés de liquider les contentieux et leur remplacement par les tribunaux de premier degré.

---

5. Les exemples sont pris dans l'étude de Hazim Amin Thabit, *Kitabat Misriyyah,* septembre 1974, Beyrouth, pp. 57 à 59.

4. La possibilité d'expulser le locataire en cas de retard de paiement deux mois après la fin de l'année agraire.

Ces quatre législations sont fondamentales, mais elles ne constituent pas toutes les lois de la contre-révolution agraire qui vise les paysans pauvres ainsi que les petits propriétaires. Elles complètent la contre-révolution économique qui vise la planification centralisée ainsi que le développement national dans son ensemble... Et si le secteur nationalisé en tant que locomotive de l'économie nationale fut liquidé, grâce aux atteintes portées à la légitimité de la Charte nationale ainsi qu'aux droits établis à la propriété publique, le contenu de la réforme agraire, lui, bien que n'ayant pas dépassé les lois du capitalisme national, fut aussi liquidé. Bien plus, le putsch se voulait radical en matière de changement économique.

Quelle en fut la conséquence?

III

Jusque là, nous n'avons fait état que des préliminaires; nous n'arriverons aux conclusions qu'après une relation du contexte. Il suffit pour l'instant de rappeler ce qu'a dit le ministre égyptien des Finances. En effet celui-ci a reconnu que « l'année 1975 a été la plus mauvaise année économique dans l'histoire de l'Égypte. Le ministre du Plan, le grand penseur Ibrahim Hilmi Abd Al-Rahman, lui, mit les points sur les « i ». Il déclara que la méthode du plan ainsi que le mode du développement et les voies vers l'ouverture mènent l'Égypte au désastre. Quant au Premier ministre, il fit devant le Conseil du Peuple le 11 février 1976 une déclaration très éloquente sur la situation désastreuse! Le Premier ministre proposait en effet une double solution : austérité à l'intérieur et demande d'aide aux « frères arabes »!

C'était là un ton en contradiction catastrophique avec les rêves suscités par le très célèbre voyage de Nixon en Egypte en 1974. Pourquoi donc cette chute libre était-elle inévitable et fracassante? Quel est l'horizon de l'expérience du putsch qui après avoir été exceptionnellement légitimité par la guerre glissa de la brèche du Déversoir pour se réfugier dans la tente du kilomètre 101, et pour tomber enfin dans le précipice (!) du Sinaï? Comment le pouvoir putschiste peut-il survivre au déclin de sa propre légitimité née de la guerre d'Octobre? Quelles sont, dans le temps, les limites de cette survivance?

Le docteur Fuad Mursi introduit à sa trilogie critique sur la politique de l'ouverture économique en ces termes : « L'ouverture économique n'est pas une simple prise de position à l'égard du capital étranger. Elle n'est pas non plus une politique incidentielle, ou passagère ou provisoire. Elle est l'essence même de la stratégie de la

période historique inaugurée par la guerre d'Octobre. »[6] La seule erreur dans cette judicieuse introduction consiste dans le fait de dater cette stratégie nouvelle « après » la guerre d'Octobre. Car, objectivement, elle est née avec le putsch en 1971. Elle gagna ensuite sa légitimité en volant à la rue populaire sa revendication de recourir à la guerre. Le pouvoir putschiste a maintes fois essayé d'étouffer la revendication populaire de recourir à la lutte armée pour la récupération des territoires occupés. L'erreur est peut-être subjective; car le Dr Mursi était ministre de l'Approvisionnement dans le gouvernement putschiste. Mais il est aussi un homme courageux; c'est pourquoi il démissionna et refusa d'être un simple instrument de l'application de la loi de la jungle. L'erreur pourrait être imputable au fait que l'appel à l'ouverture fut plus haut et moins discret après et grâce à la guerre d'Octobre.

Mais ceci n'est pas le plus important. Ce qui importe bien plus c'est la conclusion que tire le Dr Fuad Mursi de l'application de la théorie de l'ouverture économique. « Il est à présent clair, dit-il, le sens de l'ouverture économique; il s'agit de permettre au capital étranger d'investir, le capital privé étranger et local. Tout ce qui auparavant lui était interdit, lui est à présent permis. L'ouverture économique, cela veut dire permettre au capital privé de se développer horizontalement et verticalement sans restriction aucune. Il s'agit particulièrement de permettre au capital local de se développer et de devenir du grand capital et de lui permettre de se lier au capitalisme international. Il s'agit enfin de permettre au capitalisme international de récupérer ses positions de force à l'intérieur même de l'économie égyptienne. »

Ainsi furent violés les tabous définis par la Charte nationale. Le capital étranger conquit des domaines qui, jusqu'à cette époque, restaient uniquement du ressort du secteur nationalisé. Ce dernier lui-même fut petit à petit transformé en secteur privé du fait de la participation du capital privé local et des investisseurs étrangers. Ce qui devait fortement amener le gouvernement à abandonner définitivement le plan de développement ainsi que l'élimination de tout danger de nationalisation, de confiscation ou de mise sous séquestre. Ces mesures furent en outre accompagnées par la fin de l'engagement de l'État envers les travailleurs, tant sur le plan de la participation de ceux-ci dans la gestion, les bénéfices, que de la législation sur le travail ou le plan de la production. Cette violation de ce qui a été le plus sacralisé par la Charte Nationale constitua un climat idéal pour les conditions posées par le capital étranger et le secteur privé. Le capitalisme international, toujours selon l'article de Fuad Mursi, se

---

6. *At-Taliah,* mensuel égyptien, n° 10, 1975. Ce même article a paru plus tard dans un livre intitulé *Haza Al-Infitah Al-Iqtissadi,* éd. *Dar Al-Thaquafah Al-Gadidah.*

cache derrière la participation locale pour renforcer son emprise sur les économies satellites. Il tire profit de la situation privilégiée dont jouit le capitalisme local. Mais le capitalisme international revient pour imposer de plus en plus son hégémonie au capitalisme local; celui-ci à son tour trouve dans l'installation du capital étranger ainsi que dans ses privilèges très exorbitants, une chance historique pour jouir d'une influence économique d'abord, politique ensuite. De ce fait la promulgation des lois sur les investissements étrangers fut accompagnée par la liquidation des propriétés sous séquestre, par le transfert des mandats commerciaux vers le capitalisme local. Le climat était donc favorable au capitalisme international comme au capitalisme local. C'est dans ce cadre que les étrangers ont été autorisés à avoir des propriétés agraires. Dans ce cadre toujours les organisations et compagnies internationales travaillant dans les entreprises du développement du canal de Suez furent totalement exonérées de tout impôt, de toute taxe sur leurs revenus, leurs finances, leurs équipements et leurs transactions. Le secteur étranger avance imperceptiblement pour devenir le secteur de pointe dans l'économie égyptienne et ce du fait de ses liens internationaux, de ses activités intérieures, de sa puissance financière, de ses possibilités et du fait de ses rapports avec le capitalisme local et même avec l'État et le secteur nationalisé.

Il était donc normal qu'à la suite de la promulgation de la législation autorisant l'investissement étranger avec les plus grandes facilités de promulguer aussi la loi sur les mandats commerciaux. Cette loi restituait aux agents, individus et sociétés privées les mandats commerciaux, faisant ainsi d'une pierre deux coups : encourager le secteur parasitaire du commerce, liquider le commerce extérieur du secteur nationalisé et enfin soumettre l'importation aux plans communs de l'agent égyptien et de l'exportateur étranger abstraction faite des besoins objectifs du pays en matière de produits de première nécessité. Les facilités accordées à l'importation, dont la plus importante est la fuite des capitaux sans transfert de devises, furent adroitement exploitées par les voleurs professionnels pour importer des produits de luxe et pour exporter les produits de première nécessité pour le peuple. La porte de l'importation fut largement ouverte aux aventuriers sans contrôle aucun, sans condition, et sans que l'État ne précise le produit à importer, l'exportateur ou la devise des transactions. Il n'est pas besoin de rappeler que le commerce extérieur était un article de fond dans le tableau du plan de développement; il constitue pour le secteur public la meilleure façon d'obtenir de la devise rare; ce qui lui fait éviter le financement par déficit, les emprunts aux taux élevés ou les conditions menaçant la souveraineté nationale. Aujourd'hui le commerce extérieur est un élément principal dans les plans du capitalisme commercial qui, lui, est le caractère dominant du développement de la bourgeoisie égyptienne et particulièrement le secteur des agioteurs. L'effondrement

des structures du secteur nationalisé était donc fatal. Les actions furent vendues aux enchères; les experts du privé s'en emparèrent. Les lois du capitalisme, à commencer par celles du bénéfice et de la perte, l'offre et la demande ainsi que la loi de la plus-value constituent maintenant le cadre général de la production sans considération aucune quant à la complémentarité, qui devrait lier les unités de production entre elles, sans considération aucune quant au développement des moyens et des forces de la production, sans considération aucune enfin de la fonction de la production, de son rôle et de ses bénéficiaires. Aujourd'hui on ne considère plus que la production doit participer aux services publics du peuple, comme la santé et l'éducation. Nulle considération n'est accordée à la nécessité de la participation de la production au soutien des forces armées qui défendent l'indépendance nationale. Car toutes ces considérations ne peuvent traverser l'esprit des lois de l'investissement individuel, local ou étranger; elles ne sont pas envisagées lorsqu'on accorde des facilités qui, elles, servent objectivement les buts contraires aux intérêts de la nation.

Il en est de même pour l'agriculture; celle-ci a été touchée par la contre-révolution à travers la nouvelle réforme agraire essentiellement de caractère capitaliste. L'avenir de 3 millions de petits fermiers est menacé. Ceux-ci en fait vivent du fermage de 2,5 millions de feddans, ce qui représente 43 % du total de la superficie cultivée. Car augmenter le prix de la location du septuple de l'impôt ancien au septuple de l'impôt actuel est la ruine la plus rapide de la couche la plus large des petits fermiers. Quant à la législation autorisant le propriétaire à expulser le fermier en cas de retard de paiement, c'est tout simplement expulser des centaines de milliers de petits paysans afin que la terre soit prise en charge par les grands cultivateurs, non pas pour produire les cultures traditionnelles qui font vivre le peuple (le coton, le maïs, les fèves et le riz) mais pour cultiver fruits et légumes dont le bénéfice est plus important, plus rapide et plus sûr. D'autre part la décision de transformer les rapports entre le propriétaire et le locataire, en passant du fermage au métayage, c'est retourner franchement au féodalisme. L'esclavage devient alors la règle, la location l'exception. Ainsi le capitaliste agraire peut se protéger de «l'agression» du locataire. Les différends sont dorénavant résolus devant des tribunaux; les problèmes peuvent se perdre dans les méandres de la justice au lieu d'être rapidement résolus par les commissions qui agissaient sur place. Un paysan peut mourir avant de voir un jugement prononcé.

Les conséquences immédiates de ce renversement économique furent foudroyantes. Elles peuvent être résumées comme suit :

1. Un désastreux déficit de la balance des paiements donc financement déficitaire, donc émission de banque-notes sans couverture.
2. Disparition du financement intérieur du plan de développement, les personnes aux revenus élevés s'abstenant d'épargner; ce qui

mène à contracter des emprunts envers les pays capitalistes à des taux d'intérêt exorbitants. La charge sur les secteurs populaires aux revenus limités devient ainsi très lourde.

3. Gel de l'exportation et impossibilité de contrôler l'importation. Car le capitalisme égyptien s'est spécialisé dans les actions de piraterie, de contrebande, de courtage et de stockage illicite; et toute autre action permettant le bénéfice rapide et l'accumulation individuelle et lâche du capital. En très peu de temps le marché égyptien a été inondé de produits de luxe et complètement démuni des produits de première nécessité. L'inflation s'est encore accentuée et le chômage augmente de jour en jour, car les capitaux fuient les investissements à long terme.

4. En l'absence de planification, du fait de la concurrence du secteur privé et du démantèlement du secteur nationalisé sur les plans de la gestion, des finances et de la production, la part de celui-ci dans la production baissa pour la première fois de 1,3 %.

Ce n'est donc pas un hasard si l'année 1975 a été «la pire des années dans l'histoire de l'Égypte moderne», selon l'expression des ministres des Finances et de la Planification, et selon le premier ministre, en dépit de l'ouverture du canal de Suez, de l'épanouissement du tourisme et des aides occidentales offertes non sans intérêt comme celle de la Banque Mondiale et de quelques sociétés européennes. Ce n'est pas un hasard si l'Égypte, malgré sa réalisation de la guerre d'Octobre, a atteint une telle situation catastrophique jamais atteinte auparavant même en 1967, année de la défaite fracassante.

Cette situation économique, il faut le rappeler, n'est pas due à «l'effort nécessité par la guerre»; en fait les dettes de celle-ci ne sont pas encore remboursées. Ce n'est pas non plus une conséquence de la hausse internationale des prix, car celle-ci ne toucha le pays qu'indirectement et uniquement en tant que suite des dettes envers les capitalismes. Cette situation n'est pas due non plus au boom démographique, car l'émigration massive battait toujours son plein ainsi que la mortalité. Elle n'est pas enfin due à la parcimonie arabe, car le soutien apporté par les pays producteurs du pétrole décidé lors du sommet de Khartoum, était toujours en vigueur.

Cette situation est le fruit normal, bien que très amer, de la décision putschiste de légiférer pour la contre-révolution, pour sortir du mouvement de libération nationale et entrer dans le giron de l'influence impérialiste.

Il est regrettable, bien que normal, que le remède, selon le premier ministre, consiste à réduire le peuple à serrer la ceinture encore plus, à mendier auprès des frères arabes et à faire le commerce du sang arabe en Égypte. Mais toute cette situation économique catastrophique ne peut pas préoccuper l'esprit de ceux qui ont opté pour quelques mètres du Sinaï en échange de l'Égypte tout entière.

C'était un choix politique qui a été fait dès le départ. Il devait forcément aboutir à un choix stratégique lors de l'accord du Sinaï. Par la porte la plus sacrée, celle de la guerre, l'Égypte est passée de la défaite nassérienne à la victoire, défaite via ce que militairement l'on nomme la brèche du Déversoir.

Il est indispensable à ce propos de prendre note des déclarations du général Saad Ad-Din Al-Chazli faites après avoir été muté de son poste de chef d'état-major de l'armée à celui d'ambassadeur en Grande-Bretagne. A l'époque, il avait déclaré ceci :

« Un individu, quel que soit son courage, ne peut réaliser une victoire sans arme... Dans cette bataille l'arme était soviétique à 100 %... Nous ne pouvons oublier les bienfaits de l'Union soviétique avant, pendant et après la bataille. L'Union soviétique, avant la guerre d'Octobre, a armé la région d'une manière qui n'aurait jamais été réalisée sans elle. L'Union soviétique envoyait à l'Égypte, à la Syrie, à l'Algérie, à l'Iraq et même au Maghreb un nombre considérable d'armement à chaque convoi... Des armes russes dont l'alliance de Varsovie elle-même n'est pas munie ont participé aux combats. La brèche faite par les forces israéliennes sur la rive ouest du canal n'était pas inévitable. Mais comment fut-elle faite ? » « Le commandement égyptien ne lui accorda l'importance qu'elle méritait que trop tard. Pourtant il était possible de nettoyer cette poche même plus tard. Mais Kissinger vint à ce moment, porteur d'un ensemble de promesses ; il réussit à convaincre la direction politique qui, elle, le reçut les bras ouverts en guise de manifestation de bonnes intentions et dans le but de montrer qu'on ne voulait pas raser Israël. » « La direction politique en Égypte fit un repli par rapport à la stratégie qu'elle appliquait auparavant. La stratégie égypto-soviétique d'avant la guerre avait pour base le point suivant : plus la guerre est prolongée et plus l'ennemi flanchait. Si nous avions appliqué cette stratégie, la brèche n'aurait jamais été faite. Et même après il était possible de la colmater et d'en venir à bout. Si nous avions respecté cette stratégie nous aurions pu éviter le désengagement et la guerre aurait continué. »[7]

Rappelons que le général Chazli parlait en tant que militaire dont l'histoire ne fait que l'honorer. De plus il n'a jamais été connu pour avoir des sympathies envers les Soviétiques. Il s'agit d'un homme qui n'a jamais eu d'ambitions politiques ou brigué le pouvoir civil. Il a toujours été connu pour son respect aux ordres et sa fidélité à la direction politique légitime. Pour toutes ces raisons les informations qu'il donne atteignent le niveau de la vérité solide. Ses analyses sont plus proches des faits historiques. Comment donc interpréter ses paroles qui ne manquent pas de gravité ?

---

7. Cf. *As-Safir,* quotidien libanais, 22 août 1974.

Tout premièrement, nous pouvons les interpréter par le fait que le pouvoir putschiste en Égypte a menti au peuple égyptien et à l'opinion publique internationale lorsqu'il affirma à plusieurs reprises que les Soviétiques se dérobaient à la fourniture d'armes. Mensonge qui visait à couvrir la première mesure hostile à l'essence même de l'alliance entre le mouvement de libération égyptien et le bloc socialiste, à savoir l'expulsion des experts et des conseillers soviétiques. Dans son livre *Le chemin vers Ramadan,* Haykal se perd dans les méandres de ce point «obscur» pour dire à la fin que personne ne peut préciser les facteurs qui ont amené le Président Sadate à prendre une telle décision. Mais cette «surprise» fut entourée de quelques circonstances douteuses dont la plus importante est certes la visite du ministre saoudien de la Défense à Washington et au Caire avant, pendant et après la décision présidentielle.[8]

Admettons que personne au Pentagone ou à la Maison Blanche n'ait demandé officiellement à l'Égypte d'expulser les Soviétiques, bien que les déclarations américaines soulignant que la présence soviétique en Égypte empêchait tout règlement du conflit arabo-israélien fussent très nombreuses; mais passons... Le résultat objectif final de la décision de M. Sadate a dévoilé l'identité du nouveau pouvoir après que celui-ci eut éliminé du jeu commun ce que l'on appelle l'aile nassérienne. Cette identité réside tout d'abord dans la distance prise par le pouvoir à l'égard du bloc de la libération et du socialisme. Cette prise de distance fut le premier message que le pouvoir demandait à l'Occident de décoder.

Deuxièmement, nous pouvons interpréter les paroles du général Chazli en nous référant aux déclarations successives faites par le Président Sadate au magazine libanais *Al-Hawadith* dans lesquelles il insistait sur deux points : Le fait qu'il ait envoyé M. Hafiz Ismaïl à Washington pour sonder les États-Unis avant la guerre d'Octobre, ce à quoi il fut répondu poliment et diplomatiquement que l'Égypte se trouvait devant un choix : ou bien elle se considérait comme vaincue et dans ce cas elle devrait accepter les conditions de la défaite; ou bien agir afin que les États-Unis pussent agir aussi. La même chose, ou presque, fut signifiée dans les déclarations des leaders de l'Europe de l'Ouest et surtout dans celle des dirigeants français.

L'Égypte a agi au mois d'octobre. Là intervient le deuxième point souligné à plusieurs reprises par le Président Sadate dans ses déclarations à *Al Hawadith* entre 1974 et 1975. Il était possible, disait-il, que la brèche du Déversoir devînt la tombe des forces israéliennes. Cette brèche aurait pu être une des plus extraordinaires batailles des Arabes; mais le docteur Kissinger conseilla de ralentir sinon les États-Unis seraient intervenus. Le Président Sadate, durant les dix derniers

---

8. *Op. cit.*

jours de la guerre, déclarait avoir été surpris de faire la guerre aux États-Unis, non pas à Israël! Ce qui nous importe c'est que la direction politique égyptienne déclara qu'elle ne pouvait pas faire la guerre aux États-Unis, raison pour laquelle elle acceptait les six points du premier désengagement. Ce fut là le fameux accord couronné par la reprise des relations diplomatiques entre Le Caire et Washington et par la fabuleuse visite du Président Nixon accompagnée d'accords et de rêves économiques. «La déclaration des principes communs» signée par le Président américain au cours de cette visite remplaçait le traité d'amitié égypto-soviétique qui, lui, fut gelé d'abord, officiellement attaqué ensuite. Cet accord n'est donc rien d'autre que l'autre face de l'expulsion des experts soviétiques.

En troisième lieu, les paroles du général Chazli peuvent être interprétées à la lumière du discours historique dans lequel le chef suprême des forces armées égyptiennes se déclarait prêt à négocier pour la paix alors que la terre libérée ne dépassait pas quelques kilomètres et alors que le général Charon, lui, faisait son incursion sur la rive ouest du canal. Pour M. Sadate, le 16 octobre 1973 est le jour du match nul qui lui permettait de mener les négociations à partir d'une position de force!

Ce contexte peut sans doute donner l'impression que la guerre n'était qu'une comédie, mais cela ne peut être vrai. Car le champ de bataille ne peut être une scène où l'on joue avec des milliers de chars, de canons et d'avions, où l'on manipule des milliers de tonnes de feu. En fait la décision de la guerre était prise dans toute la rue égyptienne et arabe. Mais certes elle n'était pas une guerre de libération pour la direction politique égyptienne, même si elle l'est pour le peuple et l'armée. La brèche du Déversoir, en réalité, représente la distance qui sépare la décision militaire de la décision politique. De même le deuxième accord du Sinaï représente la distance qui sépare le choix du peuple du choix du pouvoir.

Car le choix du peuple de lutter contre Israël était à la fois un choix national et social voulant dépasser la défaite nassérienne de 1967 pour atteindre une étape supérieure à la libération nationale et sociale, visant à éviter de tomber dans les mêmes erreurs que l'expérience précédente dont les meneurs bureaucratiques étaient maintenant sous les verrous, et visant surtout à redonner au Sinaï son indépendance nationale à la lumière d'une vision nationale arabe de l'indépendance de tous les territoires occupés à commencer par la Palestine. Il s'agissait d'un choix qui voulait réaliser le passage de la société du capitalisme de l'État national à la fondation de la base solide du socialisme. Ce ne sont pas là des éléments isolés les uns des autres, il s'agit d'un mouvement dialectique dont les buts et les moyens s'influencent réciproquement. Le soulèvement des étudiants, des intellectuels, des ouvriers et des paysans égyptiens entre 1968 et 1973 était une décision de guerre. Mais les événements survenus entre 1971 et 1973 préparaient à une autre guerre dont le but était de

légitimer le pouvoir du putsch pour le transformer en régime. Le pouvoir putschiste voulait consacrer les passifs de l'expérience antérieure en légiférant pour mieux asseoir la déviation. Il voulait exploiter le climat économique, social et politique des cinq années avant 1970 afin de jeter les fondements d'un nouveau régime qualitativement différent de celui qui l'avait précédé. Les Égyptiens ont fait la guerre d'Octobre sans prêter d'attention aux buts du régime. Ils l'ont faite avec le courage des apôtres et la pureté des prophètes. Peu de temps après ils se sont rendus compte qu'ils étaient comme un moine ayant accompli ses prières dans un bordel. Ils furent surpris d'avoir effectivement surmonté la défaite nassérienne pour tomber dans une espèce de *victoire défaite.* Comme si la guerre était, pour le pouvoir, un simple prétexte pour obtenir la légitimité nécessaire à la transformation de ce pouvoir en régime. En réalité celui-ci a toujours été comme un fœtus dans les entrailles du régime nassérien. La guerre dans ce cas n'était plus une guerre de libération, mais plutôt comme une opération césarienne.

IV

Le conflit entre la population et le pouvoir était de nouveau prévisible. Mais il tarda un an.

Sitôt le désengagement accompli sur le front du Sinaï, les organes égyptiens de sécurité présentèrent au Président Sadate un rapport tirant la sonnette d'alarme.

Dans une réunion extraordinaire de l'organisation de la sécurité nationale, M. Hafez Ismaïl, à l'époque conseiller du Président pour les affaires de la sécurité nationale et actuellement ambassadeur d'Égypte en France, dit : « Je suis d'accord avec la partie descriptive de ce rapport mais je n'admets pas les conclusions auxquelles il aboutit. Je remarque une certaine exagération dans sa manière de concevoir les choses. »

Hafez Ismaïl partit en tant qu'ambassadeur en Union soviétique.

Le cercle des conseils au sujet du contenu et de l'analyse de ce rapport fut élargi. Certains, parmi lesquels Mourad Ghaleb, ministre des Affaires étrangères à l'époque, dirent que la tâche des organes de sécurité est de donner des informations, que les « conseils » ne relevaient pas de leur compétence.

Mourad Ghaleb partit à Belgrade en tant qu'ambassadeur.

Moins d'un an plus tard, les rues du Caire furent envahies par une violente vague de manifestations. Les auteurs du rapport demandèrent aux autorités suprêmes de mettre leur plan à exécution. Ils obtinrent le feu vert en moins de 24 heures et purent ainsi arrêter plus d'un millier de citoyens égyptiens en moins de trois jours !

Que disait le rapport ?

Le rapport disait que depuis la mort du Président Nasser certaines organisations, certains groupements politiques commençaient à se former clandestinement pour les uns et semi-publiquement pour les autres. A côté de l'Union socialiste arabe, organisation politique officielle, il y avait :

Des organisations nassériennes, résidus de l'organisation d'avant-garde de l'Union socialiste, en plus de nouveaux éléments, des jeunes pour la plupart, qui pensent, surtout après le 15 mai, que le nouveau régime a renversé le nassérisme.

Des organisations communistes auxquelles ont adhéré graduellement des éléments ayant appartenu aux anciennes formations; mais des groupements massifs d'étudiants et d'ouvriers y ont adhéré aussi.

Une organisation wafdiste ayant 40 membres au sein du Conseil du Peuple. Cette organisation est dominante à l'université. Ses partisans ont accroché quatre journaux muraux, un à la faculté de droit de l'université du Caire et trois à la faculté de commerce.

Les Frères Musulmans, le Parti de la libération islamique et la jeunesse de Muhammad; ces trois organisations sont indépendantes les unes des autres.

Des groupements non organisés en partis; ils se trouvent au sein des syndicats ouvriers, des unions des étudiants, dans les milieux des cadres et particulièrement parmi les journalistes, les ingénieurs et les avocats.

Sur les appréciations de ces organisations, le rapport précise les points suivants :

Les nassériens représentent la plus grande organisation «de gauche», alors que les Frères Musulmans représentent la plus forte parmi les organisations de droite.

Les communistes sont moins nombreux mais mieux organisés, plus unis et plus influents.

Il y a un certain rapprochement entre communistes et nassériens qui va jusqu'à la coopération.

Des différends très aigus existent entre les Frères Musulmans et le parti islamique de la libération.

Le rapport ajoute en outre que ces organisations ne sont pas toutes d'accord sur les rôles de l'Union soviétique, des États-Unis et des Arabes; non plus sur le sens et les formes de la démocratie. Mais, à quelques différences près, elles s'accordent sur la nécessité de reprendre la lutte armée. Le rapport, enfin, conseille à la direction politique de battre «cette minorité organisée» avant que prolifère le danger qu'elle occasionne.

Mais la direction politique «conserva» le rapport et dirigea les affaires de la manière suivante :

Elle déclara l'ouverture économique aux capitaux arabes, étrangers et, naturellement, égyptiens.

Elle déclara l'ouverture sur l'Occident en général et les États-Unis

en particulier.

Elle leva officiellement la censure sur la presse. «... Mais les organes de sécurité doivent être attentifs au plus haut degré.» Les capitaux déferlèrent sur la construction des hôtels, des casinos et de la fabrication des voitures. Sur les grand-rues faisaient enseigne les bureaux d'import-export. L'espace aérien du Moyen-Orient vit se promener les avions de Kissinger et de Nixon. Et la presse égyptienne commençait une «nouvelle ère».

Cette nouvelle ère commença, très tôt d'ailleurs, par l'élimination de Muhammad Hassanein Haykal de la direction de *Al-Ahram.* Il avait mis en garde contre le fait de se jeter dans les bras des États-Unis et de compter sur la personnalité d'un Président américain menacé de scandale ou d'un Kissinger dont l'éclat ne pouvait être qu'éphémère. Mais l'inauguration officielle de cette nouvelle période fut signalée par la réhabilitation des frères Ali et Moustapha Amine. La nouvelle démocratie, cela signifiait attaquer Nasser, l'Union soviétique, le socialisme ainsi que toutes les réalisations de la révolution de Juillet en économie et en politique étrangère.

La gauche égyptienne, elle, se contenta de défendre Nasser, la révolution de Juillet, l'Union soviétique et le socialisme. Les publications *Rose Al-Youssef, Al-Gumhuriyyah, Al-Kateb* et *At-Taliah* prêtaient leurs colonnes à cette fin. Mais dès que la gauche non clandestine et confiante dans le leadership du Président Sadate commença à analyser la guerre d'Octobre et à en évaluer les conséquences politiques, la nouvelle ère se signala aussi par la liquidation du mensuel *Al-Kateb.*

En fait le pouvoir politique ne se contenta pas de lever la censure pour mieux connaître ce qui lui a été rapporté par le fameux rapport des organes de sécurité. Le Président Sadate prit l'initiative de présenter un projet pour le développement de l'Union socialiste. Car si la levée de la censure permettait de connaître approximativement les tendances «politiques» générales de la société, le dialogue au sujet de l'Union socialiste, lui, permettait de connaître les intentions «organisationnelles» de ces tendances.

Ainsi se déroula en Égypte une des plus violentes discussions au sujet de l'Union socialiste. La commission d'écoute au Conseil du peuple fut présidée par M. Mahmud Abu Wafigah, allié au Président Sadate par le mariage de leurs enfants. Le rapport final fut rédigé par M. Sayyid Mari, gendre du Président.

Rédigé par le comité de recensement des tendances des discussions au sujet du «projet du développement de l'Union socialiste», ce rapport soulignait les points suivants :[9]

---

9. Voir le texte intégral dans *At-Talia'h,* septembre 1974, et aussi l'étude publiée en octobre 1974 dans le même mensuel.

« Notre peuple affirme que le but du développement est d'avoir plus de liberté, de démocratie et d'efficacité. »
« Certains ont demandé de remettre en question la définition du paysan et de l'ouvrier afin que soit garantie la représentation des ouvriers et des paysans. »
« Un groupe parmi les intervenants pense que la formule de l'Union socialiste arabe a échoué dans la réalisation des tâches qui lui ont été attribuées, que cette formule n'est plus adéquate face aux prévisions de l'avenir; ce qui nécessite la recherche d'une formule de rechange. Cette nouvelle formule, toujours selon ce groupe, pourrait consister dans la pluralité des partis. Cette tendance est particulièrement manifeste parmi les intellectuels, les universitaires, les journalistes ainsi que les membres des différents syndicats professionnels. Elle a été aussi manifeste dans les discussions ayant eu lieu dans cinq gouvernorats. »
« Si la majorité du public, selon la manière dont il s'est exprimé dans ce large débat national, élimine, au moins pour le moment, l'idée de la pluralité des partis, elle voudrait disposer pour son organisation politique de tous les facteurs positifs du régime de la pluralité des partis, à savoir la pluralité des tendances et des tribunes ainsi que l'existence d'une opposition efficace. »

Ce sont là les conclusions de ce rapport officiel, telles qu'elles ont été présentées par M. Sayyid Mari après avoir dilué l'appel du public et sa volonté d'avoir plusieurs partis. Et l'on peut remarquer à ce propos qu'il n'a pas pu s'échapper entièrement du problème. Le Président s'est sans doute souvenu du large débat qui avait eu lieu après le 15 mai 1977 où la grande majorité avait demandé avec insistance le pluripartisme. A cette même époque les conséquences de la politique d'ouverture entraînaient d'autres conséquences bien précises :

Au niveau politique, le « règlement » entrait dans un cercle vicieux inauguré par les visites de M. Kissinger, l'ami fidèle, et bouclé par la visite de M. Brejnev. Mais l'occupation israélienne continue toujours de peser sur les territoires arabes, dont le Sinaï.

Au niveau économique, des produits de première nécessité disparurent du marché. Au cours d'une seule année les prix doublèrent alors que les salaires n'ont même pas été augmentés d'une piastre. Le pays entrait dans la famine généralisée, alors que florissaient les investissements parasitaires qui n'intéressent que les classes supérieures : ventes et achats de voitures, importation des produits de luxe, des sous-vêtements aux produits de beauté. Des immeubles entiers se transformaient en appartements meublés. Mais la production des tissus populaires devenait de plus en plus difficile; et les secteurs les plus larges de la population ne trouvaient plus rien, ni logements, ni médicaments, ni denrées quotidiennes. Ce ne sont plus seulement les ouvriers, les paysans et les étudiants qui souffrent de la misère; d'autres couches sociales, appartenant à

l'origine à la moyenne bourgeoisie, en souffrent aussi.

Se référant à une statistique officielle, le quotidien *Al-Gumhuriyyah* rapporta qu'en Égypte 219 commerçants gagnent par an 25 millions de livres égyptiennes.[10] *Rose Al-Youssef* écrivait : « Le prix de la location du casino Mary-Land est plus qu'un demi-million, alors que l'ancien locataire ne payait que 30 000 livres égyptiennes par an. En même temps, une boîte de nuit dans la rue des Pyramides a été vendue à un commerçant arabe à 450 000 livres égyptiennes contre 13 000 livres égyptiennes l'année précédente.

Ainsi le citoyen ne peut même plus rêver de logement, de nourriture, d'habillement ou d'éducation. Le commerce des livres universitaires est devenu une des plus monstrueuses manifestations de la déviation économique; celle-ci incite l'étudiant pauvre non pas à apprendre mais à chercher du travail. Et dans le calme et le silence les sociétés du secteur nationalisé, l'une après l'autre, se faisaient liquider. Aujourd'hui le maître de la situation en matière de produits de première nécessité est le secteur privé.

Les murmures passèrent à la presse. La direction politique ne fit que dire : « Nous laisserons les gens s'exprimer librement, ensuite c'est nous qui déciderons. »

L'Égypte vit de nouveau une vague « d'événements regrettables » selon la qualification des organes de sécurité. Dans une file d'attente devant une coopérative qui vendait du savon, un homme en tua un autre pour avoir obtenu trois pièces de savon de plus qu'il n'est autorisé. Dans une autre file un homme meurt d'une crise cardiaque : on lui avait donné un poulet et un kilo de viande pour une semaine. Dans une affaire banale au quartier populaire de Sayyeda Zeinab, la police arrête un suspect; la rumeur court : le prévenu serait mort pendant l'interrogatoire. La population du quartier attaque le commissariat. Les gradins d'un stade au Caire s'effondrent; des jeunes gens meurent, un affrontement sanglant a alors lieu entre la police et le public. Une voiture particulière percute un piéton devant les usines de Chebine Al-Kom; la population s'attroupe, incendie toutes les voitures qui passent et attaque la police. La mémoire du pouvoir s'est certainement rappelé la série d'incendies avant la guerre d'Octobre, série tristement couronnée par l'incendie de l'Opéra. Mais l'auteur de ces crimes reste toujours inconnu!

Pour la première fois dans l'histoire, l'eau potable du Caire fut polluée. Le procureur général socialiste attribua ce crime à « un auteur inconnu ». L'humoriste Salah Jahine commenta le rapport de l'enquête; ce qui lui valut l'accusation « d'atteinte à la magistrature ». Mais le procureur, par cette accusation, ouvrit une porte qui jusque là était bien fermée; en effet nombreux furent ceux qui écrivirent

10. Cf le numéro du 14 novembre 1974.

pour demander comment le procureur socialiste peut être aussi et à la fois ministre de la Justice. Les questions attaquaient maintenant des sujets plus graves encore : comment le ministre de la Justice peut-il cumuler avec sa fonction principale, la présidence de l'Union des ouvriers ainsi que celle de plusieurs syndicats? Comment le ministre de la Culture cumule-t-il 11 postes? Comment surtout le Président de la République peut-il être aussi le Président de l'Union socialiste, organisation politique unique?

Les événements « regrettables » reprirent et de plus belle mais en empruntant d'autres formes. Par arrêté judiciaire, le conseil du syndicat des architectes fut condamné à la dissolution ; un deuxième et un troisième arrêté le condamnait pour infraction à la loi des élections mais sans qu'aucune de ces décisions soit mise à exécution. Un chef de section à l'université de Aïn-Chams frappe un professeur avec sa chaussure parce que ce dernier s'était permis d'émettre quelques observations sur la corruption qui sévit dans l'université.

Ces événements regrettables, en fait, se produisaient parallèlement au douloureux vide politique conséquent à la démarche pour une solution pacifique après la guerre, parallèlement aussi à la hausse exagérée des prix, à la baisse des salaires et au monstrueux enrichissement des courtiers.

Un matin...

Les « organes » de sécurité présentent au Président Sadate un rapport imprimé sous le titre *Projet pour un programme d'action des forces populaires.* Selon lesdits organes, les auteurs de ce rapport seraient « les communistes et les nassériens ». Ils se seraient contactés et accordés pour le rédiger. Ce rapport dit notamment :

« ... Depuis l'arrêt des combats et à la suite des évolutions consécutives, nous assistons à une série de manœuvres rapides et claires de la part des puissances impliquées dans le conflit. L'impérialisme américain, à la tête des puissances hostiles à notre lutte, soutien fondamental d'Israël et protecteur des forces réactionnaires et de la contre-révolution à l'intérieur de notre pays, s'active pour la réalisation de ses buts qu'il n'a jamais abandonnés. Les États-Unis, tout en apportant à l'agression israélienne leur soutien politique, économique et militaire, se présentent, sans pudeur, pour jouer le rôle de l'intermédiaire et pour se poser comme seul arbitre dans le conflit. Les États-Unis visent par là à récupérer les conséquences de la guerre. Ils agissent pour investir ces conséquences dans leur propre intérêt au détriment de notre lutte et des sacrifices de notre peuple ainsi que de ceux des peuples arabes frères. »

« ... Les couches de droite appartenant au capitalisme national et faiblement liées au camp de la révolution nationale s'apprêtent aujourd'hui, en vue de garantir leurs intérêts, de réaliser leurs ambitions, à rompre ce lien déjà très ténu et à prendre leurs distances quant à la nation. Elles s'apprêtent à abandonner le drapeau de

l'indépendance nationale pour prendre le rôle du petit associé dans le capital impérialiste et étranger et ce dans le cadre d'un État capitaliste sous-développé et satellite. »

« La grande majorité des forces populaires connaît son chemin. Elle sait ce qu'elle veut, ce qu'elle doit refuser. Elle refuse que le problème de la terre spoliée passe par le chemin des tractations et des solutions partielles séparées. Elle refuse que les États-Unis, notre ennemi, soit l'arbitre entre Israël et nous. Elle refuse toutes les tentatives de l'impérialisme américain et des agents visant à utiliser l'agression israélienne pour soumettre notre pays à l'hégémonie, pour nous isoler de la nation arabe et pour nous faire abandonner notre place dans le mouvement de la lutte arabe pour la libération, le progrès et l'unité. La majorité de notre peuple refuse toutes les tentatives de la réaction et de la droite arabe visant à mettre à leur profit les liens nationaux et à donner au mouvement de solidarité et d'unité entre les pays arabes un contenu réactionnaire opposé aux intérêts et aux aspirations des peuples arabes. Elle refuse la tendance révolutionnaire et de droite vers la récession de notre politique étrangère qui, elle s'achemine de plus en plus vers les compromis et la conciliation avec les forces impérialistes en s'isolant des puissances amies de notre peuple. Elle refuse la perpétuation des situations antidémocratiques de notre pays sous quelque prétexte que ce soit. Elle refuse les tentatives impérialistes et réactionnaires visant à geler et à liquider notre évolution économique et sociale. Elle refuse la ligne de droite que l'on voudrait imposer à notre évolution économique et sociale qui n'aurait pour conséquence que la liquidation des acquis de notre évolution ainsi que la récupération des réalisations positives, économiques et sociales de la révolution du 23 juillet. »

«... Il ne fait aucun doute qu'un programme unissant toutes les forces populaires en un seul front puisse jouer un grand rôle organisateur et unificateur. L'avant-garde du peuple pourrait avoir comme mot d'ordre : Mobilisons les forces populaires en un seul front capable de diriger la lutte pour la réalisation du programme populaire, un front dans lequel seraient représentées toutes les forces nationales, démocratiques et révolutionnaires ainsi que toutes les tendances, tous les courants politiques et idéologiques qui représentent ces forces. Ce front sera forcément contre l'impérialisme, la réaction et les puissances de la droite capitaliste.

Mais ce front ne devra pas se considérer forcément comme hostile au pouvoir actuel ; car, du fait de sa situation dans la lutte pour la libération de la terre et pour le maintien de l'indépendance nationale, ce front doit s'engager à soutenir toute mesure prise par le pouvoir allant dans ce sens. Mais, toujours du fait de sa situation, ce front devra s'engager à s'opposer fermement à toute démarche prise par le pouvoir en opposition avec la conception juste de l'intérêt national. »

« Conscient enfin du fait que la seule garantie démocratique consiste en ce que toutes les classes du peuple ainsi que ses différentes couches laborieuses soient représentées à l'intérieur même du pouvoir de l'État dans ses divers organismes, le front des forces populaires a le droit de lutter sans répit pour obtenir un pouvoir national, démocratique et populaire auquel participeraient à part entière toutes les classes ainsi que toutes les couches de notre peuple laborieux ; ce pouvoir devrait représenter l'alliance démocratique des composantes sociales de notre nation. »

Ce rapport secret était daté d'août 1974. Il est suivi des buts généraux du programme soumis au dialogue entre les différentes forces politiques en Égypte.[11]

C'est à la suite de ce document que le pouvoir politique s'était rendu compte que toutes les soupapes de sécurité n'avaient pas réussi à faire échapper le climat des organisations secrètes ou semi-clandestines. La levée, formelle d'ailleurs, de la censure, et le vaste dialogue au sujet du projet de développement de l'Union socialiste ne furent d'aucun recours. La direction politique relut le premier rapport rédigé par les responsables de la sécurité. Elle se rendit compte alors qu'une chose autre que celle qu'elle voulait récupérer, se développait. Des problèmes qu'on avait crus enterrés surgissaient de nouveau. L'affaire de la mort du militant Chouhdi Attiyah Ach-Chafei sous la torture au camp d'Abou Zabal en 1960 eut gain de cause ; le tribunal accordait 12 000 livres égyptiennes à la partie civile. Un livre publié à Beyrouth, *Les pieds nus,* dénonçait les faits de torture ayant entraîné la mort auxquels furent soumis des militants égyptiens, communistes et non communistes entre 1959 et 1964. Les organes de la sécurité se rendirent compte qu'ils n'étaient pas loin de la dénonciation même si les têtes avaient changé, que leur avenir exigeait qu'ils reprennent leur prestige en matière de répression.

C'est pourquoi lesdits organes préparèrent de nouvelles listes d'arrestation, préparation qui dura neuf mois selon l'aveu, fait par hasard, de l'agence d'information du Moyen-Orient, porte-parole officiel du pouvoir. En effet, un communiqué de cette agence publié le 15 janvier 1975 disait : « Les organes de sécurité, en collaboration avec la magistrature, suivaient depuis neuf mois environ ces activités subversives qui portent atteinte à la sécurité nationale. » Ces organes ne s'occupaient donc pas de localiser les réseaux israéliens d'espionnage ; ils ne suivaient pas non plus les réseaux de contrebande, des détournements de fonds ou ceux des spéculateurs sur le pain quotidien des citoyens. Ils s'occupaient de ceux qui luttaient pour leur droit à une organisation politique indépendante, ceux qui défen-

11. Plus tard ce rapport fut publié par le magazine beyrouthin *Ach-Chararah,* n° 3, janvier-mars 1975.

daient la démocratie. Ainsi «la presse libre», les colloques sur les moyens de développement de l'Union socialiste n'étaient qu'un piège tendu aux gens afin qu'ils parlent. Et lorsque ceux-ci exprimèrent leurs opinions, les organes de sécurité se mirent en devoir d'enregistrer leurs paroles, leurs mouvements ainsi que leurs noms.

Les événements se succédèrent rapidement.

Le «règlement» se précipitait dans une voie sans issue; les démarches bienveillantes du docteur Kissinger n'aboutirent à rien. Les rêves sur les capitaux américains furent dissipés. La rue, la maison, l'université, l'usine et le bureau étouffaient. Les transports, la nourriture, les médicaments, les chaussures, les vêtements, les manuels scolaires ainsi que le logement n'étaient plus assurés.

C'est dans ce climat que la visite de Brejnev fut reportée. Elle paraissait, avec ses préambules et ses conséquences, à l'opposé de la célèbre visite de Khrouchtchev en 1964. Car cette dernière venait à un moment où l'Égypte atteignait une étape importante dans le processus des transformations sociales commencées par les décrets de juillet 1962. Le jour de l'arrivée de Khrouchtchev, il n'y avait pas un seul détenu communiste.

Le report de la visite de Brejnev couronnait des transformations sociales et politiques commencées par le désengagement pour tourner ensuite dans un cercle vicieux.

C'est à cette époque que commença une petite manifestation à Port-Saïd; elle finit par toucher tout le pays. Des milliers d'ouvriers manifestèrent contre la cherté de la vie, contre la répression et contre l'impasse où avait été acculé le problème de la libération des territoires occupés. Des milliers d'étudiants manifestaient contre la tutelle imposée à leurs activités politiques, contre les programmes réactionnaires de l'enseignement et contre les commerçants de livres universitaires.

En réalité ces «événements regrettables» n'étaient qu'un avertissement annonçant ce qui bouillonnait sous la surface sociale. L'explosion eut lieu le premier jour de l'an 1975. Elle n'était point organisée, mais elle était chargée de toutes les amertumes. C'est là une des formes traditionnelles de la lutte du peuple égyptien qui, lui, a toujours été conscient. Il n'a jamais eu besoin «d'éléments intrus» ou de téléguidage. En réalité les éléments intrus[12], selon l'aveu d'une source bien informée, n'étaient que les agents de la police entraînés aux actions de sabotage et à la fabrication des slogans triviaux. Ce sont ceux-là qui détruisirent intentionnellement les bureaux des compagnies aériennes française et libyenne, la bibliothèque soviétique et des dizaines de voitures de tourisme sans distinction aucune; car il

12. Une expression consacrée, lancée d'abord par les organes de sécurité, utilisée ensuite par la direction politique et répandue par les mass media.

fallait bien monter de toute pièce l'accusation de *sabotage* contre le peuple manifestant.

Ces manifestations contre la hausse monstrueuse des prix, contre la répression des libertés et contre le compromis ont toujours été des manifestations propres dans leurs mots d'ordre comme dans leur style d'action. Elles ont toujours devancé les organisations clandestines ou semi-clandestines. Au moment où elles éclataient, les nassériens, les communistes ainsi que les démocrates tentaient de trouver une formule correcte de lutte commune pour la démocratie.

Mais les organes de sécurité ne s'intéressèrent aux manifestations que du point de vue «sécurité»; le pouvoir ne songeait guère à leur signification grave; ainsi les listes furent-elles de plus en plus chargées de noms de militants pour l'Égypte, l'arabisme, l'indépendance et le socialisme.

Ces manifestations, il faut le souligner, n'ont jamais été l'œuvre des renseignements américains, comme l'a dit Abd Al-Rahman Al-Charqawi dans *Rose Al-Youssef.* Elles sont une action du peuple égyptien contre la répression et la hausse des prix. S'il y a eu quelques déviations, elles sont dues aux éléments intrus introduits sournoisement dans les rangs du peuple.

Elles ne furent pas non plus le fruit d'un plan dressé par une organisation nassérienne, nationale ou de gauche. Il s'agit en réalité d'un soulèvement spontané exprimant le climat général, plus qu'elles ne représentaient l'activité de l'un ou de l'autre parti en présence.

Le remède adopté par le pouvoir, c'est-à-dire l'arrestation de mille citoyens parmi les ouvriers, les étudiants et les intellectuels, n'a pu éteindre la flamme. La maladie réside en fait dans le pouvoir lui-même qui avait eu l'idée de truffer ses organismes de quelques riches de la campagne ainsi que d'éléments parasitaires tels les courtiers et les agents des sociétés étrangères. Ce ne pouvait donc pas être un remède, puisque la maladie consistait dans la cherté monstrueuse de la vie, dans l'absence de démocratie et dans l'acceptation des compromis quant au problème de la libération de la terre. Le remède ne pouvait pas non plus consister à ce que quelques rois ou princes du pétrole demandassent de sauver l'Égypte de la famine. De même demander aux États-Unis d'entreprendre de nouvelles initiatives pour sauver le régime menacé d'effondrement ne pouvait pas constituer une solution au problème intérieur de l'Égypte.

L'arrestation donc de milliers de citoyens ainsi que leur relaxe pour les arrêter de nouveau ne pouvaient avoir qu'une seule signification : cela entrait dans un programme global pour un compromis politique et pour une liquidation économique et sociale des réalisations de la révolution de Juillet.

Souvenons-nous : le 1er janvier 1959, les organes égyptiens de la sécurité entreprirent une des plus grandes campagnes d'arrestations dans l'histoire de l'Égypte moderne. La conséquence immédiate fut

l'effondrement de l'unité égypto-syrienne. La conséquence à long terme fut la défaite de juin 1967.

Un autre matin, précisément les 2 et 3 janvier 1975, les organes de sécurité entreprirent le plus grand mouvement d'arrestations après la mort de Nasser. A quoi a-t-il abouti? Là est la question.

En fait la réponse vint de Mahalla Al-Kubra. Elle fut rapide et tranchante. Pour la première fois dans l'histoire de l'Égypte une véritable commune se constituait dans la plus grande ville industrielle. Elle fut assiégée par l'armée... avortée par les armes et la prison. Ceci se passa en mars 1975, lorsque eut lieu la comédie de «l'échec» de Kissinger dans les négociations pour les accords sur le sort du Sinaï; accords obtenus plus tard lors du sommet de Salzburg entre les deux Présidents, américain et égyptien, et signés au mois de septembre de la même année.

En réalité Salzburg représente un point d'arrivée dans la politique égyptienne. C'est là où les décisions économiques vont se transformer en stratégie. Entre les deux nous pouvons situer le point d'arrivée du chemin qui commence par le putsch, et qui finit par s'installer en régime s'exprimant militairement par la guerre d'Octobre et la brèche du Déversoir. Qu'en est-il alors du cadre politique global de ce chemin si court, si rapide?

V

5. Il n'y a aucun doute : la bourgeoisie qui a pris les leviers de commande est en fin de compte celle du capitalisme commerçant et, particulièrement, son secteur parasitaire et agioteur. Ce dernier constitue la couche la plus large dans la nouvelle structure capitaliste égyptienne; il est accompagné des couches de bureaucrates et de technocrates dont le seul capital est «la fonction»; celle-ci est organiquement liée au cycle du capital agiotique et loin de la structure productive matérielle de la société. S'associe à ce secteur, pour partager le pouvoir, le capitalisme agraire comportant, lui aussi, et depuis 1971, de nouveaux éléments d'appartenances différentes citées par le docteur Fuad Mursi dans la dernière partie de son étude[13] de la manière suivante :

1. Après 1971, les propriétés de l'État furent liquidées. Les terres réformées furent distribuées aux diplômés des instituts agronomiques. Une partie fut vendue et quelque 136 000 feddans ayant appartenu aux biens de mainmorte et exploités par l'Organisation

13. Cf. *At-Taliah*, n° 12, 1975.

de la Réforme Agraire furent restitués au ministère des Waqfs, lequel ministère les mit immédiatement en vente.
2. En 1973, il fut décidé de changer le système du marché coopératif du coton et ce en achetant directement au producteur; ce qui permit le retour des courtiers et des commerçants de l'intérieur. Tout ceci ne pouvait être qu'au bénéfice du grand producteur capitaliste du coton. Aujourd'hui, la tendance est vers la libération totale du marché de tous les produits agricoles qui, auparavant, étaient soumis au même système coopératif.
3. Toujours selon la loi de la liquidation des propriétés mises sous séquestre, les restes des terres sous séquestre furent restitués à leurs anciens propriétaires dont la plupart sont de grands féodaux. Ainsi la réconciliation du capitalisme agraire avec les séquelles du féodalisme fut-elle accomplie.
4. L'assemblée générale pour la légifération auprès du Conseil d'État accorda à toute famille l'autorisation de disposer de plus de 50 feddans par la location.
Ajoutons à cela les législations agraires qui ont rendu service aux couches supérieures du capitalisme agraire en réduisant à néant petits locataires et propriétaires. Toutes ces mesures nous permettent de mieux voir l'étendue de l'alliance de classes qui domine le pouvoir égyptien actuel. Nous voulons parler de l'alliance des deux secteurs : le commercial et l'agraire.

Face à ceux-ci nous trouvons les couches moyennes qui pratiquent la petite production; ce sont les paysans et petits paysans. Il s'agit de la couche la plus large des propriétaires, car elle comprend plus de 3 millions de paysans. Les moyens de production sont vraiment archaïques et suffisent à peine aux besoins de la famille. Il y a d'autre part les ouvriers agricoles dont le nombre est de 4,1 millions, ce qui constitue exactement la moitié de la main-d'œuvre au niveau national. Mais il faut préciser que 40 % de ces ouvriers agricoles peuvent être considérés comme chômeurs et ce, du fait de l'archaïsme de la production agraire. Car si l'ouvrier agricole produit par an la valeur de 296 livres égyptiennes, l'ouvrier industriel, lui, produit pour la même durée la valeur de 2 188 livres égyptiennes.

Aussi faut-il prendre en considération les artisans des zones urbaines; ce sont l'équivalent des petits paysans. En fait, la petite production en Égypte domine une grande partie de l'industrie; citons comme exemples les productions de meubles, de cuirs et de tissus. Il est normal, dans ce cas, que l'artisan vive dans un atelier archaïque tant sur le plan des moyens de production que celui de la quantité de la production ou du bénéfice. Cette couche ressemble à une autre dans le secteur commercial, à savoir les détaillants.

Il y a enfin, dans ce secteur capitaliste avec ses couches distinctes en quantité comme en qualité, la grande couche des fonctionnaires. Comme la société elle-même, comme le capitalisme lui-même, elle est nombreuse en sous-couches et en intérêts. On y

trouve des instances supérieures qui, par leurs fonctions dans la production ainsi que par les bénéfices qu'elles réalisent ne diffèrent point des couches parasitaires supérieures dans le secteur commercial. On y trouve aussi les couches moyennes dont l'origine sociale est, et reste toujours, attachée aux petites propriétés, à des origines plus humbles, paysannes ou commerçantes. On y trouve aussi ceux dont la situation ne diffère pratiquement pas du sort de la classe ouvrière malgré la différence dans les moyens et les fonctions de la production.

Quant à la classe ouvrière égyptienne, elle comprend 9,5 millions de travailleurs. En 1973, leur nombre était de 8,7 millions. En fonction de leurs activités, on pouvait les répartir de la manière suivante : 64 % dans les secteurs des productions agraire et industrielle; 14 % dans les secteurs du commerce et de la distribution; 22 % dans les secteurs des services. Le chiffre global des travailleurs peut être réparti sur les deux secteurs, nationalisé et privé, de la manière suivante : 68 % dans le privé et 32 % pour le secteur nationalisé.

La classe ouvrière industrielle comprend 1,1 million d'ouvriers représentant 12 % de l'ensemble de la classe ouvrière égyptienne.

Quelle est la forme politique proposée par le nouveau régime pour donner forme aux intenses réactions sociales? Le décalage entre les classes ne cesse de se creuser du fait des nouvelles tendances économiques. La lutte sociale s'aggrave et devient âpre. Quelle pourrait donc être la forme adéquate pour contrôler cette lutte qui frise aujourd'hui les seuils limites? L'indice de l'inflation est monté à 22 points de 1972 à 1974. L'indice des prix des produits de consommation est monté à 119 en décembre 1972, pour arriver à 141,3 en octobre 1974. Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 24 % au cours de 13 mois, en dépit du fait que la part des revenus consacrée généralement à l'alimentation est de 57 % et plus pour les classes populaires. La campagne vit elle aussi la même augmentation des prix. Notons au passage que le thé, le sucre et le tabac ne sont pas des produits de luxe. Les loyers ont augmenté de 100 % pour le minimum. Pour le maximum seuls les spéculateurs et les entrepreneurs du privé peuvent le savoir. «9,8 % des citoyens consomment 44,5 % de l'ensemble de la consommation, alors que 90,2 %, c'est-à-dire la majorité écrasante, consomment 55,5 % de l'ensemble de la consommation. A l'intérieur de la première catégorie 2,3 % seulement consomment à eux seuls 24 % du volume de la consommation. Il n'est donc pas étonnant que beaucoup de familles moyennes aient cessé de goûter à la viande, de boire du lait ou de manger des œufs. La liste des produits alimentaires dont on se passe ne cesse de s'élargir. Ce ne fut pas une surprise lorsqu'à la fin d'une enquête l'on a appris que 99 élèves sur 100 sont sous-alimentés ou anémiques.[14]

---

14. Cf. Fuad Mursi, *op. cit.*

Quelle est donc la forme politique capable de garantir la sécurité dans un régime qui n'est en fin de compte qu'une petite jungle attachée à l'autre, la plus grande?

Il nous faut tout d'abord souligner un ensemble de considérations :

Le capitalisme égyptien cristallisé aux niveaux économique et social au cours des dix dernières années et solidement installé au cours des cinq dernières années diffère complètement du capitalisme égyptien d'avant 1952. Il diffère qualitativement du capitalisme qui a survécu à la révolution et a persisté même durant les années de transformation sociale (1961-1965). Son caractère dominant est le commerce et, particulièrement, les actions parasitaires. Il est incontestablement soumis aux monopoles étrangers et ce dans une société sous-développée et dont la terre est occupée.

Ce capitalisme agioteur a hérité, parmi d'autres facteurs passifs du régime précédent, de la formule de l'organisation politique unique sous le sigle de ce que l'on appelle l'alliance des forces du peuple travailleur; organisation qui, même avant la mort de Nasser, fit preuve d'incapacité. Sa chute fracassante et burlesque la nuit du 14 mai 1971 n'en est que la plus belle illustration; car elle n'a jamais été plus qu'une organisation sur papier; mais son danger résidait dans le fait qu'elle interdisait toute organisation indépendante des différentes classes sociales. Elle était spécialement taillée à la mesure d'un pouvoir non démocratique en matière de pratique politique. Et même lorsque ce pouvoir «accordait» quelques droits aux couches populaires laborieuses, cela était fait par «décision» des instances hiérarchiques supérieures sans participation aucune, sans contrôle aucun de la part du peuple.

Si le camouflage démagogique était une caractéristique dominante du régime égyptien après 1952, il en est devenu la colonne vertébrale du pouvoir après 1971, au point que le terme «documents» ne signifie plus rien aujourd'hui. Si ceux-ci peuvent servir à quelque chose c'est uniquement pour permettre au chercheur de mesurer la profondeur de l'abîme qui sépare de la réalité cauchemardesque le rêve dont les mass media ainsi que les institutions législatives bourrent l'esprit des gens.

A la lumière de ces considérations principales, il est possible de préciser la forme politique proposée par le régime actuel de la manière suivante :

La bourgeoisie égyptienne actuelle n'a aucun moyen d'être comme la bonne vieille bourgeoisie d'avant 1952, celle-ci était libérale dans le vrai sens du terme. Là aussi il faut citer un paragraphe d'une importance capitale que contient la dernière partie de l'étude citée du docteur Fuad Mursi. «L'ancienne grande bourgeoisie, dit-il, avait pour base un capitalisme actionnaire. Elle avait créé des

sociétés industrielles et commerciales ainsi que des banques. Socialement, elle représentait une couche très mince; 62 % de l'ensemble des actions étaient possédés par 9 % de l'ensemble des actionnaires. Les mesures de nationalisation de 1961 n'ont touché que 7 300 personnes. A cette époque, il y avait en Égypte 4 personnes seulement que l'on pouvait considérer comme milliardaires. Quant au nouveau grand capitalisme d'aujourd'hui, ses milliardaires peuvent être comptés par milliers. » Cette vérité purement économique empêche automatiquement la réalisation du caractère libéral des bourgeoisies avancées, parce que normalement constituées. La bourgeoisie dont il s'agit ici prive la lutte sociale de son expression démocratique, car celle-ci mettrait forcément des freins à la prolifération cancéreuse du capital parasitaire, de ses méthodes illicites, de son abandon des tâches de l'indépendance nationale et de sa dépendance absolue à l'égard du capital étranger. La démocratie libérale dans le cas de l'Égypte actuelle est une épée et non pas une branche d'olivier. C'est pourquoi elle est refusée par le capitalisme égyptien actuel dont les caractéristiques sont le sous-développement et le pillage.

Pour toutes ces raisons, le capitalisme égyptien actuel trouve dans la formule de l'Union socialiste et dans la prétendue alliance nationale un héritage d'or dont il ne faut pas se séparer tant qu'il empêche « les autres » de s'organiser démocratiquement. N'oublions point qu'il détient en outre tous les organes de répression. Si par moment il est partisan de la pluralité et de la diversité, c'est pour ne pas trop s'écarter des racines de l'idéologie capitaliste en matière d'économie libre. S'il est pour le « laissez-faire, laissez-passer », c'est à condition que ce soit dans le cadre du maintien de l'Union socialiste, et à condition que les tribunes ne s'expriment que dans ce cadre. Car, de son propre point de vue, si des « lois » définissent l'ouvrier, le paysan et le capitaliste national, la souveraineté de la loi impose le dialogue des intérêts opposés dans un des plus modernes clubs politiques qu'est cette Union socialiste! Mais ce n'est pas tout. En effet la pluralité des tribunes permet aussi de caresser l'idée de la pluralité des partis; car c'est finalement le pouvoir ou le Conseil du Peuple qui autorise ou non l'existence des partis « proposés ». Il suffit dans ce cas d'accepter « plusieurs » partis exprimant tous les intérêts d'une seule classe. Pour le pouvoir actuel ce sont là de bonnes idées dont l'application pourrait être envisagée après la réalisation de la libération totale!

En d'autres termes, même la déformation de la démocratie dépend totalement du règlement pacifique de la crise du Moyen-Orient, règlement dont la plus illustre expression est l'accord du Sinaï.

Là le camouflage démagogique devient une arme tranchante. Que disent les « documents »?

Préparé deux mois avant la guerre d'Octobre par le Secrétariat général de l'Union socialiste en collaboration avec le comité per-

manent du Conseil du Peuple, «le document du dialogue» dit que l'événement du 15 mai 1971 n'est qu'un «mouvement» de redressement. Plus tard, en 1975, le Président Sadate déclara qu'il s'agissait d'une révolution. Nous sommes en droit de demander : qui faut-il croire ? Mais laissons de côté ce petit détail ; ce qui importe c'est que ce document assure «d'une manière qui ne permet pas au moindre doute de subsister» un engagement total à l'égard des «chartes de notre révolution», et un engagement total «à protéger les acquis révolutionnaires socialistes et démocratiques réalisés par notre peuple à travers la révolution du 23 juillet». Mais la réalité dément, et de la manière la plus scandaleuse, cet engagement ; car non seulement la campagne féroce contre Nasser et l'expérience nassérienne bat toujours son plein, mais en plus tout est mis en œuvre pour liquider les applications de l'expérience nassérienne dans tous les domaines.

Ce document, en dépit de sa haute qualité de style et de formulation, trahit le camouflage contenu lorsqu'il traite de certains problèmes :

Lorsqu'il traite par exemple de détente internationale qu'il appelle, comme d'habitude, «la réconciliation internationale». Cette réconciliation, dit-il, «a affaibli les Nations unies» ! Il souligne en particulier que c'est à la suite des accords d'Helsinki que les Nations unies ont reconnu l'O.L.P. et ont condamné, presque à l'unanimité, le sionisme comme idéologie raciste. La question maintenant est de savoir si toutes ces mesures sont des signes de faiblesse comme le prétend ledit document autrement que pour les États-Unis, Israël et les pays satellites.

Pour les auteurs de ce document, la réconciliation internationale a été faite «au détriment des petites nations» Ils oublient certes que c'est sous cette détente internationale que furent libérés le Vietnam, le Cambodge, le Laos et... l'Angola ! Les auteurs de ce document trouvent que c'est à cette époque de détente internationale que furent levées les restrictions sur l'émigration des juifs soviétiques, alors que la réalité est tout le contraire. Car l'Union soviétique a catégoriquement refusé de conclure avec les États-Unis tout accord commercial conditionné par des clauses quelles qu'elles soient sur les juifs soviétiques !

Le document «accuse» enfin les États-Unis de soutenir l'occupation israélienne. Mais plus loin ces mêmes États-Unis sont qualifiés d'ami fidèle. Le document enfin invite à conclure rapidement l'union avec la Libye ; et quelque temps plus tard c'est juste le contraire qui s'est produit. [15]

---

15. La marche libyenne pour l'union fut stoppée car les forces égyptiennes barrèrent la route du désert.

Après tout cela, les auteurs du document du dialogue concluent en rappelant «la nécessité du maintien de l'unité nationale à l'intérieur de l'alliance des forces du peuple laborieux». En réalité c'est là le point fondamental auquel voulait aboutir ce document sous prétexte que l'Égypte traverse «l'étape de l'affrontement total», entendez la guerre d'Octobre, au nom de laquelle le Président soumit au plébiscite populaire un autre document qui, lui aussi, a obtenu un «oui» populaire unanime! Que dit ce deuxième document?

Ce document souligne que le premier article de la Constitution stipule que le fondement économique de la République arabe d'Égypte est le système socialiste basé sur la justice et la satisfaction des besoins de manière à empêcher l'exploitation et à réduire les différences entre les classes. Il souligne aussi l'article 26 stipulant le droit des ouvriers à la gestion et aux bénéfices, l'article 37 protégeant les mesures de la réforme agraire ainsi que l'article 30 stipulant le soutien au secteur nationalisé, locomotive du progrès dans tous les domaines et principal responsable du plan de développement. Pourtant, est-il besoin de le souligner, nous avons pu remarquer que les «mesures» économiques prises avant et après le document d'octobre constituent un repli rapide et inorganisé par rapport aux contenus mêmes des articles de la Constitution. Le comble, c'est que ce document conclut par une citation du Président Sadate. «Nous savons, dit-il, que la démocratie ce n'est pas simplement des textes; elle est une pratique quotidienne. La démocratie ne se pratique pas dans le vide. Il lui faut des cadres à travers lesquels se précisent les tendances qui concernent les affaires politiques, économiques et sociales de la patrie. Le peuple a accepté le système de l'alliance des forces du peuple laborieux comme cadre de sa vie politique. Dans la bataille de la construction et du progrès nous avons plus que jamais besoin de ce rassemblement. En conséquence je refuse le morcellement de l'unité nationale sous prétexte de former des partis. Mais je refuse également la théorie du parti unique qui, lui, impose sa tutelle au peuple, confisque sa liberté et prive le peuple de la pratique de sa liberté politique. C'est pourquoi j'attache beaucoup d'importance à ce que l'alliance soit un cadre correct de l'unité nationale à l'intérieur duquel toutes les forces pourraient exprimer leurs intérêts légitimes ainsi que leurs opinions afin que se manifestent les tendances jouissant de l'appui de la majorité et qui devraient être adoptées par l'État. L'organisation politique doit être un foyer où les idées opposées peuvent fondre et où se cristallisent les tendances qui devraient exprimer véritablement ce que veut la base populaire la plus large.» Ainsi la formule de l'Union socialiste reste-t-elle la forme politique idéale en dépit même de la guerre d'Octobre. «C'est seulement de cette façon, dit le document, que nous restons fidèles à l'esprit de ce grand Octobre»! Ce qui veut dire que toute autre recherche ne peut être fidèle à l'esprit d'Octobre!

En août 1974, le Président Sadate présenta son deuxième docu-

ment pour développer l'Union socialiste[16], cette organisation pour laquelle tout le monde se fatigue inutilement en tentant de la développer. Car le colmatage dans ce genre de problèmes n'est d'aucune utilité. Une telle formule qui a fait preuve d'incapacité dans la pratique durant toutes ces années ne peut être basée que sur une fausse théorie. Le deuxième document pour le développement de l'Union socialiste n'est, semble-t-il, qu'une dernière tentative de la part du pouvoir pour maintenir la formule de l'organisation politique unique avant de donner le feu vert à la pluralité de ses propres partis. « La négation de l'idée du parti unique, dit le document, ne peut être sûre qu'en admettant la pluralité des tendances au sein de l'Union socialiste. » C'est là un vieil adage; mais le nouveau ce fut certes l'appel à la pluralité des « tribunes » au sein de l'organisation unique. Mais dans la tentative d'application l'idée s'est transformée en cirque ou en paravent cachant la pluralité effective des partis. En fait le sort des tribunes multiples est le même que celui de l'Union socialiste... impossible à réaliser. Car le Président refusa publiquement qu'il y eût une tribune nassérienne. Quant aux communistes, n'en parlons pas, puisqu'ils sont systématiquement emprisonnés après avoir été traduits en justice. La réalité c'est que le régime bascule régulièrement comme une pendule lorsqu'il s'agit de décider une fois pour toutes de la forme politique définitive qu'il voudrait bien se donner; mais le chemin politique est tracé d'avance.

Le pouvoir hésitera-t-il longtemps? En réalité, il espère toujours découvrir une formule qui installera la dictature de la classe dominante. Mais il a toujours recours aux slogans démocratiques pour camoufler sa démagogie. La véritable contradiction ne l'oppose pas seulement au peuple mais aussi à lui-même et de l'intérieur; car il s'agit d'un capitalisme anachronique incapable de résoudre même les problèmes urgents sur les deux fronts économique et social. Il s'agit d'un capitalisme aventuriste qui ne voit pourtant pas plus loin que le bout de son nez. C'est pourquoi il se perd en tentant d'organiser le pays; le seul élément décisif c'est que ce capitalisme entraîne le pays sans doute aucun au bord de la faillite.

Pour toutes ces raisons, ce régime n'a jamais disposé des moyens de résoudre ses propres problèmes.

En réalité la solution capable de sauver ce que l'on peut encore sauver avant qu'il ne soit trop tard réside dans une autre solution.

Le programme égyptien de lutte contre l'accord du Sinaï, tournant stratégique de ce régime renégat, dit qu'il n'est pas encore trop tard.

---

16. Cf. *Al-Ahram* du 9 août 1974.

Chapitre III

LA GAUCHE COMME OPINION DE LA RUE

Si l'accord du Sinaï représente pour le régime égyptien actuel un tournant stratégique, en ce sens qu'il marque un point culminant aux niveaux économique, social et politique, peut-on dire que les forces populaires opposées aient atteint, elles aussi, un point de non retour? Cherchent-elles une alternative stratégique pour abroger cet accord ainsi que toutes ses implications, à savoir la libération de la terre, de l'homme et de la société? Si la réponse est affirmative, quel est alors le programme égyptien de lutte contre l'accord du Sinaï, contre toutes ses dimensions locale, arabe et internationale?

Il est certain que l'accord du Sinaï, dont le processus commence par l'expulsion des experts soviétiques et se termine par l'abrogation du traité d'amitié et de coopération égypto-soviétique, a polarisé des couches sociales bien précises; ceux-ci ont nettement exprimé leur unanimité au sein du Conseil du Peuple et du Comité central de l'Union socialiste ainsi qu'à travers les mass media, quant aux étapes de cette démarche politique du pouvoir aux niveaux intérieur, arabe et extérieur. Car cet accord n'est pas simplement une décision prise par le chef de l'État; son approbation par le cabinet ministériel n'était pas une simple formalité. Cet accord a été, et est toujours, un cadre politique global répondant aux aspirations de couches sociales un peu plus larges que le cercle du pouvoir direct et beaucoup plus petites que la tranche populaire proprement dite. L'on peut dire qu'il s'agit d'une couche qui est même plus petite que la tranche de la bourgeoisie dans la structure sociale. Il s'agit de certaines couches sociales qui ont constitué une tranche sociale au profil bien net. Celle-ci, immédiatement après le putsch de 1971, prit les leviers de la pensée, de la législation, de l'exécution et de l'information. Bien

qu'elle soit relativement mince, cette tranche sociale réussit, par deux fois, à conclure des accords sur le Sinaï. La première fois, ce fut lorsqu'elle réalisa des pas essentiels sur la voie économique impliquée par cet accord; et ce sous le mot d'ordre de «l'ouverture», avec tout ce que cette ouverture a impliqué comme nouvelles législations constituant un véritable repli par rapport à la Charte nationale sur le plan économique. Au niveau social, cette couche lança le mot d'ordre de «la paix sociale» dans le but de maintenir la structure de l'Union socialiste et la formule de l'organisation politique unique. Dans le domaine politique unique, elle lança le mot d'ordre de «révolution de redressement»; ce qui nécessitait des rectifications dans la position locale prise à l'égard des forces de gauche, dans celle prise à l'égard du problème palestinien ainsi que dans la position prise à l'égard des forces socialistes et de l'Union soviétique. La seconde fois, ce fut lorsqu'elle put convaincre des couches plus larges de la petite bourgeoisie que sa démarche était juste. Notons qu'elle a pu le faire grâce aux mass media qu'elle détient toujours. Ajoutons aussi qu'elle a pu convaincre quelques couches arabes éblouies par la guerre d'Octobre et quelques autres couches arabes qui lui ressemblent et qui nourrissent des rêves économiques et politiques. Au niveau international, elle a réussi à s'attirer la sympathie de quelques extrémistes hostiles au socialisme et au bloc socialiste ainsi que la sympathie de quelques catégories internationales qui ont vu dans la guerre d'Octobre une issue convenable de la crise du Moyen-Orient. Si nous admettons que cette couche très mince de la bourgeoisie égyptienne ait réussi par deux fois, il faut bien mettre ce succès entre parenthèses pour des considérations dont il s'agira ultérieurement. Mais il faut aussi avouer que ce succès est certain, car il ne faut pas tromper notre public; à moins que nous ne voulions pas de lutte pour battre ce succès en brèche. Reconnaître la réalité est un premier pas indispensable pour la changer. La méconnaître c'est se livrer au fatalisme.

Avouons donc que le pouvoir putschiste a réussi à réaliser ses plans. L'accord sur le Sinaï en est le couronnement ou plutôt la meilleure représentation des différents succès remportés dans plusieurs domaines. Quelle est donc la raison de ce succès?

D'un certain point de vue, ce pouvoir est le prolongement du microbe de la droite ayant résidé dans le pouvoir antérieur. Sa force n'est donc pas récente. Ses racines se prolongent dans le régime nassérien lui-même. Nasser, avec toute sa carrure historique et son pouvoir charismatique, n'a jamais pu en venir à bout. Et c'est peut-être ce microbe qui fit de lui un homme fini en 1967 pour l'assassiner en 1970 et pour faire de cet assassinat un putsch.

Cette frange du pouvoir a mis à son profit de véritables failles dans l'ancien régime et particulièrement celle concernant le problème de la démocratie. Ce pouvoir, une fois intallé, trouva des facteurs passifs tout faits sans aucun besoin de modification; des facteurs

passifs qui touchaient au plus profond des cœurs. Cette frange du pouvoir, sous Nasser, a participé aux erreurs et aux crimes. Elle n'a pas hésité plus tard à saisir l'occasion d'exploiter le sang versé et les souvenirs tristes des Égyptiens. Des cadavres de ses adversaires elle a même fait du commerce.

Parce que ce pouvoir a trouvé dans la défaite de 1967 une profonde blessure nationale, il réussit à faire de la traversée du canal vers l'Est un pont d'or qui lui permettait de passer du statut d'un État putschiste à celui d'un État légitime. La guerre d'Octobre fut en réalité une nouvelle naissance du régime. Et si la guerre a relevé de l'autorité du peuple et de l'armée de juin 1967 à octobre 1973, elle ne fut dans la phase pratique, aux yeux du pouvoir actuel, qu'un laissez-passer pour aboutir à l'accord du Sinaï en 1975.

Ce régime a réussi à exécuter ses plans parce que le peuple égyptien s'est trouvé à un moment sans direction d'avant-garde capable d'organiser l'opposition populaire et de pratiquer des pressions afin d'empêcher la signature d'un tel accord. Jamais, dans l'histoire moderne du peuple égyptien, un tel traité n'a été conclu. D'autres, de loin moins graves que celui du Sinaï, provoquaient des soulèvement violents. En réalité le peuple égyptien n'a jamais cessé de s'opposer aux mesures prises par la contre-révolution. Ses soulèvements spontanés en témoignent. Cette hostilité, il l'a même exprimée de très bonne heure, en 1968 lors du soulèvement des ouvriers, des étudiants, des paysans et des intellectuels. Le problème, c'est que son avant-garde dont le rôle est d'organiser la pression et la résistance et d'empêcher la dégradation a toujours été tragiquement morcelée. Les uns choisissaient de lutter de l'intérieur du régime; les autres préféraient lutter par le verbe, d'autres encore par le silence ou de l'extérieur. En fait ces différentes formes de lutte réflètent un douloureux déchirement sur le plan de la pensée ainsi qu'une perte, aux conséquences très graves, du point de vue du mode d'action. L'absence d'une avant-garde organisée du peuple égyptien, du fait de son morcellement, de son retard ou de la faiblesse de son développement, a été pour une grande part responsable de l'avortement des soulèvements populaires spontanés ainsi que de la poussée du pouvoir vers l'exécution de ses plans, sans prendre l'opposition au sérieux.

Le pouvoir égyptien actuel a réussi à réaliser ses plans, parce que la division arabe, ainsi que le brouillage des cartes arabes, a atteint après la guerre d'Octobre un point catastrophique, où des royaumes arabes sont à la direction politique et où des régimes libéraux se sont rapprochés des régimes réactionnaires. De sorte que le seuil minimum d'un accord entre la plupart des régimes nationaux arabes a cessé d'exister. Les conséquences politiques de la guerre d'Octobre ont largement ouvert les portes au retour des royaumes du pétrole et de ses émirats sur la scène arabe; ce qui leur a permis de se constituer en réseaux de communication entre les ailes hésitantes de

quelques régimes libéraux et l'impérialisme international.

Ajoutons à toutes les raisons précédentes le fait que la situation internationale était et est toujours tragiquement en décalage par rapport à la région du Moyen-Orient; car au même moment où l'ancien et le nouveau capitalisme se replient de leurs positions traditionnelles en Asie et en Afrique, la nation arabe, et surtout au Machrek, reste toujours attachée à une ceinture de sécurité coloniale. Et cela, tant sur le plan intérieur qu'extérieur. Sur le plan de l'intérieur, il y a tout d'abord notre blessure nationale, représentée par la présence israélienne, organiquement liée à l'impérialisme américain. Il y a aussi les régimes riches en matières premières et qui tournent depuis longtemps dans l'orbite de l'influence impérialiste. Pour ces derniers, Israël ne représente qu'un problème religieux et leur ennemi principal n'est autre que le mouvement de libération arabe. Sur le plan extérieur, il y a l'empire persan qui étouffe le Golfe. Il y a aussi l'alliance atlantique qui fait, ou presque, du bord de notre littoral méditerranéen un lac américain en dépit des rapports de bon voisinage que nous avons avec la Turquie et la Grèce. Le conflit entre ces deux derniers pays à propos de Chypre transforme cette île en une source de menaces directes contre notre sécurité.

Dans de telles conditions, l'Union soviétique se trouve dans une situation historique peu enviable, surtout que la scission principale dans le courant révolutionnaire international ne profite dans ce cas qu'aux forces réactionnaires locales et internationales. Par conséquent, une possibilité d'action progressiste internationale se réduit à l'extrême. Elle serait par avance régie par les équilibres de forces intérieures en Égypte et dans la nation arabe en général.

Pour toutes ces raisons réunies, les démarches pour conclure l'accord du Sinaï ont abouti. Et si la guerre d'Octobre a donné au putsch de mai 1971 une légitimité exceptionnelle et essentiellement hostile à la logique de l'histoire, qu'il faudra absolument rectifier, dès que seront mûres les conditions subjectives et les situations objectives, le succès de l'accord du Sinaï, avec ses aspects économiques et sociaux contenus dans l'accord militaire et politique, est lui aussi un succès exceptionnel, essentiellement hostile au mouvement de l'histoire qu'il faudra rectifier le plus tôt possible. Ceux qui sont chargés de corriger révolutionnairement le mouvement de l'histoire, c'est-à-dire d'abroger l'accord du Sinaï avec ses diverses significations implicites et explicites, constituent les avant-gardes organisées du peuple arabe en Égypte. Ce sont les avant-gardes chargées de contrôler les soulèvements spontanés du public dans des cadres de lutte capables de réaliser le projet historique, aussi bien du point de vue de la pensée que de l'action. En d'autres termes, la gauche égyptienne, malgré la diversité de ses sources sociales et de ses racines idéologiques, reste toujours l'unique candidate pour sauver la révolution de la contre-révolution.

Mais, précisément et avant tout, qui est la gauche égyptienne?

Est-ce un groupe intellectuel connu pour ses activités «communistes» durant le dernier quart du siècle? S'agit-il de groupes de jeunes attachés au nassérisme par leur appartenance et par leur révolte, durant les dix dernières années?

S'agit-il de quelques individus sur lesquels les projecteurs sont restés braqués, même après la dissolution des organisations politiques en 1965? Ou bien s'agit-il de quelques individus fidèles à l'idée du parti, quelle que soit la possibilité de la création de ce parti?

La gauche égyptienne est-elle un groupe de militants actifs «d'underground»? Et dans le cadre du régime actuel? Ou bien s'agit-il d'un groupe de militants agissant en plein jour et dans les organes officiels de l'information? S'agit-il du groupe agissant à l'extérieur des frontières?

La gauche égyptienne est-elle faite d'éléments intellectuels, cadres, écrivains, journalistes et artistes, ou bien est-elle faite des éléments qui travaillent aux champs ou à l'usine? Cette gauche est-elle la pensée ou l'action?

En posant ces questions, je ne vise pas une réponse globale. Je voudrais participer à dissiper les brumes très épaisses qui enveloppent la gauche égyptienne qui, du fait de tant de déformations, est devenue un mystère aux yeux de la majorité des gens. L'image répandue des gens de gauche est faite d'athéisme, de sang et de révolte vulgaire contre les us et coutumes sociaux dominants. Ont participé à la formation de cette fausse image, diverses instances, à commencer par la propagande coloniale, anglaise d'abord, américaine ensuite. A quoi il faut ajouter les tendances politiques qui eurent recours à la religion pour servir leur cause, comme par exemple les Frères Musulmans. Cette fausse image a été élaborée aussi par des esprits entachés de collaboration avec l'Occident et d'allégeance à l'égard de la réaction locale, dont notamment les responsables de la maison *Akhbar Al-Yom.* D'autre part, les contradictions très aiguës entre le pouvoir du 23 juillet et les communistes n'étaient pas sans influence sur la perturbation de l'image des communistes, que ce fût volontairement ou involontairement, peu importe aujourd'hui.

Il ne fait aucun doute que les origines historiques et sociales des directions de la gauche égyptienne ainsi que le climat de répression qui s'est manifesté très tôt et sous les pouvoirs successifs, dans toute l'étendue de l'histoire moderne, font partie des raisons objectives de multiples erreurs politiques et de déchirements au niveau des organisations; cela a aussi participé à la déformation de l'image répandue de la gauche égyptienne.

Malgré la falsification et le brouillage, l'image est restée quand même sans trop d'altérations. Car la gauche égyptienne a toujours été plus grande que les organisations clandestines et les figures publiques. Elle a toujours été plus globale que les directions histo-

riques, plus large que les tribunes d'information, plus profonde que les mots d'ordre lancés et plus vaste que les secteurs intellectuels; elle a toujours été la première à prévoir l'avenir. La gauche égyptienne a été et est toujours un mouvement populaire aux racines profondément implantées dans la réalité nationale. Ce mouvement se faisait parfois représenter en organisations clandestines, en un journal autorisé, en une action syndicale, en un front estudiantin, ou en un soulèvement paysan. Car l'organisation parfaite, capable de rassembler la population révolutionnaire, a été et est toujours le talon d'Achille dans le mouvement de ce peuple; mouvement qui dans la plupart des cas ne pouvait être polarisé par les pouvoirs successifs depuis plus d'un demi-siècle, du fait de leur incapacité à résoudre les deux problèmes axiaux dans la vie du pays, à savoir la question nationale et le progrès social. L'écrasante pression populaire, mais aussi inorganisée, a toujours dirigé le pouvoir vers un choix entre la répression ou une lente réforme sociale. Ce n'est pas un hasard si l'avant-garde wafdiste est un fruit du parti Wafd. Ce n'est pas un hasard non plus si le pouvoir du 23 juillet entreprenait quelques mesures nationales et progressistes, alors que des centaines de communistes se trouvaient en prison.

Cela veut dire que c'est la rue qui est la gauche égyptienne; le changement n'est jamais allé jusqu'à la révolution radicale à l'intérieur du pouvoir. En d'autres termes il n'y a pas jusqu'à présent une organisation capable d'incarner la rue pour procéder au changement de société, en changeant le pouvoir lui-même. Dans la plupart des pays du monde, la rue est forcément à gauche. Elle est le symbole politique de la population ouvrière, paysanne et des couches progressistes de la petite bourgeoisie. Mais cette rue dans ces pays a toujours des représentants, des organisations. Ces derniers, avec l'appui de la rue elle-même, entament le dialogue, calme ou mouvementé, avec le pouvoir en place. Quant à la rue égyptienne, elle n'est pas seulement à gauche, elle est la gauche elle-même.

Comment cela s'est-il produit?

La plus puissante organisation secrète dans l'histoire de l'Égypte moderne est sans conteste l'organisation des Frères Musulmans, le parti de l'extrême droite. Le plus grand parti, non clandestin, dans l'histoire de l'Égypte a été sans conteste le Wafd. La clandestinité, ainsi que l'unification des partis communistes, ont subi les échecs les plus amers. Ce fut aussi le sort des organisations nassériennes non clandestines, de l'organisation de la libération à l'organisation d'avant-garde en passant par l'Union nationale et l'Union socialiste.

Méditons maintenant cet ensemble de vérités historiques et tâchons d'en tirer les conclusions :

Lorsque l'organisation est réactionnaire et d'extrême droite, elle jouit toujours d'une structure de fer et d'une continuité solide, malgré tout ce à quoi elle peut s'exposer comme poursuites et tentatives de liquidation. Pourtant, elle ne parvient jamais au pouvoir, ni

sous la démocratie libérale (les Frères Musulmans n'ont jamais obtenu un seul siège au Parlement dans les périodes wafdistes), ni non plus au moment où cette organisation peut avoir des rapports spéciaux avec la direction politique. Certes, les Frères Musulmans avaient des rapports avec quelques membres du Conseil de la révolution du 23 juillet.

Le plus grand parti non clandestin ayant accédé au pouvoir est le parti Wafd. Pourtant celui-ci n'a jamais été un parti au sens politique et organisationnel du terme. Il était plutôt un club dont les membres se rassemblaient autour de certaines valeurs, à commencer par le libéralisme politique, et autour de certaines personnalités historiques, comme Saad Zaghlul et Mustapha An-Nahhas.

Les organisations politiques qui ont subi les plus atroces répressions, poursuites et infiltrations policières, ont aussi connu des déchirements, des éparpillements et des morcellements, jamais éprouvés par les autres organisations. Pourtant, elles ont toujours pratiqué une influence intellectuelle et joué un rôle politique hors du pouvoir, mais qui dépassaient leur véritable volume. Par elles-mêmes, elles n'ont jamais constitué de pressions sur les pouvoirs successifs; mais grâce à leur efficacité intellectuelle et politique à l'intérieur même de la société elles répandaient un climat de pression qui ne se limitait pas aux simples domaines de la culture, des lettres et des arts. Ce climat de pression touchait aussi l'action nationale, ainsi que les réformes sociales. Et si le mérite d'avoir polarisé la population égyptienne sur la question nationale revient au parti Wafd, le mérite d'avoir polarisé les plus larges secteurs de la population égyptienne sur la question sociale revient sans conteste aux marxistes égyptiens. A cela ajoutons les changements profonds introduits par eux dans les domaines de la pensée, de la culture et des lettres; changements qui ont eu des prolongements en-dehors même des frontières régionales de l'Égypte. Ils ont touché la nation arabe tout entière.

Les organisations du pouvoir nassérien n'ont pas réussi à constituer un véritable parti en dépit de l'adhésion de milliers de personnes, en dépit du fait qu'il s'agissait des organisations du pouvoir en place et bien que ce pouvoir ait pris à certaines périodes des positions et des mesures en faveur de la majorité populaire. Cet échec est dû à l'absence de l'élément du choix libre. Le citoyen égyptien n'avait qu'un seul parti auquel il pouvait adhérer; c'est là une différence radicale entre l'appartenance au Wafd qui n'était pas toujours au pouvoir et l'appartenance à un pouvoir omniprésent et qui ne cède jamais.

Que pouvons-nous relever de ces observations?

D'abord que la rue égyptienne est restée depuis la fin des années 20 jusqu'au début des années 50 une rue wafdiste, que ce parti fût, ou non, au pouvoir; cette rue est devenue nassérienne du milieu des années 50 au milieu des années 60, que Nasser fût victorieux ou

vaincu. L'appartenance au Wafd ou au nassérisme représente un attachement à un ensemble de valeurs, d'ambitions et de personnalités, plus qu'elle ne représente un attachement à un parti ou à un organisme politique.

Nous pouvons relever aussi que la rue n'a été ni communiste, ni «Frères Musulmans», et ce, bien que les communistes égyptiens aient représenté la meilleure expression politique des aspirations populaires égyptiennes et bien que les Frères Musulmans se soient cachés derrière la chose la plus sacrée dans la vie de la grande majorité égyptienne. Ni les Frères Musulmans, ni les communistes n'ont pu contenir le mouvement de la rue égyptienne d'une manière organisée et ce, du fait du caractère trop rigide de l'organisation des Frères Musulmans, ainsi que du fait du déchirement des organisations communistes.

Mais ce serait une grave erreur que de tirer de cette réalité une conclusion politique naïve selon laquelle le peuple égyptien serait modéré dans ses tendances et hostile à tout extrémisme. Plus grave encore est l'erreur qui consisterait à mettre communistes et Frères Musulmans sur un pied d'égalité. Car cette rue n'a jamais été impartiale et adepte des voies moyennes.

En fait dans notre histoire moderne il y a une particularité politique qui atteint la force de la loi, à savoir la spontanéité des soulèvements populaires chez les Égyptiens, ainsi que celle du mouvement populaire qui, lui, a toujours été plus grand que les organisations et, de ce fait, il échappe au contrôle des partis.

La rue était wafdiste, sans pour autant être membre de ce parti; les wafdistes actifs eux-mêmes ne formaient pas un parti au sens scientifique précis du terme. Il s'agissait en somme d'un attachement à l'indépendance, à la démocratie, à la personnalité de Saad Zaghlul et plus tard à celle de Mustapha An-Nahhas. Cette même rue a été aussi nassérienne, sans pour autant adhérer à l'organisation de la libération, à l'Union nationale ou à l'Union socialiste. Ces organisations, de l'aveu même de leurs dirigeants, n'ont pas réussi à créer un véritable parti. L'attachement du peuple donc allait plutôt vers les réalisations nationales, les mesures progressistes et vers la personnalité de Nasser.

Il faut faire maintenant une distinction nette entre l'attitude de la rue égyptienne à l'égard des Frères Musulmans et à l'égard des communistes. Car malgré la dispersion et la division des organisations marxistes, leur influence sur les grandes tendances auxquelles appartenait la rue d'une manière symbolique comme le Wafd ou le nassérisme n'était pas négligeable : bien au contraire, c'était une influence active et, par moment, décisive. Ce sont leurs idées qui ont eu comme fruit la naissance de l'aile appelée «l'avant-garde wafdiste». Ce sont leurs heurts et leurs rencontres avec le nassérisme qui engendrèrent des formulations progressistes pour les décisions et des chartes de la révolution de 23 juillet 1952. Ce sont eux qui sont à

l'origine des mots d'ordre du pouvoir révolutionnaire. Ils sont aussi à l'origine de nombreuses mesures prises par ce pouvoir. Et l'on peut même dire que la transformation vers le socialisme d'un parti qui caressait le fascisme comme le parti de «Jeune Égypte» n'est pas tout à fait étrangère à leur influence.

Si le bloc principal du peuple égyptien a toujours gardé des distances à l'égard de l'idée de s'organiser politiquement, cela mérite une réflexion approfondie. Contentons-nous ici de dire que ce phénomène explique en grande partie le wafdisme de la rue à un moment et son nassérisme à un autre. En réalité il s'agit d'une appartenance symbolique. La population dans sa grande majorité n'a jamais été organiquement liée à l'une ou à l'autre de ces tendances. Elle s'est toujours attachée aux buts généraux ainsi qu'aux personnalités, même si ces buts n'étaient que des rêves, des promesses ou des mesures effectivement prises; même si ces personnalités se trouvaient au sommet du pouvoir ou englouties par l'histoire. Les chercheurs s'attarderont certes devant deux célèbres obsèques dans notre histoire : ceux de Mustapha An-Nahhas en 1966 et ceux de Nasser en 1970. Le premier, lors de sa mort, était déjà loin du pouvoir depuis 15 ans; le second était vaincu dans une guerre destructrice depuis trois ans seulement. Pourtant des millions de personnes sont sorties pour leur faire, dans une tristesse inconsolable, les derniers adieux.

Car la rue dans notre pays est la gauche elle-même; même lorsqu'elle est wafdiste à un moment, nassérienne à un autre. Mais dans tous les cas elle ne reste pas une simple expression. Elle est la première source et la première mesure qui sert à sonder l'avenir. Si par moment elle a été en contradiction avec telle ou telle organisation de gauche, elle reste toujours en contradiction radicale avec la droite et ses divers organismes. Ces partis de gauche ont toujours trouvé du succès lorsqu'ils recevaient leurs directives de la rue, lorsqu'ils se mettaient à l'écoute du cœur populaire, lorsqu'ils voyaient par les yeux du peuple et lorsqu'ils gardaient bien à la rue sa place de leader.

C'est cette rue qui invente les formes de la lutte nationale et sociale. C'est elle qui jette les bases de l'action politique qui porte son caractère. Et c'est elle qui décide d'agir ou de rester passive. Mais dans tous les cas elle ne peut se passer des organisations nationales en place, clandestines ou non. Et, dans toutes ses actions, elle porte la preuve qu'elle ne peut les remplacer. Pourtant la différence reste grande entre le phénomène de la rue égyptien et celui des organismes politiques dans certains pays arabes; ceux-ci peuvent mobiliser leurs rues d'une manière précise et selon des directives bien précises. Mais lorsque les directions se font emprisonner, la base est atteinte de paralysie jusqu'à ce que d'autres cadres apparaissent. Quant à la rue égyptienne, elle n'est jamais soumise aux étapes du repli de la démocratie. Elle peut éprouver une grande tristesse à cause de l'arrêt subit qui touche sa partie intellectuelle, mais elle ne

cesse jamais d'agir et de recourir à la pression, comme si de rien n'était. Les pouvoirs qui emprisonnent wafdistes ou nassériens ne recueillent rien de la répression. Car le véritable problème reste toujours dans ces millions de personnes parmi lesquelles on kidnappe de temps en temps quelques individus sans que leurs activités cessent pour autant. C'est de l'incompréhension de ce phénomène que provient l'idée ridicule selon laquelle les soulèvements populaires sont toujours l'œuvre de minorités intruses. La réalité c'est que, pour le pouvoir répressif, le peuple entier est une minorité intruse.

Si donc la rue égyptienne est la gauche elle-même, elle ne remplace pas les organisations de gauche; bien au contraire elle y puise l'esprit, la conscience et ce que nous avons dénommé le climat général répandu par les marxistes égyptiens dans la société. Mais c'est l'incapacité des gouvernements à apporter des solutions radicales aux questions nationale et sociale qui pousse historiquement la rue égyptienne vers la gauche; car la colonne vertébrale de cette rue reste toujours constituée d'ouvriers, de paysans, d'étudiants et de petits artisans. Quant à la bourgeoisie des fonctionnaires avec son lourd appareil bureaucratique, à la bourgeoisie agraire avec ses traditions héritées du féodalisme, à la bourgeoisie commerçante grandie au sein chaud des monopoles étrangers, elles constituent les remparts de la réaction du despotisme et de la passivité. Pour ce qui est de la bourgeoisie industrielle, le temps ne lui a jamais donné l'occasion de se former complètement et d'avoir son âge de lumière.

Ainsi en fut-il des jacqueries dont témoignent les chansons populaires sur la vie de «Adham Al-Charqawi», de «Yassin et Bahiyyah» et de bien d'autres héros. Le village de Kamchich, la mort du militant Salah Hussein ne sont que le cadre et l'épisode du plus récent de ces héroïsmes épiques.

Ainsi en fut-il aussi du «comité national des étudiants et des ouvriers» en 1946. La création de ce comité fut l'œuvre de l'opinion publique de gauche et le couronnement des différents détachements de l'action nationale menée à l'usine ainsi qu'à l'université par les communistes, les wafdistes et par bien d'autres. En fait la majorité silencieuse dans notre pays n'est justement pas silencieuse.

Pour mieux voir ce qui sépare distinctement la gauche comme l'opinion publique égyptienne du barbarisme et de la contre-révolution il suffit de voir la différence entre le Comité national des étudiants et des ouvriers en 1946 et l'incendie du Caire le 26 janvier 1952. Cette distinction n'est que plus éclatante lorsque nous songeons à la population de l'action de résistance sur les rives du canal en 1950-1951 et celle de la crise du mois de mars en 1954. Cette ligne de démarcation existe de manière plus frappante encore entre l'action démocratique collective connue en Égypte depuis 1919 jusqu'à présent et les assassinats individuels.

Si donc la rue égyptienne est loin de l'idée de l'organisation en partis, elle est plus loin encore du désordre et du sabotage. Les évé-

nements historiques ont toujours prouvé que l'altération du style démocratique par la déformation d'une manifestation ou d'une grève ou de toute autre forme d'action créée par le peuple à un moment révolutionnaire, ne se fait que par les mains du «pouvoir dissimulé»; c'est celui-ci qui brûle et détruit inutilement pour faire dévier l'opinion de sa ligne principale. C'est lui qui tente de profiter de l'occasion pour arracher les militants de leurs foyers. C'est lui qui commence toujours la violence; et dans ce cas, il faut bien se défendre.

La population égyptienne est sortie dans la rue au soir du 9 juin 1967 et lors des obsèques de Abd Al-Monem Riad ainsi qu'à la mort de Nasser, en millions, sans la moindre directive et sans commettre le moindre acte de sabotage, alors que le pouvoir était extrêmement faible. Les vieilles traditions démocratiques sont toujours restées vivantes parmi la population égyptienne depuis les manifestations estudiantines où Ismaïl Sidqi fit ouvrir le pont de Albas, tuant ainsi des dizaines de manifestants, jusqu'aux manifestations de 1972. Les comités nationaux issus des rangs du peuple représentent les plus glorieuses traditions dans notre histoire nationale. Si donc la rue égyptienne n'est pas polarisée par un parti quelconque, elle est loin d'être un ballon soumis au mouvement du vent. Elle a ses propres actions créatrices à l'université, à l'usine et aux champs.

Depuis 1972, la rue égyptienne, face aux renégats dont l'acte le plus significatif est l'accord du Sinaï, ne cesse de se soulever spontanément, apportant ainsi des contributions créatrices dans les domaines de la pensée et de l'action. Nous en indiquerons ici les plus importantes afin de tirer les lois de la démarche opposée à la contre-révolution.

1. Le mouvement estudiantin dont les origines récentes s'étendent jusqu'à 1968 au lendemain de la défaite. Mais en 1972 ce mouvement a pu, relativement, se cristalliser en un mouvement cohérent, solide et polarisateur. Il put donc éviter le piège du désordre libéral au niveau de la pensée et de la violence au niveau de l'action. En cela, il fut aidé par l'évolution de la situation politique à la suite de la mort de Nasser.

Ce mouvement était au départ une simple réaction aux événements de la défaite, à la corruption de l'institution militaire du pays et aux mesures répressives prises par le pouvoir. En 1972, il se transforma, ou presque, en un mouvement politique parlant au nom de certaines classes sociales. Le changement des programmes d'enseignement archaïques, c'est-à-dire la revendication sectorielle, n'était plus la source principale de l'activité estudiantine pour le changement. Le statut anti-démocratique des universités, les rapports entre enseignants et étudiants, le rapport de ceux-ci avec leurs syndicats ne constituaient plus les points de départ pour le formulation des programmes de changement. Les problèmes de la libération nationale, du développement économique, du progrès

social, de la résistance palestinienne et de l'unité arabe devenaient les préoccupations principales de ce mouvement. Le mouvement estudiantin n'était plus isolé dans les amphithéâtres. Il prenait contact avec les mouvements intellectuels et professionnels analogues. Ces organisations faisaient preuve d'imagination en créant de nouveaux comités nationaux, des tribunes d'information, des journaux muraux, etc. Il organisait ses interactions avec les cercles intellectuels et professionnels à travers ses clubs politiques, ses manifestations culturelles, littéraires, artistiques et théâtrales.

Du fait qu'il ait pu sortir du goulot d'étranglement qu'est la revendication sectorielle et parce qu'il commençait à être plus proche d'une avant-garde révolutionnaire semi-organisée, le mouvement commençait à voir se multiplier ses ramifications idéologiques, ce qui impliquait aussi une pluralité des origines sociales. Le mouvement devenait ainsi un indicateur de la division manifeste qui oppose, au niveau national, nassériens et marxistes aux groupes religieux et d'extrême droite.

De 1972 à 1975 en passant par l'année de la guerre, le mouvement estudiantin égyptien fut exposé à de violents remous dans ses alliances, dans ses oppositions internes, dans sa position à l'égard du régime ainsi que dans ses rapports avec les différentes forces sociales. En effet, la guerre, avec ses conséquences politiques bien précises, dont les accords du Sinaï, a semé la confusion dans les rangs du peuple et de la nation arabe toute entière. Le mouvement estudiantin n'y échappa pas. De très graves erreurs furent commises tant au niveau de la pensée qu'au niveau de l'action.

La plus grave de ces erreurs consista dans le fait de croire que le mouvement estudiantin pouvait remplacer un mouvement national organisé. Bien sûr, il n'existe aucun tract qui exprime une telle idée. Mais l'analyse politique du pouvoir en place ou du mouvement de la société égyptienne, analyse faite par certains membres de ce mouvement, donnait nettement l'impression de l'existence d'une telle idée surtout chez ceux qui, politiquement, agissaient d'une manière bornée. On exagérait, dans la plupart des cas, et surtout à la veille de la guerre civile, le rôle des étudiants dans la direction du soulèvement national global; ce qui réduisit le mouvement à occuper, au lendemain de la guerre, une position subalterne. Certes, un tel mouvement a des spécificités qui s'accordent bien avec la réalité particulière du mouvement égyptien de la lutte. Il ne fait aucun doute que ce mouvement avait des initiatives créatrices dans le cadre de cette spécificité. Mais ce rôle actif ne peut, qualitativement, dépasser la place qu'occupent les étudiants dans la structure de la production. Ce rôle ne pouvait donc être plus grand que la capacité objective des étudiants dans le processus du changement de la structure de production. Cette erreur d'appréciation, l'exagération du rôle des étudiants, les condamna à un isolement relatif par rapport à la grande majorité de la population à la suite de la guerre d'Octobre.

La deuxième erreur consista dans cette idée de droite très fréquente selon laquelle l'action estudiantine devrait se restreindre aux limites universitaires, aux cadres légitimes du régime ainsi qu'à la soumission totale aux statuts. Toujours selon cette idée l'action estudiantine doit se contenter de dévoiler les contradictions entre les actes et les paroles du pouvoir en évitant, autant que possible, de le provoquer et de lui donner des raisons pour combattre le mouvement. Certes, aucun tract n'explicite cette idée d'une manière directe. Mais la pensée de certains, ainsi que leurs pratiques politiques, ont prouvé l'existence de cette vision «sectorielle et légitimiste»; ce qui participa encore plus à isoler le mouvement de ses origines sociales d'une part et à encercler ses aspirations politiques d'autre part. Une troisième erreur consista dans l'absence de vision claire à l'égard de l'identité économique et sociale du régime. Le mouvement ne voyait plus clairement la nature de classe du régime, ce qui l'entraîna souvent sur la pente des commentaires partiels des décisions, des discours ou des mesures du régime. Comme la figure politique de celui-ci n'était en réalité qu'un masque, comme l'information politique était souvent contradictoire, la pensée politique estudiantine fut souvent sujette à la perturbation; le corps même du mouvement fut souvent tiraillé par différentes tendances, ce qui ne manqua pas de faire basculer la balance du côté de la droite estudiantine.

Pourtant, ces erreurs et bien d'autres ne diminuent en rien le fait que le mouvement estudiantin égyptien depuis 1972 reste une création progressiste de la rue populaire en Égypte face aux accords du Sinaï avant et après la guerre d'Octobre. Dans son ensemble, ce mouvement ne fut pas un phénomène passager. Ce ne fut pas une simple manifestation, bien au contraire; car sa continuité constitue aujourd'hui un phénomène populaire aux racines profondes. D'autre part, il a fait apparaître sur la scène politique un ensemble de jeunes cadres dont la maturité ne cesse de grandir. Il fut en outre une source très riche en exemples de luttes qui ont dépassé les frontières universitaires pour entrer dans les cadres politiques, relativement plus larges, des organisations marxistes et nassériennes.

Il faut pourtant ajouter que les déclarations des étudiants égyptiens concernant la nature du pouvoir et l'identité du régime ne contiennent jamais des analyses de classe globales ni, non plus, des analyses globales des accords du Sinaï. Mais si nous mettons à part la position intellectuelle quant à ces deux problèmes, ce qui est tout de même une grosse lacune, nous remarquons que les positions pratiques des étudiants quant aux détails des accords du Sinaï et leurs implications lointaines telles les attitudes officielles à l'égard du secteur nationalisé, de la réforme agraire, des acquis des paysans et des ouvriers, de la libération de la terre, du problème palestinien, des mass media, de la lutte de l'intelligentsia et de l'évaluation du nassérisme, leurs positions pratiques, dis-je, prouvent qu'ils se

rendent compte des caractéristiques générales de la classe qui dirige actuellement le pouvoir, ainsi que du contenu général des accords du Sinaï.

Le mouvement estudiantin, dès sa parution, ne manqua pas de surprendre; car le manque d'activité politique organisée en partis était total du fait de la prééminence de l'organisation politique unique de l'État nassérien, de ses moyens d'information dirigistes, du fait du retard des programmes d'enseignement et des méthodes pédagogiques par rapport à la vie et aux idées du monde moderne. Ce mouvement, il faut le souligner, surgissait à un moment où aucun rapport n'existait entre les générations des années 50 et 60 et les vieilles traditions de militantisme qu'ont connues les étudiants des années 40 et même avant.

Mais la surprise était graduellement dissipée lorsqu'on se rendait compte que ce phénomène positif dans notre histoire politique est né des entrailles de la révolution nassérienne. Car ces étudiants sont en fin de compte les fils des ouvriers, des paysans et de la petite bourgeoisie avec ses divers secteurs; ceux qui ont bénéficié de la gratuité de l'enseignement et purent ainsi accéder aux universités. Ils venaient des villages et des hameaux ainsi que du bas-fond de la ville; à la fin de la journée ou de l'année universitaire, ils rentraient chez eux, dans leurs habitations modestes. Les liens entre les origines sociales et les ambitions n'ont jamais été rompus. D'autre part, ils ont eu à plusieurs intervalles, ce que d'autres n'avaient jamais obtenu hors des universités, à savoir «la culture», celle des livres, des artistes et des journalistes démocrates et progressistes, celle aussi du monde évolué. Souvent tout ceci était à leur portée. Les livres ne manquaient pas, ils étaient vendus sur les trottoirs. Les livres étaient, à d'autres moments, considérés comme pièces à conviction contre leurs détenteurs qualifiés de «rouges»!

Mais dans tous les cas, le mouvement estudiantin était, est toujours, dû à la créativité de la rue égyptienne. En un sens, c'était sa réponse à la défaite, sa protestation ininterrompue contre les préambules et les conséquences des accords du Sinaï. Le mouvement estudiantin a été, est toujours, un important élément dans le programme de lutte du peuple égyptien. Il constitue un élément permanent dans son programme de lutte contre la contre-révolution.

2. Le mouvement ouvrier qui fit éclater la première étincelle du soulèvement de 1968 et dont le noyau principal était constitué des ouvriers des usines de Hélouan, c'est lui aussi qui prit l'initiative du soulèvement de 1975. Ils furent suivis par ceux des deux plus grandes villes industrielles, Mahalla Al-Kubra (mars 1975) et Kafr Ad-Dawwar (mars 1976). Entre ces deux dates se trouvent en effet les signes les plus marquants de l'histoire de la classe ouvrière égyptienne, celle dont les racines sont profondes dans l'inconscient affectif du peuple égyptien, celle qui a toujours inspiré les réalisations révolutionnaires. Avant le mouvement du 23 juillet 1952, cette classe fut comme la

colonne vertébrale du célèbre soulèvement des années 40 qui avait trouvé sa forme dans le comité national pour les étudiants et les ouvriers en 1946. C'est elle aussi qui donna les premiers martyrs de l'opposition démocratique en 1952 avec l'exécution des deux héros nationaux Khamis et Al-Baqari.

Les fruits de la lutte constante de la classe ouvrière devaient mûrir plus tard. En effet, le mouvement nassérien devait prendre dans les années 60 des décisions importantes. Ainsi furent prises les grandes mesures de nationalisation des moyens de production, de l'industrie lourde, de la modernisation, de l'augmentation du minimum des salaires et de la participation à la gestion et aux bénéfices des entreprises. De même, ouvriers et paysans devaient avoir droit à 50 % dans la représentation populaire et législative à tous les niveaux.

A ces mesures, il faut ajouter le volume qu'occupe la main-d'œuvre égyptienne dans la structure de la production nationale. Cela nous permet de voir clairement l'importance du rôle économique, social et politique que la classe ouvrière doit historiquement assumer face à la régression que représentent les accords du Sinaï dont les démarches ont été bien calculées, sur tous les plans, par le régime actuel. Car en fait la liquidation du secteur nationalisé, l'hégémonie du secteur privé et particulièrement de son volet parasitaire, les facilités accordées aux capitaux étrangers au détriment de l'industrie nationale et des acquis des travailleurs égyptiens, les coups portés aux relations égypto-soviétiques et leurs conséquences sur les industries, militaires ou non, tout ceci n'est qu'une sécrétion des accords du Sinaï et une atteinte à la classe ouvrière égyptienne.

Le soulèvement spontané du début de 1975 n'est qu'une étape qui clôt le mouvement commencé en 1968. Mais il annonce aussi une autre période de lutte. Ce qui importe le plus dans le mouvement de janvier 1975, c'est le fait que ce sont les ouvriers des usines des produits de guerre qui le commencèrent. Ce sont eux aussi qui avaient déclenché le mouvement en mai 1968. Mais leur nouveau mouvement devait se heurter au plan du règlement envisagé par le pouvoir et dont le climat était déjà préparé. Car le pouvoir faisait les préparatifs pour ressusciter la déclaration d'Alexandrie dans le but de faire pression sur la résistance palestinienne et d'accorder les violons avec les milieux arabes les plus réactionnaires au sujet d'un règlement éventuel et pour mener une campagne de diffamation contre l'Union soviétique. Ceci alla de pair avec l'arrestation d'un grand nombre des leaders des syndicats ouvriers et estudiantins et des coopératives des paysans. De plus on fit entrer dans ces organismes des éléments de la police parallèle dans le but de les saboter de l'intérieur. Pourtant le mouvement du 1er janvier 1975 reste un prolongement direct de ceux qui l'avaient précédé depuis les grèves et les occupations des usines et de l'université d'Alexandrie, de la maison

de la culture à Port-Saïd et depuis les obsèques du général Ahmad Ismaïl.

De toutes ces manifestations, la plus décisive fut certes l'initiative des ouvriers de Mahalla Al-Kubra en mars 1975. Depuis 1947 cette ville n'avait jamais vu une grève aussi grande. Rappelons qu'il s'agit de la cité mère de l'industrie textile; elle comprend le plus grand complexe ouvrier dont le nombre des travailleurs, dans le secteur nationalisé, atteint le chiffre de 33 000; ceux du secteur privé sont comptés par dizaines de milliers. Rappelons aussi que les usines et les sociétés de Mahalla avaient embauché 5 400 travailleurs ayant fait leur service militaire.

Au départ les ouvriers de Mahalla manifestèrent pour protester contre le statut des salaires. Ils revendiquaient un nouveau statut plus juste et garantissant le droit des ouvriers ayant terminé leur service militaire à la promotion et à l'augmentation du salaire. Ils refusaient l'application de la loi sur la réforme de l'embauche qui détermine l'échelle des salaires et des promotions en fonction des diplômes; ce qui portait atteinte aux intérêts de la production et de l'expérience des ouvriers. Ils demandaient la mise sur pied des moyens humains pour garantir la sécurité du travail et pour les protéger des maladies consécutives au métier à commencer par l'asthme qui, souvent, aboutit à des aggravations pulmonaires.

Le pouvoir, lui, pensait que dompter les ouvriers et leur imposer des directions syndicales jaunes pouvaient leur faire oublier leurs revendications légitimes. Le pouvoir feignit d'ignorer ces revendications, ce qui incita les ouvriers à recourir à la grève comme arme dans cette bataille. Le 19 et le 20 mars 1975 deux équipes d'ouvriers occupèrent les lieux en dépit du siège établi par les forces de l'ordre autour de l'usine. Mais jusqu'à ce moment la grève se passait sans violence et sans heurts. Mais le vendredi 21 mars des forces de la sécurité centrale descendirent dans la ville, ce qui ne manqua pas d'irriter les grévistes. En outre des avions de combat volant à basse altitude dépassaient le mur du son en guise d'intimidation. La population crut que les avions bombardaient les usines; des milliers de personnes s'en allèrent alors défendre les leurs assiégés par la police. Une grande manifestation s'organisa sur le champ, rassemblant ceux du secteur privé ainsi que les égreneurs, les travailleurs du tertiaire et les étudiants. Sur des pancartes écrites sous l'inspiration du moment, on pouvait lire : « Nasser a laissé un testament : les ouvriers au côté des feddayins » ou « Nasser a dit : prenez soin des ouvriers ». La police ne pouvant plus contrôler la situation, quelques ouvriers pénétrèrent dans les maisons des directeurs. Ils arrachèrent lustres, vêtements et produits alimentaires luxueux. Ils accrochèrent tous ces signes de richesse aux poteaux téléphoniques à côté des haillons et du pain noir. Ces tableaux se passaient de tout commentaire. Le lendemain, Moustapha Amin écrivait dans *Akhbar Al-Yom* que les

ouvriers de Mahalla étaient la cause de l'échec des négociations de Kissinger!

A l'intérieur des usines les ouvriers créèrent une véritable commune ouvrière. L'occupation des locaux s'effectua en même temps que tournait la roue de la production. Des comités administratifs et techniques furent constitués en même temps que des comités de surveillance et de contrôle. La propriété de l'usine passa aux mains des ouvriers durant ces trois jours glorieux. Ceci aboutit à un affrontement sanglant avec le pouvoir. Il y eut 50 morts. Deux mille militants nassériens, marxistes et syndicalistes furent arrêtés. En réalité, ce que l'on appelait «échec des négociations de Kissinger» n'était qu'une étape sur le chemin vers le sommet de Salzburg couronné par la signature du traité au mois de septembre de la même année.

Mais la vague des grèves ne s'arrêta pas pour autant. Les échos de la commune de Mahalla jouissaient d'un écrasant soutien de la part des ouvriers textiles de Mansurah, de ceux de la sidérurgie de Hélouan et de ceux du textile de Choubra Al-Khaymah. En effet, trente mille ouvriers des usines de câbles à Choubra Al-Khaymah et à Alexandrie déclenchèrent une grève générale. Mais les informations officielles n'en soufflèrent aucun mot. Comme d'habitude, les raisons de la grève étaient économiques au départ; ils revendiquaient l'application d'une loi sur les promotions et augmentations en gel depuis des années. Ils revendiquaient l'augmentation de la prime de la hausse de prix ainsi que le repas à l'entreprise suspendu depuis quelque temps. Les travailleurs des usines de câbles avaient minutieusement organisé leur grève. Après avoir sorti les femmes et les plus âgés parmi eux, ils formèrent trois équipes : l'une devait surveiller les barricades afin de les protéger contre tout sabotage éventuel par les agents du pouvoir et afin d'empêcher toute action douteuse qui pourrait servir de prétexte aux forces centrales de la sécurité pour donner l'assaut à l'usine comme ce fut le cas à Mahalla Al-Kubra. La deuxième équipe était chargée de poursuivre la production pour assurer une production supérieure à la moyenne, la troisième devait relayer les deux autres.

Le gouverneur de Gharbiyyah, tentant de négocier, fut chassé de l'usine. Le ministre du Travail ne fut pas mieux accueilli en dépit de la présence des forces de l'ordre assiégeant l'usine. Le ministre de l'Intérieur arrivant sous la protection des blindés fut porté jusqu'à sa voiture stationnée hors de l'usine. Face à la persistance ouvrière, le pouvoir fut obligé de céder, tactiquement, à quelques revendications. Ceci eut lieu en juin 1975. Il ne restait que très peu de temps pour conclure les accords du Sinaï.

Durant les mois de septembre et d'octobre 1975, les ouvriers du textile à Alexandrie tenaient, toutes les semaines, des congrès au siège du syndicat du textile; celui-ci comptait plus de soixante-dix mille adhérents. Outre les revendications économiques le syndicat

exigeait « l'indépendance de l'action syndicale, la liberté syndicale et un vote sur la loi 62 de 1964. La nouvelle loi devrait, disaient les congressistes, être soumise à la discussion de la base. Le contrôle des élections devrait ressortir des instances judiciaires pour en garantir l'objectivité ». Les travailleurs du transport en commun débrayaient à leur tour. Le premier ministre vint en personne. Il jura sur l'honneur du Président de la République que leurs revendications allaient être satisfaites !

Le 29 janvier 1976 un sanglant affrontement opposa la population de Manzalah aux forces centrales de la sécurité à la suite de la mort, sous la torture, d'un homme qui s'était publiquement déclaré opposé au régime. La population envahit le commissariat. Il y eut un massacre. Le pouvoir tenta d'étouffer le scandale en proposant des dédommagements aux familles des victimes.

Quelque temps plus tard un massacre analogue eut lieu à Damiette où des pêcheurs s'étaient opposés aux forces de l'ordre. Mais l'affrontement principal de 1976 eut lieu à Kafr Ad-Dawwar, une autre grande ville industrielle. Il y eut des morts et des arrestations, mais les mots d'ordre hostiles au régime donnèrent à la commune de Kafr Ad-Dawwar une nouvelle dimension.

La première remarque que l'on peut tirer du mouvement de la classe ouvrière égyptienne durant sa lutte au cours des dernières années c'est que, face aux décisions, et les législations ayant porté atteinte au destin de la structure nassérienne de la production, il avança des mots d'ordre économiques contre la régression ; ce qui prouve qu'il est conscient du fait que les revendications économiques, dans de telles conditions, constituent une plate-forme politique contre la contre-révolution.

La deuxième remarque est que ce mouvement, bien qu'il puisse revêtir quelques formes syndicalistes et contenir quelques organisations politiques (présentées principalement par les nassériens et les communistes) ce mouvement dans sa globalité est une initiative populaire indépendante et créatrice dans les modes d'action ainsi que dans son contenu.

3. Les intellectuels, les paysans et les forces armées n'ont pas hésité à participer à la courageuse initiative nationale avant et après la signature de l'accord du Sinaï. De leur côté les intellectuels — écrivains, gens de lettres, artistes et journalistes — firent place à cet accord dans leurs tribunes, légitimes ou clandestines, et à l'intérieur du pays comme à l'extérieur. Ils furent soumis à l'emprisonnement, à la famine, à l'exil forcé et à l'interdiction de s'exprimer. Médecins, avocats, ingénieurs et autres cadres, dans leur grande majorité et à travers leurs syndicats respectifs, s'opposèrent à cet accord. Mais le grand rôle joué par les intellectuels était et est toujours celui de faire prendre conscience et d'éclairer. Quelquefois leur lutte a frôlé les limites de l'initiative positive aussi importante que celles des étudiants et des ouvriers. Ils fondèrent l'association des écrivains de

l'avenir; ils firent pression pour que soit fondée une union démocratique pour les écrivains; ils organisèrent des congrès, publièrent des déclarations, participèrent activement aux colloques estudiantins, à la défense des réalisations de la révolution nassérienne, à l'opposition manifestée contre un grand nombre de législations du régime actuel ainsi qu'à l'opposition directe à l'accord du Sinaï.

Mais la dépendance d'un grand nombre des intellectuels égyptiens de la fonction gouvernementale leur impose de plus en plus l'idée du légitimisme et de ses méandres. Ajoutons à cela que les facteurs passifs du régime nassérien jetèrent beaucoup d'ombres sur les yeux de certains de sorte qu'il leur est difficile de voir clairement le régime actuel. Et, du fait des répressions antérieures «la folie libérale» devint une maladie qui trouve un terrain favorable dans le *wijdan* (la sensibilité) de l'intellectuel; celui-ci, de par sa nature, est souvent sujet à l'individualisme, à l'isolement et au narcissisme; ce qui est souvent la cause de la division, de la désunion. Tout compte fait, ceci eut pour résultat que le rôle des intellectuels égyptiens, face à l'accord du Sinaï et à ses diverses dimensions, fut purement idéal à quelques rares exceptions près, qui, dans leurs contenus politiques, ne participent aucunement de l'initiative populaire au niveau d'une pensée organisée.

Les paysans, de Kamchich à Dekernes en passant par Abou-Kabir, se soulevèrent contre les mesures contre-révolutionnaires; des martyrs tombèrent. Car ce sont eux qui furent les premiers atteints par la régression dans l'application des lois de la réforme agraire, par l'élargissement des grandes propriétés terriennes, par le retour de l'influence des riches de la campagne et par l'hégémonie des pseudo-féodaux.

Quant au corps des forces armées, il reste profondément national; car leurs rangs avaient rassemblé, au moment de la guerre d'Octobre, un grand nombre d'universitaires issus des couches ouvrière, paysanne et petite bourgeoise et qui avaient bénéficié, grâce à la révolution nassérienne, du droit d'accéder gratuitement à l'étude aux écoles militaires. Quelque temps avant la signature de l'accord, les renseignements militaires arrêtèrent plus de 100 officiers; 43 grands officiers furent cassés et un grand nombre d'aviateurs furent arrêtés sous prétexte qu'ils ourdissaient un complot. La vérité était tout autre : une partie de la tendance nationale dans l'armée n'étant pas satisfaite des lignes générales de l'accord du Sinaï dont elle avait eu connaissance lors de la tournée de Kissinger en mars 1975, des officiers demandèrent de ne signer aucun accord avant de l'exposer à l'armée. Le pouvoir répondit par la répression.

En fait, les intellectuels, les paysans et les soldats ont toujours eu dans l'histoire de l'Égypte moderne des traditions profondément nationales et des initiatives créatrices. Mais la division des premiers en clans ainsi que leur «sensibilité» libérale, l'écrasement des deuxièmes sous la pression du manque de conscience et

d'organisation, la soumission des derniers à une pyramide militaire très sévère firent des initiatives estudiantines et ouvrières la colonne vertébrale de la créativité de la rue populaire en Égypte et de ses soulèvements spontanés face à l'accord du Sinaï.

Ces soulèvements, pourtant, ne peuvent être comparés à ceux de 1946 où les étudiants et ouvriers s'étaient unis dans l'action commune; du fait de leur spontanéité, ils ne pouvaient, ils ne pourront jamais, prendre la place de l'avant-garde organisée. Mais il est indéniable qu'ils constituaient un climat propice à la naissance de ses éléments indispensables.

Ce n'est donc pas un hasard si face à la décision du pouvoir de conclure cet accord, la riposte des forces sociales opposées avec toutes leurs tendances politiques fut aussi violente.

Certes, la terre d'Égypte ne fut jamais sans organisations clandestines, que ce fût sous le régime soi-disant démocratique ou à la suite de la décision prise par les organisations communistes en 1965 de se dissoudre. Organisations de gauche ou de droite continuaient à survivre d'une manière ou d'une autre. Mais la défaite de 1967, la mort de Nasser suivie du putsch de 1971 firent resurgir la question de l'organisation politique indépendante. Les démarches du pouvoir, du putsch à l'accord du Sinaï en passant par la guerre, et sur les plans économique, social, militaire et politique donnèrent à cette idée une certaine légitimité auprès de l'opinion publique. Même l'idée des tribunes fut pour certains synonyme de partis ou tout au moins un pas vers la création des partis. Un des plus irréductibles réactionnaires, l'avocat Abd Al-Moneim Al-Chourbagi, déclara qu'il allait former un parti et qu'en cas de nécessité il allait se présenter devant les tribunaux pour prouver que la Constitution n'est pas contre le formation des partis politiques. Les plumes de la vieille réaction exultaient. Deux membres de l'ancien Conseil de la révolution, Kamal Ad-Din Hussein et Hussein Al-Chafei formulèrent une demande pour la recréation de l'association des Frères Musulmans sous prétexte que ladite association est religieuse et que la loi ne pouvait l'interdire. En juin 1975, le magazine mecquois *Al-Alam Al-Islami* annonçait la bonne nouvelle de la reconstitution de l'organisation des Frères Musulmans en Égypte; le bureau de l'orientation était constitué sous la direction du docteur Tawfiq Al-Chawi, professeur à la faculté de droit de l'université du Caire. Mais les milieux dirigeants avaient bien garde de maintenir vivante l'Union socialiste même si ses tribunes devaient se multiplier et se développer côte à côte avec les organes de répression, le tout représentant la forme idéale du parti du pouvoir.

La gauche égyptienne, elle aussi, ne manqua pas à l'appel social insistant pour la création d'une organisation politique indépendante. La plupart de ceux qui avaient fait l'expérience de s'associer à l'Union socialiste ou à son organisation d'avant-garde, ceux dont les espoirs

furent déçus, adhérèrent aux nouvelles formations qui durant les cinq années avant 1975 avaient rassemblé en un tout cohérent étudiants, ouvriers, intellectuels, petits fonctionnaires et cadres professionnels.

L'année 1975 vit le couronnement des dialogues antérieurs entre les différentes tendances de gauche, couronnement aussi de l'action des militants fidèles à l'idée du parti politique indépendant. La déclaration de la reconstitution du « parti communiste égyptien » en juillet 1975 fut la consécration de la décision populaire contre les démarches décisives prises par les classes au pouvoir.

Mais ceci est resté et reste toujours un symbole historique, car des groupes d'anciens et de nouveaux communistes purent s'unir dans la plus grande organisation des communistes égyptiens. Mais ceci ne nie en rien le fait qu'avant et après la formation du parti d'autres organisations communistes et nassériennes se sont formées. Il faut souligner ici que « le public » des organisations nassériennes reste le plus important bien que ses organisations soient moins solides, moins homogènes et moins puissantes que les organisations marxistes. Soulignons aussi la pluralité des tendances idéologiques à l'intérieur de toutes ces organisations nassériennes ou communistes. Quelquefois les militants sont marxistes ou nassériens pour des raisons qui relèvent du passé. On trouve aussi des marxistes au cœur nassérien; d'autres empruntent le langage sadatiste. Parmi les nassériens il y a ceux qui se situent plutôt dans le courant marxiste. En fait certains parmi eux sont partisans de l'une ou de l'autre étape de l'évolution de Nasser. Certains stationnent toujours à l'époque de l'hostilité au communisme; d'autres ne trouvent aucun défaut à l'expérience de Nasser, qu'elle est parfaite et qu'elle n'a besoin d'aucune modification. Mais dans tous les cas, la grande majorité des nassériens égyptiens ne cessent de manifester leur hostilité au régime actuel sous la bannière des chartes de la révolution et de la Charte Nationale en particulier. C'est pourquoi ils prirent fermement la défense des acquis nassériens menacés tels le secteur nationalisé, les droits des ouvriers, des paysans et des étudiants ainsi que la défense des grandes réalisations : l'industrie lourde, le haut barrage, les relations égypto-soviétiques, le mouvement de libération arabe et la cause palestinienne. Ils ne pouvaient donc qu'être contre l'accord du Sinaï avec toutes ses implications. Mais les documents nassériens égyptiens auxquels on peut avoir accès ne laissent voir aucun programme de lutte, aux niveaux politique ou organisationnel, pour faire passer l'opposition du niveau de la réaction, quelquefois spontanée, contre les mesures de la contre-révolution à celui de l'action révolutionnaire créatrice. Les nassériens restent en outre la couche politique la plus fervente pour le maintien de la formule de l'Union socialiste comme parti politique unique; ce qui constitue un obstacle véritable à la cristallisation des partis politiques indépendants et à la

formation d'un front démocratique large capable de mettre en échec l'accord du Sinaï.

Quant aux marxistes, ils ne sont pas tous organisés. Les organisés n'ont pas tous le même point de vue et ne sont pas tous dans le même organisme. Mais ce sont eux, à des degrés différents, qui prirent l'initiative de formuler les programmes de lutte capables, selon eux, de rectifier le mouvement de l'histoire qu'essaient de faire régresser les forces de la contre-révolution.

Que dit donc la gauche égyptienne ?

Nous devrons tout d'abord faire la distinction entre la gauche non clandestine et la gauche clandestine, celle qui s'appuie sur les mass media officiels et celle qui s'exprime dans les tribunes clandestines. Mais cette distinction ne doit pas prendre en considération des arrière-pensées idéologiques ou organisationnelles. Nous devrons ensuite définir les points communs ainsi que les différences entre les diverses tendances de gauche ; ceci nous permettra de mettre la main sur la direction principale que prendra le programme de la gauche égyptienne.

Chapitre IV

VERS UN PROGRAMME D'ACTION NATIONALE

Il ne fait aucun doute que l'éditorial du numéro 10 du mensuel *At-Taliah* en 1975, *L'accord du Sinaï*, est presque l'unique commentaire public exprimé au nom de la gauche égyptienne pour s'opposer à l'accord du Sinaï. Par «public» nous voulons dire que l'opposition avait trouvé un moyen de s'exprimer à travers les médias officiels. Par «presque unique» nous voulons dire que cet éditorial était le seul à ne pas avoir mâché les mots. Il ne s'agit pas d'un «non mais». L'opposition exprimée était claire et précise en dépit de toute réserve de forme ou de fond que l'on puisse émettre au sujet du contenu ou de la formulation.

Cet éditorial courageux a soulevé à l'extérieur de l'Égypte une tempête tout à fait contraire à celle qu'on aurait dû soulever. Certains doutaient si cet article exprimait vraiment la pensée du rédacteur en chef dont la signature habituelle faisait, cette fois-ci, défaut. D'autres se demandaient si cet article exprimait «seulement» le point de vue de l'auteur. En vérité, l'opposition de *At-Taliah* à l'accord du Sinaï, dans la forme comme dans le fond, n'exprimait pas seulement le point de vue de l'auteur ou l'équipe de ce mensuel. Nous croyons qu'il formulait suffisamment et puissamment l'opposition d'un grand secteur de la gauche égyptienne militante à l'intérieur de l'Égypte, à savoir les groupes qui avaient choisi de lutter sur les lignes avancées du front mais dans le cadre de la légitimité. Mais nous espérons ne pas exagérer en disant qu'il représentait l'attitude des parties non négligeables de l'opinion publique de la gauche. Il nous faut maintenant souligner l'ensemble suivant des conditions objectives.

L'officiel moyen d'information de gauche représenté par

l'unique mensuel *At-Taliah* est plus efficace que les publications clandestines ou illicites en matière de prise de conscience par le public. Cette efficacité s'étend jusqu'aux bases des partis organisés et les dépasse même pour atteindre les couches les plus larges qui se soulèvent spontanément parmi les ouvriers, les étudiants, les intellectuels, les cadres professionnels, les petits fonctionnaires et les soldats.

Il n'est pas suffisant de dire qu'une tribune officielle de gauche constitue pour le régime en place un décor ou un instrument à faire défouler la colère. Il faut bien admettre qu'une telle tribune joue un rôle influent indépendamment de la volonté des ingénieurs du décor et qu'aucun mass media n'est capable d'absorber une colère objectivement justifiée à moins que l'on falsifie les raisons de cette colère. Mais il faut ajouter aussi que la lutte déclarée est semée de dangers du fait qu'elle est limitée au niveau de la pensée et même de la formulation. Avec le temps l'expression de l'opposition dispose d'un code particulier entre la tribune et les lecteurs qui doivent «comprendre à la sauvette» selon la formule populaire égyptienne.

En dépit de ces limites, cette tribune officielle de gauche a pu former un grand nombre de cadres progressistes militant dans les rangs populaires. Il ne faut donc pas mettre dans le même panier un écrivain qui justifie le régime, un autre qui explique et un troisième qui met les points sur les i.

Il faut répéter et souligner qu'une tribune démocratique équivaut socialement à un grand secteur du public des soulèvements démocratiques inorganisés. Ce lien entre une tribune non clandestine et le public de l'action politique déclarée doit toujours être présent dans nos esprits lorsque nous analysons le rôle que peut jouer cette tribune en s'opposant aux mesures, et surtout les plus graves, prises par le pouvoir. N'oublions pas non plus l'ensemble des restrictions qui limitent l'action de ceux qui écrivent dans le cadre de la légitimité; ceux-ci sont toujours placés devant un choix délicat situé non pas entre le minimum et le maximum de ce que l'on peut écrire mais entre écrire et expliquer un minimum de choses ou ne pas écrire du tout.

Pour toutes ces considérations nous croyons que cet éditorial du mensuel *At-Taliah* sur l'accord du Sinaï fut la seule expression ou presque qui s'éleva contre cet accord au nom d'un important secteur de la gauche égyptienne en général. L'aspect le plus systématique de cette opposition peut être représenté par ce que dit cet éditorial au sujet des États-Unis. «Il est impossible, dit l'auteur, que les États-Unis soient un parti impartial au point d'en placer les experts sur notre territoire et entre Israël et nous. Il n'est pas possible non plus qu'ils soient l'arbitre entre Israël et nous et dans quelque situation que ce soit.» Cet énoncé constitue une base méthodologique pour mettre en cause les fondements de l'accord du Sinaï dont les étapes successives étaient le cessez-le-feu, «afin de ne pas faire la guerre

aux États-Unis» selon la déclaration du Président Sadate au sujet des possibilités de liquidation de la poche du Déversoir, le premier désengagement avec ses six points, et enfin l'acceptation de la diplomatie de «pas à pas» couronnée par la visite de Nixon et la déclaration de la coopération égypto-américaine.

Cet énoncé est inséparable de l'ensemble de la structure idéelle de l'éditorial de *At-Taliah* qui dit clairement : «La politique du pas à pas proposée par les États-Unis n'est pas dans notre intérêt», contrairement à ce qui a été textuellement dit au premier point. Quant au deuxième point, il porte sur les articles 1, 2, 3 et 9 de l'accord. L'éditorialiste dit : «Pas besoin de réfléchir beaucoup pour s'apercevoir que ces articles signifient que l'accord nous oblige à ne pas recourir à la force bien qu'il ne contienne aucune limitation dans le temps. L'accord reste donc en vigueur jusqu'à ce que l'on parvienne à un autre accord; ce qui donne à Israël l'occasion d'atermoyer indéfiniment.» Quant à la troisième critique formulée par *At-Taliah,* elle porte généralement sur le rôle particulier accordé par ce traité aux États-Unis et surtout en ce qui concerne le système de préalerte qui nécessite une présence américaine militaire déguisée en civile; l'espionnage devient ainsi une action légitime et autorisée sur notre territoire. L'éditorial fit à ce propos un bilan des positions prises par les États-Unis à l'égard du conflit arabo-israélien avant et après l'accord. De ces leçons du passé récent et lointain l'auteur conclut qu'accorder un tel rôle aux États-Unis «n'aide pas à faire avancer la formule de Genève et, par conséquent, ne nous rapproche point de l'heure du règlement global». Et de conclure : «La tâche la plus sacrée maintenant consiste à déployer tous les efforts pour reconstituer la ligne nationale anti-colonialiste et anti-sioniste.»

Dans le cadre de ces lignes générales opposées à l'essence même de l'accord du Sinaï, nous pouvons considérer cet éditorial comme représentant d'un large courant tant dans les rangs de la gauche égyptienne que dans ceux du peuple égyptien. Mais ceci ne diminue en rien le danger de l'action autorisée et les risques de la tribune officielle; tout ceci a jeté des ombres sur la formulation dont *At-Taliah* a porté la charge. Ces ombres ont forcément dépassé la forme pour toucher le fond même du contenu; cela nous le remarquons à travers les points suivants :

La direction politique, en Égypte, dit l'éditorial, n'a pas mis fin à la guerre; ce qui est juste du point de vue forme, en ce sens que la direction n'a pas encore signé une déclaration mettant officiellement fin à l'état de guerre et d'une manière indépendante. Mais ceci n'est pas juste du tout du point de vue objectif. Car le premier article de cet accord stipule que les différends entre les deux parties ne se traduiront pas par un affrontement armé; mais ils seront réglés par les voies pacifiques. Le deuxième article stipule que les deux parties s'engagent à ne pas recourir à la force, à la menace de recourir à la force ou au blocus militaire. Le troisième article stipule que les deux

parties respecteront le cessez-le-feu sur terre, en mer et dans l'espace et qu'elles s'abstiennent de toute action militaire ou semi-militaire contre l'autre. Le paradoxe consiste dans le fait que *At-Taliah* ait mentionné ces articles mais dans une note de fin de page. Mais ajoutons à ceux-ci l'article stipulant qu'aucune des parties contractantes n'a le droit d'abroger cet accord unilatéralement. L'accord reste en vigueur, sans aucune limitation dans le temps, jusqu'à ce qu'il soit remplacé par un autre selon l'article 9 dudit accord.

Ceci prouve clairement que la direction politique égyptienne, et nulle autre, a mis pratiquement fin à l'état de guerre.

De ce qui précède, il ressort une conséquence d'une extrême gravité, à savoir l'évaluation du sens de la fin de l'état de guerre avec l'ennemi sioniste. Ceci nous permettra de voir clairement les démarches intérieures, arabes et internationales prises par le pouvoir sur les plans économique, politique et stratégique; ce qui ne permettra pas d'évaluer cette direction politique qui a entrepris toutes ces démarches sous les signes de l'ouverture, de la souveraineté de la loi et des « variables internationales ». Car il n'est guère possible de critiquer séparément chacune des mesures économiques portant atteinte au secteur nationalisé et encourageant sans limite le secteur privé, politiques et stratégiques hostiles au mouvement de libération arabe et au bloc socialiste. Ces mesures en un mot ouvrent les portes au retour de l'influence impérialiste dans la région. Une critique partielle n'est donc plus possible, ni permise. Se référer aux citations de la direction politique faites pour les occasions, les manœuvres et les tactiques n'est guère possible non plus. Il n'est pas suffisant de dire comme le fait *At-Taliah :* « Il suffit d'écouter ce qu'a dit le Président au sujet de l'accord qui, selon lui-même, ne nous satisfait pas pour être convaincu que cet accord, comme toute autre œuvre humaine, est critiquable et même sujet à opposition. » Il n'est plus permis de se contenter d'expliciter une stratégie de libération à la lumière de la soi-disant thèse proposée par le Président Sadate avant la guerre d'Octobre; en effet celui-ci en avait déterminé les éléments : la force autonome égyptienne, les moyens arabes et le soutien soviétique. Se référer à la direction politique, pour assurer ses arrières ou parce qu'on est convaincu de la justesse de ses positions, constitue une erreur mortelle; si cela était possible dans le passé, ce ne peut l'être aujourd'hui et surtout lorsqu'il s'agit de l'accord du Sinaï; car cet accord n'est pas comme toute action humaine sujette à la critique ou à l'opposition. Il s'agit bel et bien d'un tournant décisif dans l'histoire de l'Égypte moderne, tournant effectué par la direction politique en fonction d'une stratégie qui parle de soutien arabe ou soviétique alors qu'elle est constamment en contradiction avec les Arabes et l'Union soviétique; ce sont des contradictions insurmontables tant que cet accord restait en vigueur.

L'accord du Sinaï, sans doute aucun, est une action humaine, personne n'a prétendu qu'il s'agit d'une action divine ou satanique;

mais il est certain qu'il n'est pas «comme toutes les actions humaines». Car il constitue une action politique et stratégique bien déterminée. En réalité, la critique de *At-Taliah* est loin de mettre l'accent sur la tendance du pouvoir. Aussi est-elle loin de donner à ce pouvoir sa juste valeur. L'éditorial se réfère à cette direction politique pour suggérer ce qu'elle ne dit pas; comme si l'accord du Sinaï ressemblait à un projet présenté par l'État et pouvant être soumis à la critique dans les limites de la légitimité. En réalité cet accord ternit la légitimité obtenue par le pouvoir grâce à la guerre d'Octobre. Et il est absurde de l'analyser comme s'il était un petit point de détail dans cet ensemble; il faut bien le considérer comme un passage très particulier, comme un tournant décisif dans la tendance du pouvoir. Cet accord est le fruit des accumulations quantitatives des cinq années qui le précèdent. Ajoutons que l'attitude de *At-Taliah* ne peut en aucune façon être justifiée par le fait que cette publication est l'unique tribune, ou presque, de l'opposition de gauche en Égypte. Mais cette critique n'est pourtant pas moins positive; il est important de rappeler à ce propos que cette critique a représenté un courant très large non seulement parmi les intellectuels de gauche mais surtout parmi l'opinion publique progressiste en Égypte.

Cet éditorial est aussi important que le colloque organisé par *At-Taliah* qui avait comme thème l'expérience nassérienne et qui avait rassemblé un grand nombre d'intellectuels égyptiens progressistes face à M. Tawfiq Al-Hakim. Ce colloque, commencé en décembre 1974 et terminé en juin 1975, c'est-à-dire avant la signature de l'accord du Sinaï, nous permet de saisir les caractères généraux du programme national proposé par la gauche pour la réalisation de la révolution nationale démocratique de l'Égypte de demain. Ce colloque, bien sûr, n'a pas fait état de l'accord du Sinaï tout simplement parce que celui-ci n'avait pas été encore signé; par contre on peut y trouver des discussions traitant des caractères généraux du traité en état de latence et ce à la lumière des mesures successives prises par le pouvoir dans les domaines économique, social et politique. Le colloque a été réalisé dans un climat aux dimensions bien déterminées. A l'ordre du jour il n'y avait pas que l'étude de l'expérience nassérienne, bien qu'elle fût l'objet des attaques les plus virulentes, et bien qu'elle fût le sujet principal. Il s'agissait aussi d'évaluer le présent et de prévoir l'avenir.

Si nous nous permettons de ne pas accorder trop d'importance à ce que l'on a appelé, dans ce colloque, «le papier de M. Tawfiq Al-Hakim»[1] ni non plus à ses implications contenant beaucoup de naïveté politique,et de louvoiement (le fait par exemple qu'il ait parlé

1. Le dossier de ce colloque a été publié par les éditions libanaises *Dar Al-Qadaya* sous le titre *le Dossier de Nasser entre la gauche égyptienne et Tawfiq Al-Hakim*, Le Caire, Imprimeries commerciales de *Al-Ahram*, 1975.

de l'Égypte comme relevant de la métaphysique!), nous devrons nous arrêter un instant devant les propositions présentées par M. Khaled Muhyi Ad-Din; en effet celui-ci détermine l'avenir de l'Égypte en fonction de la réalisation d'un but stratégique. L'édification d'une société arabe, dit-il, évoluée industriellement, agrairement et culturellement, impose à l'Égypte, du fait de sa situation dans le monde arabe, de jouer un rôle pionnier. Ce qui veut dire que l'unité arabe devient une base de la pensée et de la tendance vers la formulation des relations économiques et politiques entre l'Égypte et le monde arabe. Ceci constitue une vision de la lutte contre les deux dangers principaux, à savoir le colonialisme et le sionisme. En s'appuyant bien sûr sur le soutien du bloc socialiste Khaled Muhyi Ad-Din refuse la démocratie libérale; celle-ci accorde au capitalisme en Égypte de nouvelles possibilités de développement. Mais il accepte ce qu'il appelle la «démocratie socialiste» ou encore la «démocratie progressiste»; celle-ci permet aux forces populaires organisées en parti, un rôle principal ayant pour base une alliance nationale et un programme commun. Abou Seif Youssef, lui, ajoute une précision concernant la signification de l'État national, démocratique et moderne. Il s'agit pour lui d'une démocratie où le pouvoir se trouverait entre les mains des masses populaires et principalement les ouvriers, les paysans, les intellectuels, les soldats ainsi que les secteurs capitalistes dont les intérêts ne sont pas en contradiction avec la transformation sociale. Toujours selon Abou Seif Youssef, le rôle de leadership de la classe ouvrière, dans ce pouvoir, doit s'accentuer et progresser[2]. Il s'agit pour lui d'un pouvoir transitoire préparant le champ à l'avenir socialiste. Abou Seif Youssef admet l'hypothèse de Khaled Muhyi Ad-Din au sujet du libéralisme et de la nouvelle démocratie; celle-ci devrait être à la base d'une nouvelle formule de l'alliance des classes nationales. Quant à Mourad Wahbah, il propose un seuil minimum pour le progrès du monde arabe, à savoir le laïcisme. Il ne pense pas, et en cela il est presque le seul, qu'il y ait en Égypte un capitalisme national. Il élimine, par conséquent, l'idée d'une alliance de classes. Abd Al-Azim Amis, lui, apporte plusieurs précisions lorsqu'il appelle à la création d'un front national unissant les partis socialistes et les partis nationaux défendant un programme national clair en faveur des ouvriers et des paysans. Selon lui, ces partis devraient représenter les véritables intérêts des catégories nationales[3] du peuple égyptien, à savoir les ouvriers, les paysans ainsi que les couches aux revenus limités parmi la classe moyenne. Latifa Az-Zayyat s'accorde avec Abd Al-Azim Amis sur ces définitions;

2. Idem, pp. 64 à 72 et 117 à 119.

3. Idem, p. 152.

mais elle souligne le fait que la création d'un front national est liée aux libertés démocratiques. Il est même impossible, dit-elle, de réaliser ces libertés démocratiques sans la création de ce front; car les fondateurs de ce front sont les bénéficiaires des libertés démocratiques.[4]

D'autre part les participants à ce dialogue se sont longuement arrêtés devant une interrogation posée par M. Fuad Mursi. Nous nous trouvons, disait-il, devant un problème de manque de mesures capables de garantir la poursuite de l'opération du passage vers le socialisme dans notre pays. «Voilà le problème de l'Égypte aux niveaux économique et politique. Le destin de l'avenir, son avenir sont déterminés depuis 1962 par le socialisme. Nul besoin de revenir là-dessus. Si donc l'avenir de l'Égypte est le socialisme, la discussion doit porter sur le fait de savoir comment reprendre le chemin vers le socialisme.»[5] Mais Ahmad Abbas Saleh, lui, revient au point de départ pour sonder l'avenir; opération qui ne peut être effectuée qu'en révisant l'organisation politique actuelle, à savoir l'Union socialiste arabe. A-t-il surpris certains parmi les participants à ce colloque? C'est bien probable. Le fait est que, pour lui, la réaction égyptienne qui tentait, à l'époque, de renverser la balance des forces, ne pouvait pas, de par sa nature, entreprendre une telle action. «J'accuse, a-t-il dit, la réaction égyptienne de tenter de renverser le pouvoir.» Ahmad Abbas Salah conseilla d'étendre l'organisation politique locale vers l'extérieur de l'Égypte, étant donné que tout changement survenant en Égypte concerne directement le monde arabe tout entier.[6]

Loutfi Al-Khouli conclut à la fin des neuf séances du colloque cinq données principales dont la première participe du programme proposé par la gauche égyptienne et exprimant le point de vue des forces nationales progressistes du pays :

«Ces forces s'accordent pour lutter contre l'impérialisme, le néocolonialisme, le sionisme, le sous-développement économique et social ainsi que le repli régionaliste. Ces forces ont donc bien fait leur choix sur une base bien précise, à savoir la libération politique et économique, le passage du stade du sous-développement à celui du progrès grâce à un plan économique et social global à visée socialiste et dont le but final est l'élimination de l'exploitation de l'homme par l'homme, le respect de l'être humain et de son indépendance ainsi que l'épanouissement de ses forces créatrices. Ce programme a aussi pour base l'action pour la réalisation de l'unité arabe dans un style démocratique et en respect d'un conte-

---

4. Idem, p. 169.

5. Idem, pp. 174 et 175.

6. Idem, pp. 180-181.

nu servant le mouvement de progrès des forces populaires arabes. »[7]

« Les forces qui proposent ce programme ne sont pas unies; leurs origines sociales et idéologiques sont multiples du fait de leur réalité et de leur condition; mais ces forces s'étendent sur un front très large englobant les ouvriers, les paysans pauvres et moyens, les intellectuels démocratiques et progressistes, les soldats ainsi que la bourgeoisie nationale productive et éclairée. »[8]

« Étant donné la multiplicité des sources des forces qui proposent ce programme, il est indispensable de créer une alliance nationale démocratique, une alliance qui ne porterait pas atteinte à l'identité spécifique de chacun dans le groupe allié, une alliance qui ne confisquerait pas l'indépendance de chacun au niveau de l'organisation, de l'idéologie, des tribunes, des partis et des groupes politiques. »[9]

« Ce programme représente un pas positif qui soutient les acquis déjà obtenus grâce à la révolution de 1952 tout en constituant une continuité de la lutte pour la réalisation des tâches de la révolution nationale et démocratique. »[10]

« Ce programme arrive à un moment où tout le problème de la libération de la nation arabe et de la Palestine du joug de l'occupation israélienne reste posé et même de la manière la plus aiguë. La nouvelle carte des relations internationales aujourd'hui est régie par un nouveau facteur, à savoir la coexistence du monde capitaliste avec le bloc socialiste sans que la lutte entre les deux ne soit pour autant diminuée. » « Mais à cela il faut ajouter la révolution de la science et de la technologie qui a ouvert de nouveaux horizons à l'homme ainsi qu'au progrès. Grâce à ce progrès scientifique, l'homme peut maîtriser la nature, sa propre réalité et son destin. »[11]

Après ce préambule nous sommes en droit de nous demander : en quoi consiste ce programme? Il est composé de trois points principaux : création d'une démocratie sur la base de l'alliance de toutes les forces nationales et progressistes dans le cadre de leurs organisations indépendantes et sur la base d'un minimum d'accords au sujet d'un plan global pour le développement de la société économiquement et socialement et pour la libération de la terre militairement et politiquement. Deuxièmement, tant sur le plan du passé que sur celui de l'avenir, l'Égypte est une partie intégrante de la nation arabe. Elle adhère à tout ce que celle-ci revendique; elle adhère surtout à la revendication du droit palestinien à la patrie. Troisièmement, il s'agit d'une politique extérieure indépendante des blocs, mais qui prend aussi en considération l'appui apporté par les alliés stratégiques à

7, 8, 9, 10. Idem, pp. 218, 219, 429, 430.

11. Idem, p. 431.

commencer par celui qu'apportent le bloc socialiste et les mouvements de libération dans le monde.

Les séances de ce colloque ont commencé et se sont terminées en juin 1975, c'est-à-dire après les préambules à l'accord du Sinaï et à la veille de la signature. Ce colloque public qui a réuni un groupe des plus importants leaders de la gauche démocratique a exprimé la pensée d'un important secteur des intellectuels égyptiens ainsi que celle du secteur non moins important qu'est l'opinion publique de gauche. Aussi faut-il admettre qu'un lien, très ténu il est vrai, a lié ce programme proposé par ce secteur de la gauche à la méthode qui a dominé la critique de *At-Taliah* quant à l'accord du Sinaï. Nous pouvons d'ailleurs trouver cette même critique formulée dans le contexte général du programme proposé; celui-ci nous permet de tirer les conclusions suivantes :

L'idée dominante est que la gauche ne peut avoir d'avenir sans une tribune indépendante ou, pour parler franchement, sans un parti. Il s'agit là d'un bond en avant qui implique de profondes significations même si les auteurs de cette pensée voulaient parler d'un parti reconnu ou d'un parti tout court. Car le simple fait de parvenir à un accord sur la nécessité de créer un parti de gauche diminue l'importance de savoir si ce parti doit être clandestin ou reconnu. Cette nouvelle conviction constitue, d'une façon ou d'une autre, une autocritique de la part de ceux qui ont dissous officiellement les partis politiques de gauche en 1965, et ils étaient présents au colloque. Aussi constitue-t-elle un recul par rapport à l'idée selon laquelle la présence d'un groupe ou même d'un individu socialiste au sommet du pouvoir était une raison suffisante pour adhérer à l'unique organisation politique ou, dans les meilleurs des cas, pour adhérer à l'organisation qualifiée d'avant-garde de ce parti unique. Cette nouvelle conviction ne signifie peut-être pas qu'il s'agit d'une autocritique ou d'un recul. Mais elle pourrait signifier que les choses ont bien changé depuis la mort de Nasser et l'emprisonnement de ses compagnons. Quelle qu'en soit la signification, il ne fait aucun doute que le sens global de cette conviction est que les ouvriers, les paysans, les soldats, la petite bourgeoisie ainsi que les intellectuels révolutionnaires ne sont pas représentés dans le pouvoir actuel; par conséquent, il est de leur devoir de former leur parti ou leurs partis pour militer afin d'être présentés au pouvoir.

La deuxième idée qui a dominé ce colloque est qu'il est impossible qu'un parti ou une couche sociale bien déterminée puisse monopoliser le pouvoir. Il est donc indispensable de former un front national démocratique comprenant les classes populaires précitées en plus des couches nationales de la bourgeoisie moyenne. D'autre part, le programme proposé souligne (page 430 du dossier établi après le colloque) que le capitalisme parasitaire ainsi que la bourgeoisie rurale arriérée et les couches supérieures de la bureau-

cratie ne peuvent être incluses dans le cadre de ce programme. Du fait que ces classes et couches sociales occupent dans le pouvoir actuel les centres de décision, la signification implicite que l'on peut tirer de ce programme suggère un changement fondamental dans la structure du pouvoir afin que le front proposé puisse représenter au sommet du pouvoir le peuple et la nation durant la période de transition vers le socialisme. Ceci a d'ailleurs été dit plusieurs fois au cours du colloque.

Troisièmement, une autre idée dominante dans ce colloque relève de la maturité de la pensée marxiste en Égypte quant à l'unité, et du nationalisme arabe. Pour ce courant, il ne s'agit plus de complémentarité économique, de solidarité arabe ou d'autres expressions élastiques; il s'agit plutôt d'une entité organique dont l'Égypte constitue la colonne vertébrale; cela implique des significations économiques, sociales, culturelles, politiques et militantes quant à la libération de la terre, quant à la formation d'un État arabe uni et démocratique visant à mettre fin à l'état de sous-développement dont souffre l'ensemble des pays arabes. Le fait que ce petit groupe de marxistes égyptiens aient insisté sur l'arabité de l'Égypte élargit et approfondit la vision stratégique de la rue populaire en Égypte quant aux tâches et aux problèmes que le pouvoir actuel traite en se basant sur les données régionalistes, chauvines ou religieuses à commencer par le problème palestinien et le conflit arabo-israélien, la situation des régimes réactionnaires arabes face aux mouvements de libération arabe et le rapport de tous ces problèmes avec le problème des alliances dans le monde d'aujourd'hui.

Quatrièmement, une autre idée dominante dans ce colloque a consisté à souligner le problème de la démocratie, car ce groupe d'intellectuels de gauche égyptiens a fait nettement la distinction entre démocratie nationale et libéralisme bourgeois, et ce en faisant le bilan du passé et en tentant de sonder l'avenir; ceci leur évita de tomber dans plusieurs erreurs commises dans le passé. Ceci leur permit aussi de ne pas trop s'arrêter aux conceptions par trop traditionnelles de la démocratie populaire; car la réalité égyptienne spécifique a besoin d'une véritable créativité pour résoudre la problématique pratique de la contradiction entre démocratie et socialisme. Il faut, aujourd'hui, par l'action et par la pratique, que la démocratie, avec ses vieilles traditions dans l'histoire humaine, devienne l'autre face du socialisme. Il faut que le socialisme devienne une application vivante et créatrice de la démocratie non seulement dans le domaine de la vie matérielle mais aussi dans les domaines de l'esprit, de la conscience et des valeurs. Si maintenant nous faisons le lien entre ce dossier très important et la critique adressée par *At-Taliah* à l'égard de l'accord du Sinaï, en considérant que cette critique est l'expression de la plupart des interlocuteurs dans le colloque, nous pouvons facile-

ment remarquer l'absence d'une définition précise de l'identité du pouvoir actuel et ce même si par moment nous apercevons quelques caractéristiques générales de cette identité contenues dans l'analyse de certaines mesures économiques entreprises par le pouvoir. De même, cette critique ne nous permet pas d'avoir une idée précise sur les tâches qui incombent aux militants égyptiens ou arabes face à l'accord du Sinaï, exception faite de cette ligne très générale qui incite à l'unité du rang national anti-colonialiste et anti-sioniste; mais une telle ligne ne peut satisfaire ceux qui s'interrogent sur les actions à entreprendre contre cet accord. Faut-il l'abroger? le corriger? ou simplement le critiquer et s'y opposer? Et dans ces cas quelles sont les forces aptes à procéder à l'abrogation ou à la rectification? Comment cela peut-il se faire?

Ce sont là des questions que se posent les auteurs du programme proposé, ceux qui ont critiqué l'accord du Sinaï; mais que faire si l'action de l'opposition est, dès le départ, limitée par le fait qu'elle adresse sa critique depuis une tribune autorisée, donc limitée, par le pouvoir? Mais il ne faut pas méconnaître que critique et proposition de programme ont maintenu vivants les espoirs des larges secteurs populaires inorganisés dans un changement.

Il faut tout de même reconnaître que ce programme ainsi que la critique de l'accord du Sinaï constituent un apport beaucoup plus avancé par rapport aux idées du groupe de gauche semi-clandestin qui porte le nom de «courant révolutionnaire»; celui-ci en effet avait formulé une déclaration loin de tout caractère révolutionnaire dont les auteurs mettaient en garde contre le fait de tomber dans des erreurs politiques à l'égard de la direction politique égyptienne en place; ce qui, disent-ils, «porterait de graves préjudices à la marche de la lutte arabe, et plus graves encore que ceux qui résulteraient de l'accord du Sinaï». Ce groupe dévoile son identité lorsqu'il dit : «Théoriquement, il existe un marchandage révolutionnaire que l'on peut tolérer; il permet à ceux qui revendiquent leur droit la possibilité de se préparer pour reprendre la lutte et pour récupérer entièrement ce qu'ils revendiquent.» La bourgeoisie égyptienne, dit ce groupe, trouve que ce marchandage pourrait avoir pour résultat le repli d'Israël et son retour à son véritable volume; ce qui, par conséquent, limera les ongles d'Israël et aboutira à la réalisation d'une paix juste et durable dans la région! Il prétend en outre que le marchandage est dans l'intérêt du peuple palestinien et du peuple égyptien aussi. Car les Palestiniens, semble-t-il, ne pourront jamais réaliser ce à quoi vise la bourgeoisie égyptienne et ce du fait de leur faiblesse et du fait de la situation internationale qui reconnaît Israël et s'oppose à la liquidation.

Cette déclaration passe ensuite à la justification de l'accord sur une base très proche de celle des justifications avancées par le pouvoir. Cet accord a été signé, disent les auteurs de cette déclaration, parce que la bourgeoisie égyptienne ne pouvait pas subir plus

longtemps une situation de ni guerre ni paix. Ils assurent, de la manière la plus tranchante, que ceux qui avaient fait les préparatifs pour la guerre glorieuse d'Octobre, sous la direction de M. Sadate, ne tomberont jamais dans l'illusion de pouvoir parvenir à une solution au conflit arabo-israélien par des voies pacifiques; ce qui veut dire en d'autres termes que le pouvoir égyptien se prépare à une nouvelle guerre si l'ennemi israélien continue de ne pas transiger. Pour toutes ces raisons, les auteurs de cette déclaration mettent en garde contre les manifestations estudiantines, contre les grèves des ouvriers et contre les soulèvements spontanés de la rue égyptienne; tous ces troubles, disent-ils, aboutiront à enflammer le front contre le pouvoir! « Et ce serait une très grave erreur que de considérer la signature de cet accord comme une bonne occasion pour régler les comptes avec Sadate. » Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, dit cette déclaration, ce n'est pas des manifestations dont le but serait de déclarer l'opposition et de diffamer Sadate ainsi que le pouvoir en place; ce dont nous avons besoin c'est de la création d'un mouvement populaire rassemblant toutes les classes du peuple sous le signe de la démocratie continue. Ladite déclaration conclut en disant que le plan de Sadate pour la solution du conflit arabo-israélien jouit de l'appui de la plupart des Égyptiens.

Nous ne nous serions jamais arrêtés devant une telle déclaration émanant d'un prétendu «courant révolutionnaire» qui, d'ailleurs, ne rassemble qu'un petit groupe d'individus n'ayant aucune influence, si elle ne nous soulignait les faits suivants :

1. Le timbre historique sur le front d'un militant n'est plus aujourd'hui un signe valable de reconnaissance pour faire la distinction entre un militant authentique et les autres qui s'étaient permis de prendre une retraite politique anticipée; car ce courant dit révolutionnaire, bien que peu nombreux et ne représentant aucun poids, rassemble des personnes qui, un jour, étaient considérées parmi les tenants du mouvement marxiste.
2. La rue égyptienne, avec ses soulèvements spontanés et ses créativités révolutionnaires, reste sur la gauche des organisations clandestines; ce sont des organisations qui, de par leurs origines, sont hostiles à la formation du parti ou à sa reconstitution; par conséquent, tout ce qu'elles peuvent dire au sujet d'un front national n'est que lettres isolées incapables de former des idées cohérentes. Cette évaluation ne doit pas nous mener à douter de la sincérité de ce courant, mais elle doit plutôt nous mener à mieux regarder les erreurs mortelles que peuvent commettre certains parmi ceux qui ne sont pas à l'écoute du battement du cœur du peuple.

D'autre part, l'égarement de ce groupe fatigué ne veut pas dire que le courant reconnu, et dont une partie a été représentée au colloque d'*At-Taliah,* soit le candidat à incarner le programme de la rue égyptienne. La vérité immuable veut qu'on ne peut remplacer

l'avant-garde révolutionnaire organisée et dirigée par le parti. Rappelons que les discussions sur la reconstitution du parti a eu lieu juste au moment où le pouvoir se préparait à signer l'accord du Sinaï. Ceci n'est pas une simple coïncidence; cette concomitance signifie que le peuple, lui aussi, était parvenu à un tournant décisif. En réalité, l'appel à la reconstitution du parti communiste égyptien n'est pas un simple appel à la création d'une tribune indépendante. Il s'agit d'une initiative courageuse pour la réalisation de l'objet de cet appel. Le premier manifeste publié par le secrétariat central n'est pas une formule de circonstance faite à l'occasion de la naissance du parti; il s'agit d'une action militante de première importance.

Que dit ce premier manifeste?

Il dit, dès le départ, que le pouvoir en Égypte défie la marche de l'histoire, s'accroche obstinément à une politique de repli et de régression dans tous les domaines;[12] en ce qui concerne le problème national, le pouvoir en place joue la carte du rôle américain dans la région. Il reconnaît progressivement l'État d'Israël et se prépare à la coexistence avec Israël. Il ne s'oppose pas à une solution partielle et séparée avec Israël en échange de quelques kilomètres du désert du Sinaï. En matière de politique extérieure le pouvoir en place abandonne de plus en plus le mot d'ordre de l'alliance stratégique avec l'Union soviétique; il agit constamment pour blanchir l'impérialisme américain. En matière de politique arabe, le pouvoir en place accroît sa coopération avec les régimes réactionnaires arabes en abandonnant progressivement ses engagements quant au problème national arabe. Sur le plan social, économique et démocratique, le rapport enregistre ensuite les démarches récessionnistes prises par le pouvoir issu du putsch du 15 mai 1971 pour conclure que ce qui se passe aujourd'hui dans notre pays est le fruit normal et logique de la ligne suivie par le pouvoir en place depuis qu'il s'est emparé des leviers de commande.

La déclaration du secrétariat du parti communiste égyptien tend directement à définir l'identité de classe du pouvoir actuel. La force du pouvoir, dit la déclaration, est constituée d'une alliance comprenant de nouvelles catégories sociales issues des transformations sociales survenues avant et après la guerre d'Octobre. Les éléments qui participent à cette alliance sont : le grand capitalisme du secteur du bâtiment, les propriétaires et capitalistes touchés par les nationalisations et les réformes économiques ainsi que d'autres éléments issus de cette alliance même à savoir les compradors et les fondés de pouvoir des grandes sociétés monopolistes. Le rapport explique que les nouvelles forces ont conquis l'alliance au pouvoir à la suite des législations et mesures économiques prises par celui-ci;

---

12. *As-Safir,* quotidien libanais du 4 avril 1975.

ce qui veut dire que ces législations et mesures économiques constituent une véritable brèche ouverte par le pouvoir lui-même afin de permettre à ces nouvelles catégories sociales de sauter sur les centres de décision; ainsi, la nature de classe de ce pouvoir est un mélange hétérogène dont certains éléments peuvent aller jusqu'à la trahison nationale pour préserver leurs intérêts économiques et dont certains autres tendent à composer avec l'impérialisme dans l'espoir de se faire admettre comme petits sociétaires; cette catégorie agirait ainsi du fait de la double nature de la bourgeoisie. Une troisième catégorie croit toujours en la ligne nassérienne nationale. En conséquence, la ligne que prône le parti communiste égyptien consiste dans la lutte pour abattre, dans le pouvoir, les éléments collaborateurs qui tentent d'appliquer les plans impérialistes, et pour neutraliser les éléments qui tendent à composer avec l'impérialisme. Le rapport conseille de pousser et d'encourager les éléments et les couches nationales représentés au pouvoir à résister contre les tendances défaitistes et conciliatrices qui apportent de l'eau au moulin du plan américain concernant la région. La tâche qui incombe aux militants, à la lumière de cette analyse, consistera à dévoiler les tendances défaitistes et conciliatrices, à encourager l'attitude de lutte unitaire adoptée par les forces révolutionnaires et nationales aux niveaux local et arabe contre les plans et solutions impérialistes et américains. Aussi devront-ils dévoiler les tendances visant à ce que l'Égypte abandonne ses responsabilités quant au mouvement de libération nationale arabe et mettre en garde contre l'appel à renverser le régime égyptien étant donné qu'un tel appel ne pourrait relever que d'un certain aventurisme gauchiste. Les militants progressistes devront en outre défendre les acquis obtenus par les ouvriers et les paysans, mobiliser la population pour faire face à toute agression et à toute atteinte aux libertés démocratiques. Ils devront agir activement pour l'établissement d'une alliance entre ouvriers et paysans et pour la construction du front des forces populaires et ce en tirant profit des conditions créées par la politique du pouvoir de manière à élargir la base sociale de ce front. Ils devront enfin établir les rapports les plus intimes entre le parti et le peuple. [13]

Avant de passer à l'évaluation du jugement porté par le parti égyptien sur l'accord du Sinaï, nous devrons nous arrêter un moment devant l'attitude du parti à l'égard du pouvoir actuel; car il ne fait aucun doute que cette attitude influence la critique de l'accord, surtout que ce rapport constitue une véritable analyse politique faite au mois de juillet 1975, alors que la critique de l'accord proprement dite, elle, a été formulée au mois de septembre 1975, c'est-à-dire

---

13. Voir *Awraq Dimuqratiyyah* n° 3 et 4 de 1975, annexes « Documents du parti communiste égyptien ».

deux mois après. Il faut donc braquer les lumières sur la structure idéologique du rapport du parti afin que soit éclairée l'attitude globale de la gauche égyptienne quant à l'accord du Sinaï afin que nous saisissions mieux le programme proposé contre cet accord et enfin pour participer à l'élaboration d'un dialogue démocratique indispensable à la pensée du parti communiste égyptien dans sa nouvelle formule :

1. Dire que ce qui se passe aujourd'hui est le fruit naturel et logique de la ligne poursuivie par le pouvoir en place en Égypte depuis le 15 mai 1971, s'oppose totalement au fait de dire qu'à la suite de la guerre d'octobre 1973, après la visite de Kissinger à la région, après la signature du premier accord de désengagement, après l'adoption de la solution américaine, et après l'ouverture économique, de nouvelles forces sociales se sont alliées au pouvoir pour orienter sa marche. Cette opposition, nous pourrons même dire cette contradiction, dans l'analyse des deux étapes de 1971 et de 1973 est d'une extrême gravité. Elle nous empêche de déceler l'identité des événements de 1971 ; elle la sépare, ou presque, de ce qui s'est passé depuis. D'autre part, une telle opposition signifierait que les premiers responsables des conséquences de l'accord du Sinaï seraient ceux qui ont participé au pouvoir après la guerre d'octobre 1973.

2. La revue, très brève, de l'ensemble des mesures réactionnaires prises par le pouvoir constitue, dans son essence même, une critique du régime nassérien. Le rapport du parti communiste égyptien met en garde contre l'appel à renverser le régime actuel sans apporter des explications convaincantes, n'était-ce le fait de dire qu'un tel appel relève d'un gauchisme aventuriste. Certains pourraient être d'accord avec cette conclusion, mais dans un contexte autre que celui apporté par ce rapport, bien que celui-ci ne puisse que mener le lecteur à admettre implicitement l'idée du renversement du pouvoir. Le rapport ne détermine pas contre qui la lutte doit être menée. Est-ce pour soutenir ou pour renverser le régime ? Nous ne savons pas non plus si le front populaire proposé aura pour tâche d'agir pour prendre le pouvoir ou pour consolider le pouvoir actuel.

3. Ce manque de clarté reflète fidèlement le manque de clarté dans la connaissance des auteurs du rapport au sujet de la nature de classe du pouvoir actuel. Il s'agit en fait d'une définition qui participe d'une mentalité de droite bien connue dans les milieux communistes égyptiens aux années 60 et qui avait eu pour conséquence la dissolution des organisations communistes en 1965. Il s'agit d'une analyse qui se croit objective lorsqu'elle fait des distinctions entre chaque membre du clan au pouvoir afin de s'autoriser à dire par la suite que ledit pouvoir est composé de couches et d'ailes distinctes qu'il ne faut pas mettre dans le même panier. Le pouvoir, selon eux, comprend des couches patriotiques,

d'autres collaboratrices et d'autres enfin hésitantes entre les deux premières. Toujours selon cette analyse, il faut soutenir les couches patriotiques, dévoiler les collaborateurs et neutraliser ceux qui hésitent. Il nous semblerait que la double nature de la bourgeoisie est plutôt le caractère de ceux qui ont effectué cette analyse; car on ne peut être objectif que lorsqu'on prend en considération la spécificité de la réalité égyptienne, laquelle spécificité consiste dans le fait que le Président de la République occupe une place exceptionnelle dans le centre du pouvoir. Les habilités qui lui sont accordées par la constitution sont absolues. Il est à la fois Président du parti unique et de l'État; ce cumul entraîne forcément la centralisation du pouvoir; cela diminue considérablement les possibilités de manœuvre et d'influence à l'intérieur même de l'alliance au pouvoir. Il ne s'agit pas d'une alliance comme celles connues dans l'histoire; celle-ci ressemble à celle d'une famille patriarcale où le père a toujours le dernier mot.

C'est ce « dernier mot », appelé « décision » en matière politique, qui doit faire l'objet d'analyse par les marxistes; car une décision présidentielle qui reçoit à la fois la bénédiction du Conseil du Peuple, du Comité central de l'Union socialiste et du cabinet ministériel est plus digne d'analyse que les personnes, leur histoire ou leur intention cachée. C'est elle qui accorde la priorité au secteur privé ou public, à la gratuité de l'enseignement ou à l'université privée, à la distribution de la terre aux paysans ou à en centraliser la propriété entre une poignée de pachas; c'est elle aussi en définitive qui détermine le choix de procéder à des accords avec l'ennemi ou à une guerre de libération; c'est elle qui dévoile l'identité de classe du pouvoir, celui-ci n'étant pas la somme des membres du gouvernement. Le pouvoir n'est pas non plus un dénominateur commun entre les origines sociales et les ambitions politiques de ceux qui le détiennent. Le pouvoir, tout simplement, est un centre de décision, de législation et d'exécution. Le fait qu'aux États-Unis il y ait auprès du Président un groupe libéral ne change en rien la nature monopolistique du système américain. La présence du parti travailliste au sommet du pouvoir en Grande-Bretagne ne change en aucune façon la nature capitalistique du régime britannique. De même, la présence d'un ancien marxiste ou d'un ex-nassérien ou même un nassérien actuel au pouvoir égyptien, au gouvernement ou au Conseil du Peuple ou au Comité Central de l'Union socialiste, n'ajoute rien ou presque à la nature de classe du pouvoir. Car ce sont les décisions qui en émanent qui définissent cette nature.

Faire une analyse objective et pertinente des décisions du pouvoir égyptien en place depuis le putsch de 1971 jusqu'à l'accord du Sinaï en 1975 est la seule façon qui pourra nous permettre de connaître de près l'identité de classe de ce pouvoir. Et si cette analyse nous mène à la conclusion selon laquelle ce pouvoir agit dans une orientation opposée à l'intérêt du peuple, de la patrie et de la

nation toute entière, cela ne nous mène pas directement à appeler à le renverser; non pas qu'il ne mérite pas d'être renversé, non pas parce qu'un nouveau pouvoir serait plus réactionnaire encore, mais tout simplement parce que les balances des forces intérieures, des forces arabes et des forces internationales qui régissent les possibilités de changement doivent être prises en considération. Ceci ne doit pas nous mener non plus à embrouiller l'esprit des militants en nourrissant chez eux une illusion théorique sur la pluralité des tendances au sein même du pouvoir. Ces réserves ne diminuent en rien l'importance de l'opposition du parti communiste égyptien au pouvoir actuel. Elles ne diminuent en rien l'importance de sa critique émise au lendemain de la signature de l'accord du Sinaï; car à l'opposé du «courant révolutionnaire» cette analyse, faite dans le rapport secret, qualifie l'accord du Sinaï comme étant un pas sur la voie de l'abdication.

«Lorsque le parti communiste égyptien déclare son refus catégorique de l'accord du désengagement entre les forces égyptiennes et israéliennes, lorsqu'il condamne dans le contenu de l'accord l'abandon de la ligne nationale et progressiste, il appelle les forces populaires à exprimer leur opposition et à enregistrer leurs opinions dans des réunions des organisations populaires. Il appelle aussi à refuser toutes les manifestations fabriquées pour soutenir l'accord.»

«Le rapport secret appelle à intensifier la lutte pour forcer le pouvoir à changer sa ligne abdicationniste, à stopper la politique des concessions et à abandonner les illusions des solutions américaines ainsi qu'à s'engager publiquement avec tout front arabe en lutte contre Israël.»

«Le parti demande aux éléments patriotiques au pouvoir de déclarer leur position, de préciser leur attitude quant à la ligne abdicationniste surtout que la signature de cet accord signifie de la manière la plus irréfutable que l'aile collaboratrice dans le pouvoir, soutenue par les adeptes de la conciliation à tout prix, a fermement l'intention d'aller jusqu'au bout de la voie de la régression tant sur le plan intérieur arabe que sur le plan international.»

«L'accord du désengagement apporte une preuve tranchante que courir après les mirages d'une révolution américaine, que faire des démarches pour résoudre les problèmes de libération nationale en se basant sur les bonnes intentions de l'impérialisme américain et indépendamment des alliés naturels des mouvements de libération nationale, mènent forcément à tomber dans les tentacules des plans impérialistes.»

«Mais le parti communiste égyptien est absolument certain que le peuple égyptien, qui a tant lutté contre les alliances impérialistes et contre les accords douteux, constitue un grand barrage contre toute solution abdicationniste.» (Ces citations sont prises dans le rapport publié par le magazine *Al-Intissar,* clandestin, et dans *Awraq Dimuqratiyah.)*

Après la revue de ces textes, il n'est pas difficile de dire que cette opposition à l'accord du Sinaï constitue une application des lignes théoriques énoncées dans le rapport du secrétariat central du parti communiste égyptien. L'on peut dire à ce propos que la formulation ici est beaucoup plus radicale et claire que la critique publiée par *At-Taliah;* car au moins ce rapport aboutit à la conclusion, très grave, selon laquelle l'aile collaboratrice en accord total avec l'aile conciliatrice, est fermement résolue à aller jusqu'au bout du chemin de la régression. Mais cette analyse contient tout de même un point faible, à savoir l'idée selon laquelle le pouvoir serait constitué de plusieurs tendances; ce qui ne manque pas de perturber, et même de neutraliser la lutte contre l'accord du Sinaï et ce en espérant que le courant dit nationaliste prenne une position tranchante en rompant avec les autres courants afin de ne pas porter la responsabilité de la trahison devant l'histoire. La ligne de la lutte contre cet accord ainsi formulée, pourrait se résumer en trois points :

« Encourager le peuple à exprimer publiquement son opposition; demander aux éléments patriotiques, hésitants, de prendre une position nette et franche et enfin avoir absolument confiance dans le peuple qui a toujours aboli les pactes douteux. »

Si nous nous rejoignons à l'idée selon laquelle le peuple devrait exprimer son opposition, chose qu'il a déjà faite; si nous faisons abstraction des éléments patriotiques qui semblent ne pas avoir encore pris position, chose que nous ne pensons pas car il semblerait plutôt qu'ils ont déjà choisi leur camp contrairement à ce que pensent les auteurs du rapport, il ne nous restera que la confiance au peuple égyptien dont l'histoire est glorieuse en matière d'abolition de traités douteux. Ici, il faut que nous nous posions la question suivante : quelle est la traduction politique de cette confiance? Quel en est le programme de lutte? S'agit-il de compter sur une inconnue et sur la spontanéité des soulèvements du peuple, comme s'il s'agissait d'un destin relevant de la métaphysique? Ou bien s'agit-il de soutenir, de consolider cette confiance par un programme d'action expliquant à la population comment abolir cet accord sans renverser le régime? Car le rapport appelle à intensifier la lutte pour obliger le pouvoir à abandonner cette ligne abdicationniste.

Soulignons maintenant un fait d'une grande importance : en effet le trouble subi par les cadres militants organisés du fait du brouillage idéologique au sujet de l'identité du pouvoir, s'est répercuté sur l'ensemble de l'opposition du parti à l'accord du Sinaï, ce qui ne manqua pas de troubler aussi la pensée et la conduite des masses populaires alors que l'idéologie du parti ainsi que ses directives auraient dû être une boussole indiquant le nord dans la tempête; idéologies et directives auraient dû constituer un cadre contrôlant le mouvement des masses populaires pour les diriger vers une orientation sûre et solide. Quel est le rôle historique de l'avant-garde organisée si ce n'est cela, surtout dans un pays comme l'Égypte où le

soulèvement spontané reste encore à la faveur du parti? En fait toute cette brouille n'est que la conséquence des conditions de la reconstitution du parti; car la majorité importante de ses figures de proue appartient à l'ancienne école communiste égyptienne connue pour sa tendance de droite en matière d'analyse du pouvoir. Pourtant, il reste évident que la reconstitution du parti, le fait qu'il représente la plus grande structure organisée des communistes égyptiens, rendent, pour l'opinion publique de gauche, l'opposition à l'accord du Sinaï aussi importante que la critique publiée par *At-Taliah;* mais d'autres organisations clandestines de gauche se sont constituées avant et après la reconstitution du nouveau parti communiste. Quel que soit le volume de ces organisations, on ne peut que les qualifier de clans, héritage récent et lointain des tendances de gauche. D'autre part, ces organisations démontrent la multiplicité des courants du communisme égyptien; courants allant de l'extrême à l'extrême et dominés le plus souvent par des intellectuels. Le plus à gauche parmi ces organisations est sans doute le parti communiste des travailleurs égyptiens; il a publié entre 1970 et 1971 un ensemble d'études sous le titre *Nature du pouvoir et problèmes de l'alliance de classes*. Ce petit livre expose des thèses très justes du point de vue méthode; par exemple ceci : « La bourgeoisie, dit une de ces études, ne peut aller jusqu'au bout de sa propre révolution, car elle maintient toujours vivants des restes des rapports féodaux, de leurs institutions et de leur idéologie pour les utiliser dans le but de mieux exploiter et de mieux contrôler. D'autre part la bourgeoisie ne tend jamais à liquider définitivement ses rapports avec le marché colonialiste. Elle ne cesse jamais d'établir de nouveaux rapports avec le colonialisme dans le cadre du changement constant des rapports de force. Pour toutes ces raisons, c'est à la classe ouvrière qu'incombe la tâche de poursuivre jusqu'au bout la révolution bourgeoise. » Précisons tout de suite que le volume de cette tâche ainsi que sa nature ne font pas d'elle une tâche stratégique mais bien plutôt une tâche tactique faisant partie de la marche pour la réalisation de la révolution socialiste proprement dite. [14] Exception faite de l'expression « bourgeoisie bureaucratique » qui a besoin d'être révisée pour mieux décrire la bourgeoisie égyptienne au pouvoir, le paragraphe suivant contient sans aucun doute une prévision scientifique : « La bourgeoisie bureaucratique, dit cette étude, qui construit une économie capitaliste à une période de déclin du capitalisme international, se trouve en face de contradictions mortelles issues de sa nature exploitatrice et exprimant sa propre crise de développement; c'est pourquoi il ne faut pas s'étonner lorsque la réaction nationale tend à se mettre en

---

14. *Op. cit.*, pp. 73-74.

contact avec les blocs impérialistes. Au bout de ses méandres politiques, où il n'est pas impossible de négocier avec l'ennemi, de s'attaquer de temps en temps à lui ou de faire des déclarations trop fracassantes contre l'impérialisme américain, nous trouverons toujours cette classe cherchant à s'allier au colonialisme international; ceci est une conséquence normale du développement du capitalisme égyptien. Il s'agit d'une alliance différente de celle qui avait la collaboration pour forme. »[15]

Le 13 septembre 1975 le parti communiste des travailleurs égyptiens publia une déclaration détaillée sous le titre *Résistons contre l'abdication du régime égyptien devant le colonialisme américain et Israël.* Cette déclaration condamne vivement l'accord de la trahison conclu au détriment du peuple égyptien, de la nation arabe et du peuple palestinien. La guerre d'Octobre, dit la déclaration, n'a rien changé à la réalité de la défaite de 1967. Le pouvoir actuel n'est que la continuité d'une ligne abdicationniste ininterrompue. Le plus grave dans l'étape actuelle consiste dans le fait d'abandonner les territoires arabes et la cause palestinienne et d'autoriser la présence américaine dans le Sinaï. La situation stratégique de la lutte consisterait à agir pour renverser révolutionnairement le pouvoir de la bourgeoisie égyptienne. Quant à la position transitoire, elle consistera à lutter contre le règlement américain. Le peuple égyptien, dans ce cas, devra agir côte à côte avec les forces révolutionnaires arabes; car l'accord du Sinaï ne représente pas seulement une trahison régionale mais une trahison au niveau du monde arabe tout entier. Cette stratégie aura aussi pour tâche de mettre en garde les forces révolutionnaires contre toute tentative visant à les lier aux «axes» arabes; car il faut qu'elles maintiennent leur indépendance face au régime abdicationniste. Il est du devoir des forces révolutionnaires arabes de dévoiler le régime égyptien devant les masses populaires égyptiennes et de mettre celles-ci au courant de tout ce qui se trame contre elles afin de pouvoir se rassembler contre la catastrophe de l'abdication. »[16]

Personne ne conteste la validité de ces idées générales exposées dans cette déclaration. Pourtant on peut déceler dans le contexte général de l'analyse certains points qui relèvent du gauchisme :

Premièrement l'expression *bourgeoisie bureaucratique;* elle ressemble de très près à l'ancienne expression *bourgeoisie militaire* du fait que la première bâcle une des qualités de la bourgeoisie pour l'attribuer ensuite au pouvoir, feignant ainsi d'ignorer la fonction économique de cette couche sociale ainsi que son rôle, parasitaire ou non, dans la production. S'il s'agit d'un groupe de

---

15. Idem, p. 78.
16. Premier numéro du magazine *Ach-Chuyu'i Al-Misri,* octobre 1975, pp. 30 à 45.

grands responsables dans l'appareil d'État, c'est-à-dire dans les organismes législatifs et exécutifs, si le but consiste à faire la distinction entre l'ancien et le nouveau capitalisme, le qualificatif bureaucratique ne peut englober les catégories parasitaires et compradors qui, elles, n'occupent pas une place de premier rang dans l'appareil d'État; l'expression ne désigne pas non plus le secteur privé traditionnel ni le capitalisme agraire dont la bureaucratie peut être parfois le symbole. Ainsi une généralisation gauchiste contenue dans l'expression «bourgeoisie bureaucratique» peut aboutir, dans la pratique politique, à des conséquences de caractère réactionnaire; car le fait de passer sur l'identité de la classe monopolisant le pouvoir implique un manque de connaissances claires au sujet des moyens de lutte contre cette classe. Donc, l'expression «bourgeoisie bureaucratique» conduit à une confusion générale au sujet de l'identité économique, sociale et politique du régime.
Le deuxième point concerne le but stratégique du parti communiste des travailleurs égyptiens, à savoir le renversement du pouvoir actuel. Si nous admettons que toute stratégie comporte à priori des étapes tactiques, nous pouvons alors nous demander quelles sont les étapes dont la somme pourrait à long terme aboutir au renversement du régime? Cette chute du régime actuel, s'effectuera-t-elle spontanément et de soi? Ou bien s'agit-il de forces sociales et d'avant-garde organisée capables de prendre l'initiative pour renverser ce régime? En un mot quelles sont les initiatives tactiques de ces forces? Qui sont-elles? Et quel en est le programme? Ce sont là des questions qui restent sans réponses.
Le troisième point relève du danger résidant dans le fait de ne pas faire la distinction entre l'avant et l'après 15 mai 1971. Car l'analyse du parti communiste des travailleurs égyptiens ne donne pas la moindre impression qu'il y ait eu un putsch en 1971. Le rapport traite de l'acceptation de la résolution 242 du Conseil de sécurité et de l'acceptation de la signature de l'accord du Sinaï comme faisant partie d'une suite ininterrompue; ce qui voudrait dire qu'aucun changement n'est survenu au pouvoir. Il s'agit là d'une confusion gauchiste qui, dans l'ensemble, aboutit à de graves conséquences théoriques de caractère réactionnaire; car mettre sur un pied d'égalité le pouvoir nassérien et le pouvoir actuel élimine immédiatement du front de l'alliance populaire et nationale de très larges secteurs du peuple ayant bénéficié des nationalisations et des réformes agraires; c'est aussi une méconnaissance des masses nassériennes et nassériennes organisées. Il s'agit là d'une logique gauchiste qui voit la réalité d'une manière unidimensionnelle qui exagère la force de ses tenants et minimise celle des autres. Un autre fait paradoxal : si cette analyse méconnaît les masses populaires nassériennes, elle se permet d'attaquer le pouvoir actuel à partir de la défense des acquis des ouvriers et des paysans et des relations égypto-soviétiques; acquis et relations qui

font inoubliablement partie des actions du pouvoir nassérien.

Ne pas faire une distinction nette entre l'avant et l'après 15 mai 1971 constitue une des plus graves erreurs dans l'analyse faite par cette organisation de l'accord du Sinaï tant sur le plan théorique que sur le plan de l'action militante quotidienne à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Égypte. Idéologiquement cette analyse simplifie, et naïvement, le mouvement et le développement du pouvoir égyptien. De plus elle fait une évaluation trop approximative du pouvoir nassérien durant 18 ans. Elle passe sur la réalité de la défaite de 1967 et sur la guerre en 1973 ; ce qui risque d'effaroucher des puissances arabes et internationales hostiles à l'accord du Sinaï à partir d'autres points de vue mais tout de même proches du nassérisme.

Pourtant il y a un aspect positif et brillant dans l'analyse du parti communiste des travailleurs égyptiens qu'il ne faut pas négliger; bien au contraire, il faut le souligner et tenter de le développer; nous voulons parler du cadre arabe imposé par l'accord du Sinaï; car si la souveraineté nationale égyptienne a été profondément touchée par cet accord du fait des restrictions militaires imposées au mouvement de l'armée égyptienne en plus de la présence américaine et le maintien d'une grande superficie de notre territoire au Sinaï sous l'occupation, la blessure subie par la souveraineté de la nation arabe n'est pas moins profonde. En fait, il ne s'agit pas d'un accord bilatéral permettant à l'ennemi de mieux faire pression sur les autres fronts; il ne s'agit pas non plus de mettre fin à l'état de guerre entre l'Égypte et Israël pour empêcher une éventuelle participation égyptienne à toute action défensive face à l'ennemi israélien. Cet accord est bien plus grave que tout cela, car il bâcle le dossier palestinien ; il offre à la stratégie américaine un meilleur champ d'espionnage contre l'Orient arabe, ce qui constitue une menace contre la sécurité arabe en général et contre la Palestine plus particulièrement. Ces répercussions arabes de l'accord du Sinaï doivent, plus que jamais, unir les forces révolutionnaires égyptiennes aux forces arabes; une unité organique totale, stratégique et tactique. Car il ne s'agit plus d'une lutte commune; il s'agit d'une lutte unique. C'est là le sens général suggéré par le parti communiste des travailleurs égyptiens lorsqu'il souligne l'importance capitale de la lutte des révolutionnaires arabes contre l'accord du Sinaï en éclairant les masses arabes sur le rôle et l'influence de cet accord sur leur vie et leur avenir. Ceci doit forcément aboutir à la mobilisation des masses populaires pour l'abolition de cet accord.

Reste enfin le dernier courant qui trouve son expression dans le bulletin *At-Tadamun* publié par le comité de solidarité avec le mouvement national démocratique égyptien en collaboration avec les militants patriotiques en Égypte. Il est clair qu'il s'agit bien d'une tribune d'une organisation indépendante. Sous le titre «Tirons les leçons justes», l'auteur, qui signe son article par le pseudonyme Tarek, écrit : «Maintenant nous devons tirer la seule conclusion valable, à

savoir qu'une position militante juste devrait avoir pour but de barrer le chemin au règlement américain sioniste et réactionnaire arabe, de mobiliser les masses populaires arabes pour une guerre de libération nationale totale de longue durée. »[17] Ces quelques lignes, en effet, nous permettent de mettre le doigt sur la clef de la seule solution possible à la crise conséquente de cet accord. Car une nouvelle guerre arabe est seule capable de corriger cette situation tragique. Avec la même vue claire et tranchante, l'auteur poursuit son article en écrivant : « Le putsch du 15 mai 1971 a été effectué par des forces de droite sympathisantes avec les États-Unis. Ce putsch était déjà préparé depuis l'agression de 1967. Il a été effectué dans le but de supprimer la ligne nationale et progressiste en Égypte. Toute autre pensée, poursuit l'auteur, est illusion portant la plus grave atteinte à la lutte des masses populaires. » Nous pensons que ce point de vue est un des plus mûrs et des plus profonds bien que parfois manquant de détails et bien que ne représentant pas une organisation politique aussi importante que les autres.

Ces « messages aux militants égyptiens » prennent en effet l'initiative de tracer les lignes générales d'une politique et d'un programme nationaux démocratiques et réalistes. Ce qui, dans l'ensemble, constitue un projet digne d'une discussion que la gauche égyptienne doit entreprendre. Si l'auteur dit que notre pays traverse la période de la poursuite de la révolution nationale et démocratique, cela signifie en premier lieu qu'il faut résoudre le problème agraire de la manière la plus révolutionnaire, qu'il faut libérer les territoires occupés, qu'il faut abroger les accords conclus selon les conditions de l'ennemi sioniste et de l'impérialisme américain. « Il faudrait, poursuit l'auteur, liquider tous les aspects, toutes les bases des influences colonialistes de l'impérialisme américain et de la réaction pétrolière arabe. »[18]

« Il faudra liquider l'alliance réactionnaire actuelle pour établir le pouvoir du front national démocratique où la classe ouvrière ainsi que son parti d'avant-garde joueront un rôle prépondérant. »[19] L'auteur fait ensuite l'exposé d'un programme détaillé qu'il conclut dans ces termes : « Une action planifiée et organisée unissant ouvriers, paysans, étudiants et intellectuels est seule capable de secouer les autres secteurs sociaux. Elle les empêchera de s'intéresser uniquement à leurs problèmes catégoriels. Elle les incitera à agir et à organiser leurs rangs pour mieux se défendre. De larges secteurs parmi les intellectuels, qui se contentent généralement d'observer, seront attirés par l'action politique organisée; et parmi les cadres

---

17. Magazine *At-Tadamun*, n° 4, septembre 1975.

18. Lettres aux militants égyptiens, p. 23.

19. Idem, p. 24.

professionnels (enseignants, universitaires, ingénieurs, médecins, avocats, journalistes, etc.) des courants organisés pourront se cristalliser pour prendre par la suite la forme d'organisation politique exprimant les positions et les intérêts de ces couches par rapport aux problèmes catégoriels, politiques et nationaux. A ceux-ci pourront se joindre des secteurs de la petite bourgeoisie (petits fonctionnaires, artisans, petits producteurs, etc.) n'ayant aucun lien avec les capitaux étrangers ni non plus avec les courtiers et les spéculateurs. De l'ensemble de cette immobilisation organisée partiellement, naîtra le front national démocratique. »

Nous avons préféré citer ce texte dans son intégralité car il montre d'une manière pratique comment contrôler le mouvement spontané de l'opinion publique de gauche opposé à la contre-révolution. Il explique comment on peut transformer les créativités de la rue en un front capable d'agir. Ces détails sur l'action nationale représentent une forme très raffinée de la pensée théorique lorsque l'auteur écrit : « L'action pour la construction du parti ainsi que la construction du front des ouvriers et des paysans doivent être menées en même temps que l'action parmi les couches sociales alliées. Car il y a une interaction dialectique entre la construction du parti et l'action parmi les ouvriers et les paysans; de plus cela incite les autres couches à agir politiquement. L'action politique parmi les couches sociales alliées élargit le domaine de la lutte démocratique, ce qui crée un climat favorable à l'accélération du rythme de la construction du parti et de l'alliance ouvriers paysans. Plus le climat démocratique est constant mieux la construction du parti et de l'alliance est protégée, et plus se multiplient les canaux à travers lesquels le parti découvre et fait adhérer des éléments d'avant-garde indispensables à son propre épanouissement. »

Tel est le résumé de la pensée des mouvements marxistes organisés. Telle est son action clandestine. Quelles sont les remarques que nous pouvons faire sur ses tendances? Quelles sont les remarques qu'appelle la tendance démocratique officiellement reconnue et issue, elle aussi, du marxisme? Quelles conclusions pouvons-nous tirer au sujet des autres tendances en tête desquelles se trouve le courant nassérien?

Nous remarquerons qu'un parti de gauche égyptien est encore dans un état fœtal; car la reconstitution d'un parti communiste égyptien ne représente qu'un noyau rassemblant les militants marxistes; les nassériens de leur côté n'ont pas encore cristallisé une structure organisationnelle capable de polariser toutes leurs tendances. La rue reste donc maîtresse de la lutte égyptienne avec tout ce que sa spontanéité représente de positif et de négatif à la fois. Le premier élément négatif consiste dans le fait qu'il va falloir beaucoup de temps pour faire mûrir une solution apte à abroger l'accord du Sinaï et toutes ses implications stratégiques, militaires et politiques. En réalité, le mot d'ordre consistant à dire qu'il faut renverser le pouvoir

actuel n'aura de valeur et d'échos auprès des masses populaires que lorsque le front populaire lui-même aura été capable de corriger la marche du pays aux deux niveaux théorique et pratique ; ceci n'est réalisable qu'à une seule condition, à savoir l'ouverture positive de la gauche sur les initiatives spontanées de la rue.

Celui qui réfléchit aux lignes politiques de la gauche marxiste se rendra facilement compte du fait que les éléments de complémentarité ne sont pas moins importants que ceux qui opposent les uns aux autres organismes au sein de la gauche. Ceci nous fait poser la question de l'unification, idéologique et organisationnelle, des militants marxistes sur des bases autres que celles du classisme et de l'éparpillement hérités de l'ancien mouvement communiste égyptien. La première responsabilité dans la réalisation de cette tâche incombe au parti communiste égyptien.

Celui qui réfléchit aux lignes politiques de la gauche nassérienne se rend compte que les éléments de complémentarité représentent des facteurs décisifs face à l'accord du Sinaï avec ce qu'il implique comme régression. Ces éléments constituent un fondement objectif qui peut servir de base à un point de départ pour le rassemblement d'un front de la gauche égyptienne.

Il reste enfin que l'accord du Sinaï n'est pas le bout du chemin du pouvoir égyptien. Il représente un tournant stratégique par rapport au régime précédent. La course contre la montre favorise aujourd'hui l'équation égypto-israélo-américaine. Quel est donc l'ordre du jour de l'opposition ? Mais auparavant, quelle est la contre-stratégie générale face à la contre-révolution ?

Troisième partie

LA CONTRE-RÉVOLUTION FACE A LA CRISE

Chapitre I

LA DROITE RELIGIEUSE BRANDIT LES ARMES

1. La question religieuse et la révolution

L'année 1954 est certes la plus décisive dans l'histoire de la révolution nassérienne. On assista à la cristallisation de la lutte pour le pouvoir, aux très curieux affrontements entre ouvriers et intellectuels, à la tentative d'assassinat de Gamal Abd An-Nasser. On vit des manifestants crier «A bas la démocratie», le grand juge du Conseil d'État se faire passer à tabac. On assista à l'exécution de six grands membres des Frères Musulmans et à l'arrestation de 16 000 autres membres. Les procès militaires déferlaient sous différents noms : «tribunal de la trahison», «tribunal du peuple», «tribunal de la révolution» virent dans le banc des accusés la plupart des leaders politiques au temps de Farouk. Autant d'événements qui ne s'effaceront jamais de la mémoire égyptienne. Car, plus que par curiosité, les Égyptiens regardaient, découvraient comment l'Égypte était gouvernée et se demandaient comment allait être l'avenir.

Pourtant, la plupart parmi eux ne se souviennent peut-être pas des jours les plus marquants de cette année si chargée d'événements uniques et exceptionels par rapport à l'histoire moderne de leur pays. Mais commençons par le commencement. Cinq jeunes chrétiens armés envahissaient le patriarcat copte orthodoxe, situé dans une petite rue dérivant de l'artère principale de «Clot Bey». Ils neutralisèrent la garde pour se diriger ensuite sous la direction de leur chef, un jeune avocat de 34 ans nommé Ibrahim Helal, vers la résidence du Pape. C'était l'aube, entre quatre et cinq heures; la garde du Pape Youssab II, encore sous l'effet du sommeil, ne fit aucune résistance. Le groupe parvint sans grande difficulté à la chambre à coucher du patriarche.

Bien que l'histoire de l'Église nationale égyptienne soit chargée de papes ayant été liés à l'action politique, nul parmi ceux-ci n'avait été réveillé sous la menace d'un revolver; et si nous prenons en considération le fait que le Pape Youssab II ne s'était jamais mêlé de politique ni de près ni de loin, nous pouvons bien penser qu'il a cru à ce moment à un mauvais rêve. Assis au bord de son lit, le Pape se frottait les yeux, incrédule. Peut-être pensa-t-il à des voleurs ayant osé envahir la cour sacrée ![1] La surprise ne fut pas moins grande, lorsque les envahisseurs lui donnèrent cinq minutes pour s'habiller. La chose ayant été faite, deux documents lui furent ensuite soumis pour qu'il y apposât sa signature; le premier était une déclaration dans laquelle le Pape, lui, annonçait qu'il abdiquait du trône papal ! Dans le second, il demandait à son cabinet ainsi qu'au Conseil chrétien général *(Al-Majlis al-Milli Al-'Am)* de procéder à la préparation de nouvelles élections après révision du statut en vigueur de sorte qu'il soit possible à tous les chrétiens orthodoxes égyptiens de participer à ces élections.

Après avoir signé ces documents, le Pape Youssab II fut accompagné par ces jeunes gens armés vers l'extérieur. Aucun des pères résidant au palais papal ne s'était encore réveillé. La garde, intérieure et extérieure, frappée de stupeur, restait immobilisée. De plus toute communication téléphonique avec l'extérieur était coupée. Devant la porte extérieure une voiture noire stationnait. Un membre du groupe ouvrit la porte arrière droite. Il pénétra le premier dans la voiture et demanda aussitôt au Pape de bien vouloir entrer et faire de la place pour une troisième personne. Sitôt fait un autre membre du groupe prit le volant; le quatrième prit la place avant droite en demandant de baisser les rideaux à l'arrière. Le chef du groupe, lui, prit les documents, donna le signal du départ avant de disparaître.

Il était à peu près six heures. Généralement, dans ce quartier, boutiques et cafés sont ouverts de très bonne heure; le tramway est toujours bondé de travailleurs allant à leur usine; les vendeurs de journaux arpentent la rue dominée par le vacarme des voyageurs de la gare centrale des chemins de fer.

Durant trois heures, personne ne se rendit compte de cet événement insolite; même la garde, sitôt libérée après le départ de la voiture, ne comprenait pas ce qui venait de se produire. Elle ne tenta même pas de poursuivre le cinquième membre du groupe qui, sans précipitation, héla devant eux un taxi. On ne se donna pas la peine de relever l'immatriculation de la voiture ou de réveiller les pères encore en sommeil.

---

1. L'Église égyptienne est indépendante. Le Pape maintient toujours le titre de « pape d'Alexandrie et des cinq mille de l'Ouest » pour indiquer son autorité sur les cinq mille de l'Ouest de l'Égypte, avant la conquête musulmane.

Vers neuf heures du matin, le Pape Youssab II était déjà arrivé avec ses «compagnons» au couvent de Wadi An-Natroum situé auprès du lac Mariotis dans le désert à l'ouest d'Alexandrie. La direction du couvent ainsi que les moines furent surpris de voir le souverain pontife leur rendre visite sans qu'ils en soient prévenus, sans cortège officiel, sans être accompagné de sa cour cléricale et à un moment loin de toute manifestation religieuse. Ils furent certainement surpris par ces figures laïques qui entouraient le Pape. Mais l'un de ses accompagnateurs dit tout de suite : «le Pape est malade; il vient se reposer chez vous». Ils montèrent dans la voiture et disparurent aussitôt sans donner d'autres explications.

Au même moment, la plupart des églises du Caire, d'Alexandrie et des principaux gouvernorats ainsi que les agences de presse recevaient une déclaration signée : «groupe de la nation copte». Elle annonçait l'abdication du Pape et critiquait violemment la corruption qui sévissait dans l'Église sous son règne. Elle appelait à des élections anticipées auxquelles le peuple copte devrait participer massivement. La déclaration demandait au gouvernement de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures des coptes. Elle concluait sous forme de slogan : «L'Évangile est notre constitution; le copte est notre langue et la mort pour le Christ est notre plus grande ambition.»

On s'aperçut plus tard que le ministère des Affaires sociales avait effectivement accordé à l'avocat Ibrahim Helal une licence pour fonder une association religieuse qui devait avoir pour nom «groupe de la nation copte». On s'aperçut aussi que certains membres du Conseil de la Révolution avaient adressé des messages de soutien ou de félicitation à l'occasion de fêtes religieuses. Au siège principal du groupe, on pouvait trouver dans un encadrement accroché au mur un message adressé au groupe signé «Anouar As-Sadate». A la suite de l'événement, le ministère de l'Intérieur apprit que ce groupe, après avoir été fondé, menait des activités intenses au point de n'en avoir d'égales que celles menées par les Frères Musulmans. Pour un être humain, le plus simple qu'il soit, le sigle de ce groupe n'est que la copie copte de celui des Frères Musulmans : «Le Coran est notre constitution. Le Prophète est notre guide et la mort pour la gloire de Dieu est notre plus grande ambition.» Comme les Frères Musulmans, ce groupe n'était qu'une organisation politique ayant la religion pour couverture. C'était un groupe extrémiste dissident de l'Association des écoles du dimanche qui enseigne la religion aux jeunes. Très rapidement le groupe s'était étendu sur toutes les provinces d'Égypte. Les écoles du dimanche agissaient, agissent toujours, dans le cadre de la légitimité, c'est-à-dire sous la protection officielle de l'Église. Quant au nouveau groupe, il critiquait la faiblesse du clergé; il demandait qu'on enseignât la langue copte. N'attendant même pas que cette revendication fut satisfaite, il procéda lui-même à la création de classes gratuites d'enseignement du copte dans tous les villages et dans tous les gouvernorats. Ainsi,

on commença à enseigner cette langue archaïque à une jeunesse enthousiaste et fanatique au point de rejeter le qualificatif égyptien à la faveur du terme « copte ».

La magistrature égyptienne, au moment du procès, n'accorda aucune importance au contenu du slogan lancé par ce groupe; pourtant, l'appel au retour à la pratique d'une langue archaïque égyptienne, bien que pratiquement impossible, la transformation de l'Évangile en constitution, même s'il est dépourvu de tout caractère législatif et la mort pour le Christ bien que nous ne soyons plus au temps des martyrs, constituent de la manière la plus flagrante un appel à la création d'un État copte indépendant de l'État égyptien central. Mais ceci ne fut remarqué ni par les juges, ni par le pouvoir, ni non plus par les intellectuels. Le tribunal condamna donc Ibrahim Helal ainsi que ses complices à trois ans d'emprisonnement pour port d'arme illégal et pour avoir détenu « une personne » par la force. Certes, la sanction n'est, en soi, d'aucune importance; par contre ce sont les justificatifs de ce jugement qui doivent attirer notre attention. Ils révèlent en effet une ignorance totale par rapport à la vie sociale en Égypte.

Vingt ans après, le même événement se produisait mais dans le sens inverse. Le Président de la République faillit en être la victime. C'était en 1974. Trois ans après, un des ulémas d'Al-Azhar fut victime d'une affaire du même genre. Pourtant, dans ces deux dernières affaires aussi, les attendus des jugements furent les mêmes : port d'arme illégal, détention arbitraire de personnes ou tentative d'assassinat. Et bien sûr les sanctions étaient toujours les mêmes : emprisonnement ou condamnation à la peine capitale par pendaison. Mais aucune des instances ou des personnes ne tenta de comprendre le fond de ce qui se passait en Égypte. Personne ne se pose la question : pourquoi la liquidation de ces groupes extrémistes, chrétiens ou musulmans, a toujours été une liquidation administrative soit par l'emprisonnement, l'exil ou la torture, alors que s'agissant de juger des militants de gauche ou démocrates le pouvoir a toujours recours à l'affrontement politique en mobilisant les médias, en réprimant l'opposition et en lui interdisant d'exprimer son point de vue même si celui-ci s'accorde parfois avec l'opinion du pouvoir, comme par exemple dans le cas des Frères Musulmans?

Mais posons la question autrement : Pourquoi la guerre du régime contre le terrorisme religieux est-elle toujours défensive? Pourquoi ses organismes n'agissent-ils que par réaction contre une menace armée de l'extrême droite théocratique, alors que sa guerre est « préventive » contre la pensée nationale de gauche alors que la gauche n'a jamais brandi des armes? Nasser procéda à des exécutions et des emprisonnements lorsque les Frères Musulmans tentèrent de l'assassiner en 1954 et en 1965. Sadate, lui, fit de même; il en libéra certains, fit exécuter les extrémistes et en emprisonna d'autres lors des affaires de l'École militaire en 1974 et de l'assassinat du Chaykh Muhammad Az-Zahabi en 1977.

2. Les préambules de la crise confessionnelle

En essayant de cerner d'une manière précise les points communs aux deux régimes ainsi que ceux qui les séparent, nous aboutirons à une définition des caractéristiques de la crise confessionnelle dont le rythme s'était précipité durant les années 70; crise qui n'est d'ailleurs pas très loin de celle qui ravage le Liban; toutes les deux sont attachées d'une manière ou d'une autre au conflit du Proche-Orient et à ce que l'on appelle «règlement pacifique». Mais ajoutons tout de suite que l'aspect principal des deux crises reste toujours le système social théocratique ici et là et même dans tous les pays arabes.

L'Égypte, qui a milité pour la laïcisme et la démocratie plus d'un siècle et demi, se plie aujourd'hui comme si l'histoire n'avançait point. La vérité c'est que la révolution de juillet 1952 est responsable, de par son impuissance, de la non-solution du problème de la démocratie. La question religieuse est toujours restée un sujet tabou qu'il ne fallait pas aborder, même si cela pouvait être à l'avantage de la pensée religieuse ou du peuple. La raison en est très simple : la grande majorité des membres du Conseil de la Révolution, y compris les plus progressistes, ont toujours été en contact avec les Frères Musulmans. Bien que Nasser n'ait jamais été tenté de jouer la carte religieuse, bien qu'il ne se soit jamais accordé les attributs de la foi et bien qu'il n'ait jamais terminé ses discours par des versets coraniques, le seul livre qu'il a censuré en 1957 était *Dieu et l'homme* de Moustapha Mahmoud, auteur matérialiste repenti depuis et récemment converti aux thèses des extrémistes musulmans. Les organismes nassériens de l'édition autorisaient la publication des flots de livres politico-religieux. Nasser lui-même a écrit une introduction à un livre anticommuniste intitulé *Le communisme et nous.* En fait l'association de la gauche à la philosophie matérialiste était faite déjà depuis très longtemps dans l'esprit de l'intelligentsia de la petite bourgeoisie. Si cela est une preuve «d'ignorance active» selon l'expression de Voltaire, de l'histoire et de la pensée européenne, cela prouve aussi que la gauche égyptienne s'était particulièrement intéressée, durant les années 40, à la pensée des Lumières. Mais le résultat final de cet intérêt fut négatif à deux reprises : la première fois lorsque certains parmi cette gauche ont tenté de réconcilier science et religion, s'écartant ainsi des acquis positifs de la renaissance arabe moderne du début du siècle dernier jusqu'à la moitié de celui-ci. Ils ont tenté de moderniser l'islam ou d'islamiser la civilisation moderne. Pareille tâche aurait été comprise si elle avait été entreprise par des religieux; mais venant de penseurs sociaux éclairés, cela ne pouvait que surprendre. La seconde fois ce fut lorsque certains parmi les dirigeants de la révolution appelèrent à séparer l'aspect économique de la renaissance de celui de la transformation sociale et de celui de la pensée matérialiste. Ce divorce dans la

conscience d'un très large secteur de l'intelligentsia égyptienne éclairée constitue une des raisons principales du sous-développement et de l'effacement progressif face à la pensée conservatrice et passéiste (salafite).

Ajoutons à cela que, la plupart du temps, les facteurs considérés généralement comme relevant de la tactique sont souvent pris comme bases stratégiques; lorsque les organismes nassériens recouraient à l'arme de la religion pour attaquer le communisme, ils ne pensaient pas que cette couverture religieuse provisoire se serait transformée un jour en une base hostile au nassérisme lui-même. Il s'agit là d'une crise bien connue de la classe moyenne depuis l'aube de la renaissance (la Nahda), lorsqu'elle a formulé l'idée de concilier la science avec la religion, et le legs de la tradition avec la civilisation moderne; un manichéisme qui devait fatalement aboutir au décalage entre pensée et conduite en matière de civilisation et au déchirement collectif. On se ruait pratiquement sur l'utilisation de la technologie moderne; mais on hésitait beaucoup à en étudier les données culturelles. On soulevait des slogans libéraux en matière de constitution et de lois; mais on était complètement incapable d'en appliquer les clauses. Le grand pourcentage d'analphabétisme qui a atteint de nos jours plus de 85 % de l'ensemble de la population rend ce décalage plus grave encore dans la personnalité égyptienne. Depuis très longtemps, les hommes de gauche semblent échapper à ce déchirement grâce à leur vue scientifique de la nature et de la société. L'extrême droite religieuse, à son tour, semble être hors de cette division grâce à sa théorie, chrétienne ou musulmane, sur le monde. Mais il faut avouer que les deux groupes ont toujours été en marge de l'ensemble de la société égyptienne; car la majorité écrasante de ce peuple n'a jamais suivi l'idéal de gauche sans pour autant être adepte de l'extrémisme religieux copte ou musulman. La personnalité sociale dominante de l'Égyptien souffre de ce dédoublement. Le pouvoir, lui, n'y échappe point. Ce que l'on appella à une époque «la voix non capitaliste» du développement n'a jamais été une voie socialiste; ce qui eut pour conséquence immédiate le creusement de l'écart entre développement économique et sous-développement social. De plus, la *Nahda,* qui avait atteint un très haut degré en matière culturelle pendant les années 60, déclina vertigineusement après la défaite de 1967. Cette chute fut consacrée par le putsch du 14 mai 1971. Le manque de matières premières en Égypte, le boom démographique, les répercussions de la crise démocratique sur ce que l'on a faussement appelé les erreurs de la transformation vers le socialisme, la prolifération cancéreuse d'une «nouvelle classe» tenant les principaux piliers de la structure sociale, ainsi que les catastrophes des coups militaires venant de l'extérieur, ont peut-être favorisé le climat de désespoir et le recours exagéré à la religion comme baume.

Mais il reste évident que les différences des attitudes des deux

régimes, l'actuel et le précédent, à l'égard de la religion et ses institutions, chrétienne ou musulmane, doivent nous servir comme éléments fondamentaux dans notre analyse des événements qui ont précédé, accompagné et suivi le deuxième accord du Sinaï pour l'Égypte et la guerre arabe pour le Liban. Ce sont les événements dont la trajectoire a été déterminée par le tournant égyptien de la visite à Jérusalem. Curieuse, pour le moins, dans l'histoire arabe moderne, cette visite n'a pas été rendue à un pays raciste par ses origines, sa formation, son régime et sa doctrine politique, mais à son parti le plus extrémiste sur le plan théologique et le plus terroriste sur le plan historique. Elle consacre une guerre libano-libanaise et une libano-palestinienne ayant pris là le caractère confessionnel comme rideau cachant les buts manifestes ou occultes. Donc comparer les points différents des deux régimes actuel et précédent est plus important que de comparer les points qui les rapprochent, et ce du fait que la lutte pour le laïcisme et la démocratie menée par les Égyptiens éclairés a accompli beaucoup de réalisations au niveau de la pensée, mais bien peu de choses au niveau social; ceci a permis au nouveau régime d'exploiter ce terrain favorable au développement d'une idéologie religieuse extrémiste contre toute éventualité radicale à l'intérieur du pays. En outre cela permettait au régime de dialoguer avec les régimes arabes conservateurs et avec la surface religieuse du racisme israélien. Ce n'est pas un hasard si le régime égyptien actuel a soutenu les phalanges libanaises à un moment très précoce de la guerre au Liban. Voilà le cadre de la comparaison des deux régimes; nous l'avons établi afin de poursuivre d'une manière dialectique l'analyse de la lutte qui oppose la révolution à la contre-révolution.

Nasser a donc hérité d'une société dont la grande majorité populaire était dominée par une idée vague et très rarement précise selon laquelle un lien organique lie la démocratie à la libération et à l'unité nationales. Cette idée, que l'on en fût conscient ou non, constituait un trait dominant dans le sentiment *(wijdan)* général des Égyptiens depuis la révolution de 1919 dirigée par Saad Zaghlul et héritée par le Wafd. Car la lutte contre l'occupation britannique impliquait aussi la limitation de l'autorité autocratique royale par la mise en vigueur de la constitution, du Parlement et de la presse. Ces deux luttes signifiaient ensemble un non confessionnalisme. Lorsque la lutte s'acharnait contre l'occupant britannique, la pression populaire s'intensifiait aussi contre la dictature du régime et le théocratisme de la société. Mais Nasser a hérité aussi d'un fait socio-historique foncièrement opposé à la tradition nationale à savoir que le nombre des années pendant lesquelles le Wafd était au pouvoir ne dépasse pas sept ans et demi sur une durée de trente-deux ans séparant les deux révolutions, celle de 1919 de celle de 1952; ce qui veut dire que l'Égypte durant les trois quarts de cette période historique, était soumise à un défaitisme imposé face à l'occupation étrangère, à la dictature et à la théocratie. Ceci est un fait évident et indéniable en

dépit de tous les aspects de contradiction et de paradoxe comme, par exemple, la participation du Wafd lui-même à la signature du traité de 1936 ou son acceptation de reprendre le pouvoir par la force des baïonnettes anglaises le 4 février 1942, l'assassinat du premier ministre Mahmoud Fahmi An-Noukrahi, symbole de la minorité constitutionnelle par les Frères Musulmans, l'assassinat de Hassan Al-Banna lui-même sous le pouvoir d'un gouvernement minoritaire, la tendance du parti des chemises vertes (Jeune Égypte) à soutenir l'Axe, la tendance des Frères Musulmans à soutenir la Grande-Bretagne durant la Seconde Guerre mondiale bien que les uns et les autres soient des organisations terroristes de droite[2]. Ces contradictions, il faut le dire, se produisaient dans le cadre de l'absence des libertés démocratiques : dissolution du Parlement, liquidation de la presse opposée, arrestation des citoyens, assassinats individuels, tractations interminables avec l'occupant depuis les négociations Sidqi-Buven (Georges V négocie avec Georges V disait le peuple), application des lois martiales et des lois d'exception, recrudescence de l'extrémisme religieux organisé, incendies criminels des églises, et la liste est encore longue. Tout ceci constituait un courant opposé à la tradition démocratique égyptienne durant plus de vingt-quatre ans et demi. Nasser a donc hérité de deux traditions et pas d'une seulement; mais il n'a pas été conscient de leur double signification à savoir l'existence de liens organiques rattachant la question nationale à celles de la démocratie et de la confession. Ces deux courants opposés représentent les dessous et les dessus du mouvement social égyptien; le bruit des organisations terroristes des Frères Musulmans ne représente pas la somme de leur base populaire. Les gouvernements des minorités constitutionnelles ne représentaient sûrement que des minorités populaires; par conséquent la contradiction entre la grandeur et la durée des minorités au pouvoir et l'exiguïté de leurs bases populaires mettent tout changement radical dans les structures du régime et de la société face-au choix démocratique.

Du fait des conditions de sa naissance, du milieu social de la petite bourgeoisie et de la formation idéologique de la plupart de ses dirigeants, l'expérience nassérienne au pouvoir a nationalisé la démocratie selon un calcul qui ne pouvait concorder avec la spécificité socio-historique de l'Égypte, où les deux aspects du changement, social et national, sont organiquement liés, et où la démocratie constitue la colonne vertébrale du changement. La démocratie soutient nécessairement le courant progressiste dans les pays en voie de développement ou récemment libérés. La spécificité de ce lien peut n'avoir aucun rapport avec les expériences de l'Orient ou de

---

2. Cf. *Al-Harakah As-Siyasiyyah fi Misr,* Tareq Al-Bichri, Le Caire, 1972 et Hassan Al-Banna, *Kayf wa Limaza* de Rifa't Al-Saïd, Le Caire, 1978.

l'Occident si le slogan « resurgir de notre réalité » est recherché objectivement. En effet, l'Orient, avec son expérience sociale et son parti unique, doit théoriquement posséder une structure organisationnelle et politique homogène; mais le problème de la démocratie surgit forcément et en dépit de toutes les réalisations matérielles. L'Occident capitaliste, lui, avec son libéralisme politique, est théoriquement homogène avec lui-même; mais, dans la pratique, le monopole se transforme en pouvoir dictatorial déguisé. De Gaulle, à titre d'exemple, est obligé de flirter avec l'armée durant les événements de mai 1968.

Les conséquences tragiques subies par l'expérience nassérienne ne sont en effet que le fruit de la séparation de la démocratie des deux autres facteurs à savoir le changement social et la libération nationale. La défaite de 1967, la défaite politique dont le symbole est le putsch de 1971 prouvent irréfutablement que la séparation mécanique entre démocratie et autre facteur de changement n'a jamais été l'expression de la réalité sociale de la spécificité égyptienne. C'est pourquoi la théocratie a été, est toujours, une des pires plaies dont a souffert le régime nassérien lorsqu'il a voulu concilier l'autocratie avec le laïcisme. Quelles en furent les conséquences au niveau pratique?

Grâce au changement social, il a été possible de procéder à des mesures touchant directement à la superstructure et à l'infrastructure de la société : la nationalisation des intérêts étrangers, la nationalisation des couches supérieures du capitalisme local, la liquidation des couches compradors, la limitation de la propriété terrienne, le commencement de la construction du secteur nationalisé en industrie et en commerce, la création du secteur coopératif dans le domaine agraire, la modernisation de la production sociale selon la technologie moderne, la construction du Haut Barrage d'Assouan pour la production de l'énergie hydro-électrique, l'accroissement de la surface de la terre cultivable, la généralisation de l'irrigation pérenne, etc., ce sont là des mesures qui concernent directement l'infrastructure socio-économique. En même temps l'enseignement gratuit a été appliqué à tous les degrés, y compris les universités et les écoles militaires. Seule la mention obtenue au baccalauréat déterminait l'admission aux instituts supérieurs. Ce fut une décision d'importance capitale au niveau de la structure socio-culturelle.

Ces mesures touchant à la fois la superstructure et l'infrastructure ont eu pour conséquences de brouiller les cartes économiques et sociales sur la voie vers l'unité nationale et le non-confessionnalisme pour ne pas dire le laïcisme; en ce sens que la loi a accordé à tous les citoyens une égalité sociale; car les intérêts étrangers ont été touchés quelle que fût leur identité religieuse; de même, certains intérêts de la bourgeoisie locale ont été aussi touchés, abstraction faite de l'appartenance confessionnelle. Les catégories sociales les plus larges ayant bénéficié de la redistribution

de la terre, de l'industrialisation et de l'enseignement ne faisaient l'objet d'aucune distinction confessionelle devant la loi. La loi de l'embauche, par exemple, garantissait l'emploi à tout diplômé quelle que soit sa confession. Le fanatisme religieux ne pouvait donc pas empêcher un diplômé de prendre sa place fonctionnelle dans la société.

Tout ceci a abouti à diminuer la tension confessionnelle. Auparavant, l'armée et la police étaient des organismes interdits tacitement aux chrétiens égyptiens; les écoles militaires n'admettaient pas plus de 3 % d'étudiants chrétiens. Et ce n'est pas un hasard si une telle situation était concomitante d'un statut selon lequel tout Égyptien désireux de poursuivre des études militaires devait présenter des documents attestant que ses parents sont propriétaires ou actionnaires, ceci en plus des recommandations particulières et des dessous de table.

3. Conséquences de l'absence de la démocratie

La diminution de la tension confessionnelle conséquente de l'application d'un minimum de démocratie sociale n'a pu atteindre le but radical à savoir le laïcisme; car la démocratie politique, elle, était la grande absente. En fait, la révolution nassérienne n'a pas réussi à réaliser les objectifs suivants :

L'alphabétisation. En effet, le taux d'analphabétisme de l'ensemble de la population était de 75 %. L'analphabétisme, de par sa nature, est le résultat d'une situation de classe; c'est aussi la situation de classe qui détermine la poursuite des études; car généralement ceux qui s'arrêtent aux études primaires n'appartiennent pas à la même classe sociale que ceux qui s'arrêtent pendant l'étape de l'enseignement secondaire. Les deux sont radicalement différents de ceux qui ont la chance de poursuivre des études universitaires. Ces derniers, à leur tour, diffèrent de ceux qui ont la chance de poursuivre leurs études à l'étranger. En réalité la révolution s'est contentée de donner quelques parcelles de la terre à quelques paysans; à leurs enfants, elle accordait «le droit» de poursuivre leur enseignement supérieur et non pas les moyens de le faire. Et l'on est en droit de se demander lesquels parmi les enfants des paysans pouvaient aller jusqu'à la fin des études secondaires alors que le pourcentage d'analphabétisme est plus important à la campagne qu'à la ville? La révolution n'a pas élevé l'âge de l'enseignement obligatoire. Elle n'a entrepris aucune action politique organisée contre l'analphabétisme, contrairement aux exemples de la Chine et de Cuba. La conséquence fut la stagnation du pourcentage de l'analphabétisme durant toutes les années de la révolution en plus de l'apparition du phénomène de la baisse du niveau de l'instruction chez ceux qui poursuivent des études. La traduction socio-culturelle de cette conséquence consiste dans la stagnation relative de l'ensemble des rapports et des valeurs

dans le village en dépit du changement limité survenu aux moyens et aux forces de la production. Les us et coutumes dans la vie du paysan égyptien sont donc restés sans changement aucun; l'écrasante majorité des paysans restent toujours victimes de la misère sociale. Mais la conséquence la plus grave dans ce domaine consiste bien sûr dans le fait que le niveau de la conscience est resté très bas, sans changement aucun ou presque. Une lecture objective et non esthétique des deux romans *La Terre* et *Le Paysan* du romancier égyptien Abd Al-Rahman Al-Charqawi ne fait que corroborer cette vérité sociale. Le premier est une peinture de la situation de la campagne durant les années 30 de ce siècle; le deuxième traite de la même situation trente ans après, c'est-à-dire aux années 60. Le lecteur ne verra aucune différence entre les deux situations en dépit des trois décennies qui les séparent. Nous pouvons dire qu'à la fin de ces trois décennies la société théocratique et le climat autocratique persistaient toujours. Société et climat furent dépeints par Tawfiq Al-Hakim dans son *Journal d'un procureur de campagne* (1933) et par Youssef Idris dans *Al-Haram (L'Illicite)* paru en 1959. Soulignons que ces deux dates ont une signification sociale dans l'histoire du peuple égyptien; car elles représentent, dans deux régimes différents, le sommet de l'absence de la démocratie.

Si la gratuité de l'enseignement, prônée par Taha Hussein et autres au cours des années 40 de ce siècle, a été réalisée, cela ne s'est pas accompagné de la liberté de la pensée, bien que l'université égyptienne fût durant les trente années qui précèdent la révolution un centre de rayonnement intellectuel. En effet les premiers rapports de la révolution avec l'université avaient commencé par ce que l'on est convenu d'appeler « le massacre de l'université ». Soixante professeurs et enseignants furent chassés simplement parce qu'ils appartenaient à des courants de pensée libre, démocratique ou de gauche. Et si le système de la garde universitaire a été aboli, ce fut pour le remplacer par la police secrète et par des statuts anti-démocratiques. Enseignants et étudiants se virent imposer un système de l'organisation politique unique. Plus grave encore : l'histoire politique du pays fut complètement falsifiée, comme si les Égyptiens étaient nés à l'aube du 23 juillet 1952. Plus grave encore : les méthodes d'enseignement et les programmes conservateurs étaient toujours maintenus en matière d'économie, de philosophie et de sociologie. « L'autre » pensée était toujours interdite; on ne pouvait l'étudier que du point de vue du pouvoir. Les universitaires progressistes furent emprisonnés ou, dans les meilleurs des cas, dirigés vers des voies de garage. Seules les écoles de pensée hostile à la gauche et au laïcisme avaient le pouvoir d'éduquer les jeunes esprits. Et ce n'est pas un hasard si M. Kamal Ad-Din Hussein, un des plus puissants membres du Conseil de la Révolution, un des meilleurs cadres non organisés des Frères Musulmans pendant plus de dix ans, fut ministre de l'Enseignement, Président des universités,

secrétaire général du Syndicat des enseignants et Président-directeur général du Conseil supérieur des arts, des lettres et des sciences sociales. Ajoutons à cela que Nasser, dans une de ses périodes de conflit avec les Frères Musulmans, faisait tactiquement de la surenchère religieuse en procédant à deux actions qui, vues de l'extérieur, paraissent contradictoires alors que c'est tout le contraire puisqu'elles aboutissaient au même résultat. En effet, par décision gouvernementale, la religion devenait une matière principale dans tous les degrés de l'enseignement; l'échec ou le succès de l'élève en matière de religion détermine le passage en classe supérieure comme pour toute matière scientifique. Al-Azhar devenait une université moderne mais ouverte à tout étudiant musulman désireux de poursuivre des études en médecine, en polytechnique ou en agronomie au côté des études religieuses. Malgré la contradiction apparente de ces deux mesures, elles ont abouti à une nouvelle présence confessionnelle en Égypte. Les élèves, tout jeunes encore, apprenaient à faire de la ségrégation religieuse; chrétiens et musulmans commençaient à attacher de l'importance à la religion sous la menace de redoubler. Progressivement l'intérêt des élèves se portait beaucoup plus vers les valeurs religieuses en l'absence d'une véritable éducation laïque et scientifique. Le sentiment religieux dominait la sensibilité des jeunes au détriment du sentiment patriotique ou national. Quant aux médecins, aux ingénieurs, aux pharmaciens diplômés d'Al-Azhar, ils ne purent être ni des médecins purs ni des «azhariens» purs; ce nouveau mélange devait fatalement aboutir à un extrémisme religieux profondément hostile à la science sauf lorsqu'elle permet de fabriquer des bombes. Ce n'est pas un hasard si la plupart des promus de l'université d'Al-Azhar sont devenus par la suite des Frères Musulmans ou membres d'autres organisations politiques d'extrême droite religieuse.

L'Égypte, qui était candidate à la réalisation de sa révolution laïque et démocratique en procédant, d'une manière plus tranchante, à la séparation entre la religion et l'État, se vit orientée sous un leadership nassérien qui, lui, était partisan d'une ligne de compromis permettant de flirter avec la religion et la science. Ce phénomène n'est d'ailleurs pas tout à fait étranger à l'histoire de la pensée égyptienne; le manichéisme constitue un trait saillant de l'histoire de la réforme religieuse de Rifa'ah At-Tahtawi à Mouhammad Abdouh. L'expérience nassérienne n'a pas adopté la ligne qui s'étend de Ali Abd Al-Raziq, auteur de *L'islam et les fondements du pouvoir* (1925) à Taha Hussein, auteur de *La Poésie antéislamique* (1926). Rappelons que les deux penseurs furent traduits en justice et leurs deux œuvres respectives furent censurées. Jugement et censure sont ainsi l'expression de l'impuissance de la jeune bourgeoisie égyptienne devant la peur d'être accusée d'athéisme. La peur de l'occupant et de ses alliés à l'intérieur, en l'occurrence le roi, se traduisait par la recherche de compromis des problèmes de la démocratie et de la

libération nationale. Cela s'était produit dans le climat de la chute de la révolution de 1919. Mais ces faits tragiques ne diminuent en rien le fait que la Constitution de Ahmad Orabi, leader de la révolution égyptienne contre le kedive et les Anglais (1881-1882) n'ait contenu aucune clause spécifiant la religion de l'État. Cela ne diminue en rien non plus le fait qu'il y ait une large opposition contre la persécution de la pensée de Ali Abd Al-Raziq et de Taha Hussein. Mais revenons à la révolution de 1952. En effet, la révolution nassérienne, pour réaliser la démocratie nationale de la classe moyenne, a adopté l'idée manichéiste de la réforme religieuse. Rappelons que l'idée de la conciliation de la science avec la religion a été forgée par les théologiens éclairés dans le but de moderniser l'islam, pour rouvrir les portes de la recherche, et pour justifier l'utilisation de la science dans les différents domaines de la vie pratique; mais elle ne peut être, en aucune façon, admissible venant de révolutionnaires qui cherchent, on le suppose, une harmonie entre la pensée et la pratique. En réalité, c'est l'absence de la démocratie, le manque de confiance dans le peuple qui ont amené l'expérience nassérienne à adopter cette solution de compromis productrice de contradictions interminables. Elle décida donc que l'État devait avoir une religion officielle. La conséquence fut la suivante : Les lois sur l'égalité des citoyens furent appliquées mais dans les lignes générales : la distribution de la terre, l'enseignement, le droit au travail furent garantis à tous; mais tout ce qui ne faisait pas l'objet des statuts ou des lois est resté soumis à la tradition d'avant la révolution. Il y avait toujours, comme d'habitude, un ministre chrétien au cabinet et dix députés chrétiens au Parlement; comme si l'État non démocratique accordait à une confession ce que la société ne lui accordait pas, alors qu'en réalité cet État n'a jamais accordé à la société l'occasion de s'exprimer et de dire son opinion; peut-être aurait-elle élu un seul député chrétien, ou cinquante. Peut-être il n'y a jamais eu un seul chrétien apte à assumer la fonction de ministre. Peut-être y en avait-il plus. Le fait est que le nomination restait toujours l'instrument de la dictature pour enraciner encore plus, involontairement ou sciemment, le confessionnalisme alors que l'intention première était de réduire la tension entre les différentes confessions. D'autre part, les ministères dirigés par des personnalités chrétiennes étaient, dans la plupart des cas, marginaux. Sa nomination était aussi un des éléments principaux pour faire sentir à de larges secteurs chrétiens égyptiens qu'ils n'étaient que des minorités, sans pour autant les traiter comme tels, mais sans les traiter non plus comme des citoyens à part entière. L'absence des chrétiens dans la plupart des postes principaux des organismes de l'État les a conduits à penser que celui-ci n'était pas juste à leur égard, qu'ils fussent considérés comme minorités ou comme citoyens à part entière. Tels sont les sentiments qui, pour la première fois dans l'histoire des coptes, ont abouti à des phénomènes nouveaux, tel le «groupe de la nation copte» qui a failli créer

un État dans l'État et qui, bien qu'officiellement dissout, persiste toujours mais en état de sensibilité errante chez ce très grand nombre de jeunes chrétiens qui ne pouvaient que recourir au «veto» de l'immigration vers l'Amérique, l'Australie, le Canada ou à celui d'entrer dans les ordres. En fait, la conduite terroriste du groupe de la nation copte à l'égard du Pape Youssab II en 1954 n'était pas une scène folklorique. Ceux qui voudraient bien parcourir des journaux comme *Al-Fida', An-Nil* ou *Misr* de la même année se rendront tout de suite compte de l'identité confessionnelle extrémiste de ce groupe qui, en fin de compte, n'était qu'une réaction à l'absence de la démocratie et à la prolifération des forces des Frères Musulmans. Voilà pourquoi il y eut cette amère polarisation dans les rangs du peuple égyptien. Les moyens d'information avaient présenté l'événement de 1954 survenu au palais pontifical comme un renversement du pouvoir dans le domaine ecclésiastique. En effet il l'était. Mais il était aussi une action contre l'État et contre le système social sous une forme convenant à une minorité confessionnelle et suivant le modèle militaire de la révolution de juillet 1952. Quant aux Frères Musulmans, leur appartenance à la majorité confessionnelle leur permit, la même année, de faire face à l'État en utilisant les moyens de la contre-révolution. Par la personne de Mahmoud Abd Ar-Raouf, les Frères Musulmans ouvrirent le feu sur Gamal Abd An-Nasser à la place Al-Manchiyyah à Alexandrie. Voilà la conséquence fatale de l'attitude négative du pouvoir nassérien quant à la question de la démocratie. Voilà ce à quoi peut aboutir une solution de compromis pour la question religieuse : l'extrémisme chrétien frôle la dissidence; l'extrémisme musulman, lui, attaque tout le système en vue de le renverser.

En dépit de l'épreuve armée[3] des Frères Musulmans, le système nassérien ne pouvait pas se débarrasser de ses origines socio-historiques, ni non plus de son identité culturelle : «Les premiers jours de la révolution, le général Muhammad Naguib s'était rendu sur la tombe de Hassan Al-Banna pour s'incliner et pleurer.»[4] La révolution décida par la suite d'ouvrir le dossier de l'assassinat de Hassan Al-Banna. Le colonel Muhammad At-Tab'i, procureur au tribunal d'exception, fit un glorieux éloge de l'«Imam Martyr»; il requit la peine capitale contre ses assassins en disant : «Le regretté Hassan Al-Banna avait un idéal pour lequel il donna sa vie; un idéal basé sur la réforme et visant à mettre fin à l'état d'occupation, origine et responsable principale de la corruption qui sévissait dans le pays.» Le hasard a voulu que, quelque temps après, ce même tribunal devait juger des Frères Musulmans, en condamner certains à la peine

3. *Op. cit.*, p. 59.

4. *Muhakamat Al-Thawra*, procès de Ibrahim Abd Al-Hadi Pacha, p. 179.

capitale et des milliers à des peines de prison. Au paroxysme de l'attaque menée contre les Frères Musulmans, Nasser s'était rendu un jour, en compagnie de quelques membres du Conseil de la Révolution et de quelques Frères Musulmans sympathisant avec lui, à la tombe de l'« Imam Martyr » pour lui rendre hommage.[5]

Pourtant, le marchandage avec l'extrémisme religieux ne fut d'aucune utilité. La répression, la prison, la torture et même la peine capitale n'empêchèrent point les Frères Musulmans, onze ans plus tard, de tenter une seconde fois d'assassiner Gamal Abd An-Nasser. L'absence de la démocratie, l'absence du laïcisme et la peur de la gauche étaient toujours là. En effet, la religion dans l'expérience nassérienne ne participait pas d'un plan stratégique pour une nouvelle structure sociale; il s'agissait toujours de tactique transitoire; c'était tout simplement une carte de manœuvre. Il est certain que l'État n'a jamais été religieux sous Nasser; mais il n'est pas moins certain que la religion n'était jamais séparée de l'État. S'il était facile d'abattre l'extrémisme religieux lorsque celui-ci brandissait un revolver, la révolution nassérienne était complètement incapable de lui faire face lorsqu'il brandissait « le livre »; car elle ne faisait pas le lien fatal qui rattachait le « livre » au revolver. Des écrits comme *La Barbarie du XX^e siècle* de Muhammad Qutb, *Des signes sur un chemin* de son frère Sayyid Qutb condamné à la peine capitale et exécuté, étaient publiés par les éditions de l'État et sous la responsabilité de M. Abd Al-Qader Hatem, à l'époque ministre des Affaires culturelles et de l'Information. Dans les faits, il n'y a jamais eu de *fitna,* ou sédition religieuse sous Nasser; officiellement, le « groupe de la nation copte », celui des Frères Musulmans étaient dissouts. Mais les braises étaient toujours sous la cendre. Les défaites furent chèrement payées; car il était facile de détruire tous les acquis positifs tant que la démocratie restait la grande absente. La démocratie, c'est-à-dire le seul élément dont la spécificité égyptienne en fait le lien entre la transformation sociale et la libération nationale. Sans démocratie politique, la démocratie économique et sociale ne pouvait, à son tour, qu'être le reflet de la pensée et de l'idéologie de la classe sociale dont a surgi la révolution de 1952. L'absence de liens organiques entre les trois éléments de la démocratie a abouti à l'échec du plan de développement économique en 1965 ainsi qu'à l'échec militaire devant l'ennemi en 1967. Il était facile de renverser le régime en 1971. Car l'absence d'un seul élément devait aboutir progressivement à l'effondrement des deux autres. Mais la défaite la plus profonde, c'est celle de la petite bourgeoisie dont l'une des couches politiques occupant le pouvoir effectif a vu en la gauche son ennemi. Le terrain était donc objectivement préparé pour un putsch

---

5. *Al Gumhuriyyah* (quotidien égyptien), 13 février 1954.

mettant fin à l'hésitation au profit de l'extrême droite religieuse. En réalité la religion sous l'expérience nassérienne était une des cartes d'un équilibre très précaire entre la droite et la gauche. Ce n'est pas étonnant si le succès fut du côté de la droite. Car jouer sur le terrain de la religion garantit toujours le succès des plus extrémistes.

4. Le tournant idéologique.

Le putsch du 14 mai 1971 commença ses opérations de récupération en se présentant comme étant idéologiquement contre la mystification. Au cours de cette année, Muhammad Hassanein Haykal publia deux articles sur le «spiritisme» auquel recouraient les leaders de l'aile nassérienne, éliminée à la suite du putsch, pour se mettre en contact avec l'esprit de Nasser afin qu'il les inspirât! Les deux articles visaient à présenter ce groupe comme n'ayant été que des pions du vivant de Nasser, des gens complètement incapables de prendre la moindre décision ou de jouer un rôle politique en son absence. Mais du même coup, ce n'était peut-être pas voulu, il fut prouvé que ce groupe croyait toujours à des pratiques moyenâgeuses et qu'il n'avait aucun rapport avec la science.

De toute manière, c'était à la première étape de la récupération; ce qui advint par la suite est beaucoup plus important. Le nouveau Président mettait son État sous le signe de «la science et la croyance». On le surnomma «le Président croyant». On ne l'appelait plus Anouar As-Sadate, mais Muhammad Anouar As-Sadate; ceci n'est pas sans signification car, subitement, on voyait apparaître dans les rues du Caire des filles portant le voile blanc; celui que portaient les femmes à l'aube de l'islam, celui qui est toujours porté dans certains pays arabes. Dans les mosquées de la capitale et des provinces, la prière du vendredi devenait une manifestation religieuse bruyante. Les fidèles étalaient autour de la mosquée des tapis et des nattes, mettant ainsi obstacle à la circulation. La télévision et la radio interrompaient leurs programmes pour diffuser l'appel à la prière cinq fois par jour : le matin, à midi, l'après-midi, au crépuscule et après le coucher du soleil. Le Parlement même devait interrompre ses séances aux heures de la prière. Journaux et magazines consacraient des pages entières à la religion. On commençait à parler de la nécessité d'appliquer la loi musulmane (la *chari'a*) à la place du droit commun, c'est-à-dire couper la main au voleur, lapider l'adultère, interdire l'alcool, etc. Aux universités, des journaux muraux religieux. Des bandes d'extrémistes provoquaient leurs camarades.

Le tout fut couronné par l'événement de l'École militaire en 1974. En effet, un groupe d'extrémistes armés prit d'assaut l'École militaire, tua des gardiens et tenta de prendre la direction de l'école pour procéder au renversement du pouvoir par la force armée. La tentative échoua tout simplement pour des raisons «techniques». Comme d'habitude le régime accusa les séditieux d'avoir porté

atteinte à la religion et d'avoir enfreint au verset coranique : «Obéissez à vos dirigeants.» Quelques ulémas d'Al-Azhar et de grandes personnalités de l'islam rédigèrent des articles accusant d'athéisme ces jeunes gens. Al-Azhar entra dans une opération de surenchère devant ces extrémistes, appelant à ne pas confondre la religion avec ceux qui l'exploitaient à des fins politiques. Pour lui, il s'agissait d'un groupe de névrosés. Les plumitifs de la psychologie et les caméras de la télévision les présentèrent comme des gens mentalement déséquilibrés. Enfin, les uns furent condamnés à la peine capitale, d'autres à des peines de prison. L'affaire s'en tint là, au moins officiellement. Quant aux sociologues, ils se sont attelés à la tâche de convaincre l'opinion publique que cette minorité «délinquante» a voulu se venger de l'ensemble de la société pour cause d'échec dans la vie familiale et universitaire. La personnalité psychopathique, voilà la raison officielle selon les moyens d'information. Pour le pouvoir autocratique, la seule solution constitutionnelle à ce problème c'était de créer l'État théocratique.

5. Vers un État confessionnaliste.

La différence fondamentale qui sépare l'expérience nassérienne du putsch de 1971, en ce qui concerne la question religieuse, c'est que la première a toujours été déchirée entre le laïcisme total que suppose la démocratie et l'hostilité viscérale à la démocratie, alors que le pouvoir issu du putsch de 1971 tente d'être logique avec lui-même et ce en créant une espèce d'homogénéité avec l'idéologie religieuse. Le seul problème c'est qu'il veut être tenant de l'idéologie aussi pour ne pas donner à d'autres la possibilité de créer des organisations politiques.

La différence entre les deux régimes est fondamentalement sociale. Durant les premières années de la révolution de juillet 1952, la scène politique en Égypte trahissait l'identité sociale de la révolution ; car moins d'un an après la prise du pouvoir, elle condamnait à la peine capitale deux leaders ouvriers de Kafr Ad-Dawwar pour avoir revendiqué le droit à la grève. A cette époque, le secteur privé était maître de la situation économique. Mais cette même révolution n'a condamné à la mort les Frères Musulmans que lorsque ceux-ci brandirent les armes contre la personne de Nasser en 1954. Il faut dire que la révolution a évolué par la suite, au point de ne pas avoir eu recours à la religion après la défaite de 1967 ; elle n'eut pas recours à la violence non plus, en dépit du désespoir immense, lors des grandes manifestations de 1968. Nasser fit la «déclaration du 30 mars» qui adoptait et faisait sienne la somme des discussions très larges provoquées par l'intelligentsia. La « déclaration du 30 mars» appelait à fonder l'État moderne basé sur les institutions et la souveraineté de la loi. Elle appelait la science à jouer son rôle dans la solution des problèmes de la société. Nasser apportait ainsi, au

moins théoriquement, la solution décisive au problème du sous-développement social. L'idéologie nouvelle, officiellement exprimée à travers la Charte Nationale, choisissait le socialisme scientifique comme méthode du changement social. La déclaration du 30 mars, elle, choisissait la démocratie comme mode de gouvernement. Mais durant les deux années qui précédèrent la mort de Nasser, ces intentions ne s'étaient pas transformées en législation, ne s'étaient pas traduites en mesures pratiques. Dans l'ensemble, elles constituaient une tendance intellectuelle vers la modernisation, le laïcisme et la renaissance contre une théocratie qui prolongeait ses racines sous la surface des classes sociales, dans les organismes de l'État et dans les méandres souterrains de la culture. Durant ces deux années, Nasser s'intéressait particulièrement aux aspects militaires de la libération du territoire, cherchant toujours la solution la plus rapide, fût-elle militaire ou pacifique. L'acceptation de la résolution 242 du Conseil de Sécurité en 1967, ainsi que la guerre d'usure constituent une représentation pratique de cet intérêt. Réunis avec lui un jour en 1969 à *Al-Ahram,* nous étions un groupe d'intellectuels marxistes. Nasser commença le dialogue en disant : « Nous ne discuterons pas de problèmes sociaux; ceux-ci resteront gelés jusqu'à la libération. » Mais quelques jours après cette réunion, il décidait de réduire la propriété terrienne de 200 feddans à 50. Mais la structure de la représentation de classes dans l'État restait sans changement aucun. En fait, l'idéologie du compromis, l'idéologie hésitante restait toujours en place; l'évolution des événements de l'après-défaite était donc déterminée.

Le Président Sadate, lui, venait non pas pour découvrir le lien indispensable devant rattacher la libération nationale et le changement social, à savoir la démocratie; M. Sadate prenait le pouvoir pour reformuler la société et le régime dans une orientation opposée plus conforme au nouvel État et son idéologie d'une part, et plus conforme à l'idéologie et à la formation personnelles du Président lui-même; d'autre part celle-ci, à l'origine, a été fortement influencée psychologiquement et doctrinalement par trois partis politiques et trois hommes. Pour les premiers il s'agit du parti national *Al-Watani*[6], de Jeune Égypte et des Frères Musulmans. Quant aux hommes politiques, il s'agit de Aziz Al-Masri pacha[7], chaykh Hassan Al-Banna[8] et M. Ahmad Hussein[9].

---

6. Plusieurs partis ont ce même nom de l'histoire de l'Égypte moderne. Mais le premier est né au sein de la révolution de Orabi vers la fin du siècle dernier. Il s'agit ici du parti du jeune avocat Moustapha Kamel. Fondé en 1907, ce parti devint plus conservateur après la mort prématurée de son fondateur.

7. 1879-1974 : officier égyptien, politicien de droite et aventurier.

8. 1906-1949 : fondateur des « Frères Musulmans » en 1928.

9. Fondateur du parti « Jeune Égypte » en 1930, sous le mot d'ordre « Dieu, la patrie et le roi ».

Décrivant sa première rencontre avec Hassan Al-Banna en 1940, alors qu'il n'était qu'un simple officier dans l'armée, le Président Sadate écrit : «Par hasard, il y avait parmi mes soldats quelques membres des Frères Musulmans. Le jour de l'anniversaire du Prophète, on me chuchota qu'à la porte attendait un grand homme qui voulait adresser quelques paroles aux soldats à l'occasion du «mawlid». J'étais de service; je demandai qui il était. Et lorsque je sus qu'il s'agissait du chaykh Hassan Al-Banna, guide suprême des Frères Musulmans, je l'accueillis chaleureusement en l'autorisant à s'adresser aux soldats à ma place. Le choix de son sujet était excellent, sa profonde compréhension de la religion était incomparable; ses explications ainsi que son élocution étaient excellentes. A tous les points de vue, cet homme était apte à un leadership religieux. Il était aussi profondément égyptien, avec tout ce que cette expression implique de courtoisie, de tolérance et de simplicité avec les gens. J'avais beaucoup entendu parler des Frères Musulmans. Je pensais qu'il s'agissait d'un groupe religieux dont le seul but était la réforme de la morale et la renaissance des valeurs de l'islam; mais après avoir écouté chaykh Hassan Al-Banna, ma conception de ce groupe commença à changer. Car cet homme parlait à la fois du monde d'ici-bas et de la religion d'une manière peu connue chez les religieux. J'avais pour lui une grande admiration. A la fin de la conférence je le félicitai de tout mon cœur. Nous discutâmes un moment et au moment de son départ il me convia à assister à la leçon du mardi qu'il donnait toutes les semaines après la prière du crépuscule au siège du groupe à Helmuyyah Al-Gadidah. En effet j'assistai à quelques leçons; à chaque fois, il m'accompagnait pour discuter. Je fus frappé de la manière dont ce groupe était organisé ainsi que du respect dont cet homme jouissait parmi les siens, un respect que l'on ne peut avoir que pour un saint. Les Frères étaient prêts à se prosterner devant moi du simple fait que le guide suprême m'accordait la faveur de m'asseoir près de lui.»[10]

Quant à Aziz Al-Masri, nous pouvons lire ceci : «J'admirais passionnément la personnalité de Aziz Al-Masri. Nous avions beaucoup à apprendre des expériences et des directives de ce grand guerrier. Je demandai alors au chaykh Hassan Al-Banna de nous réunir. Ce fut la même année que je fis la connaissance du chaykh. Ma demande fut satisfaite. Mes contacts avec Aziz pacha Al-Masri et le chaykh Hassan Al-Banna étaient permanents.»[11]

Sans entrer dans les détails politiques, l'élément commun qui rassemblait ces hommes ainsi que leurs partis était clair :

Aziz Al-Masri et Ahmad Hussein ne cachaient jamais leur sympa-

10. *A la recherche d'une identité*, p. 35.

11. Idem.

thie et leur relation directe avec l'Allemagne hitlérienne.

Hassan Al-Banna, lui, ne cachait jamais ses relations amicales avec les représentants de l'occupation britannique et avec les gouvernements minoritaires.

Les trois hommes étaient profondément partisans de l'organisation politique para-militaire et des assassinats individuels.

Les trois partis, le parti «Jeune Égypte», le parti national (watani) et les Frères Musulmans, croyaient en une idéologie islamique rassemblant tous les peuples musulmans. Ils étaient en même temps partisans d'un régionalisme égyptien. Le parti national, sous la direction de Moustapha Kamel, soutenait l'idée du kalifat ottoman contre l'occupation occidentale à la suite de la défaite de la révolution de Orabi. Les Frères Musulmans, eux, croyaient et croient toujours dans l'unité d'un monde musulman. Pour eux le nationalisme arabe est une idée colonialiste, bien qu'ils aient collaboré eux-mêmes avec la Grande-Bretagne. Pour le parti «Jeune Égypte», il brandissait le slogan «l'Égypte au-dessus de tous» tout en maintenant les contacts avec l'Axe.

Tout ceci veut dire que l'autocratie, c'est-à-dire le culte de l'individu au pouvoir, la théocratie, c'est-à-dire la soumission des rapports sociaux à la hiérarchie pyramidale, le terrorisme par les armes et la doctrine religieuse, et enfin le fait de s'appuyer sur la puissance internationale la plus réactionnaire, à savoir l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste, ainsi que la collaboration avec l'occupant britannique constituent les éléments communs chez ces personnalités et les partis politiques qu'ils animaient.

Du fait de son idéologie, de sa pratique politique et de ses origines sociales[12], le Président Sadate représente une synthèse de tous les éléments précités; ce sont ces éléments qui peuvent justifier son entente avec le capitalisme agraire, le capitalisme parasitaire et la bureaucratie et sa sympathie pour l'idée d'une couverture religieuse

---

12. Dans son livre *A la recherche d'une identité,* on peut déceler les indices du complexe social de Sadate depuis sa jeunesse. Il cite le «Pacha» qui répondit dédaigneusement à son père lorsque celui-ci lui demanda d'intervenir pour que son fils soit admis à l'École militaire : «Ce fut une expérience qui toute ma vie sera présente dans ma mémoire.» Mais après la mise sous séquestre de ses propriétés, Sadate voit un jour ce même pacha et lui dit : «Ne croyez pas que notre première rencontre ait laissé des traces.» (p. 27) Un autre exemple : accusé d'avoir collaboré avec les nazis, il fut emprisonné : «Un matin j'eus la surprise de voir le geôlier m'apporter de la nourriture et une excellente robe de chambre. Je l'étendis sur le lit, je la regardai, je la touchai. C'était un très bel objet comme ceux que l'on voit au cinéma. Je demandai au geôlier si cette robe de chambre était vraiment à moi. Rassuré, je l'endossai avec joie... car même lieutenant-colonel dans l'armée, je ne pouvais en acheter une semblable» (p. 65). Ou encore, décrivant les remparts du palais royal : «A cette époque, je ne savais pas que je participerai avec mes collègues au changement de l'histoire, qu'un jour je passerai par ces murs et que je m'assiérai sur le même siège que le roi Farouk» (p. 17).

pour l'État et pour la société. C'est là encore que réside la source de la crise qui oppose ce régime aux organisations politico-religieuses, plus anciennes que le régime lui-même et mieux organisées.

La libération nationale, le changement social et la démocratie, lien organique qui doit lier les deux premiers, furent les pierres d'achoppement du régime nassérien. Pour les éviter le nouveau régime eut recours à cette guerre d'Octobre, ersatz de la guerre de libération, à l'ouverture économique et à la pluralité des tribunes. Mais la guerre d'ersatz n'a pu réaliser la libération, ni l'ouverture l'économie. La pluralité des tribunes n'a pas été et n'est toujours pas capable de fournir la moindre garantie de démocratie. Dépendant du capitalisme international dirigé par les États-Unis, le régime actuel ne fait de l'ouverture et de la démocratie qu'un mauvais trompe-l'œil; car il ne peut en aucune façon cacher son autocratie comme mode de gouvernement, sa théocratie comme base des valeurs et des rapports auxquels on voudrait soumettre la société et sa bureaucratie comme structure socio-culturelle de l'État.

Pour toutes ces raisons, la polarisation confessionnelle et extrémiste connue en Égypte en 1954 est revenue au galop; car les Frères Musulmans ne sont plus les seuls à occuper la scène. A leur droite ainsi qu'à leur gauche d'autres groupes existent aujourd'hui : la Jeunesse de Muhammad (Chabab Muhammad), les Soldats de Dieu, sous la direction de Moustapha Chouri leader de *At-Takfir wa Al-Higrah,* etc. Quant au groupe de la nation copte, lui, il prit de nouvelles apparences n'ayant aucun rapport avec l'ancienne formule ni avec les anciens mots d'ordre. Il n'agit plus contre l'Église, mais bien sous sa protection. Tout ceci coïncidait avec les préparatifs très rapides du deuxième accord et de la guerre du Liban. Au moment où le pouvoir se préparait à conclure le traité de désengagement avec l'ennemi et où l'on mettait le feu au Liban, le paradoxe égyptien apparaît de la manière suivante : tentative de libaniser l'économie égyptienne, chose impossible; tentative de libaniser le conflit social, chose possible. Libaniser l'économie est impossible sur le plan stratégique, même si les couches parasitaires deviennent de plus en plus importantes par rapport à la production proprement dite; car la structure socio-économique égyptienne, de par ses composantes, est une structure productive et nationale. Outre l'histoire de la production agraire, outre le fait que l'Égypte est la première société arabe ayant réussi à s'approcher du niveau de l'Occident dans le domaine de certaines industries, les productions agraires et industrielles ont formé durant la dernière moitié de ce siècle une base sociale à la production locale. L'Égypte n'a jamais été un marché des monopoles internationaux dans le vrai sens du terme. Elle n'a jamais été non plus une société de commerce transitaire. Il est axiomatique de dire qu'elle n'est pas devenue une société de consommation du temps de la révolution puisque celle-ci avait entamé le processus de la création de l'industrie lourde et du secteur nationalisé. Le capita-

lisme commercial et particulièrement les secteurs du bâtiment et de l'import-export n'ont jamais été maîtres de l'économie égyptienne, même s'ils pouvaient occuper une place privilégiée lors de la naissance de la bourgeoisie égyptienne. Pour toutes ces raisons, le modèle de l'économie égyptienne constitue l'opposé radical de la structure de l'économie libanaise qui, elle, est essentiellement basée sur le commerce, le profit bancaire, le transit, le courtage et les commissions, etc. C'est là que consiste la différence fondamentale entre l'homogénéité sociale et culturelle de l'Égypte et la contradiction libanaise. La réalité c'est que la surface extérieure exigée par la société transitaire est brillante grâce aux plus récentes réalisations de la civilisation moderne alors que sous cette surface gît une société déchirée, émiettée et constamment secouée sous le vernis du modernisme par les conflits tribaux et confessionnels. La guerre de 1975 a fait sauter ce masque pour révéler un visage affreux et pour prouver, une fois de plus, l'impossibilité de ce que l'on appelle avec tant de complaisance : « l'équation libanaise »[13].

Il faut souligner aussi que l'Égypte n'a pas souffert de l'écart entre la forme et le contenu, tel qu'il a été vécu au Liban. La guerre au Liban prouve l'impossibilité de la continuité d'un tel modèle. C'est pourquoi il ne peut être reproductible en Égypte. D'autre part l'histoire sociale libanaise contient des éléments qui ont nourri la guerre confessionnaliste. Souvenons-nous des événements de 1860 et de 1958. En fait, ce que l'on appelle souvent le Grand Liban, fondé en 1920, ce que l'on appelle « la Charte Nationale » consacrée en 1943 devait un jour ou l'autre faire face à la question confessionnelle[14]. Ce sont là des éléments inexistants dans l'histoire sociale du peuple égyptien, dans sa géopolitique, dans sa composition démographique. L'unité de la Vallée du Nil, le millénaire État central, l'ouverture culturelle sur les mondes antiques, moyenâgeux et moderne, les conquêtes et les contre-conquêtes, et l'exceptionnelle situation stratégique ont fait de l'Égypte un pays relativement stable et homogène dans son corps comme dans son âme. C'est pourquoi aussi sa physionomie de classe a toujours été classique, et l'unité

---

13. A ce propos, la romancière arabe Ghada Al-Samman publia un livre d'une grande importance : *Beyrouth 1975,* paru un mois avant la guerre, dépeint au niveau littéraire le déterminisme socio-culturel de la chute d'un tel système social. Le deuxième roman, *les Cauchemars de Beyrouth,* fut publié en 1976, il représente cette chute prévue. Éd. : *Dar Al-Adab,* Beyrouth.

14. Lire à ce propos : *Al-Omiyyah Al-Cha'biyyah fi Lebnan* de Yusuf Khattar Al-Hilw, éd. : *Al-Nagah,* Beyrouth, 1955; *Tarikh Lebnan Al-Igtimaï* de Mas'ud Daher, éd. : *Al-Farabi,* Beyrouth, 1974; *Fi usul Lebnan At-Taïfi* de Waddah Chararah, éd. *At-Taliah,* Beyrouth, 1975. *Ma'rakat Al-Uruba wa Ad-Dimuqratiyyah fi Lebnan,* de Bichara Marheg, éd. *Al-Muassassah Al-Arabiyyah lil Dirasat,* Beyrouth, 1974 et *Adwa' Falsafiyyah Ala Sahat Al-Harb Al-Lebnaniyyah* de Antoine Georges Khoury, éd. *At-Taliah,* Beyrouth, 1978.

nationale un cas socio-culturel. Quant aux exceptions confessionnelles ou tribales, elles ne pouvaient que constituer une marge secondaire par rapport à l'ensemble général du peuple égyptien. Ainsi donc il était impossible de libaniser le conflit social en Égypte; de même il était impossible de libaniser l'économie. Mais, pour un certain temps, la tentative parut possible, au temps où la politique dominait les données historiques, sociales et culturelles en faisant occuper par la superstructure sociale une place exceptionnelle sur la scène politique, influençant ainsi les facteurs économiques et culturels. L'économie fut «ouverte» sur le transit, le conflit social et la libération nationale furent voilés par l'idéologie religieuse et l'action théocratique.

6. Une fausse droite et deux droites authentiques.

A la suit de «l'ersatz de guerre» et parallèlement aux décisions économiques et stratégiques, la droite au pouvoir fut assiégée par la droite religieuse, plus conséquente avec elle-même, et par la droite libérale représentée par les restes du parti Wafd. La droite religieuse avait pu récupérer ses forces progressivement grâce à la protection du régime. Mais cette protection ne l'empêcha pas de se retourner ouvertement contre le régime et de déclarer qu'elle est plus fidèle aux principes de l'islam et qu'elle a un droit historique à représenter ces principes. La droite libérale, elle, s'était progressivement développée grâce aux mots d'ordre de l'ouverture économique; elle fut la première à comprendre que la liquidation de la révolution de Juillet signifiait le retour au régime précédent mais sans restauration. Elle eut recours à ses vieux symboles, aidée en cela par l'ancienne popularité du parti Wafd, détenteur historique du droit de représenter le libéralisme et l'unité nationale des chrétiens et des musulmans ensemble.

Le nouveau régime fut certainement surpris par la résurgence de ces deux phénomènes, bien qu'il en ait été le parrain : le putsch avait réalisé sa contre-révolution pour son propre compte d'abord, pour les catégories sociales qui l'ont soutenu ensuite et pour les puissances arabes et internationales qui l'ont aidé en troisième lieu. En agissant de la sorte, il ne pensait pas que la base sociale de l'idéologie religieuse pouvait être plus authentique que la sienne propre et que celle qui regroupe les partisans de l'économie libre est beaucoup plus importante qu'il ne le pensait. Par conséquent, et en dépit de la contradiction apparente, ces deux derniers courants sont particulièrement intéressés par la contre-révolution.

Depuis l'affaire de l'École militaire, les groupuscules de l'extrême droite religieuse possèdent la force de l'initiative organisée; à preuve l'infiltration de la pensée de l'extrême droite religieuse dans le corps même de l'armée. La conséquence directe de cette infiltration peut être représentée par les rumeurs qui ont couru durant la guerre

d'Octobre et selon lesquelles des militaires chrétiens auraient été responsables de la brèche du Déversoir; ce qui obligea le Président Sadate à nommer un officier chrétien, héros de la libération de l'est de Qantara, à la tête de la deuxième armée.

Cet événement sanglant permit la découverte de deux phénomènes inséparables : de nombreux jeunes gens abandonnaient leurs études ou leurs fonctions pour prendre le maquis en haute Égypte dans les grottes des montagnes. Ils quittaient leurs vêtements civils pour prendre ceux des Bédouins ou des paysans; ils changeaient même leurs noms et rompaient toute relation avec la société pour entrer dans un nouvel ordre où ils passaient tout leur temps à étudier le Coran, à suivre les directives de leurs guides et à manier les armes. Ce phénomène en révéla un autre. En effet on découvrit d'importants dépôts d'armes cachés en haute Égypte. A Qana on a pu saisir plus de trente mille pièces d'armes légères et lourdes dont notamment des pièces d'artillerie anti-aérienne.

A aucun moment des enquêtes menées sur ces phénomènes, les responsables ne virent de rapport, ou ne voulurent le faire, entre l'affaire de l'École militaire, ces jeunes gens qui prenaient le maquis et les grandes quantités d'armes dont un individu ne peut pas disposer généralement. Pour les responsables de ces enquêtes la jeunesse était malade et le stockage de telles quantités d'armes illicite.

Henry Kissinger, secrétaire d'État américain, déclara en mars 1975 l'échec de sa tentative de parvenir à un deuxième accord de désengagement. La guerre du Liban éclata le 3 avril de la même année. Elle commença d'une manière symbolique mais non moins représentative; car la première balle tirée partait du camp phalangiste, visant le cœur palestinien. Vint ensuite le sommet de Salzburg Sadate-Ford; c'était en juillet 1975, juste quelques mois avant la signature du premier accord de désengagement. Mais la guerre du Liban faisait son chemin et les balles confessionnelles visaient le cœur de la nation libanaise. Que fut donc la réaction officielle du régime égyptien quant aux événements intérieurs et extérieurs?

Au cours d'une visite au canal de Suez à l'occasion du premier anniversaire de sa réouverture, le Président Sadate déclara qu'il ne considérait pas Pierre Gemayel comme un traître et qu'il ne pouvait mettre en doute son intégrité arabe. A la même époque on publiait en Égypte les résultats d'un recensement national selon lequel le nombre des chrétiens égyptiens serait de 2 300 000. On voyait mal les raisons qui ont incité à entreprendre un tel recensement; mais les moyens d'information audio-visuels diffusaient ce chiffre d'une manière intensive qui ne pouvait manquer d'attirer l'attention. A la même époque, Al-Azhar présentait au Conseil du Peuple un projet de lois sur la délimitation des communautés religieuses; En réalité ce n'était qu'une manœuvre de la part du régime pour répondre à

l'extrémisme religieux à l'intérieur du pays et pour couvrir l'accord du Sinaï en soutenant le plus confessionnel des partis au Liban. Le régime voulait être plus musulman que les groupuscules musulmans à l'intérieur tout en voulant être le plus grand allié du parti chrétien au Liban. Ce ne sont là que deux faces de la même médaille.

Nous pouvons remarquer qu'actions et réactions confessionnelles se manifestaient à l'origine au sein des milieux officiels; le recensement a été effectué par les instances gouvernementales; le projet de loi sur la délimitation des communautés a été présenté par Al-Azhar et non pas par les Frères Musulmans. La protestation chrétienne ne vient pas du « groupe de la nation copte » ni même des écoles du dimanche; elle émane des prêtres, des évêques, des archevêques, des patriarches et enfin du palais pontifical. Et comme Al-Azhar polarise un secteur de la population plus grand que celui que rassemblent les groupuscules extrémistes, et comme l'Église rassemble autour d'elle un plus grand nombre de fidèles que ceux attirés par les groupes extrémistes coptes, il est facile d'imaginer le trouble profond déferlant sur l'ensemble de la population égyptienne. Une infime minorité dans les milieux religieux se rendit compte de l'effrayante dimension politique que dissimulaient le recensement et le projet de loi sur les communautés. Moins nombreux encore furent ceux qui aperçurent le rapport entre la tentative de libaniser l'Égypte et celle de lui donner l'Arabie Saoudite comme modèle. Peu de personnes donc ont pu voir le problème sous son véritable jour : il ne s'agissait pas de différend entre chrétiens et musulmans; le problème n'était pas non plus celui de l'application de la loi islamique (la charia) à la place du droit commun; il s'agissait, il s'agit toujours, du rôle de l'Égypte dans le conflit du Moyen-Orient à partir de l'accord du Sinaï jusqu'à la visite à Jérusalem en passant par la guerre du Liban.

M. Gamal Sadeq Al-Marsafawi, conseiller juridique et Président de la cour de cassation, sortit subitement de son silence qu'il respectait scrupuleusement depuis sa nomination en 1972 pour préciser dans une déclaration, que le comité supérieur du développement des lois a terminé l'étude des projets de lois et que celles-ci relevaient de la responsabilité du ministère de la Justice « qui doit les appliquer aux Égyptiens et aux non Égyptiens et aux musulmans et non musulmans en respect de la régionalité des lois ». [15] La déclaration de M. Marsafawi résumait les lois en question : c'était les mêmes propositions que celles d'Al-Azhar avec en plus une apparence juridique. La loi sur le reniement de la foi, par exemple, a été changée en « loi de l'abandon de la religion musulmane ». Le projet de loi précise : « tout renégat sera convié à revenir sur sa décision et à se repentir; si trente jours après, la personne intéressée ne revient pas à l'islam, si elle

15. P. 42, *Al-Gumhurriyah*, égyptien, le 11 juin 1977.

persiste dans reniement, elle sera condamnée à la peine capitale »[16]. Le projet de loi précise en outre qu'il suffit de deux témoins pour attester le reniement de la foi afin que jugement soit rendu.

Bien que ces idées officielles aient été accompagnées d'une campagne de presse non moins officielle contre la gauche, l'athéisme et les organisations musulmanes extrémistes, l'Église se sentit directement visée par une telle loi; les penseurs de gauche, eux, voyaient que le régime voulait aller encore plus loin que les sanctions, déjà prescrites, contre toute pensée libre, et afin de pouvoir appliquer la peine de mort en cas de procès contre la gauche sous le prétexte du reniement de la foi. Mais les intentions sont une chose et la réaction des non musulmans en est une autre. L'écrivain de droite Moustapha Amin exprima son hostilité à la promulgation d'une telle loi[17], mais la réaction confessionnelle était déjà lancée et manifestée surtout après la ratification de la loi par le Conseil d'État et après sa publication dans le journal officiel.[18]

Le 17 janvier 1977 se tint le plus important congrès religieux chrétien dans l'histoire du pays depuis soixante-six ans[19]. La déclaration finale de ce congrès, qui ne fut d'ailleurs pas publiée, disait notamment : « Il était nécessaire de réunir sous forme de congrès les représentants du peuple copte avec les pères de l'Église pour étudier certaines questions générales intéressant tous les coptes. Le souverain pontife, le Pape Chenoudah III, nous accorda la grâce d'assister à la séance inaugurale tenue le 17 décembre 1976 à la cathédrale Saint-Marc. »[20] « Les congressistes ont étudié les sujets exposés. Ils ont fait la revue des décisions arrêtées lors de la réunion du comité préparatoire des prêtres des Églises coptes en Égypte, tenue le 5 juillet 1976. »[21] Tous, responsables de l'Église et fidèles, prennent

---

16. Idem, p. 42.

17. Dans son éditorial quotidien, Moustapha Amin écrit : « Je remercie Dieu que cette loi approuvée par le Conseil d'État, condamnant le renégat à la peine capitale, n'ait pas été promulguée il y a 70 ans, car Quassem Amin publiant son livre *Libérer la femme* fut accusé de renier l'Islam. Ali Abd-Al-Razeq fut lui aussi accusé d'apostasie lorsqu'il publia *l'Islam et les bases du gouvernement.* Il en fut de même pour Taha Hussein lorsqu'il publia *De la poésie antéislamique.* Dans dix ans peut-être un tyran prendra le pouvoir en Égypte et pourrait considérer comme renégats ceux qui le critiqueraient, ceux qui revendiqueraient la libreté, ceux-là pourraient être tués ou lapidés par des pierres pointues. »

18. *Al-Ahram*, p. 43, le 15 juillet 1977.

19. Le premier congrès confessionnel chrétien dans l'histoire d'Égypte eut lieu à Assiout en 1911. L'occupant britannique avait réussi à provoquer des troubles confessionnels à la suite de la défaite de Orabi et de la nomination de Boutros Ghali pacha, président du Tribunal de Dinchiwag, qui condamna à la peine capitale un groupe de paysans ayant refusé à des officiers anglais l'autorisation de chasser des pigeons près de leur village (1906).

20 et 21. p. 44. C'est la première fois que l'on fait état de conférences préparatoires antérieures jamais mentionnées auparavant.

note de deux considérations inséparables. Premièrement, la croyance inébranlable en l'Église copte éternelle en Égypte sanctifiée par saint Marc et par les martyrs des innocents à travers des générations. Deuxièmement, fidélité totale à la patrie dont les coptes représentent la plus vieille et la plus pure de ses races; aucun peuple dans le monde n'est aussi attaché à la terre de sa patrie et à sa nationalité comme le sont les coptes pour l'Égypte. La déclaration fait ensuite la revue des sujets exposés, à savoir la liberté de la croyance, la liberté de la pratique confessionnelle, la protection de la famille et du mariage coptes, l'égalité des chances, la représentation des coptes dans les organismes parlementaires et la mise en garde contre les tendances religieuses extrémistes. La déclaration demandait l'abrogation du projet de loi sur le reniement de la foi, l'élimination de l'idée de l'application de la loi musulmane sur les non musulmans, l'abrogation des lois ottomanes restreignant la construction des églises, l'élimination du critère de la confession dans les statuts de l'embauche dans la fonction publique et enfin la liberté de la publication.

Cette déclaration, on s'en rendait bien compte, s'adressait aux instances supérieures dans la hiérarchie de l'État. Elle utilisait sciemment des expressions extrémistes du genre «le peuple copte», «la race pure des coptes». Soulignons d'autre part «le rassemblement autour de l'Église»; cela veut dire que le rassemblement se fait dans la légitimité et en allant de pair avec l'attachement à la patrie. Mais le plus grave dans cette déclaration réside dans ce qu'on a appelé «recommandations exécutives». Celles-ci demandent aux chrétiens de procéder à un jeûne total durant trois jours du 31 janvier au 2 février 1977, de «considérer le congrès en réunion permanente pour veiller à la suite de l'application des recommandations concernant toutes les questions coptes générales».

La présidence de la République reçut plusieurs notes adressées par des coptes résidant aux États-Unis et au Canada. Elles étaient datées du 11 février 1977. Le Président du Conseil du Peuple, lui, recevait de l'Australie une note datée du 9 mai 1977. Toutes les deux traitaient des mêmes sujets exposés dans la déclaration d'Alexandrie. Un ensemble de questions adressées par l'Église copte à Melbourne à M. Sayed Mar'i attirent particulièrement notre attention. «Que dire, écrivent les auteurs de ce message, des articles qui considèrent notre Saint Évangile comme apocryphe[22]? Que dire des articles qui nous qualifient d'athées et de «muchikins»[23]? Que signifie l'appel à la

---

22. Il s'agit d'un article paru dans *Al-Ahram* le 12 mars 1976, signé Chaykh Hassanein Makhluf.

23. Il s'agit de l'avertissement du Chaykh Al-Fahham, publié dans *Al-Ahram* du 22 octobre 1976.

conquête des athées et des « muchikins »[24] (ceux qui associent à Dieu une autre divinité) ? » En outre, cette note soulignait une statistique sur le nombre des chrétiens égyptiens dans la fonction publique actuellement par rapport au passé. A ce message adressé à M. Sayed Mar'i était joint un document intitulé « Les décisions du congrès copte réuni à Melbourne le samedi 25 juin 1977, à Sidney le dimanche 30 juillet 1977 » et dans lequel les congressistes déclaraient leurs intentions d'entreprendre un jeûne total, de réunir dans un petit livre les déclarations des responsables gouvernementaux au sujet de la loi musulmane, traduites en plusieurs langues, d'entreprendre une marche copte dans toutes les villes en Australie, de contacter toutes les Églises coptes en Amérique, en Europe et en Afrique pour la coordination des actions et de préparer un congrès pour tous les responsables au gouvernement, à la radio et à la télévision. L'activité de chrétiens égyptiens en Australie n'avait pas besoin de prendre contact avec les autres continents, car en réalité les activités des chrétiens égyptiens résidant à l'étranger ont été toutes déclenchées en même temps. On ne peut pas penser de bonnes intentions ou de spontanéité dans ces cas. Sans trop entrer dans les détails nous pouvons dire que ces activités à l'étranger visaient à rapprocher les chrétiens libanais de l'extérieur à tous les chrétiens orientaux résidant à l'étranger. C'était cousu de fil blanc. Peu importaient les moyens, que ce fût l'accord du Sinaï ou la guerre du Liban.

Ainsi la presse internationale commençait à parler d'une « question copte ». Il y eut même à Paris un magazine portant le nom de *Al-Alam Al-Qibti* (le Monde copte)[25]. Tout ceci ne manque pas de nous faire monter dans l'histoire, vers 1911 lorsqu'un congrès islamique fut tenu en riposte à un congrès copte à la suite de quoi la nation frôla le danger de la scission; l'occupation britannique saisit l'occasion pour proposer une « loi pour la protection des minorités »,

---

24. Voir l'article de Muhammad Bissar, *Al-Ahram* du 24 septembre 1976.

25. N'est-il pas curieux que le premier numéro de ce magazine apparaisse au mois de juillet 1977, là où la crise confessionnelle atteint son point culminant en Égypte ? Dans l'éditorial de présentation, on peut lire notamment que le magazine vise à créer des liens entre les coptes dispersés dans le monde. Les commentateurs, étonnés à juste titre, remarquèrent que trois précédents avaient, fait exceptionnel, comblé le premier numéro d'illustres messages. Le Président Giscard d'Estaing trouvait dans les yeux du Sphinx des regards « non pas tournés vers le passé, mais vers l'horizon attendant que le soleil »; Anouar Al-Sadate, lui, décrivait la civilisation copte comme « tendant à consolider les liens avec les pays francophones ». M. Léopold Sedar Senghor trouvait dans ledit magazine « un héritage de l'ancienne civilisation égyptienne ». N'est-il pas normal, écrit Georges Al-Rasi dans *Al-Destour* du 8 août 1978, de se demander s'il y a un lien diffus entre le mouvement du courant copte et les tentatives insistantes visant à créer des discriminations confessionnelles en Égypte du type libanais surtout à la suite de l'émergence des groupes extrémistes du genre *Al-Tafkir wa Al-Higrah ?*

loi qui fut catégoriquement rejetée par les coptes eux-mêmes[26]. Mais revenons à l'histoire actuelle : au mois de juillet 1977 fut tenu le «Congrès des associations et des groupes islamiques» sous le patronage du chaykh d'Al-Azhar Abd Al-Halim Mahmoud, auquel participèrent «toutes les institutions et associations islamiques en Égypte». La déclaration finale du congrès portait les recommandations suivantes :

Toute législation, tout jugement contraire à l'islam est considéré comme faux. Les musulmans ne doivent pas s'y soumettre; ils doivent le contester et recourir à la législation divine. Leur foi n'est effective qu'en se soumettant à cette loi et à elle seule.

Revendiquer l'application de la charia musulmane est un devoir de tout musulman. Personne n'a le droit de la commenter. Nous n'acceptons aucun conseil de modération ou d'ajournement en cette matière.

Ajourner l'application des lois musulmanes constitue un péché et une désobéissance quant à Dieu et à son Prophète. L'institution législative doit s'acquitter de sa responsabilité devant Dieu et les hommes et ce en procédant à la ratification des projets de lois qui lui sont proposés.

Le Congrès prend avec beaucoup de considération la déclaration de M. le Président de la République annonçant son intention de purifier l'administration de tous les éléments athées[27]. Le Congrès l'adjure d'accélérer la mise en application de cette décision pour le salut de la nation et pour son renforcement.

Le Congrès adjure le Président de la République d'ordonner l'épuration des moyens d'information.

Il est indispensable de fournir à la jeunesse dans tous les degrés de l'enseignement une éducation religieuse.

Le comité exécutif du Congrès assure une permanence afin de suivre de près les efforts exprimant l'unanimité de la nation pour l'application de la loi musulmane.[28]

La déclaration souligne dans sa conclusion que Al-Azhar ainsi que toutes ses institutions ont participé à ce congrès; entendez : comme celui des chrétiens, ce congrès s'est tenu lui aussi dans le cadre de la légitimité.

---

26. Il s'agit d'un projet de loi qui à l'époque avait même été refusé par les coptes; parmi les grands hommes politiques coptes ayant participé à cette levée de boucliers figurent Wissa Wassef pacha, Senut Hanna Bey, Wassef Ghali pacha, William Makram Ubeid et l'évêque Morqus Sergius.

27. Le Président Sadate avait fait cette déclaration à la suite du soulèvement de janvier 1977.

28. Le magazine *Ad-Da'wa*, organe des Frères Musulmans, venait de réapparaître. Dans son numéro de février 1977, on pouvait lire un article où il était dit que les chrétiens acceptaient l'application de la *Charia* musulmane.

Mais, comme ces deux légitimités sont d'ordre confessionnel, si l'on peut s'exprimer ainsi, la légitimité politique du régime, elle, parut en porte-à-faux entre deux droites, la droite religieuse, musulmane ou chrétienne, et la droite séculière représentée par la résurgence du parti Wafd. La première est plus cohérente idéologiquement que les mots d'ordre du régime. La deuxième est, économiquement, plus cohérente et plus authentique que l'alliance au pouvoir. Libaniser l'Égypte ou lui donner l'Arabie Saoudite comme modèle resta donc une opération sans lendemain, même si la contre-révolution avait à un moment pensé le contraire.[29]

7. La désillusion par le sang.

Le 3 juillet 1977, quelque peu après minuit, le rêve se transformait en cauchemar. Quelque chose venait de se produire. Personne n'en fut au courant, sauf quelques membres de la famille d'un chaykh « azharien ». Le lendemain, vers onze heures du matin, le téléphone sonnait chez certaines personnalités. A l'autre bout du fil, une voix jeune, calme et monotone répétait inlassablement : « Nous sommes le groupe que les athées appellent *Al-Takfir Wa Al-Higrah,* nous venons de kidnapper le docteur Hussein Az-Zahabi qui a publié un article contre nous le 30 mai dans le journal impie *Al-Akhbar.* » La nouvelle se propagea rapidement dans tout le pays. Le Président Sadate n'était pas en Égypte. Il était quelque part entre la Roumanie, l'Iran et l'Arabie Saoudite. Son premier ministre, l'ancien policier Mamdouh Salem, pilier du putsch du 14 mai 1971, prit l'initiative de mobiliser toutes les forces de sécurité, secrètes et publiques, pour

---

29. Le paradoxe resta et reste toujours le suivant. Selon les statistiques de 1977 de la radio-télévision, le nombre d'heures de programme et de causeries religieux émis par les organes officiels s'élève à 32 heures par jour. Une étude statistique publiée en nombre limité par l'Université américaine du Caire rapporte que pour la même année les pages religieuses dans la presse écrite s'élèvent à 120. Les statistiques de la Bibliothèque nationale indiquent toujours pour la même année la publication de 1 035 ouvrages religieux, hormis les rééditions du Coran. Cependant le magazine *Ad-Da'wa,* organe des Frères Musulmans, écrivait dans son numéro d'août 1977 sous le titre : « Voici l'opinion du peuple, Monsieur le ministre de l'Information » que la télévision, par les pièces immorales qu'elle diffusait, faisait de la propagande en faveur des... tromperies conjugales (sic), et que l'état de la science et de la foi n'est qu'un simple slogan pour les moyens d'information. Le Congrès islamique, lui, adjura le Président de la République de purifier les moyens d'information de « ces immoralités qui blessent les musulmans ». Quant au Centre de recherches sociales, il rapporte dans une étude statistique que les boîtes de nuit de la rue des Pyramides ont augmenté de 375 % entre 1976 et 1977, que les appartement meublés pour la prostitution ont augmenté de 1 000 % pour la même période et que les viols et les rapts de filles ont augmenté de 400 %.

trouver le chaykh détenu. Malgré le gigantisme du mouvement, ses forces ne parvinrent à trouver ni l'homme ni ses ravisseurs. Ce n'est que quelque trois jours plus tard qu'on découvrit le cadavre de la victime. Il était plus facile à partir de ce moment de mener une vaste campagne de recherche. Des repaires furent découverts. Le chef de la bande, l'« Émir » comme l'appellent ses adeptes, Choukri Ahmad Moustapha, fut arrêté. Une vague d'arrestation déferla sur tout le pays depuis Alexandrie au nord jusqu'à Assouan au sud en passant par tous les gouvernorats du Delta et de la haute Égypte. C'est là qu'on découvrit que ce groupe avait implanté des « principautés » (sorte de cellules) dans chaque ville et dans chaque village. D'importantes quantités d'armes et d'argent liquide furent saisies.

Quelle fut l'attitude du régime? Et quelle a été la réaction de la société? Quel est ce groupe qui aime tant se faire appeler « les choukristes » en guise d'allégeance et de soumission à leur chef Choukri Ahmad Moustapha, lequel se fait appeler Émir ou prince des croyants?

L'attention des Égyptiens fut, bien sûr, particulièrement attirée par le fait que cet événement constituait le premier assassinat politique en Égypte depuis trente ans. Il était radicalement différent de tous les assassinats politiques commis dans les années 40; car pour la première fois on enlevait une personne, on demandait une rançon contre sa libération. C'était aussi un assassinat individuel différent de ceux pratiqués sous la commande du roi Farouk ou des gouvernements des minorités constitutionnelles. On n'y reconnaissait pas l'action des petits noyaux terroristes de naguère; car il s'agissait d'une action collective organisée et sur la base d'une décision politique idéologiquement fondée. La victime enfin était une grande figure parmi les ulémas d'Al-Azhar.

Si durant les trois jours des recherches les masses égyptiennes retenaient leur souffle et éprouvaient la confusion la plus totale, le régime, lui, était en situation critique. Sa dignité policière était rudement mise à l'épreuve. De plus, des rumeurs au sujet d'une liste de personnalités « assassinables » faisaient tressaillir les responsables. Pourtant, l'arrestation de la plupart des membres de ce groupe ainsi que de leur chef n'amena aucun changement sur leur manière de considérer l'affaire. Les grandes figures d'Al-Azhar mobilisées dans une vaste campagne de presse, continuaient de vilipender les extrémistes. « Les membres de *Al-Takfir Wa Al-Higrah* sont atteints de complexes psychiques » selon le chef de la confrérie « Muhammadiyyah » (*Al-Ahram* du 8 juillet 1977). « Ce n'est pas une association religieuse; c'est une bande d'athées et destructeurs » dit le Président de l'association « char'iyyah » dans le même numéro. « Les principes de *Al-Takfir Wa Al-Higrah* sont contre les enseignements de l'islam » dit le Président du groupe *« Chabab Muhammad »* (la Jeunesse du Prophète). « L'islam ne reconnaît pas ces barbares et terroristes qui menacent la sécurité de la société » déclara le Prési-

dent de l'association du maintien du Coran dans le même numéro du même journal[30].

Mais toutes ces déclarations faisaient de l'exégèse autant qu'elles justifiaient le régime, celui-ci se trouvant dans une véritable crise d'identité. Il était pratiquement déchiré entre les mots d'ordre religieux qu'il lançait coup sur coup et sa réalité économique dite d'ouverture. La légitimité même d'Al-Azhar fut mise en cause par ce groupe d'extrémistes. Et l'État était carrément accusé d'athéisme. En d'autres termes, plus le régime colorait l'État et la société de teinte islamique, sous les pressions extérieures de l'Arabie Saoudite et intérieures des Frères Musulmans, et plus il glissait sur la pente d'une explosion confessionnelle. Il n'était pas possible, même en balançant la réputation de la liberté des cultes, de la tolérance et de la culture millénaire en Égypte, de soumettre huit millions de chrétiens égyptiens à la loi musulmane.

Le régime continua donc sa politique de la fuite en avant; face aux extrémistes il eut recours à la surenchère. Il lança des mots d'ordre plus extrémistes. Les plumitifs à la solde du régime représentaient cette situation de troubles confessionnels comme étant la conséquence du manque de foi chez les gens, de l'inexistence d'une véritable éducation religieuse et de la propagation des idées athées de la gauche. En réalité le régime de M. Sadate cherchait à créer une union confessionnelle et non pas une union nationale; la première lui avait permis de battre la gauche. Réunir l'Église et Al-Azhar sous sa direction aurait permis de faire face à l'athéisme, entendez la gauche, de tirer le tapis sous les «minorités déviationnistes, chrétiennes ou musulmanes et de réduire l'importance politique grandissante des forces de gauche et de la droite wafdiste. Car la gauche qui, au moment de l'autorisation des partis politiques, paraissait comme un décor chancelant, stade que l'on ne voulait point qu'elle dépassât, commençait à polariser des masses populaires non négligeables. Des personnalités chrétiennes et musulmanes éclairées y adhéraient massivement, soulignant ainsi leur soutien à l'unité nationale, sociale et non confessionnelle. Quant au Wafd, lui, il réussit en très peu de temps à polariser de très larges secteurs parmi les chrétiens égyptiens; comme si l'Église y trouvait refuge en fuyant le parti du gouvernement. Le Wafd est historiquement connu, depuis la révolution de 1919, par son soutien à l'unité «de la croix et du croissant».

Il était normal, dans ces conditions, que le citoyen musulman

30. Le chaykh Hassanein Makhful, mufti d'Égypte, décrivit ce groupe comme étant des «criminels n'ayant aucun scrupule pour semer la corruption sur la terre». Muhammad Sallam Makdur, chef de la section de la *Charia* de la faculté de Droit du Caire, y vit des hommes iniques. Ahmed Chalabi, directeur de la section de l'histoire de l'islam de l'Institut *Dar Al-Ulum,* déclara qu'un tel événement était unique dans l'histoire de l'islam (*Al-Ahram* du 8 juillet 1977).

écoutât, ne serait-ce que par curiosité, la voix de Choukri Ahmad Moustapha, émir du groupe *At-Takfir Wa Al-Higrah.* Il était normal aussi qu'il la trouvât plus conséquente que les mots d'ordre du régime et de Al-Azhar ensemble. Le nom du groupe *Takfir Wa Higrah* était simplement un sigle résumant l'appel des choukristes à condamner l'Etat, la société et le monde moderne dans sa totalité dont il faut dévoiler l'impiété. L'appel à l'émigration *(higrah)* se voulait une invitation de l'émigration du Prophète, une préparation à un changement total par la force des armes. Mais aucun des procureurs chargés d'interroger les accusés ne se donna la peine d'établir le lien logique qui rattache l'assassinat du chaykh Az-Zahabi aux phénomènes antérieurs : l'affaire de l'École militaire, la saisie de grands dépôts de munitions et d'armes, l'émigration collective, le désert et la constitution de véritables maquis, la recrudescence des activités de l'extrême droite religieuse à l'université, etc. Aucun procureur, en dépit de l'existence des documents les plus compromettants, ne se donna la peine d'établir ce lien organique qui rattache l'idéologie du groupe choukriste à celle des Frères Musulmans. Il était impensable, à fortiori, de remonter dans l'histoire vers le siècle dernier pour découvrir les origines sociales de la pensée religieuse extrémiste.

Que disent les écrits du prince des croyants Choukri Moustapha, prince de la fin des temps, héritier de la terre et de ce qui marche dessus selon les titres qu'il s'accorde dans son opuscule *At-Tawassumat* (les regards scrutateurs) ? Ce texte que les choukristes font circuler sous le manteau est sous forme de manuscrit, pour éviter l'impiété de l'imprimerie, invention des *kuffars* (athées). L'État de l'islam, dit le manuscrit, doit être fondé sur deux faits : anéantir les mécréants et faire hériter la terre et tout ce qui marche dessus aux fidèles. « Lorsque les athées auront été vaincus, lorsque les fidèles auront été purs, la religion de Dieu apparaîtra. »[31] Mais, toujours selon ledit manuscrit, il est impossible d'établir cet État sans suivre le cheminement tracé par le prophète de l'islam. L'émigration est donc indispensable ; car « ni islam ni État ne peuvent être établis avant cette émigration ». La mort des athées, la destruction de leur État ne peuvent s'effectuer, alors que parmi eux des croyants vivent encore. « De plus les directives du Prophète exigent que les musulmans quittent la terre impie ; c'est à ce moment que le châtiment de Dieu tombera sur les athées. »

Les étapes de la guerre sainte qui devra être menée par les fidèles se divisent pour Moustapha Choukri en trois parties. « Le fidèle doit d'abord se sauver du piège du *chirk,* d'associer à Dieu une autre divinité. Il doit éviter de se faire torturer par les athées. Il

---

31. Voir Rif'at As-Saïd : *Al-Harakat Al-Islamiyyah Min Al-Irtidad...* dans *Dirasat Arabiyyah,* novembre 1977.

doit ensuite répandre "la connaissance" sur toute la terre. Il doit enfin mener la guerre sainte pour l'instauration de l'État islamique. »

La question du *jihad,* la guerre sainte, est formulée ainsi : « A notre époque la cité païenne qui a pris la place de La Mecque avant l'islam est l'Égypte. L'Égypte exporte l'impiété à tout le monde arabe. Elle fait la guerre à tous ceux qui luttent pour la gloire de Dieu. »

Si, pour ce groupe, l'Égypte est le point de départ d'où les fidèles s'en iront en guerre, elle n'est pas pour autant son point d'arrivée. L'État choukriste devra s'étendre sur le monde entier. « Dieu soit loué; Il préparera le terrain au groupe de la justice en provoquant une guerre qui opposera l'une contre l'autre deux grandes puissances, la Russie et l'Amérique; chacune essaie d'étendre sa domination sur toute la terre. La guerre sera inévitable; toutes les deux se détruiront mutuellement. Dieu aura ainsi préparé le terrain à l'État islamique, à la société du droit chemin. A la suite de l'anéantissement des deux grandes puissances dans la troisième guerre mondiale, les forces de la nation musulmane seront à peu près égales à celles de ses adversaires. C'est à ce moment que commencera le véritable *jihad.* »

Voilà l'axe principal de la pensée de l'Émir du groupe de la justice Choukri Moustapha. Nous la soumettons au lecteur telle qu'elle est textuellement, loin de tous les commentaires fallacieux des moyens d'information. Cette pensée est-elle vraiment opposée à la doctrine des Frères Musulmans? Ce groupe choukriste manifeste-t-il vraiment la moindre dissidence par rapport à la vieille organisation extrémiste?

En réalité, ce langage n'est pas du tout nouveau. C'est Hassan Al-Banna qui, le premier, et non pas Choukri Moustapha, s'adressa un jour il y a trente ans à ses partisans en leur disant : « Quand viendra le temps où parmi vous, Frères Musulmans, trois cents compagnies auront été spirituellement munies de la foi et de la doctrine et physiquement exercées, vous me demanderez d'envahir avec vous ciel et terre et de conquérir les plus violents des insoumis, et je le ferai par la volonté de Dieu. »[32] Ou encore : « Vous serez les adversaires redoutables de ceux qui sont au pouvoir et de ceux qui n'y sont pas. »[33]

Ce n'est là qu'un simple échantillon des discours de chaykh Al-Banna. Ajoutons, pour terminer, qu'il est l'inventeur des expressions telles « l'art de la mort », « l'industrie de la mort »... « La nation qui excelle dans l'industrie de la mort, disait-il, se voit offrir par le Tout-Puissant la vie aisée sur la terre et la joie éternelle de l'au-delà. Nous sommes rongés par la faiblesse parce que nous aimons trop la vie et nous détestons la mort. Préparez-vous donc à une grande action. Recherchez la mort et la vie vous sera offerte... »[34] « Abattez par l'épée ceux qui s'opposent à votre majorité. »[35]

32,33, 34 et 35. Voir Rif'at As-Saïd : *Al-Chukriyun wa gamaat Al-Ikhwan* dans *Al-Mustakbal,* Paris, 27 août 1977.

Tel maître, tel disciple. Si Choukri Moustapha, ingénieur agronome, a abandonné «la vie d'ici-bas» pour former et mobiliser des compagnies armées dans le but d'établir un État islamique, s'il s'est oppposé aux Frères Musulmans, c'est tout simplement parce que les manœuvres politiques à l'intérieur du groupe ont failli corrompre la structure doctrinale de la vieille organisation. Choukri Mustapha représente donc l'expression la plus pure de la pensée des Frères Musulmans. Celle-ci est puisée, à l'origine, n'en déplaise à certains, chez Gamal Ad-Din Al-Afghani[36] dans sa *Réponse aux naturistes,* chez Muhammad Iqbal Al-Bakistani, auteur du célèbre livre sur la pensée islamique, chez Abu Al-A'la Al-Mawdudi, auteur de *La théorie politique de l'islam,* chez Rachid Rida enfin, auteur du *Kalifat ou le grand Imama.* Ces auteurs ont permis aux Frères Musulmans de développer une idée selon laquelle l'islam est une religion, un État, une patrie et une nationalité. Pour eux l'islam est non seulement la religion de Dieu mais aussi son État sur la terre.

La première remarque socio-culturelle que l'on peut faire au sujet de cette pensée, c'est qu'elle est, pour sa grande partie, importée et non pas issue authentiquement de la terre égyptienne ou arabe; même la pensée du chaykh Rachid Rida n'est qu'une déformation, combien flagrante, de la pensée de son maître Muhammad Abdah. D'autre part, cette pensée a le confessionnalisme pour source d'inspiration. Elle est loin de l'héritage de Rifa'ah At-Tahtawi, de Muhammad Abdah, de Ali Abd Al-Raziq et de Taha Hussein. Tous ont appelé à une réforme religieuse, au laïcisme, à la démocratie, à la modernisation et à la réouverture de la porte de la recherche. Ce sont ces auteurs qui expriment le mieux la sensibilité arabe générale ainsi que la conscience populaire égyptienne en dépit de la persécution dont la plupart ont souffert du temps de l'occupation britannique, sous la royauté et le pouvoir de la coalition féodalo-comprador. En fait la pensée extrémiste musulmane est toujours restée enfermée dans des organisations qui prenaient de l'importance dans certaines circonstances; mais lorsque le libéralisme était florissant, ces organisations ne disposaient pas ou presque de bases sociales pouvant les porter au pouvoir ou aux institutions parlementaires. Ce qui veut dire que la grande majorité du peuple égyptien n'a jamais été enclin à l'extrémisme ni, à fortiori, à soutenir un gouvernement de caractère religieux.

Mais le peuple égyptien, profondément ému par l'assassinat de cet érudit azharien, voulait en savoir plus sur ce prétendu émir. On voulait savoir le fond de cette querelle qui opposa le chaykh Az-Zahabi à ce prince des croyants. Quelle fut la surprise lorsqu'on apprit qu'il n'y avait pas plus de querelle que de feu ! Le chaykh avait

---

36. *Op. cit.*

même écrit que ce groupe aspirait à l'expression religieuse la plus sublime, la plus exempte de tout aspect d'amoralité. Rappelons que ces quelques lignes sont tirées d'un petit livre écrit par chaykh Az-Zahabi du temps qu'il était ministre des Biens de mainmorte en 1976[37]. Mais ajoutons aussi que cet homme n'a jamais été hostile à une certaine idéologie. Dans une recherche intitulée *Les influences de la délimitation des communautés sur la stabilité sociale,* présentée lors du Congrès du *Fiqh* musulman à l'université Muhammad Ibn Saoud à Ryad, le chaykh Az-Zahabi écrit notamment : «les sociétés musulmanes assistent actuellement à la renaissance d'un espoir : le retour des musulmans à la législation divine, le retour des aveugles qui par miracle récupèrent la vue, le retour des morts ressuscités par la grâce divine.» Il n'y a pas plus de clarté et de franchise pour un partisan de la transformation de l'Égypte en société islamique constitutionnellement et socialement. L'on peut donc se demander en quoi consiste la contradiction qui a fini par l'assassinat de cet homme?

C'était la grande question que se posaient la majorité des Égyptiens. La réponse n'était pas facile à trouver; surtout que la plupart des gens avaient perdu depuis longtemps toute confiance dans les déclarations des religieux officiels. La mémoire des gens était entraînée à ne pas prendre au sérieux de telles déclarations depuis 1954. On était habitué aux campagnes litaniques du pouvoir contre les Frères Musulmans et les autres. Certains même osèrent exprimer publiquement leur opposition au point de vue officiel. Le docteur Sayed At-Tawil, professeur à la faculté des études islamiques, écrivit : «Que nos révérends ulémas prennent garde d'émettre, au nom de l'islam, des jugements contre ce groupe.» «Ils doivent en considérer les membres objectivement et à la lumière de l'islam.» «Ces jeunes ne se sont pas donné ce nom *(At-Takfir Wa Al-Higrah).* Ce sont les organes de sécurité qui les appellent ainsi. Le nom qu'ils se sont choisi est "groupe de l'appel à l'islam".»[38] De plus, la presse ne manquait pas d'informer le public sur les camps d'entraînement du groupe, sur son mode de vie dans le désert, sur les épouses qui suivent leurs maris et qui portent un habit particulier ressemblant à celui des sœurs chrétiennes, etc. On savait que l'activité de ce groupe était très manifeste aux universités du Caire, d'Alexandrie, de Aïn Chams et d'Al-Mansourah. Quelques membres, étudiants à la faculté de commerce à l'université du Caire, avaient même participé à deux émissions religieuses à la télévision. On savait en outre qu'un certain nombre parmi les membres de ce groupe vivait constamment dans les mosquées du Caire, à Guizeh, à Abdim et au quartier de Al-Qulali. Plus encore, l'organisation était connue dans un grand

---

37. *Rose Al-Youssef*, n° 2561 du 11 juillet 1977.

38. Idem.

nombre de villages de la haute Egypte et particulièrement à Al-Miniyeh, à Assiout et à Guizeh. Des bulletins d'adhésion imprimés étaient régulièrement distribués à la population. Le chef du groupe lui-même a pu sortir plusieurs fois du pays pour se rendre au Yémen en dépit du mandat d'arrêt lancé contre lui à la suite de sa condamnation dans le procès de 1972. »[39]

Les Égyptiens savaient tout ceci et même plus. Les organes de sécurité avaient même rédigé un rapport à la suite des menaces subies par quelques membres dissidents dans lequel on pouvait lire notamment : « Ce groupe est une organisation religieuse terroriste qui n'hésite pas à recourir à la violence pour soumettre à sa direction d'autres associations religieuses dans le but de changer le régime par la force. Cette organisation constitue un prolongement effectif de l'organisation de Saleh Sariyyah, condamné à la peine capitale dans l'affaire de l'École militaire. »[40]

Pour toutes ces raisons, la question devinette se répétait avec beaucoup d'insistance parmi la population. Les simples gens étaient troublés; ils ne comprenaient point les raisons qui opposaient le gouvernement et Al-Azhar à Choukri Moustapha et son groupe. Ils ne comprenaient pas non plus les raisons de la surenchère. Mais l'infime minorité qui avait compris a tenté de faire la synthèse des événements et des déclarations. On peut la formuler de la manière suivante :

> La méthode d'action adoptée par le pouvoir contre les organisations extrémistes armées prouve que la lutte pour le pouvoir au sein même de la coalition qui le détient est loin de toucher à sa fin. D'autre part, certaines personnalités du pouvoir, connues historiquement pour avoir formé des cadres religieux, provoqué des troubles confessionnels et discrédité la gauche, ne sont pas loin des raisons de la présence de telles organisations extrémistes. Mais le plus frappant c'est que la coalition sociale au pouvoir, composée des riches de la campagne et des courtiers de l'import-export, ont deux idéologies contradictoires. Le capitalisme agraire et la bureaucratie préfèrent reposer sur le coussin de la religion. Les parasitaires, eux, préfèrent plutôt les valeurs de consommation, les plaisirs, les amusements et tout ce que la religion interdit. L'un prend la mosquée pour bastion, l'autre la boîte de nuit. L'un est pour la libanisation de l'Égypte, l'autre est pour la saoudiser. La lutte pour le pouvoir à l'intérieur de la coalition qui le détient est intimement liée aux puissances arabes, elles aussi déchirées par l'ouverture de l'économie et le conservatisme imposé par la religion. Les puissances arabes conservatrices ne constituent pas un courant homogène et uni même pas dans un seul État. Pour l'Égypte une partie du courant conservateur soutient les personna-

39 et 40. Idem.

lités religieuses officielles, les moyens d'information et quelques parlementaires; l'autre partie soutient les organisations extrémistes; la troisième est pour la droite wafdiste.

La pluralité des courants dans le même cercle du pouvoir aux niveaux local et arabe n'est pas isolée du conflit du Moyen-Orient et des intérêts stratégiques des puissances étrangères. Un courant local et arabe est pour la création de petits États confessionnels qui pourraient former une barrière naturelle pour Israël, justifiant ainsi idéologiquement son existence. Un autre courant tâche de devancer la réaction arabe contre la création de petits États à l'instar d'Israël en voulant se borner à la formation d'une société théocratique hostile à tout changement radical. Un troisième courant serait pour un certain degré de modernisation et de libéralisme suffisant pour provoquer un semblant de prospérité économique et d'éclat démocratique pour sortir le pouvoir du champ de tir de la gauche.

Mais une telle analyse ne peut que buter sur les différences spécifiques de chacune des sociétés libanaise, saoudienne et égyptienne. Les Égyptiens, par exemple, ont interprété les pensées du groupe *At-Takfir Wa Al-Higrah* de manières différentes. Certains milieux s'activèrent pour que soit ratifiée la loi sur le reniement de la foi; ce qui fit qu'à son tour le Pape Chenouda III appela à un jeûne collectif. Et alors que la tendance générale était à la recherche d'un minimum d'entente entre chrétiens et musulmans contre la gauche, les chrétiens adhéraient massivement au Wafd. Leur jeûne constitua un nouveau phénomène assez grave. Les musulmans égyptiens résidant aux États-Unis et au Canada tinrent à Toronto en juillet 1977 un congrès semblable à ceux tenus par les chrétiens avec la seule différence que décisions et recommandations étaient à l'extrême opposé... Comme si une main invisible manipulait les deux sortes de congrès pour consacrer la division nationale des Égyptiens résidant à l'étranger.

Un jour, un curieux événement se produisit au gouvernorat de Menyah au sud du Caire; quelques jeunes musulmans, couverts par la nuit, mirent le feu dans l'église principale. La nuit suivante, de jeunes chrétiens incendièrent la mosquée de la ville. Le surlendemain, l'Égypte assista, pour la première fois dans son histoire, à une scène de type libanais : sous des barricades improvisées des opérations d'enlèvement s'effectuaient en fonction de la religion de la victime; cette opération courante au Liban s'appelle «enlèvement selon l'identité».

La grenade fut de nouveau dégoupillée lorsque la presse publia, au cours de la même semaine, un fait divers qui en disait long. En effet, un tribunal d'affaires civiles donna à un chrétien le droit d'avoir une seconde épouse. L'attendu du jugement faisait état «de l'application de la législation musulmane sur des non musulmans vivant dans un État dont la religion officielle est l'islam». Les incendies

recommencèrent. Des églises, des mosquées, des corans, des évangiles furent brûlés du nord au sud du pays. Des personnes furent agressées. Dans la seule haute Égypte, quatre mille pièces d'armes diverses furent saisies. La libanisation de l'Égypte faillit glisser vers un contenu confessionnel.

Vers la même époque, le Président de la République adressa un message écrit au Congrès islamique réuni à Toronto au Canada. Il est normal, disait le message en substance, que l'islam soit l'unique moyen pour sauver le monde des méfaits de l'athéisme et ce qui s'ensuit comme maladies psychiques et tendances sataniques.[41] Le trouble gagna alors chrétiens et musulmans. Car le groupe de *At-Takfir Wa Al-Higrah* peut être accusé de tout... mais d'athéisme!

En réalité le Président voulait faire de l'athéisme un équivalent de la gauche. Cette campagne semait donc la confusion. Le Président changea de tactique. Il fallait attaquer ceux qui posaient trop de questions sur le pain et la terre.

Le Pape Chenouda III se rendit aux États-Unis. Il rencontra le Président Carter. De ce qui s'est dit on ne sait rien. On sait seulement que le Président américain fit un jour allusion avec insistance et en présence de M. Achraf Ghorbal, ambassadeur d'Égypte aux U.S.A., à l'impossibilité de feindre d'ignorer les sentiments religieux de huit millions de coptes. Notre ambassadeur comprit le sens de l'allusion du maître de la Maison-Blanche.

Le 9 novembre 1977, le Président de la République prononça un discours au Conseil du Peuple (le Parlement) :

« Les 18 et 19 janvier, dit-il, une infime minorité sort dans la rue pour exploiter la populace. Quelques jours après, la radio d'une grande puissance, l'Union soviétique, déclare que ces actions constituent un soulèvement populaire. Quelles sont ces actions? Un incendie. On voulait incendier la capitale; on voulait incendier et piller les coopératives alors que nous souffrons de l'inflation et de la crise des produits alimentaires. On met le feu dans les cars alors que nous avons de graves problèmes de transport en commun. Si pour eux et pour leurs agents c'est là un soulèvement populaire, eh bien! je dis non... Nous y ferons face fermement et violemment. Je ne permettrai à aucune catégorie d'imposer ce que le peuple n'accepte pas ou de répandre l'athéisme parmi notre peuple croyant, notre peuple dont la foi court dans ses veines. Je ne permettrai pas que l'athéisme soit imposé. Vous m'avez précédemment entendu condamner ces actions. Je vous l'ai dit et je le répète : on ne peut avoir confiance en ceux qui n'ont pas de foi religieuse. Je le dis devant vous afin que ce soit noté dans votre procès-verbal : tant que je suis là je ne permettrai à aucune personne athée d'occuper un

---

41. *Al-Ahram* du 15 juillet 1977.

poste ou une place quelle qu'elle soit dans un domaine pouvant influencer l'opinion publique. Je n'attaque personne en disant cela... pas du tout. Mais comme je vous l'ai déjà dit, je tiens, moi, représentant de l'autorité, à accomplir fidèlement ma tâche et à en répondre le jour où Dieu me demandera des comptes. Je n'abandonnerai jamais ma tâche même si cela nécessite de descendre dans la rue. Nous sommes un peuple croyant; la foi fait partie de notre identité. Nous ne pouvons permettre à aucune puissance quelle qu'elle soit d'ébranler cette foi ou d'égarer nos générations futures, comme ce fut le cas dans d'autres pays. Dans ce pays aucun athée ne pourra occuper une fonction dans le domaine de la formation de l'opinion publique. »[42]

Rappelons que c'est dans ce même discours que le Président Sadate déclara, pour la première fois, qu'il était prêt à se rendre en Israël. Dix jours plus tard le Président Sadate descendait de son avion à l'aéroport de Lod pour s'incliner devant le drapeau israélien. Le premier message de soutien qu'il reçut était signé Abd Al-Halim Mahmoud, recteur d'Al-Azhar, Le Président était encore à Jérusalem. Le chaykh, lui, était à Washington.

Ce sont les événements des 18 et 19 janvier, et non pas le groupe des choukristes, ou d'autres, qui firent partir les personnalités religieuses aux États-Unis et le politicien à la mosquée d'Al-Aqsa. L'avion présidentiel traversa le Sinaï occupé et le Liban en flammes en trente-cinq minutes. C'était pour tenter d'effacer trente ans de lutte.

---

42. *Al-Ahram* du 10 juillet 1977.

Chapitre II

LA RÉVOLUTION EN SUSPENS OU LE JANVIER CONTINU

1. Sentiment de classe et conscience aliénée

Le conflit confessionnel survenu entre 1976 et 1977, ainsi que l'activité armée de l'extrême droite n'étaient, en dépit de l'importance qui leur a été accordée par les mass media, qu'un médiocre camouflage visant à occulter les débuts et les conséquences des événements de janvier 1977. Se rendant compte à quel point la supercherie était ridicule, le quotidien caïrote *Al Akhbar* avança l'idée selon laquelle le groupe de *At-Takfir Wa Al-Higrah* ne serait que des communistes déguisés qui seraient les auteurs des actes de sabotage des 18 et 19 janvier![1] Ce journal renchérissait ainsi sur les rapports secrets des services de sécurité selon lesquels le groupe extrémiste possédait des plans d'assassinats et se préparait, depuis deux ans, à renverser le régime par la force des armes[2]. En réalité, le commentaire de *Al-Akhbar* indiquait surtout que le régime était pris dans son propre piège. S'attendant à ce que le vent hostile vînt uniquement de gauche, il fut surpris de se voir attirer l'hostilité de la droite aussi. Mais étant impliqué jusqu'au cou dans son orientation droitière, il ne pouvait qu'imputer tout péché, quelle qu'en fût l'origine politique, à la gauche. Ainsi la plaisanterie, la *nuktah,* d'*Al-Akhbar* révélait la confusion dans laquelle nageaient les tenants du régime.

Le problème socio-culturel chronique dont souffrent les tenants

---

1. *Al-Akhbar* du 8 février 1977.

2. *Rose Al-Youssef,* hebdomadaire égyptien, du 11 juillet 1977.

du pouvoir réside dans l'ignorance de la spécificité de la réalité sociale égyptienne. En réalité la droite ne peut entreprendre aucune action sans avoir recours à l'organisation armée, laquelle organisation ne peut disposer que d'un cercle d'action et d'influence très limité. Quant à la gauche, elle peut, positivement ou négativement, accomplir une action sans recourir ni aux armes, ni à l'organisation armée. Car la gauche en Égypte c'est aussi la rue, et pas seulement l'intelligentsia d'avant-garde. Il ne s'agit pas d'une gauche dont la notion est commune dans toute autre rue populaire dans le monde. Il ne s'agit pas d'un intérêt de gauche par nature, mais plutôt d'une «lutte» de classes tendant vers la gauche. C'est là une lutte qui pourrait être dépourvue de conscience idéologique ou de connaissance de la nécessité de s'organiser. Cette rue, en fait, ne porte les armes que dans les cas d'extrême nécessité, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit d'auto-défense; c'est pourquoi celle-ci prend la forme de soulèvement spontané contrairement à l'action de droite qui revêt toujours la forme d'un complot. L'histoire d'Égypte, du temps des Mamlouks à la révolution de 1919 en passant par l'expédition française en Égypte prouve que les soulèvements populaires ont toujours eu cette forme admirablement décrite par Al-Gabarti à la suite du premier soulèvement du Caire vers la fin du XVIII[e] siècle. «Le samedi 10 Gamada Al Ula, écrit-il dans les *Merveilles des histoires et des biographies (Aga'ib Al-Atar Fi At-Taragim Wa Al-Akhbar),* le conseil fut réuni; on apporta la liste des propriétés et des propriétés foncières. Aux plus grandes furent imposées huit *paransah,* aux moyennes six, et trois aux plus petites. La population se rassembla, sans meneurs et sans guide pour les diriger. Le lendemain elle était unie et fermement décidée à lutter. Les armes furent déterrées et les gens s'en allèrent à la maison du Grand juge *(Qadi Al-Askar).* Ils étaient plus d'un millier. Le juge, craignant les conséquences, fit fermer ses portes et lever ses huissiers. Des projectiles, des pierres et des cailloux furent lancés contre sa maison.

Cette image se répète sur toute l'étendue de l'histoire sociale de l'Égypte; il est difficile de comprendre les événements du 18 et 19 janvier sans les regarder à la lumière de cette spécificité socio-historique de l'Égypte; sinon l'observateur risque d'y voir un cumul d'événements sans logique, sans enchaînement aucun.[3]

Tout soulèvement populaire en Égypte est toujours caractérisé par trois éléments principaux; ce sont : la spontanéité, la visée directe et le caractère pacifique, Une spontanéité qu'aucun grand parti ne saurait espérer ou en choisir le moment et mots d'ordre, et la dimension géographique; tous ces éléments sont plus précis et plus

---

3. A propos d'incompréhension et de partialité, lire le deuxième chapitre de *la Poudre et le Pouvoir,* de Thierry Desjardins, éd. Fernand-Nathan, Paris, 1977.

surprenants qu'aucune préparation technologique moderne ne saurait les réunir aussi parfaitement. Directe en est la visée car la revendication économique domine tout le reste. Pacifique enfin car ces mouvements ont toujours pris soin de ne porter atteinte à la nation, à son territoire et à ses institutions. De par leur nature, ils sont contre le sabotage et les envahisseurs. Ils ne sont exploités, dans le but des les entacher, que par les agents de l'envahisseur ou le pouvoir réactionnaire.

Examinons maintenant cet ensemble d'hypothèses à la lumière de quelques documents de recherches socio-culturelles effectuées au cours des années 70. Le premier de ces documents est une recherche statistique non publiée menée par Muhammad Al-Chazli, chercheur au ministère de l'Industrie, sur trois échantillons d'ouvriers industriels appartenant chacun à une entreprise : le premier échantillon a été relevé parmi les travailleurs de la société des véhicules légers, le second parmi ceux de la Compagnie orientale du tabac et enfin le troisième parmi ceux de la Société sidérurgique. La recherche est copiée sur stencil et en 23 pages. Sur la première page on peut lire *Magazine At-Taliah. Organisation de Al-Ahram.* Le titre est le suivant : *La conscience culturelle politique et sociale chez un échantillon d'ouvriers industriels en Égypte.* Cet échantillon comprend 30 ouvriers de chacune des sociétés précitées. Les formulaires de ce sondage ont été remplis du 1er janvier au 15 janvier 1972. Chaque formulaire comprenait 10 informations préliminaires sur chaque ouvrier ainsi que 55 questions touchant à différents sujets culturels, politiques et sociaux.

Des informations préliminaires on peut conclure que 4 ouvriers parmi les 90 n'ont pas 20 ans, que 26 sont âgés de 20 à 30 ans et que 60 ont dépassé la trentaine. Au niveau des salaires, 4 seulement touchent par mois un salaire inférieur à 12 livres égyptiennes[4], 61 gagnent entre 12 et 25 livres égyptiennes par mois, et 25 gagnent plus de 25 livres égyptiennes par mois. Sur le plan de l'éducation 37 ouvriers sont titulaires de certificats du niveau moyen, 7 ont fait leurs études préparatoires (propédeutique), 36 savent bien lire et écrire sans avoir obtenu de diplômes, et 10 «savent» lire et écrire. L'échantillon comprend 81 unités du sexe masculin et 9 du sexe féminin. Parmi les 90 ouvriers 7 sont mariés mais n'ont pas d'enfant, 27 sont mariés et ont de 1 à 3 enfants, 27 ont plus de 3 enfants et 29 sont célibataires. Sept ouvriers ont des rentes complémentaires supérieures à 60 livres égyptiennes par an. Les 83 autres n'ont que leur salaire. Au niveau de la culture ouvrière, 46 ouvriers ont assisté à un seul cycle culturel et 6 seulement ont fait plus d'un cycle. Quant à la formation politique à l'Union socialiste arabe ou à

---

4. Une livre égyptienne vaut environ 7 nouveaux francs.

l'Organisation de la Jeunesse, 8 ouvriers seulement y ont fait un seul stage, 2 ont fait plus d'un stage et 31 n'ont participé à aucun stage. Sur le plan des activités religieuse ou régionale, 8 ouvriers sont membres d'associations religieuses et 5 sont membres d'associations régionales. Les autres (78 ouvriers) ne participent à aucune activité.

Concernant une question sur les élections dans l'entreprise, le formulaire demandait si l'interrogé avait une préférence dans le choix des candidats; 74 ont répondu par l'affirmative et 16 ont dit qu'ils n'avaient pas de préférences. Sur les bases de ce choix, 34 ouvriers ont dit que le candidat aux élections devait avoir conscience des problèmes du travail et des ouvriers, 31 ouvriers pensent qu'il doit se caractériser par une bonne morale, par la franchise et par l'intégrité, 19 ont dit qu'il devait être capable de fournir des efforts dans l'action publique, 18 pensent qu'il doit exceller dans son travail, 13 demandent qu'il ait une culture vaste, 13 trouvent qu'il doit être capable de se sacrifier pour les autres, 9 exigent qu'il soit ouvrier afin qu'il soit facile de s'entendre avec lui, 8 pensent qu'il doit avoir l'audace nécessaire pour revendiquer les droits des travailleurs, 7 pensent qu'il doit se prêter à l'écoute des plaintes des travailleurs, 6 pensent qu'il doit avoir une opinion indépendante, 3 pensent qu'il doit être «humble», 1 seul a dit que le candidat devait être loin de toute influence de l'administration et enfin, dit le chercheur, trois ouvriers ont posé d'autres critères.

A une question de savoir si l'ouvrier acceptait la présence d'ingénieurs, d'avocats, de chimistes et de fonctionnaires au sein de l'Union générale des travailleurs, 54 répondirent par l'affirmative et 36 par la négative. Sur l'appréciation de l'expérience de la participation des ouvriers aux conseils d'administration, 54 interrogés dirent qu'elle était une expérience réussie, 36 dirent le contraire. Au sujet du rôle des ouvriers dans la bataille nationale, 89 ouvriers répondirent que ce rôle consistait à «augmenter la production», à «se porter comme volontaire dans la défense populaire et civile» et à «participer aux combats lorsqu'il le faudra». Un seul ouvrier répondit que ce rôle consistait à «répandre la conscience politique parmi la population». Lorsque le chercheur demanda aux interrogés de citer les classes sociales égyptiennes selon l'importance de leur rôle dans la production et la libération de la terre, 75 travailleurs citèrent d'abord la classe ouvrière, ensuite les paysans et enfin le capitalisme national. Onze ouvriers firent le classement suivant : les paysans, les ouvriers et le capitalisme national. Quatre ouvriers donnèrent le classement suivant : ouvriers, capitalisme national et enfin paysans. Quant à la question de savoir si les organisations politiques étaient composées selon la Constitution de 50 % d'ouvriers et de paysans, et si les «représentants» des ouvriers et des paysans remplissaient les conditions requises, 18 ouvriers dirent que ce pourcentage était appliqué et correct, alors que 72 dirent qu'il n'était ni appliqué, ni correct.

Le chercheur demandait ensuite aux interrogés de lui citer 5

pays socialistes; 35 donnèrent une réponse exacte. Lorsqu'il leur demanda de lui citer 5 pays capitalistes, 50 donnèrent une réponse exacte. Il leur demanda ensuite s'ils pensaient que les États-Unis pouvaient être «de notre» côté dans le conflit qui nous oppose à Israël; 9 répondirent par l'affirmative et 81 par la négative. Au pourquoi de la question précédente, trois parmi ceux qui ont répondu par l'affirmative dirent : «...si les Arabes rompaient avec les États-Unis et utilisaient contre eux le pétrole comme une arme». Deux autres dirent : «lorsque prendront fin les intérêts des États-Unis au Moyen-Orient». Les deux derniers dirent : «si les Soviétiques sortaient de la région». Quarante-deux parmi les répondant par la négative dirent : «... parce qu'Israël est une base américaine au Moyen-Orient». 21 autres dirent que l'abandon d'Israël par les États-Unis signifie l'écroulement de la zone d'influence. «... Parce que les États-Unis ne peuvent pas être de notre côté du fait que nous sommes pour le socialisme» dirent 17 autres; 16 ouvriers dirent : «nos intérêts économiques ne correspondent pas aux intérêts américains dans la région; 13 trouvent la raison de leur réponse dans l'infiltration du sionisme aux États-Unis.

De ce questionnaire on peut relever aussi que 52 ouvriers lisent un quotidien et que 38 n'en lisent pas. En revanche, 65 ouvriers lisaient *Muhammad Hassanein Haykal,* 15 *Mousa Sabri,* 13 *Ahmed Baha Ad-Din,* 12 *Ihsan Abd Al-Quddus,* 11 *Muhammad Zaki Abd Al-Qader,* 6 *Ali Hamdi Al-Gammal,* 5 *Hussein Fahmi,* 4 *Muhammad At-Tab'i,* 3 *Loutfi Al-Khouli,* 3 *Fikri Abaza,* 3 *Gamal Al-Uteifi,* 2 *Muhammad Udah,* 1 *Klovis Maksud* (écrivain libanais qui, à l'époque, vivait en Égypte et écrivait pour *Al-Ahram*), 1 *Sami Daoud,* 1 *Mahmud Amin Al-Alim,* 1 *Mamduh Rida,* 1 *Abd Ar-Rahman Al-Charqawi,* 1 *Kamil Zuheiri,* 1 *Youssouf As-Sibaï,* 1 *Hafiz Mahmud,* 1 *Butrus Ghali* et 1 lisait *Hahtim Sadeq*. Quant aux livres littéraires ou culturels, 20 ouvriers disent qu'ils en lisaient et 70 n'en lisaient pas. Pour le cinéma, 86 ouvriers y allaient et 4 n'y ont jamais été; 60 ouvriers allaient au théâtre, 30 n'y ont jamais été; 71 dirent que la culture est «nécessaire» pour tout ouvrier; 15 dirent qu'elle est souhaitable et 4 dirent qu'elle n'a aucune valeur. 43 ouvriers pensent qu'il n'y a pas de différence entre l'ouvrier et l'ouvrière dans l'usine; alors que 47 pensent qu'elles produisent moins. A la question de savoir si la place normale de la femme était le foyer, 23 répondirent par l'affirmative et 67 dirent non. Si l'ouvrier acceptait de se marier avec une femme ouvrière, s'il acceptait d'en recommander une à un parent ou à un ami : 51 répondirent par l'affirmative, 30 dirent non. S'il avait une fille en âge de se marier, lui trouvera-t-il un mari ou la laissera-t-il continuer ses études : 10 préféraient le mariage et 80 l'éducation.

Quelles que soient les réserves que l'on peut émettre à l'égard de tel sondage, quelles que soient les précautions prises pour ne pas en généraliser la signification, quelles que soient enfin les réserves

scientifiques que l'on peut formuler à l'égard d'un tel sondage qui ne contient pas certaines questions importantes concernant les ouvriers industriels en Égypte, nous pouvons en tirer quelques vérités relatives concernant la situation socio-culturelle de la classe ouvrière en Égypte, cette classe qui a participé côte à côte avec le mouvement estudiantin aux événements de janvier 72, de janvier 75 et de janvier 77. Le rapport entre la structure sociale et la forme de conscience peut en effet déterminer les indicateurs du type de pensée et de conduite aux moments des crises historiques et sociales. Les vérités socio-culturelles dans ce sondage disent que :

Un niveau de vie catastrophique pèse triplement sur cette couche sociale qui dirige la production nationale; car elle donne tout ce qu'elle possède, mais elle ne prend que ce qui lui permet de continuer à donner. Elle ne trouve pas «le temps» pour s'organiser (politiquement et non syndicalement) ni pour avoir une conscience (culturelle et non de classe). Elle est privée du revenu de la production qui, lui, pourrait lui permettre une existence politique indépendante et une présence de conscience quant à son rôle de classe sur le plan culturel.

L'alternative toute prête consiste dans une prise spontanée de la conscience de classes; mais ceci n'équivaut en rien à la conscience politique ou idéologique, car la plupart des modèles de l'échantillon questionné puise «sa conscience» chez les écrivains de la bourgeoisie et ses différentes tendances. Elle ne sait pas grand-chose de la carte du monde politique. Mais elle connaît son intérêt comme classe, et non en tant qu'individus; elle connaît l'intérêt de la nation dans son ensemble; il s'agit là d'une connaissance dont les dimensions, en cas d'action, dépassent toute conscience théorique. De ce fait, et pour éviter toute confusion, nous pouvons appeler cette forme instinctive de conscience le sentiment *(wijdan)* de classe.

L'action publique et les qualités morales constituent des valeurs normatives. Remarquons ici que «la morale» n'est pas synonyme de religion; mais il s'agit plutôt d'indicateurs de contrôle de pensée et de conduite au service du travail et de la nation. Ainsi les associations religieuses ne peuvent pas être considérées comme pôles d'attraction.

Cet ensemble de constatations peut d'ailleurs trouver son expression la plus significative dans un cas modèle étudié par le groupe de Al-Tali'ah. Il s'agit de l'ouvrier Abd At-Tawwab[5], 34 ans, travailleur à la société Ad-Delta de filature cotonnière. Il est diplômé du certificat des études primaires, marié, trois enfants, et n'ayant pour revenus que 16,5 livres égyptiennes. Les rédacteurs de *At-*

5. Voir *At-Taliah,* janvier 1976 : *Humum Al-Huwatin Abd-At-Tawwab.*

Tali'ah lui ont posé 154 questions ayant trait à la presque totalité des aspects de sa vie privée et publique.

Que dit le citoyen Abd At-Tawwab ?

1. Il dit que le pire des jours du mois est celui où il touchait sa paie. Car il rentre à la maison sans une seule piastre, puisqu'il la doit toujours à ses créanciers. Il ne mange pas de fruit, ni sa famille non plus. Les produits de base, ce sont le pain, le tabac, le blé, les fèves, le fromage et les pommes de terre; il les achète à crédit. La rentrée scolaire l'oblige à vendre ses meubles. Quant aux vêtements, il en achète une fois par an et à crédit. Dans la plupart des cas il fait des crédits à profit. La viande, il n'en mange, avec sa famille, qu'une fois tous les deux mois. Il n'a pas de poste-radio, ni de télévision à plus forte raison. Mais il achète le quotidien *Al-Akhbar.*

Il connaissait le Coran par cœur, mais il l'a oublié. Il ne lit pas de livres, mais il est membre de l'Union socialiste. Il trouve que le Conseil du Peuple n'exprime pas les problèmes des ouvriers, car les représentants des ouvriers ne représentent pas les ouvriers. Il n'a jamais pensé se porter candidat aux élections; « car personne ne m'écoutera... Personne ne m'écoutera si je dis que je veux résoudre des problèmes». «Le gouvernement cause toujours... mais aucune action.» «Les transports en commun sont au pire.» «Dans ce pays, la pauvreté ne peut avoir de supporters.»

3. Israël, pour lui, est un État sioniste. Il n'hésitera jamais à accomplir son devoir national. Pourtant, il est pour une solution partielle et contre «l'unité arabe»; car l'union égypto-syrienne s'est soldée par un échec. «L'union entre la Libye, la Syrie et l'Égypte, elle non plus, n'est ni correcte, ni juste.» Il est contre le système de pré-alerte au Sinaï; c'est là, dit-il, une tutelle militaire étrangère sur notre territoire et à l'encontre de nos forces armées. Et s'il est pour une solution partielle (il fait là allusion à l'accord du Sinaï) c'est parce qu'elle aidera peut-être à améliorer la situation (intérieure); mais il a fermement l'intention «de libérer chaque pouce de la terre d'Égypte, même au prix de la mort... car la libération de toute partie du territoire améliorera la situation économique».

4. Au sujet de l'ouverture économique, il dit qu'il en a entendu parler; mais il entend aussi que les investisseurs étrangers ne sont pas aussi nombreux que le disent les journaux et les responsables. Pour lui la cherté de la vie a atteint un niveau intenable et «il faut non seulement stabiliser les prix mais les réduire aussi».

5. Au sujet des États-Unis, il dit qu'ils sont nos ennemis. «Ce sont eux, avec Israël, qui nous ont fait la guerre en 67 et en 73.» Quant à l'Union soviétique, je ne sais pas la vérité, dit-il; selon les derniers dires, elle serait à l'origine de la défaite de 1967. Les armes que nous avions étaient vieilles et prises à l'Algérie, paraît-il. «Mais les Soviétiques nous ont construit l'industrie qui fait travailler des milliers d'ouvriers... Le Haut Barrage, le complexe sidérurgique de

Hélouan, les usines militaires, etc. »

6. Si Israël se retirait seulement du Sinaï « ma position en tant qu'Égyptien et en tant qu'Arabe serait de ne pas abandonner la bataille tant qu'il ne se retirerait pas du Golan et tant que le peuple palestinien n'obtiendrait pas son droit ».

7. Abd At-Tawwab demande essentiellement « l'augmentation des salaires et la réduction des prix ».

Ce sont là les réponses les plus importantes de l'ouvrier Abd At-Tawwab, le smigard égyptien en 1976. Certes tout échantillon social porte en soi les problèmes de la généralisation; cependant Abd At-Tawwab permet au chercheur de mettre le doigt sur les traits précis et vifs d'un type social. Le comparer à l'échantillon qui précède peut mettre au clair le dénominateur commun des hommes et des femmes dudit échantillon.

Le sociologue Sayyed Yarin, dans son commentaire sur le témoignage de Abd At-Tawwab, se demande : « Comment un citoyen égyptien peut-il vivre avec un salaire mensuel de 12 livres égyptiennes? » La réponse du docteur Rifa't As-Saïd fut plus tragique encore : Abd At-Tawwab, dit-il, « tu n'es pas le plus pauvre des Égyptiens. » Murad Wahbah, lui, saisit le fond du problème : « un seuil minimum de salaire et une crise de conscience sociale » dit-il. Malgré l'esprit économique de la chose, Murad Wahbah impute la crise de conscience, tout à fait claire dans les réponses politiques de Abd At-Tawwab, à la duplicité des moyens d'information, duplicité large et techniquement parfaite dont la première conséquence grave est la crise du langage. « La langue arabe n'est plus apte à réaliser sa fonction sociale, en ce sens que les mots ne dévoilent plus la vérité de la réalité sociale. Le langage du citoyen Abd At-Tawwab est un modèle de la perte de contact entre le mot et la vérité »; Abd At-Tawwab dit : « Moi, lorsque je rentre à la maison, il n'y a aucune piastre avec moi, car je me suis déjà endetté au travail. Je suis obligé de leur rendre leur fric... Rentré à la maison, on me demande : as-tu touché la paie? et je leur dis pas encore, alors que j'ai déjà encaissé. » « Lorsque le gosse, poursuit-il, me dit apporte des oranges ou des goaves, il passe deux jours à me le dire, et je lui dis d'accord. Maintenant il me dit : ne dis jamais d'accord. » Et Murad Wahbah de commenter : « Le sens de ces phrases est que Abd At-Tawwab utilise des mots qui ne correspondent pas à la réalité. Il les utilise tout en sachant qu'ils sont faux. Avec le temps son fils se rend compte de cette fausseté qui, elle, n'est que le symbole de la fêlure sociale. »

Les réalisations de la sociologie du langage, en Occident comme en Orient, confirmeront, certes, ces commentaires mais sans que la mystification des médias ne soit une cause qui mène mathématiquement à une conséquence; de même pour la considération concernant le salaire minimum. L'infrastructure n'est pas isolée ou un simple reflet; de même pour la superstructure. C'est plutôt le rapport entre les deux qui agit activement dans la transformation d'un échan-

tillon individuel ou un type social. La volonté et les valeurs jouent un rôle structurel dans la formation de sa conscience partielle. Il s'agit là bien sûr de la conscience partielle de la connaissance et non pas du sentiment de classe. C'est là la preuve du décalage entre la situation économique et la vision politique. Le contraire de cela est l'harmonie relative entre la situation de classe et le sentiment de classe. Les paradoxes que nous saisissons dans les réponses de Abd At-Tawwab ne peuvent être expliqués qu'à la lumière du décalage existant entre la structure sociale et la structure culturelle, ainsi qu'à la lumière du contexte du déchirement entre la volonté et les valeurs. C'est là un type modèle pour créer une pensée révoltée, spontanée et inorganisée mais qui englobe des facteurs dépassant les simples raisons économiques déclarées.

Ceci est prouvé une seconde fois à travers une autre interrogation réalisée par At-Taliah avec une femme laborieuse[6], âgée de 37 ans, infirmière à l'Institut de cardiologie de Imbabah. Elle touche un salaire mensuel de 4,75 livres égyptiennes. Elle est mariée et a 8 enfants. Son époux est repasseur journalier qui gagne entre 40 et 45 piastres par jour (environ 10 livres égyptiennes par mois). Il en garde 5 livres pour sa nourriture, le thé et les cigarettes, car il ne mange pas à la maison. La femme paie 1,75 livre pour le loyer d'une pièce. Ils ne mangent jamais de viande. Tous les quelques mois, Um Muhammad va aux abattoirs pour acheter un demi-kilo de rate et de boyaux. Elle travaille entre 8 à 12 heures par jour. La famille n'a aucun revenu supplémentaire. Ils ne mangent jamais de fruits. Les enfants ne vont pas à l'école. Et il n'y a pas d'électricité dans leur chambre. Elle n'achète que du pain invendu ; les vêtements, ils se les procurent au marché d'occasion. Elle est ouvrière saisonnière, par conséquent elle n'a aucun droit à la Sécurité sociale. Ils n'ont ni radio, ni télévision. Ils ne lisent pas de journaux et ne vont jamais au cinéma ni au théâtre. Elle ne connaît ni Youssouf Wahba, ni Tawfiq Al-Hakim, ni Naguib Mahfouz, ni Moustapha Amin; mais quelquefois elle entend le chanteur Abd Al-Halim Hafez au poste des voisins.

Um Muhammad demande la réduction du prix des tissus, du kérosène, de l'huile, du thé, du sucre et de la viande. Elle ne connaît pas les rues Al-Chawarbi, Soliman pacha ou Kasr An-Nil (les plus célèbres rues de la capitale); mais elle connaît Al-Atabah Al-Khadra (place populaire). Elle n'a jamais entendu parler d'ouverture économique ou du socialisme. Elle ne sait pas le nom du premier ministre, ni celui de la Santé. Parlant de la Russie, elle dit : « C'est comme l'Arabie Saoudite, ils ont beaucoup d'argent et les gens vont travailler, hommes et femmes. » Elle ne sait rien de ces mots : socialisme, colonialisme, capitalisme, l'unité arabe. Elle entend dire que les gens partent d'Égypte en Palestine. Elle n'a jamais entendu parler d'un

6. *Les soucis de Um-Muhammad,* février 1976.

problème entre Palestiniens et Israéliens, ou entre l'Égypte et Israël ou entre la Syrie et Israël. Mais elle sait que l'armée égyptienne a fait la guerre au mois d'octobre 1973 et qu'elle a remporté une victoire sur les gens de la Palestine et ceux de Al-Arich par la grâce de Dieu. Quant aux États-Unis, elle dit : « Moi je n'ai rien à faire avec les gens, lorsqu'ils parlent ; je m'occupe de mon travail et c'est tout. »

A la question de savoir si elle était pour la promulgation d'une loi défendant la femme, elle répondait par l'affirmative. On lui demanda : « Cette loi pourrait-elle concorder avec l'islam ? » Elle dit : « Et pourquoi pas ? Bien sûr que ça concorde. » On lui demanda si elle priait ; lorsque j'ai du temps, dit-elle. Son espoir dans la vie : « Que les enfants grandissent. Les filles se marient et les garçons travaillent... pour me reposer un peu. » Ce qu'elle pense de Nasser : « Il était bien, Dieu ait son âme. La vie était moins chère ; ceux qui avaient un feddan ou deux, en sont devenus les propriétaires. La vie à ce moment était autre chose. Les gens mangeaient beaucoup de pain. Les gens travaillaient et avaient de l'argent, de quoi vivre. » Elle connaît la Réforme agraire. Elle a changé la vie du pays en mieux, dit-elle. Privatiser le secteur nationalisé est une mauvaise chose, dit-elle ; les gens qui y travaillent n'auront aucun avenir. Dans sa famille, elle connaît des filles qui vont à l'université. Elle est pour le travail des femmes après l'obtention du diplôme, « afin qu'elles ne soient pas tyrannisées par les hommes », dit-elle.

Latifah Az-Zayyat, critique, romancière et enseignante à l'université, résume cette situation tragique en donnant à son commentaire le titre : *La conscience aliénée.* Il s'agit, bien sûr, de la conscience de connaissance et non d'une conscience politique ; cette dernière nous la trouvons dans l'ensemble de ses idées sur le nassérisme. Il ne s'agit pas d'une conscience sociale qui se prononce à travers ses idées sur le travail et l'éducation de la femme. Il ne s'agit pas non plus d'une conscience économique qui s'exprime dans ses idées sur les bas salaires et les prix chers. Le manque de connaissance ne réside pas seulement dans le fait d'ignorer des informations, mais il réside dans le manque d'une vision politique globale. C'est pourquoi « le sentiment de classe » devient la seule alternative pour cette classe très grande. C'est alors que la vue prend la place de la vision. Mais dans l'action, ce sentiment de classe dépasse à la fois et le terrorisme religieux et l'idéologie des slogans.

C'est ce radar d'une grande sensibilité dont l'action s'était illustrée le 9 juin 1967, lorsque des millions de gens sortirent pour manifester leur refus de la défaite et leur volonté de maintenir Nasser au pouvoir. Ce sont ces mêmes gens qui sortirent en février et en novembre 1968 pour manifester leur refus de la logique du pouvoir dans l'évaluation de la défaite à la suite des procès militaires. Ce sont aussi ces millions de gens qui participèrent aux obsèques de Nasser dans une scène historique jamais vue ni ailleurs ni dans l'histoire. Ce sont ces misérables qui manifestent subitement et massivement,

sans le moindre sabotage, sans direction et sans avoir recours aux slogans religieux face au désespoir de la défaite ou à la mort du leader.

Ce sentiment de classe chez 8 millions d'ouvriers industriels et agricoles égyptiens désaliène sa conscience grâce au lien direct qu'ils établissent avec les intellectuels et les étudiants. C'est là que se trouve complétée la spécificité de la société et de l'histoire égyptienne. Les étudiants et les intellectuels égyptiens jouent dans le mouvement national un rôle exceptionnel qui dépasse leur rôle classique dans le cycle de la production. Car ils représentent «la conscience organisée» face à la conscience aliénée. Ce sont les leaders de la révolution égyptienne depuis Omar Makram et la première révolution du Caire jusqu'à Ahmad Orabi, Saad Zaghlul et Gamal Abd An-Nasser. Ce sont les ulémas d'Al-Azhar, les étudiants universitaires, les officiers de l'armée, les professions libérales, les ingénieurs, les avocats, les journalistes, les écrivains et les artistes. L'intellectuel égyptien ne s'est pas contenté de jouer le rôle traditionnel du contestataire ou révolté qui lui incombe normalement dans des milieux sociaux et historiques différents. Les intellectuels égyptiens ont dirigé la lutte nationale et complété le sentiment de classe par la conscience. Ce qui caractérise le mouvement estudiantin égyptien ce sont ses initiatives politiques organisationnelles, sa continuité ainsi que sa différence par rapport à d'autres mouvements estudiantins dans le monde. Cette rencontre objective entre le sentiment de classes et la conscience organisatrice est la source historique et sociale du lien qui attache les travailleurs et les intellectuels dans l'histoire de l'Égypte moderne.

Ainsi les journées du 18 et du 19 janvier 1977 ne furent qu'un prolongement de l'alliance du sentiment de classes et de la conscience organisatrice de la révolution de 1919 et du soulèvement de 1946. Ce fut une nouvelle formulation de ce qui s'était produit le 9 juin 1967 et le 28 septembre 1970; c'était là la conséquence des changements rapides intervenus au sommet du pouvoir entre 1971 et la fin de 1976, juste trois mois après l'accord du Sinaï et huit mois et demi après le début de la guerre du Liban.

2. La patience a des limites que tracent les Égyptiens

Quelle était la réalité économique égyptienne à la veille de janvier 1977? En tentant de répondre à cette question, je ne me baserai que sur deux sources, l'une occidentale et l'autre officielle afin d'éviter toute contestation à l'égard des sources.

La première source est le bulletin annuel du Moyen-Orient préparé par le bureau des recherches du magazine britannique *l'Économiste*. Cette recherche préparée en 1976 pour la publication de 1977 a été rédigée par le correspondant du *Financial Times* au Caire; elle est en 115 pages. L'auteur y expose 9 tableaux statistiques dont

les données sont puisées dans les registres officiels égyptiens. Nous pouvons y lire les informations suivantes :

1. « Les résultats économiques attendus par le Président Sadate se sont fait sentir beaucoup trop tard après la signature de l'accord du Sinaï, qu'il ne s'y attendait. Les investissements étrangers n'ont pas effectué immédiatement leurs opérations en dépit du climat favorable dû à l'engagement du Président Sadate de ne pas recourir à la force contre Israël pour une période de trois ans. En 1976, les célèbres projets, telle la centrale nucléaire promise par Nixon lors de sa visite en 1974, paraissaient trop lointains. L'Égypte, après avoir défriché le terrain politique pour une coopération économique avec le capital occidental, se rendit compte, mais lentement, que la transformation économique est une opération de très longue haleine dont la complexité n'avait pas été prise en compte. » (p. 102)

2. « Le coût des aides très importantes devint un problème politique, lorsqu'on se rendit compte que le déficit de la balance des paiements allait atteindre 2 milliards de livres égyptiennes. Les prix internationaux avaient baissé ; mais la production agricole aussi avait baissé au point que les revenus agricoles en 1975 furent de loin inférieurs au coût des produits agricoles importés. Pour la première fois, en Égypte, l'agriculture souffrait d'un grave déficit. » (p. 109)

3. « L'accord fut donné aux projets des zones libres. Avec le prin temps de 1976, plus de 100 projets furent approuvés. Ils totalisaient un extraordinaire capital de 854 millions de livres égyptiennes (1 220 millions de $) ; mais ce n'était que des propositions écrites ; car plus des deux tiers de ces projets étaient sur le compte des compagnies pétrolières. En 1975, on n'avait même pas dépensé 3,8 millions de livres égyptiennes. Les seules compagnies étrangères arrivées en Égypte étaient des compagnies pétrolières et bancaires. » (p. 110)

4. « Un des points les plus clairs dans les difficultés financières de l'Égypte résida dans la baisse rapide de la situation commerciale. En 1975 les importations totalisaient 2 199 millions de $, alors que les exportations n'atteignaient que 874 millions de $, c'est-à-dire un décalage de plus de 140 millions de $. Ce déficit très grave prouve l'existence d'une erreur fondamentale dans la structure du commerce égyptien. » (p. 115)

On a pu compter l'existence de plus de 500 milliardaires[7] depuis que le Président Sadate a pris le pouvoir. Étant donné que la plupart des Égyptiens ne gagnent pas plus de 12 livres égyptiennes

7. Le chiffre est identique à celui avancé par *At-Taliah* dans ses deux enquêtes précitées.

par mois (environ 17 $), il n'était pas étonnant de voir au sein de l'Union socialiste et au Conseil du Peuple des parlementaires contenant leur colère avec difficultés. La coupe était pleine.

La deuxième source est un faux document américain émanant de l'ambassade des États-Unis à Athènes. Une copie de ce document fut publiée par le magazine *Rose Al-Youssef* dans son numéro du 21 février 1977. C'est alors que l'ambassade des États-Unis au Caire fit une déclaration affirmant que le document est très minutieusement imité et qu'il ne vise qu'à empoisonner les rapports égypto-américains. La déclaration de l'ambassade des États-Unis ne faisait aucunement état de l'instance qui pouvait avoir intérêt à faire circuler un tel document. Elle n'expliquait pas non plus le silence de toutes les ambassades américaines lorsque *Rose Al-Youssef* publia ce document. Comme si ce magazine était tombé dans un piège tendu pour qu'il publiât effectivement ce document. *Rose Al-Youssef* a donc dû faire ce qu'on voulait qu'il fît. Le faux document a été «écoulé» sciemment[8]. Mais en fait que contient-il?

Il s'agit d'un procès-verbal d'une réunion «très confidentielle» tenue à Detroit aux États-Unis le 24 mars 1976 à la suite du retour du Caire du ministre américain des Finances Mr William Simon, et d'un groupe d'hommes d'affaires américains. M. Edwin Yo, ministre, représentait le gouvernement américain dans cette réunion. Il inaugura la réunion en disant : «L'économie égyptienne souffre d'une crise profonde et presque incurable au point qu'une injection financière ne pourrait même pas retarder sa dégradation. Le déficit de la balance des paiements dépasse actuellement 5 millions de dollars par an et tout indique que cela n'ira pas en diminuant. La dette extérieure de l'Égypte est estimée, au moins, à 10 millions si ce n'est plus... Mon collègue Gerald Parsky était très optimiste au mois de novembre 1975 lorsqu'il pensa qu'on pouvait installer en Égypte des usines Goodyear ou Ford. Aucun article de ces plans n'a été mis à exécution. Par conséquent, dans une telle situation et exception faite d'une vaste opération de recherches pétrolières, il ne peut y avoir des investissements que l'on peut classer comme importants ou principaux en Égypte.»

Faux ou pas, ce rapport n'ajoute rien de nouveau aux faits déjà reconnus et publiés dans le *Bulletin annuel du Moyen-Orient*. Mais

---

8. *Rose Al-Youssef* a cru en effet qu'il pouvait porter atteinte aux relations égypto-américaines et troubler les rapports entre le Président Sadate et son administration. Publiant ce document, le magazine voulait apporter la preuve que les Américains voulaient faire tomber le régime «national». Ce sur quoi il se fonde pour laisser entendre qu'ils n'étaient peut-être pas loin des événements de janvier 1977, afin de repousser l'accusation des organismes de la sécurité contre la gauche. En fait, *Rose Al-Youssef* voulait innocenter la gauche de l'accusation de révolte contre le régime : MM. Abd Al-Rahman Ach-Charqawi et Salah Hafez ne se rendaient pas compte que la gauche n'est en réalité que la rue égyptienne.

M. Edwin ajoute : « Les dirigeants égyptiens espèrent faire du Caire un centre économique et politique du monde arabe. Ils ont été satisfaits des combats de Beyrouth ; et ils ont soutenu l'une des deux parties en lutte[9]. Ils espéraient que les troubles de Beyrouth pussent lancer Le Caire. Mais, je vous le dis, il faut que Beyrouth, Rome et même Washington soient détruites pour que fleurisse Le Caire. En réalité Le Caire n'est pas du tout préparé à jouer le rôle de Beyrouth. Le Caire est une capitale qui s'écroule ; des millions y vivent dans la misère. Il y a des milliers de chômeurs ; ils survivent en vendant des bonbons et des stylos bics dans les rues encombrées. Les habitants du Caire mènent une guerre sans merci pour survivre. Ils se battent pour avoir un siège ou une place debout dans les transports en commun. Ils se battent pour avoir une place dans une file d'attente devant les magasins alimentaires. L'eau potable est un problème. Il n'est pas inhabituel qu'un appartement loué à 1 000 dollars par mois soit sans eau et sans électricité. Les services téléphoniques sont élémentaires. » Là aussi, il ne peut y avoir aucune falsification. Ce sont des faits qui ne relèvent d'aucun secret d'État. Mais un historien social s'arrêtera certes longtemps pour comparer cette description américaine de l'Égypte pour la comparer aux écrits sur Le Caire d'un des savants de l'Expédition française dans la *Description de l'Egypte.* Comme si le temps reculait de deux cents ans. Car ce sont les mêmes qualificatifs qui reviennent, exceptés ceux qui concernent les produits techniques.

Quelqu'un parmi l'assistance demanda à Edwin Yo : Nous vendons à l'Égypte des avions C.S. 160. Il y a aussi des informations selon lesquelles Ford aurait décidé de leur vendre d'autres armes. Comment Le Caire peut-il payer? Ne peut-on pas craindre d'avoir avec eux la même fin subie par les Soviétiques? Le vice-ministre répondit : « C'est une question à poser à G. Ford et à Kissinger. Mais je suppose que l'Arabie Saoudite paiera le prix des avions vendus au Caire. Quant aux garanties qui nous assurent que nous n'aurons pas le même sort que les Russes, je n'en sais rien. Je ne sais même pas si ces garanties existent. » En vérité c'est cette question de garantie qui pourrait justifier la « fuite » ou la « falsification » de ce document. Il est en quelque sorte une sonde lancée pour examiner directement le régime égyptien après l'accord du Sinaï. Celui-ci a partiellement répondu en abrogeant le traité d'amitié soviéto-égyptien. C'est là une

---

9. Pour plus de précision il faut savoir que le régime égyptien n'a jamais eu une attitude tactique unie durant la guerre du Liban. Par moments, il soutenait la droite chrétienne ; par d'autres moments, il soutenait la droite musulmane. Mais c'était toujours une droite religieuse qu'il aidait en fonction de ses manœuvres au Moyen-Orient. Il envoyait ou laisser partir des jeunes chrétiens égyptiens. Ceux qui ont survécu ont dit qu'ils étaient envoyés par les renseignements égyptiens pour entraîner les phalanges ou « les libres » comme tireurs volontaires.

introduction indirecte au fond de l'attitude égyptienne quant à la sécurité stratégique américaine et la sécurité régionale israélienne à la fois, comme cela s'explique par la question suivante : « Si nous investissons en Égypte, avec l'aide du gouvernement, n'est-il pas possible qu'un nouveau Nasser surgisse, ou même un communiste plus grand que lui, pour saisir l'occasion, s'emparer du pouvoir et tout nationaliser? L'administration Ford a-t-elle pris cela en considération? Quelles sont les garanties fournies pour que le contribuable américain ne perde pas sa chemise? »

Edwin Yo avait dit : « L'élimination de l'influence soviétique de l'Égypte est une victoire incontestable pour la politique américaine et pour le monde libre en général. Les États-Unis devraient profiter de cette porte ouverte pour s'infiltrer en Égypte. Sommes-nous capables d'entreprendre cette action historique? » Mais un des assistants à cette réunion répondit par une question plus importante encore. « Ma société, dit cet homme d'affaires, investit en Israël; pourquoi donc investir en Égypte? Nos affaires sont en sécurité en Israël grâce à l'armée israélienne. L'armée égyptienne ne peut pas fournir cette garantie. » La question finale ne fut pas moins importante. « Si nous résolvons les problèmes en Égypte, dit quelqu'un, et de manière à réaliser une certaine sécurité pour les intérêts américains, cela ne mènera-t-il pas à la destruction d'Israël? » Les milieux israéliens, dit le vice-ministre américain, sont parvenus à la même conclusion. Mais je suppose qu'il y a là une jalousie passagère ou peut-être un malentendu. Lorsque ces milieux auront compris que l'Égypte anti-communiste est un allié en vérité, ils ne seront plus jaloux. Le rapprochement politique des États-Unis avec l'Égypte et les autres pays arabes libres ne change en rien le rôle et la place privilégiée d'Israël au Moyen-Orient. Le Président Ford a assuré cette vérité au premier ministre israélien Rabin, et à d'autres dirigeants israéliens : le rôle d'Israël ne peut être substitué. C'est là qu'on se rend compte que ce document, vrai ou faux, n'était qu'un message adressé au Président Sadate, contrairement à ce qui fut imaginé par le magazine égyptien. Ce message dit que les Américains connaissent bien la réalité égyptienne; l'économie est au point zéro sans aucun espoir de la redresser. L'armée égyptienne est inapte à garantir les intérêts américains. L'alliance avec Israël, ainsi que le lien organique avec la stratégie de la sécurité américaine sont les seuls moyens d'empêcher le régime égyptien de s'écrouler.

La troisième source est le procès-verbal d'une réunion du Conseil du Peuple égyptien (le Parlement) tenue en 1975, c'est-à-dire un an après la promulgation de la loi sur les investissements étrangers et dans l'ambiance du deuxième accord du Sinaï qui venait d'être conclu. Au cours de la quatrième session ordinaire fut présenté le rapport général du comité du plan et du budget pour l'exercice 1975, rapport daté du 14 décembre 1974 et signé par le ministre Ahmad Abou Ismaïl. Dans la deuxième partie intitulée

« Estimations économiques et financières du plan du budget 1975 » on peut lire ceci :

A. — « La part d'investissement qui revient à l'agriculture dans le plan de 1975 ne dépasse pas 4,3 % de l'investissement total. Le volume du budget consacré au ministère de l'Intérieur et de la Réforme agraire est inférieur à celui de 1974; alors qu'en 74 ce ministère totalisait dans l'investissement 62 millions de livres égyptiennes, celui de l'année en question est de 52 millions, c'est-à-dire de 10 millions de différence. Et si les prix continuent à augmenter, il est certain que le manque dans les investissements agricoles sera plus important encore. » (p. 7)

B. — « Le ministère de l'Énergie électrique a dans le plan de 1975 un budget d'investissement de 27,5 millions de livres égyptiennes. Alors que en 74 ce budget était de 22 millions. Au premier coup d'œil l'on pourrait croire qu'il pourrait s'agir d'une augmentation dans le chiffre d'investissements dans ce genre d'activités. Mais l'analyse du chiffre de l'année 1975 permet de se rendre compte que cette somme est consacrée à des articles pour lesquels un accord antérieur a été passé. De ce fait la part qui revient à de nouveaux investissements en 1975 est insignifiante. » (p. 8) « Ainsi nous trouvons un déficit dans les sommes accordées pour les investissements dans le domaine de l'électrification de la campagne. Cet organisme ne peut donc pas poursuivre la réalisation de ses projets, déjà entamés... Le vrai sens de ce qui précède est en réalité le gel des projets d'électrification de la campagne. » (p. 9)

C. — « Consacrer 3 % seulement du total des investissements aux services éducatifs et aux recherches sanitaires signifie un recul par rapport au strict minimum pour développer les services dont on est constamment privé. L'insignifiance des investissements dans le domaine éducatif est peut-être due à un concept fréquent selon lequel l'éducation ne serait qu'un service et qu'il est par conséquent plus intéressant de se consacrer à des activités productrices qui pourraient être directement rentables. » (p. 9)

D. — « Nous trouvons un grand recul dans le service sanitaire et hygiénique à la campagne; celle-ci au cours de l'année 1975 ne pourra pas obtenir de services meilleurs tant que les unités médicales à la campagne restent incomplètes et sans développement aucun. La campagne restera tributaire des grandes capitales, et particulièrement Le Caire et Alexandrie, pour obtenir des soins médicaux. Ce qui représente beaucoup de frais et un coût très élevé. » (p. 10)

Le ministre termine son rapport en disant : « Réfléchir sur les différents domaines d'investissements précités ainsi que sur les investissements dans les différents gouvernorats à la campagne comme à la ville permet de nous rendre compte que la campagne a été particulièrement négligée. » (p. 11) « Le plan de 1975 n'a pas réparti les investissements entre la campagne et la ville de manière à

changer l'environnement de la première et à améliorer son niveau même dans les plus infimes proportions. » (p. 12)

D'autre part le procès-verbal de la réunion du Conseil du Peuple tenue le 10 mai 1975 fait état du rapport de la commission d'enquête dans l'affaire des autobus iraniens en réponse à une question posée par le député Mahmoud Al-Qadi au ministre du Transport sur la vérité d'une rumeur selon laquelle le gouvernement aurait acheté à l'Iran des cars Mercédès dont le prix est supérieur d'un tiers à celui accordé par l'Iran au Soudan et au Koweit à la même époque et avec les mêmes dates de livraison. Si cette rumeur se confirmait, cela voudrait dire que l'État a payé 10 millions de dollars de plus qu'il ne le fallait (p. 3). Bien que le marché des autobus n'ait pas été le plus scandaleux, il représente un modèle économique et un symbole de la nouvelle structure du système de l'ouverture économique. En fait le courtage est devenu la colonne vertébrale du parasitisme dont souffre la production. L'alliance entre la technocratie et la bureaucratie est la formulation économico-politique du pouvoir des riches de la campagne et de la couche usurière du capitalisme commercial. Ce n'était donc pas un hasard qu'à cette époque il fut procédé à la première modification de la réforme agraire à l'avantage des grands propriétaires. Les minutes de la session 65 (le 23 juin 1975) enregistrent un paradoxe historique, car la plupart des membres du Conseil approuvèrent le projet de modification, ce qui voudrait dire que les 50 % de parlementaires supposés représenter les paysans et les ouvriers ont voté contre les propres intérêts de ceux-ci. En effet l'article 33 de la loi 178 de l'année 1953 stipulait que le loyer de la terre ne devait pas être supérieur à la valeur de l'impôt foncier multipliée par 7. A ce texte on en a substitué un autre disant : « La valeur du loyer annuel de la surface cultivable ne devrait pas dépasser l'impôt foncier en cours multiplié par 7. » (p. 39) Et si nous connaissons l'augmentation gigantesque intervenue sur les prix de la terre depuis 1952, nous pouvons imaginer le contenu réel de cette modification ; le fermier paye un loyer qui parfois est dix fois supérieur à ce qu'il payait avant la promulgation de ladite modification. Comme cette modification est globale et non partielle, elle entraîna la modification ou le changement de l'article 33 bis D de la manière suivante : « Le propriétaire et le fermier peuvent s'accorder pour transformer le fermage en métayage. » (p. 50) C'était là une chose strictement interdite sous la loi de la réforme agraire qui, elle, avait été justement promulguée pour mettre fin aux rapports féodaux. En effet la nouvelle modification de la loi signifie que le paysan locataire cultive la terre au compte du propriétaire en tant qu'ouvrier agricole et non pas en tant que locataire, car le propriétaire obtient son dû directement sur le produit de la terre. La nouvelle modification prenait en réalité toutes les précautions pour défendre les propriétaires contre les petits paysans. L'article 35 stipule : « Le propriétaire ne peut demander l'évacuation des terres louées à moins que le locataire ne

manque à une clause importante de la loi ou du contrat; dans ce cas, le propriétaire, après avoir averti le locataire, pourrait demander à la juridiction compétente de rompre le contrat de location et de faire évacuer la partie en cause. » (p. 51)

Parmi ces clauses principales, dit la nouvelle modification, il y a ceci : « Les retards répétés dans le paiement total ou partiel des loyers autorisent le propriétaire à rompre le contrat de location et à faire évacuer le locataire avec l'obligation du remboursement de toute sommue due. » (p. 65) Cela aussi était strictement interdit sous la loi de la réforme agraire qui visait essentiellement à défendre le fermier de l'avidité du propriétaire. Par la menace de l'évacuation le petit fermier peut devenir ouvrier agricole, ne pouvant compter que sur sa force de travail.

Cette mainmise sur la loi de la réforme agraire complète objectivement la contre-révolution accomplie dans d'autres domaines, car la liquidation des petits paysans et la dégradation de la campagne en général est parallèle à la liquidation du secteur nationalisé et à la dégradation de la ville. L'ouverture économique n'est que la bannière de cette double dégradation. De ce fait il est normal que les prix augmentent. Les importations au volume trop grand, les emprunts ainsi que la diminution de la production agraire aboutissent tous au déficit de la balance des paiements, à l'inflation et au chômage; d'où l'augmentation non équilibrée des denrées de première nécessité.

La quatrième source est le Congrès des économistes égyptiens tenu au Caire en avril 78. Le docteur Goudah Abd El Khaleq conclut sa recherche sur l'évolution de l'économie égyptienne entre 75 et 77 en disant que le nouveau capitalisme égyptien diffère qualitativement de celui d'avant 1952 (c'est à la même conclusion qu'est parvenu le docteur Fuad Mursi dans son livre : *Cette ouverture économique*). Ce capitalisme est avant tout tributaire du capital étranger : « Sur 31 projets d'investissements le capital égyptien s'associe dans 22 cas au capital étranger. »

En deuxième lieu, c'est un capitalisme commercial; « le commerce est sa base, le profit est son but et la production vient en troisième rang ». Mais la constatation la plus grave dans cette recherche est que ce capitalisme est un capitalisme familial. Ce sont ces mêmes familles qui détiennent le pouvoir politique. Le chercheur a donné plusieurs exemples sur les entreprises familiales dont les propriétaires sont des ministres, de grands responsables dans l'appareil d'État, en association avec des capitaux étrangers, la plupart sont des entreprises d'import/export ou de services. Aucune de ces entreprises n'a une production réelle. Les travaux de construction ainsi que les opérations bancaires viennent au premier rang de ces entreprises familiales. Il est normal dans ce cas que le nom de « Osman Ahmed Osman » soit le premier de la liste[10]. Ainsi la richesse

10. Voir l'enquête publiée par *Al-Ahali* le 3 mai 1978.

et le pouvoir sont maintenus par presque une seule main. Une des conséquences de cette situation irrégulière est le fait que « Sadate qui escomptait par sa politique d'ouverture sur l'Occident trouver une solution à ses problèmes économiques, militaires et politiques s'est trouvé de plus en plus dépendant des États-Unis sans pour autant réaliser les résultats espérés. »[11] Ce fut donc une impasse. Les événements de janvier 77 ne sont que l'incarnation de cette impasse et de la désillusion après un rêve impossible : la libanisation de l'Égypte ou sa saoudisation, car la patience égyptienne a des limites que posent les Égyptiens eux-mêmes.

3. Le pouvoir dans le dénuement

La distance qui séparait le sentiment de classe chez les ouvriers égyptiens de la conscience organisée chez les étudiants était comblée jour après jour, parallèlement à l'évolution de la contre-révolution; après les événements de janvier 75, la commune de Mahalla Al Kubra la même année, les événements se succédèrent précipitamment durant l'année 76. C'était des réactions immédiates à la suite des changements intervenus sur l'infrastructure et les rapports de production dans le nouveau système social. Il n'y avait pas d'indicateur nécessaire pour prouver une explosion possible. Un soulèvement populaire eut lieu à « El Manzalah » le 29 janvier 1976, qui fut suivi d'autres « événements déplorables » selon l'expression des médias officiels à l'époque. En effet la population prenait d'assaut les commissariats de police un peu partout, à Chubra El Khayma, à Sayyda Zeinab, à Darb Al-Ahrmar, et ailleurs.

Les ouvriers firent la grève aux usines Nasr d'automobiles, aux usines de transport léger à Helouan, à l'usine Égypte-Hélouan de filature, à la Compagnie orientale du tabac, aux chantiers navals d'Alexandrie et de Port-Saïd, à l'usine textile de Suyuf à Alexandrie, etc. Mais la plus frappante de toutes ces grèves fut certes celle des ouvriers du transport de la ville du Caire des 18 et 19 septembre 1976. Elle eut lieu moins de 24 heures après la réélection du Président de la République. Sur le front estudiantin le club de la pensée socialiste dirigea une manifestation devant le Conseil du Peuple, le 25 novembre 1976. A la même époque ont manifesté aussi les diplômés des écoles techniques, ceux de l'éducation physique, de la faculté des sciences politiques, ceux des beaux-arts, ainsi que les résidents de la cité universitaire Guizeh[12].

Tous ces indicateurs étaient normaux d'un côté; mais ils étaient,

---

11. M. Ch. Aulas, *le Monde diplomatique,* janvier 1976.

12. Voir *Les Leçons du soulèvement égyptien de janvier,* de Ahmed Al-Masri *(El-Katib Al-Falestini,* n° 2, avril 1978).

d'un autre côté, comme des avertissements de ce qui «pouvait» se produire. En tout cas les événements de janvier 1977 ne peuvent être considérés comme une surprise.

La surprise vint plutôt du côté du pouvoir, et ce par deux reprises. La première fut lorsque le gouvernement fit, au début du mois, une large campagne de presse visant à assurer à la population que les salaires seront augmentés et que les prix gagneront une stabilité, s'ils ne baissaient pas. La deuxième fois, ce fut au soir du 17 janvier, lorsque le gouvernement déclara la hausse des prix des denrées de première nécessité.

Pour la première surprise, c'est le quotidien *Al-Ahram* qui annonça le 1er janvier 1977 «la stabilisation de tous les prix en 1977 et l'amélioration de la situation de tous les travailleurs dans l'État». Ce titre était le résumé d'une déclaration de presse faite par le premier ministre Mamduh Salem au rédacteur de la rubrique économique de ce journal. Sous un autre titre, «les espoirs, les prévisions et les possibilités», le premier ministre disait : «Mes espoirs et mes prévisions aussi consistent dans la réalisation du plan du gouvernement pour l'année 1977, qui est une partie du plan quinquennal et qui en est aussi l'indicateur de réussite. En effet, cette partie du plan comprend la réforme de certains aspects de la structure économique, l'allègement des charges dont souffre la population, le dépassement de certaines difficultés économiques et la réalisation de la justice sociale. Je crois que nous réussirons à augmenter le taux d'exportation et de production, à mieux contrôler les dépenses publiques, à augmenter la production intérieure agricole et à assurer constamment des quantités suffisantes de viande et de légume sur le marché. Nous voulons aussi encourager l'importation des produits alimentaires et des tissus populaires. J'espère par ces succès stabiliser les prix. D'ailleurs des mesures seront prises à ce propos à la fin des études en cours au bureau de la stabilisation des prix et aux ministères concernés.»

Le lendemain *Al-Ahram* paraît avec à la une les titres suivants : «Sadate demande aux responsables de promulguer rapidement les lois sur les travailleurs, le logement et les impôts.» «Le Président étudie avec les dirigeants politiques les moyens de dispenser à la population nourriture et vêtements.» «Stabilisation des prix des denrées de première nécessité en 1977.» Le 3 janvier 1977, le quotidien *Al-Gumhouriyyah* affirmait que les prix n'augmenteront pas. Le 9 janvier, *Al-Akhbar* disait dans son éditorial que le gouvernement tendait à stabiliser les prix et à donner à la population la possibilité de se munir facilement des produits et des matières de première nécessité.

Le 10 janvier 1977, *Al-Akhbar* titrait : «Sadate demande que la jeune génération ne soit pas la seule à porter la charge des sacrifices.» Le 12 janvier, le ministre de l'Information, M. Gamal Al-Uteifi, déclare à la suite de la réunion du conseil des ministres : «M. Mam-

duh Salem a exposé au conseil les directives du Président Sadate au sujet de la stabilisation des prix des produits de consommation et de l'action à entreprendre pour produire un repas populaire en conserve au prix modéré. » Le 16 janvier *Al-Akhbar* annonçait « une importante réunion du groupe parlementaire du parti Misr (parti au pouvoir) pour étudier les moyens de stabiliser le prix de certains produits de première nécessité. »

La nuit du 17 janvier 1977, les Égyptiens allèrent se coucher sûrs, ou presque, que le gouvernement « les a compris » enfin. Le lendemain, le 17, il n'y avait aucune nouvelle. Vers la fin de la journée les députés écoutaient au Conseil du Peuple (le Parlement) le rapport du docteur Abd Al-Moneim Al-Qaysouni, vice-premier ministre pour les affaires financières et économiques et Présidence de ce que l'on appelait « le groupe économique ». Il faisait l'exposé de la situation financière de l'État. Le ministre du Plan, lui, traita du plan de développement pour l'année 1977. Le ministre des Finances fit enfin sa déclaration sur le budget du nouvel exercice. Les trois discours successifs eurent un effet foudroyant. Car tous les trois convergeaient vers un point : l'augmentation des prix en supprimant l'aide de l'État aux produits de première nécessité depuis la galette de pain, les légumes et les tissus populaires jusqu'au sucre en passant par le thé, le tabac et le kérosène; ce sont là les denrées de première nécessité chez le citoyen moyen.

Ce citoyen ne savait sans doute pas qui il fallait croire; car juste la veille il avait reçu une assurance dont il n'avait pas besoin; ce soir la même source démentissait ce qu'elle lui avait dit la veille. Comme si le gouvernement avait sciemment préparé l'ambiance pour déclencher l'incendie. Comme s'il en avait fixé l'heure « H ». Il était normal, au plus haut point, qu'ouvriers et étudiants fissent une marche pacifique demandant la démission du gouvernement. Les manifestants scandaient les slogans suivants :

« On nous habille de jute, maintenant on nous prend la galette. »

« Gouvernement du centre et de la danse du ventre, le kilo de viande est à crédit. »

« Ils boivent du whisky et mangent du poulet et le peuple meurt de faim. »

« Le sioniste est sur ma terre et la police secrète devant ma porte. »

« Amérique : retire ton fric, le peuple arabe t'écrasera. »

« Étudiants et ouvriers contre le gouvernement de l'exploitation. »

« Nasser a toujours dit : prenez soin des ouvriers. »

Douze heures après les manifestations pacifiques, alors que le Président Sadate était encore à Aswan, les masses populaires passèrent à la violence subitement. Un rapport des organismes de la sécurité rédigé par le général Ahmad Ruchdi et présenté aux instances hiérarchiques de l'État décrit la manifestation qui s'était dirigée vers le Conseil du Peuple vers 19 h 30, dans ces termes : « Les forces de la police centrale leur firent face. Ils furent dispersés mais

en petits groupes dont les rangs furent envahis de bandes de populaces et de saboteurs... Certains de ces manifestants saccagèrent de nombreux édifices publics et privés, ainsi que des moyens de transport, des commissariats et des cars de police. Ils attaquèrent des hôtels et des magasins. Ils mirent le feu à certaines maisons de presse. »[13]

Le lendemain, le Président Sadate était toujours à Aswan; mais il commença à se préparer à un retour rapide et forcé à la capitale. Les rapports qui lui parvenaient étaient contradictoires. Le rapport officiel du ministère de l'Intérieur publié à l'intention des citoyens le mercredi 19 janvier 1977 annonçait « un retour à la normale ». Mais d'autres rapports faisaient état d'événements semblables survenus à Alexandrie au nord et à Guizeh au sud. Mais le Président Sadate dut se rendre lui-même compte de la situation lors de son voyage de retour par avion au matin du 19 janvier. C'était un rapport fait sur le terrain même. Car il put voir de ses propres yeux les Aswanais se ruer et crier leur colère au visage du premier responsable de l'Égypte. Et les rapports qui se succédaient représentaient l'Égypte rassemblée en une seule et gigantesque manifestation ébranlant le pays du sud au nord au Delta. L'avion présidentiel ne pouvait atterrir nulle part. Durant deux heures le Président, en vol forcé, recevait des dépêches lui faisant part des attaques qu'ont subies sa résidence privée ainsi que celles d'autres résidences de grands responsables de l'État. On conseilla à l'avion présidentiel de ne pas atterrir à l'aéroport du Caire; celui d'Alexandrie n'était pas plus hospitalier. Lorsqu'on lui conseilla d'atterrir dans un aéroport militaire, « l'ambiance » au sein des forces militaires n'était pas favorable non plus. Nul ne sait, jusqu'à l'heure actuelle, le lieu où l'avion du Président a atterri. En revanche tout le monde sait que cet atterrissage fut accompagné d'un ensemble de mesures : ordre fut donné aux forces centrales de la sécurité d'ouvrir le feu sur les manifestants, accusation portée contre la gauche, depuis le rassemblement national, progressiste et unionniste jusqu'aux communistes, d'avoir incité au « schisme » et à la « dissidence » et abrogation de tous les décrets concernant l'augmentation des prix. Malgré les 80 morts, ou plus, et les 200 blessés[14], le gouverneur militaire fut obligé de déclarer le couvre-feu, l'interdiction de circuler et la descente, pour la première fois depuis 1952, de l'armée dans la rue.

---

13. Le texte est extrait du journal *Al-Ahali (égyptien) du 15 mars 1978.*

14. C'est l'estimation officielle. M. Desjardins, dans son livre précité, fait état de 80 morts, 600 blessés et 1 000 arrestations (p. 165) ; mais les estimations finales selon les observateurs de la presse internationale font état de plus de 300 morts et 1 000 blessés. C'est la pire boucherie dans l'histoire de l'Égypte moderne. L'armée britannique n'a pas fait autant de victimes en 1919 et Sidky Pacha, le tyran, a tué 5 étudiants lors de la tristement célèbre manifestation.

En fait, que se passait-il sur la terre d'Égypte, pendant que l'avion présidentiel la survolait au point de prendre lesdites mesures sitôt atterri? Brièvement, on peut décrire les événements de la manière suivante :

Bien que les violences aient commencé le 18 janvier 1977, le véritable jour de la violence est sans doute aucun le 19 janvier. Le pouvoir informationnel fit certes preuve d'intelligence lorsqu'il qualifia ces violences par un mot, le vandalisme, que détestent les Égyptiens. Cette expression fut reprise d'ailleurs par les citoyens intègres et progressistes, lorsqu'ils tentèrent d'innocenter la population et de repousser les accusations dont ils furent l'objet; ce qui les mit, dès le départ, en position défensive. Certes des « lumpen proletaria », des extrémistes et des indicateurs ont procédé à des actes de sabotage, mais ce n'est qu'une partie insignifiante de la vérité. Il n'est pas moins certain que la population dans son ensemble ait procédé à la contre-violence à la suite des provocations sanguinaires des forces centrales de la sécurité et à la suite de l'accusation portée contre un certain groupe politique d'avoir été à l'origine du déclenchement des événements, comme si l'augmentation des prix n'en était pas la raison principale ou comme si le peuple n'était qu'un troupeau de brebis. Dans ses *Réflexions sur les révolutions des empires,* Volney (1757-1820) écrit ceci : « Tout ce que l'on voit en Égypte, tout ce que l'on entend prouve que ce pays est un pays d'esclavage et de tyrannie... Tu ne peux avoir une conversation sans qu'elle n'ait un rapport avec un trouble civil, une famine, un chantage, une exaction, une torture ou une mise à mort. La sécurité des gens et de leurs biens fait complètement défaut. Le sang d'un homme est aussi facilement répandu que celui d'une bête. »[15]

En fait le problème de ces historiens consiste dans le fait qu'ils ne voient qu'un moment isolé de l'histoire de ce pays. L'auteur de ces lignes ne dit rien des révolutions des Bédouins et des paysans égyptiens qui s'étendent sur toutes les périodes des Mamelouks et des Turcs. Son livre est d'autre part antérieur aux deux révoltes du Caire contre l'armée française. Volney n'a pas vu la révolution de Orabi, celle de Saad Zaghlul et enfin celle de Nasser. Mais il aurait certainement trouvé au moins une justification historique à la violence du peuple égyptien les 18 et 19 janvier 1977; car c'est là une violence qui a acquis sa légitimité par le fait de la violence et de la contre-révolution. Dans son livre *La poudre et le pouvoir,* Th. Desjardin écrit que les forces centrales de la sécurité ouvraient le feu sur les manifestants sans en avoir de sérieuses raisons pour le faire (p. 165). En fait, c'était là une violence double : celle des balles et celle de la faim. Le

---

15. Le texte est traduit de l'arabe et pris dans l'*Histoire de la pensée égyptienne moderne* de Louis Awad, tome I, éd. : *Al-Hilal,* 1969, pp. 71-72.

même auteur écrit : « Pour la première fois nous voyions la véritable pauvreté en Égypte... celle de l'Inde et de l'Éthiopie. En 1976, l'Égypte entrait dans la phase de la pauvreté totale » (p. 179). Ailleurs il décrit, d'après son propre témoignage, la violence de la population, dans ces termes : « De petits enfants, habillés de sales djellabas, firent irruption. Les soldats n'y prêtèrent pas attention. Subitement, ces enfants commencèrent à lancer des cocktails molotov contre les blindés et s'enfuyaient en criant. Les soldats ouvrirent le feu ; mais les enfants avaient disparu. » (p. 163)

La « violence » n'est pas une accusation que l'on peut faire à la population ou à la gauche égyptiennes. Car c'était une violence légitime et pacifique, si l'on peut dire, face aux balles et à la mort par la famine.

Quelles sont les formes de cette violence ? A la campagne, cela prenait la forme de l'interruption des communications, la prise des centres de responsabilité et la marche vers les villes, exactement comme lors de la révolution de 1919 avec cette différence qu'en 1977 le volume des manifestants des provinces égyptiennes dépassait dans son impact politique celui de la révolution de 1919. Dans les villes, les gens se dirigeaient massivement vers les commissariats, les préfectures, les boîtes de nuit, les grands hôtels et les résidences secondaires des grands responsables... et tout ce qui symbolise l'injustice sociale et la morale double. Ils se dirigeaient vers les coopératives alimentaires qui contenaient leur nourriture volée par les bureaucrates et les courtiers. Ils se dirigeaient vers l'université américaine au milieu du Caire. Ce qu'elle représente n'a pas besoin d'être signifié. En revanche, aucune université nationale, aucune école ne fut l'objet de la moindre attaque. « Aucune usine ne fut sabotée, aucune machine ne fut détruite ; aucun petit commerçant ne se plaignit. Les manifestants transportaient les charrettes des marchands ambulants dans les rues latérales pour leur épargner tout risque de dommage. »[16] Et lorsque la population organisa, sur le pont Abu Al-Ila qui sépare le quartier chic de Zamalek du quartier populaire de Bouloq, un tribunal pour juger le comédien Fouad Al-Muhandis, la seule question qu'elle lui adressa fut : « D'où as-tu cela ? » Ils désignaient sa luxueuse limousine, eux qui ne trouvent même pas une place dans les autobus. Le sens direct de ce qui précède est que la violence de la population n'était pas aveugle ; mais elle se dirigeait contre certains symboles bien précis. Ce n'était donc pas du sabotage, mais une révolte contre ces symboles.

Une révolte qui voulait dire que la révolution était dans l'air, selon l'expression de Lénine. Mais elle trouvait sa direction à partir de son intérieur. Elle était à la fois la mèche et le pétrole. Les décisions

16. Ahmad Al-Misri, magazine *Al-Katib Al-Filistini*, avril 1978.

du gouvernement n'étaient que l'allumette. En fait, cette allumette pouvait prendre feu à n'importe quel moment et pour n'importe quel prétexte. Car la révolution en suspens n'a besoin d'aucun facteur extérieur... C'est pourquoi l'accusation faite à l'encontre de la gauche, la clandestine ainsi que la déclarée, aussi bien que le refus par la gauche de cette accusation étaient vrais et tristes à la fois. Car il ne fait aucun doute que c'est l'opinion publique de gauche qui a eu le mérite de prendre l'initiative de la révolte. D'autre part, il ne fait aucun doute que la gauche organisée, clandestine et déclarée, n'était pas à la hauteur de l'événement historique. Car elle était très en recul avant et après son surgissement. Il est vraiment regrettable que l'honneur national du peuple égyptien soit mis en cause par le régime qualifiant ce soulèvement de «soulèvement de bandits» selon l'expression de Sadate, expression reprise par tous les moyens d'information. On accusa aussi Moscou et la Libye; comme si le peuple égyptien n'était pas majeur[17]. Comme si ce peuple avait besoin de ceux qui avaient entrepris sa défense pour se défendre eux-mêmes. Comme s'il y eut un crime ou un complot, alors que tous les dégâts matériels causés durant deux jours par les manifestants égyptiens ne peuvent, dans leur insignifiance, être comparés à ceux d'une demi-heure dans un pays comme le Liban ou l'Iran. La raison en est très simple : c'est qu'il n'y a pas eu de guerre civile. Ce qui a été décrit comme «contrôle positif» dans la première partie de cet ouvrage était arrivé au seuil de la révolution sous la direction de l'unité nationale et ce parallèlement à la dégradation du régime. Je veux parler de cette unité qui pousse la rue égyptienne tout entière à réagir contre le régime. Ce qui a donné aux événements de janvier 1977 leur volume exceptionnel consiste dans le fait qu'ils ont géographiquement couvert toute l'Égypte par les mêmes revendications et au même moment. Un regard superficiel sur l'histoire des Égyptiens pourrait induire à l'erreur selon laquelle ces événements pourraient être prémédités. Mais la spécificité égyptienne se voit nettement lorsque se rassemblent tous les éléments de la révolution depuis la globalité géographique jusqu'à l'unité du «timing» et des slogans pour exploser à un moment que ne peut prévoir l'ennemi de classes ou de la nation, bien que cette révolution soit enregistrée dans la conscience collective. C'est là une caractéristique essentielle que nombreux sont ceux qui ne savent pas tirer de l'histoire de l'Égypte, de sa mythologie, de son folklore et de sa littérature, une caracté-

---

17. A ce propos, Th Desjardin écrit dans l'ouvrage cité : «Des ministres et des hauts fonctionnaires accusèrent Moscou, chose qui n'a jamais été prouvée. Les communistes ne peuvent en aucune façon lancer des slogans tel : à bas le kédive» (p. 166).

ristique dont on peut voir une partie de son impact à travers les deux œuvres précoces de l'écrivain égyptien Tawfiq Al-Hakim : *Le Retour de l'âme* et *Les Gens de la caverne*. Là, l'Égypte entre dans un sommeil très long; mais elle ne meurt jamais. Mais lorsqu'elle se réveille, c'est le « tous en un ». Beaucoup parmi les Arabes, y compris les Égyptiens, ne sont pas conscients de cette spécificité égyptienne, au point de désespérer du sommeil de l'Égypte et de le prendre pour la mort. Ils ne se rendent compte du moment de l'éveil que lorsque l'Égypte se relève. C'est pourquoi ils ne peuvent expliquer que de l'intérieur les phénomènes externes.

Le pacifisme de la révolte égyptienne réside surtout dans le sentiment très raffiné et la conscience que toutes ces institutions appartiennent à tous les Égyptiens. « Ils attaquaient tout ce qui est étranger » dit l'auteur de *La poudre et le pouvoir*. Bien que ce soit là une exagération, l'on peut tout de même dire que ceci est vrai, mais d'un autre point de vue. Car les boîtes de nuit et les commissariats sont étrangers à la conscience en flamme. Les Égyptiens aiment les soirées et les « péchés ». Mais la boîte de la rue des Pyramides a toujours été le symbole d'une autre chose liée à l'occupation étrangère. Les Égyptiens respectent la légitimité au point de la considérer comme chose sacrée lorsque l'État est le symbole d'une organisation civilisée; mais ils donnent l'assaut au sanctuaire le plus sacré et, imitant en cela Jésus-Christ, ils tiennent le fouet et chassent les marchands de la maison de Dieu en disant avec lui : « Ma maison est une maison de prière et vous en avez fait une caverne de voleurs. »

Les Égyptiens, les 18 et 19 janvier 1977, n'ont fait que poursuivre les pharisiens et ils ne les ont pas chassés de l'autel.

Pour tout ce qui précède, ceux qui ont vu l'événement de l'extérieur, ceux qui ont vu le peuple égyptien étaient plus proches de la réalité, contrairement à ceux qui l'ont vu de l'intérieur, que ce soit le régime ou l'opposition.

La colère des paysans égyptiens et de la classe moyenne, dit le magazine américain *Time*, augmente. Ceux-ci représentent 90 % d'une population de 40 millions. La colère augmente car le gouvernement ne cesse de leur demander de faire des sacrifices. Ces classes vivent dans des conditions économiques pénibles; les denrées alimentaires manquent, l'inflation atteint 37 % par an. Ceux qui achètent aux magasins privés ont constaté que les produits sont quatre fois plus chers qu'aux coopératives. On se plaint des prix très élevés du lait, de la viande et des légumes. De l'ensemble de la population, 10 % seulement sont économiquement aisés. Sous le régime actuel, les riches sont devenus plus riches et surtout après la restitution des biens qui étaient sous séquestre durant le pouvoir du Président Nasser. La semaine dernière, des manifestants en colère envahirent les rues. Les manifestations étaient d'une violence jamais vue depuis 25 ans, lors de l'expulsion du roi Farouk. Ces explosions sont dues aux décisions subites arrêtées par Abd Al-Moneim Al-

Qaysuni, président du groupe économique, pour augmenter les prix. »[18]

Sous le titre *Ils ont fait de l'Égypte une nouvelle Inde, le Nouvel Observateur,* magazine français, écrivit : « La Banque mondiale et le Fonds monétaire international ne s'attendaient pas à ces vagues de colère qui ont envahi l'Égypte, lorsqu'ils recommandèrent au gouvernement égyptien de supprimer l'aide aux produits de première nécessité (sucre, riz, thé, gaz, etc.) qui maintiennent la survie. Durant cinq ans les prix ont augmenté de 120 % alors que les salaires n'ont pas bougé. Le SMIG est à 12 livres égyptiennes. Un universitaire gagne 20 livres égyptiennes. Un observateur constatera facilement que la misère croît à grande vitesse. Pourtant, c'est cette population qui, selon les experts internationaux, devait supporter la charge de la rectification de l'économie du pays. L'Égypte est passée d'une économie planifiée à une ouverture totale; les restrictions douanières sont abrogées et le capital privé jouit de privilèges incommensurables. Le résultat de cette nouvelle tendance : croissance d'une classe parasitaire qui vit de l'importation des produits de luxe et du marché noir. »[19]

Fritz Stern, professeur d'histoire à l'université de Colombie aux États-Unis, écrivit dans le magazine *Forcing Affairs :* « Arrivé au Caire quelques semaines après les troubles des affamés survenus au mois de janvier 1977 à la suite de l'augmentation des prix imposée par le gouvernement aux produits de première nécessité, la police me sembla impuissante, quelle qu'en fût la raison, ce qui obligea le gouvernement à faire appel à l'armée. La persistance de la violence ainsi que l'abrogation immédiate des décisions en cause témoignent de la faiblesse du gouvernement. Ceci causa un choc au Président Sadate. Le gouvernement a commis l'erreur de blâmer les communistes. »[20]

Le Monde écrivit : « Les manifestants pensent que le gouvernement a manqué aux promesses faites par le Président au mois de novembre en augmentant le prix d'un certain nombre de produits de première nécessité. Le premier ministre a ainsi commis une erreur tragique; car ces produits représentent le strict nécessaire. En réalité, la politique d'ouverture économique a eu des effets contraires. L'écart entre riches et pauvres est de plus en plus accentué. C'est une infime minorité qui en est avantagée, alors que la grande majorité souffre de pénurie et de misère. »[21]

The Gardian, britannique, écrivit : « ... Il est évident que la police agit aveuglément et sur la base d'anciennes listes de suspects; ce qui prouve qu'elle ne dispose pas de beaucoup d'informations sur les véritables meneurs des manifestations, à supposer que de tels soulèvements spontanés peuvent en avoir. »

---

18. Le texte est pris dans le journal égyptien *Al-Ahali* du 8 mars 1978.

19, 20 et 21. Idem.

Ce sont là des témoignages occidentaux que l'on ne peut accuser de communisme. Ils s'accordent tous sur la spontanéité du soulèvement et sur ses raisons économiques. Ces deux éléments sont réels; mais, en réalité, ils ne représentent pas tous les facteurs des événements de janvier 1977. Ces témoignages sont aussi importants parce qu'ils sont contre l'accusation du régime à l'encontre de la gauche et aussi contre l'auto-défense de la gauche. Il n'y avait pas de crime, et il n'y a pas eu de complot... mais tout simplement l'explosion d'un peuple réprimé.

L'attitude adoptée par le régime fut la violence au plus haut point. Il accusa aussi la gauche d'avoir ourdi un complot avec la participation de Tripoli et de Moscou. Mais il reconnut que la décision d'augmenter les prix a provoqué «le mécontentement» de la population.

La vérité, c'est que le régime, avec son mode de pensée policière, fut surpris par la grandeur des événements. La vérité, aussi, c'est qu'entre le 18 et le 19 janvier le pouvoir passa une nuit dans la nudité totale. Et parce que personne ne se présenta pour combler cette vacance, celui-ci resta en place. C'est donc pour un facteur négatif que le pouvoir ne fut pas ébranlé.

Aujourd'hui, il est certain que le sang répandu au Caire et à Alexandrie sous le feu des forces centrales de la sécurité était le résultat d'une action sciemment ordonnée. Car lesdites forces n'avaient pas pour consigne la prévention ou la défense des institutions. Elles tiraient massivement sur la population. Cependant, il n'est pas moins certain que les forces de police furent complètement impuissantes devant la marée humaine qui, elle, ne possédait que les cailloux. C'est là que nous trouverons la raison profonde du couvre-feu et de l'ordre donné à l'armée de descendre dans la rue. Ce n'est plus aujourd'hui un secret de dire que celle-ci avait accepté mais sous la condition de ne pas ouvrir le feu sur la population; condition qui avait été immédiatement acceptée.

Du fait que les organismes de sécurité ont perdu la bataille en ne prévoyant pas les événements et en faisant preuve d'incapacité de les contenir, la seule solution pour rejeter la responsabilité sur quelqu'un fut le recours aux listes des hommes de gauche. Du fait aussi que le premier ministre est un ancien officier de police et ministre de l'Intérieur du putsch du 14 mai 1971, l'acte d'accusation de la gauche fut d'abord rédigé chez lui avant d'être transmis au procureur général. C'est lui qui publia la déclaration, tristement célèbre, accusant la gauche reconnue (parti du rassemblement) ainsi que la gauche clandestine (les communistes) d'avoir fomenté les troubles. Et comme le Président Sadate était en guerre ouverte contre la gauche, il fit faire cet étonnant plébiscite qui consistait à voter à la fois pour et contre la démocratie en autorisant, en février 1977, le multipartisme et en élevant la peine contre les manifestations, les grèves et les organisations secrètes jusqu'aux travaux forcés à perpétuité. Les

Égyptiens regretteront Sidqi pacha, Dieu ait son âme, dont la loi, pour les mêmes cas, ne faisait état, en matière de sanction, que de dix ans d'emprisonnement au maximum et de deux ans au minimum.

L'excuse du régime, pour avoir commis ce massacre, fut la démission du ministre de l'Intérieur, ancien directeur des renseignements de la sécurité de l'État. Ce même ministre, quelques jours avant les événements des 18 et 19 janvier 1977, avait fait devant le Conseil du Peuple une déclaration pertinente au sujet des événements de la ville de « Billa ». « Les crimes commis les derniers temps, disait-il, se caractérisent par un phénomène de violence. Ce phénomène est connu dans le monde entier ; cependant les troubles et les actes de vandalisme survenus en Égypte ne peuvent en aucun cas être considérés, dans leur insignifiance, comme proportionnels aux conditions sociales et économiques que traverse notre pays. Des commissariats furent attaqués par des personnes irresponsables. A l'étude, nous nous sommes rendus compte que ce sont des enfants ne pouvant être regardés comme responsables. Il y a une tension extrême chez la population. Nous savons que notre peuple exprime son mécontentement par les sentiments. La présence armée des forces centrales de la sécurité ne fait qu'aggraver la tension. »[22]

En réalité, cette analyse constituait un présage. Elle n'accuse pas la gauche ; elle fait une évaluation objective de la situation. Mais la décision politique est une autre affaire. C'est pour rendre la décision politique plus crédible que Sayyed Fahmi fut un bouc-émissaire. L'offre de démission présentée par Al-Qaysouni fut repoussée. Le premier ministre, lui, n'a pas du tout pensé à démissionner, bien que cette « solution » lui ait été proposée cordialement. Ainsi, on procéda à l'arrestation massive des progressistes égyptiens.

Pourquoi ?

En fait, il ne s'agit pas d'une erreur du gouvernement, mais bien d'un péché inhérent au régime. L'homme à la tête de ce régime s'en est parfaitement rendu compte. La protestation directe contre l'augmentation des prix en couvrait une autre mettant en cause tout le régime. Le Président Sadate comprit cela par le progrès vaste et massif du mouvement de contestation. Mamduh Salem, lui, n'était pas un simple premier ministre impliqué dans une erreur de tactique ; c'était le numéro du putsch du 14 mai 1971 qui était mis en cause.

Quant à Abd Al-Moneim Al-Qaysouni, il est peut-être le seul homme en parfaite harmonie avec l'identité sociale de ce régime nouveau. En 1965, il avait fait les mêmes propositions au Président Nasser qui les refusa catégoriquement. L'expert en économie libre démissionna ou, plus précisément, il fut démis de ses fonctions. Mais sous le nouveau régime M. Qaysouni trouvait nécessaire, et il avait

---

22. *Al-Ahali* du 15 mars 1978.

tout à fait raison, d'accorder le fond avec la forme; ce qui impliquait la suppression de l'aide de l'État aux produits de première nécessité. En cela, il était plus sincère et plus compréhensif à l'égard du régime. Il en était le meilleur représentant sans avoir besoin de recourir aux compromis entre l'étiquette affichée et l'action effective. C'est pourquoi Al-Qaysouni ne participa aucunement à duper l'opinion publique au sujet des «procédures» qui devaient être prises. Il savait comme beaucoup d'autres que celles-ci avaient été appliquées avant même d'être annoncées au grand public. Il savait aussi qu'elles allaient continuer d'être appliquées même si on en changeait la forme. Pour toutes ces raisons, il refusa de participer à ce vaste jeu de duplicité en présentant sa démission. Mais, pour les mêmes raisons, le régime la refusa; comme si, de la sorte, le régime voulait affirmer qu'il s'agissait non pas d'une position individuelle mais bien de sa position à lui. Il est connu que Qaysouni réitéra sa demande de démission lors de l'aggravation de la crise dans le courant de l'année 1977. Il réussit enfin à quitter le navire avant le naufrage.

Le pouvoir fut surpris de l'acquittement de la gauche égyptienne par les tribunaux. De l'ensemble des enquêtes de la magistrature aucune preuve ne put être établie contre nasséristes et communistes accusés d'avoir participé aux événements en tant qu'organisations politiques. Nul besoin de rappeler que la différence est grande entre la participation individuelle dans une manifestation et celle collective. Cette conséquence juridique flagrante n'arrangea point les organismes de la sécurité, ni, à plus forte raison, la direction politique. Plus ridicules encore furent les autorisations accordées, pour arrêter des personnes dont on se rendait compte au moment de la descente qu'elles étaient mortes ou à l'étranger depuis fort longtemps. Cette confusion signifie un fait que les instances responsables n'ont fait qu'ouvrir de vieux dossiers et qu'en réalité elles n'ont rien vu. Mais plus grand encore fut le témoignage de certains responsables de la sécurité venus à la barre. Ils ne pouvaient pas affirmer que le parti du rassemblement ait participé, en tant que parti, aux manifestations. Les tribunaux relaxèrent les détenus; mais le Président de la République recourut à son veto contre la relaxe. Les organismes de la sécurité trouvèrent une solution : les détenus politiques furent traduits en justice pour des affaires n'ayant aucun rapport avec les événements des 18 et 19 janvier, dont la plus célèbre est celle nommée «l'affaire des organisations secrètes». Par manque de preuves à charge, la justice dut les acquitter l'un après l'autre après des mois de détention et de torture.

Mais ces preuves de l'innocence de la gauche égyptienne ne sont certes pas à son avantage. Car cet acquittement est en quelque sorte une condamnation de ses positions théorique et pratique quant aux événements. En effet, la position théorique du parti communiste égyptien, à cette époque, consistait dans une analyse selon laquelle le pouvoir aurait été divisé en trois tendances oscillant entre le natio-

nalisme et la trahison, avec au milieu une zone d'hésitation. L'action militante, selon cette analyse, consistait à soutenir l'aile nationaliste au pouvoir afin que fussent éliminés les traîtres et afin que les hésitants prissent leur parti. Une telle analyse ne pouvait en aucune façon conduire la révolution en suspens à prendre le pouvoir. Plus tard, le parti abandonna la forme, et non le fond, de cette analyse en affirmant que la partie dominante au pouvoir est celle de la trahison, surtout à la suite de la visite à Jérusalem. Mais cet abandon partiel n'est d'aucune utilité face aux défis nécessitant un changement radical dans le domaine de la pensée locale des organisations communistes et le parti communiste égyptien en l'occurrence. Car même le fait d'appeler à renverser le régime reste un simple mot d'ordre tant qu'il ne disposait pas d'un arrière-plan de lutte et tant qu'il ne constituait pas les prémices d'une action effective le rendant réaliste et possible. Les événements des 18 et 19 janvier constituent l'une de ces prémices historiques; ils ont objectivement annoncé la chute du régime; ils lui ont retiré la «légitimité» obtenue par la guerre de 1973. Le pouvoir n'avait aucune couverture. Une initiative politique organisée de la part de l'opposition était attendue. Ce fut une attente inutile. En réalité, dans un pays tel l'Égypte, l'analyse du pouvoir ne nécessite pas la vision de la multiplicité des courants bien qu'ils existent objectivement dans l'alliance sociale existante; en revanche la pertinence de l'analyse se mesurera par la capacité de cette analyse à évaluer la somme, en poids, de ces courants dans la décision politique. Car c'est la décision, elle seule, qui doit être l'objet de l'analyse et non point la formation ou les niveaux du pouvoir. Dans un régime qui n'a aucun rapport avec la démocratie, libérale ou populaire, le centre de décision est le pouvoir. Dans les pays du Tiers monde, et en Égypte en particulier, le pouvoir individuel devient l'équivalent du pouvoir et de la prise de décision à la fois. C'est pourquoi toute explication tendant à faire une distinction entre le «Président» et le gouvernement, ou entre le Président et les organismes de sécurité n'est qu'une tactique de vue courte dont la conséquence est d'en éloigner les adeptes, de les rendre inférieurs au niveau de l'événement historique; ils peuvent, tout au plus, participer sans le vouloir à son avortement.

Quant à ceux qui agissent dans la légitimité, le parti du rassemblement national progressiste et unioniste en l'occurrence, on ne peut leur demander que d'être conscients du sens radical de la légitimité. Et c'est le peuple qui est la source des pouvoirs. Et lorsqu'il retire la légitimité du pouvoir, l'opposition légitime peut devenir le noyau d'un nouveau pouvoir et la détentrice de la légitimité.

Il ne fait aucun doute que l'équilibre des forces sociales en Égypte ne peut permettre à la gauche, avec ses différentes tendances, d'être seule au pouvoir. Mais c'est cet équilibre lui-même, sans les rapports historiques et sociaux complexes entre les forces de la révolution et celles de la contre-révolution, qui peut

présenter l'alternative candidate à sauver la résurrection. La gauche est une partie organique principale de cette alternative. L'alliance sociale détentrice du pouvoir et composée de grands propriétaires, de technocrates et de courtiers ne peut, de par sa nature, qu'accentuer la nécessité d'une nouvelle alliance; celle-ci en effet était présente dans l'air, mais elle ne reliait pas l'âme populaire dans la rue à un corps organisé; celui-ci était disloqué derrière les bureaux ou dans les souterrains. Le régime et l'opposition s'étaient écroulés; et l'Égypte vécut de longues heures sans État, des heures jamais connues dans notre histoire moderne et peut-être même jamais connues dans l'histoire ancienne ou celle du Moyen-Age. Mais elles ont été lourdes de conséquences, et elles le sont toujours.

« L'innocence de la gauche » ne veut pas dire accuser « les Frères Musulmans ». Cependant la présence, individuelle, des jeunes de l'extrême droite religieuse est chose certaine, surtout du côté des boîtes de nuit de la rue des Pyramides. Mais il n'est pas moins certain que l'auteur de *La poudre et le pouvoir* ait été le plus loin de la vérité parmi les adeptes de l'accusation de l'extrême droite religieuse (lire pp. 155, 160, 161 et 182). Aussi n'était-il pas tout seul. Le magazine américain *Time* s'associait à lui en écrivant : « Les Frères Musulmans portent la responsabilité d'une grande partie des troubles. »[23] Bien que le pouvoir ait accusé la gauche, pour des raisons politiques, tout en sachant son innocence, et bien qu'il n'ait pas accusé la droite pour les mêmes raisons, ceci ne nous empêche pas de considérer les Frères Musulmans comme n'ayant pas de rapport avec les événements de janvier et ceci pour des raisons multiples : la première est que les Frères Musulmans, dans leur courant principal, restent fidèles au régime qui leur a permis la liberté d'action ainsi que la liberté d'attaquer le régime nassérien. Mais la raison profonde réside dans le fait que ces organisations extrémistes n'ont aucun rapport avec la rue égyptienne; elles n'y croient même pas. Les bases de telles organisations ne rayonnent jamais sur l'extérieur. Leur pensée terroriste ne peut renverser des gouvernements, ni des régimes. Ils peuvent, tout au plus, brandir les armes contre quelques individus-symboles. Elles sont à l'extrême opposé de la rue égyptienne de par leur organisation. C'est là encore une preuve que la véritable gauche en Égypte c'est la rue. Ils ne sont pas contre le régime en question mais bien contre la société.

L'auteur de *La poudre et le pouvoir* a voulu accuser la Libye plus que les Frères Musulmans. En prenant la défense des communistes, il écrit : « Sadate s'est trop précipité à accuser la gauche, alors que les manifestations dénotaient un caractère islamique pur. » L'auteur se demande en même temps pourquoi les manifestants ont été

---

23. *Al-Ahali* du 8 mars 1978.

hostiles aux étrangers, «alors que l'Égypte, foyer de civilisation sur toute l'étendue de l'histoire, leur a toujours été hospitalière». L'Égypte, dit-il, n'est pas un pays fanatique; l'islam égyptien lui-même est loin de tout extrémisme. Si ces paroles sont justes, le contexte dans lequel elles sont placées ne l'est pas. Car les manifestants n'ont attaqué que l'université américaine et le Centre culturel soviétique, tous les deux situés au centre-ville. Du fait de leur contradiction, il est aisé de reconnaître les composantes sociales des manifestations, leur spontanéité et leur climat psychologique qui permettent de tels paradoxes. Mais la preuve de l'identité de la révolte réside, sans conteste, dans les slogans scandés par les manifestants. Ils n'ont aucun caractère islamique; c'est là encore une preuve du caractère historique des révoltes du peuple égyptien[24]. Ceci infirme la conclusion de Th. Desjardin. L'auteur en fait ne cherchait qu'à répondre à une question sur les auteurs de ces manipulations, et qui ne se pose que par la police. L'historien social ne se posera pas une telle question. Mais c'est là la pression d'une illusion selon laquelle la Libye aurait été à l'origine de ces événements, chose que la police égyptienne a réfuté catégoriquement.

4. Un fruit mûr et une cueillette ajournée.

Les événements de janvier 1977 ont apporté la preuve de l'incapacité du régime et de l'opposition à la fois. Et combien est éloquent l'éditorialiste de droite Moustapha Amin lorsqu'il écrit[25] : «Il ne suffit pas que l'on nous dise que le parti communiste clandestin et le parti communiste déclaré sont si faibles qu'ils ne peuvent saccager une seule rue, s'ils pouvaient d'abord se rassembler. Car il s'agit d'un ensemble d'erreurs accumulées. Les décisions concernant l'augmentation des prix n'ont fait que verser le pétrole; les saboteurs ont mis le feu. Si donc nous cherchons les responsables de cet incendie, il ne suffit pas d'indiquer celui qui a frotté l'allumette. Il faut indiquer, et avec nos deux mains, ceux qui ont versé le pétrole et préparé le terrain à l'incendie.» Avec ces paroles, Moustapha Amin faisait surtout état de la lassitude de la droite «civilisée» face à la situation tout entière. C'est la droite qui trouvera sa meilleure expression politique dans le nouveau parti «wafd». C'est la droite dont la base sociale s'élargit de plus en plus pour couvrir des couches sociales

---

24. Dans son *Histoire de la pensée égyptienne moderne,* Louis Awad écrit : «Les révoltes égyptiennes populaires ne dénotaient aucune idéologie religieuse. Pour A.N. Poliac, ceci est dû au fait que le clergé était réactionnaire et admettait d'être un simple instrument aux mains du pouvoir.»

25. *Akhbar Al-Yom* du 22 janvier 1977.

non négligeables parmi la classe moyenne sidérée de voir une partie de ses couches se convertir au capitalisme parasitaire et abandonner la production. C'était là la dissolution progressive du noyau principal de la classe moyenne.

En effet, cette même droite avait fait la leçon du 26 janvier 1952, lorsque Le Caire fut brûlé, lorsque la démocratie fut mise en veilleuse et lorsque l'armée remplit la vacance du pouvoir. Ce n'est donc pas étonnant que Moustapha Amin, ennemi traditionnel du Wafd pendant les années 40, salue le retour à la scène politique du nouveau leader wafdiste Fouad pacha Serag Ed-Din. Cette réconciliation «symbolique» prouve que la véritable droite a préparé le terrain à la droite parasitaire, celle connue pour son système de pillage rapide. Mais, d'un autre côté, les événements de janvier 1977 ont incité la droite «civilisée» à se porter candidate à remplacer le régime de Sadate pour l'Égypte, pour les Arabes conservateurs et pour l'Occident.

Quant à la gauche, son courant clandestin déclara par la bouche d'un de ses leaders : «Notre parti ne lance pas le mot d'ordre de renverser le pouvoir et il ne l'a jamais fait. Notre position à l'égard du régime est claire : nous luttons contre le courant collabo à l'intérieur du pouvoir.»[26] Et aussi : «Notre action politique consiste à former le front le plus large des forces nationales et progressistes... Et il n'est pas besoin de rappeler que les problèmes majeurs, politiques ou socio-économiques, auxquels l'Égypte fait face ne pourront être résolus que par un pouvoir national et populaire.» C'est là, pour le moins, une analyse étonnante, surtout lorsqu'elle est émise après les événements qui ont apporté la preuve de l'impuissance de contenir le mouvement historique du peuple égyptien, aussi bien que l'impuissance à participer à tenir le gouvernail et à formuler une alternative capable de prendre le pouvoir en main. Cette analyse fut d'ailleurs abandonnée plus tard par le parti communiste égyptien lorsqu'il appela à renverser le régime sans pour autant agir pour préparer ou pour participer à la préparation d'un front pour une nouvelle alternative. En réalité, la popularité du Wafd apportait la preuve qu'il est plus rapide et aussi plus proche de la structure du nouveau pouvoir.

Mais ceci ne dénie en rien que les militants communistes égyptiens, dans leur ensemble et à travers leurs recherches politiques et organisationnelles, ainsi que les nassériens et le parti du rassemblement ont mené une campagne courageuse et réussie contre la répression et pour les classes populaires; ce qui participa activement à démasquer le régime tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Cependant la crise idéologique resta sans solution. Le parti de Khaled Muhyi Ad-Din a pu entreprendre des initiatives, dans le cadre de la

---

26. *Feuilles démocratiques,* janvier, n° 7.

légitimité, qui resteront toujours vivantes dans la mémoire des Égyptiens en tant que modèles d'une opposition nationale démocratique. La question de l'alternative reste, pourtant, plus difficile pour la gauche qu'elle ne l'est pour la droite éclairée; car la légitimité, à elle seule, ne peut lui permettre une liberté d'action aussi élevée que la hauteur des événements. L'expérience reste, malgré tout, une leçon pour la gauche en Égypte et une clef pour les portes encore fermées.

Le janvier égyptien continue toujours bien que le 19 de ce mois fût terminé par une déception inconsolable. Ses composantes ne sont pas usées... Le sentiment de classe chez les travailleurs est toujours vif. La conscience organisatrice chez les étudiants et les intellectuels se maintient. L'interaction des deux pour jeter les bases d'un véritable changement dépend de la conscience que pourrait avoir la direction politique de l'opposition face à l'identité de la crise : en fait l'axe principal de l'unité nationale égyptienne réside dans le lien organique entre la libération, le développement et la démocratie. L'absence du dernier élément dans l'expérience nassérienne fut une raison importante de la dégradation du développement économique depuis 1965 et de la défaite militaire de 1967. L'histoire sociale du putsch de mai 1971 n'est que l'histoire de la mise à pied de l'ensemble de ces trois éléments. Ceci, objectivement, devait mener à la chute du nouveau régime. Mais, au lieu de s'écrouler, il submergea le pays par des conflits confessionnels à un moment, par la menace de famine à d'autres moments et par la légifération de la répression à d'autres moments. Tout ceci pour cacher sa propre déchéance.

En fait, il n'est pas tombé; car le fruit déjà mûr n'a pas trouvé une main pour le cueillir.

Chapitre III

LA DÉMOCRATIE ENTRE LA RÉVOLUTION INACHEVÉE ET LA CONTRE-RÉVOLUTION

1. La gauche et la démocratie

La question qui opposait les marxistes égyptiens entre eux durant toute la période nassérienne — peut-être même avant et quelque temps après — consistait dans le fait de savoir s'il s'agissait d'une ou de deux révolutions. En termes plus explicites, selon la perspective stratégique de la question de la révolution en Égypte, s'agissait-il d'une révolution nationale bourgeoise et démocratique ayant pour tâche la réalisation de l'indépendance économique et politique? Ou bien s'agissait-il d'une révolution socialiste visant à réaliser la démocratie populaire? Un premier groupe affirme que la bourgeoisie égyptienne n'a pas encore réalisé sa propre révolution et, par conséquent, l'étape était encore celle de la révolution nationale et démocratique. Un autre groupe affirme que la bourgeoisie a traîné dans la boue la banière de l'indépendance. Par conséquent, la classe ouvrière, et son parti d'avant-garde, devaient diriger la révolution vers la libération nationale et le socialisme à la fois.

Il est évident que la pensée et l'expression de cette hypothèse sont beaucoup influencées par les modèles soviétique et chinois ainsi que par des expériences de l'Europe de l'Est plutôt qu'ils ne représentent les conclusions des lois spécifiques qui régissent le mouvement de l'évolution sociale en Égypte. La conséquence à long terme de cette hypothèse fut l'échec des adeptes des deux interprétations. En 1965, ils découvrirent, chacun à partir de son retranchement, «une voie particulière» pour l'évolution démocratique à savoir la dissolution de leurs partis et l'adhésion, en tant qu'individus, à l'organisation politique du pouvoir nassérien. Les historiens politiques

pourraient discuter longuement sur cette démarche exceptionnelle de la part des deux plus grandes organisations communistes à l'époque. Mais l'histoire socio-culturelle peut les éclairer grâce à un ensemble de vérités :

1. Le sous-développement social des peuples des colonies a eu ses effets sur la pensée et la société à la fois. La pensée marxiste n'y échappa pas. Ces effets, nous pouvons aussi les discerner à travers les composantes sociales du mouvement marxiste (des directions étrangères, des bases de petite bourgeoisie, dominance de l'intelligentsia sur la structure du parti, etc.). Cette influence se fit aussi sentir à travers les modes d'action politique : écart très profond entre le laxisme et l'organisation de fer, entre le mot d'ordre «les ouvriers à 100 %» et celui du «peuple tout entier»; dans les deux cas les paysans ne sont pas pris en considération, alors qu'ils constituent la majorité du peuple. Elle se fit surtout sentir à travers la pensée : le texte est presque chose sacrée, l'abstraction atteint souvent les limites de l'obscurantisme et l'imagination stratégique manque à tel point que des tactiques à court terme se contredisaient totalement. C'était là un élément qui trahissait l'individualisme du petit bourgeois; il devait forcément mener aux schismes innombrables qui avaient toujours des raisons objectives et des justifications de principes.

2. L'aile gauche de ces organisations a accueilli le putsch nassérien comme relevant d'un fascisme militaire (ce fut d'ailleurs la même analyse de tous les partis staliniens à l'époque), tandis qu'un autre groupe y accordait un certain espoir. Mais ils furent tous arrêtés et internés dans les prisons et les camps de concentration nassériens où moururent de nombreux militants. S'ils ont subi ce sort, c'est parce qu'ils étaient considérés comme des «opposants». Remarquons au passage qu'entre 1956 et 1958 le nouveau régime nationalisa le canal de Suez, les banques et les compagnies étrangères; ce qui lui donna une nouvelle légitimité face à laquelle les positions de la gauche marxiste marquèrent une certaine «évolution» positive; et l'on peut dire que les marxistes égyptiens sont entrés dans les caves de la torture alors qu'ils n'étaient en contradiction principale ni avec le régime, ni avec eux-mêmes. Ils faillirent même s'unir en janvier 1958. En réalité, c'est cette tentative d'union qui fut la raison principale de l'inquiétude de Nasser; elle représentait pour lui une opposition radicale et indépendante des tribunes du pouvoir. Ce n'est donc pas la position prise par les marxistes égyptiens quant à l'union syro-égyptienne qui fut à l'origine de leur arrestation; cependant, la suite des événements a apporté la preuve que cette position était juste; ce qui veut dire, en d'autres termes, que le problème de la démocratie restait le maillon principal dans la crise du régime et celle de la gauche.

3. A des centaines de kilomètres, loin du Caire et de toute zone peuplée, des camps de concentration furent établis sous le contrôle

d'experts allemands. Des marxistes égyptiens ainsi que des démocrates indépendants égyptiens vécurent, entre 1959 et 1964, complètement isolés de la vie et de la réalité quotidienne du peuple. Ils furent donc plus isolés qu'ils l'étaient avant d'être arrêtés. Les visites familiales très espacées, la correspondance secrète et les émissions de radio captées par des transistors artisanaux étaient les seuls moyens de garder le contact avec le monde extérieur. Dans de telles conditions qui font penser au nazisme, et du fait de la transformation graduelle de la prison en un monde en soi, les facteurs négatifs, dus aux composantes sociales et aux modes de pensée et d'action politique, ne pouvaient que s'aggraver. Les longues années d'emprisonnement où la vie normale appartient déjà à de vagues souvenirs ne pouvaient qu'affirmer le désespoir aussi bien chez l'individu que dans la collectivité. Et le culte du texte, en l'absence de la réalité humaine, devint une chose plus que normale. Le goût de l'abstraction était le seul support de pensée dans un cachot de deux mètres carrés ou une salle remplie à l'étouffement d'âmes mortes de solitude et de torture. Le groupusculisme, si l'on peut s'exprimer ainsi, dans la pensée comme dans l'action organisée, devient ainsi l'unique résultat du moi tuméfié ou réduit aux limites extrêmes. La pensée s'émiette non seulement au sein du groupe mais aussi chez l'individu. De jour en jour, l'individu change d'opinion; les organisations se subdivisent en groupuscules et ceux-ci finissent par se dissoudre ou par renfermer des individus isolés.

4. Ainsi les prisons égyptiennes ont été témoins, de la fin des années 50 au milieu des années 60, de la plus mauvaise période de l'histoire du mouvement marxiste égyptien. Sous la torture, ils revinrent à leur première position à l'égard de la révolution. Ils dirent donc que l'État représentait le pouvoir des monopoles. Disons, entre parenthèses, que grâce à cette gauche les chiffres entraient pour la première fois dans les analyses marxistes égyptiennes; cependant ils en exagéraient l'utilisation au point de contredire tragiquement les mesures quotidiennes prises par le régime ainsi que le fait d'avoir dissous leur organisation pour adhérer à la tribune nassérienne. Il était donc normal qu'ils conclussent leurs analyses en appelant à renverser le régime. D'autres prirent le chemin inverse au point de dire qu'au sommet du pouvoir, un groupe socialiste dirigeait la révolution. Ils commençaient leurs négociations secrètes pour dissoudre le parti, chose qui fut réprouvée par le dirigeant marxiste Mahmud Amin Al-Alem; en effet Al-Alem fut convoqué par Anouar As-Sadate en 1958 qui lui proposa de dissoudre le parti. Al-Alem s'excusa en disant que cela ne relevait pas de ses habilités. Mais le parti de gauche qui avait lancé le mot d'ordre de renverser le régime fut surpris en 1961 par le fait que ce même régime prit quelques mesures radicales concernant la structure de l'économie égyptienne et déclara, la même année, une «charte nationale» flirtant avec quelques généralités marxistes. Les tenants de l'autre courant, les

partisans du socialisme au sommet du pouvoir, furent surpris par le fait qu'ils ne furent pas libérés alors que lesdites mesures radicales présupposaient une certaine alliance avec les marxistes. Ils maintinrent donc leur ligne alors que les premiers modifièrent la leur à la suite des mesures économiques prises par le régime pour l'indépendance et le développement, mesures strictement économiques et sans aucune base démocratique. Ainsi le langage des chiffres mena non pas à développer une ligne politique, mais à la renverser, à rejeter le mot d'ordre de renverser le pouvoir et à le soutenir. Cependant personne ne se demandait comment on peut construire la nouvelle société sans les forces de la gauche. Personne ne voulait se rendre compte que la demande formulée par Anouar As-Sadate à Mahmud Al-Alem signifiait que le régime refusait même l'appui de la gauche tant qu'il s'exprimait à partir d'une tribune organisée et indépendante. Passons maintenant au contenu économico-social des mesures de 1961-1962. En réalité la nationalisation des secteurs supérieurs de la bourgeoisie égyptienne n'a jamais été un point de départ pour une transformation socialiste. Le secteur nationalisé fut fondé pour être dirigé par l'alliance technocratie-bureaucratie, avec ses deux ailes militaire et civile, pour le compte du capitalisme national parvenu à une nouvelle étape historique. Ces mesures ne pouvaient donc pas résoudre le problème de la démocratie dont souffraient certains dans leur analyse. Ces mesures, pour être appliquées, n'avaient pas besoin du talent et de l'effort de certains autres; car leur contenu social, leur fonction dans le cadre général dans la structure de la production, ne nécessitait pas leur présence.

5. Trois ans après ces mesures, le rapprochement entre les deux principales organisations du mouvement marxiste égyptien avait progressivement glissé vers l'effritement. C'est là un paradoxe flagrant; car l'unité de la pensée doit en principe conduire à l'unité de l'organisation. Mais la pensée consistait à reconnaître l'unipartisme du régime, à accepter la dissolution de toute autre organisation en dehors de celle imposée. L'effritement des organisations mena objectivement à justifier la dissolution du parti par la reconnaissance de la direction de Nasser de cette période historique. C'était une reconnaissance tardive. Mais quel est le rapport entre la légitimité de la direction nassérienne et celle de la démocratie? Il y a certes un rapport; cependant dire que la direction est en soi la démocratie ne peut en aucune façon constituer une analyse marxiste du pouvoir et de la société en Égypte. De toute manière, le régime, lorsqu'il eut la certitude que la dissolution du parti, demandée par Sadate à Al-Alem, était déjà une réalité avant d'être officiellement décidée, libéra les communistes à l'occasion de la visite de Krouchtchev en mai 1964. Ce qui veut dire que cette libération, pour le régime, était liée à un facteur extérieur. Un an plus tard, l'officieux *Al-Ahram* publiait à la une une information exceptionnelle par rapport à la tradi-

tion de la révolution de 1952; ce journal rapportait en effet que les deux grandes organisations communistes s'étaient dissoutes et qu'on avait demandé aux cadres d'adhérer à l'Union socialiste arabe. L'événement est en effet unique dans l'histoire du mouvement communiste égyptien, sinon de celle du mouvement international du communisme. Il se produisait après une expérience tout à fait à l'antipode; car en Amérique latine les communistes cubains n'avaient pas fait la révolution; mais Castro passa au communisme et devint secrétaire général du parti communiste. Cet événement se produisit, rappelons-le, à la fin de l'unique plan quinquennal (1960-1965) de développement économique, à la suite duquel commença la dégradation qui finit par la défaite de 1967.

Cette unanimité du marxisme égyptien à dissoudre le seul parti indépendant fut tristement ressentie. Elle rendait encore plus grave la crise de la démocratie en Égypte en dépit des erreurs idéologiques des organisations communistes égyptiennes. Cette dissolution subite impliquait la reconnaissance de la légitimité de la formule nassérienne de la démocratie. Elle posait en outre de graves difficultés à toute recherche postulant l'indépendance de l'organisation politique communiste. Cette dissolution dynamita l'idée d'un front. Par conséquent, elle participa à jeter l'interdit sur toute opposition. La gauche égyptienne, et la société globale, payèrent très cher cette erreur historique. Car la contre-révolution, qui commença en 1971, est entrée par cette brèche béante. La gauche égyptienne parut à cette époque comme partisane de la dictature et du régime policier. Plus grave encore fut l'erreur des grandes figures du marxisme égyptien qui soutinrent le putsch de mai 1971 en s'associant publiquement aux niveaux les plus hauts des pouvoirs exécutifs (le gouvernement), populaire (secrétariat général de l'Union socialiste) et législatif (le Parlement). La véritable tragédie c'est que certains, parmi ces grandes figures, commirent une nouvelle erreur historique en consacrant la légitimité du putsch. Abstraction faite de toutes les intentions cachées, cette nouvelle erreur constitue une condamnation très complexe de la première erreur et du régime nassérien à la fois. Car la différence entre les deux régimes, que le Président Sadate prenait soin à souligner, c'est justement «la démocratie». Participer donc au nouveau régime c'était reconnaître la non-démocratie de l'ancien régime. Comment donc peut-on justifier la dissolution du parti? Comment était-il possible de participer au nouveau pouvoir, alors que le «parti unique» du pouvoir nassérien existait encore? C'est une contradiction que le régime putschiste s'est résolu à résoudre pratiquement lorsqu'il abandonna la tactique de se servir des figures de gauche comme façade au début de son installation. Ce fut, pour le moins, une contradiction tragique : une certaine partie de la gauche au pouvoir assistait, peut-être troublée, aux coups successifs portés contre la démocratie au cabinet ministériel, au Conseil du Peuple, au Comité central de l'Union socialiste et à la presse. Quoi de plus

tragique de voir quelques «camarades» gouverner et d'autres au banc des accusés?

Cette confusion dans les positions de la gauche égyptienne quant à la cause de la démocratie n'est en fait qu'un reflet du simplisme et de la généralisation de l'hypothèse-question : «Une ou deux révolutions?, «la bourgeoisie a-t-elle oui ou non accompli les tâches de la révolution nationale démocratique?» Si la question peut se révéler pertinente dans les conditions de la société russe à la veille et au lendemain de la révolution ainsi que pour l'Europe de l'Est à la veille et au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, nous ne pouvons pas appliquer les réponses, léninisme et stalinisme, au cas de l'Égypte. Répondre à cette question pour le cas qui nous concerne dépend non pas de la question nassérienne mais bien de celle de la démocratie avant, pendant et après Nasser.

2. L'Égypte et la démocratie

Si nous avons insisté sur la position de la gauche quant à la démocratie, c'est pour insister sur une vérité purement marxiste, à savoir : l'influence des rapports de production sur la pensée comme facteur déterminant l'évolution de la conscience sociale et non pas le contraire. Ainsi les rapports de production arriérés ont hérité une pensée incapable de faire une analyse pertinente en dépit du fait que les tenants de cette pensée possèdent une théorie parfaite pour faire prendre conscience. Nous avons voulu d'autre part insister sur la spécificité de toute société; c'est là une loi marxiste concernant le général et le spécifique. Cependant, sous l'arriérisme, certains marxistes négligent l'aspect spécifique de cette loi pour n'insister que sur le général et pour considérer comme loi générale tout ce que Marx a dit au sujet de la Grande-Bretagne, Engels de la France et Lénine de la Russie; ce qui est loin d'être juste. Car le léninisme a ajouté à la théorie de la révolution une application russe du marxisme. Le maoïsme a apporté l'application chinoise du marxisme. Toute application en effet suppose nécessairement une créativité théorique; celle-ci est intimement liée à l'expérience. Elle ne peut en aucune façon être universelle. Ni Lénine ni Mao n'ont formulé le concept du matérialisme historique ou celui du matérialisme dialectique. Mais c'est à eux que nous pouvons devoir les discours détaillés sur l'État, le parti et l'alliance. Car ils ont affronté ces problèmes dans la pratique, c'est-à-dire dans la réalité spécifique. Il s'agit en premier et en dernier lieu du problème de la démocratie, celui de l'organisation des rapports de production dans la nouvelle société. Et nous ne croyons pas que Marx et Engels de l'Europe du XIXe siècle avaient pour tâche de formuler «les rapports de production» dans toutes les sociétés de toutes les époques.

C'est pourquoi le fait que la gauche marxiste ait insisté sur le général sans découvrir les éléments de la loi spécifique n'est qu'une

conséquence directe du sous-développement des rapports de production dans l'Égypte moderne. C'est là aussi une incapacité de créativité. Si nous insistons sur ce phénomène c'est parce que nous sommes fermement convaincus que la gauche égyptienne est à l'avant-garde des forces vives capables d'opérer un changement dans les structures sociales égyptiennes. Car cette gauche a pu persister soixante ans durant. Le premier parti socialiste fut fondé en 1918, le parti communiste en 1920. Cette gauche a créé aussi un fort courant intellectuel qui dépasse les frontières régionales de l'Égypte. Elle a fait de lourds sacrifices; ce qui constitue un trait saillant dans l'histoire de la lutte égyptienne et donne une lueur d'espoir de résister à chaque fois que domine l'obscurité.

Mais le problème de la démocratie en Égypte a souffert aussi des troubles des autres courants surtout après la banqueroute du libéralisme égyptien à la veille de la Seconde Guerre mondiale et avec la signature du traité de 1936 et même avant. Nous devons tout d'abord souligner quelques faits socio-culturels dans l'histoire de l'Égypte moderne qui peuvent s'attacher, d'une manière ou d'une autre, au problème de la démocratie.

A l'époque de la dégradation de l'État islamique et sous l'hégémonie ottomane, les Égyptiens n'ont pas échappé à l'écrasement total. Les «fellahs», c'est-à-dire les Égyptiens, et les Bédouins, c'est-à-dire les Arabes, n'avaient aucun droit ni de travailler, ni de se défendre ni, à plus forte raison, de participer aux décisions. Les seigneurs étaient les Turcs, les esclaves les Égyptiens. Si du temps des pharaons les Égyptiens formaient les seigneurs et les esclaves, à la période mamelouk-turque ou turco-mamelouke ils n'étaient que des esclaves à des degrés différents. Les historiens de cette époque (du début du XIIIe à la fin du XVIIIe siècle) sont unanimes pour dire qu'ils y avait des composantes de classes dans la société égyptienne. Il y avait seulement des seigneurs étrangers qui avaient le droit au pouvoir, à collecter les impôts et à former l'armée et les forces de l'ordre. Les fellahs et les Bédouins n'avaient qu'à cultiver la terre sans la posséder ou la louer. Ils avaient le droit d'enseigner le Coran, d'apprendre à obéir aux supérieurs, à les servir chez eux ou à pratiquer des métiers artisanaux que eux seuls savaient pratiquer, tels la peinture murale, la décoration sur le cuivre, le cuir et les tissus. La période mamelouke est une des plus brillantes dans l'histoire de l'architecture islamique. Outre les fellahs, il y avait «les harafiches», sorte de lumpen prolétariat. La servitude sociale cómprenait donc l'asservissement de la terre et l'esclavage des êtres humains.

L'absence de composantes de classes signifie qu'il n'y avait pas à cette époque une société égyptienne à proprement parler. Cependant, fait paradoxal, les jacqueries n'ont cessé de se succéder depuis la moitié du XIIIe siècle jusqu'à l'Expédition Française vers la fin du XVIIIe siècle. Dans leurs écrits, Gabarti et Tahtawi, le premier dans ses *Merveilles,* le second dans *le Résumé de Paris,* font état de la répu-

blique du prince Hammam, ou Hammam le chaykh des Arabes qui s'était séparé avec la haute Égypte contre le wali et le sultan turc en 1736. Mais cet État hammamien ne survécut que quatre ans pour s'effondrer en 1769. Ce fut la dernière révolution avant l'Expédition. Bien que Gabarti ait étudié cette révolution en détail, les quelques lignes qui la concerne dans l'œuvre de Rifa'ah restent d'une importance exceptionnelle. Décrivant la naissante démocratie française et les rapports du gouverneur avec les gouvernés, Rifaah écrit : « Il est impossible que les gens soient à la fois gouverneurs et gouvernés. Ils doivent donc choisir parmi eux des députés pour gouverner. Ce fut le cas de l'Égypte du temps du pouvoir de Hammam. La direction de la haute Égypte était républicaine engagée »[1]. Ces quelques mots signifient que l'Égypte écrasée a quand même connu une sorte de pouvoir républicain antérieur à la Révolution française. Ce qui nous importe en premier lieu est que l'Égypte, sur une période de six siècles de décadence, et en l'absence des composantes de classes, a connu un autre élément concomitant à savoir la révolte. Elle a connu une série de révoltes qui commence avec celle des « Hawwarah » (la même tribu du chaykh Hammam chef de la dernière révolte), celle de « Bani Salim » sous la direction de Hesn Ad-Din Ibn Tha'lab survenue en 1253 ; cette dernière s'était terminée par la déclaration de l'indépendance de la haute Égypte selon « At-Tarif » de Al-Umari et « As-Sulud » de Maqrizi. L'année 1260 connut une révolte des esclaves ('abids) du Caire dirigés par le mystique chi'ite « Al-Kurani ». Cette révolte est citée aussi par Maqrizi. Elle dura sept ans, dit Poliac. Dans sa chronique *Bad'i Az-Zuhur,* Ibn Iyas fait état d'une grande révolte survenue en haute Égypte en 1352. Le chroniqueur-historien utilise les deux termes *Al-Urban* (les Arabes) et *Al-fallahin* (les fellahs) comme synonymes. Dans *Al-Hawadeth,* Ibn Taghribardi raconte les faits de nombreuses révoltes des « fellahs » pour s'emparer du blé en 1299, 1301, 1352, 1381, 1401, 1496, 1502, 1506, 1507 et en 1512 dans toutes les régions d'Égypte. Quant à Ibn Iyas, il fait état des révoltes des « harafiches » (sorte de fiers-à-bras) et des pauvres dont les plus importantes sont celles de 1369, de 1449 et de 1450. Ibn Taghribardi lui aussi fait état des révoltes des esclaves dont la plus importante est celle de 1437 qui revendiqua la répartition de la terre. Il semble que la révolte du chaykh Al-Arab Hammam est le couronnement de ce courant socio-historique. Car elle polarise la plupart des phénomènes récurrents. Elle peut en outre bâtir un État indépendant pourvu d'une certaine formule de régime. Le premier de ces phénomènes consiste dans l'alliance organique entre fellahs et Bédouins, pour parler le

---

1. Il est étonnant que cette phrase dans l'édition de 1905 du libraire Moustapha Fahmi (pp. 196-197) ait sauté dans l'édition du ministère des Affaires culturelles (pp. 252-253) ; dans cette dernière édition le texte est amputé d'une manière qu'on ne peut imputer à une erreur d'impression.

langage de cette époque. C'est là un signe très précoce des éléments fondamentaux de l'arabité de l'Égypte. Sans cette alliance, nous semble-t-il, il n'y aurait pas eu de révolte. Le deuxième phénomène était la libération de l'Égypte du joug des mamelouks, c'est-à-dire l'indépendance selon le langage moderne. Le troisième phénomène c'est qu'il s'agit d'une révolte de paysans. Ceci apparaît clairement à travers les forces sociales attachées à la terre d'une manière ou d'une autre, à preuve la revendication de la répartition de la terre. Le quatrième phénomène consiste dans le fait qu'il s'agissait d'un régime «républicain engagé»; il y avait en fait deux chambres, l'une pour les «notables» *(machayikh)*, l'autre «pour le public», selon l'expression de Tahtawi. En outre ces révoltes ont pu obtenir quelques satisfactions partielles dans le cadre d'une *hogga* que certains appellent, avec une certaine exagération, *magna carta*. Ce document n'était en fait qu'une forme primaire d'une charte constitutionnelle; mais elle ne pouvait en aucune façon s'élever au rang d'un «contrat social». Cependant ce document renfermait l'idée d'une constitution; cela apparaîtra plus tard sous la forme du «firman des conditions» après l'arrivée de Bonaparte en Égypte. Louis Awad fait à ce propos une remarque pertinente. «La naïveté des dirigeants politiques égyptiens, dit-il, leur manque d'expérience sont on ne peut plus manifeste du fait qu'il ne se rendaient pas compte que tout contrat social, toute constitution fixant les bases du pouvoir n'est qu'un simple papier tant qu'elle n'était pas soutenue par une organisation politique populaire.»[2] Remarquons qu'une telle organisation n'a jamais existé, ni même lorsque les Égyptiens ont participé à destituer le wali turc pour mettre Muhammad Ali à sa place. Les Égyptiens n'ont connu l'idée d'une organisation politique populaire qu'un demi-siècle plus tard. Il était normal que ceci se produisît avec les débuts d'une société de classes en Égypte. De ce fait nous pouvons dire que c'est Muhammad Ali qui s'était rendu indépendant avec l'Égypte et non pas le contraire.

Si les intentions affichées de l'Expédition Française consistaient, selon Bonaparte, à libérer l'Égypte des mamelouks et à la restituer aux Égyptiens, cela n'empêcha pas ceux-ci de se révolter par deux reprises. Deux ans plus tard, les Français partirent. Mais ils avaient cristallisé chez les Égyptiens une idée vague d'un pouvoir démocratique composé d'un gouvernement, d'un Parlement et d'un semblant de constitution. A leurs luttes antérieures contre les Turcs et les mamelouks les Égyptiens, par leur lutte contre l'envahisseur et le tyran, ajoutaient un nouveau fait : celui de l'unité. Mais ceci est normal; car la tyrannie existait en Égypte avant la formation des composantes de classes. Ce que Bonaparte n'a pu achever, Muham-

2. Louis Awad, *Histoire de la pensée égyptienne moderne*, tome I, p. 64.

mad Ali le fit. Pourtant, ce qui fut réalisé par Bonaparte a été détruit par Muhammad Ali. Muhammad Ali a mis fin à l'existence des mamelouks; les Égyptiens purent ainsi recouvrer une partie de leurs droits sociaux et économiques. Quant à la présence politique dont ils savourèrent le goût du temps de l'Expédition, le pouvoir autocratique de Muhammad Ali l'annula. Tout au plus, peut-on dire, le nouveau pouvoir alaouite a qualitativement changé les rapports de production à l'avantage des Égyptiens. Mais il modernisa les moyens de production; ce qui prépara objectivement la naissance des nouvelles classes sociales. Ceci fut cependant réalisé au détriment de la participation à la formation des décisions politiques, au détriment du droit du peuple au contrôle du pouvoir. En dépit de ses œuvres, que l'on peut résumer en disant qu'il est le fondateur de l'État moderne, Muhammad Ali et sa cour albanaise n'étaient que des étrangers dans l'esprit des Égyptiens. C'est l'image qui sera encore plus confirmée durant toute la période de la décadence de Abbas I[er] au kédive Tewfiq, période où il ne restait plus rien des réalisations et de l'État moderne; il n'y avait tout simplement que des étrangers. Au fond de leur cœur, les Égyptiens comprenaient, à partir de ce moment, que leur absence, forcée, de la scène politique de leur propre pays ne peut causer que des défaites militaires, des crises économiques et, par conséquent, la décadence. La démocratie est en fait organiquement liée à l'indépendance de l'Égypte et au progrès social de son peuple; autrement dit, elle est liée à l'unité nationale et au développement intérieur.

Pour toutes les considérations qui précèdent, la révolution de Orabi (1881-1882), bien qu'elle soit de durée très courte, et en dépit de sa fin tragique (l'occupation britannique) est le modèle le plus représentatif des révoltes nationales démocratiques de l'histoire de l'Égypte moderne et ce sur les plans négatif et positif. Elle a pu accumuler, dans la conscience comme dans l'inconscient, toutes les composantes des révoltes égyptiennes depuis la décadence de l'Empire musulman et de son effritement en petits États dominés par le sultanat ottoman sous le kalifat turc. La révolte était nationale. Il n'y avait pas d'occupation militaire étrangère. La décadence économique, depuis l'effondrement de l'État de Muhammad Ali à la destitution de Ismaël, consistait dans la dette et les projets de consommation qui menèrent l'Égypte à la ruine au point d'être administrée au plus haut niveau par des étrangers défendant leurs intérêts. Nous pouvons dire donc que le nationalisme de l'époque consistait en tout premier lieu dans l'indépendance économique de l'Égypte. L'aristocratie était déjà née par la terre généreusement octroyée par Muhammad Ali à quelques «notables» égyptiens. La classe moyenne, elle, était en voie de formation dans le marché, dans la terre et dans l'appareil d'État. Une vérité objective indépendante du pouvoir autocratique était en train de naître, à savoir «l'intérêt national égyptien» à laquelle Ismaël a partiellement accordé le droit à la représentation

politique sur la base de la Constitution et du Parlement de 1866. Celui-ci dura treize ans avec une période d'interruption de deux ans. Cet intérêt national acquit une importance certaine vers la septième décade du XIXe siècle (1879). Des modifications venaient d'être introduites sur le « Statut National » et le nouveau projet de constitution. Mais l'Occident créancier eut peur du libéralisme égyptien. Il destitua Ismaël et mit Tewfique au pouvoir; celui-ci refusa de promulguer la constitution et revint au pouvoir autocratique. La contradiction entre le développement économico-social et le pouvoir autocratique sous Muhammad Ali aboutit à un résultat contraire à celui que recherchait Muhammad Ali lui-même : l'Égypte entra dans le giron des monopoles occidentaux. L'Europe intervenait directement dans les affaires politiques du pays qui, lui, était officiellement sous la domination du sultanat ottoman. L'indépendance de l'Égypte prend fin en 1882 par l'occupation militaire britannique. Ceci fut la conséquence de la présence objective de l'intérêt national égyptien et de l'absence de sa représentation politique sous le pouvoir autocratique. La révolution de Orabi a éclaté pour revendiquer la Constitution et le Parlement, en dépit, ou peut-être à cause, du fait que sa direction était principalement militaire. En fait, avant la cristallisation des classes sociales, l'armée était un tabou. Avec Muhammad Ali, elle devient un signe de développement dans les rapports de production. La formation de l'armée était un signe de la naissance de la société égyptienne. Étant donné que ce sont les Égyptiens qui étaient les plus déshérités, les plus écrasés avant la formation de l'armée, il était normal que la principale composante sociale de celle-ci soit les paysans. Mais ils constituaient aussi l'avant-garde la plus sensible à la contradiction entre la scène économique et la scène politique. Ils connaissaient d'avance les rêves de Tahtawi qui n'ont pas été réalisés du temps de Muhammad Ali. Ils étaient à la fois paysans et intellectuels. L'histoire enregistre le 9 septembre 1881 une scène qui se répétera 70 ans plus tard mais d'une manière différente. Un officier, paysan, Ahmad Orabi, sur la place du Palais Abdine devant le kédive Tewfique. Il demande, au nom de l'armée et du peuple, la démission du gouvernement, la formation d'un Parlement, l'accroissement de l'effectif de l'armée et la ratification des lois de réforme. Scandalisé, le kédive répond : « J'ai hérité la propriété de ce pays de mes ancêtres. — Dorénavant nous ne sommes plus à être hérités », répond Orabi[3]. Le fruit démocratique de cet historique dialogue armé fut la Constitution de 1882[4]. C'était le premier document constitutionnel qui séparait explicitement les pouvoirs. Elle interdisait le

---

3. Salah Issa, *Ath-Thaoura Al-Arabiyyah,* Beyrouth, 1972.

4. Esmet Saïf Ad-Dawla, *Al-Ahzab wa muchkilat Ad-Dimouqratiyyah ti Wisr,* éd. : *Dar El-Massirah,* Beyrouth, 1977, p. 31.

cumul de la fonction gouvernementale avec la charge parlementaire (art. 20). Elle rendait le gouvernement responsable devant le Parlement (art. 36). Celui-ci avait droit de légiférer, de contrôler et de modifier les lois (art. 27). Le Parlement avait en outre le droit d'interpréter et de modifier la Constitution (art. 48). Le budget et les impôts étaient directement sous le pouvoir du Parlement (art. 45 et 46). Le député «représente toute la nation égyptienne et pas seulement sa circonscription» (art. 8). Les députés avaient «toute la liberté d'émettre leurs opinions et leurs décisions, car il est inadmissible qu'un député soit soumis ou lié à des directives ou des menaces» (art. 9). Les sessions étaient publiques (art. 14). Les députés jouissaient de l'immunité parlementaire (art. 14, 15 et 16). Ils avaient le droit de constituer un statut interne.

La Constitution de 1882 ajoutait à celle de 1879 le principe de la coresponsabilité entre les ministres. Le Parlement avait le droit d'autoriser les traités avec les pays étrangers ou les privilèges accordés à leurs ressortissants (art. 38). Le pouvoir judiciaire acquit son indépendance. Mais le plus important c'est que cette Constitution ne faisait aucune mention d'une religion officielle d'État. C'était là la formulation première et unique dans l'histoire de l'Égypte moderne d'une véritable révolution démocratique brisant le pouvoir autocratique par la séparation des pouvoirs et la société théocratique par la séparation de la religion de l'État. Ceci eut lieu en 1882. L'Occident ne pouvait que s'y opposer. La flotte britannique intervint pour empêcher cette Constitution de s'actualiser. En d'autres termes l'Occident libéral assassina la démocratie égyptienne par deux reprises depuis les années 60 du siècle dernier : en destituant Ismaël après avoir ratifié la Constitution de 1879 et en frappant la révolution de Orabi après la Constitution de 1882. Il occupa le pays plus de soixante-quinze ans. Il ne le quitta que forcé en 1956. Son agression tripartite vint à l'occasion de la nationalisation du canal de Suez, c'est-à-dire à l'occasion de la récupération du dernier gage de l'Égypte déposé au temps de Saïd et d'Ismaël.

Cette période qui s'étend de 1882 à 1956 est aussi la période de l'évolution de l'occupation occidentale du colonialisme au néo-impérialisme en passant par l'impérialisme. Durant toute cette période, l'Égypte fut sous la domination militaire occidentale. A peine les troupes étrangères venaient-elles de partir du côté est de l'Égypte (la Syrie, le Liban et la Palestine) que l'identité sioniste était déjà plantée, munie de modes d'implantation plus perfectionnés encore que ceux utilisés déjà depuis longtemps en Rhodésie et en Afrique du Sud. L'identité sioniste faisait ainsi preuve de son alliance originelle avec le capitalisme international. Le masque de la démocratie cachait en fait un visage raciste. Ce qui importe c'est la «protection» de la position stratégique du Moyen-Orient, les routes des monopoles internationaux ainsi que l'énergie naissante dans les puits du pétrole arabe. L'Égypte pauvre était, comme d'habitude, la clef de toute la

région. L'Égypte, à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières, était régie par les vérités suivantes :

Le pouvoir autocratique, sur toute l'étendue de l'histoire alaouite de 1805 au roi Farouk en 1952, l'Occident avec toutes ses formes, ainsi que son extension sioniste réalisée en 1948, sont alliés par un intérêt historique contre la démocratie égyptienne.

Car les moments rares de la démocratie, le peuple égyptien les traduisait en distance par rapport à l'influence étrangère, en participation de ses plus larges couches au pouvoir et en espoir d'alliance avec le Machriq.

Le fait que le pouvoir autocratique ait protégé l'aristocratie égyptienne attachée à la terre, le fait que l'Occident, lui, ait protégé la naissante classe moyenne liée au marché ont laissé une empreinte historique sur la bourgeoisie égyptienne avec ses différentes couches supérieures et moyennes. C'est ce que nous avons appelé « l'interférence entre les forces de la révolution et celle de la contre-révolution ». Cela apparaît clairement à travers le différend constitutionnel entre Chérif pacha et Orabi. Le premier était partisan de la Constitution de 1866; alors que le second pensait que celle de 1876 devait être remaniée. Le fond du différend était en réalité « social ». Car la Constitution du kédive Ismaël (1866) déterminait socialement les élus ou candidats (les maires, les chaykhs et les notables); alors que la Constitution de 1882 donnait le pouvoir législatif au peuple sans tutelle aristocratique aucune.

Cette interférence apparaît dans la naissance du premier parti qu'ait connu le pays, le « parti national » *(Al-Hizb al-Watani)*. Il n'était pas un parti faisant face à d'autres partis opposés en principes et en programmes. En réalité il était une organisation qui englobait le mouvement social dans son ensemble[5]. Ce même phénomène, nous le retrouverons dans le parti « wafd », dans son évolution de 1919 à l'abrogation du traité de 1936. Nous trouverons le même phénomène dans l'apparition des organisations politiques de la révolution de 1952, dans leur évolution de « l'Organisation de la Libération » *(Hayat at-tahrir)* à l'Union socialiste arabe en passant par l'Union nationale. Toutes ces organisations ne sont pas des partis à proprement parler; ils sont plus proches des clubs politiques sur le plan de l'organisation, et plus proches aussi de la rue du point de vue contenu politique. Elles englobaient toute l'Égypte autour d'une cause ou d'un leader. Par conséquent elles ne peuvent pas, non plus, être considérées comme « front ». Il s'agissait d'une assiette incontrôlable et non organisée.

Ces interférences d'éléments dans la structure sociale de la bourgeoisie égyptienne avait à la fois des bases économiques et des

---

5. Abbas Mahmud Al-Aqqad, *Abqari Al-Islah Muhammad Abdah*, Le Caire, 1962.

répercussions politiques. Pour ce qui concerne les assises économiques, nous remarquons que ce qu'on appelle le féodalisme égyptien ne l'a jamais été dans le sens européen. Car l'État central en Égypte organisait l'irrigation et la culture depuis l'aube de l'histoire écrite, de telle sorte qu'il ne permettait pas la création du système féodal clos de l'Europe. D'autre part, les grands propriétaires terriens réinvestissaient le revenu de la terre dans le commerce, le mobilier, la construction et l'industrie. La classe moyenne parmi les propriétaires terriens, les propriétaires d'usines et de petites entreprises au Caire était organiquement en rapport avec le grand capital local ou étranger. Dans les spéculations de la Bourse nombreux parmi ces propriétaires moyens furent ceux qui firent faillite. Mais certains purent échapper à la ruine soit en accédant aux couches supérieures soit en devenant compradores. Politiquement, cette interférence s'est reflétée par l'harmonie du pouvoir autocratique avec les intérêts de l'aristocratie tant sur le plan terrien que sur celui du marché. Ceci constituait une difficulté précoce à l'indépendance de la classe moyenne; indépendance qui ne s'est d'ailleurs jamais réalisée, en dépit de la grandeur de la révolution de 1919, qu'avec la révolution nassérienne. En d'autres termes cette indépendance fut réalisée par un moyen autre que celui d'une classe, le parti.

La présence coloniale occidentale en Égypte durant trois quarts de siècle après la révolution de Orabi, ainsi que la persistance du pouvoir royal autocratique n'ont jamais permis à la classe moyenne d'accomplir la révolution nationale démocratique. La Constitution de 1923 établie par le roi Fouad à la suite et comme un fruit de la révolution de 1919 est très humble en comparaison avec la Constitution de Orabi en 1882. Ajoutons qu'elle fut suspendue en 1928 durant la Seconde Guerre mondiale (1939-1945). Elle fut souvent bafouée, notamment en 1924 et en 1942. Durant ces périodes ce sont des gouvernements de la minorité constitutionnelle qui gouvernaient. Ils censuraient la presse, interdisaient les réunions publiques et arrêtaient les opposants. La presse et les manifestations de Orabi à Saad Zaghlul et au roi Farouk étaient les meilleures expressions de l'opposition.

Le libéralisme égyptien a officiellement déposé son bilan en signant le traité de 1936. Mais cela n'exprimait pas la faillite du libéralisme en soi, ni celle de la classe moyenne en soi. C'était surtout la faillite de cette interférence, de cette imbrication qui attachait, de la manière la plus complexe, les forces de la révolution à celle de la contre-révolution. Ainsi la bourgeoisie moyenne ne put réaliser son indépendance; et la démocratie ne fut pas acquise par les autres classes en développement : la petite bourgeoisie, les paysans, la classe ouvrière et les intellectuels. Quant au libéralisme économique en tant que système constitutionnel, il n'eut le privilège d'être appliqué qu'à des moments très rares de notre histoire;

durant ces moments exceptionnels, il annonçait tout de même quelques espoirs et ce en préparant le terrain du progrès pour l'ensemble du peuple. Lorsqu'il était assassiné par l'Occident et le pouvoir autocratique, la lutte des Égyptiens devenait âpre et tenace; ce qui témoigne qu'il est bien ancré dans la conscience nationale. Quant à la classe moyenne, le traité de 1936 ne lui porta pas atteinte, ni la révolution de 1952. Bien au contraire, la révolution nassérienne lui permit d'acquérir, pour la première fois, une existence indépendante; ce qui veut dire que son rôle dans la réalisation de la révolution nationale démocratique restait valable. Mais la révolution n'est guère plus la sienne; car le temps social de l'Égypte n'a pas cessé de couler pendant sa stagnation, assiégée par la colonisation, le pouvoir autocratique et les grands propriétaires. Les temps avaient changé.

3. Le nassérisme et la démocratie

Ce serait une injustice de dire que le nassérisme comprend une seule révolution. En effet, elle en comprend trois. Ce serait une non moindre injustice d'affirmer que l'une ou l'autre fut une révolution complète. Et nous serions injuste à l'égard du nassérisme et de l'histoire si nous affirmions que cette révolution a commencé comme un putsch. Car sur le plan du contenu économique et social, il s'agit bien d'une révolution, dans l'acception classique du terme. Du point de vue forme politique, elle était un putsch dans l'acception classique du terme.

Triple révolution, elle le fut; car la période de 1952 à 1956, elle représente la révolution nationale qui réalise l'indépendance de l'Égypte, une indépendance unique en son genre depuis des dizaines de siècles. Vue sous cet angle, elle est plus radicale que la révolution de Orabi et que celle de 1919. Ces deux dernières n'avaient pas dans leurs programmes la destitution du kédive ou du roi, représentants du pouvoir autocratique. La révolution du 23 juillet 1952 fit sauter le dernier symbole du trône alaouite trois jours après la prise du pouvoir (26 juillet 1952). Elle déclara la République onze mois après (le 18 juin 1953). Ainsi Gamal Abd An-Nasser fut le premier gouverneur indépendant de l'Égypte depuis des milliers d'années. Ceci est une transition qualitative dans l'histoire de la « Nahda ». Car elle fut accompagnée d'une bataille rangée contre l'occupation britannique dont le point culminant fut l'agression de Suez repoussée, politiquement, l'hiver de 1956. Ainsi le signe était donné de se débarrasser des deux alliés principaux hostiles à la renaissance de l'Égypte, à savoir l'Occident et l'autocratie. Je dis bien « un signe », car l'Occident quittant le pays avait, huit ans avant, implanté son extension sioniste.

Quant à la période située entre 1958 et 1966, elle représente la

révolution de l'unité nationale arabe dont l'Égypte et la Syrie furent le premier moyen. En dépit de la séparation de la Syrie en 1961, l'association armée avec le Yémen apporta la preuve de la continuité de la révolution nationale du nassérisme. Cette révolution constitua un pas qualitatif dans le recouvrement du sens stratégique de l'indépendance de l'Égypte de par le fait de s'assurer la porte est du pays.

Quant à la période située entre 61 et 70, elle constitue la révolution sociale en dépit de l'échec du plan de développement économique et de la croissance de la nouvelle classe. C'est là que le pouvoir, en la personne de son leader, passe de la représentation objective de la classe moyenne à celle d'une base sociale plus large composée de la bourgeoisie moyenne et petite, des paysans et des ouvriers. Là aussi il s'agit d'un nouveau passage qualitatif dans l'histoire de l'Égypte moderne répondant aux changements survenus sur la scène sociale égyptienne au cours des années 30 et 40 de ce siècle. La révolution reprit la répartition de la richesse nationale d'une manière moins injuste. Elle réalisa un équilibre social empêchant la possibilité de toute guerre civile. De même, le développement capitaliste des sociétés nouvellement indépendantes est impossible dans le cadre du sous-développement par rapport à la « production capitaliste internationale », la dépendance économique, donc politique, par rapport à l'Occident est le destin des pays qui choisissent, sciemment ou par illusion, la voie du développement capitaliste.

Il est peut-être utile de dire, à ce propos, que les trois révolutions inachevées constituent, sous un certain angle, un enracinement de la première : la nationale, car l'unité de la nation arabe est la révolution nationale égyptienne dans une dimension horizontale stratégique. La révolution sociale est une révolution nationale considérée dans une dimension sociale verticale. Vues de la sorte, on aurait pu dire que les trois révolutions constituent « La » révolution parfaite ; mais toutes les trois ont été inachevées pour une raison objective : le manque de démocratie. Dire que le nassérisme a hérité du passé lointain et récent serait une explication partielle et ne justifie point la globalité des choses. L'héritage social n'est ni statique ni unidimensionnel. Il a des aspects multiples et il est dynamique dans ses interactions. Il est donc erroné de rendre le passé seulement, ou le présent seulement, responsable de l'erreur historique. La responsabilité incombe dans ce cas au mouvement historique et à ses principales forces sociales, c'est-à-dire celles de la révolution et de la contre-révolution.

La démocratie dans la ou les révolutions nassériennes a toujours été l'absent-présent qui a caractérisé, par l'absence et la présence, toute une période historique dans la vie de l'Égypte.

Il est vrai que la révolution a hérité des traditions non démocratiques dans le mode de gouverner. Il est vrai aussi qu'elle a hérité un sous-développement fort prononcé en matière de civilisation moderne. Mais il n'est pas moins vrai qu'elle a hérité une tradition continue de la lutte de l'Égypte pour la démocratie. Ce qui vient

directement de cette lutte nous pouvons le résumer comme suit :

1. La révolution est venue de l'armée, première ligne de défense du régime établi. Elle était, par conséquent, «une organisation militaire secrète»; c'est là une caractéristique première au contenu absolument non démocratique, puisqu'il s'agit d'une chaîne pyramidale d'obéissance aux ordres. Et l'on peut dire que jusqu'à 1951 il y avait de nombreux niveaux dans l'organisation. C'est vers cette époque que fut créé le «comité constitutif des officiers libres», ce qui ressemblait à un comité central. Auparavant, il y avait le leader, l'individu, entouré de ses partisans parmi les officiers. La deuxième caractéristique, c'est qu'il s'agissait d'une formation faite uniquement d'officiers. Les soldats n'y avaient aucune part, selon la chaîne pyramidale des ordres les soldats, à l'heure «H», ne sont considérés que comme des instruments exécutant mécaniquement les ordres. La troisième caractéristique consiste dans le secret presque total du mouvement pour en garantir le succès et la sécurité avant le putsch. La clandestinité signifie l'isolement et l'exécution des ordres sans les discuter. A l'exception de Anouar As-Sadate inclu au mouvement par une décision de Nasser acceptée à l'unanimité en 1951, aucun de ces officiers ne fut connu pour avoir été publiquement opposé aux Anglais et au régime royaliste à la fois, bien que tous aient eu, d'une façon ou d'une autre, des rapports avec «Jeune Égypte», les «Frères Musulmans» et les organisations communistes.

Ces origines historiques de l'organisation des «Officiers Libres» sont aussi des origines socio-culturelles comprenant des contenus sociaux bien précis et une certaine conscience qui ont fait que la révolution, une fois réussie, se soit attachée à sa base sociale et qu'elle ait eu une certaine façon de traiter la question de la démocratie.

2. La révolution de l'armée le 23 juillet 1952 est venue se substituer à la rue égyptienne et non pas pour la compléter comme ce fut le cas de la révolution de Orabi. La raison principale à cela réside dans la décadence des partis, à commencer par le Wafd, et dans leur incapacité de proposer des alternatives sociales au régime établi. Tous s'étaient impliqués dans les intérêts des grands propriétaires et des grands commerçants hostiles aux changements radicaux de la rue égyptienne avant la Seconde Guerre mondiale. Une deuxième raison réside dans la fragmentation de l'avant-garde qui pouvait représenter le mieux les nouvelles données de la rue égyptienne. L'avant-garde n'a pas pu réaliser le minimum d'unité nécessaire à la réalisation d'un changement dans la structure politique. Une troisième raison consiste dans le fait que la classe moyenne avait toujours à jouer un rôle objectif dans la construction de la nouvelle société; mais la décadence du Wafd, le manque de cohésion idéologique, les imbrications économiques avec les anciennes et les nouvelles classes, et la peur historique de

la gauche finirent par lui faire perdre toute représentativité politique adéquate. De l'incendie du Caire, le 26 janvier 1952, jusqu'à la révolution, l'Égypte a vécu un très curieux vide par l'imminence de la chute du régime et l'absence d'une alternative. Le pouvoir ne gouvernait plus; et la rue était incapable de prendre le pouvoir. C'est par cette brèche que l'armée est entrée pour faire l'histoire nouvelle.

3. Cette armée venait directement d'une guerre hors des frontières, la première depuis l'époque d'Ismaël. Elle venait de la Palestine où elle avait été défaite, entre autres armées arabes, devant la poussée sioniste. Du fait qu'elle est sensible, plus que tout autre organisme, au problème de la sécurité du pays, il est normal qu'elle soit préoccupée, lorsqu'elle prend le pouvoir, de la souveraineté nationale. Au moment de la révolution nassérienne, le concept de la souveraineté nationale devient plus géographiquement global que la simple unité de la vallée du Nil.

4. Que la révolution n'ait pas eu sa théorie préalable cela n'a rien de honteux. Bien sûr une créativité théorique aurait été plus souhaitable que la simple application d'autres théories. En outre, l'explication de la révolution par référence à ses actions justes ou erronées ne peut en aucune façon constituer une explication de ses bases théoriques. En fait, ce que l'on a appelé les six principes déclarés par la révolution apportent la preuve qu'elle était dépourvue de toute cohésion historique; les jeunes officiers ne disposaient pas d'une conscience très raffinée contrairement à ceux de la révolution de Orabi, qui avaient atteint un bon niveau de maturité. Ce qui est tragique dans cette comparaison, c'est le fait que la maturité des officiers de la révolution de Orabi a accompagné leur défaite, alors que la conscience incomplète chez les nassériens fut accompagnée de succès. Il n'est guère plus utile de dire que les six principes ne furent pas le programme original de la révolution. Le fait qu'ils aient été perdus ou oubliés par la suite apporte la preuve qu'ils ne représentaient que le seul minimum d'un accord théorique au sein des officiers.[6]

---

6. Dans une partie de ce que l'on peut considérer comme ses mémoires, Khaled Moheddine écrit sous le titre *les Premières Pages de l'histoire du 23 juillet* dans le journal *Al-Ahali* du 26 juillet 1978 : « Ce fut peut-être la première fois où une organisation politique se contentait de préparer un manuscrit unique que le nouveau membre pouvait lire avant de le restituer. Nous avons donc préparé un projet de programme, Ahmed Fouad et moi (c'est-à-dire les deux membres de gauche), nous le soumîmes à Gamal Abd-El-Nasser. Il l'accepta, après avoir introduit quelques remaniements. Le programme était très bref. Composé d'une seule page, il insistait sur l'analyse de la nature de la colonisation, en assurant, à la fin, qu'elle était l'origine de tous les maux dont souffrait l'Égypte. C'était là la base première.

« Quant aux autres points, on peut citer la création d'un front national regroupant toutes les forces et tous les éléments des partis nationaux pour résister à la coloni-

Ces idées générales du départ eurent leur impact sur un faisceau de conséquences que nous pouvons résumer en un seul mot, à savoir la question de la démocratie.

La première de ces conséquences consiste dans le fait que l'Égypte est retournée à la formule de la contraction des pouvoirs. Cette formule se développa dès les premières mesures prises par la révolution dans un ensemble d'actions pratiques; le 10 décembre 1953 fut abrogée la Constitution de 1933 et une Constitution provisoire fut déclarée. Celle-ci se composait de onze articles dont six participaient des principes généraux et dont les cinq autres traitaient de l'organisation du pouvoir de l'État.

Un de ces derniers articles donnait aux dirigeants de la révolution la liberté d'entreprendre tout ce qu'il leur semblait bon pour la protection de la révolution ainsi que la liberté de nommer des ministres et de les relever de leurs fonctions quand cela leur paraissait nécessaire. Les deux autres articles accordaient au premier ministre l'autorisation d'assumer à la fois le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Le 16 janvier 1956, Gamal Abd El Nasser déclara une nouvelle constitution qui fut plébiscitée cinq mois plus tard avec le plébiscite sur le Président de la République. Ainsi, sur la base d'une république présidentielle, Gamal Abd El Nasser devenait le Chef de l'État et assumait la charge du pouvoir exécutif tout en étant le chef suprême de l'armée. En 1958, la Constitution commune avec la Syrie fut abrogée et le Président de la République décréta une Constitution d'une période de transition. Le quatrième article de celle-ci ajoutait que le pouvoir législatif incombait à un conseil national dont les membres sont choisis par décret présidentiel. Après la séparation, en 1961, le Président de la République restait une source première de législation[7].

En 1964, une nouvelle constitution fut déclarée; celle-ci accordait au Conseil National ou Parlement le pouvoir d'autoriser le Président de la République à promulguer des lois.

Quant au pouvoir judiciaire, il est connu que la révolution du 23 juillet a eu lieu sous les lois d'exception en vigueur depuis l'incendie du Caire, le 26 janvier 1952. En fait, cet état d'exception avait continué jusqu'au moment où fut plébiscitée la constitution de 1956. Mais il fut de nouveau déclaré au moment de l'agression tripartite en octobre 1956. Et s'il fut levé en 1954, la loi 119 de 1964

---

sation, création d'une armée nationale puissante où les soldats peuvent être promus au grade d'officier, réalisation de la justice ou d'une justice sociale. Ce programme clair et précis a pu attirer à notre mouvement de nombreux officiers de toutes les tendances intellectuelles et politiques. C'est sur la base de ce texte que, plus tard, après la révolution, les six principes furent formulés. »

7. Tarik El-Bichari, *la Démocratie et le Nassérisme*, éd. : *Dar Al-Sakafeh Al-Djedida*, Le Caire, 1975, p. 20.

accordait au Président de la République des pouvoirs exceptionnels même en temps normal.[8]
En mai 1967 et en fonction de la Constitution, le Conseil National, c'est-à-dire le Parlement, autorisa le Président de la République à promulguer des lois. Un mois plus tard, les lois d'exception furent de nouveau imposées avec la guerre de juin 1967.
La deuxième conséquence réside dans le fait que la révolution a annulé le principe de l'existence des partis et ce, depuis que le général Neguib ait déclaré, le 16 janvier 1953, la dissolution de tous les partis politiques existants, à la suite de quoi la loi n° 37 de l'année 1953 a interdit toute activité de partis ainsi que la formation de toute organisation politique (alinéa 6). Les officiers libres déclarèrent le 23 janvier 1953 la formation de ce qu'on a appelé à l'époque l'Organisation de la Libération, comme un organisme politique de la révolution dont le mot d'ordre était : « Nous sommes tous l'organisation de la libération ». Le 28 mai 1957, ce titre change pour devenir : «l'Union Nationale» dont le mot d'ordre était « L'union, l'ordre et le travail ». Cette Union Nationale fut l'organisation politique du temps de l'union de l'Égypte avec la Syrie jusqu'à la séparation. C'est à ce moment seulement que nous entendrons Nasser dire : « Je crois qu'il est de mon devoir que j'affronte courageusement et honnêtement avec vous les erreurs du passé, erreurs qui ont permis à la réaction de ressurgir : 1) Nous avons commis l'erreur de nous réconcilier avec la réaction. 2) Nous sommes ensuite tombés dans une grande erreur : l'incapacité de l'organisation populaire. La conséquence fut que la réaction a pu s'infiltrer dans l'organisation populaire et a pu ainsi en paralyser l'efficacité révolutionnaire en la transformant en une simple façade organisationnelle. 3) Nous n'avons pas fourni d'efforts suffisants pour faire en sorte que le peuple puisse prendre conscience de ses droits. 4) Nous n'avons pas pu développer l'appareil du pouvoir et l'élever au niveau de l'action révolutionnaire. 5) Quelques élements croyant en la révolution se trouvaient obligés d'adopter une attitude négative face au mouvement de la lutte populaire ou, disons plutôt qu'ils n'ont pas pu trouver la place qui leur permettait de participer sincèrement à l'orientation de la lutte populaire »[9]

Dans ce même discours, Nasser dit : « L'expérience a prouvé l'erreur de la formation de l'Union Nationale qui a ouvert ses portes aux forces de la réaction. Il est par conséquent nécessaire de la réor-

---

8. Idem, pp. 20 et 21.

9. Anouar Amer, *le Pouvoir de Nasser en théorie et en pratique,* Le Caire, 1971, pp. 160 et 161.

ganiser. »[10] Cette insertion ne contient pas seulement une contradiction, mais elle dénote surtout l'insistance de Nasser à maintenir l'organisation politique unique et non pas le parti en dépit de l'échec cuisant que celle-ci a subi. Cette idée dénote aussi l'arrière-pensée du Président sur la structure de classe et l'essence capitaliste de l'économie. Personne ne pourra contester à l'écrivain égyptien Esmat Saïf Ad-Dawla son nassérisme objectif mûr. Cependant, dans son livre *les Partis et le problème de la démocratie en Égypte,* il écrit : « L'erreur fondamentale commise par la révolution dans son expérience pour résoudre les problèmes de la démocratie en Égypte est qu'elle s'était imaginé en prenant le pouvoir mettre fin à l'existence de l'emprise du capitalisme sur le pouvoir. » (page 84)

L'auteur, économiste, fait ensuite l'exposé des lois de l'ouverture économique sur le capitalisme local et étranger du temps du nassérisme. Il écrit : « Si un conseil constitué de plus grands capitalistes dirigeait l'Égypte à cette époque, il n'aurait jamais donné autant de facilités au capitalisme et aux capitalistes. » (page 89)

L'auteur conclut en fin que l'erreur fondamentale de la première décade de l'expérience de la révolution réside dans le fait que celle-ci a voulu mettre fin à l'emprise du capitalisme sur l'État; elle a choisi le capitalisme d'État, le pire des systèmes. » (page 90)

On est cependant en droit de se demander si Nasser ou le nassérisme profitait de l'échec d'une expérience de l'organisation politique. Non, car le 4 novembre 1961 commencèrent les préparatifs pour la création de l'Union socialiste arabe dont on avait éliminé les membres touchés par les mesures économiques prises cette année. Par la loi n° 1 de l'année 1962 et sous le sigle « Liberté, Socialisme et Unité », l'Union socialiste fut créée pour devenir, selon l'expression de Saïf Ad-Dawla, « l'allié bureaucratique capitaliste » (page 124 du même livre). Cette union, toujours selon le même auteur, n'était que le cadre de l'alliance et l'instrument de domination des bureaucrates et du capitalisme parasitaire.

Les vues démocratiques contenues dans la charte furent complètement oubliées. Les lois démocratiques contenues dans la constitution furent elles aussi effacées (page 126).

Nasser revint à la critique de cette expérience à la suite de la fracassante défaite de 1967 et à la suite du soulèvement populaire du 1er février 1968; il fit la déclaration du 30 mars qui n'était qu'un avertissement adressé à la nouvelle classe bien installée depuis 1965. Face à la bureaucratie, elle brandissait le menace de créer l'État des institutions, la souveraineté de la loi et le maintien de la formule de l'alliance des forces populaires laborieuses, c'est-à-dire l'organisation politique unique. S'il est vrai que Nasser a procédé à la recréation de

---

10. Esmat Saïf Ad-Daoula, *les Partis et le problème de la démocratie en Égypte,* p. 98.

l'Union socialiste arabe par les élections du sommet à la base, il n'est pas moins vrai que la déclaration du 30 mars resta lettre morte. Le 20 janvier 1965, à peu près cinq ans avant sa mort, Nasser déclara : « Nous ne pouvons pas prétendre que notre génération a accompli sa tâche tant que nous n'aspirons pas à la continuité du progrès; sinon tout ce que nous aurions accompli sera menacé de se transformer, quelle qu'en soit la grandeur, en un simple éclat de lumière vite éteint. »[11] Comme si Nasser prévoyait déjà l'avenir, mais prévoir veut dire aussi connaître et connaître implique une certaine responsabilité.

La troisième de ces conséquences consiste dans le fait de remplacer le ou les partis par l'État lui-même; au point que le ministre de l'Intérieur était lui-même le secrétaire général de l'Union socialiste. L'État devenait ainsi le parti, il devenait le seul moyen de l'action politique avec ses systèmes administratifs et exécutifs. L'attachement politique était aussi lié à l'attachement à l'État. L'activité politique était concentrée autour de la direction individuelle du personnel à la tête de l'État et de la société. L'activité politique prenait la forme d'ordre administratif. Les rapports politiques cédaient la place aux rapports administratifs. Le leadership se confondait avec la direction. La régence se confondait avec la hiérarchie administrative. Du point de vue organisation, la révolution toute entière émanait de l'intérieur de l'appareil d'État. Celui-ci devenait l'institution organisée de la révolution. Ainsi la politique se confondait avec l'administration.[12] L'appareil d'État devenait l'appareil politique et administratif à la fois.[13] En somme, du fait de ces interférences, le Président devenait une source de législation. Le leader devenait l'institution de la souveraineté. Il était à la fois le peuple et l'État. Nasser est même allé jusqu'à prôner à une certaine époque ce qu'il appelait « un seul mouvement arabe ». L'État et le peuple devenaient synonymes sur le plan de la décision et de l'exécution. Le nassérisme ainsi n'avait pas besoin de cadre politique rassemblé dans une organisation car l'organisation n'était plus le lieu de la formation d'une politique ou de la prise d'une décision comme c'est toujours le cas dans les partis. Elle n'était pas non plus un organe de propagande auprès de la population. Celle-ci était assumée par les mass media sous le contrôle du ministère de l'Information et par les discours des mosquées qui, dans la plupart des cas, étaient soumis au contrôle du ministère du Wakf. Elle n'était pas non plus l'organisme chargé de sonder l'opinion publique. Cette tâche était assumée par quelques organismes de l'État. Ainsi l'État devenait le parti ».[14]

11. Idem, p. 28.

12. Tarik El-Bichari, idem, p. 13.

13. Idem, p. 31.

14. Idem, p. 36.

La quatrième de ces conséquences concerne la situation de la presse, celle-ci était dans la même situation que l'organisation politique. Elle y était soumise par la loi. Comme il était impossible de mettre fin à l'existence de la presse comme ce fut le cas pour les partis, les journaux se sont transformés en administration officielle, faisant partie de l'appareil d'État. Le journaliste devenait un fonctionnaire comme tout fonctionnaire de l'administration. Il recevait les ordres de ses supérieurs, c'est-à-dire le ministre de l'Information ou le censeur du bureau des informations. Ainsi le quatrième pouvoir fusionnait avec les trois autres en un seul. La pensée devenait synonyme de l'information. Elle devenait l'écho de la voix unique. La presse comme l'organisation politique devenait une grande couverture dont tout le monde se drapait.

La cinquième de ces conséquences commença par un événement précoce d'une signification profonde; il s'agit de l'exécution par pendaison des deux ouvriers des usines textiles de Kafedawar au sud-ouest du delta en 1953; les condamnés s'appelaient Khamis et Al Bakari. Ils avaient revendiqué le droit à la grève. Chose étrange, le secteur privé, c'est-à-dire la production capitaliste traditionnelle, était à son apogée; cependant, la révolution, qui incluait parmi ses principes de mettre fin à l'hégémonie capitaliste sur le pouvoir, a condamné les deux ouvriers pour avoir revendiqué la création de rapports démocratiques entre l'ouvrier et le capitaliste. C'est cette même révolution qui se base sur la grève et l'occupation des lieux par des ouvriers des transports en commun durant la crise de mars 54 pour refuser la voie démocratique. Les ouvriers demandaient au pouvoir de ne pas autoriser la création des partis, ils demandaient de ne pas entrer dans des batailles électorales, certains soulevaient des pancartes sur lesquelles il y avait écrit : « A bas la liberté ». [15]

Deux attitudes servirent par la suite de base à l'État dans ses rapports avec les syndicats, les unions ouvrières et professionnelles, tout membre d'un syndicat devait être au préalable membre de l'Union socialiste arabe. Et comme le ministre de l'Intérieur était lui-même le secrétaire général de l'organisation politique, la plupart du temps le ministre de l'Éducation était le secrétaire des syndicats des enseignants, le ministre du Travail était le secrétaire des syndicats des ouvriers. Ainsi se confondait au plus haut point les pouvoirs des organisations populaires et professionnelles.

Cet ensemble de facteurs et de conséquences si imbriqués les uns aux autres nous incitent non pas à poser la question de savoir si Nasser était un « dictateur » [16] mais plutôt à poser une question bien

---

15. Journal *Al-Masri*, 28 mars 1954. Pour plus de détails sur cet épisode, voir *Abd El-Nasser et la crise de mars 1954* de Abd El-Azim Ramadane, éd. : *Dar Rose Al-Youssef*, Le Caire, 1976.

16. Esmat Saïf Ad-Dawla.

plus importante. Il s'agit de savoir si le nassérisme avec ses défaites avant ses victoires a ajouté une nouvelle dimension au problème de la démocratie en Égypte. Il ne fait aucun doute que l'indépendance de la volonté nationale des Égyptiens était devenue la condition *sine qua non* de toute nouvelle formule de démocratie capable d'organiser les rapports de force de classe dans la société. L'indépendance de cette volonté ne pouvait se réaliser que par l'élimination de forces étrangères directes (l'occupation) et indirectes (l'économie) ainsi que par les bases locales de ces forces (le système de la propriété et les compradors).

Le deuxième apport du nassérisme consiste en le fait que l'indépendance égyptienne devenait «l'indépendance arabe du peuple égyptien» car la souveraineté nationale de l'Égypte ne se réalisait qu'à travers la souveraineté nationale arabe et à travers le rapport dialectique et profond entre la région et la nation.

Troisième apport : l'indépendance ou plutôt la volonté égyptienne devenue celle des couches populaires les plus larges qui participent à la production nationale et ce, afin de réduire l'écart entre les forces de production et les rapports de production; de la sorte, la transformation sociale pour mettre fin à cet écart devenait une action complémentaire objective de l'indépendance dans la perspective d'une renaissance de l'ensemble de la société.

Ce sont là les dimensions de la révolution nassérienne. Mais ces facteurs négatifs furent d'une extrême gravité : l'armée s'est transformée, d'un simple instrument de changement, en modèle de construction du pouvoir et de la société, en d'autres termes la vie civile fut militarisée. L'hypothèse idéologique du leader de la révolution passe à la réalisation sociale et ce par le fait qu'un grand nombre parmi les militaires entrèrent dans la vie civile pour occuper les postes dans le secteur nationalisé en récompense du changement auquel ils avaient participé. Ils devinrent ainsi une aile sociale ayant des intérêts bien précis pouvant gêner le changement. Et comme ils avaient choisi le rôle d'administrateurs dans les rapports de production, les liens étroits qui les attachaient aux technocrates d'un côté et aux bureaucrates de l'autre étaient chose presque normale et non moins normal fut le rapport entre ces trois éléments et les opérations compradors. Ainsi se forma le noyau de ce que Nasser lui-même a appelé en 1965 (vers la fin du plan de développement et le début de la dégradation économique) la nouvelle classe n'ayant pas de capital productif. Cette classe possédait tous les pouvoirs de décision et tous les canaux d'exécution; par conséquent ils n'avaient aucun intérêt à ce qu'il y ait un contrôle, à ce qu'il y ait une participation dans la formation d'une décision. Ils ne voyaient aucun intérêt à aucune formule démocratique. L'organisation politique unique qui rassemblait toute l'Égypte était son meilleur élément pour diluer la lutte sociale et pour tenter de la geler. Ce noyau, assimilé au pouvoir et qui s'en séparait en même temps, bénissait les décisions venant

des instances supérieures sans y participer. Au moment de l'exécution, ils s'en séparaient spontanément. Ce fut le même sort dans la presse et dans les mass media ainsi que les syndicats ouvriers professionnels et toutes les autres organisations populaires. Le libéralisme économique absolu durant les dix premières années de la révolution n'eut aucune conséquence de libéralisme politique. De même pour les années suivantes, la planification économique n'eut aucune conséquence concernant la démocratie populaire. Ainsi, la révolution resta durant ces trois périodes nationale, nationale arabe et sociale une révolution inachevée. Il lui manquait le noyau principal dans la lutte nationale, nationale arabe et sociale, à savoir la démocratie. Il est vrai qu'elle a eu une occasion de créativité théorique pour mettre au point une formule nouvelle de démocratie pour le monde en développement afin de protéger l'indépendance et la renaissance. Mais c'est elle qui a laissé échapper cette occasion. Jamais en fait elle ne s'est rendu compte qu'aucune démocratie nationale ou sociale ne peut être réalisée sans la démocratie politique. Le prix du manque de ce noyau principal qui devait lier les différents niveaux de la démocratie (les réalisations de l'indépendance de l'union et du développement) était incommensurable, pour l'Égypte, pour les Arabes et pour le Tiers monde. Nous ne faisons pas là allusion aux milliers de martyrs égyptiens et arabes tombés sur le champ de la lutte pour la démocratie. Nous ne voulons pas parler des milliers qui sont morts sur le champ de la lutte pour la nation. Nous voulons plutôt parler de la défaite de l'indépendance égyptienne et arabe en 1967, nous voulons parler de la défaite de la *Nahda* lors du putsch de 1971, nous voulons parler des défaites subies par le Tiers monde car, comme l'Égypte nassérienne fut un modèle de renaissance pour le monde en développement après la Seconde Guerre, elle fut aussi la clé de la chute avec les années 70.

4. La démocratie du putsch

Dans un semblant de confession, le Président Sadate raconte qu'au lendemain de la révolution une scission a eu lieu au sein du conseil de la révolution; il s'agissait du choix du mode de pouvoir pour l'avenir, démocratie ou dictature. Nasser fut le seul à être du côté de la démocratie, entendez dans le cadre du libéralisme, alors que les autres étaient du côté de la dictature. Nasser démissionna et se retira chez lui, les autres revinrent sur leur opinion et Nasser aussi[17].

---

17. Esmat Saïf Ad-Dawla, *Nasser était-il un dictateur?*, p. 31; mais Ahmed Hamrouch relate le même épisode mais d'une manière plus précise du fait qu'il était un membre des officiers libres. En effet, il affirme l'authenticité de l'épisode en y ajoutant que Khaled Moheddine et Youssef Saddik étaient du côté de Nasser pour la démocratie.

Ceci eut lieu au début de la révolution mais, quelques mois plus tard, commença la chaîne de mesures antidémocratiques qui a atteint son apogée en mars 1954 mais la situation était à l'inverse : Nasser et les autres coupaient le chemin au libéralisme et les deux officiers de gauche, Khaled Mohyi Ad-Din et Youssef Saddik, étaient pour. Le premier fut exilé en Europe, le second fut emprisonné.[18]

Vers la fin de la révolution, entre 1964 et 1965, Nasser tenta, comme le disent actuellement les documents, de bâtir «un parti révolutionnaire ou une avant-garde socialiste». La nuit du 14 mai 1971, ce parti ou cette avant-garde tomba au premier coup porté par les forces de la contre-révolution car Mamdouh Salem, gouverneur d'Alexandrie, prit la direction du ministère de l'Intérieur. El Laiffi Nassef, chef de la garde républicaine, et le général Mohamed Ahmed Saadef, chef de l'état-major, ainsi que le Président Sadate lui-même, étaient membres du parti secret, comme on nommait ce parti révolutionnaire. En fait il était un parti secret pour le peuple, non pas pour la contre-révolution. Les membres les plus importants y étaient nommés en fonction de leur position dans la hiérarchie de l'État et non pas en fonction d'autres critères. C'est pourquoi ce parti tomba. Sa chute n'eut aucun écho. Il tomba en secret comme il avait été créé dans le secret.

La signification de ces deux épisodes est que la révolution nassérienne durant ces deux étapes, l'économie libérale et l'économie planifiée, n'a jamais réussi ni à rétablir un libéralisme politique dans la première période, ni un parti révolutionnaire dans la seconde. Durant la période d'union avec la Syrie, l'absence de la démocratie était un des éléments fondamentaux qui constituèrent la brèche qui permit à la séparation de se réaliser. Ces deux épisodes, d'autre part, nous apportent la preuve du libéralisme de Nasser à la première étape et de son révolutionnarisme à la seconde sans qu'il fût capable de rétablir un libéralisme ou un parti révolutionnaire; car le problème ne résidait pas dans les intentions personnelles ou dans le tempérament du leader de la révolution. Il ne participait pas non plus des invariants de la spécificité sociale égyptienne.[19]

Le problème réside dans le fait que la classe moyenne égyptienne s'est emparée du pouvoir durant les trois étapes de la révolution nassérienne en réaction contre la menace portée à son existence durant les trois quarts de siècle qui ont précédé son indépendance. Le fait qu'elle ait monopolisé le pouvoir est aussi une réaction contre

---

18. Voir Abd El-Azim Ramadane, *Abd El-Nasser et la crise de mars 1954,* pp. 158 et 159.

19. Dans le roman *le Nouveau Caire,* du romancier Naguib Mahfouz, un des personnages dit : toute doctrine politique, lorsqu'elle est appliquée en Égypte, se transforme en dictature.

le grandissement des classes populaires durant les trente années qui précédèrent la révolution de 1952. En dépit de la contradiction du nassérisme avec les couches de la classe moyenne au sujet du mode de développement capitaliste, et par conséquent au sujet du mode de pouvoir, la somme des intérêts économiques et sociaux de la classe moyenne aboutit à ce qu'elle s'empare du pouvoir sans qu'elle ne prenne en considération le fait que ce monopolisme dans une société en développement mène à ce que l'on peut appeler dictature.

Cette revanche de la classe moyenne égyptienne face au libéralisme de la monarchie qui l'avait entraîné dans les contraintes des monopoles étrangers et de l'aristocratie de la terre lui a permis de se rendre indépendante au point d'être toute seule sur la scène, mais, d'autre part, cela ne lui permit pas d'acquérir la liberté de mouvement politique. La terreur de cette classe face au peuple a abouti à la nationalisation de la démocratie avec les autres nationalisations économiques concernant les couches supérieures de la bourgeoisie, chose qui consolida son indépendance sans lui donner la possibilité de réaliser la *Nahda,* qui elle, sous les changements survenus à la suite de la révolution de 1952, ne pouvait être unidimensionnelle sur le plan économique.

Ainsi prit fin la révolution nationale démocratique en Égypte. La défaite militaire de 1967 lui fut fatale, le putsch constitutionnel de 1971 lui porta le coup de grâce. Objectivement, elle a préparé à deux voies possibles, une révolution culturelle totale qui reprendrait le plus radicalement possible sur le plan économique et sur le plan de la démocratie politique toutes les démarches entreprises ou bien une contre-révolution consacrant la chute économique et sociale par l'ouverture absolue sur les monopoles étrangers au point de rendre l'Égypte de nouveau un satellite des grands monopoles étrangers. Le cumul de la monopolisation du pouvoir par les individus et le régime par quelques catégories sociales a tranché en faveur de la deuxième voie contre la révolution culturelle.

En réalité, l'Égypte sadatienne ne vit pas une contre-révolution du nassérisme comme le suggèrent les événements du 14 mai 1971. Cette contre-révolution a consacré une chute qui avait déjà eu lieu le 5 juin 1967 et dont la déclaration fut empêchée par la personnalité historique de Nasser. Les forces de la contre-révolution à l'époque étaient toutes prêtes, le 9 juin 1967, à prendre la relève, au point que les murs de l'Union socialiste arabe, à plusieurs endroits, étaient déjà occupés par des photos du Zakariyyah Ed-Din, désigné par Nasser dans son discours de démission pour entreprendre des négociations avec les Américains. L'action menée par la population égyptienne le soir du 9 juin pour empêcher Nasser de démissionner constitue un refus spontané de la prise du pouvoir par la contre-révolution avec un vague espoir d'une révolution culturelle exprimée par le mot changement et l'expression continuité de la révolution et d'autres mots d'ordre. La population a donné au leader de la révolution inachevée

et de la défaite en six jours une chance unique afin qu'il procède lui-même au changement mais le cœur du peuple était d'un côté, son esprit était incapable de prendre conscience de l'impossibilité objective d'un changement entamé par une seule personne. En réalité le chemin était ouvert non seulement du côté de Suez vers Le Caire devant l'ennemi militaire mais il était ouvert d'Alexandrie jusqu'à Assouan devant l'ennemi de classe, ennemi national, car le radicalisme était la seule action capable, ce vide mortel existant entre 1967 et 1971 et que l'on peut appeler par l'an révolution et l'an contre-révolution.

La deuxième vérité c'est que l'Égypte sadatienne n'est pas une contre-révolution égyptienne mais bel et bien une contre-révolution nationale contre les Arabes en Égypte car tant que l'histoire sociale des Égyptiens ne comprenait pas le germe d'une guerre civile, la contre-révolution est impossible. Il s'agit là d'une composante unique dans son genre dans la composition de la spécificité égyptienne. En réalité les contre-révolutions que l'Égypte a connues ont toujours été le fait de rapports étrangers avec les couches sociales sans racine fixe du genre des couches compradors.[20] Mais il faut ajouter aussi que lorsque cette alliance entre l'étranger et le local, nous ne disons pas le national, a lieu, elle polarise des catégories sociales plus larges, même celles dont les intérêts stratégiques sont en contradiction avec les intérêts de ladite alliance. Cette polarisation réussit la plupart du temps à cause des invariants historiques qui lient la révolution à la contre-révolution dans le contexte économique et politique en Égypte. Ce lien qui a toujours caractérisé la naissance et l'évolution de la bourgeoisie égyptienne mais elle est aussi, cette polarisation, le fait du manque de cette classe à impartir au sens technique du terme et du penchant constant pour une organisation politique large comprenant et sécrétant toutes les contradictions.

Il ne fait aucun doute que la contre-révolution en Égypte aux années 70 a trouvé son chemin déjà défriché par l'absence de la démocratie du temps de la révolution nassérienne qui, elle, détenait les leviers de commande de la libération et du développement. De ce fait, le développement s'aliène, la société passe d'une société de production à celle d'une société de consommation. Le développement consiste alors à promouvoir l'import-export en dehors de tout contrôle de la patrie ou de la société pour l'intérêt du capital étranger et du comprador local.

---

20. Ce qui est tout à fait le contraire de la révolution égyptienne car celle-ci ne s'importe pas. La révolution internationale est inexportable en Égypte, en dépit de l'ouverture de celle-ci sur la pensée et les expériences internationales. La révolution égyptienne est forcément le fait d'éléments et de facteurs internes au terrain social de l'Égypte.

La question est donc de savoir si l'Égypte de Sadate est capable de réaliser la démocratie.

La réponse théorique, c'est qu'il est impossible à un putsch d'utiliser l'arme qui risque de se retourner contre lui et qui ne correspond pas à son identité sociale, à sa fonction politique et à son but économique. La démocratie, au temps de la révolution nassérienne, était un élément manquant. Mais dans la contre-révolution, elle constitue un élément dont la présence est en soi menaçante. C'est pourquoi le putsch de M. Sadate ne pouvait aboutir ni au libéralisme bourgeois, ni à une démocratie populaire, ni, à plus forte raison, à une créativité démocratique pouvant dépasser les modèles internationaux sans pour autant s'enfermer sur soi. Pourquoi? Pour une raison qui entre dans le cœur même de la spécificité sociale égyptienne, à savoir que la démocratie soutient nécessairement le courant le plus progressiste pour la *Nahda* de la société en tant qu'ensemble, et pour les classes productives en particulier. Mais il est aussi une autre raison. C'est qu'il s'agit pour ce putsch de liquider la révolution nationale totalement tant en ce qui concerne la libération de la terre qu'en ce qui concerne le développement. La terre, dans ce cas, devient une simple ligne géographique régionale. Elle ne fait plus partie d'un ensemble, celui de la nation arabe; et l'économie n'a plus de racines ni de nationalité. Le capital égyptien devient dans ce cas un simple satellite dont la sphère du groupe le plus puissant, le plus productif des monopoles internationaux.

L'Égypte de Sadate n'a aucun intérêt à réaliser la démocratie. Car ni les monopoles internationaux, ni le capital sioniste, ni le comprador égyptien n'ont intérêt à cette démocratie. Celle-ci représente pour eux l'antithèse objective, non seulement en ce qui concerne les moyens, mais aussi en ce qui concerne les fins.

Ici, nous soumettons notre réponse théorique à un examen pratique, celui de la démarche de la démocratie égyptienne de l'Égypte de M. Sadate durant les huit dernières années. Cependant, avant de procéder à cet examen, il faudra traiter de deux points dont il a été question plus haut :

Le premier est que la contre-révolution en Égypte n'est pas une révolte contre le nassérisme en particulier. En fait, la contre-révolution contre le nassérisme est une guerre préventive contre la révolution totale, la révolution culturelle qui pourrait un jour recouvrer la démocratie absente du temps de Nasser et par conséquent procéder à la libération, au développement et au progrès de la société. Si donc la contre-révolution n'est pas originellement contre le nassérisme, elle n'en est pas non plus une extension. Toujours est-il que la contre-révolution a exploité la carence de la révolution nassérienne. Il y a en fait une grande différence entre l'extension et l'exploitation d'une brèche ouverte. La seule extension qui était théoriquement possible, c'est la révolution radicale. L'administration nassérienne, jusqu'en 1971, n'a rien fait pour.

Dire que la contre-révolution était fatale, cela peut être étudié. Mais dire qu'elle est l'extension de la révolution nassérienne, cela est impossible. La révolution nassérienne a apporté la preuve durant dix-huit ans et à travers des batailles sanglantes et chèrement payées contre le colonialisme qu'elle est une révolution nationale qui, pour de multiples raisons, n'a pas pu réaliser la révolution démocratique. Il est donc impossible de prétendre que cette révolution a engendré la contre-révolution. Et ceci en dépit du fait qu'elle ait objectivement préparé le terrain au succès de la contre-révolution.

La deuxième vérité réside dans le fait que ce qui s'est passé durant les huit dernières années est bel et bien une révolution internationale contre les Arabes en Égypte. L'Égypte, en fait, n'est pas un marché d'investissements internationaux. Elle ne possède pas non plus d'énergie ni de ressources naturelles que l'on peut convoiter. L'Égypte réellement constitue l'anneau le plus solide dans la révolution arabe contemporaine et ceci pour des raisons qui participent du fait qu'elle est la clé principale des deux grandes portes arabes et africaines. Cette situation stratégique est soutenue par un poids social et culturel puissant. Car l'Égypte est formatrice de modèle. Quant au Liban, en dépit de sa situation et de son rayonnement, sa formation socio-économique le rend l'anneau le plus faible dans la révolution arabe contemporaine.

En réalité, Nasser n'a pas voulu voir la première scène de la contre-révolution internationale lorsqu'elle s'attaqua à lui personnellement. Il pensait qu'avec le sommet de septembre 1970, le rideau allait tomber sur le tragédie. Il ne savait pas qu'il venait de voir juste le prologue de ce sanglant drame car par sa mort, il en annonçait l'acte le plus important. Les couloirs maritimes arabes, la situation stratégique du Moyen-Orient parallèle au ventre de l'Union soviétique ont toujours été des zones d'influence du colonialisme traditionnel et du nouvel impérialisme. Le modèle égyptien d'indépendance et de développement, le modèle libanais du libéralisme de la société confessionnelle se complétaient peut-être inconsciemment l'un l'autre en dépit des contradictions qui existent entre les deux pour faire front à l'influence occidentale et au racisme sioniste. La question palestinienne après la défaite de 1967 avait pris forme dans la résistance palestinienne au Liban. La révolution soudanaise de mai 1968 et la révolution irakienne de juillet de la même année, ainsi que celle du 1er septembre en Libye en 1969 constituaient une réponse capable de faire de la défaite de 1967 une simple perte de bataille comme l'avait dit Nasser. C'est juste à ce moment que l'Occident prit la décision de porter un coup stratégique contre les Arabes en Égypte et au Liban plus précisément, pour préserver les sources d'énergie, les couloirs maritimes et la zone de sécurité stratégique pour les États-Unis au Moyen-Orient. Il fallait donc frapper la clé, le modèle qu'est la résistance en Égypte. Il fallait frapper le libéralisme confes-

sionnel et la résistance palestinienne au Liban.

Mais comme le temps de la mobilisation des flottes était révolu, avec la guerre du Vietnam, les éléments locaux dans les deux pays, en Égypte et au Liban, étaient tout prêts à recevoir les ordres et à les exécuter de manière adéquate aux conditions de chaque pays. Ainsi, il y a eu une lutte en Égypte, un putsch conditionnel, au Liban il y eut une guerre totale. La concomitance de ces deux événements n'est pas un fait du hasard, car le but stratégique direct de la contre-révolution internationale visait la nation arabe. En fait, Le Caire et Beyrouth n'étaient que les éléments d'une guerre préventive contre une révolution culturelle en puissance.

5. La libanisation de l'Égypte?

Deux scènes dramatiques jouées par le régime du putsch attirent notre attention vers les années 1970 :

Lorsque le Président Sadate décide de détruire le camp d'internement de Torra, comme symbole de la destruction des camps d'internement nassériens et du non-retour aux mesures exceptionnelles. La deuxième scène, c'est lorsque le ministre de l'Intérieur, accompagné d'un groupe de journalistes égyptiens et étrangers, s'en alla assister à la destruction des bandes enregistrées par les services nassériens des conversations de quelques personnalités politiques. Mais personne à cette époque ne fit attention au phénomène commun aux deux scènes : la destruction symbolique de la prison de Torra située au sud du Caire et au nord de la banlieue de Hellouan ne signifiait aucunement que les prisons en Égypte allaient se transformer en jardins, mais elle signifiait tout simplement la libération des Frères Musulmans qui avaient été condamnés à l'emprisonnement en fonction des jugements prononcés en 1965, suite à leur tentative d'assassinat sur la personne de Nasser. Furent libérés aussi quelques espions israéliens et égyptiens, ainsi que l'écrivain Mostafa Amin, condamné en 1965 à quinze ans de prison pour intelligence avec les organismes américains de sécurité. La deuxième partie de ce phénomène est que la destruction symbolique des bandes magnétiques apportait la preuve irréfutable que la sévérité pratiquée par les organismes de sécurité nassériens était toujours le lot de la quasi-totalité des personnalités démocratiques et de gauche. Rappelons à ce propos que l'écrivain de gauche Loutfi Al-Khouli, ainsi que sa femme et Mme Nawal Al-Mahalaoui, secrétaire de Mohammad Hassanein Haykal (jusqu'en 1970) et son mari, furent arrêtés, pendant plusieurs mois, et ne furent libérés qu'après la mort de Nasser en fonction de quelques enregistrements faits par les mêmes organismes au cours d'une visite familiale qui avait réuni les quatre détenus.

Quoi qu'il en fût, ces deux scènes dramatiques après la chute du groupe nassérien en 1971 donnaient l'impression que le nouveau

régime avait fermement l'intention de « libaniser » l'Égypte, c'est-à-dire de s'inspirer du modèle libéral dans la vie politique de la société. Ces apparences ont certes obtenu la satisfaction des Égyptiens dont beaucoup avaient souffert d'emprisonnement lors de la nationalisation de la démocratie au profit d'une certaine catégorie, non pas au profit du régime. Mais ce n'était que des apparences, alors que le contenu politique de ces mesures dénotait une certaine saoudisation et c'était là un indicateur pour l'avenir, alors que la destruction des bandes magnétiques dans la cour intérieure du ministère de l'Intérieur n'était qu'une condamnation du passé et une tentative visant à conquérir la gauche en lui rappelant les mauvais moments qu'elle avait passés. C'était une invitation à la gauche pour qu'elle récupère sa liberté dans le cadre du régime et pour qu'elle le reconnaisse.

A ces deux scènes auxquelles personne n'accorda beaucoup d'importance, il faut ajouter les décisions et les mesures prises depuis le début du putsch. En fait, l'initiative présentée par M. Sadate en février 1971 ainsi que la loi d'investissement arabo-étrangers promulguée en septembre 1971 sont inséparables l'une de l'autre. La première initiative définissait l'identité du régime avant même qu'il ne soit consacré en mai 1971, tandis que la seconde en soulignait le caractère économique après avoir balayé du pouvoir le groupe nassérien. La première initiative était le premier pas sur la voie de l'ouverture politique sur l'Occident et Israël. La deuxième était le début de l'ouverture économique. Le plébiscite sur les conseillers soviétiques en 1972 constituait le début de l'ouverture militaire. C'est vers la fin de l'année 1972 et le début de l'année 1973 que l'Égypte commença à réagir par la protestation des étudiants et des intellectuels. Protestations qui furent contrecarrées par les troubles confessionnels. C'est là que le nouveau régime donna ses premiers fruits ou plutôt ce que l'on a appelé la loi n° 34 de 1972 concernant la protection de l'unité nationale. On a remarqué que la nouvelle loi, dans son alinéa 8, soulignait que l'Union socialiste arabe était la seule organisation politique exprimant l'alliance des forces populaires laborieuses. Dans les documents constitutionnels antérieurs, y compris la Constitution du putsch, aucune mention n'était faite à l'Union socialiste en tant qu'organisation politique unique. Par cette formule, on voulait en effet faire face aux formes d'organisations politiques indépendantes du pouvoir qui constituaient le germe d'une opposition au régime. Cet alinéa disposait : « Est inadmissible et illégale toute organisation politique existant en dehors de l'Union socialiste arabe ou d'autres organisations populaires. » En fait, il faut le rappeler, durant le soulèvement des ouvriers, des étudiants et des intellectuels, de nouvelles organisations politiques avaient pris naissance à travers les syndicats professionnels, les unions estudiantines et ouvrières, les comités nationaux, les congrès permanents et les autogestions des usines.

Ce sont là des formes d'organisations qui furent indépendantes

des organisations clandestines, de gauche ou de droite. Le nouveau régime prit conscience très tôt du danger de ces initiatives d'organisations qui constituaient en elles-mêmes une menace sur la tentative du régime visant à récupérer le contrôle populaire. Pour contrecarrer cette poussée de la base, la mentalité putschiste a dû donner à la répression qu'elle pratiquait une couverture légale. Si les camps d'internement sont détruits ou fermés, les prisons, elles, restent ouvertes sous la souveraineté de la loi. La loi, elle, peut être promulguée à n'importe quel moment, même si elle peut être contre les principes fondamentaux des droits de l'homme et des valeurs principales de la Constitution. La loi, pour le régime, est une ceinture de sécurité contre les secousses. L'article 3 de la nouvelle loi «condamne à la prison tous ceux qui créent, organisent ou dirigent une association, un organisme ou un groupe autre que ceux régis par l'article précédent. Sont dispensés de cette peine tous ceux qui prennent l'initiative de les dénoncer à la police». L'article 4 condamne à l'emprisonnement «tous ceux qui exposent l'unité nationale au danger». L'article 5 condamne à l'emprisonnement «tous ceux qui divulguent des informations ou des rumeurs dans le but de porter atteinte à l'unité nationale».

Trois remarques principales s'imposent quant à cette nouvelle loi : les alinéas de cette loi sont inspirés de ceux ajoutés par Ismail Sidki Pacha à la loi égyptienne lors de la lutte nationale contre l'occupation britannique et le trône. Cependant des modifications importantes sont introduites. La loi sur la liberté du temps de la monarchie, de l'occupation anglaise et des gouvernements minoritaires attachait dans son article 98, alinéa 1, la sanction au but des organisations ou groupements en cause, visant à l'établissement de l'hégémonie d'une classe sur une autre ou à la destruction d'une classe ou au renversement du pouvoir par la force ou le terrorisme. L'alinéa 2 de l'article 98 sanctionne tous ceux qui font courir des rumeurs pour changer les principes de la Constitution, base du corps social, ou pour qu'une classe sociale en domine une autre. On peut remarquer que l'ancienne loi était beaucoup plus libérale que la nouvelle, car elle ne condamnait pas la création d'organisations ou d'associations en soi. En fait, elle avait été promulguée à une époque où le multipartisme avait été reconnu par la Constitution elle-même. Mais elle condamnait une action précise, «l'hégémonie d'une classe sur une autre par un moyen précis qui est la violence». Quant à la nouvelle loi, elle parle d'une chose qui n'a pas une définition constitutionnelle précise, à savoir «la menace contre l'unité nationale». Quelle est donc cette unité nationale, et quand est-elle exposée à un danger?

La deuxième remarque que l'on peut faire à ce sujet, nous la tirerons du rapport de la commission des affaires législatives : «En application de la déclaration de M. le Président de la République, dit le rapporteur dans son discours de la cession inaugurale du congrès national, au sujet de la nécessité de la préservation de l'unité

nationale, il est demandé au Conseil du Peuple de se réunir en une session extraordinaire, pour l'étude d'une loi sur l'unité nationale»[21]. Ce qui veut dire que le Président de la République est le seul à pouvoir définir cette unité. Il faut ajouter à ce sujet que c'est le Président lui-même qui avait appelé à la promulgation d'une telle loi, appel qui fut lancé à la suite de revendications pacifistes pour l'application de la démocratie. L'ensemble des alinéas de cette loi est sans conteste anti-démocratique, exception faite d'un paragraphe concernant la liberté de croyance qui dans le fond n'ajoutait rien aux clauses de la Constitution.

Il faut ajouter que la Constitution du putsch de 1971 stipule dans son article 74 : «Lors d'un danger menaçant l'unité nationale, la sécurité de la patrie ou empêchant les institutions de l'État d'accomplir leur rôle constitutionnel, le Président de la République peut prendre des mesures rapides pour faire face à ce danger, à la suite de quoi il s'adresse au peuple, il procède à un plébiscite dans les 60 jours qui suivent, sur les mesures devant être entreprises.» Nul besoin de dire que ce texte tout à fait étranger à la Constitution de 1964 a été fabriqué à la mesure des événements du mois de mai 1971. C'est en prenant prétexte des événements du mois de 1972 que fut créée la législation sur l'unité nationale. Le peuple égyptien ayant pris au sérieux les mots d'ordre démocratiques lancés par le régime, le Président de la République eut recours à son droit constitutionnel pour promulguer une loi que même la Constitution de 1923 n'aurait pas reconnue. En effet, ni le roi, ni le premier ministre ne pouvait à cette époque faire approuver une loi sciemment confuse pour permettre au Président de juger les affaires selon son appréciation personnelle quant aux dangers menaçant l'unité nationale. Quoi qu'il en soit, c'est sur la base de cette loi que des étudiants et des ouvriers furent emprisonnés à la même époque où l'on libérait les Frères Musulmans. Sur le plan économique, la loi du 2 septembre 1971 concernant les investissements étrangers en Égypte fut complétée par une série de lois, dont notamment celle portant le numéro 1216 de l'année 1972 concernant la législation de l'organisme administratif des biens sous séquestre [22], la loi n° 52 de 1972 concernant la liquidation des biens sous séquestre en fonction de la loi 150 de l'année 1964[23], la loi 53 de 1962 sur la législation des biens sous séquestre antérieure à la promulgation de la loi 34 de 1971[24]. Les trois lois

21. Ce rapport est signé par M. Gamal Al-Oteigi, chef de la Commission. Le texte est pris du livre *les Lois d'exception de l'État et de la sécurité des biens séquestrés,* par Moustafa Kamal Mourib, éd. : *Dar Al-Fikr Al-Arabi,* Le Caire, 1947.

22. Journal officiel n° 42 du 19 octobre 1972.

23. Journal officiel n° 40 du 5 octobre 1972.

24. Idem.

furent promulguées le même jour, soit le 1er octobre 1972, par la présidence de la République. Il faut cependant remarquer que la date de leur publication dans le *Journal officiel* n'est pas la même. Car les deux dernières lois furent publiées quatorze jours après la publication de la première; ce qui est normal car la liquidation des biens sous séquestre stipulée par les lois 52 et 53 de 1972 doit précéder la liquidation de l'organisme administratif des biens sous séquestre dont la liquidation a été décidée par la loi 1216. Il peut être normal que toutes ces lois soient publiées le même jour. Mais il n'est pas normal qu'elles soient toutes directement publiées par la présidence de la République sans recourir à un plébiscite populaire, car de telles lois touchent l'unité nationale dans son contenu social. Rappelons que les séquestres ont été imposés aux biens de quelques pseudo-féodaux parmi les grands propriétaires, et ce du point de vue nassérien, pour garantir la bonne transformation sociale. Restituer ces biens sans condition aucune ne signifie pas un retour au libéralisme, mais plutôt un déséquilibre dans la balance des forces, déséquilibre adopté et reconnu par la loi. Remarquons en outre que la publication des lois sur la législation des biens sous séquestre fut accompagnée par le renforcement du pouvoir du procureur général socialiste qui, lui, avait accompli son unique tâche dans le putsch en traduisant en justice le groupe nassérien, en les accusant de haute trahison, avant même le commencement de l'enquête. Une fois sa tâche accomplie, la fonction du procureur général socialiste devint un centre de pouvoir plus puissant que le pouvoir judiciaire, comme si cette fonction «civile» remplaçait les tribunaux militaires. Le procureur général socialiste a le droit de garder à vue tout citoyen prévenu pour menace à l'unité nationale. Est-il besoin de rappeler que ceci n'a rien à faire avec la question des biens sous séquestre dont il avait la charge? En fait, ceux qui ont été arrêtés sur l'ordre du procureur général socialiste, les ouvriers, les intellectuels n'ont jamais été propriétaires de biens sous séquestre. En un mot, le procureur général socialiste, à la demande des renseignements de la sécurité de l'État et pour quelques raisons que ce soit, pouvait confisquer la liberté des gens. Ainsi, au nom de la loi, le procureur général socialiste dispose d'un pouvoir supérieur à celui de la magistrature et à celui des tribunaux.

Ainsi naquit le libéralisme du putsch... Un cadavre dont les linceuls avaient été préparés au préalable. Le nouveau régime en réalité n'a pas abandonné l'essence de l'ancienne Constitution, ni non plus ses mesures d'exception. Il a même ajouté aux habilités du Président de la République de larges pouvoirs que même le Président précédent n'avait jamais connus. En fait, la Constitution de 1971 stipule dans l'article 73 que le Président de la République est le gardien des limites entre les pouvoirs, qu'en cas de nécessité, dans les circonstances exceptionnelles, et sur la base d'une autorisation donnée par le Conseil du Peuple avec la majorité des deux tiers, il

peut promulguer des décrets-lois. L'article 112 accorde au Président de la République le droit de promulguer des lois ou de s'y opposer. Selon l'article 137, le Président de la République est chargé du pouvoir exécutif, par conséquent il a le droit de présider les réunions du Conseil des ministres. L'article 147 stipule : « Si en l'absence du Conseil du Peuple, les circonstances nécessitaient des mesures ne pouvant attendre, le Président de la République a le droit de prendre des dispositions ayant force de loi. » L'article 152 accorde au Président le droit de recourir à la consultation populaire et il est lui-même élu par plébiscite.

Cela veut dire que la nouvelle Constitution n'a pas abandonné le système présidentiel, mais elle y ajoute des droits qui rendent le Président de la République pratiquement le maître absolu. Le nouveau système, d'autre part, a conservé au début l'Union socialiste arabe, en ajoutant le principe qu'elle est la seule organisation politique. Il créa la fonction du procureur général socialiste pour traiter des affaires qui lui sont transférées par la sécurité loin de la justice civile. Rappelons que ces mesures ont été prises parallèlement à une nouvelle politique étrangère déclarée en février 1971 et contestée par le Conseil suprême de la sécurité ainsi que par le Haut Comité exécutif de l'Union socialiste arabe à l'époque. Le Président de la République passa outre à cette opposition et décida tout seul la réouverture du canal de Suez après une retraite partielle de l'armée israélienne. Rappelons enfin que ces mesures ont été prises dans le cadre d'une politique intérieure soutenant le secteur commercial privé et en particulier la cour des spéculateurs et des parasites de la production. On mendiait presque les capitaux arabes et étrangers pour soutenir ce secteur. C'est dans le cadre de cette démocratie que les Frères Musulmans, des espions étrangers et égyptiens furent emprisonnés, alors qu'on emprisonnait des citoyens intègres, des démocrates et des hommes de gauche. Au moindre recours pacifiste à la réunion des congrès ou à la rédaction des déclarations, des étudiants et des ouvriers étaient emprisonnés. Pour certains autres, un comité de discipline à l'Union socialiste arabe fut créé. Cela aussi est un comité que jamais le système politique antérieur n'a connu. Ce comité a renvoyé parmi ses membres actifs plus de 100 écrivains, artistes et journalistes. A la suite de quoi ceux-ci furent renvoyés de leurs syndicats professionnels, ce qui impliquait aussi leur licenciement.

Que signifient tous ces paradoxes concernant la question de la démocratie qui a failli tromper le monde entier au point de croire qu'il s'agissait d'un renversement libéral contre la dictature? A cette question, le penseur marxiste égyptien Michel Kamel écrit : « En réalité, le régime, en proposant la démocratie dans sa conception libérale, prenait, face aux différentes couches de la bourgeoisie représentant la base sociale et économique du pouvoir, l'engagement de mettre fin au monopole du pouvoir par une seule

catégorie hégémonique.»[25] La réponse est juste dans sa ligne générale, mais elle peut prêter à différentes explications en ce qui concerne l'identité du contenu économique du putsch; car prétendre que les différentes catégories de la bourgeoisie constituent la base sociale du régime est trop général. A titre d'exemple, le capitalisme agraire a pu resurgir mais ce sont ces couches supérieures plus proches des grands propriétaires qui commencèrent à jouer un rôle de plus en plus déterminant. La bourgeoisie commerciale elle aussi a été relancée mais c'est sa catégorie usurière qui a pu être déterminante en ce qui concerne la prise des décisions politiques. Si maintenant nous réfléchissons aux lois de rectification de la réforme agraire et à celles de «l'évolution économique», nous découvrirons que ce sont les catégories non productives qui ont profité le plus parmi les cultivateurs moyens, les petits commerçants, les artisans et les petits fonctionnaires. Cela veut dire que la classe moyenne a été elle aussi frappée, avec les larges couches de la petite bourgeoisie, les ouvriers et les paysans pauvres. Il est donc vrai qu'il s'agissait d'un engagement pris par le pouvoir. Mais il était surtout adressé aux investisseurs étrangers et arabes ainsi qu'à leurs fondés de pouvoir à l'intérieur. En fait, le pouvoir promettait qu'il ne s'enfermerait pas sur la catégorie qui le constitue et qu'il ne dépassera pas les limites imposées par la nouvelle alliance sociale.

Cette forme de libéralisme sera très perturbée à la suite de la décision stratégique de la guerre d'Octobre. En effet, celle-ci avait permis de regrouper au cortège de la contre-révolution des catégories sociales dont les intérêts s'opposent objectivement à ceux représentés par le nouveau régime. Elles furent entraînées par le nouveau courant hostile à la ligne nationale sous l'influence de leur propre ambition bourgeoise. Et aussi par réaction contre le style nassérien du pouvoir; mais surtout parce qu'elles étaient inconscientes de leur véritable intérêt conséquemment à une longue période de privation de pratiques politiques et d'activités de partis[26]. Cette analyse de Michel Kamel est juste dans son ensemble, mais elle a certainement besoin de développements. Car l'interaction sociale au sein même du régime se cristallisait. En fait, la loi du mois de septembre 1971 concernant les investissements étrangers n'a pas convaincu les investisseurs étrangers. La loi de 1974 leur déblaya beaucoup plus le terrain, leur offrit des garanties au détriment de la majorité des Égyptiens. D'autre part, cependant, un libéralisme qui s'appuie sur un parti unique, sur un procureur général socialiste ne pouvait pas donner un poids sérieux à un tel engagement. Les événe-

---

25. Article intitulé : *le Jeu de la démocratie et les luttes pour le pouvoir en Égypte*, journal libanais *As-Safir*, 3 août 1978.

26. Michel Kamel, idem.

ments ultérieurs le prouvent; au cours de l'été 1974, le parti de la libération islamique tenta de renverser le pouvoir par la force des armes en essayant de s'emparer de l'école technique militaire. Cette formule pleine de contradiction entre la forme et le fond, entre un prétendu libéralisme économique et une véritable dictature masquée ne pouvait pas dissimuler les troubles dont il était l'objet. En réalité, ce libéralisme économique lui-même était faux. Car la classe moyenne productive commençait à subir les mauvaises conséquences de la monopolisation du pouvoir politique par les compradors. Ceux-ci sont soumis à un maître hors des frontières. Le libéralisme n'a donc pas de racines profondes à l'intérieur de la société. Il s'agit tout simplement d'une façade qui ne doit pas être prise au sérieux; une façade de la dictature du profit rapide au plus haut point. En fait un libéralisme économique dans une société sous-développée et récemment indépendante ne peut être réalisé par la force des choses, et nombreuses sont les sociétés sous-développées qui ont tracé leur voie vers la dépendance même après avoir été libérées. Le libéralisme économique dans ces conditions devient un rêve impossible.

En réalité, c'était là la crise du régime entre 1975 et 1977 qui l'opposa à la gauche et à la droite à la fois. Nous pouvons remarquer un enchaînement logique dans l'évolution de la politique étrangère depuis le deuxième accord du Sinaï jusqu'aux accords de Camp-David. Mais parallèlement, il faut remarquer aussi les explosions successives des termes de l'équation de la fausse démocratie : face à toute pratique démocratique visant à créer le lien (absent au temps de Nasser) entre la libération, le développement et l'unité nationale, le régime venait de trouver un remède : il a légalisé la répression.

6. La pensée interdite

Quelles que soient les interprétations que l'on peut faire quant à l'absence d'une formule politique de démocratie sous Nasser, il reste cependant une vérité indubitable : le nassérisme a toujours eu peur de la pensée organisée pouvant prendre corps dans des organisations indépendantes de l'État et de ses administrations; mais en échange, les moyens de communications disposaient d'une très large marge de liberté de pensée et d'expression. La presse, la radio, la télévision, les maisons d'édition, les théâtres, les cinémas, les arts plastiques exprimaient des visions et des valeurs qui ne s'identifiaient pas au pouvoir, à sa pensée et à sa conscience. Au point que ces tribunes parurent comme si elles remplaçaient les partis. Ici, il faut donner quelques exemples :

L'organisation *Al Ahram* elle seule publiait le magazine *Assiassa adoulia* dont le rédacteur en chef était M. Boutros Ghali, l'actuel ministre d'État pour les Affaires étrangères et le penseur connu

pour ses tendances de droite. Tout près, au sixième étage du même bâtiment, était édité le magazine de gauche *At-Taliah* qui rassemblait un groupe d'anciens communistes sous la direction de Loutfi Al-Khouli. Le quotidien *Al Ahram* lui-même publiait des articles de Muhammad Heykal, Louis Awad, Naguib Mahfouz, Tewfiq El Hakim, Muhammad Saïd Ahmed, Loutfi Al-Khouli et Boutros Ghali, chacun ayant sa propre tendance. Certes, les instances supérieures demandaient un certain équilibre de la pensée égyptienne mais à condition que cet équilibre soit bien contrôlé. Certes, une certaine façade était nécessaire pour donner au régime une forme de démocratie. Mais cet équilibre était souvent perturbé. De même, des pavés étaient souvent lancés contre cette façade, et on se rappelle que Nasser lui-même, dans une réunion avec le corps rédactionnel de *At-Taliah* en 1969, s'était plaint de l'attitude du magazine de gauche quant aux événements estudiantins de 1968.

Durant toutes les étapes nassériennes inachevées, les polémiques n'arrêtaient pas entre le journal *Al Goumhouriyyah,* tribune plus radicale, *Al Ahram* qui s'était distingué par sa modération et *Al Akhbar* qui était l'organe de la droite. Les événements nécessitaient parfois de changer les directions de ces organismes de presse, à tel point que Khaled Moheddine et Mahmoud Amin El Râlem eurent à un moment la responsabilité de *Akhbar El-Yom;* l'écrivain de droite Sabri fut muté à *Al Goumhouriyyah* pour une période plus courte, au point aussi que le journaliste Hussein Abd El Razek, de *Al Goumhouriyyah,* fut emprisonné pour avoir critiqué violemment Haykal, au point enfin que Djemal El Kouteifi, conseiller juridique de *Al Ahram,* fut emprisonné pour avoir traité d'une loi qui n'avait pas été publiée dans le *Journal officiel.* Dans le domaine littéraire, la marge de liberté était plus importante. Le romancier Naguib Mahfouz a pu publier ses œuvres les plus importantes, depuis *Les Enfants de notre ruelle* jusqu'à *Miramar* (et ce sont des romans qui critiquent franchement et amèrement le régime) sans être exposé au moindre préjudice. Bien au contraire, il fut promu dans le corps administratif jusqu'au plus haut grade de la bureaucratie, à savoir la direction d'un conseil d'administration. Lorsque *Al-Azhar* s'opposa à la publication de son roman *Les Enfants de notre ruelle, El Ahram* le publia sous forme de feuilleton. C'était le premier roman qui permettait à Neguib Mahfouz de toucher le grand public à travers un quotidien[27].

L'ensemble de ces romans, lorsque Louis Awad commença à publier sa série d'études critiques intitulée : *En marge de El Ghofran,* le chercheur musulman Mahmoud Chaker lui répondit en une série

---

27. Le roman traite avec un style symbolique l'histoire de l'affrontement entre la religion et la science dans le cadre de la recherche d'une justice sociale entre les hommes. Ce roman fut publié intégralement à *Dar Al-Adab,* Beyrouth, 1967.

d'articles. Des télégrammes de personnes religieuses extrémistes tombaient, parvenaient à *El Ahram* et à la Présidence de la République, accusant Louis Awad des pires racismes. Certains menaçaient de le tuer, au point qu'il dut porter, par autorisation du ministre de l'Intérieur, un pistolet dont il ne sait pas se servir. Cependant *El Ahram* continua la publication de cette série, et le magazine *Al-Rissalah*, opposé à Louis Awad, continua à publier ses réponses, sans intervention aucune de la part du Gouvernement. Durant le congrès national des forces populaires chargé de rédiger la charte nationale et de justifier la transformation sociale (1961-1962), Khaled publia un libre intitulé *Au début, c'était le verbe;* ce libre fut censuré car l'auteur y appelait à la libération de la gauche et de la droite. Nasser, apprenant l'affaire, ordonna la désaisie immédiate du livre. Cette même affaire se répéta avec Abd El Wahman Al-Charkaoui lorsque la censure lui saisit son livre *Mohamed, Apôtre de la liberté.* L'administration revint sur sa décision à la suite d'un télégramme adressé par l'auteur au Président Nasser. Il y eut aussi la célèbre affaire du poète Nazar Kabani au sujet de son poème *En marge du cahier de la défaite.* Bien sûr, tous ces exemples ne signifient pas qu'il y avait une démocratie, car c'était le Président lui seul (quand il pouvait le savoir) qui intervenait, mais, sur le plan de la réalité objective, on peut affirmer que durant tout le pouvoir de Nasser il n'y eut de censuré qu'un seul livre de Moustafa Mahmoud qui d'ailleurs avait été publié sous forme d'article dans le magazine *Rose El-Youssef* entre 1956 et 1957, et dont le livre portait le titre *Dieu et l'Homme.*

Durant les deux décades du pouvoir nassérien, le théâtre égyptien était devenu un espèce de Parlement, un lieu de manifestations populaires, critiquant violemment les aspects de négativité, d'absence, d'impuissance, et ce de différents points de vue. Dans la plupart des cas, c'était un théâtre politique direct. Il est vrai que leurs auteurs prenaient la précaution de ne pas impliquer le Raïs dans le champ de critique. Mais ceci n'empêcha en aucune façon certaines œuvres de le critiquer. La plupart de ces œuvres traitaient de la libération, du développement et de la démocratie comme un triangle déchiré avant la défaite de 1967 et après.

C'était là une tradition nassérienne en l'absence d'une formule juste de progrès démocratique. Que fit donc la contre-révolution sous le mot d'ordre de libéralisme? Nous pouvons répondre à cette question par les faits suivants :

1. Après le putsch du 14 mai 1971, les journalistes égyptiens crurent qu'ils entraient dans une période de liberté professionnelle où l'État nouveau ne pratiquerait aucune hégémonie sur la presse. C'était normal car, juste un mois après, ils eurent l'occasion de former leur premier syndicat qui, lui, procéda à des élections libres du conseil d'administration. Les candidats de la gauche démocratique, avec toutes leurs tendances, obtinrent un succès écrasant. Le nouveau conseil d'administration représentait et assimilait la

lutte des journalistes pour la démocratie. Ils reprirent donc la lutte pour la suppression de la censure, action qui fut couronnée de succès. Des collègues mutés dans le passé dans des institutions non journalistiques pour leurs opinions, leurs recherches et leurs doctrines, purent aussi obtenir une charte d'honneur protégeant la liberté du journaliste. Cette charte garantissait le respect du secret d'État et protégeait la société dans son ensemble des actions diffamatoires. Ils purent parvenir à la rédaction d'un statut nouveau pouvant éviter la répétition des erreurs du passé. Mais dès que les journalistes prirent le parti des étudiants, des intellectuels et des ouvriers dans leur soulèvement de 1972, le nouveau conseil cessa spontanément d'agir, car la moitié de ses membres, ainsi qu'une centaine de journalistes, furent expulsés de l'Union socialiste arabe, ce qui impliquait leur expulsion du syndicat et leur licenciement des organes où ils travaillaient. Le massacre eut lieu le 11 février 1973, et ce fut là le début des heurts entre le pouvoir et la presse qui avait tenté de traduire les mots d'ordre du libéralisme en réalité tangible.

2. A la suite de la guerre d'octobre 1973, il y eut des recherches divergentes sur le rôle américain dans la négociation pour la paix. Parmi ces recherches, l'on pourrait citer l'opposition de Mohamed Haykal, rédacteur en chef de *Al Ahram,* quant à l'appréciation de la rencontre avec les États-Unis, de la rupture avec l'Union soviétique des concessions israéliennes et de l'isolement de l'Égypte par rapport aux pays arabes. Ces oppositions, bien que n'étant jamais allées jusqu'à contester le fondement du pouvoir, jusqu'à cette époque au moins, eurent pour conséquence le limogeage de Haykal de la rédaction de *Al Ahram.* Depuis, il est interdit d'écrire dans la presse. A sa place, on nomma l'écrivain de droite Ali Amin. Le Président Sadate, juste une semaine avant la guerre d'Octobre, avait amnistié les journalistes interdits. Le limogeage de Haykal affirmait implicitement que l'amnistie était conditionnée par l'obligation de ne pas s'opposer au chef de l'État. Quelques journalistes comprirent alors qu'ils ne pouvaient pas écrire, ils refusèrent donc cette amnistie et préfèrent partir à l'étranger. Les cinq années qui vont suivre la guerre vont voir un vaste mouvement d'émigration des journalistes et des écrivains égyptiens, au point que cela représente aujourd'hui un phénomène exceptionnel dans la presse égyptienne.

3. Les écrivains égyptiens, durant la période nassérienne, luttaient âprement pour la création d'une union syndicale rassemblant leurs intérêts matériels et démocratiques dans un cadre légal les protégeant des éditeurs, de la censure et de l'État. Lorsqu'ils purent obtenir ce droit dans le programme d'action national en 1971, le gouvernement, quatre ans après, et plus exactement le 5 juillet 1975, se chargea de faire promulguer par le Parlement une loi autorisant la création de cette union, mais d'une manière non

démocratique; en effet, les articles 29, 30 et 73 du statut de cette union rend celle-ci totalement dépendante du ministre des Affaires culturelles, c'est-à-dire de l'État, en plus de sa dépendance de l'Union socialiste. Les écrivains démocratiques bloquèrent l'application de cette loi en s'isolant eux-mêmes et en refusant d'intervenir dans toute action électorale. Certains autres essayèrent de former des associations indépendantes. Ce fut le cas de «l'association des écrivains de demain». Les renseignements de la sécurité de l'État les poursuivirent et les internèrent sous prétexte qu'ils avaient enfreint la loi sur l'Unité nationale.

4. A la suite de la guerre d'octobre 1973, du limogeage de Haykal et de la suppression de la censure sur les trois grands quotidiens, le régime adopta un plan secret dans le domaine de l'information : il s'agissait de geler les activités des écrivains opposants en leur payant leur salaire tout en leur interdisant de publier. C'est alors que surgit le problème des magazines mensuels à caractère national arabe radical.

La bataille contre les tribunes nationales progressistes commença avec l'affaire du magazine *Al Katebé* dont la rédaction était dirigée par M. Ahmed Abbas Saleh. Les collaborateurs de ce magazine étaient constitués par un groupe d'écrivains nassériens marxistes et nationalistes arabes. Le point faible, formel, de ce magazine consistait dans le fait qu'il était publié dans sa dernière période par le ministère des Affaires étrangères après avoir été abandonné par la maison *El Tahlis,* pour la publication et l'édition. Youssef El Sabaï, ministre des Affaires culturelles à l'époque (automne 1974) revendiqua le droit de contrôler la matière écrite avant l'impression. Ce fut à la suite d'une recherche publiée par l'un de ses rédacteurs, M. Salah Haïssa, sur les conséquences de la guerre d'Octobre. Les revendications du ministre portaient atteinte aux habilités du rédacteur en chef et signifiait le rétablissement de la censure par une porte latérale. Le conseil de la rédaction du magazine refusa cette demande. Le ministre insista et ajouta même une nouvelle demande, celle de la nomination d'un directeur de la rédaction. Il s'agissait de la nomination d'un ancien officier, de quatre écrivains en lesquels le ministre avait confiance. Il demandait en outre d'éliminer M. Salah Haïssa de toute responsabilité dans le magazine. Celui-ci en démissionna. Le conseil d'administration accepta la nomination des quatre nouveaux collègues mais il refusa la nomination de l'ancien officier car il n'était ni écrivain, ni journaliste mais tout simplement un homme de confiance du ministre et des organismes de sécurité. Le Conseil de la rédaction refusa en outre toute tutelle, tout contrôle du ministre sur le magazine. C'est alors que Youssef El Sabaï eut recours à ses droits en tant que Président-directeur général de l'organisme qui publiait ce magazine pour transformer cette publication d'une tribune intellectuelle, politique et culturelle en un magazine littéraire dirigé par un sous-secrétaire

d'État aux Affaires culturelles et sans la collaboration d'un Conseil de rédaction. Ainsi prit fin l'existence du magazine *El Katib* connu pendant dix ans comme tribune du nationalisme arabe et de la révolution socialiste[28].

La deuxième affaire fut celle du magazine mensuel *At-Taliah*. Celui-ci avait en effet invité quelques membres de la rédaction de *Al Katib* pour rédiger quelques pages chez lui, à partir du numéro de novembre 1974. Entre temps Youssef El Sebaï avait quitté le ministère des Affaires culturelles pour devenir Président-directeur général de *Al Ahram* dont émane le mensuel *At-Taliah.* De nouveau, il eut recours à son droit administratif pour supprimer la deuxième publication de la gauche égyptienne, vingt-six mois après la suppression de la première. Le scénario était le même. *At-Taliah,* dans son numéro de février 1977, publiait un éditorial intitulé *Le peuple de janvier entre le Gouvernement et la gauche.* L'auteur, El Khouli, défendait le soulèvement de janvier et accusait le Gouvernement de s'être compromis en élevant le prix des produits de première nécessité. Youssef El Sebaï demanda de contrôler directement toute la matière écrite avant l'impression. Mais cette fois-ci, le paradoxe était éclatant, car entre temps le multi-partisme était autorisé, et une telle intervention de la part de Youssel El Sebaï constituait une ingérence dans les affaires de la tribune de la gauche marxiste. Rappelons qu'aucun des directeurs qui s'étaient succédé à la direction de *Al Ahram,* depuis Haykal jusqu'à Baha El Din, en passant par Ali Amin et Ehsan Abd El Koudous, n'avaient jamais porté atteinte à l'indépendance de ce magazine. L'ingérence de Sebaï était en outre contraire à la suppression de la censure sur la presse et à la responsabilité des rédacteurs en chef devant la justice. Mais elle constituait surtout l'intervention d'un membre du parti au pouvoir dans les affaires d'un autre parti, celui du rassemblement national progressiste et unioniste dans le cadre duquel agissait le rédacteur en chef de *At-Taliah.* Cette ingérence, enfin, portait atteinte à la loi, au syndicat de la presse et à la charte d'honneur des journalistes. Ce sont là des institutions matérielles et morales devant lesquelles les journalistes doivent répondre.

Cependant, El Sebaï insista. Loutfi Al Khouli demanda oralement de supprimer son nom du numéro dont les articles avaient été contrôlés par El Sebaï. Celui-ci considéra la demande de Khouli comme une démission et nomma tout de suite un rédacteur scientifique de *Al Ahram* comme rédacteur en chef de *At-Taliah,* chose qui mit le conseil de la rédaction dans une situation très délicate,

---

28. Voir à ce sujet *la Bataille de El-Katib contre la démocratie de la droite égyptienne,* publié dans *Al-Sakafa,* magazine iraquien, le 5 janvier 1975.

surtout lorsqu'on pense que ledit journaliste scientifique a des tendances politiques très proches de celles des Frères Musulmans. Le slogan de *At-Taliah,* « La voix des militants court une pensée révolutionnaire contemporaine » fut remplacé par « magazine de l'Homme et des sciences de l'avenir ». Ainsi, le numéro d'avril 1977 commençait par un éditorial intitulé « Science, Foi et Amour ». L'éditorialiste y écrivait notamment : « Nous croyons en Dieu, en ses livres et en ses prophètes. Nous croyons que la science appelle la foi. »

Mais, à la différence de *Al-Katib,* qui appartenait au ministère des Affaires culturelles, Loutfi El-Khouli avait un droit sur *At-Taliah.* C'est pourquoi il soumit l'affaire aux mains de la justice. Le 14 juillet 1977, la quatorzième chambre du Tribunal primaire du Nord du Caire accordait gain de cause à Loutfi El Khouli. Il le chargeait de l'administration judiciaire du magazine, l'autorisait à continuer la publication et à la diriger jusqu'à ce que le litige soit définitivement résolu. Dans les justificatifs de ce jugement, il était surtout fait état de l'impartialité du juge en matière de différends idéologiques et de liberté d'opinion garantie par la Constitution. Mais ce jugement ne fut d'aucune utilité car, quelque temps plus tard, la licence de la publication de *At-Taliah* fut retirée. Ainsi ce magazine de la gauche égyptienne cessa de paraître.

Par la suppression de ces deux magazines, l'interdiction dont furent frappés la plupart des écrivains de gauche et l'émigration d'un bon nombre parmi eux, la quasi-totalité des voix démocratiques et de gauche dans le domaine de la culture et des médias cessa de transmettre ses pensées aux citoyens. Une petite minorité cependant continuait à publier dans le magazine *Rose El-Youssef* du temps de Abd El Rahman El Charkaoui, mais pour des raisons tout à fait particulières. Écrivain respecté parmi les hommes de gauche et populaire pour ses romans et ses pièces de théâtre, il joua toute sa réputation le 15 mai 1971, lorsqu'il publia dans *Al Akhbar* son célèbre article « La chute de la bande terroriste », prenant ainsi une position tranchante en faveur du putsch du Président Sadate contre le groupe nassérien à un moment où personne ne pouvait prévoir les conséquences. Le Président Sadate lui en fut reconnaissant et Charkaoui continua à soutenir la politique du nouveau régime.

Lorsque par moment les choses atteignaient un point critique, à cause des bonnes relations de Charkaoui avec les Soviétiques, la gauche égyptienne et les forces progressistes arabes, celui-ci trouvait toujours une formule conciliatrice entre son soutien à Sadate et sa sympathie pour les autres.

La direction de la rédaction de *Rose El-Youssef* lui fut donc accordée d'une part comme une récompense, et d'autre part comme une tentative faite par le Président pour avoir une gauche plus proche de la Présidence comme ce fut le cas du temps de

Nasser. De son côté, Charkaoui faisait l'équilibre entre son soutien au Président et sa critique des administrations, de sorte qu'il a pu garantir à *Rose El-Youssef* son caractère de gauche. Il a donc assumé le rôle qui était joué par le théâtre égyptien durant Nasser. Il éliminait le Président de tout cercle de critique, tout en critiquant l'État. La conséquence de ces critiques se traduisit par l'augmentation du tirage de *Rose El-Youssef* qui passa à 150 000 exemplaires par semaine. En réalité, le lecteur s'intéressait peu à voir le Président qualifié de «héros de la démocratie dans le monde» par le rédacteur en chef, ce qui l'intéressait le plus c'était de découvrir les secrets économiques, sociaux et culturels qui traduisaient un grave état de dégradation. *Rose El-Youssef,* il faut l'avouer, a mené de violentes campagnes contre *El Ahzar,* les renseignements de la sécurité de l'État, le ministère de l'Économie, celui de l'Éducation supérieure, etc. Dans toutes ses campagnes, *Rose El-Youssef* épargnait le Président et faisait excessivement l'éloge du Président au point d'être hostile à des instances arabes et internationales progressistes.

Mais un jour de 1977, lors d'un discours prononcé à l'université d'Alexandrie, le Président fit une désagréable surprise à la rédaction de ce journal. «Lorsque je feuillette ce magazine, dit-il, j'ai l'impression que l'Égypte vit dans l'obscurité totale. Tout est erroné et corrompu. Que signifie cela?» Charkaoui y répondit pratiquement en soumettant sa démission à la disposition du Président. Elle fut acceptée lors d'une rencontre amicale, mais il fut aussi nommé Président du Conseil supérieur des lettres et des arts, au grade de ministre, il fut aussi nommé à *Al Ahram* à temps partiel. La question, est-il besoin de le dire, n'était pas personnelle. Il s'agissait de la politique de ce magazine. En fait, on se rendit compte plus tard que le discours d'Alexandrie était le début d'une action visant à changer *Rose El-Youssef,* avec ou sans la démission de Charkaoui, car immédiatement un conseil de rédaction composé des éléments les plus réactionnaires et les plus fidèles au régime fut nommé. En effet, on ne supportait même plus ce genre de critiques. Ainsi prit fin la politique conciliatrice de *Rose El-Youssef.*

A cette même époque, l'extrême droite religieuse s'activait pour publier le magazine *Abdawa,* organe des Frères Musulmans, alors que la gauche ne disposait d'aucun moyen d'expression, sauf ceux, très faibles, de l'extérieur.

C'est pourquoi le public se rua pratiquement sur le magazine *El Ahali,* organe du parti du rassemblement national progressiste et unionniste dès qu'il fut autorisé à paraître. Ce magazine récupéra le public de *Rose El-Youssef* rapidement en dépit de son jeune âge, de son impression mauvaise et du manque de signatures par crainte de sanctions. Après la publication de seize numéros, *El Ahali* commença à subir les ennuis et les intimidations des services

de sécurité. Retiré à plusieurs reprises du marché par ordonnance du procureur général, ce magazine dut cesser de paraître un moment. Autorisé quelque temps plus tard à reparaître, il fut toujours empêché à la dernière minute de parvenir au public. Comme s'il était invité à cesser de paraître de son propre gré. Ainsi à l'intérieur du pays les gens de gauche, les démocrates, les nationalistes intègres et les nassériens ne disposent d'aucune tribune.

Rappelons que tous ces événements se produisaient en même temps que l'incendie du Liban et en même temps que la liquidation de quelques petits aspects de démocratie naissante dans certains pays arabes. Rappelons aussi que le Président Sadate avait envoyé l'écrivain Ali Amin à Beyrouth pour demander au Président Frangié d'expulser les journalistes égyptiens travaillant à Beyrouth. Le Président libanais répondit que si le Liban a été pendant plus de neuf ans l'hôte de M. Ali Amin, il pouvait aussi inviter d'autres écrivains. Durant cette période, l'écrivain et journaliste Ibrahim Amer mourut à la suite de ses blessures après le bombardement de l'organe de presse dans lequel il travaillait. Les événements du Liban devenant de plus en plus graves, les journalistes égyptiens durent quitter le pays les uns après les autres, vers l'Occident, car Beyrouth avait cessé d'assumer son rôle d'information. Dans un autre pays arabe qui venait de liquider sa propre expérience démocratique naissante, le ministère de l'Information demanda très poliment à un Egyptien de quitter le pays dans les vingt-quatre heures.

Des organismes libanais durent aussi quitter le Liban vers des capitales occidentales (Londres et Paris en particulier). La rencontre entre cette presse arabe en exil avec des journalistes égyptiens en exil aussi était tout à fait normale, comme si l'histoire se remémorait les souvenirs du siècle dernier lorsque Djemal El Din el Afgali et Mohamed Abdou quittèrent l'Égypte pour fonder à Paris *El-Ourwa El-Wouthka* et lorsque des écrivains et des journalistes syriens et libanais fuirent les sultanats ottomans vers Paris pour fonder de célèbres journaux et magazines. Ce nouveau phénomène du refuge des organes de presse arabes à Paris et à Londres n'a d'autres raisons que celui du manque de liberté au Caire et à Beyrouth. Il est donc normal que ces organes de presse s'occupent essentiellement des péripéties de la contre-révolution en Égypte. Ceci en dépit du fait qu'il n'y a parmi eux aucun journal égyptien, exception faite du magazine *Al Yassar El Arabi** qui a cessé de paraître après la publication de quatre numéros pour difficultés de financement. En effet, la contre-révolution en Égypte était aussi contre les Arabes dans la plupart de leurs problèmes

---

* Cette revue reparaît depuis janvier 1979 à Paris.

délicats en dépit de l'ouverture économique qui leur accordait des facilités exceptionnelles pour investir en Égypte. C'est l'existence même de la nation arabe qui est maintenant menacée depuis que la direction politique égyptienne a pris toute seule la décision de conclure une paix séparée au Sinaï en 1975 et de signer les accords de Camp-David le 17 novembre 1978. Il était donc normal que ces tribunes à l'étranger polarisassent les plumes de l'opposition égyptienne à l'intérieur comme à l'extérieur. Lorsque les journaux internationaux envoyaient pour enquête leurs correspondants au Caire, les écrits des Arabes, et parmi eux les Égyptiens de l'étranger, paraissaient en matière d'analyse de la situation très humbles par rapport aux articles objectifs écrits par les correspondants étrangers.

L'Égypte et le monde entier furent surpris le 27 mai 1978 par une déclaration du procureur général socialiste au Caire, convoquant à un interrogatoire trente-quatre écrivains et journalistes à l'étranger, accusés de diffamation à l'égard de la réputation de l'Égypte à l'étranger. Le procureur général socialiste, avec une ignorance sans pareil de la loi, se dévoua pour menacer ces journalistes de les faire venir par l'intermédiaire d'Interpol en cas de refus. Il les menaça en outre de retirer leur passeport ainsi que leur nationalité. Toutes ces menaces dénotaient une ignorance scandaleuse de la loi internationale et de la Constitution égyptienne, car Interpol ne s'occupe que d'affaires n'ayant aucun rapport avec le retrait du passeport, de la nationalité ou la liberté d'expression. Au Caire, le Président Sadate menaça les correspondants étrangers et particulièrement le correspondant de la B.B.C., celui du journal *le Monde* ainsi que les représentants de l'Agence italienne d'information, de les expulser s'ils continuaient à déformer la réputation de l'Égypte. Ces journalistes ne travaillent pas dans des journaux qui peuvent être accusés de sympathie pour le marxisme ou le nassérisme. Cependant, la situation dont ils faisaient état dans leurs journaux, dans leurs radios, étaient en soi une condamnation totale du pouvoir en place. Rien n'est plus curieux que la réponse du Président Sadate au correspondant britannique lorsqu'il lui dit : « Pourquoi m'attaquez-vous (et non pas l'Égypte) alors que nous sommes en très bon rapport avec sa majesté la Reine, le parti travailliste et le parti conservateur ? » Le correspondant de l'Agence italienne d'information lui posa une question sur Mohamed Saïd Ahmed, interdit de quitter le territoire et lui expliqua que le peuple italien ne comprendra pas facilement que l'écrivain en question ne puisse se rendre en Italie pour toucher le prix de son livre traduit en italien, *Après le silence des canons.* Le Président répondit : « L'écrivain en question a insulté l'Égypte dans des journaux italiens. » C'était vraiment contradictoire car le livre de cet auteur avait été salué par le Président Sadate, immédiatement après sa publication, comme il fut aussi

salué par la presse américaine et israélienne. Livre qui n'était rien d'autre qu'une formulation de gauche, très habile, des démarches précédentes et ultérieures sur la voie de la conciliation avec Israël. L'écrivain en question n'a rien publié dans la presse italienne, mais il a publié son article dans *le Monde diplomatique,* article qui faisait quelques réserves au Président de la Jérusalem occupée, en un temps où l'adversaire ne paraissait pas prêt à présenter des concessions. Le Président Sadate n'a pas pardonné aux correspondants étrangers, ni non plus aux correspondants égyptiens résidant à l'étranger qu'ils aient exprimé leur opposition à ces attitudes stratégiques dans lesquelles ils confondaient sa propre personne avec l'Égypte. Ainsi furent interdits de quitter le territoire M. Haykal, Mohamed Sid Sid Ahmed, Salah Issah, Ahmed Fouad Negm, Hussein Fahmi, Farida Anakache et autres parmi les écrivains, les critiques et les poètes dont les voix avaient pu traverser les barrières pour s'exprimer hors des frontières. Ils furent convoqués pour être interrogés par le procureur général socialiste. Celui-ci ne trouva aucune condamnation pouvant être basée sur la loi ou la Constitution en dépit de sa déclaration antérieure où il accusait les écrivains en question de haute trahison. C'est alors que le Président Sadate déclara que les interrogations visaient à mettre le peuple au courant de tout, en d'autres termes à porter atteinte à la réputation de ces écrivains égyptiens, à travers les déclarations du procureur et les articles publiés sur commande par le pouvoir. Mais ceci ne constitua pas moins un recul sous la pression de l'opinion publique internationale qui fut exprimée par l'inquiétude de la presse mondiale dans ses différentes tendances de voir tomber le masque de libéralisme et qui laissait apparaître un affreux visage de dictature. Cette inquiétude fut aussi exprimée par une protestation publique d'un groupe de parlementaires appartenant au parti travailliste britannique et par des intellectuels et des politiciens français qui exprimèrent leur solidarité avec les intellectuels égyptiens persécutés, lors d'un congrès réuni à l'appel lancé par le professeur Jacques Berque, du Collège de France, et par une déclaration signée Charles Bettelheim, Lacouture, Sartre, René Dumont, François Chatelet, Michel Foucauld, Maurice Caprier, Alain Touraine, Maxime Robinson, ainsi que d'autres parmi les meilleurs représentants de l'opinion et de la conscience françaises.

Mais cette condamnation internationale de la persécution de la pensée et de la libre expression en Égypte n'empêcha pas le Président Sadate et ses organismes de prendre des mesures et des décisions stratégiques concernant la répression de toute pratique démocratique en promuguant une loi unique dans son genre qui interdit aux athées toute fonction dans les organismes ou les directions des moyens de communication ou tout autre domaine. Par athée, il faut entendre les marxistes, les nasséristes, les démo-

crates indépendants et tous ceux qui s'opposent au Président Sadate.
Par la suite, des opérations de kidnapping furent signalées. En effet, les services de M. Sadate enlevaient des écrivains pour les torturer dans des endroits secrets; de plus le Président utilisa son droit de s'opposer à deux reprises lorsque le magistrat ou les tribunaux obtenaient la relaxe des prévenus. D'autres furent internés dans des hôpitaux psychiatriques[29].
5. Il faut maintenant venir aux organismes culturels à la suite de la purge dans les moyens de communication. Il s'agit en premier lieu du théâtre et du cinéma. En effet, les organismes du théâtre et du cinéma furent liquidés en tant qu'organismes dépendant du ministère des Affaires culturelles et dont le rendement était constitué en fonction du progrès culturel général. Parmi ces institutions, il y en avait, c'est le cas du théâtre national, qui avaient été créées sous la monarchie. Ces institutions n'avaient pas pour but l'information ni un gain matériel quelconque. Sous Nasser, une génération de cinéastes et d'hommes de théâtre était née, libre de toutes les contraintes du capital, en dépit de toutes les contraintes sur la démocratie du temps de Nasser, une *nahda* intellectuelle et artistique était en plein essor, car l'État se chargeait des frais de la production théâtrale et cinématographique, couvrait les déficits possibles pour le compte de la conscience artistique d'une part, puisque le large public pouvait en bénéficier à des prix modiques et pour le compte de l'œuvre d'art elle-même d'autre part, car la mise en scène, la réalisation et le jeu des artistes échappaient aux contingences commerciales.
L'État de M. Sadate entreprit les démarches inverses. Il encouragea le secteur privé, il mit fin à l'existence du ministère des Affaires culturelles lors du dernier remaniement ministériel survenu à la suite des accords de Camp-David, le 1er octobre 1978. Du soutien apporté au secteur privé, à l'annulation du ministère des Affaires culturelles, on procéda graduellement à la dislocation du secteur nationalisé dans le domaine du cinéma et du théâtre. Le budget de ce ministère fut dirigé vers l'aide au capital privé. Le résultat fut double, intellectuel et artistique : les meilleurs artistes quittèrent l'Égypte vers les pays arabes, parmi eux les meilleurs dramaturges. D'autres furent attirés par le secteur commercial, et le niveau de la production théâtrale et cinématographique baissa à un stade que jamais l'Égypte n'a connu, sauf exceptionnellement lors de la Seconde Guerre mondiale. On a même pensé à vendre les organismes de la télévision et du théâtre égyptien à un milliar-

---

29. Voir le message adressé par l'écrivain Salah Haïssa et publié dans *Al-Watan Al-Arabi,* Paris, le 3 février 1978.

daire saoudien[30]. C'est par pur hasard que l'affaire fut découverte, alors qu'on fêtait la signature de ce curieux accord dans une boîte de nuit de la rue des Pyramides. La chambre du cinéma égyptien se réunit et adressa au Président de la République un télégramme de protestation. Un comité du cinéma au sein du Conseil supérieur des lettres et des arts fit de même. On procéda à une enquête parlementaire au sein du Conseil du Peuple, le ministre des Affaires culturelles défendit chaleureusement le projet en accusant le communisme international de vouloir porter atteinte à la stratégie égyptienne de la culture, ouverte aux capitaux arabes et étrangers. L'actrice Nadia Loutfi ne put se retenir et interrompit le ministre en lui disant : «Il n'est plus guère utile de discuter, Monsieur le ministre, vous nous avez déjà vendus.» L'actrice Magda, elle, dit qu'elle n'avait que faire du communisme international ou autre et qu'elle défendait le capitalisme national. Le romancier Yussef Edressi déclara : «Vous avez vendu les pyramides, vous avez vendu Boulak, nous vous supplions, ne vendez pas l'âme du pays. Nous voulons préserver la pensée et les arts égyptiens loin de toute hégémonie étrangère.» Cependant, le ministre se contenta du soutien apporté par les membres de son parti et poursuivit l'application de l'accord; c'est alors que le journal *El Ahali,* organe du parti du rassemblement national unioniste et progressiste, publia un article dont le titre souleva l'émotion du public égyptien : «Nous vous conjurons de ne pas vendre l'Égypte.» L'article révélait que le fils du ministre en question était l'un des actionnaires du projet saoudien multinational à valeur de 250 000 livres égyptiennes. Le fils du ministre venait à peine de terminer ses études universitaires. Tout ceci signifiait deux choses, la pratique fréquente du pot-de-vin au plus haut niveau du pouvoir, au nom du courtage, et deuxièmement, le plus grave : on obtenait par cette affaire l'affirmation que les monopoles étrangers avaient décidé de prendre la direction de l'orientation culturelle à l'intérieur de l'Égypte et de ne pas se contenter de représentants corrompus, matériellement et idéologiquement. Il fallait acheter la force de production culturelle, il fallait liquider le capitalisme national, qui avait créé il y a plus d'un demi-siècle le cinéma égyptien, lors de la création de la banque Misr par Talhat Harba[31].

Vers la même époque, un scandale analogue éclata. En effet, le 6 juillet 1977, M^me^ Ahmed Fouad publiait dans *Al Ahram* un article tirant la sonnette d'alarme devant une vaste escroquerie en cours. De quoi s'agissait-il en fait? M^me^ Nehmat Ahmed Fouad

---

30. Voir Amir Iskandar, article publié dans *Al-Thaoura,* quotidien iraquien, 22 mai 1978.

31. Idem.

écrit : «Vers la fin de 1975, un accord était conclu entre l'organisme égyptien du tourisme et une société étrangère multinationale au capital de 3,4 millions de dollars pour l'exécution d'un projet dont le coût s'élève à 950 millions de dollars. L'accord donnait à ladite société le droit d'exploiter une superficie de 4 000 feddans (un feddan représente 4 200 m²) sur la zone située autour des pyramides, ainsi que l'exploitation de 1 100 feddans dans la région de Raz el Hikma sur la Méditerranée. Ce privilège, selon l'accord, était valable pour 99 ans, comme ce fut le cas pour l'isthme de Suez du temps du kédive Ismaïl[32]. Les Égyptiens furent surpris par la société mettant à exécution son projet, sans se référer à aucune instance législative, en l'occurrence le Conseil du peuple. La zone des pyramides fut interdite au public, pour être divisée ensuite en petites superficies pour quelques sociétés ou individus aux États-Unis, dans le but de créer des villas, des hôtels, des villages touristiques, des aérodromes particuliers et des piscines. Comme si la société était un simple courtier dont la tâche consistait à louer ce lieu historique pendant 99 ans à quelques milliardaires américains. On s'aperçut que des fonctionnaires hautement placés au pouvoir avaient touché des pots-de-vin. A la suite de cet article, une vague de protestations rassembla les archéologues, les universitaires et les juristes. Le syndicat des avocats organisa un colloque, avant de s'associer à l'auteur de l'article dans son action judiciaire entamée contre la société et le Gouvernement ensemble[33].

Si ces deux projets, celui du cinéma et de la télévison, ainsi que celui de la zone des pyramides, ne furent pas réalisés, c'est grâce au consensus national et à la pression populaire. Cependant ces deux affaires macabres apportèrent la preuve que les forces de la contre-révolution étaient prêtes à vendre même la civilisation et l'âme de l'Égypte à quiconque paierait la commission et quel que soit le préjudice que pourrait subir la souveraineté nationale, le legs du passé ainsi que l'âme pensante de l'Égypte.

La pensée et la créativité en tant que dialogue sont interdites dans l'Égypte de Sadate qui autorisait à tout citoyen de penser comme il le voudrait, mais à condition que cette pensée ne dépasse pas le cadre prescrit. La pensée égyptienne fut ainsi condamnée à un état de monologue que jamais elle n'a connu, ni sous Nasser ni sous Farouk.

6. Si, du temps du roi Fouad, l'Égypte a connu une période très limitée de persécution de la pensée au sein de l'Université, la

---

32. Voir Amir Iskandar, *Al-Thawra Al-Iraqiyyah* du 7 mai 1978.

33. Les documents de ce colloque furent publiés par la maison *Wahdane* pour l'impression et la publication, Le Caire, 1978.

Constitution a pu à la suite d'une âpre bataille réhabiliter Taha Hussein, auteur de l'étude critique de la poésie anti-islamique. Sous Nasser, cinquante-quatre parmi les meilleurs intellectuels universitaires furent expulsés en 1954. Cependant, c'était un fait unique, et Nasser ne revint plus à ce genre de procédure. Quant au Président Sadate, il s'adressa au Conseil supérieur des universités le 30 janvier 1977 en disant ceci : « Je demande au corps enseignant de l'université d'Alexandrie et de toutes les autres universités d'expulser de leurs rangs tous ceux qui collaborent avec ces bandes (entendez les professeurs qui demandaient l'application d'une véritable démocratie), vous les connaissez mieux que moi, vous les connaissez tous. »[34] A la suite de cet appel, le Gouvernement procéda à des mesures anticonstitutionnelles et illégales, portant atteinte à la liberté de l'Université. Des campagnes furent menées contre la méthode scientifique, et contre le rationalisme du travail universitaire. Des enseignants furent illégalement interrogés sur leurs pratiques universitaires. On tenta de museler la recherche, d'empêcher des enseignants d'obtenir le nombre d'horaires d'enseignement prescrit par la loi et le statut universitaire, sous prétexte de protéger les étudiants de l'influence néfaste de certains. On refusa de nommer de nouveaux enseignants, parce qu'ils venaient de certaines universités et pas d'autres. Les promotions étaient accordées sur les bases d'une appartenance à certains partis. Certains responsables universitaires appartenant au parti au pouvoir, confondant sciemment les devoirs de la fonction universitaire avec leur appartenance politique. Des campagnes diffamatoires étaient menées contre certains collègues, des rapports secrets étaient rédigés.[35]

D'autre part, les administrations universitaires ainsi que les services du parti au pouvoir menèrent de violentes campagnes contre la vie universitaire des étudiants. Leurs moyens d'expression étaient assiégés. La presse estudiantine disparut. Des journaux muraux étaient déchirés, des étudiants agressés, l'administration universitaire avait une nouvelle fonction, celle de récupérer et de diriger les unions estudiantines, pour les vider de leur contenu démocratique. L'administration devint ainsi un élément de terrorisme contre les étudiants à travers les conseils de discipline afin de les dissuader de pratiquer leurs droits démocratiques[36].

La conséquence immédiate de ces actions terroristes fut l'émigration du 1er et du 2e rang des professeurs universitaires. Les groupements religieux extrémistes firent main basse sur l'action politique universitaire.

---

34. *Al-Ahram,* le 31 janvier 1971.

35 et 36. Lire : *la Démocratie et les libertés académiques dans les universités égyptiennes.*

7. Interdiction des organisations

Parallèlement aux décrets visant à transformer la pensée en monologue stérile, à la suite de ceux accordant des facilités aux capitaux étrangers et arabes en 1974, et à la suite enfin du deuxième accord de désengagement des forces armées dans le Sinaï en 1975, le régime revint sur ce qu'il avait approuvé à plusieurs reprises à travers la Constitution, le programme d'action nationale de 1971 et les documents concernant le développement de l'Union socialiste arabe, présenté par le Président de la République en 1974. Au départ, le régime maintint la formule de l'Union socialiste arabe. Il y ajouta par la suite, dans la loi sur l'unité nationale en 1972, la formule « organisation politique unique ». Subitement, il pensa à démonter l'Union socialiste, en la transformant en tribune. Durant toute l'année 1975, des discussions acharnées traitaient en long et en large de cette idée présidentielle. Le 16 mars 1976, le Parlement adopta la formule des trois tribunes, l'une de gauche, la seconde de droite et la troisième pour le centre. Le 11 novembre, le Président de la République proposa au Conseil du Peuple de transformer ces tribunes en partis.

Comment pouvait-on interdire la pensée tout en permettant en même temps la création d'organisations politiques indépendantes? Un parti n'est-il pas l'organisation d'une certaine pensée? Les Égyptiens reçurent ces propositions avec beaucoup de réserve. La plupart pensaient qu'il s'agissait d'une manœuvre ou d'un complot tissé par le régime et l'opposition à la fois. Car la proposition venait d'en haut. Rappelons au passage que la rue populaire égyptienne n'avait jamais cessé de s'organiser clandestinement durant les deux périodes nassérienne et sadatienne. De plus, sa créativité en matière d'organisation démocratique n'a jamais cessé durant les huit dernières années. Le Président Sadate déclara le 1er mai 1976 que les chartes de la révolution, en l'occurrence la charte nationale de 1962 et la déclaration du 30 mars 1968, n'avait pour but que d'absorber provisoirement la colère du peuple, qu'elles ne pouvaient avoir aucun caractère durable; sous prétexte qu'elles étaient devenues trop anciennes, il décida de s'en débarrasser. Il considérait qu'elles n'étaient guère plus utilisables, ce qui était vrai dans le sens voulu par le putsch et exprimé par sa volonté de retourner à sa formule du multipartisme. En effet, ces documents constituaient un espèce de contrat social, mis en application ou pas entre la révolution nassérienne inachevée et le peuple. Leur annulation fut faite avec cinq années de retard.

On remarquera, à travers le contexte historique de ces événements, que l'ensemble des lois promulguées depuis 1972, en l'occurrence la loi sur l'unité nationale, que le plébiscite de 1978, visant à liquider les derniers aspects du libéralisme, constitue en soi une constitution opposée à celle de 1971, imposée par le régime lui-même, et qui visait, à travers une situation tactique, à récupérer les

partis nassériens et marxistes au début du putsch. Mais par suite de la persistance de la base à affronter le régime jusqu'à la révolte, l'abandon de la première constitution ainsi que le programme d'action nationale devenait chose nécessaire. Comment cela fut-il?

Par la procédure des deux plébiscites du 10 février 1977 et du 21 mai 1978. Le premier concernait ce que l'on a appelé à l'époque la loi de la protection de la sécurité et des citoyens. Le premier plébiscite venait à la suite du soulèvement spontané et populaire des 18 et 19 janvier 1977, il venait juste dix mois avant le célèbre voyage à Jérusalem. Le premier article de cette loi stipulait la création des trois partis, en fonction d'une loi spéciale qui devait être promulguée ultérieurement. Celle-ci conditionnait la création d'un parti à l'approbation de vingt parlementaires. Il était demandé en outre aux partis proposés d'être liés à l'unité nationale, à la paix sociale et à la légitimité. L'article 6 soumis au plébiscite stipulait que soit condamnée aux travaux forcés à perpétuité toute personne participant à un rassemblement incitant le peuple à la révolte par l'incitation à faire obstacle à l'application des lois et des statuts et par l'invitation à empêcher les organismes gouvernementaux, ceux du secteur nationalisé, ou les instituts du gouvernement à poursuivre leur activité. L'article 7 condamne aux travaux forcés à perpétuité tout travailleur ayant participé à une grève, soit par association préalable, soit par une entente visant à réaliser un but commun. L'article 8 condamne aux travaux forcés à perpétuité toute personne ayant prémédité ou participé à un rassemblement ou à une occupation des lieux pouvant exposer la paix publique au danger. L'article 9, lui, annule toutes les lois contraires aux lois précédentes. Nul besoin de dire que la contradiction était scandaleuse entre l'autorisation du multipartisme et l'interdiction des manifestations, des grèves ou d'occupations des lieux.

En dépit des sanctions très sévères auxquelles ils pouvaient s'exposer, les Égyptiens se mobilisèrent immédiatement après la publication de ces lois. Une manifestation estudiantine fit une marche de l'université du Caire au Parlement. Mais M. Kamel Hussein, vice-gouverneur de Banha, et ancien membre du Conseil de la révolution, envoya un télégramme au Président de la République, attirant son attention sur le fait que le plébiscite n'était pas constitutionnel. Par la suite fut engagé un violent dialogue entre le Président et les représentants des unions estudiantines, le 1er février 1977. Un étudiant nassérien expliqua au Président les principes du nassérisme dans les différents domaines, tout en attirant son attention sur le fait que ce qui se passait dans le pays était à l'extrême opposé de ses principes, en ce qui concerne les politiques intérieure et extérieure. Les journaux publièrent ce curieux dialogue et la télévision la diffusa en direct. Ce dialogue est d'ailleurs publié dans les numéros 8 et 9 de février-mars 1977 du bulletin, non régulier, publié hors de l'Égypte : *Papiers démocratiques.*

Le parti du rassemblement national progressiste et unioniste publia un programme politique général (il fut aussi édité chez l'éditeur *Ibn Khaldoun*) traitant de différentes questions et affaires principales dont souffre le pays. La formule polarisa autour du mouvement un noyau de front national démocratique composé de marxistes, de nasséristes, de démocrates indépendants et de religieux éclairés. C'est alors que le pouvoir ainsi que son parti entreprirent une bataille rangée contre tous ceux qui appartiennent à ce parti légitime. Des membres, fonctionnaires ou ouvriers, furent mutés vers des postes lointains. D'autres, sans aucune autorisation de la magistrature, furent arrêtés, d'autres encore furent menacés de licenciement du travail ou de l'Université. Le journal *Al Akhbar*, durant deux mois de l'année 1977, publiait les listes de ceux qui démissionnaient du parti. Si l'on accorda à l'époque beaucoup d'importance à ces prétendues démissions, on se rendit compte à la fin qu'elles ne représentaient même pas 1,5 % de l'ensemble des membres de ce parti.

En outre, comme les différentes couches de la bourgeoisie égyptienne sentaient le besoin de s'exprimer en dehors du cadre du parti au pouvoir qui restait sans base véritable, le 23 août 1977, à l'occasion de l'anniversaire de la mort des leaders Saad Zaghlul et Mostafa An-Nahhas. M. Fouad Salah el Din, ancien Pacha et secrétaire général de l'ancien parti Wafd, prononça un discours de trois heures à la fin duquel il annonça que le Wafd se préparait au retour à la vie politique après l'autorisation du multipartisme. Fouad Salah El Din y disait notamment que le Wafd était en train de formuler un programme, d'entreprendre les procédures légales et constitutionnelles pour sa nouvelle formation.

Bien que celui-ci ait violemment critiqué le système et ses symboles, en particulier M. Mamdouh Salem qui était officier lorsque Salah El Din était ministre de l'Intérieur, il épargna le Président Sadate. Il insista dans son discours sur la question de la démocratie comme elle l'était du temps du libéralisme monarchique. On s'est aussi rendu compte que l'Église le soutenait car elle avait envoyé une délégation pour assister à la cérémonie. Celle-ci avait lieu au siège du syndicat des avocats. On a pu compter plus de trois mille personnes au siège et presque le double autour. Il n'y avait pas que d'anciens wafdistes, il y avait aussi des intellectuels et des bourgeois qui avaient souffert du «monopole familial du pouvoir». Le nouveau Wafd constituait une droite originale de la société. Ce n'était pas une droite passagère. Il ne s'agissait pas de réunir à l'occasion de la célébration de la mort d'un leader. Cette réunion exprimait une véritable force sociale, bien existante et bien enracinée. Des dizaines de milliers de citoyens dans la capitale et la province demandèrent ensuite d'adhérer au nouveau parti. Il était certain que ce nouveau parti n'était pas une création du pouvoir. Le premier point dans le programme du Wafd concernait la transformation du régime prési-

dentiel en un régime parlementaire et ce, par la définition des habilités du Président et par l'abrogation de différentes lois anti-démocratiques et par l'abrogation des mesures d'exception. Le programme faisait aussi état de l'élargissement nécessaire des lois, de l'investissement capitaliste et du soutien du secteur privé, ainsi que d'une ouverture plus vaste sur l'Occident.

Le parti centriste du pouvoir était assiégé des deux côtés. Le journal *El Ahali,* organe du rassemblement de gauche, était devenu l'expression des classes populaires et des intellectuels radicaux. De l'autre côté, le parti Wafd devenait l'expression authentique de la droite égyptienne quasi libérale. C'est dans ce climat que le Président eut recours au deuxième plébiscite, au début de la dernière semaine du mois de mai 1978, plébiscite qui visait essentiellement à contre-carrer la relance de la droite et de la gauche à la fois. Le deuxième alinéa de cette loi objet de la consultation stipulait : «Ne peut occuper une haute fonction dans l'État ou le secteur nationalisé, ou toutes autres fonctions ayant rapport avec l'opinion publique, toute personne appelant à l'adoption d'une doctrine constituant un danger contre les législations célestes.» L'alinéa 3 stipulait que cette interdiction concernait aussi les conseils d'administration, les syndicats ouvriers et professionnels, les unions et les conseils locaux ainsi que les coopératives. Ainsi fut confisquée la liberté de l'électeur. Mais il confisquait surtout toute initiative individuelle et les libertés de croyance. Il est significatif qu'à la suite de la promulgation de cette loi, un tribunal égyptien ait accordé à un chrétien égyptien le droit à la polygamie, chose que l'Église réfute et qui est permise par la loi musulmane. Mais en réalité, ces deux alinéas visaient en particulier la gauche.

Les autres alinéas interdisaient tout droit politique à tous ceux qui avaient eu des activités politiques avant la révolution, exception faite des membres du parti national et de celui de «Jeune Égypte», tous deux partis de droite, le premier ayant un penchant pour la ségrégation religieuse, alors que l'autre avait «flirté» avec le fascisme. Le lendemain de ce référendum, c'est-à-dire le 23 mai 1978, Salah Jahim, l'humoriste du quotidien *Al Ahram,* publiait un dessin qui représentait la speakrine des «Refrains que vous aimez» disant : «Je suis très étonnée, comment se fait-il que tout le monde demande aujourd'hui "oui, mon amour, oui".» Car le «oui», il faisait allusion non pas à la chanson mais au référendum. Le *Daily Mirror,* britannique, écrivait, le 1er juin 1978 : «Le Président Sadate agit comme n'importe quel dictateur voulant sanctionner toute critique politique et comme tout tyran accusant d'être les ennemis de la nation.» Face à ce deuxième référendum, ce ne sont pas les étudiants qui réagirent mais les enseignants universitaires. L'université d'Alexandrie envoya un télégramme juste avant le plébiscite demandant au Président de procéder à une révision de ces lois, objet du référendum. Une fois plébiscitées, il s'y opposèrent. C'est alors que le Président organisa

une réunion avec le corps enseignant dans laquelle il entendit M. Mohamed Zaki Achmaoui, vice-Président de l'Université, dire : « Ce n'est pas le commerçant qui stocke le sucre, le blé et le thé pour les vendre ensuite plus cher, qui souffre du manque de liberté. » le docteur Abd El Malem Kharbouch demanda au Président d'apporter une preuve à ses intentions démocratiques. On s'est rendu maintenant compte que le peuple qui a dit « oui » dans ce référendum n'était pas le peuple égyptien.

Mais la contestation ne se faisait pas seulement sentir au sein des universitaires. Elle devenait de plus en plus nette parmi les membres du Parlement. C'est pourquoi le groupe de parlementaires membres du parti au pouvoir, par une suggestion de la présidence, demanda l'application de certaines mesures contre les parlementaires récalcitrants. Des parlementaires furent ainsi relevés de leur fonction de représentants, en leur interdisant le droit de se porter candidats aux prochaines élections, chose qu'on n'a même pas vue du temps de la monarchie. Une seule fois, sous le règne du roi Fouad, en 1939, un Parlement Abbas Mahmoud El Akkad fut relevé de ses fonctions à la suite d'accusation du crime de lèse-majesté. Aucun Parlement, ni en Égypte ni ailleurs, n'a vu peser sur l'un de ses membres la menace d'expulsion pour cause de contestation de la politique du pouvoir en place, et pour pallier une telle difficulté, le Président Sadate inventa de toute pièce la prétendue loi de l'atteinte. A un moment, on a pensé qu'il s'agissait d'une atteinte à la morale, la morale du village dont il est si fervent, mais on se rendit vite compte que ladite atteinte concernait la personne présidentielle si l'on peut dire. Ainsi le prouvent les événements :

Le député Kamal Ed-Din Hussein, ayant protesté contre la loi anti-démocratique objet du référendum le premier, fut relevé de sa fonction le 14 février 1977, à la suite d'une demande présentée par 252 membres du Parlement appartenant au parti au pouvoir. Le Conseil d'État jugea que ce député pouvait se porter candidat à une élection ultérieure. Mais ce droit fut retiré par d'autres moyens et ainsi fut confisquée l'opinion des électeurs.

Le Chaykh Ashour Nasser, député de Karmouz, à Alexandrie, présenta une protestation contre les tergiversations du Président du Conseil, M. Said Mareï, concernant une question écrite. N'ayant reçu aucune réponse à sa protestation, il profita de la présence du Président Sadate au cours d'une session et cria : « A bas le Président Sadate. » Le parlementaire fut déchu de sa fonction par un vote de 279 voix pour, le 28 mars 1978. La répétition de ces faits révéla certains éléments dont le plus important est la complicité du Président du perchoir qui est en même temps le gendre du Président de la République avec le gouvernement.

Le député Abou El-Izz El Hariri fut arrêté à Alexandrie pour avoir prononcé un discours électoral dans sa propre circonscription en 1978. Cette fois-ci, il n'y avait pas une sanction contre un crime

d'atteinte à la personnalité du Président, mais il s'agissait tout simplement d'une sanction contre le parti du rassemblement de gauche dont la popularité était de plus en plus grandissante. Le député nassérien Kamel Ahmed interrompit le Président lors de son discours au Parlement le 30 septembre 1978, à la suite de son retour de Washington après la signature de l'accord de Camp-David. Le Président de la République demanda à l'assistance de «jeter» le député dehors. Les membres du parti au pouvoir soulevèrent leur collègue et le jetèrent hors de l'hémicycle.

A la suite de ces événements, le procureur général socialiste établit une liste des personnes à isoler de la scène politique en fonction du dernier référendum. C'est alors que le parti Wafd se réunit et décida de se dissoudre, protestant ainsi contre l'attitude du régime face à la démocratie. A son tour, le parti du rassemblement de la gauche décida de geler ses activités en rendant le régime pratiquement responsable de cette décision.

Ces deux décisions perturbèrent l'opinion publique, tant en Égypte qu'à l'étranger. Mais ceci n'eut aucune incidence sur le pouvoir. Tout content que la scène se soit libérée de gêneurs, le Président Sadate décida de remplir ce vide politique. Le 23 juillet 1978, le Président Sadate décida de former lui-même le Parti national démocratique. Mais comme les députés du parti du centre au pouvoir, présidés par M. Mamdouh Salem, est aussi le parti de M. Sadate, ses membres interpellèrent immédiatement le nouveau parti du Président. Le scandale fut tel que même l'écrivain de droite Mustafa Amin écrivit dans *Al Akhbar* qu'il est inadmissible que des députés ayant été élus par le peuple courent après le parti du Président sans même avoir pris connaissance du programme qui d'ailleurs n'avait pas été encore publié. La conséquence fut que Mustafa Amin fut éliminé et interdit d'écrire.

8. Contre la démocratie

Si la démocratie, du temps de la période nassérienne, était un élément manquant au sens politique du terme, si la démocratie du temps de la monarchie était un simple décor libéral d'un contenu capitaliste quasi féodal, la période du Président Sadate atteste de l'absence totale de la démocratie dans son sens national, économique et social; car en fait, le libéralisme de la période en question n'est rien d'autre que le comprador des riches de la campagne et de ceux de l'administration. Il ne s'agit en aucune façon d'un libéralisme ni d'une économie capitaliste. D'autre part, il ne s'agit pas d'une dictature d'un individu agissant pour le bien de sa «patrie», mais il s'agit bel et bien d'une autocratie qui représente la couche la plus sous-développée de la société et la plus dépendante de l'étranger. Ainsi, le régime de M. Sadate dépasse, et de loin, l'autocratie de la

monarchie et celle de Nasser. Sous le régime de M. Sadate, il n'y a ni ce libéralisme formel connu du temps de la monarchie, ni le développement économique, le progrès social et la libération nationale connus sous Nasser. Si le libéralisme formel a participé à la chute de la monarchie, si l'autocratie centrale a participé à la chute du régime nassérien, l'absence totale de la démocratie du régime de M. Sadate lui retire toute légitimité. Car la nation tout entière dépend à tous les niveaux d'une volonté existante hors des frontières de l'Égypte. Ceci est le produit fondamental qui permit la rencontre entre le comprador égyptien et l'entité sioniste au Moyen-Orient et aux États-Unis.

Ces mesures prises contre le courant de la démocratie en Égypte eurent des conséquences graves sur plusieurs plans :

Sur le plan économique, pour la première fois dans l'histoire de l'Égypte, la dette dépassait 12 milliards de dollars[37].

Le déficit de la balance des paiements atteignit un milliard de dollars. Les impôts augmentèrent de 16 %, les importations de 74,8 %, les impôts indirects atteignirent 60 %. Il fut prouvé en outre que 35 % de l'ensemble des investisseurs pratiquaient la fraude fiscale[38].

Conséquemment à cette nouvelle situation, de larges couches de la bourgeoise nationale préférèrent liquider leurs affaires productives, pour faire partie de la caravane du capitalisme commercial et usurier; entre la période 1975 et 1978, plus de 443 entreprises moyennes fermèrent leurs portes, plus de 895 petites sociétés, spécialisées dans le financement de la production, inférieure à la moyenne, fermèrent leurs portes. Plus de 1 560 artisans cessèrent leur activité.

Tout ceci veut dire que la production nationale se livra petit à petit au secteur de l'import-export. Entre 1975 et 1976, l'inflation dépassa 25 %. Pour la même période, les prix augmentèrent à la campagne de 16 % et de 20 % en ville[39]. Pour la même période, plus d'un million de travailleurs passèrent au chômage. Rappelons que pour la même période, le revenu du canal de Suez, la participation des Égyptiens travaillant à l'étranger, ainsi que les aides arabes et américaines atteignirent plus de 4 milliards de dollars. A la même époque, on constate aussi une baisse très sensible des services de l'enseignement, des services sanitaires, des transports en commun et du logement[40]. Maintenant, on ne parle plus de plan de dévelop-

---

37. Voir *Réponse à la déclaration du gouvernement,* faite par le parti du Rassemblement national progressiste et unioniste, Le Caire, 1978, p. 18.

38. Idem, p. 47.

39. Idem.

40. La Cité des morts (le cimetière du Caire) s'est transformée en cité pour les vivants, selon les dernières estimations cette cité abrite 500 000 personnes, une chambre est habitée en moyenne par 10 personnes.

ment, le triangle familial Sadate-Osman Ahmed Osman-Said Mareï est devenu le symbole de l'alliance entre les riches de la campagne, le capitalisme usurier et l'administration bureaucratique, triangle totalement dépendant des monopoles étrangers.

Sur le plan social, on constata une augmentation très sensible des crimes, viols, vols et d'escroqueries équivalant à sept fois et demie le taux des crimes en 1975. En 1977, on a pu compter plus de 55 grands incendies d'origine criminelle. Les services édilitaires de la capitale ne peuvent plus assumer leur tâche, au point que les égouts bouchent certaines artères principales. L'eau potable est polluée, les transports en commun sont si déficients que la chute d'un autocar dans le Nil ne surprend plus personne.

Les conflits confessionnels ressurgissent; par exemple, à Samallout, ville dont 90 % de la population est chrétienne, il y eut des affrontements avec le groupe extrémiste «La repentance et l'émigration» qui firent dix-sept morts et plusieurs dizaines de blessés. Le prêtre de l'église de cette ville fut lui-même tué. On ne compte plus les incendies des églises et des mosquées. La police a pu découvrir deux dépôts d'armes chez un chrétien et chez un musulman renfermant des armes légères et lourdes. Rappelons que c'est à cette même époque qu'une grande partie de l'armée régulière fut démobilisée, que les armes étaient volées des dépôts de l'armée pour être vendues clandestinement.

Sur le plan culturel, l'émigration de la matière grise se fit sentir et une voie unique s'empara de la scène culturelle et informationnelle. La production cinématographique et théâtrale, ainsi que celle de la télévision, obéit de plus en plus aux demandes du marché, les programmes de l'éducation et de l'enseignement sont qualitativement changés, au point que le régionalisme, le chauvinisme et le racisme religieux forment un triangle dominant dans la culture officielle[41].

---

41. Voir Amir Iskandar, *la Lutte entre la droite et la gauche dans le domaine de la culture égyptienne,* Beyrouth, 1978.

Chapitre IV
UNE DICTATURE POUR UNE PAIX SÉPARÉE

1. La «sionisation» de l'Égypte

Quarante-huit heures avant la célébration du 25ᵉ anniversaire de la résolution de juillet 1952, l'armée de l'air égyptienne déclencha un raid surprise à l'intérieur des frontières libyennes. En fait, ce n'était pas une surprise, ni en ce qui concerne le moment choisi, ni en ce qui concerne le caractère massif des forces engagées. Le correspondant du *New York Times* à Beyrouth écrivait le 25 juillet 1977 que ce qui était arrivé devait se produire au mois de mai; «mais les États-Unis demandèrent à Sadate d'ajourner les opérations et de les remettre à une époque ultérieure»[1].

Rappelons à ce propos que M. Husni Mubarak, vice-président de la République, accompagné du chef de l'état-major égyptien, rendit entre le 9 et le 11 juillet 1977 une «visite-éclair» au Tchad et au Soudan. A la suite de quoi, l'ambassadeur tchadien au Caire déclara que le problème tchado-libyen avait été évoqué au cours de cette visite[2]. Le 12 juillet 1977, le Président Sadate lui-même avait inspecté quelques positions dans le Sahara occidental.

Juste à la veille de cette opération menée contre un membre de l'Union arabe tripartite qui était en vigueur jusqu'à ce moment là (l'Égypte, la Libye et la Syrie), M. Begin faisait miroiter un nouveau projet de paix au Moyen-Orient dont la première étape serait l'accord

1. Voir *la Démarche de Sadate de Salzbourg à la Knesset,* éd. : *At-Tadamoun,* 1977.
2. Al-Ahram du 13 juillet 1977.

pour une paix séparée avec l'Égypte. Le ministre des Affaires étrangères israélien, M. Dayan, déclarait quant à lui que la paix israélienne ne serait une réalité tangible que lorsque l'Égypte aurait un autre ennemi pouvant être considéré aussi comme tel par Israël. Il ajouta : « Une stratégie commune des pays de la région, tant en temps de guerre qu'en temps de paix, est la seule capable de garantir une véritable paix entre les États. Ainsi, l'ennemi sera commun et la prospérité aussi. »

L'interprétation politique de cette guerre a fait couler beaucoup d'encre. Je crois que la dégradation des relations égypto-libyennes s'inscrit dans la perspective stratégique d'une alliance avec l'Occident, ainsi qu'avec son extension sioniste au Moyen-Orient. Les raids aériens massifs à l'intérieur des frontières libyennes peuvent être considérés dans la même perspective que celle de l'accord du Sinaï signé en septembre 1975. Ils constituent en fait une réponse affirmative à la proposition de M. Begin et à la pensée de M. Dayan. C'est pourquoi je les considère comme les premières étapes vers la visite à Jérusalem. En d'autres termes, cette « guerre-éclair » constitue le début d'une pensée pratique non pas pour la visite à Jérusalem, mais pour la création d'une alliance stratégique américano-égypto-israélienne au Moyen-Orient.

Ici, il faut revenir un peu en arrière : si pertinente que soit l'analyse selon laquelle les conséquences de la défaite de 1967 ont été formulées dans le sommet de Khartoum, en septembre de la même année, celle qui avance que la résolution 242 constitue la racine objective de la visite à Israël est loin d'être juste[3]. Certes, on ne peut nier que les années de la défaite sont à la base des trois « non » du sommet de Khartoum : non à la paix, non à la négociation, et non à la reconnaissance d'Israël. Elles sont aussi à l'origine de la volonté d'approfondir les relations avec la société internationale, sous forme d'acceptation de la résolution 242 et du projet Rogers de 1969. Cependant, des éléments locaux, arabes et internationaux devraient être pris en considération dans cette perspective :

Le peuple égyptien qui s'était soulevé en 1964, en 1967 et en 1968, ne savait pas, et ne sait peut-être pas, que Nasser menait une lutte acharnée à l'intérieur d'un petit cercle pour la démocratie. Aujourd'hui, nous comprenons mieux que la déclaration du 30 mars 1968 soit restée lettre morte, car la plupart de ses collègues étaient contre la démocratie[4].

---

3. Voir Mustafa El-Hussayni : *le Destin des initiatives de Sadate,* paru dans *Al-Destour* (hebdomadaire libanais), le 13-14 janvier 1978.

4. Voir *Notes secrètes de Nasser,* publié dans *Al-Destour* à Londres le 9 octobre 1978. On peut y lire que Nasser, au cours d'une réunion ayant eu lieu le 3 août 1967, et en présence de Zakariyyah Mohyi El-Din, Anouar El-Sadate, Ali-Sabri, Azziz Sidki et Hussein Ach-Chafeï, avait déclaré ceci : « Nous avons deux devoirs à

D'autre part, il faut lier ces soulèvements populaires pour l'application de la démocratie aux appels en faveur de l'application d'une économie de guerre, de la création de comités nationaux pour la bataille, et aux condamnations très légères infligées aux dirigeants de l'armée défaite, ce qui devait mener à de nouveaux procès. Le 12 avril 1968, Nasser disait au Roi Hussein au cours d'une réunion à huis clos : « Le sujet le plus important ne réside pas dans les propositions de M. Yarring. L'essentiel, c'est de savoir si nous voulons aller vers une réunion avec les Israéliens, directement ou indirectement. Il faudra ensuite savoir les conséquences du refus d'une telle proposition. Je réponds pour l'Égypte et je dis : non, nous ne pouvons pas accepter une rencontre directe ou indirecte, que ce soit à Rhodes ou à Genève. Nous refusons une telle proposition. Les gens de chez nous veulent la guerre, parce qu'ils refusent une paix sous cette forme. Je croyais que les gens en avaient assez des charges qu'ils supportaient. »[5] Après avoir accepté la proposition de Rogers, Nasser dit à un leader du bloc socialiste : « Israël voudrait procéder à des négociations avec nous, alors qu'il occupe notre territoire. Accepter une telle proposition relève de la capitulation. »[6] Ainsi, lorsque nous reprenons la lecture de la déclaration selon laquelle l'Égypte accepte la résolution du Conseil de Sécurité numéro 242 de 1967, ainsi que le projet de Rogers, en 1969, nous devons rappeler à la communauté internationale qu'il s'agit d'une acceptation soumise, tant par le peuple que par sa direction, à la reconnaissance des « trois non » du sommet de Khartoum. Souvenons-nous de la guerre d'usure. Elle constitue la preuve que la solution militaire n'avait jamais été éliminée au sommet de Khartoum. Cette solution qui avait été remplacée par un ersatz de guerre en 1973 apporte la preuve sur

---

accomplir aujourd'hui, après la défaite : nous devons, premièrement, chercher un nouveau régime; en deuxième lieu, nous devons préciser les erreurs principales. Je pense que nous devons agir pour changer le régime que nous suivons. Il contient certains vices. Nous devons le changer si nous voulons garantir la sécurité et la paix dans ce pays afin de permettre l'existence d'une opposition, une véritable opposition et non pas un simulacre. Je suis contre l'unipartisme, celui-ci mène à la dictature de certains individus. Si nous ne changeons pas le régime actuel, nous allons vers un destin inconnu et nous ne pouvons pas savoir qui prendra la relève après nous. C'est un avenir noir. » Nasser avait dit cela juste six mois avant le soulèvement populaire; mais le lendemain il fut surpris par l'attitude de tous ses collègues, sans exception aucune; à partir de positions idéologiques et sociales différentes, ils s'opposaient tous à l'établissement d'une véritable démocratie. Zakariyyah Mohyi El-Din dit notamment : « Un autre parti ressuscitera le passé »; Sadate : « Je n'accepte pas l'existence de deux partis à la fois », Sidki Suleiman, Premier ministre : « Toute personne acceptant de diriger un parti d'opposition à l'heure actuelle sera certainement taxée de folie », Ali Sabri « Je crains beaucoup l'existence d'un second parti ».

5. Voir chapitre 11 des *Notes secrètes de Nasser.*

6. Idem, chapitre 7.

le champ de bataille lui-même qu'elle était envisageable.

Ce n'est plus un secret aujourd'hui : les Américains et leurs amis avaient proposé à Nasser à plusieurs reprises en 1967 et 1969, une paix honorable avec Israël, à la suite de laquelle le Sinaï uniquement pourrait être restitué. Le leader défait — ce n'est pas non plus un secret — avait refusé cette paix parce qu'elle constituait une trahison de la révolution et de la dimension stratégique de la sécurité égyptienne. En fait, le Président Sadate était tout à fait sincère, lorsqu'il a dit un jour, au sujet de ce refus : « Nasser ne pouvait accepter de se rendre en Israël, car il était trop attaché à de vieilles idées. »[7] Quant aux facteurs arabes après la défaite, nous pouvons les résumer en plusieurs éléments :

1. Les trois « non » de Khartoum, accompagnés d'un soutien financier inconditionnel de la part des pays pétroliers.
2. Le renversement du pouvoir de Abd El Rahman Aref en Irak en juillet 1968, le renversement de la dynastie des Sénoussis en Libye en septembre 1969, et ce n'était pas un hasard si la génération qui a pris le pouvoir de Machrek au Maghreb n'était pas étrangère à la cause palestinienne, à l'Union de la nation arabe, et à la nationalisation des ressources pétrolières.
3. Le sommet qui a suivi le « septembre noir » de 1970, apporte la preuve d'une nouvelle naissance palestinienne après la défaite et les massacres. C'est là la preuve que la Palestine est l'unique voie pour la paix au Moyen-Orient.
4. Le sommet de Rabat en 1974 souligne dans ses décisions concrètes que le but tactique recherché par la Nation arabe peut être résumé en quatre points :

a) La libération totale de tous les territoires arabes occupés depuis l'agression de juin 1967, ainsi que le refus de toute concession concernant les territoires et la souveraineté nationale.
b) La libération de la Jérusalem arabe et le refus de toute situation pouvant porter atteinte à la souveraineté arabe totale dans la ville sainte.
c) Le respect des droits du peuple palestinien d'après les décisions de l'organisation de la Palestine, seul représentant du peuple palestinien.
d) La cause palestinienne est la cause de tous les Arabes. Aucune partie arabe n'a le droit de faire des concessions à ce sujet, et ce au respect des résolutions des sommets arabes précédents[8].

Au niveau international, l'Union soviétique, pour la première fois

---

7. *Akhbar Al-Yom,* quotidien égyptien, du 10 décembre 1977.

8. Face à la campagne de mystification menée par les médias égyptiens, le gouvernement syrien fut obligé de diffuser un document secret qui fut publié par le journal libanais *As-Safir,* le 30 novembre 1978.

dans son histoire moderne, a pris le risque d'envoyer ses techniciens militaires hors de la zone de l'Alliance de Varsovie. Le sommet de Rabat (1974) délégua le Président libanais Frangié aux Nations unies, pour parler du problème palestinien au nom du sommet. L'organisation de libération de la Palestine peut être admise au sein de l'organisation internationale en tant que membre observateur. Yasser Arafat y fit un discours, où on entrevoyait le fusil et le rameau d'olivier. Le premier octobre 1977, l'Union soviétique put convaincre les États-Unis de faire une déclaration commune reconnaissant pour la première fois «les droits légitimes du peuple palestinien», et appelant à la conférence de Genève où toutes les parties devaient être représentées, y compris les représentants du peuple palestinien. Le Président Carter, depuis la démission de Nixon et l'échec de Ford, était le premier président américain à faire état d'un «home» pour les Palestiniens. Sept semaines après les déclarations du Président Carter, le Président Sadate prenait l'avion pour se rendre à l'aéroport Ben Gourion et pour accomplir le lendemain de son arrivée la prière de la fête du Bayram dans la mosquée El Aksa, de la Jérusalem occupée. Peut-on après tout cela prétendre que la résolution 242 constitue une racine lointaine de cette triste visite[9]? Ainsi, au même moment où l'opinion publique internationale s'apprêtait à admettre la conférence de Genève, le Président Sadate faisait ses valises pour se rendre en Israël, avec la ferme intention d'entamer des négociations directes avec la direction politique de l'occupation israélienne[10]; ce carnaval ne manqua pas d'éblouir l'opinion publique internationale, mais rares sont ceux qui se sont posé la question : que s'est-il passé, que va-t-il se passer? Le Président Sadate écrit dans ses *Mémoires*[11] : «Comment cette visite eut-elle lieu?», et de répondre : «Deux mois avant cette initiative, j'eus la surprise de recevoir de l'ambassade d'Égypte à Washington une communication faisant état d'un message personnel qui m'était adressé par M. Carter. A ma demande, il me fut porté par un messager personnel. Je l'ai lu et je crois que personne ne saura ce qu'il contenait. De la même manière, j'ai

---

9. Rappelons à cet égard qu'Israël avait opposé un refus catégorique à la note de Yarring comme il l'avait fait à Sadate lors de la proposition de la réouverture du canal. Rappelons aussi que Begin, sitôt arrivé au pouvoir, revint sur la reconnaissance israélienne de la résolution 242, et considéra Gaza et la Cisjordanie comme territoires israéliens libérés.

10. Certains prétendent que Sadate décida de se rendre en Israël pour éviter un coup militaire israélien en cours de préparation. Le général Chazli traita de cette hypothèse dans un article publié dans *Al-Watan Al-Arabi* en octobre 1978. Selon lui une telle hypothèse est impensable du fait des conséquences de l'accord militaire du Sinaï en 1975; les stations américaines de préalerte avaient automatiquement empêché une action venant d'une part ou de l'autre.

11. *A la recherche d'une identité.*

rédigé la réponse à la main et, après l'avoir cachetée à la cire rouge, je la donnai à l'émissaire qui devait la remettre personnellement au Président Carter. »[12] Le Président Sadate ajoute que le message de Carter contenait les éléments qui permirent d'entreprendre l'initiative réalisée deux mois plus tard[13]. La lettre du Président américain, dit M. Sadate, me traçait une nouvelle voie[14].

Aujourd'hui, quelles que soient les circonstances qui ont accompagné ce que le *Washington Post* a publié au milieu de 1977 sur les rapports du Président Sadate avec la C.I.A., il n'est guère plus facile d'éliminer l'intervention de cet organisme dans les événements du Moyen-Orient, durant toute la période concernée, que ce soit en Égypte ou au Liban.

En réalité, le plan stratégique de Tel-Aviv et de Washington depuis l'agression tripartite de 1956 consistait à trouver une nouvelle formule de l'alliance israélo-occidentale, de manière à donner à l'État hébreu les possibilités d'une expansion dans le Machrek arabe, à permettre à l'empire du Shah de s'étendre jusqu'au golfe Arabique et au nouveau colonialisme américain d'imposer son hégémonie sur toute la région du Maghreb au Proche-Orient. La stratégie à moyen terme consistait à lier cette région à une série d'alliances militaires, équivalentes à l'alliance atlantique, et pouvant assiéger l'Union soviétique et le bloc socialiste, ainsi que toute surprise radicale locale. Le projet d'Eisenhower de 1957 n'était en réalité qu'une application tactique de cette stratégie. Cette tactique n'ayant pas abouti, le coup israélien de 1967 devenait nécessaire. Mais celui-ci ne peut aboutir pour Israël et les États-Unis qu'à la résolution 242, et à l'acceptation égypto-jordanienne du projet Rogers. Tous les deux ne réalisaient pas les stratégies à long terme de Tel-Aviv et de Washington. Cependant, la défaite a créé un climat favorable pour poursuivre la réalisation de ce but. Là, on est obligé de répéter qu'il est difficile de croire que les événements du «septembre noir» de 1970 et la mort de Nasser soient de simples hasards. Ce qui est advenu par la suite ne peut en aucune façon être considéré comme une simple succession d'événements. Mais cela ne justifie pas non plus que l'on crie au complot. En effet, il s'agit d'une stratégie qui a su profiter du déplacement de la résistance palestinienne vers le Liban et de la mort de Nasser, pour constituer un point de départ pour le renversement de la situation en Égypte et au Liban. Cela peut être considéré comme une contre-révolution internationale dans la mesure où le capitalisme monopoliste occidental (américain et sioniste) agit contre le mouve-

---

12. Idem, p. 401.
13. Idem, p. 402.
14. Idem, p. 402.

ment national arabe, contre la volonté unioniste, l'indépendance et les choix du changement radical.

Je répète encore une fois qu'il ne s'agit pas de complot, tout simplement le virage international, à droite et hostile aux Arabes, a pu réaliser la stratégie américano-israélienne, non pas par l'intermédiaire des instances diplomatiques, mais par les organes de sécurité. C'est à cause de ce moyen qu'il y eut beaucoup de surprises et de manœuvres dans la crise du Moyen-Orient. Parmi les surprises les plus éclatantes, nous pourrons citer celle de la visite à Jérusalem, les résolutions de Camp-David, les manœuvres de discussion et de réconciliation israélo-américaines, l'isolement de l'Union soviétique, le fait de passer de l'idée d'un «home» palestinien à celle des droits légitimes du peuple palestinien, pour se fixer en définitive sur l'idée d'un pouvoir autonome en Cisjordanie et à Gaza. Ce mode d'action fut pratiqué en Égypte et au Liban, et on peut regretter que certains Égyptiens et Libanais y aient positivement participé par leur attitude confuse et par leur alliance, en fin de compte, avec Israël. En fait, ils ont réagi face à ce mode d'action comme s'il représentait un contenu. Ils ont réagi face à la stratégie comme si elle était une tactique.

Que demandait-on à l'Égypte et au Liban?

Il était demandé à l'Égypte de liquider l'armée, l'économie, ainsi que le legs culturel de l'homme de la rue. Il était demandé au Liban de liquider son rôle palestinien ainsi que son rôle quasi libéral. Ce que l'on demandait aux deux pays, en fait, n'était qu'une seule et même chose. C'est pourquoi il y eut concomittance ou parallélisme entre deux trajectoires : celle qui commence par la mort de Nasser et s'achève avec Camp-David, et celle qui commence par le massacre du Septembre Noir et qui se termine par la guerre du Liban. En fait, la stratégie israélienne qui avait pratiquement refusé la partition de la Palestine en 1948 est la même qui avait refusé en pratique et en théorie l'existence d'un mini-État palestinien en Cisjordanie et à Gaza en 1978. La stratégie américaine qui fut favorable à la décolonisation de l'Égypte en 1956 est la même qui est favorable à la décolonisation du Sinaï par Israël en 1978. Car la stratégie américaine a bel et bien pris la place de l'ancien colonialisme.

On ne cherchait pas à «libaniser» l'Égypte ou à la «saoudiser» comme certains le crurent. Ce qu'on cherchait, ce qu'on cherche toujours, c'est la colonisation de l'Égypte. On ne cherchait pas, on ne cherche pas à partager le Liban, mais tout simplement à liquider la question palestinienne et la tribune arabe quasi libérale qu'est le Liban. De même pour l'Égypte qui ne cherche pas à revenir en arrière, c'est-à-dire vers le temps du roi Farouk, de l'occupation britannique, du féodalisme et du grand capital, car, durant cette période, l'Égypte était presque libérale, presque indépendante et presque arabe. Ce qu'on demande à l'Égypte c'est un saut dans le vide, car il n'y a pas de compromis entre l'Égypte arabe et l'Égypte dépendante. Israël, même, est le véritable refus de toute démarche

de compromis depuis sa création jusqu'à la guerre de 1973. Israël, avec ou sans Sadate, refuse toute stratégie autre que la sienne. Pour cette même raison, les États-Unis, tout seuls ou en représentant l'Occident dans sa totalité tel qu'autrefois, soutenaient Israël, l'empire sioniste au Moyen-Orient et la présence idéale de l'Occident dans une des régions les plus stratégiques du monde.

2. La paix à l'envers

Le fait qu'il y ait eu recours aux organes de sécurité américano-israéliens pour réaliser la stratégie occidentale et sioniste ne prouve rien d'autre que ce qu'ont prouvé en Égypte et au Liban les instruments d'exécution et les conditions objectives; car il n'y a jamais eu de choix social d'une classe ou d'une autre, en Égypte et au Liban, pour réaliser la contre-révolution au Caire et à Beyrouth tout simplement parce qu'il n'y a ni en Égypte ni au Liban de contre-révolution. L'instrument de la contre-révolution ne pouvait donc passer sans laisser ses empreintes sur les événements; les deux putschs en Égypte et au Liban ainsi que l'arrivée du terroriste Begin au pouvoir, ne manquent pas de cohérence. L'histoire ne peut que se moquer du parti travailliste israélien membre de l'Internationale socialiste et qui mena quatre guerres en vingt-neuf ans contre les Arabes, pour voir le leader de l'alliance religieuse extrémiste, le Likoud, signer le premier traité de paix avec une partie arabe. En réalité la réunion des fascistes musulmans, chrétiens et juifs (entendez le racisme religieux) fut le premier instrument dans la réalisation d'une stratégie internationale contre les Arabes.

La répression fasciste en Égypte, la guerre préventive menée par la droite libanaise extrémiste, la propagation des idéologies racistes et religieuses constituent en effet les premiers pas d'une dictature allant vers une paix séparée et se préparant à liquider la résistance palestinienne. Ce n'est là que le début de la consolidation de l'empire israélien au Moyen-Orient. La présence au pouvoir des compradors égyptiens et libanais est la présence même de cet instrument au sommet du pouvoir égyptien et dans la structure politique libanaise. Quant à la condition objective, il s'agit bien sûr de la chute du régime nassérien sur les deux plans économique et militaire. La contre-révolution internationale avait appris en 1952 qu'à la suite de la chute des régimes en Égypte et à cause de l'absence d'alternative, une force quelconque pouvait remplir le vide. Et si les forces armées égyptiennes avaient rempli ce vide, durant vingt ans, semant ainsi le désordre dans les plans de l'ancien et du nouveau colonialisme, il fallait maintenant assiéger ce vide par la force, afin que la chute nassérienne soit consacrée, de manière à permettre au nouveau pouvoir d'être l'extension de la chute nassérienne.

Ainsi le nouveau pouvoir devient un simple moyen pour la réali-

sation de la contre-révolution internationale alors que le pouvoir effectif reste hors des frontières [15]. C'est là que réside la spécificité du putsch sadatien en Égypte. Il ne s'agit pas d'un retour en arrière, il s'agit d'un saut hors de l'histoire nationale du pays. Il ne s'agit pas d'un choix fait par une classe donnée, il s'agit d'une confiscation par la force de tout choix de quelque endroit qu'il vienne. C'est dans ce cadre que nous pouvons comprendre pourquoi le pouvoir a réprimé la droite authentique du pays, c'est-à-dire le nouveau Wafd [16]. Cela explique aussi l'échec lamentable de ce que l'on a appelé pendant un certain temps le parti du centre, parti du pouvoir [17].

En fait, le régime de M. Sadate n'est pas par essence un pouvoir local qu'il faut renverser. Il est tout simplement l'instrument de la contre-révolution internationale remplissant le vide existant entre la chute du nassérisme et l'absence de l'alternative. Par conséquent, il n'a aucune racine à l'intérieur du terrain national. Son destin est lié au pouvoir de la contre-révolution existant hors des frontières. Cela veut dire que l'infrastructure sociale de l'Égypte, en dépit de toutes les variables législatives survenues dans les rapports de production, est toujours la même dans ses grandes lignes [18].

Cela signifie aussi que toute révolution future ne sera pas nassérienne [19]. Cela signifie en troisième lieu que le facteur international n'est plus secondaire comme il l'était par le passé [20].

---

15. Dans une réunion à huis clos qui a eu lieu en 1968, le Président Sadate, mettant en garde contre une éventuelle mainmise américaine, dit notamment : « Toute concession signifie la fin de ce régime. Le peuple une fois de plus serait gouverné par l'extérieur », *Al-Destour,* idem.

16. Que le Wafd ait décidé de se dissoudre, cela ne signifie pas que la base de ce parti ait cessé d'exister au sein des forces politiques de la société.

17. Rappelons à ce propos qu'un certain nombre parmi les députés de ce parti adhérèrent au parti Wafd dès qu'il fut déclaré. D'autres adhérèrent au parti travailliste socialiste sous la direction de l'ancien ministre Ibrahim Choukri. Parlant de ces changements dans les idées, Muhammad Hassanein Haykal déclara : « Personnellement, je ne peux pas déterminer l'identité de la situation actuelle. Je ne peux savoir qui représente le parti du centre, quel est l'appartenance sociale de celui-ci et quels en sont les engagements. En fait, ils n'expriment que les intérêts d'une certaine catégorie, mais après l'ouverture économique. Je ne peux en aucune façon les considérer comme une classe, mais ce sont des catégories ou même des groupes complètement en dehors du processus de production. Ils n'appartiennent qu'à leurs intérêts et ne représentent qu'une force de consommation. Parmi eux, nombreux sont ceux qui accumulent leurs richesses en Égypte pour les déposer à l'étranger ». Voir *Al-Ahali,* n° 11, du 12 avril 1978.

18. Car on ne peut radicalement changer la situation économique et sociale égyptienne qui évolue depuis plus d'un siècle qu'en brûlant toutes les usines et en détruisant l'appareil bureaucratique de l'État.

19. Elle aura pour tâche principale la création de la démocratie en tant que lien entre la libération, le développement et l'unité nationale arabe.

20. Couper les rapports entre les pouvoirs de la contre-révolution à l'intérieur et ses instruments à l'extérieur nécessite une conscience radicale et une remise en question

Cela signifie enfin que la sionisation de l'Égypte ne peut se faire qu'en arrachant toutes les racines économiques, militaires, politiques, sociales et culturelles de la terre égyptienne, car les nouvelles bases doivent avoir un fondement solide. Ainsi, on peut expliquer le non-empressement de l'État hébreu à conclure une paix séparée avec l'Égypte et les États-Unis — eux aussi ne sont pas pressés d'aller à Genève — ou à mettre radicalement fin à la guerre du Liban, ou enfin à créer un «home» pour les Palestiniens. Les instruments doivent avoir le temps nécessaire pour préparer le terrain sous le contrôle des services de renseignements généraux, au nouvel édifice égyptien et libanais.

Corollaire économique

Si on a détruit la prospérité libanaise par une guerre civile, la chose fut différente pour l'Égypte. La loi numéro quarante-trois de 1974, ainsi que les modifications survenues dans la loi quarante-deux de 1977, ouvraient la porte de l'économie égyptienne au capital étranger contrôlé par les multinationales. Par conséquent, il a fallu consacrer l'hégémonie de ces sociétés multinationales sur l'économie égyptienne, et ce, dans le cadre d'un développement économique égyptien qui ne pouvait être que dépendant[21].

La loi sur l'import-export, numéro cent dix-huit, de l'année 1975, venait parallèlement au deuxième accord du Sinaï. Elle eut pour conséquence le démantèlement du contrôle de l'État sur le commerce extérieur; le secteur privé pouvait ainsi importer machines, outils et matières premières.

Il n'importe rien de tout cela, car l'importation des produits de consommation garantissait un profit plus rapide, plus élevé et plus sûr aussi. Juste quelque temps avant la visite à la Jérusalem occupée, la loi sur la devise étrangère fut promulguée (loi numéro quatre-vingt-dix-sept). Il s'agit là d'une loi qui ne va pas seulement à l'encontre de la démarche économique du régime nassérien, mais elle annule tout contrôle bancaire que l'Égypte pratiquait depuis 1947, c'est-à-dire même du temps de la monarchie. La nouvelle loi accordait à toute personne le droit de garder la devise étrangère qu'elle pouvait obtenir, sans être légalement obligée d'en déclarer l'origine. Cela signifie, en d'autres termes, l'annulation de tout pouvoir de la banque centrale égyptienne sur les opérations des banques étrangères. Cela signifie aussi l'impossibilité de formuler, ou à plus forte raison d'exécuter, toute politique concernant les devises étran-

---

stratégique du sens de l'alliance et de la contradiction avec les forces internationales.

21. Voir Fuad Abd El-Khalek, recherche présentée au congrès des économistes égyptiens tenu au Caire sous le titre : *les Significations politiques ou l'ouverture économique dans le cadre des transformations structurelles de l'économie égyptienne 1971-1977.*

gères[22]. Mais la conséquence la plus grave de ces lois réside dans l'impossibilité de toute planification nationale, même dans le sens du capitalisme traditionnel. Trois autres mesures vinrent compléter cette dernière loi, à savoir l'autorisation d'importer sans transfert monétaire, l'annulation des accords commerciaux avec les pays de l'Est et du Tiers monde (voir Adel Hussein, compte rendu sur un ouvrage intitulé *Vingt-cinq ans d'études analytiques des politiques économiques en Égypte, 1952-1977).*

La troisième mesure, elle, a consisté dans la promulgation de la loi cent onze de 1975, concernant la réorganisation du secteur nationalisé. Cette loi mettait fin à l'existence des institutions publiques qui dirigeaient les activités des sociétés sous leur contrôle. Cette liquidation fut immédiatement liée à l'idée d'offrir à la vente pour le privé, des actions de sociétés du secteur nationalisé. Ainsi fut démantelée l'économie nationale.

M. Ali El Gretli, éminent économiste et ancien ministre des Finances, écrivit : « L'élargissement des facilités accordées aux deux secteurs étranger et privé aura pour conséquence l'augmentation des profits des secteurs de l'import-export, des entreprises immobilières, des commissions des courtiers, et de tout ce que la presse et les ministres appellent des revenus parasitaires. Surtout que le fisc est incapable de contrôler ce genre de profits, y compris les richesses accumulées par les propriétaires immobiliers en ville et dans certaines banlieues qui attirent étrangers et riches. Très rapidement, des oppositions ne manqueront pas de se faire sentir dans les tentatives visant à concilier deux objectifs : la liberté du secteur privé et étranger d'un côté et une juste répartition d'un autre côté. Il ne fait aucun doute que l'élargissement des secteurs privés et étrangers rendra la tâche de la planification plus difficile que par le passé, car si la nouvelle politique est couronnée de succès, cela voudrait dire qu'une bonne partie de l'activité organisée échappera complètement au cadre de la planification. »[23]

Une recherche statistique menée sur l'ensemble des projets publiés dans le *Journal officiel* d'août 1975 à décembre 1977 prouve que le secteur capitaliste qui contrôle l'économie égyptienne dépend complètement des capitaux étrangers, et que, d'autre part, la base sociale de ce secteur est oligarchique. Il convient de rappeler à ce propos que la base économique de ce secteur est constituée d'un commerce usurier n'ayant aucun rapport avec les projets productifs. La conséquence immédiate de ce genre d'activités économiques est l'accentuation des besoins d'emprunts extérieurs, dont une grande

22. Idem.

23. Idem.

partie est à court terme et dont les intérêts se situent entre douze et dix-neuf pour cent[24].

Ces mesures prises parallèlement aux démarches vers une paix séparée en Israël, n'expriment pas une bonne intention du capitalisme occidental comme ce fut le cas du temps de Saïd Pacha et du Khédive Ismaïl. Ce qui est recherché aujourd'hui en Égypte, c'est sa transformation en base économique des accords de Camp-David. Dans un article de la journaliste Marie-Christine Aulas, paru dans *le Monde diplomatique* du mois d'octobre 1978, on peut déceler les points principaux de l'affirmation de cette base : la baisse de la valeur de la livre égyptienne fut accompagnée d'une augmentation du coût de la production agraire et industrielle, ce qui mène à l'inégalité des chances dans la concurrence entre le produit local et le produit importé. D'autre part, l'émigration de la main-d'œuvre égyptienne vers le marché arabe a, elle aussi, participé à l'augmentation du coût des produits nationaux, de telle sorte que les petites industries de transformation furent obligées de fermer leurs portes pour entrer dans le secteur du tourisme, des services et des autres activités de l'import-export, ce qui aboutit à plus d'inflation, d'émigration et de chômage[25].

En matière d'agriculture, la situation n'est pas meilleure. Les paysans se sont détournés de la production du coton pour consacrer le gros de leurs efforts à des cultures plus rentables. Rappelons à ce propos qu'il y quelques années, un feddan coûtait entre 500 et 800 livres, alors qu'aujourd'hui il coûte plus de 7 000 livres égyptiennes; pour une rentabilité pratique et rapide, on préfère exploiter la terre en vue de projets non productifs sur le plan de l'agriculture. C'est la raison pour laquelle les exportations n'occupent pas aujourd'hui plus de 35 %. Ainsi, le déficit de la balance commerciale a atteint, en 1977, 1 215 millions de livres égyptiennes. Toujours selon Marie-Christine Aulas, l'aide arabe à l'Égypte de 1971 à 1973 est estimée à 13,4 milliards de dollars alors que l'emprunt soviétique n'a jamais été remboursé. Cela apporte la preuve qu'un gouffre invisible, n'ayant aucun rapport avec l'économie du pays, dévore la plus grande partie de ces aides et des dettes non payées. Ce gouffre a été décelé lors d'une affaire appelée par Marie-Christine Aulas le « scandale de El Amereïa ». Selon elle, ce scandale aurait entraîné des conséquences beaucoup plus graves que celles qu'entraîna le scandale de « la colline des Pyramides » ou du cinéma égyptien, n'était-ce le désaccord entre les voleurs. Le projet consistait à créer un complexe textile dans la région de Amereia, tout près d'Alexandrie. Son

24. Voir Mohammed Fakhri Makki.

25. On estime le nombre des travailleurs égyptiens ayant émigré entre 3 500 000 et 4 millions. Une estimation officielle, elle, fait état de 1 500 000 personnes.

capital était estimé à 1 milliard et demi de dollars, réparti entre plusieurs sociétés multinationales, quelques capitaux arabes et une certaine entente avec l'État égyptien. Mais juste au moment où le projet entrait dans sa phase exécutive et alors que la banque Misr avait versé l'équivalent de 127 millions de livres égyptiennes en devises rares, le premier ministre suspendit le projet en juin 1978, car «il ne répondait pas à un besoin économique vital. De plus, quelques graves erreurs avaient été commises dans les hautes instances». Aujourd'hui, il n'y a plus aucun doute : la corruption, stade suprême de l'action parasitaire, est devenue la colonne vertébrale de la nouvelle formule économique égyptienne.

C'est justement cette nouvelle formule qui constitue le corollaire de la paix. Sans elle, ni Israël, ni les États-Unis n'auraient accepté de signer les accords de Camp-David, quelles que soient les concessions politiques faites par le président Sadate.

Si la bourgeoisie égyptienne a violemment répondu à de tels projets scandaleux, elle fut tout de même lente à comprendre le sens de la transformation du pays en une base importante de l'économie sioniste. C'est au moment de la signature du traité de paix qu'elle découvrit que cette paix économique tant recherchée ne pouvait êre réalisée que sur ses cendres. C'est pourquoi sa réponse fut violente, sans pour autant prendre conscience de son erreur principale; en poursuivant le mirage d'une paix pouvant la sortir de la bureaucratie nassérienne, elle est tombée dans la trappe de la dépendance économique.

La bourgeoisie égyptienne fut lente à comprendre la logique de la concomitance entre :

- Les événements en Égypte et au Liban.
- Les démarches politiques et militaires entre le pouvoir en place, la direction israélienne et l'administration américaine, d'une part, les mesures économiques et la répression démocratique d'autre part[26].

La bourgeoise égyptienne ne se rendit compte du sinistre destin qui l'attendait que lorsqu'elle lut les clauses de l'accord de Camp-David. Pour mieux illustrer les différences entre la pensée économique de la bourgeoisie égyptienne et celle de l'empire sioniste, il suffit de se référer à deux études : celle du Dr Eleazar Scheffer rédigée pendant l'été de 1977 à la demande de M. Begin et celle de M. Loutfi Abd El Azzim au cours de l'hiver 1978, et parue dans *El Ahram* économique.

Les dépenses militaires israéliennes, dit la première étude, se sont multipliées par vingt-cinq durant une période de vingt-deux ans

---

26. Lire *l'Égypte entre le développement et le compromis,* de Ahmed Tabet, éd. : *Dar El-Fikr El-Jadid,* Beyrouth, 1976, et *l'Égypte sous Sadate 1970-1977,* de Albert Fallahat, éd. : *El-Farabi,* Beyrouth, 1978.

(1955, 1977); elles absorbaient environ 15 % du P.N.B. La paix pourrait réduire ces dépenses de un milliard de dollars, ce qui augmenterait les investissements économiques en Israël d'à peu près 50 %. Rappelons à ce propos que cette étude a été effectuée avant la visite du président en Israël. Mais il faut rappeler aussi que c'est à partir de la publication de cette recherche que la presse israélienne s'est mise à parler de la possibilité offerte à Tel-Aviv de prendre la place de Beyrouth. Pour l'auteur de cette recherche, «le profit que pourraient tirer les pays arabes à travers l'échange commercial, serait certainement inférieur à ce que recueillerait Israël». L'auteur conseille enfin «de développer l'industrie israélienne de manière à ce qu'elle se conforme aux besoins des pays arabes»[27].

Quant à l'étude égyptienne, elle, elle est faite de quelques questions : qu'avons-nous fait, dit l'auteur, pour ceux qui vont être démobilisés, alors que le pays souffre de chômage et d'un trop-plein de main-d'œuvre? Une deuxième question porte sur l'inflation qui s'accentue après la paix conséquemment à la liquidité monétaire dans le marché égyptien. En troisième lieu, il s'agit de l'interruption du soutien arabe après la paix. L'auteur se demande si les responsables avaient pris en considération le fait que de tels soutiens ne seraient jamais éternels. Il ajoute aussi que l'absence de contrôle a exposé le marché égyptien à de violentes attaques. La société, elle, est devenue une société de consommation sans considération aucune des besoins de développement en Égypte. «Une grande différence, écrit l'auteur à la fin de son étude, sépare le capital arabe borné du capital hébreu, rompu aux affaires des marchés financiers et des investissements. Que faut-il faire après les accords de Camp-David?» Loutfi Abd El azzim répond : «Nous devons commencer immédiatement par une reconsidération des lois d'investissements arabes et étrangers; de nouvelles lois doivent empêcher l'infiltration du capital arabe ou juif dans les domaines qui peuvent nuire au peuple égyptien et au développement économique. Nous devons étudier la possibilité d'interdire certains domaines d'investissement aux capitaux non égyptiens, quelle que soit leur nationalité. Nous pensons en premier lieu au domaine des services, de l'immobilier et du commerce. Quant aux capitaux étrangers, nous pouvons leur ouvrir les domaines de l'investissement industriel, mais en toute conformité avec un plan quinquennal industriel.» Le penseur ne s'est rendu compte du danger de l'ouverture économique qu'au moment de la paix avec Israël. La bourgeoisie égyptienne qui se plaignait des restrictions du temps de Nasser se trouve aujourd'hui aux prises avec le capital sioniste. Elle comprend que l'ouverture sur Israël signifie la

---

27. Article intitulé : *Comment les économistes israéliens et égyptiens envisagent la paix,* paru dans *Al-Mustakbal* du 7 octobre 1978.

fin de sa propre existence en tant que force productive, en tant que marché, et en tant qu'élément important dans les rapports de production. Seulement, ce retard dans la prise de conscience de la bourgeoisie nationale, c'est l'Égypte toute entière qui le paye maintenant... L'affaire est à suivre.

3. Le gardien de la chute

Immédiatement après la fin du sommet de Camp-David, le Président Sadate déclara qu'il allait procéder à un changement total dans l'État. Le premier pas dans ce changement consista dans l'élimination de trois grandes personnalités qui avaient accompagné dès le départ sa marche compliquée. Il s'agissait de Mamdouh Salem, Premier ministre, du maréchal Abd El Gani El Gamassi, et de M. Saïd Mareï, Président du Conseil du Peuple. M. Mamdouh Salem fut le dernier à tomber parmi les manipulés du putsch du 14 mai 1971. Il fut le dernier à être éliminé, car son rôle durant cette nuit, il y a huit ans, consistait à assurer la sécurité du putsch. Par la suite, il transforma les organes de sécurité en centres de pouvoir à tel point que le Président ne put le limoger en janvier 1977. La participation américaine dans la réorganisation des services de sûreté égyptiens, surtout depuis la visite à Jérusalem, fut un des éléments les plus importants dans le changement de l'État, comme le dit le Président lui-même. Car il ne s'agissait plus de défendre la personne du premier responsable, il fallait soumettre les instruments de répression au contrôle direct du pouvoir extérieur de manière à empêcher la création de tout centre de pouvoir local pouvant avoir à sa disposition une situation stratégique.

Le Président Sadate élimina du pouvoir M. Salem lorsque le parti dirigé par ce dernier fut complètement discrédité par la rue égyptienne. Le deuxième homme, M. Saïd Mareï, fut éliminé, à la grande surprise de tous les observateurs, il fut promu conseiller du Président, avant de quitter la fonction de Président du Conseil du Peuple. Bien que beau-frère du fils du président, M. Mareï, une fois éliminé, symbolisa l'expulsion du dernier secteur productif, c'est-à-dire le capitalisme agraire, de la structure politique du pouvoir.

Le général Abd El-Ghani El Gamassi, ministre de la Défense, ainsi que le général Mohammed Ali Fahmid, chef de l'état-major, représentent l'essence même du changement radical prévu par le Président Sadate. El Gamassi était le symbole de la guerre d'octobre 1973, après l'élimination du général Chazli. Seule l'Histoire nous révélera le rôle joué par l'aviateur Husni Mubarak, qui subitement devint le vice-Président. Il avait donc pu mener bataille contre MM. Mamdouh Salem et Abd El-Ghani El Gamassi, au point de prendre leur place et d'être très proche du contrôle américain sur les organes de sécurité. Cela eut lieu alors que l'officier chimiste Achraf Mahouane, époux de

Moula Gamal Abd el Nasser, s'éloignait de plus en plus des cercles du pouvoir, dont il était une personnalité éminente. En effet, M. Achraf Mahouane avait dominé la présidence de la République depuis le limogeage de M. Sami Charaf et depuis sa participation aux événements de mai 1971. Entre temps, il s'était infiltré dans le milieu du capital pétrolier à travers l'organisation arabe de l'industrie militaire. On a même parlé de plusieurs affaires d'armes dans lesquelles il a joué le rôle d'intermédiaire, ce qui lui permit, grâce aux commissions, d'être un des plus importants milliardaires de l'Égypte actuelle.

Donc, éliminer El Gamassi impliquait le passage à l'acte pour changer totalement l'institution militaire. En réalité, bien qu'ayant été compromis entre M. Mamdouh Salem et Saïd Mareï dans la consolidation du nouveau régime depuis la signature du traité du kilomètre cent un, El Gamassi ne pouvait en aucune façon participer à la liquidation de l'institution militaire nationale vieille de plus d'un siècle. Personne ne sait encore l'attitude du général Gamassi quant à l'agression contre la Libye ou quant à la participation de l'Égypte dans les guerres africaines. Mais il est certain que le ministre égyptien de la Défense avait, pour autoriser la descente de l'armée dans la rue pendant les événements de 1977, posé comme condition de ne pas tirer sur le peuple. El Gamassi, avec les experts des affaires étrangères égyptiennes, était une des raisons principales de l'échec du sommet d'Ismaïlia. L'absence du ministre de la Défense à Camp-David n'était pas un fait du hasard.

Quelques jours avant le départ pour Camp-David, on avait soumis à El Gamassi un rapport composé de quatre paragraphes. Le premier faisait état de l'augmentation du nombre des militaires égyptiens travaillant dans le marché international des mercenaires après avoir quitté les rangs de l'armée nationale. Ce rapport secret faisait état de plus de cinquante officiers ayant trempé dans ce genre d'affaires entre 1974 et 1978. Le deuxième paragraphe faisait état de la perte de plus en plus grande des pièces d'armes légères et moyennes. Parallèlement, on découvrait en Haute-Égypte des dépôts d'armes appartenant à l'armée égyptienne. Le troisième paragraphe faisait état d'une tendance chez les jeunes officiers à entrer dans les affaires. En fait, les nouveaux statuts le facilitaient. Le quatrième paragraphe traitait de l'école technique militaire qui, dans le temps, constituait le point de mire de la jeunesse ambitieuse. Les demandes d'inscription dans cette école diminuaient de 16 % d'année en année.

Parallèlement à tous ces faits exposés dans ce rapport secret, il convient d'en rappeler certains autres qui en constituent le cadre. Les officiers ayant brillamment participé à la guerre de 1973 et dont l'héroïsme avait été reconnu, avaient tous été mutés dans des postes administratifs. A cela, il faut ajouter le vaste mouvement de mutation et de limogeage subit, mouvement accompli sans aucune concerta-

tion entre la présidence de la République et l'état-major. Immédiatement après la signature des accords de Camp-David, un autre rapport parvint au ministre de la Défense, faisant état de tracts clandestins signés « Les officiers libres », et distribués dans certaines unités de l'armée. Ces tracts étaient d'un ton nouveau et contenaient des informations d'une haute importance. La distribution de ces tracts ne se faisait plus forcément au sein des forces armées, mais on les trouvait aussi dans la société civile. Ces tracts disaient entre autres :

Depuis la fin de 1977, des centaines de techniciens militaires américains arrivaient en petits groupes civils. Les officiers en furent surpris. Les directions des unités n'étaient pas au courant.

Les techniciens militaires américains n'avaient pas pour tâche l'entraînement militaire de l'armée ; leur tâche consistait dans l'élaboration de nouveaux plans concernant un nouveau rôle de l'armée égyptienne. D'autre part, ils cherchaient à faire la connaissance de jeunes officiers, sans raison apparente.

Les techniciens militaires américains discutaient volontiers avec ceux qui le voulaient, d'une nouvelle stratégie des forces armées égyptiennes, non pas en matière de guerre, mais en ce qui concerne le nouveau rôle de l'armée égyptienne dans les temps à venir, ainsi que son rôle possible sur le plan arabe et africain.

Les techniciens militaires américains s'intéressaient, au cours des petites fêtes qu'ils organisaient de temps en temps, à de nombreuses questions sur l'origine sociale de chaque officier, ses intérêts culturels, et ses rapports personnels.

Toutes ces informations n'étaient pas nouvelles pour le maréchal El Gamassi. Par contre, ce qui était tout à fait nouveau, c'était la violence de leur ton et l'extension progressive des limites de leur distribution. A son retour de Camp-David, le Président Sadate prit connaissance du même rapport qui lui fut soumis par le général Kamal Hassan Ali, chef des renseignements généraux. Le rapport ajoutait que quelque chose était en train de bouger au sein des forces armées annonçant un événement grave. Le Président convoqua le ministre de la Défense pour s'enquérir du volume de ce mouvement et de ses aptitudes à procéder à un putsch militaire. El Gamassi répondit : «Monsieur le Président, il n'y a pas un putsch dans l'armée, il y a un putsch contre l'armée. Le changement subit de la stratégie militaire égyptienne, en une période très courte, peut soulever des inquiétudes au rang des forces armées. »

Ce que Gamassi ne dit pas, c'est que, pour la première fois dans l'histoire de l'armée égyptienne moderne, c'est-à-dire de Mohamed Ali à Gamal Abd el Nasser, des plans visaient à changer l'identité nationale de l'armée égyptienne. Celle-ci, même durant l'occupation anglaise, n'avait jamais changé sa stratégie nationale. L'occupation britannique n'a pas empêché l'armée égyptienne d'aller en Palestine et de faire la révolution de 1952. Renverser l'identité nationale de

l'institution militaire de manière à ce qu'elle ressemble aux armées des régimes fascistes en Amérique latine, et à ce qu'elle soit dépendante de la stratégie de l'Alliance Atlantique, cela arrive pour la première fois en Égypte.

En réalité, l'après Camp-David exige une nouvelle armée agissant selon des alliances et des inimitiés stratégiques nouvelles. Il faut une armée pour conserver la situation consécutive au putsch à l'intérieur de l'Égypte et pour être l'exécutant de la contre-révolution internationale visant les mouvements de libération nationale dans la nation arabe et en Afrique.

Mais toutes ces tentatives visant à liquider l'institution militaire internationale restent, comme la tentative économique, assez superficielles; car l'armée égyptienne, comme la société, est imperméable dans son infrastructure à toutes ces tentatives. Cette infrastructure est même hostile à de telles tentatives de changement. Si le traité de 1936 avait permis aux enfants de la petite bourgeoisie d'entrer à l'École militaire et de devenir par la suite les dirigeants de la révolution de 1952, la période de Nasser, elle, a permis aux enfants des ouvriers, des paysans et de la petite bourgeoisie d'établir une société militaire parallèle à l'infrastructure de la société nassérienne, société militaire indestructible à moins d'une guerre civile sans pareille. C'est pourquoi le véritable gardien de cette décadence reste le chef suprême des forces armées, c'est-à-dire le Président Sadate lui-même. Les milices armées du parti au pouvoir deviennent dans ce cas l'alternative possible de la garde républicaine, des forces centrales de la sécurité et même de l'armée. Le Président Sadate a déjà commencé à former cette milice juste quelque temps avant de proclamer la création de son parti. Comme on peut supposer que cette milice n'aura pas pour tâche la simple protection des personnes, mais l'affrontement avec la rue populaire, personne ne peut affirmer aujourd'hui que les composantes d'une guerre civile unique en son genre dans l'histoire égyptienne ne sont pas encore formées. Surtout que le phénomène d'armement acquiert un caractère étonnant parmi les citoyens, en ville comme à la campagne, à un moment où tout paraît complètement nouveau dans l'histoire du pays. Nombreux sont ceux qui se sentent arrêtés devant ce double phénomène : le Président de la République fait sa visite en Israël sans ministre des Affaires étrangères. Il retourne de Camp-David sans ministre des Affaires étrangères. D'autre part, cette curieuse visite a été préparée comme s'il s'agissait d'une comédie. Car un correspondant américain interviewera le Président Sadate et le Premier ministre israélien. Le premier annonça qu'il était tout prêt à se rendre immédiatement en Israël. Le second déclara qu'il était tout prêt à reporter son voyage en Grande-Bretagne pour recevoir le Président égyptien. Et la visite eut lieu.

En réalité, il n'était pas difficile de faire le lien entre ce double phénomène et l'opposition de l'armée et des affaires étrangères, aux

démarches entreprises par le Président Sadate et « au pouvoir extérieur », qui avait préparé cette comédie.

Rappelons-nous que le Parlement égyptien n'a discuté du sujet de la visite que le jour même où le Président devait se rendre à Jérusalem. Et ce n'est pas un hasard si les deux parties les plus sensibles de la vieille bureaucratie égyptienne, à savoir l'institution militaire et la démocratie, furent disloquées, d'abord dans les instances hiérarchiques supérieures, et ensuite par une interférence dans les actions : l'armée s'opposa politiquement à cette visite, alors que les affaires étrangères s'y opposèrent pour des raisons militaires.

Ce changement dans les rôles était en fait l'expression de ce que l'on a appelé « les annexes secrètes des accords de Camp-David », annexes qui furent à la base de l'absence de l'élément militaire égyptien et de la démission de l'élément diplomatique, en plus d'autres raisons. Les décisions secrètes de Camp-David vinrent sous forme non pas d'annexes comme ce fut le cas du deuxième accord du Sinaï, mais de lettres échangées entre les parties concernées, de formules délicates parfois et générales d'autres fois, dans le texte des documents. Il ne fait aucun doute que les articles les plus importants parmi ces décisions sont ceux qui concernent la Jérusalem occupée, ainsi que les rapports entre l'Égypte et les pays arabes face à Israël, lors d'une guerre. Ce sont des décisions qui mènent à une quasi-reconnaissance de Jérusalem comme capitale de l'État hébreu, à un quasi-engagement de la part de l'Égypte de ne pas entrer en guerre aux côtés d'un pays arabe dans les temps à venir. Ce sont des décisions qui signifient stratégiquement que la sécurité égyptienne n'a plus besoin du soutien de l'Est, puisque l'union est faite avec la source même du danger. De ce fait, les expressions « caractère national », « identité religieuse » de la Palestine ou de la Jérusalem arabe perdent leur signification qui formaient une constante dans l'histoire de la région, car la solidarité arabe face à l'ennemi perd toute raison d'être. Les ambassades arabes au Caire se ferment les unes après les autres alors que l'on prépare la création d'une ambassade israélienne. Ce sont là des faits symboliques que l'on peut ajouter au détournement de l'Est vers la Libye subi par l'armée égyptienne. Ce détournement, en fait, en cache un autre plus grave : détourner l'Égypte de son appartenance arabe, c'est-à-dire de son indépendance nationale, c'est l'inféoder à l'empire sioniste américain. Le comble de ces faits symboliques, c'est le régime égyptien félicitant Israël à l'occasion de sa fête nationale. Auparavant, l'Égypte célébrait le 15 mai comme le jour de l'usurpation de la Palestine.

Ces mêmes significations, nous les retrouverons dans la façon dont furent reçus les accords de Camp-David en Égypte. A ce propos, on peut relever les points suivants :

1. Les deux déclarations publiées par le parti du rassemblement national progressiste et unioniste, ainsi que celle faite par

M. Khaled Mohy El Din au Parlement constituent un refus clair et net par le parti, ainsi que par son dirigeant, de ce qui fut appelé « l'initiative de paix ». L'élément le plus important contenu dans ces trois déclarations, c'était l'explication du contenu des accords de Camp-David, qui pour la première fois donnaient à l'Égypte deux sortes de frontières : à une distance de cinquante kilomètres à l'est du canal, il n'y aurait aucune souveraineté militaire égyptienne sur le Sinaï, et même à l'intérieur de cet espace, une seule unité militaire serait autorisée à stationner. Quant au reste de l'espace géographique et militaire, il sera rempli par les forces des Nations unies et les instruments de préalerte américains. Ce qui veut dire que même du point de vue formel, il n'y a pas une indépendance nationale totale. Cela étant, il n'est guère plus besoin de faire état des insistances d'Israël lors de la rédaction à Washington, pour être associé dans la propriété des puits pétroliers et pour louer légalement une certaine superficie à Charm El Cheikh. A plus forte raison, il n'est guère besoin de parler de l'identité arabe en Égypte et de son engagement en ce qui concerne l'indépendance de la Cisjordanie et de Gaza.

2. Le Président Sadate ne fut pas surpris par la position prise par les partis de gauche. Mais les surprises vinrent d'ailleurs. La première, sans aucun doute, consista dans cette note envoyée par les anciens membres du parti de la révolution, MM. Zakariyyah Mohyi El-Din, Hussein El-Chafeï, Abd El Latef Bagdadi et Kamal El-Din Hussein. Cette note parvint à la présidence au même moment où elle parvenait à la presse, le premier octobre 1978. Les quatre dirigeants historiques refusaient les accords de Camp-David dans leur ensemble, comme dans leur détail, sur le plan militaire comme sur le plan politique. Non moins surprenante fut l'attitude des Frères Musulmans. Le magazine *Ad-Daawa* publia un article refusant la capitulation devant l'ennemi national et religieux. L'article était signé Omar El Telemsani.

Mais la plus grande surprise, ce fut certainement les discussions brûlantes qui eurent lieu au sein du Conseil du Peuple qui, lui, avait été spécialement formé pour approuver les décisions du président. Ces discussions furent accompagnées d'une déclaration signée par un groupe de députés indépendants. Elle fut publiée juste le lendemain de la note des anciens membres du Conseil de la révolution. Cette déclaration était signée de Hilmi Murad, Abd El Moneim Hussein, Talaat Raslan, Ahmed Youssif, Kamel Saad, Karam Izz El-Din, le cheikh Salah Abou Ismaïl, Ali El Gahi et Ali Salama. Les signataires demandaient au gouvernement de ne reconnaître les revendications israéliennes qu'à trois conditions, à savoir :

a) l'évacuation de la totalité du Sinaï;

b) la réduction de la période d'évacuation;

c) la soumission de tous les aéroports à la souveraineté égyptienne.

En outre, la déclaration mettait en garde contre une possible hégémonie israélienne sur l'Égypte. Elle exprimait d'autre part le refus des signataires quant à la méconnaissance du retour de la Jérusalem arabe alors qu'Israël assurait que la ville resterait unie et capitale officielle de l'État d'Israël. Elle contestait d'autre part le fait que les accords ne mentionnaient pas le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'établissement de son propre État. Elle critiquait enfin le fait qu'il n'y ait pas eu de concertation avec les pays arabes du front.

Quant à la note rédigée par le Conseil du Peuple, et en dépit de l'expulsion du député Kamel Ahmed, elle ne différait pas de la déclaration faite par les députés indépendants et des articles de M. Hilmi Mourad publiés dans le journal *El Chark al Aousat* du 13 octobre 1978. Ces démarches contestataires peuvent expliquer le fait que M. Saïd Mareï ait été conseiller du Président avant de dissoudre le Parlement, de modifier la Constitution et de procéder à de nouvelles élections pour mettre en place un Parlement entièrement occupé par les députés du parti du Président de la République.

En fait, le Président dut se rendre compte, en dépit de l'organisation des manifestations populaires préparées pour le recevoir lors de son arrivée de Camp-David, que l'opposition s'élargissait de plus en plus pour contenir même des cercles qui, auparavant, étaient très proches du pouvoir. Il dut se rendre compte que son régime, dans sa totalité, était dépourvu de toute base. Le régime étant suspendu entre le pouvoir extérieur et les moyens de répression à l'intérieur, le président Sadate se vit dans l'obligation de «descendre dans la rue», selon son expression, pour faire «face directement à la population».

Parallèlement à cette action directe menée par le Président, le pouvoir en place dut procéder à une action multiple pour justement lui faciliter la tâche en préparant un terrain culturel et informationnel favorable à son action :

C'est ainsi que les productions du cinéma et de la télévision furent dirigées vers une propagande visant à enrayer toute possibilité de contestation et pour parer à la même contestation à plus long terme, il fut décidé de mettre fin au ministère des Affaires culturelles et à la gratuité de l'enseignement supérieur. La culture et l'enseignement supérieur deviennent ainsi le lot d'une infime minorité.

Plus grave encore fut la décision concernant le changement des programmes de l'enseignement. On accorda en même temps des facilités sans pareil aux institutions culturelles et universitaires étrangères. Ainsi revinrent à la surface l'université américaine et les éditions Franklin. Aujourd'hui, la compagnie Mobil Oil décerne des prix et organise des concours littéraires, et l'Organisation de la liberté culturelle se charge de mobiliser le restant des intellectuels

pour un vaste mouvement de lavage de cerveau du peuple égyptien.

Mais tout ceci est contre l'Histoire. L'édifice que M. Sadate est en train de faire construire ressemble à ceux que bâtissent aujourd'hui les entrepreneurs en Égypte. De très élégants buildings qui, quelques mois après leur construction, s'écroulent complètement pour cause de manque de base.

Tout ce qui se passe aujourd'hui en Égypte n'est que des égratignures qui ne touchent point les profondeurs de l'individu et de la société. Les profondeurs ne manquent certes pas de sensibilité face à ce qui se fait sur la surface. Mais l'interaction entre la surface et la profondeurs ne joue en aucune façon à la faveur de ce régime satellite d'un centre de pouvoir existant hors des frontières du pays.

Il est vrai qu'un vide existe entre une chute possible et l'absence d'une alternative. Mais ce n'est pas la répression qui remplira ce vide. De ce fait, l'interaction entre variables et invariants dans l'histoire sociale du peuple égyptien arabe ne cessera de paver le chemin vers la *Nahda*.

Car la *Nahda* a toujours dépassé les contingences du présent et les acquis du passé pour réaliser un nouveau modèle de révolution dans le monde sous-développé. L'Égypte aujourd'hui traverse une période qui, pour les myopes, relève du miracle.

Conclusion

SOCIOLOGIE DE LA RÉVOLUTION CULTURELLE

Pour corriger l'Histoire

1.

Tout traitement de la révolution égyptienne ou de la contre-révolution reste inachevé tant que l'étude porte sur un seul côté politique, économique, social ou culturel; non pas parce que ces éléments interfèrent les uns sur les autres, mais parce que la révolution égyptienne revêtait dans toutes ces périodes un caractère global de civilisation, exactement comme ce fut le cas pour les grandes révolutions dans l'histoire moderne.

La révolution française n'est pas la simple révolution des bourgeois contre la noblesse, de marché contre la terre, de l'industrie contre l'agriculture, de la république et du contrat social contre la monarchie et l'esclavage; la révolution française n'a pas consisté en une simple libération religieuse par rapport au pouvoir de l'Église, ce n'était pas seulement le triomphe des découvertes scientifiques... l'invention de la poudre et de la vapeur; c'était la révolution des droits de l'homme. Celle-ci a eu son impact sur les rapports de production, les structures sociales, les valeurs et les croyances humaines. Il s'agit là d'une *nahda,* c'est-à-dire une révolution de civilisation; cette révolution a ses racines dans l'histoire lointaine de l'Europe. Nous disons une révolution de civilisation car elle a restructuré la société et le pouvoir dans un ordre permettant un nouveau démarrage de l'évolution humaine; depuis, elle peut toujours servir de critère normatif dans l'évolution humaine.

Ce ne fut pas la même chose pour la révolution de Cromwell en Grande-Bretagne ni non plus pour la révolution de l'indépendance

américaine; toutes les deux constituent des révolutions d'ordre politique et économique sans, pour autant, déboucher sur les prémices d'une nouvelle civilisation dans l'histoire humaine.

La révolution soviétique peut, dans un certain contexte, ressembler à la révolution française. En fait, le marxisme est le fruit d'une pensée européenne de la bourgeoisie de l'Occident industriel; il est d'autre part le résultat le plus raffiné de la pensée encyclopédique comme en Europe au XVIII[e] siècle. Marx était à la fois un économiste, un sociologue et un philosophe. Cela résume la synthèse de la pensée économique anglaise, du socialisme français et de la philosophie allemande, synthèse qui mène à une connaissance qualitativement différente par rapport au passé. Cette synthèse nous permet de toucher la qualité du nouvel ordre de connaissance. Cette même synthèse, nous la retrouverons chez Lénine, qui dit que la cellule, l'énergie et le mouvement constituent la source même de la dialectique marxienne; il pourrait s'agir là de trop de simplification; cependant, on y trouvera aussi bien les spécificités que les différents niveaux de la nouvelle connaissance. Marx est européen, Lénine aussi. Si le premier représente le général, le second est le particulier par excellence. Le général et le particulier ont constitué par leur interférence une page entièrement nouvelle dans l'histoire moderne de l'humanité. C'est une page de civilisation dans la vie des peuples soviétiques qui, eux, n'ont jamais fait partie de la renaissance européenne. Cela annonce aussi que le capitalisme n'est pas le dernier mot de l'histoire de la créativité humaine en dépit du sous-développement concomitant à l'expérience soviétique ou peut-être grâce à lui. Du fait que l'expérience léninienne était une profonde représentation de la réalité et de la spécificité russe, du fait que cette expérience ait positivement assimilé la pensée d'Hegel, de Marx et d'Engels, elle a pu, en un laps de temps très court, se faire restituer le droit à la renaissance et aux lumières; ce fut une révolution culturelle qui a pu restructurer la société et le pouvoir dans un ordre permettant un nouveau démarrage. La révolution soviétique n'est pas une simple réforme agraire ou une nationalisation des moyens de production; il s'agit d'un nouveau modèle de civilisation rayonnant d'un nouvel espoir pour l'homme.

Les «démocraties populaires» en Europe de l'Est sont différentes de ce qui précède. Leur importance historique consiste dans le fait qu'elles ont donné au socialisme un statut international; de ce fait, le socialisme n'est plus enfermé en un seul pays. Cependant, ces démocraties populaires ne constituent pas une conquête d'une nouvelle civilisation dans l'histoire humaine.

En dépit du «passif» de l'évolution de l'expérience capitaliste occidentale depuis le siècle dernier, et en dépit du passif du modèle socialiste soviétique de l'évolution, à commencer par le stalinisme, tous les deux constituent la voie européenne pour une civilisation humaine et cela jusqu'à la fin de la seconde guerre. Les deux expé-

riences, bien que prenant deux voies contradictoires, parlent au nom de « l'homme ».

Au lendemain de la seconde guerre, deux grands événements surgirent qui eurent par la suite une profonde influence pour sauver la civilisation des conséquences de la guerre. Le premier surgit en Extrême-Orient : la Chine. Le second surgit au Moyen-Orient : l'Égypte. Ainsi, pour la première fois, l'Europe n'était plus la source d'une nouvelle action de civilisation. Les deux révolutions, chinoise et égyptienne, apportaient, dans les domaines de la politique et de l'économie, de nouveaux facteurs jamais imaginés auparavant.

Avec le mot d'ordre de Mao Tsé-toung : « Laissez éclore cent fleurs », naissait la révolution culturelle chinoise. Celle-ci s'inspirait du marxisme européen, mais elle avait aussi ses racines profondes dans le legs culturel chinois. De ce point de vue, l'on peut dire qu'il s'agit d'une révolution léniniste; mais, en dehors de la synthèse du spécifique et du général, la révolution culturelle chinoise n'a aucun rapport, ni avec Lénine ni avec le modèle soviétique. Par contre, elle est intimement liée au mode de production asiatique. Soit dit en passant, on pourrait trouver là la raison profonde de l'antagonisme sino-soviétique.

Cependant, il est un paradoxe tragique : ce modèle asiatique pionnier est retombé dans le même sentier d'erreurs parcouru auparavant par le modèle européen. La révolution culturelle débouche sur une révolution contre la culture et contre la démocratie. Elle passe outre la spécificité chinoise pour fabriquer un nouveau modèle fait de stalinisme et de trotskisme : le culte de l'individu et la permanence de la révolution internationale. Le culte de Mao ainsi que son livre rouge prit fin après sa mort. L'internationalisme est supprimé de la politique étrangère de la Chine qui, elle, soutient, sans condition aucune, toutes les contre-révolutions dans le monde depuis l'Égypte de Sadate jusqu'à l'Iran du Shah. L'entente entre la Chine et les États-Unis d'Amérique ou l'Arabie Saoudite est aujourd'hui monnaie courante. La Chine qui critiquait et critique toujours l'Union soviétique au nom de la diversité des modèles tente aujourd'hui d'imposer le sien propre.

Cependant, la révolution chinoise de 1949 reste un modèle vigilant qui éveille des millions d'hommes. Elle reste la révolution modèle pour les paysans. Elle indique le rôle que ceux-ci doivent jouer dans la nouvelle perspective mondiale après la seconde guerre.

2.

L'Égypte appartient à l'une des plus vieilles civilisations du monde, mais elle appartient aussi à un monde asiatique qui a connu la plupart des grandes civilisations de l'histoire : les civilisations assyrienne, mésopotamienne et phénicienne, ainsi que les grandes civilisations religieuses : le judaïsme, le christianisme et l'islam.

Les rapports de l'Égypte avec ces civilisations ont toujours abouti à de nouvelles synthèses. Que Moïse fût juif ou égyptien, ce dont on ne peut douter, c'est qu'il est le fondateur d'un modèle hébraïque de civilisation et qu'au moins, il a été éduqué dans la cour pharaonique. Si nous en croyons Elliot Smith et Henry Brested, le premier dans son livre *l'Évolution de la civilisation,* le second dans *l'Aube de la conscience,* nous serons amenés à admettre l'antériorité de la version égyptienne du *Cantique des cantiques,* des *Proverbes* et de la *Sagesse de Salomon.* Il ne s'agit pas là d'une antériorité isolée de l'histoire socio-culturelle, ces textes devant être insérés dans l'histoire socio-culturelle égyptienne : je veux parler de la révolution d'Akhnaton qui unifia les dieux célestes et éleva le peuple au rang de la participation. Cette antériorité doit être aussi attachée aux événements ayant eu lieu sur la frontière de l'Égypte, en Sinaï, relatés dans le livre de l'Exode.

Bien sûr, nous devons éviter la confusion du symbolique avec l'événementiel en lisant les livres anciens. Cependant, il reste que les juifs du monde ancien furent, pour un certain temps, prisonniers en Égypte, qu'ils purent, par la ruse et les finances, atteindre les plus hauts niveaux proches du pouvoir égyptien. Une certaine lutte a eu lieu entre eux et les Égyptiens. Ils finirent par quitter le pays après avoir acquis un modèle écrit de la conscience égyptienne. Cependant, le dieu unique chez Akhnaton reste plus évolué que le Yahvé hébraïque. De cette sortie, ils garderont une haine historique et un complexe d'infériorité culturelle. Ce complexe les accompagnera durant toute la Diaspora, il prendra de multiples formes de lutte; ce qui ne manquera pas, même deux mille ans plus tard, d'avoir un impact sur le relief de la région dans les temps modernes. Dans les temps anciens, la réponse de Ramsès II se dirigeant vers l'Est pour assurer la sécurité de porte orientale de l'Égypte symbolise massivement l'essence même de la lutte future; car l'Égypte, conquérant ou conquise à travers le désert du Sinaï, ne peut connaître l'indépendance à l'intérieur de la simple frontière régionale. C'est là une constante que nous retrouverons à travers les divers épisodes de l'histoire de l'Égypte.

Les relations de l'Égypte avec la Méditerranée sont différentes. Si Alexandre le Grand conquit l'Égypte, on peut enregistrer en même temps une attitude constante de l'Occident à l'égard de la région. D'Alexandre à Bonaparte, il n'y aura pas de changement fondamental dans l'attitude de l'Occident, quant à l'Égypte particulièrement, et quant à la région plus généralement. L'Égypte était et est toujours la clé stratégique de l'Est. Cependant, les deux occupations hellénique et française restent dans l'histoire de l'Égypte les deux masques les plus évolués qui cachent le visage hideux de l'occupation. Certes, la conquête est toujours la même, mais l'identité des civilisations influe sur les rapports entre conquérants et conquis. De ce fait, le contenu même peut changer quelquefois. Ainsi, avant

l'arrivée des Ptolémée en Égypte, Hérodote, Démocrite, Pythagore et Platon étaient déjà venus faire ce pèlerinage au berceau de la civilisation humaine. L'Égypte leur a beaucoup appris, à preuve la sculpture et le théâtre. Aujourd'hui, on ne conteste plus le fait que le grec ancien a laissé ses empreintes sur l'écriture hiéroglyphique, à tel point que l'alphabet copte en contient aujourd'hui sept lettres. Leur présence sur la pierre de Rosette donna à Champollion la possibilité de déchiffrer le célèbre texte. Finalement, le fruit de tout cela, ce fut l'Égypte hellénique et non pas l'Égypte, colonie grecque, à preuve l'école d'Alexandrie, la plus grande université de la sagesse dans le monde ancien. Mais il faut remarquer que, vue sous un certain angle, l'Égypte hellénique était une période égyptienne dans l'histoire après la chute de l'État égyptien. Bonaparte, comme Alexandre, venait d'un climat de renaissance vers une Égypte décadente. Avant l'expédition française, l'Égypte était soumise au joug turco-mamelouk mais l'expédition, avec ses savants et son imprimerie ainsi que le libéralisme français, constitua, en dépit du fait colonial, un choc bénéfique. Parmi les conséquences de ce choc, nous pourrons citer l'éveil de l'Égypte moderne se préparant à la première *Nahda* de Muhammed Ali et de Tahtawi. Durant les trois années d'occupation, les Français ont fait connaître aux Égyptiens les fondements généraux de l'État moderne; ils découvrirent les anciennes langues de l'Égypte et ils réalisèrent cette œuvre historique qu'est la description de l'Égypte. Ce sont là les principaux noyaux du passage vers la civilisation moderne dont les bases furent jetées par Muhammed Ali avec l'indépendance de l'Égypte, l'établissement de l'État moderne et l'action menée par son fils Ibrahim vers l'Est, c'est-à-dire vers les dernières régions parlant l'arabe. Le code Napoléon, la constitution et la culture française sont aujourd'hui les seules traces qui persistent en dépit du passage très court de la France en Égypte et l'on pourrait dire qu'il y a beaucoup de similitudes entre la Grèce ancienne, phare de l'Antiquité, et la France de la Révolution aux temps modernes. La forme des rapports de l'Égypte avec ces deux centres de rayonnement indique aussi l'identité de la civilisation égyptienne et la manière dont évolue son histoire moderne.

Ce ne fut pas la même chose pour l'Égypte sous l'occupation romaine ou britannique. Le calendrier copte commence par l'année des martyrs. L'empereur romain, sous prétexte de résister à la nouvelle religion, le christianisme, tua 400 000 Égyptiens. Lorsque Constantin prit la décision politique de se convertir au christianisme, l'Égypte égyptiannisa son christianisme orthodoxe pour rester indépendante de l'Église de Rome. L'Égypte copte mena une lutte acharnée contre le Saint Empire romain. Elle fut sauvée par la conquête musulmane qui lui rendit l'indépendance et lui permit d'entamer le processus de sa troisième renaissance après les deux précédentes, l'hellénistique et la chrétienne.

L'ouverture culturelle et l'indépendance nationale restent les

facteurs dominants de toute l'évolution culturelle égyptienne faisant face à une invasion étrangère, à la tyrannie intérieure ou à un quant-à-soi régional. L'Égypte reçut le christianisme comme une nouvelle vision des origines égyptiennes. La visite de l'enfant Jésus et de sa mère, selon l'Évangile, ne diffère pas fondamentalement de la visite de Moïse à travers le Nil, selon l'Ancien Testament. Tous les deux symbolisent la paternité qu'exerce l'Égypte ancienne sur les deux plus grandes doctrines spirituelles dans l'histoire de l'humanité. Cependant, il est une différence fondamentale : les juifs sont entrés en Égypte et en sont sortis sans que la vallée du Nil se convertît au judaïsme; alors que Jésus et sa mère, rentrant tout seuls, donnèrent l'Égypte chrétienne; celle-ci se remémorait la tragédie du dieu de la fertilité Osiris. Comme si, à travers le christianisme, l'Égypte faisait ressurgir du fond du passé le monothéisme d'Akhenaton et la trinité Isis-Osiris-Horus.

Le christianisme fut pour les Égyptiens une arme pour lutter contre Rome. Son indépendance doctrinale représentait l'indépendance de l'Égypte par rapport à Rome. C'est ce qui donna à l'Église copte, depuis sa naissance, son caractère de lutte nationale contre la répression et l'invasion étrangère. L'idée même des couvents du désert est une invention qui s'inscrit dans l'esprit de la résistance et dans la volonté de sauver le savoir.

L'occupation britannique, comme l'Empire romain, sous un certain angle, diffèrent de l'expédition française et de l'Égypte hellénique. Tous les deux n'ont laissé aucune trace en Égypte, exception faite de l'année des Martyrs et du théâtre romain d'Alexandrie où on s'amusait à voir les fidèles massacrés par les fauves.

Mais il faut, en fin de compte, considérer les deux faces de la médaille : l'Occident de la culture, hellénique ou française, ainsi que l'Occident de l'obscurantisme romain ou anglais représentent une vision stratégique identique quant à la position stratégique de l'Égypte. Il s'agit de s'approprier l'Égypte, clé principale de toute la région. Pour ce faire, il faut surtout l'empêcher de réaliser son indépendance nationale possible par une alliance avec tout ce qui l'entoure, du Machreq au Maghreb. Dans les temps modernes, cette indépendance se réalisa par deux reprises : la première, au XIX[e] siècle, grâce à Mohammed Ali et son fils Ibrahim Pacha, en ce qu'on a appelé l'empire arabe; la seconde, ce fut au cours de la deuxième partie du XX[e] siècle, grâce à Nasser, en ce que l'on a appelé le nationalisme arabe et l'union.

Mais alors que la chute de l'État de Mohammed Ali soulignait certains invariants dans l'histoire socio-culturelle de l'Égypte, la période nassérienne de la *Nahda,* elle, apporta certaines variables dans l'histoire économique et politique de la région.

3.

Les invariants s'ajoutent aux variables. Ils les modifient mais ne les suppriment jamais. Les invariants fondamentaux de l'Égypte se saisissent à travers la géo-politique de l'Égypte : une civilisation agraire stable, unité de la vallée du Nil réalisée par Menès, un État central, contrôlant l'irrigation, pouvoir du dieu-roi, ouverture culturelle sur le monde par la conquête et la contre-conquête, l'égyptiannisation de toutes les civilisations venant de l'extérieur, prolongement géograhique à l'extérieur des frontières régionales avec la renaissance, recroquevillement avec la défaite ou la décadence, révolution dépassant la simple générosité locale et, enfin, souci constant face à l'Est à travers le Sinaï. Ce souci n'a jamais disparu, ni même après la disparition des juifs. A cela il faut ajouter le souci éprouvé face à l'Occident, souci qui n'a jamais disparu en dépit de la chute de l'Empire romain et de l'échec de l'expédition française. L'Égypte, lorsqu'elle était convoitée par plusieurs, assistait au spectacle des rivaux se liquidant les uns les autres. Ces invariants sont inséparables des soulèvements populaires menés sous les symboles religieux de l'unité nationale (Al Azhar et l'Église copte).

Avec Mohammed Ali et Ibrahim Pacha, de nouveaux invariants vont se cristalliser : la modernisation dans le sens de la technologie moderne, l'arabisation dans une dimension impériale, le militarisme dans le sens d'une assimilation de l'ordre de l'armée avec celui de la société. En même temps, l'État procède à la réforme agraire et possède la terre. Il procède à un vaste mouvement d'éducation pour se munir des cadres nécessaires à l'appareil bureaucratique d'un système autocratique. Le clergé égyptien est éliminé du pouvoir. En même temps, il procède à des manœuvres très délicates visant à établir un équilibre dans ses rapports avec l'Orient et l'Occident. A travers la marche de la renaissance à la décadence, nous pouvons nous rendre compte du hiatus existant entre la modernisation de la pensée, de l'État et de la société et le pouvoir autocratique. A titre d'exemple, l'héritage français apporté par Tahtawi n'a rien à voir ni avec Mohammed Ali ni non plus avec la société qui, elle, n'avait pas encore donné naissance à sa bourgeoisie car, ce que cherchait le gouverneur, c'était tout simplement une modernisation des moyens de production tout en refusant les rapports de production intimement liés au phénomène de modernisation. Ce qui était recherché, c'était tout simplement une force permettant de garantir l'indépendance de l'Égypte avant même de créer cette indépendance à l'intérieur du pays. C'est pourquoi la chute de Mohammed Ali entraîne la chute de la pensée de Tahtawi. Car, à l'origine, il y a un dilemme entre la pensée moderne et l'État moderne. L'on peut donc dire que les raisons de l'échec de la première tentative de modernisation étaient inhérentes à la tentative elle-même. Un demi-siècle plus tard, lorsque le général Ahmed Orabi tenta d'extraire ce mal inhérent,

l'Occident trancha dans ses propres contradictions par l'occupation britannique en 1882.

La révolution de Orabi, en dépit de sa défaite, a donné naissance aux classes sociales égyptiennes. La société égyptienne moderne put avoir une consistance nette par la naissance de l'aristocratie de la terre, de la bourgeoisie du marché et même des fonctionnaires intellectuels, étudiants et artisans, c'est-à-dire les composantes principales de ce que l'on a appelé plus tard la petite bourgeoisie. Grâce à cette nouvelle formation de la société, la deuxième renaissance a pu voir le jour, celle de Mohammed Abduh, Mahmud Sami, Al-Barudi et Abdallah Al Nadim. Il n'y avait plus d'écart entre la culture et la révolution. Les ulemas n'avaient plus le même rôle qu'ils avaient par le passé. Les intellectuels avaient un nouveau rôle à jouer dans la direction de la révolution. Ils ouvraient la porte à une synthèse du legs historique et des temps modernes. Et comme la bourgeoisie égyptienne est née dans la lutte contre le colonialisme et la tyrannie intérieure, l'évacuation, la constitution ainsi que le contrat social avec le gouverneur devenaient les moyens de l'évolution, et, justement à cause de ces conditions qui ont accompagné sa naissance, la bourgeoisie égyptienne souffrira dès le départ du mal de ces applications sur la révolution et la contre-révolution dans le cadre des rapports de production et des appareils du pouvoir.

La révolution de 1919 n'ajoute rien aux invariants fondés sur la révolution de Orabi. Les intellectuels acquièrent un rôle important et l'avant-garde militaire, sous l'occupation, fait défaut. La révolution se casse avec le traité de 1936 et cette brisure se consacre avec le 4 février 1942 lorsque le Wahfd revient au pouvoir gardé par les chars britanniques. Ainsi, entre 1919 et 1952, le libéralisme égyptien disparaît. Cependant, la couche de la petite bourgeoisie ne cesse de croître entre les deux guerres. La classe ouvrière connaît une évolution relative. Les intérêts du capitalisme national se précisent. L'évolution du rôle des intellectuels atteint ce degré d'importance qui lui est connu dans les années quarante. La carte des classes sociales exprime à cette époque une contradiction radicale dans l'ensemble du régime. Celui-ci était pratiquement déchu avant de s'écrouler en 1952. Des invariants de cette période on relèvera en particulier l'union entre ouvriers et intellectuels, l'absence relative du rôle des paysans et la prédominance du rôle de la ville. On relèvera aussi l'évolution de la gauche et de l'extrême droite. Mais alors que la droite était bien organisée, la gauche, elle, était victime d'une fragmentation due à des raisons subjectives et à des facteurs extérieurs parmi lesquels nous pourrons citer l'empreinte de la mentalité de la petite bourgeoisie. Il est révélateur à ce propos que le premier coup subi par le premier parti communiste égyptien fût dirigé par Saad Zaghlul en 1924. Les intellectuels, eux, étaient à l'origine de l'évolution d'une conscience de gauche, mais ils furent aussi l'origine du manque d'organisation révolutionnaire unie et de la distance par

rapport à la campagne. C'est pourquoi la rue égyptienne devint elle-même la gauche. Celle-ci, même dépourvue des éléments fondamentaux de l'organisation, est aujourd'hui capable de dépasser l'échec objectif du régime et l'absence de l'alternative à la fois. Du fait de ce manque d'organisation, il était normal que l'institution militaire récupérât son rôle d'avant-garde dans le processus de changement. C'est ce qui advint soixante-dix ans après la révolution de Orabi lorsque Nasser prit le pouvoir en 1952. Mais nous retiendrons surtout à travers tous ces événements le fait que la démocratie a toujours soutenu les tendances les plus progressistes avec la faveur des classes populaires et grâce à leur révolution culturelle. Face à un tel courant, la monarchie alliée de l'occupation britannique ne pouvait que recourir au sabotage en brûlant la ville du Caire le 26 janvier 1956, mais ceci ne dura pas plus de six mois.

Durant cette période, la variable la plus importante fut celle de l'échec des Arabes en Palestine et de la naissance de l'entité sioniste sous forme d'État consacrant ainsi les deux plus grands dangers pour l'Égypte : l'Occident de Rome, des croisades, du colonialisme et les juifs avec leur haine historique qui remonte à plus de deux mille ans. Brider l'Égypte, la séparer de sa sphère naturelle constitue ce double but de l'entente, unique, entre l'Occident et le sionisme. On parle beaucoup de l'évolution du capitalisme international et de ses rapports avec le sionisme d'un côté avec le pétrole et la navigation au Moyen-Orient d'un autre côté. Cela est vrai, mais la racine du problème réside dans la contre-révolution internationale. Du fait de la fin des empires après la seconde guerre, l'entité sioniste devait prendre momentanément la place de l'Europe dans la région.

Subitement, la bourgeoisie égyptienne se rendit compte du danger, c'est pourquoi Le Caire devint le siège de la Ligue des États arabes. Le roi Farouk envoya son armée en Palestine. On a beaucoup parlé du rôle de la Grande-Bretagne dans la fondation de la Ligue des États arabes. On a beaucoup parlé du «scandale des armes» dans la guerre de Palestine. Tout cela est vrai, mais le symbole le plus significatif réside dans le fait que l'Égypte monarchique alliée au colonialisme britannique prit conscience du danger qui la menaçait à l'Est : en Palestine, non moins significatif est le fait que l'Égypte, avant même d'obtenir sa propre indépendance, devint un centre unificateur arabe au moment même où l'indépendance démarrait dans le Machreq, en Syrie et au Liban.

4.

Il faudra du temps pour que l'histoire mette à sa juste place la révolution égyptienne en dépit de ses facteurs négatifs. Pour l'Occident, et pour son extension sioniste, elle incarne la possibilité de la réalisation d'un cauchemar historique. Mais, sur une moindre échelle, elle incarne, aussi bien pour les Égyptiens que pour les

Arabes, la possibilité de la réalisation d'un rêve historique. Les dix-huit ans de la révolution égyptienne n'indiquent qu'une seule chose, la possibilité, aussi bien pour l'Égypte que pour les Arabes, de la réalisation d'un modèle spécifique de développement ayant pour base un legs culturel n'ayant aucun rapport avec les richesse énergétiques, pour faire le lien avec le courant d'une civilisation moderne.

L'Occident, ainsi que son extension sioniste au Moyen-Orient, comprirent le sens de la révolution égyptienne de 1952. Ceux qui furent aveuglés par l'apparat militaire des jeunes officiers n'ont pas saisi le mouvement de Orabi; ils ne donnèrent de l'importance qu'aux putschs syriens au Machreq et aux aventures militaires en Amérique latine. De ce fait, ils sont en retard pour comprendre ce qui bougeait sous la surface de ces régions. La même erreur fut commise par ceux qui accordèrent beaucoup d'importance au changement des pouvoirs et aux législations concernant le domaine économique. Tous ont oublié de prendre en considération les invariants et les variables égyptiens, arabes et internationaux.

C'est à cause de ces carences qu'un néo-colonialisme, celui des États-Unis, tenta de cueillir les fruits de l'ancien colonialisme en voulant implanter un projet Eisenhower en 1957 et un prétendu pacte de Bagdad qui ne manqua pas de s'écrouler le 14 juillet 1958 avec le régime de Nouri El Saïd.

La révolution égyptienne, du point de vue occidental, est venue non pas pour mettre en application les six principes déclarés par les officiers mais pour changer radicalement la marche de la région ainsi que les rapports de force internationaux. Quatre ans plus tard, elle n'était plus la révolution de l'Égypte mais la révolution arabe, la révolution de l'Afrique; elle devenait un modèle pionnier de ce que l'on a appelé plus tard le Tiers monde.

Elle n'est pas seulement la somme des invariants et des variables constituant la spécificité égyptienne, mais elle fut un mouvement historique où le traditionnel surgissait à la surface du moderne, ceux qui ne l'ont pas connue au moment convenable commirent l'erreur de ne voir que l'uniforme des officiers. Ils méconnurent ainsi le rôle pionnier de l'institution militaire nationale dans l'histoire égyptienne; mais ils oubliaient aussi l'impuissance du front national démocratique à disposer d'une formation cohérente. Ils ne virent dans la diversité des tendances des officiers que la simple formation d'une bande.

La réalité c'est que le volume de la révolution était plus grand que sa direction. Son rôle était plus grand que sa pensée. Le décalage tragique entre les disponibilités culturelles et la pratique effective est une illustration du chemin parcouru par la révolution pour déboucher sur la contre-révolution.

La révolution, consciemment ou non, a hérité des invariants et des variables formulés par la géo-politique. Elle a reconstitué l'État de Mohammed Ali. Elle refit ainsi une Égypte moderne et arabe, jouissant d'une puissance militaire. Elle essaya de trouver une brèche

dans la balance internationale pour aller plus loin. Elle essaya de réduire l'écart entre culture et révolution, tentative qui ne parvint pas au stade de l'union de la culture avec la révolution. Elle réalisa l'indépendance, elle institua la constitution sans résoudre le problème de la démocratie et sans mettre fin à l'interférence entre les forces de la révolution et celles de la contre-révolution. C'est en lui faisant face qu'ouvriers et étudiants connurent leur union en 1968, lors de sa chute objective à la suite de la défaite de 1967. Si, imitant à la fois Saad Zaghlul et ses ennemis en frappant les forces de la gauche, elle a tout de même mis fin au rôle de l'institution religieuse dans la direction du processus du changement; si elle a mis fin au libéralisme boiteux du régime précédent, elle a implanté un autre équilibre qui, en l'absence d'une formule démocratique, a garanti un minimum de justice sociale aux ouvriers, aux paysans et aux soldats. Elle fut très généreuse pour la classe moyenne, la petite bourgeoisie, au volume assez important.

Elle fit face aux deux défis, occidental et sioniste. C'est là qu'elle prend ses véritables dimensions lorsqu'elle fit passer l'Égypte du rang de simple colonie sous-développée en Afrique et au Moyen-Orient, à celui de modèle de renaissance dans un nouveau monde possible. Tout cela constituait des menaces contre la stratégie de l'impérialisme et du sionisme. Il faut ajouter le soutien qu'elle apporta à la révolution du Yémen et à celle de l'Algérie. Songeons que c'est durant cette marche que le Soudan, le Koweit, le Yémen du Sud et le Golfe obtinrent leur indépendance. La révolution nassérienne devenait une base solide menaçant un système international. Ce n'est donc pas un hasard si la séparation de la Syrie vint au même moment que les décisions de 1961 concernant le développement basé sur le capitalisme d'État qui, lui, devait prendre la place du secteur privé fuyant les charges du développement. Ce n'est pas un hasard non plus si la guerre du Yémen a duré jusqu'à la veille de la guerre de 1967. Le facteur international a joué un rôle décisif dans la chute de Nasser et de son modèle adopté par Nkruma au Ghana et par Soekarno en Indonésie. Le Tiers monde commençait à constituer une force menaçant l'équilibre international. Ce n'est pas Nasser lui-même ou son expérience qui étaient visés, mais ce furent les perspectives de succès de cette révolution. Le nassérisme a ouvert la porte à l'espoir; cet espoir, il fallait l'étouffer, avant qu'il devienne une réalité. La force de la contre-révolution fut proportionnelle à la dimension de l'espoir. Il fallait liquider le legs historique de cette révolution, il fallait aussi lui boucher son horizon possible. Ce ne fut donc pas une expérience nassérienne qui fut seulement visée, mais ce sont aussi Mohammed Ali, Ibrahim Pacha, Ahmed Orabi, Mustapha Kamel, Mohammed Saïd, Saad Zaghlul, Mustapha An-Nahhas et Gamal Abd El Nasser. La contre-révolution assimilait le legs de Abbas I^er^, de Saïd, de Tewfiq et de tous les tyrans de Zewar à Ismaïl Sidqi en passant par Mohammed Mahmoud. En fait, l'actuelle

contre-révolution en Égypte n'est pas un simple maillon dans la chaîne de la contre-révolution dans l'histoire égyptienne. Elle est le reflet local fidèle de la contre-révolution internationale. Elle ne vise pas à déraciner le nassérisme, mais elle vise à mettre fin à l'existence de l'idée même de la révolution. Si le nassérisme n'était qu'une révolution et non pas la révolution, elle dénotait tout de même les indices de la révolution arabe, synthèse de l'indépendance nationale, de la libération et du progrès social. La vertu de Nasser consiste dans le fait qu'il a découvert le rapport organique de cette trilogie. Son défaut consiste dans le fait qu'il n'a ni désiré ni pu aller jusqu'au bout de sa découverte. Il fut vaincu par le dragon de l'intérieur et achevé par celui de l'extérieur.

La création d'une grande nation arabe s'étendant de l'Atlantique au Golfe est impossible en notre temps sans une nouvelle répartition des richesses et sans de nouveaux rapports dans les structures de la production. Cela implique qu'elle sera forcément une nation socialiste d'une façon ou d'une autre. Les nationalisations successives des richesses nationales, du canal de Suez au pétrole, étaient un signe incontestable.

De même, il est impossible de créer une nation arabe même à travers des unités régionales diverses sans une nouvelle formulation des structures sociales et culturelles, ce qui implique qu'elle sera démocratique et laïque d'une façon ou d'une autre; cette possibilité ne peut que mettre en péril l'entité sioniste.

La création d'une nation arabe héritière des plus vieilles traditions de la renaissance implique un potentiel de générosité. Son christianisme oriental, son islam éclairé ainsi que son potentiel scientifique éparpillé aujourd'hui dans le monde impliquent que ce modèle de civilisation n'imposera pas seulement la diversité des modèles mais il sera un modèle pionnier pour un espace plus grand que celui qui englobe aujourd'hui les 140 millions d'Arabes.

Pour toutes ces raisons, le spectre de cette nation est un cauchemar dans la mémoire de l'Occident et une blessure pour le sionisme.

Parce que l'Égypte reste la clé de la *Nahda* et de la décadence de cette nation, elle reste toujours l'objectif à détruire par le dragon de l'extérieur. Pour ce faire, celui-ci impose à toute la région une nouvelle donnée : la prépondérance du rôle du facteur international dans le mouvement national et régional. Ces rapports avec le « dragon de l'intérieur » deviennent de plus en plus organiques.

Que voulons-nous dire par dragon ?

Il ne s'agit pas seulement de ce que l'on a appelé la nouvelle classe; il s'agit plutôt de ce climat général créé par le pouvoir autocratique aux niveaux économique, social, politique et culturel. C'est aussi cette interférence constante entre les forces de la révolution et celles de la contre-révolution aux différents niveaux, qui creusa le chemin vers l'union avec les deux ennemis historiques. Cependant,

l'alliance des éléments de la contre-révolution de l'intérieur avec ceux de la contre-révolution de l'extérieur ne passe pas à travers les canaux de la spécificité sociale égyptienne. C'est pourquoi elle constitue une exception condamnée à la disparition.

Quelles que soient les contradictions de ce modèle de civilisation avec celui de l'Occident, il n'en constitue pas moins une nouvelle contribution à la paix mondiale torturée aujourd'hui par les phénomènes de polarisation, terrorisée par l'équilibre très délicat de la menace atomique tout en glissant vers les phénomènes de consommation. Ce nouveau modèle a jeté les bases d'un rapprochement possible entre le monde évolué et celui qui est en cours de développement pour mieux installer la paix humaine.

En tentant de mettre fin à l'existence de ce modèle, la contre-révolution a aggravé l'inquiétude, les souffrances et les contradictions de ce monde. Par le succès de la contre-révolution en Égypte, le monde entier revient aux victoires de l'entre deux guerres. La boulimie industrielle occidentale dévore les sous-développés et l'écart entre le monde évolué et le monde sous-développé ne cesse de s'accentuer. Le monde occidental, abstraction faire de tout parti pris idéologique ou économique, devrait reconsidérer l'avenir sous une lumière d'espoir et de civilisation. Il devra donc prendre en considération le fait que la contre-révolution en Égypte ne constitue pas une permanence. Compter avec elle constitue une erreur historique à l'égard des générations occidentales futures, erreur qui n'est pas moins grave que l'impact laissé par les croisades dans l'esprit des Arabes. L'Occident qui pourra regarder « un peu plus loin que le bout de son nez » se trouvera forcément aux antipodes de la contre-révolution en Égypte. S'il la soutient, il trahit et son legs culturel et son avenir.

Pour les Arabes, il n'y a pas de sacrifice égyptien. Les quatre dernières guerres ainsi que toutes les autres qui ont eu lieu durant les trente derniers siècles, concernaient l'Égypte avant et après tout. L'appartenance arabe de l'Égypte moderne n'est pas une doctrine métaphysique mais un mouvement historique résumant la sécurité stratégique, le développement et la culture. Le fait que l'Égypte dirige le monde arabe ne constitue pas une concession faite par les Arabes, mais il s'agit plutôt d'une action en fonction du poids social et culturel de l'Égypte. Il n'est nullement exact que ce centre que représente l'Égypte puisse se déplacer. La contre-révolution en Égypte n'a jamais été dans l'intérêt des Arabes, quels que furent leurs partis pris idéologiques ou économiques. De ce fait, les progressistes arabes devraient se rendre compte qu'ils ne sont pas loin du champ de tir de la contre-révolution égyptienne; celle-ci peut les toucher d'une façon ou d'une autre. Si certains parmi eux ont cru que l'occupation sioniste de la Palestine d'abord, du Sinaï et du Golan ensuite ne les concernait pas, ils doivent aujourd'hui, avant qu'il ne soit trop tard, comprendre que la contre-révolution à l'intérieur de

l'Egypte se situe aussi à l'intérieur de leurs propres frontières.

Les conservateurs arabes doivent prendre conscience que les privilèges qui leur ont été fournis par la contre-révolution en Égypte ne peuvent se mesurer à ce qui peut être engendré pour le futur. Le pétrole dont le prix a augmenté grâce à la guerre n'aura pas la même importance au temps du prix factice. Il n'est pas étonnant, dans ce contexte, que le rôle important de l'Arabie Saoudite ait pris fin avec la visite du président égyptien en Israël. Cette expression politique très humble s'attache, dans une proche perspective, à des conséquences moins humbles dans le domaine économique. Car l'alliance entre le capitalisme sioniste et le capitalisme parasitaire égyptien représente le levier d'une direction économique et militaire au Moyen-Orient et en Afrique. Les puissances conservatrices arabes ne sont pas dans ce cas dépendantes de la stratégie américaine, mais elles seront soumises à la volonté du gendarme israélo-égyptien. A cela, il faut ajouter que la longévité de la contre-révolution en Égypte n'est pas une garantie de celle du pétrole. Certes, les conservateurs arabes sont inséparables de la contre-révolution en Égypte. Cependant,, ces mêmes conservateurs peuvent être, eux aussi, menacés par une contre-révolution mondiale. Car, en fin de compte, ils sont des Arabes, qu'ils soient à droite, au centre ou à gauche.

En fait, la nation arabe toute entière est aujourd'hui invitée, dans cette lutte pour l'existence et pour l'avenir, non pas à entrer en guerre contre Israël, mais à soutenir inconditionnellement l'action dirigée contre la contre-révolution en Égypte, avant que celle-ci ne soit un fait établi sur la carte stratégique de la région, et avant qu'elle ne soit internationalement consacrée.

5.

Mais la tâche qui consiste à mettre en échec cette contre-révolution incombe directement à la révolution égyptienne.

Cette révolution n'aura pas seulement à assimiler les invariants et les variables de la Nahda dans l'histoire égyptienne, elle aura aussi à assimiler invariants et variables de la décadence.

Parmi les premiers invariants de la décadence, nous citerons les longueurs des périodes obscurantistes. Souvenons-nous que quarante ans séparent la fin de l'État de Mohamed Ali de la révolution de Orabi; trente-huit ans séparent la défaite de celle-ci de la révolution de 1919 et qu'entre le traité de 1936 et la révolution de 1952, seize ans s'écoulèrent. Cela veut dire que le rythme de progression s'accélère d'une période à l'autre. Ce phénomène n'est certes pas étranger à la révolution des moyens de communication que le le monde connaît depuis le lendemain de la seconde guerre. Et si la révolution en suspens des 18 et 19 janvier 1977 ne manquait pas d'organisation, de direction et d'analyse pertinente, elle aurait certes

mis en échec la contre-révolution, six ans seulement après sa naissance.

Parmi les invariants de la contre-révolution, nous citerons aussi l'échec objectif du régime et l'absence d'une alternative en même temps. Les conséquences négatives de cela résident dans l'affaiblissement de la conscience populaire par des soulèvements spontanés de très courte durée et dans des aventures de sabotage; ce qui conduit les masses populaires au désespoir.

Parmi les invariants de la décadence, nous citerons en troisième lieu la fragmentation des rangs de la révolution, alors que l'alliance au sein des forces de la contre-révolution ne cesse de se consolider. C'est pourquoi le dialogue démocratique, ainsi que l'alliance d'un front très large, constituent le seul climat possible pour la création d'un minimum d'unité nationale organisée, capable de prendre le pouvoir. Nous citerons enfin parmi les invariants de la décadence l'interférence de la révolution et de la contre-révolution, laquelle n'est pas seulement à l'avantage de la seconde. Car la *Nahda,* elle-même, est inhérente au cœur de la décadence. La grande œuvre de Ali Mubarak, les *Plans tewfiquiens,* ont été réalisés à l'époque de la chute de Mohammed Ali. La création de l'Opéra égyptien, ainsi que l'arrivée de l'armée égyptienne au Soudan, ont été réalisés à l'époque du Khédive Ismaïl. Les nouvelles formes de la littérature égyptienne, à commencer par le roman, naquirent à l'ombre de la défaite de Orabi.

Les prémices de la quatrième renaissance se sont fait sentir au cours des années quarante de ce siècle, c'est-à-dire juste après le traité de 1936, et durant les années de guerre. La génération nassérienne a donné ses meilleurs fruits dans le domaine de la pensée au cours des dix dernières années. Les soulèvements des ouvriers, des étudiants et des intellectuels entre 1968 et 1977 constituent des réponses fracassantes contre la défaite et l'échec sous Nasser et Sadate. En même temps, le mouvement populaire trouvait de nouveaux moyens de riposter aux décisions du pouvoir : comités nationaux, journaux muraux, communes ouvrières, autogestion des usines, création du parti du rassemblement, action créatrice des intellectuels dans l'exil secouant le régime ainsi que sa réputation. En réalité, la décadence d'un régime ne signifie pas la décadence de l'Égypte. Elle signifie seulement que la renaissance est en état de latence. Aujourd'hui, nous nous trouvons au seuil de la sixième renaissance dans l'histoire de l'Égypte moderne qui remonte à deux cents ans environ.

Il s'agit aussi d'une renaissance assimilant les variables de la décadence comme elle en a assimilé les invariants. La première de ces variables consiste dans le fait que la révolution égyptienne ne pourra mettre fin à l'interférence des forces de la révolution avec celles de la contre-révolution, qu'en dépassant le trop général, le trop confus mot d'ordre : « Réalisation des tâches de la révolution nationale démocratique », entendez la révolution bourgeoise. Le temps a

fait son action sur cette bourgeoisie et sur la société égyptienne dans son ensemble. La question «une ou deux révolutions?» qui avait déchiré la gauche n'est plus d'actualité, car la révolution dont il s'agit, pour la masse populaire, est la révolution culturelle totale; celle qui pourrait réaliser la promesse de Orabi et le rêve de Nasser. Il ne s'agit pas d'un simple transfert de pouvoir. Il s'agit du passage de la société à un nouveau modèle réalisable. Il s'agit dans cette révolution de combler l'écart séparant la révolution de la contre-révolution, le contenu spirituel de la révolution de la réalité du peuple. Il s'agit de trancher définitivement en faveur de la laïcité et de détruire le dernier bastion du pouvoir autocratique, pour réaliser la démocratie du développement et de la libération.

Il s'agit d'un modèle capable de résoudre le faux problème opposant la démocratie à la transformation sociale. Dans ce modèle, le dialogue se fera entre les superstructures et l'infrastructure. La question que l'on se posait par le passé : quelle tâche pour quelle classe? n'occupera plus l'avant-scène. On ne se demandera plus quelle classe dirigera telle ou telle étape. La vérité indéniable consiste dans le fait que le sous-développement et l'absence des traditions démocratiques ont laissé leur empreinte sur toutes les classes et sur toutes les tendances de la pensée, la conséquence en fut que la bourgeoisie a aliéné l'indépendance du capital, la classe ouvrière, de son côté, a pendant très longtemps négligé la nécessité d'une organisation politique indépendante. Quant aux paysans, eux, ils furent complètement ignorés, les intellectuels de leur côté furent des émigrants dans leur propre pays. Les forces armées sont restées loin de la politique. Cependant, le mot d'ordre «la révolution nationale et démocratique» restera valable, mais il devra signifier aussi un nationalisme arabe. La libéralisation du marché s'accompagnera de la libération de la terre. La démocratie ne sera pas un équivalent libéral du «laissez faire, laissez passer», ni l'équivalent socialiste du principe «la démocratie de qui contre la dictature de qui». La nouvelle démocratie se fera sienne l'ensemble des moyens de la liberté et de ses manifestations vers le progrès et la civilisation. Le socialisme en sera le premier article à l'ordre du jour. En d'autres termes, le socialisme ne sera pas une théorie de classe en matière d'économie mais une théorie de progrès pour l'ensemble du peuple et pour l'établissement d'une nouvelle société. Les dettes contractées par l'Égypte depuis le Khédive Ismaïl jusqu'à Sadate ont prouvé qu'elles ne peuvent apporter aucune solution économique à la crise égyptienne et que cette solution ne peut venir que de l'intérieur, par une nouvelle et radicale répartition de la richesse. Il n'y a pas de richesse nationale sans production nationale. De ce fait, le socialisme de la révolution culturelle totale arrachera à la racine tous les obstacles à la production et au développement en commençant par les fondements du système parasitaire économique, et en finissant par la liquidation de la société de consommation sous-développée. Elle mettra fin à

l'esclavage social dans la terre, dans l'usine et dans les services : de ce point de vue, ce socialisme est proche, dans son contenu économique de l'utilisation des moyens de la révolution chinoise. Cette grande quantité de paysans se transformera en une qualité productive, la terre ne sera pas trop chargée. Le chômage gigantesque, la faim, le crime et l'émigration, tout cela pourra se transformer en une richesse humaine non négligeable. Il est impossible de réaliser cette transformation, vu les ressources limitées, sans procéder à une nouvelle formulation de la propriété sociale d'une manière qui dépasse profondément celle qui a été pratiquée par Mohammed Ali et Nasser à la fois. Une répartition de la possibilité des ressources limitées sur une population en développement constant exige une créativité révolutionnaire plus radicale que tous les modèles qui ont existé jusqu'à présent. Une telle action radicale aussi grande et profonde imposera une créativité démocratique ayant les mêmes dimensions, sinon la seule alternative sera un État policier répétant le même drame au nom du socialisme. La créativité démocratique constitue le défi historique au seuil de la prochaine révolution culturelle en Égypte. Ce défi réside dans la manière de donner corps à ce socialisme démocratique de sorte qu'il ne soit pas uniquement économique ou social; il s'agira de la démocratie de la création et de l'initiative au niveau de l'individu et de la communauté... Une démocratie de la pensée et de l'action. Cette formule surgira du fond des forces révolutionnaires et de leur mouvement historique. Dans cette perspective, il n'est guère plus utile de recourir aux définitions classiques de la notion du front et des contrôles de ses actions que l'on connaît dans le modèle occidental, socialiste ou capitaliste. La spontanéité des soulèvements populaires précédant la création des comités nationaux au sein des universités, les communes ouvrières à Mehalla, Al Kubra et Kafr Ad-Dawwar, l'autogestion pratiquée dans les usines de Hélouan et de Choubra Al-Khayma, ainsi que les expériences avortées des systèmes des coopératives auront à faire évoluer le rapport entre le centralisme du pouvoir et la décentralisation de la production; cela permettra de reconstituer le corps de l'État en fonction des besoins de la société et des initiatives du peuple et non pas en fonction des contingences de la forme géographique ou de la tradition historique. A titre d'exemple, il est impossible que les paysans constituent plus de 60 % de la population égyptienne alors qu'un abîme sépare la campagne de la ville en matière de structure culturelle et sociale. Il est illogique qu'étudiants et intellectuels prennent l'initiative de l'action politique directe au nom d'autres classes sociales, alors que, jour après jour, l'écart se réduit entre le travail intellectuel et le travail manuel. Les intellectuels en Égypte ne sont pas en marge des classes sociales. Ils sont l'appareil non démocratique du développement, je veux dire qu'ils ont un rôle exceptionnel dans la structure même de la production. C'est pourquoi le nouveau bloc historique, si nous empruntons l'expression de

Gramsci d'abord, et de Garaudy ensuite, sont en Égypte cette force très vive constituée d'une majorité rurale de l'unité ouvrière et estudiantine et du rôle exceptionnel des pionniers, des intellectuels et de l'armée.

Les forces armées égyptiennes joueront un rôle exceptionnel dans la révolution culturelle totale mais d'une manière qui diffère de celui qu'elles ont joué en 1952. Ce rôle sera plus proche de celui qu'elles ont joué au cours de la révolution de Orabi (1881-1882), tout en prenant en considération les changements survenus depuis un siècle. Elles auront pour tâche principale la libération de la terre qui dépasse le Sinaï vers l'est. Ce n'est pas là une tâche purement militaire mais il s'agit du développement de la conscience nationale, de sorte que la dimension nationale arabe soit aussi prise en considération face aux conséquences de la contre-révolution. Le Sinaï n'était pas occupé en 1948 lorsque l'armée égyptienne s'était dirigée vers la Palestine. Les trente dernières années affirment le sens stratégique de cette direction prise par l'armée égyptienne même après l'occupation du Sinaï en 1967, même après l'évacuation par les forces israéliennes et sa démilitarisation en 1978. La guerre hors des frontières régionales sera l'heure «H» de la révolution culturelle accomplie à l'intérieur des frontières. La réalisation stratégique des forces armées ne consistera pas à prendre le pouvoir mais elle sera la représentation militaire de la dimension nationale car le nationalisme égyptien s'élargira pour contenir le moindre pouce de la terre arabe. C'est à ce moment que le nationalisme égyptien s'appellera le nationalisme arabe. Les forces armées égyptiennes constitueront l'avant-garde de la révolution culturelle par la réalisation de la tâche nationale. Les masses populaires seront elles-mêmes la révolution au moment où sera comblé le vide actuel créé par la déchéance du régime et l'absence de l'alternative. Ce sont ces masses qui feront le lien entre les différentes traditions de la révolution de 1919, des années quarante de ce siècle et de l'ensemble des soulèvements ayant eu lieu entre 1968 et 1977, et cela pour donner forme à un nouveau pouvoir. Ainsi sera brisé le cercle vicieux du manichéisme traditionnel de la pensée bourgeoise égyptienne, de Tahtawi à Taha Hussein, de Mohammed Abdu à Khaled Mohammed Khaled.

L'institution militaire ainsi que l'institution religieuse ne seront plus en position de rechercher le pouvoir. Car la première aura pour tâche la recherche de l'identité culturelle du fait de l'extension des frontières régionales vers les frontières nationales arabes. C'est elle qui portera la bannière de la nouvelle conscience culturelle vers le dernier coin où on parle l'arabe selon l'expression d'Ibrahim Pacha il y a plus d'un siècle et demi. La deuxième aura pour tâche la recherche de la source qui permettra de libérer le temple des marchands. Ainsi la conscience ôtera les habits du cléricalisme. Et le voile de la théocratie tombera pour laisser voir la nudité des valeurs vendues sur le marché international de l'esclavage. L'institution

religieuse ici accomplira un rôle fondamental en libérant la conscience du fardeau des siècles de décadence et d'illusion, qui rend le mouvement de l'homme esclave de l'intérêt du maître et non pas de l'intérêt de Dieu. Le pouvoir de la révolution culturelle ne sera pas soumis aux institutions; ce sera le pouvoir de l'action et de la pensée révolutionnaire capable non pas du retour au nassérisme ni non plus de la réalisation de la révolution nationale démocratique dans sa conception traditionnellement confuse; ce sera le pouvoir capable de créer un modèle culturel indépendant de la renaissance de l'Égypte moderne.

Parce que les événements qui ont eu lieu en Égypte durant les huit dernières années ne constituent pas une contre-révolution égyptienne mais une révolution internationale contre les Arabes en Égypte, comme ce fut le cas au Liban, et contre la résistance palestinienne, la révolution culturelle en Égypte sera totale. Le caractère international de la contre-révolution signifie que son reflet de l'intérieur, c'est-à-dire le pouvoir en place, doit et peut s'écrouler car ses racines économiques, sociales et culturelles ne sont pas profondes dans la terre d'Égypte. Les parasites de la production ont toujours été les couches les plus lâches et les plus rapides à fuir. Les colonies parasitaires constituent un corps étranger dans l'économie égyptienne qui, elle, a toujours pour base une véritable production du fait de la situation géographique, de l'histoire et de l'évolution sociale. Les compradors égyptiens constituent un phénomène continu. Mais ils sont le phénomène le plus faible dans l'histoire économique égyptienne. «Libaniser» ou «saoudiser» l'Égypte est une action impossible.

Et comme la contre-révolution en Égypte est contre les Arabes, le nationalisme égyptien fait aujourd'hui face à un défi historique que Nasser avait affronté sans aller jusqu'au bout. Nasser restera toujours le pionnier de la réponse pratique et positive du caractère arabe de l'Égype. Mais la médianité *(Wasatiya)* dans la pensée comme dans la pratique a été à la base de l'union avec la Syrie et de la rupture plus tard. Sur le plan idéologique, c'est cette médianité qui a formulé le mot d'ordre du patriotisme égyptien et du nationalisme arabe. Mais le modèle historique, candidat de la réalisation de l'unité nationale arabe de l'Égypte, resta toujours inachevé. Cependant, les expériences d'union avortée par l'absence de la démocratie et du développement de notre côté et par la présence du colonialisme et du sionisme du côté de l'Occident restent d'une signification précieuse pour l'union de l'Égypte arabe à une époque où le patriotisme égyptien sera le synonyme du nationalisme arabe. C'est pourquoi la révolution culturelle totale égyptienne consistera dans la libération de la Palestine et de l'entité sioniste et dans l'incarnation d'une étape de l'unité de la nation arabe. Dans cette perspective, la guerre devient un moyen de la révolution dans une action dialectique

accompagnant la chute du régime dans le cadre d'une vision stratégique de l'avenir.

Le renversement du régime égyptien actuel ainsi que la guerre réaliseront l'unité nationale arabe de l'Égypte face à la contre-révolution internationale menée contre les Arabes. Dans une nouvelle période, ces deux actions constituent une action sociale et non pas seulement une action militaire ou politique. La politique comme l'action militaire ne sont que les moyens qui peuvent permettre à cette action sociale de prendre sa véritable dimension dans le processus du changement des structures sous-développées (les moyens de production, les rapports de production, les valeurs et les formations confessionnelles tribales, bédouines, etc.). La révolution culturelle en Égypte englobera forcément les dimensions locale, nationale arabe et sociale. Les deux premières constituent le cadre de la dernière qui, elle, est le contenu principal de la révolution.

Comme la contre-révolution en Égypte est internationale, une dimension importante de la révolution culturelle devrait prendre en considération le facteur international dans le sens des alliances solides et indépendantes avec toutes les puissances humaines qui ont un intérêt stratégique dans la *Nahda* de l'Égypte et des Arabes, je veux parler de ces puissances qui envisagent l'avenir de la civilisation humaine ainsi que l'avenir de la paix dans une des plus sensibles régions du monde actuel.

Enfin, cela n'est pas un programme ni non plus les lignes générales de la future révolution égypto-arabe, mais ce n'est pas une utopie non plus. C'est une conclusion plausible entre plusieurs probabilités venant de ce pays appelé par ses habitants «la mère du monde» et appelé par les autres «mère des miracles». L'Égypte a toujours occupé le monde à travers les âges car elle est la clé du monde antique, moyenâgeux et moderne, que ce soit dans les périodes de renaissance ou dans celles des décadences. Elle s'endort longtemps parfois au point que certains la croient morte, mais elle se réveille toujours à un moment qui n'est pas prévu, ni par Zarka Al-Yamama ni par les ordinateurs. Elle n'a jamais livré son secret. Ce livre n'est pas un mot de passe mais il est une invitation à la refaire. Lorsque l'Égypte s'éveillera elle ne pardonnera pas à ceux qui se sont tus ou à ceux qui ont dit des paroles équivalant au silence, car ceux-ci ont rendu difficile son éveil.

En dépit de toutes les peines, elle s'éveille. L'histoire n'est pas une erreur. Mais l'erreur historique est possible. Il n'y a pas de déterminisme historique sans volonté et sans conscience. Ce sont elles seules qui peuvent corriger l'histoire.

ANNEXES

A. LA QUESTION NATIONALE

1. La première initiative

Le 4 février 1971, le président Sadate prononça un discours au Conseil du Peuple où il présenta à l'opinion publique arabe et internationale l'initiative qui plus tard connut son nom pour la solution de la crise du Moyen-Orient.

En voici le texte :

« 1. La république arabe unie se considère responsable de la libération de la terre occupée après l'agression de 1967. C'est une grande responsabilité pour laquelle nous avons agi politiquement, économiquement, militairement et diplomatiquement, et nous continuerons à offrir tous les sacrifices, quels qu'en soient les prix. Une nation est tout d'abord responsable de sa propre liberté dans le cadre du droit international. Personne ne peut lui demander ou lui imposer un engagement contraire à cette responsabilité. Toute nation a la liberté ou le devoir d'agir face aux problèmes qui la concernent.

2. Mais tout en respectant cette grande responsabilité, nous répondrons à l'appel du secrétaire général des Nations unies, et nous décidons de cesser le feu pour une période de trente jours qui prendra fin le 7 mars prochain. Le secrétaire général des Nations unies, ainsi que la communauté internationale, devront se rendre compte qu'un progrès effectif a été réalisé en ce qui concerne le problème. Nous pensons qu'il est indispensable que le Conseil de sécurité prenne connaissance avant la fin de cette période du rapport du secrétaire général concernant le progrès réalisé. Bien que nous sachions qu'Israël, aidé des États-Unis et soutenu inconditionnellement, ne bougera pas de son attitude actuelle, nous prions Dieu que son expérience pratique apporte la preuve contraire à ces doutes.

3. A tous les efforts visant à résoudre la crise, nous apportons la participation égyptienne que nous considérons comme l'expression du désir d'appliquer la résolution du Conseil de sécurité :

« Nous demandons que durant cette période de cessez-le-feu, un retrait partiel des forces israéliennes sur la rive est du canal de Suez soit effectué, et ceci comme une première étape d'un calendrier qui pourrait être défini ultérieurement pour la mise en exécution des articles du Conseil de sécurité.

« Si ceci est réalisé durant ladite période, nous serons prêts à réaliser immédiatement le draguage du canal de Suez, en vue de le réouvrir pour la navigation internationale et pour le service de l'économie internationale. »

Nous pensons qu'avec notre initiative, nous faisons passer les efforts de l'ambassadeur Yarring du stade verbal aux procédures

classiques de la mise en exécution de la résolution du Conseil de sécurité. Notre manière d'agir aura son influence sur l'intérêt de tous les pays dont les économies ont été touchées par la fermeture du canal de Suez, suite à l'agression israélienne et à son terrorisme. »

Le Caire, le 4 février 1971.

2. Note de la R.A.U., adressée par le ministère des Affaires étrangères égyptien à l'ambassadeur Yarring.

La R.A.U. a précisé qu'elle acceptait, sur une base de réciprocité, d'accomplir tous les engagements qui lui incombent, en fonction de la résolution 242 du Conseil de sécurité pour parvenir à une solution pacifique au Moyen-Orient, et que sur cette même base, Israël devrait accomplir tous ses engagements résultant de ladite résolution.

En référence à votre note du 10 février 1971, la R.A.U. s'engage à respecter une obligation contenant les éléments suivants :

1. Suspension de toute intervention militaire.

2. Respect et reconnaissance des deux parties de la souveraineté de l'autre et de son intégrité territoriale.

3. Respect et reconnaissance des deux parties du droit de l'autre de vivre à l'intérieur de frontières sûres et reconnues.

4. Les deux parties s'engagent à veiller à ce que leur territoire ne soit pas une source ou un point de départ d'actions militaires ou hostiles dirigées contre les habitants de l'autre partie.

5. Chacune des deux parties s'engage à ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures de l'autre.

D'autre part, la R.A.U. s'engage à :

6. Garantir la liberté de négociation dans le canal de Suez selon le traité de Constantinople de 1888.

7. Garantir la liberté de navigation et de tirant selon les principes du droit international.

8. Elle accepte la présence d'une force des États-Unis pour garantir la paix à Charm El Cheik.

9. Pour assurer une solution pacifique aux problèmes du Moyen-Orient et pour garantir l'intégrité territoriale de chacun des États de la région, la R.A.U. accepte :

a) l'établissement des zones démilitarisées s'étendant sur des distances égales à l'intérieur des frontières de chacune des deux parties;

b) la création d'une force de paix des Nations unies, à laquelle participeront les quatre membres permanents du Conseil de sécurité.

Israël devrait s'engager à appliquer toutes les mesures de la résolution 242 du Conseil de sécurité. Israël devrait respecter un engagement contenant les éléments suivants :

1. le retrait de ses forces militaires du Sinaï et de la bande de Gaza;

2. procéder à une solution juste de la question des réfugiés selon

les résolutions de l'Organisation des Nations unies.
3. suspendre toute intervention militaire;
4. respect et reconnaissance sur une base de réciprocité, de l'unité territoriale et de l'indépendance politique de l'autre;
5. chacune des deux parties respecte et reconnaît le droit de l'autre à une vie sûre à l'intérieur de frontières stables et reconnues;
6. les deux parties sont responsables de déployer tous les efforts afin que ses territoires ne soient pas une source ou un point de départ d'actions militaires ou agressives contre les habitants, les citoyens ou les propriétés de l'autre;
7. chacune des deux parties s'engage à ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures de l'autre;
8. pour garantir une solution pacifique au problème du Moyen-Orient et pour le maintien de la souveraineté territoriale de tous les États de la région, Israël devait accepter :

a) la création de zones démilitarisées s'étendant sur des distances égales à l'intérieur des frontières des deux parties;
b) la création d'une force de paix des Nations unies à laquelle participeront les quatre membres permanents du Conseil de sécurité. Si Israël s'engage à respecter les clauses précédentes, la R.A.U. sera prête à conclure un traité de paix avec Israël contenant tous les engagements précités et explicités dans la résolution 242 du Conseil de sécurité.

La R.A.U. considère qu'il est impossible d'établir une paix juste et durable si la résolution du Conseil de sécurité n'est pas appliquée d'une manière totale et tant que les forces ne se retireront pas des territoires qu'elles ont occupés le 5 juin 1967.

3. Les propositions de paix aux temps de la guerre

Le 16 octobre 1973, c'est-à-dire dix jours après le déclenchement de la guerre, et presque au premier moment de l'ouverture de la brèche du Déversoir, le président Sadate prononça devant le Conseil du Peuple un discours dans lequel il adressait un message public au président américain Nixon, contenant un projet de paix dont voici le texte :

« 1° Nous devons honnêtement combattre et nous combattons pour libérer nos territoires occupés par Israël en 1967 et pour trouver les moyens de restituer et de respecter les droits légitimes du peuple palestinien. Dans ce cadre, nous respectons les résolutions des Nations unies, de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

2° Nous sommes tout prêts à cesser le feu à condition que les forces israéliennes se retirent de tous les territoires occupés immédiatement et sous un contrôle international vers les lignes d'avant le 5 juin 1967.

3° Nous sommes prêts immédiatement après le retrait de tous ces territoires à aller à une conférence de paix aux Nations unies et je

ferai de mon mieux pour convaincre mes camarades parmi les dirigeants arabes responsables directement de la lutte contre l'ennemi. Je ferai de mon mieux pour convaincre les représentants du peuple palestinien de la même chose, et ceci afin que nous participions tous, avec la communauté internationale, pour jeter les bases d'une paix dans la région établie sur le respect des droits légitimes de tous les peuples de la région.

4° A ce moment précis, nous sommes prêts à procéder aux actions nécessaires pour la réouverture du canal de Suez à la navigation internationale et afin qu'il puisse reprendre son rôle dans la prospérité du monde entier. J'ai déjà donné l'ordre au président de l'organisation du canal de Suez de procéder à ces opérations de nettoyage au lendemain de la libération de la rive est du canal, les travaux ont déjà commencé.

5° Nous ne sommes pas prêts à accepter des promesses vagues ou des paroles élastiques pouvant être interprétées de diverses manières. Nous ne voulons plus perdre inutilement du temps. »

Le Caire, 16 octobre 1973.

4. Les accords de Camp-David

Il s'agit du deuxième document qui constitue un cadre de travail pour la signature d'un traité de paix entre l'Égypte et Israël. Ce texte a été distribué en arabe par l'agence du Moyen-Orient, agence égyptienne officielle.

Israël et l'Égypte acceptent pour la réalisation de la paix de négocier dans une bonne intention, dans le but de signer un traité de paix dans les trois mois précédant la signature de cet accord-cadre.

Les deux parties ont été d'accord sur le fait que les négociations seront menées sous l'égide des Nations unies, dans un ou plusieurs endroits après accord entre les deux parties.

Tous les principes de la résolution 242 des Nations unies seront à appliquer pour résoudre le différend entre l'Égypte et Israël.

Sauf un autre accord entre les deux parties, un traité de paix sera mis en exécution dans une période de deux à trois ans à partir de la date de la signature du traité de la paix.

Les deux parties ont exprimé leur accord sur les questions suivantes :

A. L'Égypte pratique une souveraineté totale jusqu'aux frontières reconnues internationalement entre l'Égypte et la Palestine du mandat britannique.

B. Le retrait des forces armées israéliennes du Sinaï.

C. Les aéroports évacués par les Israéliens près de El Arrich Rafah, Ras El Nagb et Charm El Chaykh seront utilisés pour des buts uniquement civils, y compris l'utilisation commerciale de tous les pays.

D. Le droit de passage des navires israéliens dans le golfe de

Suez, le canal de Suez sur la base du traité de Constantinople de 1888, applicable à tous les pays. Les détroits de Tyran et du golge d'Akkaba sont considérés comme des passages maritimes internationaux ouverts aux navigations maritimes et aériennes sans obstacle.

E. Construction d'une route entre le Sinaï et la Jordanie tout près d'Eylath avec la garantie de la liberté de passage pour l'Égypte et la Jordanie. Les forces militaires seront concentrées de la manière suivante :

a) Une seule troupe égyptienne, motorisée ou non, pourrait prendre position dans une région située à environ 50 km de l'est du golfe et du canal de Suez.

b) Les forces des Nations unies et de la police sont armées d'armes légères, et uniquement pour l'exécution des tâches habituelles de la police, à l'intérieur de la région se trouvant à l'ouest des frontières internationales et du golfe d'Aqaba s'étendant sur une largeur allant de 20 à 40 km.

c) Des forces militaires israéliennes ne dépassant pas quatre compagnies de l'armée de terre, ainsi que des observateurs des forces des Nations unies, pourraient être installés à 3 km à l'est des frontières internationales.

Des unités de gardes frontières ne dépassant pas trois compagnies pourraient être attachées à la police civile dans le but du maintien de l'ordre dans la région n'étant pas citée plus haut. Le tracé précis des frontières sera fait en fonction des décisions qui seront prises aux négociatioins de la paix.

Il est possible d'installer deux centres de préalerte pour la garantie du respect des clauses de l'accord comme il est possible d'installer des forces dans une partie de la zone se trouvant en Sinaï vers l'intérieur sur une distance de 20 km, ainsi que dans la région de Charm El Chaykh pour la garantie de passage dans le golfe de Tyran. Ces forces ne peuvent être retirées que sur acceptation du Conseil de sécurité et par l'acceptation des cinq membres permanents de ce Conseil. Après la signature du traité de paix, après le retrait provisoire, des relations normales seront établies entre l'Égypte et Israël contenant la reconnaissance totale de ce dernier.

Création de relations diplomatiques, économiques et culturelles, et levée du blocus sur la liberté des produits et des personnes, ainsi que la protection respective des citoyens selon la loi.

Washington, le 18 septembre 1978.

B. DE LA QUESTION CONFESSIONNELLE

Texte intégral de la proposition de loi présentée par El Azhar au Conseil du Peuple égyptien.

Première partie : Considérations générales communes à toutes les applications des sanctions.

• Article 1 : Il s'agit de sanctions stipulées par la loi et concernant les crimes mentionnés dans cette loi.
• Article 2 : Pour qu'une sanction soit appliquée à l'auteur du délit, il faut qu'il ait atteint l'âge de 17 ans ou la majorité ou qu'il ait eu l'intention de commettre son délit sans nécessité ou sans une excuse reconnue par la loi.
• Article 3 : Les délits objets de sanctions doivent être reconnus au moins une fois devant un pouvoir juridique par le témoignage de deux hommes ou, en cas de nécessité, par le témoignage d'un homme et deux femmes, ou quatre femmes.
• Article 4 : Les sanctions supplémentaires sont applicables si la preuve légale stipulée par la loi fait défaut alors que le juge a la ferme conviction que le prévenu a commis un autre crime pénalisable par d'autres lois que celle-ci.
• Article 5 : Si les crimes sont liés ou successifs, le prévenu peut être pénalisé de la manière suivante :

1. Si les crimes sont multiples et égaux dans leur gravité, une seule sanction est applicable.
2. Si les sanctions sont du même genre, mais de degré différent, la sanction la plus forte est à appliquer.
3. Si les sanctions sont de différents genres, elles doivent toutes être appliquées.
4. La peine capitale supprime toutes les autres sanctions.
5. Les sanctions stipulées par cette loi ne peuvent être ni suspendues, ni modifiées, ni réduites, ni annulées.
6. Toute sanction, avant d'être appliquée, devra être soumise au tribunal de cassation. La sanction n'est applicable qu'après le jugement de cette juridiction.
7. L'amputation de la main doit être faite entre l'articulation et l'avant bras. Le pied doit être coupé au milieu avant afin de laisser une partie permettant au condamné de marcher.
8. Exception faite de la peine capitale et de la lapidation, les autres peines ne sont applicables qu'après avoir soumis le condamné à un examen médical et après avoir eu la preuve que l'exécution de la peine ne constitue pas un danger menaçant la vie du condamné. L'exécution de la flagellation doit être accomplie avec un fouet d'une taille moyenne, ne contenant pas de nœuds, ni de multiples bouts. Le condamné doit être dévêtu et il doit être frappé d'une manière

modérée. Les coups doivent être répartis sur l'ensemble du corps, en évitant les parties sensibles et intimes.

Une femme est flagellée sans se déshabiller. Les coups doivent porter sur le dos et les épaules.

9. La sanction de la lapidation est reportée lorsque la condamnée est enceinte, que cette grossesse soit le fruit de l'adultère ou non. Après l'accouchement, la sanction est reportée pendant deux ans. Si quelqu'un se charge d'allaiter le nourrisson, la sanction est immédiate.

La sanction de flagellation est applicable à la femme, à la fin de la période post-natale, si la condamnée est en bonne santé et ne court aucun risque de détérioration. Si elle est faible, la sanction n'est applicable que lorsqu'elle a récupéré sa santé.

10. Les actes sanctionnés par cette loi sont considérés comme crimes.

Deuxième partie : Sanctions concernant le vol

• Article 12 : Est vol sanctionné par cette loi, tout acte consistant dans l'appropriation de biens ou d'argent appartenant à un tiers, ne faisant l'objet d'aucun doute d'appartenance, et à la demande de la victime, que ce bien soit propriété privée ou publique. Est considéré comme argent volé, tout ce qui équivaut à un dinard islamique pesant 4,45 grammes d'or pur.

Dans ce cas, le voleur est puni de la manière suivante :

1. Amputation de la main droite après le premier vol.
2. Amputation du pied gauche à la récidive.
3. Si le condamné récidive plus de deux fois, il est condamné à la prison jusqu'à ce qu'il ait déclaré repentance.

• Article 14 : Les sanctions précédentes ne peuvent pas être appliquées dans les cas suivants :

1. Si l'acte de vol est commis dans un lieu public, un lieu de travail, ou tout autre lieu où il est permis au prévenu d'entrer.
2. Si le vol est commis entre époux ou entre membres d'une même famille.
3. Si le propriétaire du bien est inconnu.
4. Si l'auteur du vol était reconnu comme créditeur de la victime et si la somme appropriée équivalait à la dette ou la dépassait mais sans que la différence n'atteigne la limite de l'équivalent 4,45 g d'or pur.
5. Si le produit du vol était des fruits sur des arbres, cueillis, et si le prévenu les avait consommés avant de quitter le terrain.
6. Si le prévenu avait des complices.
7. Si le bien est restitué après le vol et avant l'exécution de la peine.
8. Si les auteurs du délit étaient plusieurs, et si la part de chacun ne dépassait pas le dinard musulman, à moins que l'objet volé n'ait pu l'être sans la participation de plusieurs.

Troisième partie : Sanctions concernant le banditisme et les voies de fait

• Article 15 : La sanction concernant les voies de fait peut être appliquée dans les deux cas suivants :

1. L'agression sur le bien, l'honneur ou le corps d'autrui.
2. Le barrage imposé aux passants dans le but de faire peur.
3. Dans les deux cas précédents, la sanction n'est applicable que si le prévenu avait utilisé une arme, ou tout autre instrument servant à porter préjudice physiquement ou moralement.

• Article 16 : L'auteur de ce ou ces crimes est puni de la manière suivante :

1. Par la peine capitale s'il avait lui-même tué après s'être approprié ou non un bien.
2. Par l'amputation du poignet droit et du pied gauche ou par la prison s'il avait commis une agression sur un bien, un homme ou un corps, mais sans que cette agression ait atteint l'assassinat ou le viol.
3. Par la prison s'il a simplement barré la route dans le but de faire peur.
4. Par la prison jusqu'à la repentance, si le prévenu n'a pas tué.

• Article 17 : La sanction est levée si le prévenu se déclare repenti :

1. La sanction est levée si le prévenu se repentit en abandonnant ses actes avant d'être arrêté ou en prévenant les pouvoirs publics avant que le crime ne soit déclaré par d'autres moyens.
2. La levée de cette sanction n'implique pas la non-application d'autres sanctions concernant d'autres délits.

• Article 18 : Les empêchements de l'application des sanctions :

1. Si l'auteur du crime déclare sa repentance conformément à l'alinéa 1 de l'article précédent. Dans ce cas, le magistrat public doit enquêter sur l'affaire et rechercher les moyens de la levée de l'application de la sanction.
2. Si l'enquête du magistrat public révèle d'autres crimes ou délits, l'affaire est transmise à la juridiction compétente.
3. Si l'enquête ne révèle pas d'autres crimes ou délits et si l'accusé déclare sa repentance, l'affaire est classée.

• Article 19 : En plus des considérations générales contenues dans cette loi, concernant l'application des sanctions, les deux crimes de vol et de banditisme peuvent être prouvés par une preuve matérielle et irréfutable. La victime n'est considérée comme témoin que dans le cas d'un acte de banditisme.

La restitution des biens ne constitue pas une raison pour la levée de l'application de la sanction.

Quatrième partie : Considérations concernant l'application de la sanction de l'adultère

• Article 20 :

a) Est considéré comme acte d'adultère, sanctionnable, une fornication entre hommes et femmes n'ayant pas de rapport légal.

b) La pédérastie entre sous les sanctions concernant l'adultère.

• Article 21 : Le crime d'adultère est prouvé :

1. Par un aveu devant le pouvoir judiciaire à condition que l'aveu ne soit pas modifié avant la prononciation du jugement définitif.

2. Par le témoignage de quatre hommes majeurs. En cas de nécessité concernant les témoins, recours peut être fait selon les modalités contenues à l'article 2.

Tout ceci, bien sûr, à condition qu'il n'y ait pas le moindre doute pouvant entraîner la non-application de la sanction.

• Article 22 : Est condamné à la peine capitale par lapidation l'adultère majeur, homme ou femme.

Cinquième partie : Sanctions concernant l'ivresse

• Article 23 : Est considéré comme boisson alcoolisée tout liquide enivrant, à petite ou à grande dose.

• Article 24 : Est considéré comme crime méritant une punition l'absorption de l'alcool, son appropriation, son industrialisation, ainsi que sa présentation.

1. L'auteur du crime est condamné à la flagellation par 40 coups.

2. Est condamné à 40 coups de fouet toute personne en état d'ébriété dans un lieu public.

3. Dans tous les cas, l'alcool est confisqué.

Sixième partie : Sanction concernant la diffamation

• Article 25 :

1. Est considérée comme diffamation toute insulte explicite d'adultère ou de pédérastie sur la progéniture ou la parenté.

2. Le crime de diffamation est accompli par une parole explicite, par écriture, par insinuation dont la signification est claire ou par images expressives.

• Article 26 : Le diffamé doit :

1. Être pur de tout vice, qu'il soit homme ou femme.

2. Avoir effectivement subi la diffamation.

• Article 27 : L'auteur de la diffamation est condamné à 80 coups de flagellation. Son témoignage n'est valable qu'après avoir eu la certitude de sa repentance.

• Article 28 : L'application de la sanction de la diffamation est levée pour les faits suivants :

1. La preuve de l'exactitude de l'insulte.

2. La reconnaissance par le diffamé lui-même de l'objet de la diffamation.

3. Le blâme.

• Article 29 :

a) Le jugement de la diffamation ne peut être entamé que sur demande du diffamé lui-même.

b) La plainte de diffamation est récusée lorsque le plaignant est le fils de l'auteur de la diffamation.

Septième partie : Sanctions concernant l'apostasie

• Article 30 : Est considéré comme apostat tout musulman ayant renié l'islam, qu'il ait ou non embrassé une autre religion.

• Article 31 : Le crime d'apostasie est accompli par :

1. Une parole expressive ou un acte définitif, montrant l'apostasie.
2. Le reniement des principes de l'islam.
3. Une dérision exprimée en paroles ou en actes quant à un prophète, un apôtre ou un saint, ou quant au Coran.

• Article 32 :

1. La repentance de l'apostat : elle est réalisée lorsque celui-ci revient sur son reniement.
2. Cette repentance n'est admise que de celui qui a commis l'apostasie plus de deux fois.

• Article 33 : Est condamné à la peine capitale celui qui renie l'islam, sa religion, et lorsque tout espoir de repentir est perdu ; le condamné a une période de 60 jours pour se repentir.

• Article 34 :

a) La conduite du renégat est considérée et effective avant la déclaration du reniement. Tous les biens sont restitués après la déclaration du repentir.

b) Si le renégat est tué ou mort avant de déclarer son repentir, toutes les actions qu'il a accomplies sont considérées et effectives, et tous ses biens sont transmissibles à ses héritiers musulmans.

c) Toutes les actions du renégat sont fausses. Ses biens sont transmissibles au denier public.

Résolutions du congrès des Pères de l'Église, du conseil confessionnel et des représentants du peuple copte réuni à Alexandrie lors du congrès du 17 janvier 1977.

Introduction

A la suite d'une invitation adressée par le conseil du clergé d'Alexandrie, se sont réunis les Pères des Églises coptes, des présidents et membres d'associations coptes, les archevêques membres du Conseil des Églises, les représentants des différents secteurs du peuple copte, dans les institutions de l'enseignement universitaire, les médecins, les avocats, les comptables, les ingénieurs, les commerçants, ainsi que les travailleurs des administrations du gouvernement et du secteur nationalisé.

Ce congrès fut réuni sous forme d'une conférence de représentants du peuple copte d'Alexandrie pour traiter des questions générales concernant les Coptes. Sa Sainteté, le pape Chenouda III, a assisté à la première réunion qui a eu lieu le 17 décembre 1976 dans la cathédrale de Saint-Marc.

Tous, pasteurs et fidèles, ont pris en considération deux faits inséparables :

1. La foi inébranlable en l'Église copte éternelle en Égypte, consacrée par l'apôtre Marc, par les martyrs sacrifiés au cours de différentes générations.
2. La fidélité totale à la patrie dont les Coptes représentent la plus vieille souche, au point de pouvoir dire qu'il n'y a pas un peuple au monde si attaché à sa terre, à sa nationalité.

Exposé des questions coptes générales

1. La liberté de la croyance. La liberté de la croyance signifie que tout homme est libre d'embrasser la doctrine religieuse à laquelle il croit, sans subir une souffrance ou un préjudice à cause de cette croyance.

Cependant, quelques courants confisquant la liberté de la croyance chrétienne se sont répandus dernièrement. Ils ont été suivis par quelques instances officielles, comme les préfectures, l'administration de l'état civil et les bureaux de notariat; et ce, en ce qui concerne quelques cas de conversion à l'islam, d'un côté, et d'autres cas définis comme actes d'apostasie par rapport à l'islam d'un autre côté.

Quant au cas de la conversion à l'islam, nous considérons avec beaucoup d'inquiétude ces courants exprimés dans différents milieux religieux et sociaux, portant atteinte au christianisme, au point de qualifier cette religion de païenne, ce qui représente une méconnaissance de la tradition selon laquelle les instances religieuses chrétiennes sont informées des demandes formulées par des chrétiens pour se convertir à l'islam...

Quant à ce que l'on a appelé le reniement de l'islam, les autorités officielles refusent de reconnaître la conversion au christianisme, pis encore, elles refusent le retour du chrétien à sa propre religion. Ces autorités refusent de prendre note de telles situations dans les documents, dans les registres, cartes d'identité et passeports. Les fidèles revenus au christianisme, leur religion première, font l'objet de persécution dans leur vie familiale par la séparation des époux, des pères et de leurs fils sous prétexte de sanctions disciplinaires.

Tous ces courants sont en contradiction avec la liberté de croyance déclarée dans la Charte des droits de l'homme et dans la Constitution de 1971 et de toutes les autres Constitutions depuis l'aube de l'indépendance. Selon celles-ci, l'État garantit la liberté de

croyance et ne fait aucune distinction raciale, linguistique ou religieuse.

Le législateur égyptien lui-même, lors de la promulgation de la loi sur l'héritage de 1943, a refusé de prendre en considération les lois de la « Charia » concernant l'apostasie, car « elles étaient empreintes d'esprit religieux contraire à la Constitution ».

Le Conseil d'État, d'autre part, avait affirmé que « les sanctions d'apostasie ne pouvaient être qu'en contradiction avec l'esprit de liberté de la croyance ».

2. La liberté des cultes religieux. La doctrine religieuse est constituée d'une foi et d'une pratique. La prière collective, ainsi que la cérémonie de la prière dans l'église, constituent des éléments fondamentaux dans la foi chrétienne. Il est triste de constater que le chrétien rencontre des difficultés, des restrictions, des complications et même des préjudices allant jusqu'à l'agression, à l'occasion de la construction d'églises qui ne sont faites que pour se prosterner devant Dieu.

Il n'est pas besoin de rappeler que la construction de nouvelles églises ne constitue en aucune façon un sujet de vantardise. Il n'existe pas de budget à cet effet, et les églises sont construites par les dons offerts par le peuple copte. A ce propos, il faut rappeler l'augmentation de la population égyptienne. Les chrétiens comptent aujourd'hui en Égypte plus de 7 000 000 d'âmes, d'où la nécessité de construire de nouvelles églises.

Bien que ceci soit clair aux responsables, la construction et les réparations des églises ne peuvent être faites que par autorisation spéciale et en respectant un certain nombre. De telles autorisations sont toujours sujettes à des restrictions, à des difficultés bien plus grandes que celles imposées par l'État pour les lieux de joie et les lieux publics. Les Coptes souffrent toujours de lois restrictives qui remontent à des temps très anciens. Ils souffrent toujours d'une décision administrative de 1943 émise par un gouvernement connu dans l'histoire pour son injustice et sa tyrannie. A la suite de multiples efforts, des décrets du président de la République autorisèrent la construction de quelques églises. Ceci n'a pu être réalisé et les instances gouvernementales le savent. Les églises déjà existantes font l'objet, dans les capitales, les villes et les villages, d'actes agressifs et de vandalisme empêchant les fidèles d'accomplir leurs prières. Face aux regrettables événements qui ne cessent de se produire depuis quelques années, nous ressentons la carence des moyens de protection, capables de mettre fin à de telles agressions. Si de tels actes touchent à la liberté du culte, ils touchent aussi à la dignité de l'État et à la réputation de l'Église dans le monde entier.

La commission d'enquête formée par le Conseil du Peuple a déposé audit conseil au mois de novembre 1973 un rapport faisant état de toute cette situation, à la suite de quoi, la loi n° 34 de l'année 1972 concernant la protection de l'unité nationale fut promulguée. Et

en dépit des recommandations de la commission d'enquête, les restrictions et les obstacles sont toujours posés devant la construction des églises.

Tout ceci se passe sur la terre de notre Égypte bien aimée, sacrée par la visite de Jésus-Christ et de Marie, mère des lumières depuis vingt siècles.

3. Application de la loi islamique. Il est clair qu'aujourd'hui en Égypte, un fort courant appelle à considérer la *Chari'a* musulmane comme source unique des lois devant être appliquées dans le pays. Des écrits et des paroles des partisans de ce courant dans le domaine officiel ou populaire montrent qu'il s'agit bien de la *Chari'a* musulmane. Ils fondent la nécessité d'une telle application sur la doctrine religieuse selon laquelle cette *Chari'a* constitue des lois divines et qu'aucune créature ne doit lui désobéir.

Pour ses partisans, il ne s'agit donc pas de règles et de lois du *Fiqh* musulman. Le législateur égyptien y avait puisé comme source des lois terrestres. Il lui a même souvent donné la priorité par rapport à d'autres techniques et applications juridictionnelles égyptiennes.

La question aujourd'hui consiste à prendre toutes les considérations de la *Chari'a* musulmane dans leur totalité, ainsi que dans leur détail, et ce, sur la base de leur caractère religieux pur, c'est-à-dire sur la base du Coran et de la Sunnah.

Telle opinion n'est pas tout à fait nouvelle, nous en retrouverons les racines en 1948, lorsqu'elle fut officiellement déclarée au Parlement par M. Hassan Al Hudayb. (A l'époque, il était conseiller à la Cour de cassation avant de prendre la direction des Frères Musulmans, succédant ainsi à M. Hassan El Banna.)

En fait, il avait dit : « J'ai une opinion concernant la question dans sa totalité et non seulement la loi civile. Cette opinion est pour moi une doctrine qui ne change pas et je prie pour pouvoir rencontrer Dieu sans l'avoir changée. Ma doctrine consiste donc dans le fait que tout notre pays, toute notre vie doivent être basés sur le Coran. Lorsque je dis le Coran, je veux dire bien sûr aussi la Sunnah du Prophète, car obéir au Prophète, c'est obéir à Dieu… »

Procès-verbal de la session du Comité législatif civil ayant eu lieu au Sénat le 30 mai 1948.

Si la question est donc ainsi formulée le jour de sa naissance en 1948 et le jour de sa résurrection en 1976, et si elle est fondée sur une base de religion pure, il en résulte l'élimination des citoyens coptes de la vision concernant l'application de la *Chari'a* musulmane. Car la doctrine, ici, ne concerne que les musulmans et ne tient pas en compte les autres doctrines et les autres religions en Égypte…

Les résolutions du Congrès

1. La liberté de la croyance : Nous demandons que la liberté de la

croyance soit garantie aux chrétiens et que soient abrogées toutes les directives gouvernementales ainsi que toutes les «fatwas» portant atteinte à cette liberté sacrée et surtout celles qui concernent la possibilité du retour du chrétien à sa religion, retour qui est injustement considéré comme apostasie par rapport à l'islam.

2. La liberté du culte : Nous demandons que soient abrogées toutes les restrictions révolues ainsi que le décret administratif émis par un sous-secrétaire d'un ministère de l'Intérieur d'une période tyrannique, décret contenant dix restrictions à l'édification des églises. Nous prions les organisations de sécurité de jouer leur rôle d'une manière ferme afin que soit protégée la pratique culturelle dans les églises surtout dans les villages; cette protection peut être effectuée soit dans le cadre de la sécurité préventive soit dans celui du contrôle et de la condamnation de toute activité agressive ou préjudiciable (aux citoyens).

3. En ce qui concerne l'application de la loi islamique telle qu'elle est revendiquée par les extrémistes musulmans et par les courants non moins extrémistes et étrangers à la société égyptienne authentique, nous déclarons que nous refusons une telle application sur les chrétiens en Égypte. Nous considérons que toute tentative allant dans ce sens et visant à la contrainte sous couvert de législation ou de sanction implique un fait grave : celui de contraindre les chrétiens à se soumettre à une doctrine autre que la leur, ce qui constitue une violation grave au droit le plus sacré de l'homme : le droit à la liberté de conviction.

4. Législations du statut personnel : Nous demandons que soit rapidement apportée une modification législative à la loi n° 462 de l'année 1955 de sorte qu'il soit nettement stipulé que la loi à appliquer en cas de séparation des époux chrétiens est celle sous laquelle le contrat avait été signé, abstraction faite de tout changement pouvant survenir par la suite; ceci pour protéger la famille et pour mettre fin à toute spéculation sur les religions.

5. Le manque d'égalité des chances : Nous demandons que soit formé un haut comité officiel pour l'unité nationale, jouissant de toutes les qualités d'objectivité requise et de tous les pouvoirs d'enquêter afin de statuer sur les plaintes concernant les inégalités dans les nominations et les promotions dans la fonction publique et le secteur nationalisé. De telles démarches sont absolument indispensables avant l'émission de décrets administratifs devant corriger les situations et donner son dû à chacun. Ces démarches sont aussi nécessaires avant de jeter des bases claires et précises pour la garantie de l'objectivité en matière de nomination et de promotion et pour prévenir toute tentation de parti pris. Les nominations et les promotions doivent être effectuées sur la base du succès et des rapports de l'inspection régulière. Toutes les instances administratives déviant de ces règles devraient être fermement sanctionnées afin que l'égalité soit garantie et afin que l'intérêt public soit préservé.

6. La représentation des chrétiens dans les institutions parlementaires : Nous demandons qu'un remède soit apporté de sorte que les chrétiens aient la garantie d'être véritablement représentés au Conseil du Peuple et aux conseils locaux et populaires. De telles représentations doivent correspondre aux nombres effectifs des citoyens et de manière à ce que soit vraiment réalisée l'unité des deux éléments de la nation.

7. Les tendances extrémistes religieuses : Nous demandons que les instances gouvernementales concernées dans l'État interviennent pour mettre fin à ces courants afin de maintenir l'unité nationale. Nous demandons que les administrations universitaires entreprennent les mesures adéquates pour purifier les milieux universitaires de tous les parasites afin que les universités se consacrent à leurs véritables missions comme c'est le cas dans toutes les universités du monde civilisé.

8. La liberté de publication : Nous demandons que soit levée la censure, implicite et explicite, sur les écrits et les publications chrétiens. Nous demandons qu'une limite soit mise aux écrits athéistes diffamant la religion chrétienne et ses doctrines. Nous demandons que les programmes de l'enseignement historique et littéraire des divers cycles scolaires et universitaires comprennent l'étude de la période chrétienne de l'histoire d'Égypte, période qui s'étend sur six siècles avant la conquête musulmane.

Recommandations à exécuter

A la lumière de ce qui précède, pour aider à trouver les moyens de satisfaire le revendications précédentes, pour consolider l'amour entre nos semblables, la paix et l'unité nationale, pour raffermir l'entente et l'union entre les deux éléments de la nation, pour l'intérêt de l'Égypte pour toujours, de notre âme pure et unie, de notre pensée exempte d'intérêt partisan et par un esprit pacifique, sincère et pur devant Dieu et les hommes, nous déclarons ceci :

1. Nous appelons à un jeûne total dans l'Église du 31 janvier au 2 février 1977 pour élever à Dieu artisan de tous les biens afin qu'Il accorde à son peuple la grâce de l'unité du cœur, à la patrie la paix et la quiétude, et aux dirigeants du pays la sagesse, le succès et la rationalité pour la libération de chaque pouce de notre territoire et pour la consolidation d'une ère de liberté et du bonheur de tous les enfants de la patrie éternelle en application de la promesse divine : « Béni soit le peuple d'Égypte. »

2. Nous devons ces résolutions et recommandations à sa Sainteté le Pape Chenoudah III, pape de l'Église d'Alexandrie, patriarche de l'église Saint-Marc, chef suprême du Concile sacré et du Conseil des Églises chrétiennes d'Égypte afin qu'Il entreprenne les mesures adéquates aux revendications coptes.

3. Nous présentons une copie de ces résolutions et recommanda-

tions au président de la République, à M. le Premier ministre, à M. le secrétaire général de l'Union socialiste et à M. le président du Conseil du Peuple afin que action soit prise par les moyens constitutionnels et légaux des pouvoirs législatif et exécutif pour la réalisation des désirs des enfants du peuple copte.

4. Nous considérons le Congrès en état de réunion afin d'assurer la permanence de suivre ce qui se réalise parmi ces recommandations et résolutions concernant l'ensemble des questions générales intéressant les Coptes.

Gloire éternelle à Dieu. Amen.

C LA QUESTION DEMOCRATIQUE

Texte de la loi de la protection de la sécurité de la patrie et des citoyens

• Article 1 : La liberté de former des partis politiques est assurée conformément à la loi sur la création des partis dès sa promulgation par le pouvoir législatif.
• Article 2 : Les organisations clandestines, hostiles au système social ou à caractère militaire, sont interdites par la Constitution. Toute personne ayant participé ou appelé à la création de telles organisations sera condamnée aux travaux forcés ou aux travaux forcés à perpétuité.
• Article 3 : Les propriétés publiques appartiennent au peuple. Les propriétés collective et privée sont protégées par la Constitution. Sera condamnée aux travaux forcés à perpétuité toute personne ayant participé à un rassemblement visant à saboter ou à détériorer des propriétés publiques, collectives ou privées. La même punition est appliquée aux instigateurs de telles actions.
• Article 4 : Les impôts et les participations aux dépenses publiques constituent un devoir (de tout citoyen) selon la loi. Sont totalement exonérés les paysans propriétaires de trois ou moins de trois feddans ainsi que les revenus ne dépassant par 500 livres égyptiennes par an.
• Article 5 : Chaque citoyen, dans les trois mois qui viennent, devra présenter une déclaration de fortune, quelle qu'en soit la variété et où qu'elle soit. Cette déclaration comprend les biens de l'intéressé, son épouse et de ses enfants mineurs. Les fortunes et les biens seront enregistrés sur le livret d'impôt de chaque citoyen. Toute fraude ou fausse déclaration sera punie des travaux forcés. Le crime de fraude entraînera aussi la privation des droits du travail dans la fonction publique, ainsi que des droits civiques.
• Article 6 : Sera condamnée aux travaux forcés toute personne ayant participé à un rassemblement appelant la population à s'opposer à l'application des lois et des statuts dans l'intention d'influer sur la marche des pouvoirs constitutionnels ou dans l'intention d'empêcher le fonctionnement des institutions gouvernementales, des secteurs nationalisé ou privé, et des institutions d'enseignement, que ce soit par la force ou par la menace. La même punition sera appliquée sur les instigateurs du rassemblement, même s'ils n'y participent pas.
• Article 7 : Seront condamnés aux travaux forcés à perpétuité tous les travailleurs ayant entrepris des actions de grève dans l'intention de réaliser un but commun, si une telle grève constitue une menace contre l'économie nationale.
• Article 8 : Toute personne ayant préparé un rassemblement ou une occupation de locaux de manière à menacer la paix publique.

• Article 9 : Tous les règlements et statuts opposés aux lois précédentes sont abrogés.
• Ces lois sont applicables dès leur publication.
• Article 11 : Conformément à l'article 74 de la Constitution, ce décret-loi devra être soumis au plébiscite populaire dans la semaine qui en suit la publication. Je le signe en présence du peuple.

Le président de la République
Conseil du Peuple
Le Caire, le 3 février 1977

La loi dite du front intérieur et de la paix sociale

Ce projet de lois est composé de 13 articles dont le premier interdit toute propagande contre les principes de base de la révolution du 23 juillet ainsi que toute propagande pour des doctrines visant à s'opposer au système du socialisme démcoratique.

L'article 2 interdit à toute personne, dont les enquêtes du procureur général socialiste auraient prouvé la culpabilité d'avoir propagé des idées mettant en danger les lois célestes, d'occuper dans l'État, dans le secteur nationalisé, de hautes fonctions de direction de l'opinion publique ainsi que les postes des membres nommés dans les conseils d'administration des sociétés générales et des institutions de la presse. L'article 2 ajoute que le procureur général socialiste devra présenter son rapport au premier ministre ou au Conseil supérieur de la presse, selon le cas, pour demander la mutation de ceux qui tombent sous l'alinéa 1 de cette loi vers des fonctions dont les compétences n'ont aucun rapport avec l'orientation ou la direction de l'opinion publique.

L'article 3, approuvé, stipule : « Est incapable d'être membre dans les conseils administratifs des syndicats ouvriers ou professionnels, des unions et des congrès locaux et des coopératives, toute personne propageant des idées ou des doctrines reniant les lois célestes.

L'article 4 interdit l'adhésion aux partis politiques ainsi que toute autre activité politique à toute personne ayant participé à la corruption de la vie politique avant la révolution de 1952, soit par l'occupation des postes ministériels, par l'appartenance à des partis politiques au pouvoir avant 1952, soit par la participation à la direction desdits partis, exception faite du parti nationaliste (watani) et du parti de « Jeune Égypte ».

L'article 5 indique que les interdictions contenues dans l'article précédent s'appliquent aussi sur les personnes condamnées par le tribunal révolutionnaire à la suite de l'affaire numéro 1 de 1971 concernant les personnes ayant formé des centres de pouvoir après la révolution du 23 juillet 1952. Aussi ces interdictions s'appliquent-

elles à tous ceux qui ont été condamnés dans des affaires ayant touché illégalement aux libertés individuelles des citoyens, à leurs vies intimes ou ayant porté atteinte moralement ou physiquement contre des citoyens.

Elles s'appliquent enfin à tous ceux qui ont été condamnés dans des affaires portant atteinte à la sécurité du gouvernement, soit à partir de l'intérieur ou de l'extérieur du pays, exception faite des personnes réhabilitées.

L'article 6 autorise la commission indiquée dans l'article 8 de la loi numéro 40 de 1977 de priver qui elle veut d'appartenir à des partis politiques ou d'avoir des activités politiques si, à la suite de l'enquête menée par le procureur général socialiste, il est prouvé que la personne incriminée a effectivement commis des actes de nature à corrompre la vie politique du pays, à exposer l'unité nationale ou la paix sociale aux dangers.

L'article 7 stipule que les articles 4, 5 et 6 peuvent ne pas être appliqués aux personnes réhabilitées exceptionnellement après la mise en vigueur desdites lois.

L'article 8 assure la propriété de la presse par le peuple. Il garantit la liberté de publication dans les limites de la charte d'honneur et des lois régissant la presse et les publications.

L'article 9 définit les sanctions applicables à tout journaliste publiant ou diffusant à l'intérieur comme à l'extérieur du pays des informations de nature à porter atteinte aux intérêts nationaux du pays, à corrompre la vie politique ou à exposer aux dangers l'unité nationale et la paix sociale.

L'article 10 indique que pour préserver les intérêts supérieurs de la nation, toute personne, tout parti politique enfreignant les principes du système du socialisme démocratique ou les valeurs spirituelles et religieuses de la société, tout dirigeant de parti ayant commis des actes de nature à menacer la vie sociale ou l'unité nationale seraient frappés d'interdit.

L'article 11 fait état de la responsabilité du procureur général socialiste en matière de garantie de la paix sociale et de la protection du système social. L'article 12 donne au procureur général socialiste le droit d'informer le Parlement de toutes les mesures qu'il aura prises conformément à la loi dans les sept jours qui suivent sa décision; le procureur général socialiste est chargé de présenter par la suite un rapport complet sur les mesures et les décision prises.

L'article 13 indique que tout contrevenant aux articles 4, 5, 6 et 10 sera condamné à une peine d'emprisonnement d'au moins trois mois et à une amende allant de 300 à 3 000 livres égyptiennes.

L'article 14 abroge toutes les autres lois opposées à celle-ci.

L'article 15 stipule la publication de ladite loi dans le *Journal officiel* et sa mise en vigueur dès sa publication.

Comité législatif du Conseil du Peuple
le 31 mai 1978

Postface

Le Congrès de l'isolement

Le 8 mai 1979, un événement exceptionnel se déroulait à Fès, ville marocaine à l'histoire islamique profondément enracinée : le Congrès des ministres des Affaires étrangères des pays islamiques se réunissait en l'absence de la délégation égyptienne.

Dix années auparavant, un autre Congrès islamique, au sommet, celui-ci s'était tenu à Rabat, capitale du Maroc. La délégation égyptienne était justement présidée par Anouar Al-Sadate — Nasser s'étant excusé, pour une raison ou une autre — Un incident y avait opposé alors le futur président égyptien au Shah d'Iran.

Sadate a pu attirer l'attention des gouvernants d'une quarantaine d'Etats islamiques par sa défense passionnée de l'Islam, des musulmans, de Jérusalem, de la Palestine et des mouvements de libération nationale du monde entier...

Il est évident que le prestige de l'Egypte et de Nasser rendaient les congressistes très attentifs aux paroles de leur représentant. Mais le prestige personnel de Sadate en tant que secrétaire général du Congrès islamique du Caire depuis sa fondation, n'était pas étranger à cet impact.

Dix ans plus tard : un véritable retour de situation. Sadate est devenu président de la République Arabe d'Egypte et ne pouvait envoyer son ministre des Affaires étrangères au Congrès de Fès. Plusieurs pays arabes et musulmans, ainsi que l'O.L.P., ont exigé la suspension de la participation de l'Egypte en tant que membre adhérant, en raison de l'attitude égyptienne envers l'Islam, les musulmans, Jérusalem et la Palestine.

Sadate, après sa visite en Israël, le 19 novembre 1977, avait conclu — le 27 mars 1979 — son traité séparé avec l'Etat hébreux. Le Shah qui venait alors d'être destitué, n'avait trouvé refuge qu'en

Egypte, où Sadate lui proposa de s'installer. ce changement de situation n'était ni sentimental, ni surprenant ; le sommet arabe tenu à Rabat en 1974 avait été un sommet de fermeté nettement opposé aux plans américains faisant suite à la guerre d'octobre 1973. L'O.L.P. y avait été reconnue expressément en tant qu'unique représentant légitime du peuple palestinien et il fut décidé qu'aucune partie arabe n'avait le droit de revenir sur cet engagement. Ce texte visait à l'époque la Jordanie et son ancien projet de « Royaume Arabe Uni ».

Les décisions secrètes prises au sommet de Rabat ont défini aussi les autres aspects de cet engagement : « la libération totale des territoires arabes occupés lors de l'agression de juin 1967 et la sauvegarde de la souveraineté arabe sur toutes les parties occupées ainsi que la libération de Jérusalem et son refus total de toute situation qui pourrait porter atteinte à la souveraineté arabe sur cette ville sacrée ».

Le sommet avait défini aussi l'action commune arabe en tant que « refus de toute tentative visant la réalisation d'un compromis politique partiel, en raison du caractère arabe unitaire de la cause », et « établissement d'un plan susceptible d'isoler Israël politiquement et économiquement sur la scène internationale ». Le roi Hassan II devait donc rappeler lors de l'ouverture du Congrès de Fès que personne n'avait le droit de prétendre solutionner unilatéralement la question arabe ou représenter le peuple palestinien qui n'est pas un peuple mineur.

L'Egypte s'est absentée pour éviter de faire face à de telles accusations, surtout quand elles viennent d'un pays comme le Maroc. Mais ces accusations ne pouvaient être prononcées que par le Maroc justement car c'est sur son territoire qu'ont été prises ces décisions que l'Egypte avait totalement remis en question. De même ces propos devaient être tenus au sein de ce congrès spécialement en vertu de son ordre du jour même : Jérusalem et la Palestine. Le Maroc était choisi parce que c'est un pays où l'arabisme est le synonyme de l'Islam. Enfin les décisions du « Congrès islamique » s'inscrivaient dans le cadre national de la révolution iranienne qui a attiré de nouveau l'attention mondiale sur l'Islam en tant qu'une force débordant le pétrole et l'importance stratégique de la région. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'Egypte n'avait pas reconnu le nouveau régime iranien jusqu'à ce que le peuple d'Iran se soit prononcé et que la nouvelle République ait décidé de couper ses relations avec le gouvernement égyptien. L'égypte se rendait donc compte de l'impossibilité de sa participation au Congrès d'autant plus que le Maroc avait lui aussi coupé ses relations diplomatiques avec le Caire, deux semaines auparavant.

L'impasse au cœur de l'Egypte

Toutes ces conditions étant réunies, le roi du Maroc ne pouvait que prononcer un discours stigmatisant la politique égyptienne.

Par ailleurs, le président Sadate dans son discours du 1^{er} mai 1979, s'en est violemment pris à tous les dirigeants arabes, car le monde arabe avait dans sa totalité condamné sa politique. Sadate semblait surpris par cette opposition extérieure qui regroupait outre le monde arabo-islamique, le bloc des pays non-alignés (et quoique plus timidement) quelques pays européens.

Mais qu'en est-il de la situation en Egypte même après l'accord Sadate-Begin-Carter ?

Ni la gauche égyptienne, ni les groupes religieux extrêmistes ne se sont montrés capables de renverser Sadate. La seule alternative qui se présente réside dans la constitution d'un front national démocratique où la classe moyenne égyptienne serait représentée proportionnellement à sa puissance économique au sein de la société. Malmenée par la domination des couches parasitaires de l'économie nationale (commerçants d'import-export, monopole étranger...) la volonté politique de cette classe et d'autres couches apparentées, s'est exprimée par la réapparition du parti « Wafd » sur la scène politique et la fondation d'un nouveau parti moins important sous le nom du « front national ». A l'origine de ce front, figurait le nom de Mahmud Al-Qadi, ex-député et professeur à la faculté d'architecture.

Mais le président Sadate, acculé au point de non retour, tant dans ses rapports avec Israël et les Etats-Unis que dans son isolement au sein du monde arabe, ne pouvait laisser se développer une démocratie qu'il avait pourtant promis au peuple égyptien. Exploitant la « misère sociale » du peuple égyptien, Sadate usa des mots d'ordre de « paix » et « d'ouverture économique » comme moyens de répression. Le pouvoir réel de décision se trouvait nationalisé et toute opposition réelle, interdite. Politique forcément ratifiée par « référendum», cette invention dictoriale des dirigeants du Tiers-Monde qui réduit la pensée et l'expérience humaine à un mot : « oui » ou « non », escamotant les situations réelles et « forçant » les résultats si besoin s'en fait sentir.

Ainsi par exemple, la candidature à la présidence de la République ne permet pas de choisir entre deux candidats mais seulement d'accepter ou de refuser le candidat unique.

Le président Sadate qui connaît très bien les points faibles de la société égyptienne a dû recourir au référendum, à deux moments décisifs de l'année 1979 : la première fois, à propos du traité de paix séparé avec Israël, conclu le 26 mai de la même année et la deuxième fois, pour liquider les forces politiques de

l'opposition en remaniant la constitution, la loi sur les partis politiques, afin d'anéantir l'existence même de l'opposition.

L'alphabétisme (qui atteint quatre-vingt pour cent d'une population estimée à quarante cinq millions d'âmes) démultipliant l'efficacité des mass-médias et de la presse officielle, ainsi que la présence policière généralisée, ne furent pas étrangers bien entendu aux résultats : deux « oui » écrasants.

Si dans un pays démocratique nous pouvons distinguer entre la majorité et la minorité politique en observant les positions des différentes organisations et partis qui les composent, l'Egypte de Sadate n'en fait manifestement pas partie ; ce qu'illustre cette présentation des formes politiques égyptiennes opposées au dit « traité de paix » :

— Les Frères musulmans dans leur organe mensuel *Ad-Daawa,* stigmatisent sous la plume de leur éditorialiste Omar El-Telemsani et au nom de l'Islam, le traité israélo-égyptien. Ainsi leur numéro de juin 1979 affirme sous le titre « La voix pour sauver Jérusalem » : « Les musulmans ne lâcheront jamais Jérusalem même si tout le monde soutenait les Juifs dans leur position », et « s'il est vrai que la Palestine est la cause des Arabes, elle est avant tout la cause des musulmans arabes et non-arabes ».

— Les Wafdistes ont dévoilé à plusieurs reprises leur opposition au traité séparé ainsi qu'au régime antidémocratique ; malgré la dissolution de leur parti et bien qu'ils soient partisans de l'économie libérale et adversaires du régime nassérien.

— Les Indépendants : un ensemble d'anciens et nouveaux politiciens et députés. Le gouvernement leur a interdit la conférence de presse qui devait être tenue dans l'enceinte du Parlement pour débattre du traité séparé. Ils ont publié un communiqué contre le traité parce qu'il porte atteinte à la souveraineté égyptienne sur le Sinaï, au droit des Palestiniens à constituer un Etat indépendant et aux droits des pays arabes, partenaires des quatre guerres précédentes.

— Les Nassériens toutes tendances réunies : celle qui est représentée par le « parti du rassemblement national progressiste et unioniste » ainsi que celle qui s'exprime par la revue du *« 23 juillet »* publiée à Londres (organe d'une nouvelle organisation née dans l'exil « l'Avant-Garde des Socialistes ») et enfin la multitude des non-organisés dans des partis qui s'expriment par la publication de livres et d'articles dans les revues et les journaux.

— Les dirigeants historiques de la révolution de juillet 1952 : Zakariyyah Mohyi Ad Din, Hussein Al-Chafeï, Kamal Ad-Din Hussein et Abd El-Latif Al-Bagdadi ; deux d'entre eux appartiennent à la tendance religieuse et les deux autres sont proches de la tendance libérale. Mais ils sont tous opposés au Traité et l'ont vigoureusement dénoncé dans un communiqué distribué à toutes les

agences de presse, comme une atteinte à la souveraineté nationale et aux droits palestiniens, aboutissant à l'isolement de l'Egypte au sein du monde arabe.

— Les marxistes, ceux du parti communiste égyptien notamment, mais aussi ceux qui font parti du Rassemblement National dirigé par Khaled Mohyi Ad Din ainsi que tous les non-organisés dont l'influence n'est pas négligeable par le biais de leurs multiples publications tant à l'intérieur qu'à l'étranger.

Toutes les forces politiques ont refusé le traité de Sadate avec Israël et les Etats-Unis ; or malgré les contradictions qui existent entre elles, elles n'en constituent pas moins l'expression politique la plus fidèle de la société égyptienne dans les différents domaines économique, social et culturel.

Ça ne veut pas dire que le président Sadate ne représente que lui-même ; bien au contraire il représente les intérêts des conches sociales qui ont profité dans le passé et continuent à accumuler les profits dans le présent. Ce sont les mêmes qui font les lois dans le pays pour perpétuer leur position dans l'avenir. Mais ces couches ne représentent qu'une sphère sociale restreinte, leur force réside principalement dans l'accaparement progressif des instances du Pouvoir avec l'aide préalable du régime ; ce qui en dit long sur la signification socio-historique de celui-ci.

Ces couches sociales utilisent une double démagogie : d'une part, elles exploitent les lacunes du régime passé de Nasser, d'autre part elles promettent au peuple la prospérité et la démocratie mensongères que « l'industrie des rêves » rend présentes en permanence. Cette démagogie avait commencé le 14 mai 1971 (date de l'arrivée de Sadate au pouvoir) sous l'aspect d'une récupération pour se transformer rapidement en répression.

Ainsi donc, bien que le président Sadate et son groupe dirigeant ne représentent objectivement qu'une petite minorité et malgré une opposition qui représente la majorité écrasante dans la société, la classe dirigeante a pu dominer les masses par la démagogie et la manipulation, les appareils répressifs d'Etat obtenant leur « consentement » au « traité de paix » et son promoteur.

Ce décalage entre l'opposition et la base populaire s'explique par deux facteurs : le pouvoir en tant que répression historique latente ou déclarée d'une part, la séduction de la promesse d'un lendemain prospère d'autre part. Tous les moyens d'information ont été mobilisés pour organiser cette campagne sans pareille en matière de lavage de cerveau.

Sans doute les graves erreurs commises par certains des pays arabes et d'autres dont la responsabilité incombe à l'opposition égyptienne ont pu servir Sadate face à son opinion publique. Mais nous ne pouvons pas dire qu'elles étaient déterminan-

tes en ce qui concerne le rapport entre l'opposition et les masses.

C'est bien le caractère répressif du pouvoir et sa démagogie qui sont les facteurs principaux qui ont produit ce décalage entre les masses égyptiennes et les vrais représentants de leurs intérêts.

Le vide en matière politique n'existe pas. Aussi Sadate l'a-t-il comblé : au sommet du pouvoir, il préside un parti semblable à « l'Union Socialiste » du temps de Nasser, composé de députés, ministres, gouverneurs, chefs de la police, etc., en d'autres termes de toute l'administration. En quelques jours et par magie, des milliers de personnes ont ainsi adhéré à un parti sans programme ni idéologie, ni histoire politique.

Une étrange campagne électorale s'en est suivie durant le mois de mai 1979 : s'adressant à la population égyptienne, le président l'invitait à faire échouer tous les candidats de l'opposition. Cette opposition dont il allait interdir l'activité purement et simplement dès la fin du mois.

Pour une caricature de démocratie, c'en était bien une. Le père de la famille égyptienne, comme il aime se faire appeler, « garant de la Constitution », menace, opprime et interdit, fort de son pouvoir, toute opposition légale dans le pur style des régimes fantoches dont pullule le Tiers-Monde.

A la veille des élections, les forces de l'ordre avaient arrêtés des députés appartenant au Parlement dissous, accusés d'avoir entretenu des intelligences avec un Etat étranger (la Bulgarie). Ce délit mérite la peine capitale ou la prison à perpétuité, car il s'insère dans le chapitre de la « haute trahison » ; deux semaines plus tard, ils étaient relâchés faute de preuves.

Le véritable but de l'opération était bien entendu de les empêcher de participer aux élections tout en leur faisant une mauvaise réputation auprès des électeurs. Leur inculpation figurant à la une de toute la presse égyptienne alors que leur libération une fois la campagne électorale terminée, était passée sous silence.

Mais ce n'était là qu'une des voies suivies pour maîtriser le processus électoral et ses résultats. Ainsi par exemple, un magistrat du nom de Moumtaz Nassar, candidat dans le gouvernorat d'Assyout au Sud, n'a remporté les élections que grâce à des hommes ornés de mitraillettes qui surveillaient les urnes. Les candidats sans armes ne pouvaient exercer aucun contrôle du déroulement des élections. Les urnes étaient d'ailleurs déjà pleines de bulletins de vote avant le commencement même des élections. Aucun candidat oppositionnel ne pouvait par conséquent l'emporter. Ceux qui sont passés malgré tout ont été déclarés battus quoique leurs noms aient déjà figuré dans la presse parmi les élus : MM. Khaled Mohyi Ad-Din et Kamal Ad-Din Hussein entre autres. Mais le président Sadate avait déjà « nommé » et organisé

une « opposition officielle » formé de deux partis, les « Libéraux Socialistes » dont le président n'a pas été élu et « l'Action Socialiste » dont le président est miraculeusement passé. Les deux partis soutiennent bien entendu le Président et continuent son « traité de paix ».

Avoir remporté les élections dans ces conditions ne constitue pas une véritable victoire pour le parti du Président. Le parti National Démocratique — qui n'est pas devenu un véritable parti pour autant. Car le jour où Sadate quitterait le pouvoir, il n'y aurait plus de parti, tout comme la disparition de Nasser a entraîné celle de « l'Union Socialiste ».

Mais le problème principal reste celui du « fossé » qui sépare les masses égyptiennes de leurs vrais représentants de l'extrême droite à l'extrême gauche. Tant que cette opposition déchirée verticalement et horizontalement ne se transformera pas en large front national et démocratique, tant qu'elle ne s'enracinera pas efficacement dans les bases populaires, l'Egypte isolée dans le monde arabe et le monde islamique et au sein des mouvements de libération nationale restera menacée de se transformer en régime dictatorial semblable aux régimes dictatoriaux d'Amérique Latine et de certains pays africains.

Or si l'alternative démocratique est dans l'impasse, elle n'y est pas seule : l'impasse est celle du peuple égyptien qui éventera, lentement peut-être, le mirage de la « paix » et de « la souveraineté nationale » sur le Sinaï, mais ce peuple aura subi auparavant les conséquences du reniement par Sadate de l'appartenance naturelle de l'Egypte à la nation arabe et son isolement au sein du monde islamique. Il sera toujours temps bien sûr de rectifier la voie empruntée actuellement par l'Egypte, mais les dix années perdues ne l'auront pas été en pure perte et sans avoir atteint au plus profond toute la réalité égyptienne.

La poussée démographique poursuivra sa progression affolante (un nouveau-né toutes les quinze secondes), la hausse de prix connaîtra de moins en moins de mesure dans une économie caractérisée par le chômage, l'inflation, le déficit continuel de la balance des paiements, l'accumulation des dettes, l'absence d'un plan de développement, la dégradation de la production agricole et industrielle, le recours démesuré aux produits de consommation importés ; et ce, sans que la société internationale où sévissent la crise de l'énergie, le chômage et la crise alimentaire, ne puisse être d'un réel secours. Situation dont la victime désignée est le peuple égyptien menacé d'un état de famine qui ne sera jamais résolu par l'immigration et les dettes étrangères.

Mais l'impasse est aussi celle du régime égyptien, incapable de tenir ses promesses et déjà confronté à des situations nouvelles dans le pays. Au mois de mai 1979, les services de sécu-

rité ont découvert deux caches d'armes légères et moyennes où ils ont saisi plus de trente deux mille pièces. Ce même mois, le président Sadate n'a pu rendre visite à la *Mohafazat d'Al-Mina,* en raison de la dégradation de la situation de sécurité devenue incontrôlable. Quelques semaines auparavant, au sud de la vallée du Nil, à Assyout, une confrontation armée a opposé chrétiens et musulmans, malgré les bons offices et les efforts déployés par le cheikh d'*Al-Azhar* et le patriarche de l'église copte.

L'impasse du régime réside encore dans sa dépendance totale à l'égard de l'étranger qui ne laissera en aucune manière couler ses intérêts dans les eaux du Nil. Or quand la machine du pouvoir ne fonctionne plus d'une façon autonome, une force étrangère quelque soient ses intérêts ne peut intervenir dans son fonctionnement que de manière partielle et mesurée. Dans un pays comme l'Egypte (sans pétrole, sans marché rentable, sans poids et sans influence dans le monde arabe depuis qu'elle y est isolée), la force étrangère ne pourrait se charger que de fournir à court terme des pièces de rechange à la machine du pouvoir qu'elle lâchera, le cas échéant, après en avoir puisé tout ce qu'elle pouvait.

L'impasse est encore, nous l'avons déjà signalé, celle des forces nationales et démocratiques, à cause de leurs contradictions idéologiques, sociales et économiques qui empêchent leur unification organisationnelle, à cause aussi de la répression violente qu'elles subissent et que freine leur activité au sein des masses, à cause enfin des changements qui se sont produits en Egypte, dans le monde arabe et dans la conjoncture proche-orientale. Cette opposition trouve sa faiblesse dans sa composition même ! Certaines de ses composantes limitent leur adversité à la personne de Sadate, tout en adoptant son régime. D'autres composantes se fondent sur une conception tribale de la « revanche » plus adaptée à une lutte entre deux clans archaïques ; d'autres encore, d'optique sans programme social gardent le regard religieusement fixé sur Jérusalem et regardent la question palestinienne d'un œil raciste. Quant aux forces qui possèdent une vision plus globale de la question nationale et sociale, bien qu'elles représentent objectivement les intérêts de la majorité populaire, elles manquent d'assises sociales, les appareils d'Etat et la démagogie du pouvoir ayant réussi à déformer l'image de leur pensée auprès d'une majorité de citoyens.

L'impasse est enfin celle des forces armées restructurées et réarmées en vue de jouer un rôle nouveau, celui de gendarme régional précédemment dévolu à l'Iran du Shah. D'où le gonflement de son budget alors même que le régime avait propagé l'idée que le budget militaire est l'une des raisons de la crise économique dans le pays. L'officier égyptien s'intéresse plus à ce qui se passe en dehors des frontières, qu'à celles-ci, ce qui est dans la

logique de la prospérité du « marchand à valise » (1) devenu directeur d'un bureau d'importation et d'exportation. Ceci n'empêche pas le mécontentement de se propager au sein avec la Libye, la réalité de la « souveraineté » au Sinaï et qui ne peut être totalement étrangère à l'augmentation du coût de la vie.

De nombreux officiers ont d'ailleurs été démobilisés ou arrêtés, certains ont même été exécutés pour tentative de constitution d'une « organisation » au sein des forces armées. Néanmoins l'armée égyptienne actuelle qui n'est pas celle de l'époque de Nasser, sans être pour cela l'armée royale, est encore en période de formation et de reconstruction ; aussi est-il difficile de prévoir ce que pourrait être son rôle au cours des prochains événements.

En raison de tout cela l'Egypte se trouvera pour une longue période à la croisée de plusieurs chemins dont l'aventure militaire ou « l'anarchie sanglante » confessionnaliste ou sociale, ne sont pas complètement exclues. N'est pas exclue non plus la destruction économique parallèle à un conflit entre plusieurs forces. Même « le chargement pour le mieux » est une entreprise risquée tant il sera difficile de se débarrasser des inconvénients créés et fixés par la pratique politique actuelle. Mais les événements avec toutes leurs conséquences négatives sont inéluctables et inéluctable est l'arrivée du peuple et des forces étrangères au bout ultime de l'impasse.

Quand les promesses font place au désespoir et les rêves aux cauchemars, qu'aucune solution ne se dessine à l'horizon, l'Egypte devient un pays où naissent les surprises. Ce ne sera certainement pas la révolution du 23 juillet 1952, ni les événements des 18 et 19 janvier 1977. Il se pourrait même que ce soit un nouveau « Sadate » qui arrive et rencontre la même impasse jusqu'au moment où la vraie solution verra le jour, fut-ce dans l'accouchement le plus douloureux.

L'impasse dans le monde Arabe

Depuis la mort de Nasser, les Arabes doivent faire face à ce qu'on pourrait appeler l'impasse égyptienne. La plupart d'entre eux ne se sont, cependant, pas rendu compte de cette impasse égyptienne avant le 26 mars 1979. La plupart des régimes avaient même considéré l'avènement de Sadate comme élément positif, d'autres régimes n'ont fait que se plier au fait accompli ou ont été récupérés.

Pourtant tous les indices politique et économique montrent que la contre-révolution était en marche depuis février 1971, date de la réouverture du canal de Suez, ce qui a abouti à la signature du traité d'évacuation du Sinaï en 1979.

(1) Il voyage avec les produits de son pays d'origine pour les vendre dans un autre pays et acheter à leur place de nouveaux produits qu'il voudrait dans son pays d'origine.

La politique dite d'« ouverture économique » était menée de pair avec le renoncement à l'alliance internationale de l'Egypte. Ces deux politiques, intérieure et extérieure, étaient accueillies avec ferveur par la majorité des régimes arabes. L'opposition égyptienne s'en est trouvée d'autant plus affaiblie que ce soutien à Sadate épongeait par l'aide financière qu'il prodiguait les pertes d'une économie en lambeaux et appuyait une politique ou ouvrait la voie consciemment ou inconsciemment à la conclusion de la paix séparée avec Israël.

La grande « surprise » que constitue pour les Arabes la visite de Sadate à Jérusalem est bien surprenante. Ne signifie-t-elle pas qu'ils auraient participé à une politique dont ils ne connaîtraient pas l'aboutissement ?

En effet, l'anticommunisme primaire développé conjointement à l'alliance avec les Etats-Unis et une crainte exagérée du danger soviétique avaient encouragé certains pays arabes à participer à l'élaboration de la politique actuelle de l'Egypte, dont l'aboutissement logique était la visite de Jérusalem occupée. Pourquoi donc la surprise ? Et pourquoi cette surprise se répète-t-elle encore avec la signature des accords de Camp David en novembre 1978 ? Cela ne signifie-t-il pas qu'ils étaient encore, malgré tout, soucieux de sauvegarder le régime égyptien ? Et la signature du Traité qui vint comme une troisième « surprise », mettra-t-elle fin à leur position ? Cette chaîne continuelle de surprises que nous ne voulons pas considérer comme une « comédie » politique, signifie que les Arabes manquent de vision stratégique concernant leurs problèmes vitaux... Au contraire du président égyptien qui a montré en ce domaine une parfaite conscience de la stratégie qu'il élabore et exécute. Ainsi menant une politique « au jour le jour », les régimes arabes isolaient empiriquement les initiatives du président égyptien les unes des autres, éludant les liens qui les relient nécessairement. La même attitude caractérise leurs rapports avec les Etats-Unis : ainsi affichent-ils croire en une position américaine « désintéressée et impartiale » dans le conflit israélo-arabe. Malgré l'insistance des Etats-Unis, depuis trente ans, sur le fait que la sécurité d'Israël fait partie intégrante de la sécurité américaine, ils accueillirent avec joie la déclaration de Carter lors des élections présidentielles américaines, envisageant la nécessité de trouver « un foyer national » pour les Palestiniens. Mais ils oublièrent rapidement qu'une fois élu, le nouveau Président a vite fait d'insister sur la sécurité pour Israël d'avoir « deux sortes de frontières : l'une géographique et l'autre liée à la sécurité d'Israël » ; c'était la première fois qu'un président américain acceptait qu'Israël ne soit pas cantonnée dans des frontières géographiques précises. N'a-t-il pas signé avec l'Union Soviétique (en octobre 1978) un communiqué qui définissait la Conférence de Genève, comme le cadre

adéquat pour débattre et trouver une solution à la crise proche-orientale, et n'a-t-il pas, un mois plus tard renoncé à cette déclaration commune, à la suite de la visite du président Sadate pour « Israël », annulant de ce fait le rôle de l'O.N.U. de l'Union Soviétique, des Arabes et des Palestiniens dans le « processus de la Paix » ?

Mais l'absence d'une stratégie chez les régimes arabes ne signifie pas qu'ils ne font pas partie des stratégies des autres, menées dans l'intérêt de ces derniers, soit le plus souvent en contradiction avec les intérêts nationaux des Arabes.

C'est pour cela que les réactions des pays arabes à l'égard de la politique égyptienne et qui prennent la forme de « surprises » ne dénotent pas une inconscience totale mais exprime plutôt une conscience pragmatique qui cherche à allier le patriotisme et la dépendance à l'égard de l'étranger, la relation privilégiée avec les Etats-Unis et celle avec la révolution palestinienne, c'est-à-dire en dernière instance « Israël » et la Palestine.

C'est en ce sens que la majorité des régimes arabes a participé à la politique du président égyptien et se trouve en réalité complice de son aboutissement-surprise. La seule différence existant entre eux et Sadate est que ce dernier était conséquent avec lui-même quand il les a mis d'un seul coup devant l'impasse actuelle... devant l'alternative de choisir entre la conscience pragmatique et la véritable stratégie de remplacement.

Au sommet arabe de Baghdad tenu à la suite de la signature des accords de Camp David, les radicaux minoritaires ont pu l'emporter contre « la paix américaine ». Quelques heures après la clôture du Congrès, le *Washington Post* affichait pourtant que le sommet a échoué et que les Sadatistes ont réussi à bloquer toute décision contre la « paix ». Le journal américain devait cependant se rétracter dès le lendemain de ne pas s'être « attendu à la défaite des modérés ».

En réalité les choses se sont déroulées autrement. Les « modérés » ont réussi après que Sadate ait refusé de recevoir leur délégation à amener le Congrès au « niveau minimal » possible. Les décisions prises ont d'ailleurs été suspendues jusqu'au jour de la signature du Traité, un Congrès des ministre des Affaires étrangères et des Finances se réunissait alors pour recommander de les mettre en vigueur. Ce « niveau minimal » n'exprimait pas la position « dure » de Damas, Alger, Baghdad, Tripoli ou Aden, mais bien celle des pays les plus riches et les plus liés aux Etats-Unis comme ils étaient autrefois (et peut-être à nouveau bientôt) à l'Egypte. Les décision prises ne se situent pas en effet très loin de la substance même de la conscience pragmatique de ces régimes qui cherchent à tout prix un compromis entre les situations contradictoires se refusant à toute coupure définitive avec le Traité séparé, tant que des rapports étroits continuent

d'exister entre la plupart des Arabes et les Etats-Unis ; car en prenant une position absolument tranchée contre le traité de paix, les régimes arabes modérés risquent de faire tomber le régime égyptien, et par voie de conséquence menaceraient leur propre régime qui lui rssemble en beaucoup de points.

Il faut d'ailleurs préciser que pour les régimes dits « modérés », le « niveau minimal » auquel s'est arrêté la conférence découle d'une certaine « nécessité » politique interne. Si le soutien qu'ils prodiguaient au président Sadate avant qu'il ne signe le traité constituait pour des régimes atterrés par la perspective d'un changement radical dans la région un acte d'auto-renfoncement, la position à l'égard du traité même est différente.

Le« rue » en Arabie Saoudite ou dans d'autres pays arabes peut tolérer des relations étroites avec les Etats-Unis et accepter l'aide économique et politique prodiguée au régime égyptien durant les années précédentes. Mais cette « rue » profondément « arabo-musulmane » risque de devenir beaucoup moins tolérante lorsqu'elle entend le musulman perse, l'Ayatollah Khomeyni, condamner le Traité séparé et rompre ses relations avec le régime de Sadate et lancer l'appel de la Guerre Sainte *(Al-Jihad)* pour la libération de la Palestine et de Jérusalem.

Il est vrai qu'un dirigeant absolu ne s'intéresse guère à l'opinion de son peuple, mais il est vrai aussi que des séditions partielles ont eu lieu en Arabie Saoudite après le Sommet de Baghdad. Il est vrai enfin qu'un dirigeant ne pourrait jamais impunément dépasser une certaine limite, malgré son absolutisme, quand le peuple trouve que la souveraineté nationale ou les croyances sacrées sont atteintes. Or il est certain que le nombre de dirigeants arabes, sentant leur trône vasciller au Sommet de Baghdad étaient obligés d'accepter un « niveau minimal » comme position moyenne entre la politique de Sadate et l'attitude de leur peuple. Il faut dire que la campagne orchestrée par les médias sionistes et américains contre l'Arabie Saoudite, le royaume Hachémite et les Etats du Golf constituait une première en son genre : tantôt c'était la découverte d'un complot en Arabie Saoudite ou dans d'autres pays arabes, tantôt c'était tel roi ou tel prince qui était très malade ou même mourant, jusqu'aux menaces d'interventions militaires aux fins d'occuper les puits pétroliers.

Quant au président Sadate, il a réussi pour la première fois à épuiser toute sa réserve d'insultes, d'injures et de « contre-informations » que les Saoudiens entendaient pour la première fois d'un chef d'Etat (en l'occurance de celui qu'ils avaient le plus aidé).

Les Saoudiens ont réagi à cette campagne par une série de mesures inhabituelles : ils ont publié pour la première fois les listes portant sur l'aide financière avancée au président égyptien : les dix-sept milliards de dollars. Dans leur presse, les journalistes saoudiens ont pu écrire des articles d'une rare violence et dont

le ton s'apparentait parfois (ironie de l'histoire) à la phraséologie révolutionnaire. Mais cette campagne connut rapidement une évolution qui l'a dénaturée en Arabie Saoudite comme dans d'autres pays arabes ; le peuple égyptien devenait une cible aux attaques au même titre que le président Sadate et son régime. On a pu même lire dans quelques capitales arabes et occidentales des articles anti-égyptiens de nature à pousser le peuple d'Egypte à se presser autour de son Président... à croire qu'il s'agissait d'un plan élaboré pour le combat politique avec le régime égyptien en le transformant en combat entre les Arabes égyptiens et les autres Arabes. Le fait est que le « blocus » de l'Egypte pose des problèmes radicalement différents que ceux posés par le blocus de l'Etat hébreu. Tout d'abord le peuple égyptien est arabe, en outre deux millions de ses ressortissants travaillent dans des pays arabes, comme professeurs d'université ou de lycée, médecins, infirmiers, employés de restaurants et ouvriers du bâtiment : il ne s'agit donc ni de chômeurs ni de réfugiés.

Ne pouvant imaginer que la majeure partie des Egyptiens est opposée au régime de Sadate, on imagine que la majorité de ces deux millions d'Egyptiens doit être favorable à son Président (ou du moins neutre).

Leur situation est d'autant plus critique que leurs familles résidant en Egypte vivent de ce qu'ils leur payent et qu'on ne peut pas prévoir les décisions qui seront prises par le président Sadate à l'égard des « travailleurs de l'étranger ».

Malgré ces circonstances, un bon nombre d'Egyptiens ont été mal traités dans les pays arabes, considérés comme des agents de Sadate et obligés de payer de leur dignité « le prix » du Traité. Certains pays arabes ont même pensé « exporter » ces travailleurs à leur pays d'origine ; cela en parfait concordance avec le chauvinisme anti-arabe qui se développait en Egypte.

LA SOLUTION

L'impasse arabe s'est concrétisée à la suite de la signature du Traité séparé dans une série de confrontations sanglantes. Le conflit entre les deux yémens qui leur a coûté entre autre la mort de leurs chefs d'Etat, un combat aérien entre la Syrie et « Israël », la tension permanente à la frontière irako-iranienne, la tension entre l'Algérie et le Maroc dans le Sahara, la tuerie d' « Alep »... en Syrie perpétrée par des intégristes musulmans et l'agression israélienne devenue systématique au Sud-Liban.

Tout s'est déroulé comme si cette suite d'événements venait compléter le traité égypto-israélo-américain, forçant les Arabes à s'occuper de leurs problèmes internes afin de laisser libre cours aux négociations égypto-israéliennes. De ce fait, le faible espoir, né du Sommet de Baghdad, quant à la posibilité pour les Arabes

de mettre en échec l'entreprise sadatienne, a laissé place au désespoir.

Or, le défi que l'Egypte a lancé aux Arabes réside dans l'incapacité de ceux-ci à disposer d'une solution alternative. Défi faussé à la base car Sadate n'avait pas proposé aux Arabes une « solution » à laquelle ceux-ci se seraient opposés. Il a tout simplement adopté la position israélienne refusée par les Arabes depuis trente ans. En tant que tel le défi n'est donc pas nouveau c'est celui lancé par les Sionistes et leurs souteneurs occidentaux depuis 1948.

Le seul élément nouveau réside dans l'alignement de l'Egypte sur les positions israélo-américaines, alignement qui fait perdre aux Arabes une part importante de leurs poids stratégique sans changer la nature de leur conflit avec Israël et conséquemment leur refus, malgré les défaites, de la solution impérialiste. Cependant le nouveau changement de l'équilibre des forces doit entraîner une révision radicale de l'analyse objective de la situation afin que la solution apportée soit à la hauteur de l'événement.

Défi faussé donc, mais défi réel dans la mesure où les Arabes n'ont effectivement pas pu élaborer une réplique alternative à celle de Sadate, une réplique capable de concrétiser positivement le refus des Arabes : reconquérir leurs droits, à commencer par ceux du peuple palestinien.

L'alternative stratégique dans une lutte de libération nationale ne se limite pas à un choix entre la guerre et la négociation, car ce choix reste soumis à des rapports de forces qui décident de l'instauration de la vraie paix. L'exemple vietnamien demeure un modèle de l'utilisation simultanée de ces deux voies, mais il ne faut pas oublier que la solution fut avant tout la libération et l'unification nationale enre le Nord et le Sud.

De même n'y aura-t-il pas d'autre choix pour les Arabes face à l'invasion sioniste, que la libération et l'unité nationales. Mais une stratégie effective ne pourrait découler de ce choix que le jour où les Arabes pourront se réunir autour d'un « niveau minimum commun » qui n'a rien à voir avec celui dégagé par le Sommet de Baghdad, à savoir l'incertitude que le « projet israélien » n'est rien de moins que l'établissement d'une véritable puissance globale ne se limitant pas au terrioire géographique acquis ou à acquérir, mais le débordant largement au niveau économique et politique. En ce sens, la présence israélienne sioniste viserait un « espace vital » militaro-stratégique qui chercherait bien au-delà du Nil et de l'Euphrate à atteindre les profondeurs afro-asiatiques et les océans Atlantique et Indien. Les Arabes n'auront alors d'autres choix que la soumission à une tutelle économico-politico-militaire (l'Egypte a déjà ouvert cette voie).

Ce projet sioniste quoique concrétisé en un Etat indépendant continuera bien sûr à faire partie intégrante du projet impérialiste occidental mené sous l'égide des Etats-Unis.

On ne peut pas affirmer qu'il y a une concordance totale entre les intérêts du sionisme et ceux de l'impérialisme occidental (il se trouve même que des contradictions apparaissent au sein des sociétés américaine, allemande ou française, entre les centres du pouvoir et les lobbys juifs). Mais ont peut affirmer par contre qu'au Proche-Orient, cette correspondance d'intérêt est inéluctable, en raison de la richesse pétrolière, de la position stratégique et des passages maritimes.

Autre certitude nécessaire à l'élaboration d'une stratégie arabe commune : les Arabes sont les premiers visés par le projet américano-sioniste... Tous les Arabes ! hommes et terres ! Elément essentiel de l'espace vital sioniste. Aucune illusion de « relation privilégiée » avec les Etats-Unis, aucune peur du danger commun communiste, aucune amitié « enracinée avec l'Occident » n'y changera rien, pas plus qu'elles n'ont abouti à sauver le Shah d'Iran ou tel autre potentat d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique lâchés par les Américains... Car le projet occidental est dans son fondement le plus profond opposé à l'existence d'une authentique identité arabe et non seulement aux régimes arabes radicaux.

Il faut comprendre en outre que le Traité n'avait pas seulement pour objectif de détacher l'Egypte de la nation arabe, car cette nation est déjà éclatée en de nombreuses entités, il ne s'agit donc pas d'un simple isolement de l'Egypte mais d'une concrétisation active de l'éclatement arabe à la perpétuation duquel l'Egypte a été stratégiquement acquise, à commencer par l'amputation de la Palestine qui stipule le Traité.

Il faut comprendre qu'entre une Egypte arabe et une Egypte israélienne, il n'y a pas de solution intermédiaire. Jusqu'à présent, l'indépendance de l'Egypte et son progrès social n'ont été convenables que dans le cadre de son appartenance à la nation arabe. De même, dans sa nouvelle phase « israélienne », le pays du Nil ne peut se confiner dans une isolante neutralité ; il se trouve au contraire acculé à exercer le rôle de petit partenaire d'Israël et des U.S.A. dans leur projet d'instaurer la puissance israélo-occidentale afro-asiatique.

En effet, l'égyptianisation de l'Egypte par sa désarabisation ne constitue qu'une illusion chauvine destinée à voiler sa soumission au projet sioniste. Aussi l'opposition au traité signé avec Israël ne peut que signifier la chute du régime qui va entraîner l'Egypte dans le sillage israélien. Tout comme la libération de la Palestine signifie la destruction de l'entité sioniste, la libération de l'Egypte signifie sa récupération de la domination sioniste : ce sont les deux faces d'une même réalité ; renverser le régime, libérer le pays. Or un blocus économique et politique arabe à

l'égard de l'Egypte ne suffit pas à gagner une telle bataille d'autant plus qu'il n'est pas élargi au véritable maître de la politique sadatienne, l'impérialisme occidental. Seule l'unité arabe qui, en paralysant le projet sioniste de perpétuer l'éclatement du monde arabe, en neutralisant la signification profonde du détachement de l'Egypte de son arabité, pourra constituer une réponse efficace qui ampute le projet israélien de toute son envergure.

Dans le cadre général d'une telle analyse de la stratégie arabe unifiée contre Sadate et le projet sioniste, quatre conditions politiques sont nécessaires :

1. — L'alliance étroite avec le camp international dont les intérêts vont objectivement à l'encontre du Traité quels que soient les différends idéologiques, économiques ou illusoires qui opposent certains régimes arabes au camp socialiste.

2. — La consolidation de lien entre la Résistance palestinienne et l'opposition égyptienne et considérer cet axe de lutte comme la base d'action arabe à long terme. Axe qui sera par ailleurs le pôle d'attraction des masses arabes déçues de leur régime.

3. — Un changement structurel fondamental de la politique énergétique arabe de l'Occident industrialisé, une reconsidération de la politique de développement et des rapports avec les forces productives, une restructuration culturelle, une révision des rapports sociaux ; autant de facteurs nécessaires à fournir une assise solide à la lutte nationale. La structure actuelle bâtie sur la dépendance à l'égard des monopoles occidentaux ne peut qu'imposer un dédoublement des politiques concernant la question nationale et conséquemment entraîner une pratique empirique dont les entorses à la stratégie mèneront aux catastrophes (le sort réservé au Sud-Liban tout au long des années 1977 et surtout 1978 et 1979, constitue un exemple type d'une telle politique).

4. — Aucun changement des structures sociales archaïques n'est possible qu'avec la participation active des masses arabes aux centres des décisions. L'absence de la démocratie comme l'ont montrées les expériences contemporaines arabes les plus progressistes, revient à l'absence de maillon nécessaire entre la libération nationale et le développement. Auquel cas tout acquis, si historique soit-il, peut disparaître, comme l'ont prouvées ces mêmes expériences. Aucun être, si génial qu'il fut, ne peut exercer de tutelle bénéfique. A l'heure qu'il est, plus que jamais, une loi pour tous, une constitution, des partis et une presse libres, conditions de l'initiative de toute une population sont plus importants que tout parce qu'ils conditionnent tout le reste et décideront de l'issue de la lutte. Le véritable choix est celui du pouvoir démocratique ou de la domination étrangère.

L'impasse internationale et ses perspectives

Le déroulement des événements futurs au Proche-Orient soulignera les dimensions de l'impasse internationale que constitue le Traité séparé entre l'Egypte et Israël, à commencer par l'arme du pétrole pour finir par les armes tout court.

● Le danger de nouvelles provocations militaires égyptiennes à l'égard de la Libye persiste. Or il ne s'agit pas de simple conflit frontalier mais d'une situation aux conséquences multiples car plus de deux cent cinquante mille Egyptiens travaillent en Libye. Les soviétiques assurent une présence tant sur la frontière égypto-libyenne que dans les ports libyens — la Libye est capable d'une riposte militaire — la Libye jouit dans la conjoncture actuelle du soutien arabe en raison de l'hostilité officielle arabe à l'égard de l'Egypte. La tournée arabe du colonel Kadhafi (fin juin début juillet) a pu aplanir les appréhensions de certains régimes arabes à l'égard du régime libyen ; enfin la détérioration des relations entre les Etats-Unis et la Libye à la suite du refus américain de vendre des avions civils à Tripoli et de la menace libyenne de couper son pétrole à Washington risque de donner aux agressions égyptiennes une autre signification. Aussi le régime sadatien est-il appelé à une plus grande prudence sans que le risque d'une aventure ne puisse être écarté.

● Un coup israélien contre l'armée syrienne au Liban ou en Syrie même, est très probable. Devant l'isolement des signataires du Traité, Israël n'a pas d'autres choix. Or le maillon le plus faible c'est le Liban et ce n'est pas par hasard si le Premier ministre isarélien a invité le Liban pour signer un nouveau traité avec lui. Le rôle dévolu à l'agent d'Israël Saad Haddad à qui l'Etat hébreux a remis une bande frontalière du territoire libanais, s'inscrit dans le cadre des plans israéliens qui imposent aux Libanais un choix difficile : soit l'unité et l'intégrité du Liban sous l'égide des Etats-Unis et la tutelle israélienne, soit le démantellement du Liban ; dans les deux cas, le prix exigé est la liquidation de la Résistance palestinienne et l'accentuation de la pression sur la Syrie.

● Dans une situation déjà si compliquée, une phrase du ministre du Pétrole saoudien a souligné la fragilité du monde occidental : une révolution désespérée pourrait couler deux pétroliers dans le détroit d'Hermez coupant du coup le pétrole au monde occidental. La crise actuelle de l'énergie qui sévit en Occident pourrait être l'objet d'un « jeu d'enfants » pour se transformer en drame.

Le président irakien Saddam Hussein avait, quant à lui, menacé sur un autre ton de faire brûler tous les puits pétroliers de

la région si une quelconque puissance étrangère tentait de les occuper.

● La position française plus ou moins partagée par les neuf pays de la communauté européenne concernant la « crise de l'énergie », s'est révélée plus à même de saisir l'importance du « baril de poudre » moyen-oriental que celle dégagée au sommet nippo-américain de Tokyo.

Mais au-delà de ces différences, l'impasse occidentale à propos du traité israélo-égyptien demeure totale. Elle ne se limite pas à devoir faire face à l'éventualité d'un usage de l'arme pétrolière ou financière par les Arabes. Son fondement demeure la nécessité de réviser radicalement l'analyse occidentale du Moyen-Orient non seulement en tant que présent mais aussi en tant qu'avenir : car si la création d'Israël répond à l'ambition du monde occidental d'avoir un pont en pleine zone arabe tout en constituant la solution morale d'une crise de conscience à l'égard des Juifs, il faut comprendre que l'instauration de la « puissance israélienne » au Moyen-Orient va briser tous les ponts et avec le temps remplacer la crise de conscience à l'égard des Juifs par une nouvelle crise de conscience à l'égard des Palestiniens.

C'est que le Traité dit de « paix » ne met pas fin aux guerres du Moyen-Orient et n'inaugure pas une période de paix authentique et globale. Si le peuple égyptien doit se poser la question de savoir pourquoi tous les Arabes, modérés et radicaux, refusent le traité égypto-isaélien, cette même question doit se poser avec autant d'acuité au monde occidental. Non pas parce que l'Occident est menacé mais parce qu'un déséquilibre profond dans la paix du monde et son développement, risque de se créer dans une des régions les plus sensibles du globe.

L'instauration d'une « puissance israélienne » peut constituer un espoir occidental... mais à court terme seulement... un espoir sans avenir, car l'analyse de l'évolution en profondeur de l'Egypte et des autres pays arabes ne doit pas pousser l'Occident à parier sur des forces étrangères à la région... Forces qui resteront soumises aux développements encore invisibles quel que soit le poids du fait accompli.

● La situation du régime égyptien ressemble à cet arbre entièrement pourri de l'intérieur que la première bourrasque risque de déraciner. Car la « ligne de vie » de l'opposition égyptienne, si faible paraît-elle à présent, ne fait que se développer suivant le cheminement contraire de la « ligne de vie » du régime. Le jour de la chute de celui-ci c'est toute la région et non l'Egypte seulement qui connaîtra le changement.

● Mais si la situation au Proche-Orient s'oriente de plus en plus rapidement vers la crise aiguë, les vents contraires du monde occidental ne poussent pas à l'optimisme malgré les posi-

tions de la France et de la C.E.E., positions fondamentalement tactiques qui ne s'inscrivent pas dans une vision stratégique de l'avenir de l'Occident et du monde. La victoire des conservateurs dans plusieurs pays européens, parallèlement à la reprise des activités des forces fascinantes et au reflux des forces libérales et radicales constituent autant de points noirs dans les relations occidentalo-arabes. L'alliance objectiveentre ce reflux européen et les secteurs les plus agressifs des U.S.A. et d'Israël risque d'encourager des aventures militaires entreprises sous le slogan de la protection de l'Occident et de son développement industriel.

● Les conséquences immédiates de cette situation mèneraient l'humanité au bord de l'abîme, il est impensable que les accords de *SALT II* résistent à ce bouleversement et la région Proche-Occidentale tout au moins risque de se transformer en véritable volcan.

Il ne s'agit plus de compter sur les principes de justice, d'égalité, de liberté ou sur les Droits de l'Homme car l'enjeu est celui des désespérés du traité de la fausse paix. Tout dépendra du « traité » qu'ils signeront entre eux sur une voie qui ne sera pas forcément la guerre, mais qui sera en tout cas la seule voie qui peut aboutir à une paix effective.

INDEX

Abazah Fikri : p. 369.
Abazah Tharwat : pp. 156, 174.
Abbas 1er : pp. 410, 495.
Abd Al-Akher : pp. 95, 110, 120, 176.
Abd Allah Ismaïl : p. 74.
Abd Al-Azzim Loutfi : pp. 473, 474.
Abd Al-Baqi Sami : p. 162.
Abd Al-Fattah Fathi : p. 170.
Abd Al-Halim Kamal : p. 128.
Abd Al-Kader Farouk : p. 156.
Abd Al-Kader Hatem : p. 174.
Abd Al-Kader Muhammad Zaki : p. 369.
Abd Al-Khalek Goudah : p. 382.
Abd Al-Khalek Tharwat : p. 169.
Abd Al-Kuddus Ihsan : pp. 143, 144.
Abd El-Latif Mahmud : p. 65.
Abd El-Malik Anouar : pp. 28, 226.
Abd Al-Rahman Ibrahim Hilmi : p. 249.
Abd Ar-Raouf Mahmoud : p. 338.
Abd El-Razeq Hussein : p. 439.
Abd El-Raziq Ali : pp. 336, 337, 359.
Abdine (palais) : pp. 51, 411.
Abdou Muhammad : pp. 29, 359, 446, 492, 502.
Abu Al-Aziz Makdur : p. 117.
Abou Charif Bassam : p. 169.
Abou Al-Futuh Ahmad Kamal : p. 117.
Abu Al-Ghazala Abd El-Halim : p. 194.
Abu Ismaïl Ahmad : p. 233.
Abu Ismaïl Salah : p. 480.
Abu Kabir (événement) : pp. 82, 293.
Abu Al-Magd Ahmad Kamal : pp. 96, 110, 151, 176.
Abu Seïf Youssouf : pp. 80, 170, 302.
Abu Wafiyah Mahmud : pp. 75, 259.
Al-Abnuti Abd Al-Rahman : p. 157.
Achour Radwa : p. 162.
Achmaoui Mohamed Zaki : p. 457.
Ad Daawa : p. 480.
Adham Kamal : p. 114.
Adwan Kamal : p. 169.
Adwan Youssouf : p. 169.
Al-Afghani Gamal Ad-Din : pp. 359, 446.
Al-Ahali : pp. 37, 345, 350, 456.
Ahmed Kamel : p. 481.
Ahmed Muhammad Saïd : pp. 439, 447.
Al-Ahram : pp. 30, 61, 63, 64, 74, 84, 85, 122, 142, 161, 166, 167, 169, 175, 177, 259, 342, 355, 367, 369, 384, 404, 438, 439, 440, 441, 443, 445, 456, 473.
Aïn Chams (université) : pp. 85, 262.
Al-Akhbar : pp. 96, 143, 151, 175, 208, 354, 365, 371, 384, 439, 444, 455.
Akhbar Al-Yawm : pp. 140, 279, 290, 439.
Al-Akkad Abbas Mahmoud : pp. 43, 96, 457.
Al-Alam Al-Islami : p. 294.
Al-Alam Al-Qibti (magazine) : p. 352.

Al-Alamin (bataille) : p. 51.
Al-Alem Mahmoud Amin : p. 369, 402, 403, 439.
Ali Kamal Hassan : p. 477.
Amer Abdel Hakim : pp. 55, 65.
Amer Ibrahim : p. 446.
Amer Izzat : pp. 116, 170.
Amin Ali : pp. 441, 443, 446.
Amin Moustapha : pp. 290, 350, 373, 397, 398, 441.
Anis Abd El Azim : p. 302.
Anis Muhammad : p. 170.
Al-Anwar : p. 174.
Arafat Yasser : p. 465.
Aref Abd El-Rahman : p. 464.
Al-Assad Hafez : p. 192.
Assiassa Adoulia (magazine) : p. 438.
Aslan Ibrahim : p. 156.
Association des Jeunes Musulmans : p. 95.
Al-Asyuti Odette : pp. 246, 247.
Al-Attar Hachem : p. 115.
Attiyah Gamil : p. 156.
Aulas Marie-Christine : p. 472.
Awad Louis : pp. 28, 159, 166, 167, 169, 170, 171, 175, 176, 409, 439, 440.
Al-Watani : p. 342.
Awraq Dimuqratiyah : p. 313.
Al-Yassar Al-Arabi : p. 446.
Al-Azhar : pp. 89, 93, 96, 138, 139, 146, 328, 336, 341, 348, 349, 353, 355, 356, 361, 364, 375, 439, 445.

Badawi Hafez : p. 176.
Badow John : p. 227.
Al-Bagdadi Abd El-Latif : pp. 54, 55, 117, 123, 480.
Baha Ad-Din Ahmad : pp. 167, 176, 369, 443.
Al-Bakistani Muhammad Iqbal : p. 359.
Al-Balagh : p. 171.
Balance Edgar O. : pp. 181, 193.
Bani Salim : p. 408.
Al-Banna Hassan : pp. 332, 338, 342, 343, 344, 358.
Babran Chams : p. 55.
Bani Salim : p. 408.
Al-Baqari : pp. 289, 423.
Barlev (ligne) : p. 182.
Al-Barudi : p. 492.
El-Bechri Tareq : p. 225.
Ben Gourion (aéroport) : p. 54.
Ben Gourion : p. 465.
Berque Jacques : p. 448.
Bettelheim Charles : p. 448.

Camp-David (accords) : pp. 15, 438, 446, 449, 458, 467, 472, 473, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481.
Caprier Maurice : p. 448.
Carter : pp. 363, 465, 466.
Châtelet François : p. 448.
Al-Chafeï Chouhdi Attiyah : p. 264.
Al-Chafeï Hussein : pp. 54, 55, 65, 95, 117, 294, 480.
Chaker Mahmoud : p. 439.
Chaker Taha : p. 239.
Chalabayah Misid : p. 63.
Ach-Charabasi Ahmed Abduh : p. 117.
Charaf Sami : pp. 75, 476.
Ach-Charqawi Abd Al-Rahman : pp. 96, 143, 144, 151, 159, 266, 335, 369, 440, 444, 445.
Ach-Charqawi Adham : p. 284.
Al-Chark Al-Aousat : p. 481.
Charon (général) : p. 256.
Al-Chawi Tawfiq : p. 294.
Al-Chazli Saad Ad-Din : pp. 187, 254, 255, 256, 475.
Al-Chazli Muhammad : p. 367.
Chérif Pacha : p. 413.
Chekir T.-Th. : p. 58.
Chenoudah III (pape) : pp. 91, 93, 94, 350, 362, 363, 521.
Al-Chinnawi Abd El-Khaleq : p. 117.
Al-Chourbagi Abd El-Moneim : p. 294.
Chouri Moustapha : p. 345.
Chubra Al-Khaïma : pp. 82, 84, 85, 126, 136, 291, 383.
C.I.A. : pp. 68, 118, 119, 210, 466.
Conseil Mondial des Eglises : pp. 90, 91.
Conseil National de Sécurité : pp.

Daily Mirror : p. 456.
Ad-Dasuqi Abd El-Aziz : p. 159.
Ad-Dasuqi Salah : p. 117.
Daoud Sami : p. 369.
Dayan Moshé : pp. 183, 462.
Desjardin Th. : pp. 387, 397.
Déversoir : pp. 185, 189, 194, 255, 256.
Dimitri Abid : p. 165.
Diyab Mahmud : p. 156.
Dumont René : p. 448.
Dunlop : pp. 124, 125.
Dunqul Amal : pp. 156, 170.
Dupuy T.N. : pp. 181, 193.

Fahmi Abd Al-Rahman : p. 186.
Fahmi Ismaïl : p. 53.

Fahmi Hussein : pp. 369, 448.
Fahmi Mohammad Ali : p. 475.
Fahmi Sayyed : p. 393.
Farag Alfred : pp. 159, 176.
Farid Samir : p. 162.
Farouk (roi) : pp. 42, 51, 52, 110, 197, 325, 355, 390, 413, 414, 467, 493.
Fathi Ibrahim : p. 157.
Fawzi Hussein : p. 167.
Fawzi Mahmoud : p. 74.
Fayçal (roi) : pp. 114, 120, 121, 213.
Al-Fida (journal) : p. 338.
Financial Times : p. 375.
Forcing Affairs (magazine) : p. 391.
Ford Gerald : pp. 378, 379, 465.
Frangié Suleiman : p. 465.
Frères Musulmans : pp. 38, 42, 51, 53, 54, 65, 86, 94, 95, 96, 110, 195, 214, 258, 279, 280, 281, 282, 294, 325, 327, 328, 331, 332, 334, 335, 336, 338, 341, 342, 343, 344, 345, 349, 357, 358, 359, 360, 396, 417, 444, 445, 480.
F.P.L.P. : p. 169.
Fouad Ahmed : p. 450.
Foucault Michel : p. 448.
Fuad II Ahmad (roi) : pp. 51, 414, 451, 457.

Eden Anthony : p. 222.
Eisenhower D. : pp. 189, 466, 494.

Al-Hadaf : p. 169.
Al-Gabarti : pp. 97, 365, 407, 408.
Al-Gahi Ali : p. 480.
Galib Murad : p. 257.
Al-Gamassi Muhammad Abd El-Ghani : pp. 191, 201, 475, 476, 477.
Al-Gammal Ali Hamdi : pp. 162, 369.
The Gardian : p. 391.
Gawdat Saleh : pp. 67, 159.
Gayyid Nazir : p. 81.
Gazirat Chadwan (bataille) : p. 181.
Ghali Boutros : pp. 369, 438, 439.
Gharib Salah : p. 81.
Al-Ghitani Gamal : pp. 156, 157.
Ghorbal Achraf : p. 363.
El-Gretti Ali : p. 471.
Al-Gumhurriyyah : pp. 91, 144, 175, 259, 261, 384, 439.
Gumua Basyuni : p. 63.
Gumuah Charawi : pp. 74, 156, 157.

Haïssa Salah : p. 442.
Hafez Abd-El-Halim : p. 373.
Hafez Sabri : pp. 156, 157.
Al-Hakim Tawfik : pp. 30, 96, 167, 171, 173, 174, 175, 177, 178, 301, 335, 373, 390, 439.
Halassa Ghaleb : p. 157.
Hamd Allah Farouk : p. 114.
Hammam Al-Arab : p. 408.
Hamrouch Ahmad : pp. 223, 226, 227.
Hassouna Muhammad Issam Ad-Din : p. 117.
Al-Hanini Abou El Izz : p. 457.
Al-Hawadith : pp. 193, 255, 408.
Haykal Awni : p. 162.
Haykal Muhammad Hassanein : pp. 71, 73, 75, 96, 118, 119, 122, 123, 142, 143, 182, 184, 186, 187, 191, 192, 193, 194, 223, 254, 259, 340, 369, 431, 439, 441, 442, 443, 448.
Hegab Sayyid : pp. 156, 157.
Hegazi Ahmad Abd El-Muti : p. 162.
Hegazi Muhammad : p. 162.
Helal Ibrahim : pp. 325, 327, 328.
Hélouan : pp. 81, 82, 83, 85, 88, 288, 291, 372, 383.
Hihanna : p. 54.
Hint Keneith : p. 191.
Hussein Adel : p. 471.
Hussein (roi) : pp. 115, 463.
Hussein Abd el-Moneim : p. 480.
Hussein Ahmad : pp. 113, 342, 343.
Hussein Kamal Ad-Din : pp. 54, 55, 95, 123, 131, 294, 335, 454, 457, 480.
Hussein Mahmud : pp. 30, 31.
Hussein Salah : p. 284.
Hussein Taha : pp. 30, 335, 336, 337, 359, 452, 502.

Ibrahim Pacha : pp. 490, 491, 494.
Ibrahim Hassan : p. 54.
Ibrahim Saad Ad-Din : pp. 188, 189.
Ibn Khaldoun : p. 455.
Ibn Lias : p. 408.
Ibn Saoud Muhammad : p. 360.
Ibn Taghribardi : p. 408.
Ibn Tha'lab Hesn Ad-Din : p. 408.
Idriss Youssouf : pp. 169, 170, 171, 176, 355, 450.
Isa Salah : pp. 157, 170, 448.
Iskardar Amir : p. 170.
Ismaïl Ahmad : pp. 192, 199, 290.
Ismaïl Hafez : pp. 255, 257.
Ismaïl Muhammad Uthman : pp. 75, 95, 96, 110, 145, 176.
Izz El-Din Karam : p. 480.

Jahin Salah : pp. 261, 456.
Jalloud : p. 120.
James F. : p. 184.
Jérusalem (visite) : pp. 53, 205, 209, 331, 349, 395, 454, 465, 475.
Jeune Egypte (parti) : pp. 38, 39,

113, 283, 332, 342, 344, 417, 456.
Jeunesse de Mohammad : pp. 258, 345, 355.

Kabani Nizar : p. 440.
Al-Kadhafi Muammar (Qaddafi) : pp. 93, 120, 152, 185, 186, 213.
Kamal Ad-Din Hussein : p. 117.
Kamchich (événement) : p. 82.
Kamel Abd El-Aziz : pp. 96, 110.
Kamel Michel : pp. 165, 170, 176, 436, 437.
Kamel Moustapha : pp. 344, 395.
Kanafani Ghassan : pp. 168, 169, 170.
Karbouch Abd El Malem : p. 457.
Kazem Sapinaz : p. 171.
Al-Kateb (magazine) : pp. 244, 259, 442, 443, 444.
Kédive Ismaïl : pp. 41, 85, 197, 337, 411, 413, 472, 500.
Kédive Tewfic : pp. 410, 411, 197.
Khachabah Sami : p. 155.
Al-Khalif Muhammad : pp. 80, 159.
Khaled Mohammed Khaled : p. 502.
Khalil Mustapha : p. 117.
Khamis Chawki : pp. 155, 289, 423.
Al-Khamisi Abd Al-Rahman : p. 176.
Al-Khamisi Ahmad : p. 162.
Khartoum (sommet) : pp. 183, 210, 462, 463, 464.
Al-Khouli Loutfi : pp. 80, 111, 159, 170, 176, 303, 369, 431, 439, 443, 444.
Kilomètre 101 (négociations) : pp. 185, 194, 201, 249, 476.

Al-Labbad Muhyi Ad-Din : p. 170.
Lacouture Jean : pp. 227, 448.
Al-Layffi Nassef : pp. 73, 74, 426.
Le Likoud : p. 468.
Loutfi Nadia : p. 450.
Lumumba : p. 210.

Al-Maadawi Sami : p. 162.
Al-Mahalaoui Nawal : p. 431.
Mahfuz Nagib : pp. 88, 167, 171, 174, 177, 178, 373, 439.
Mahfuz Rachouan Fahmi : p. 115.
Mahjub Abd El-Khaleq : p. 115.
Mahmud Abd El-Halim : pp. 353, 364.
Mahmud Hafiz : p. 369.
Mahmud Hamed : p. 95.
Mahmud Muhammad Hamid : pp. 75, 176, 223, 495.
Mahmoud Moustapha : pp. 39, 329, 440.
Mahmud Zaki Nagib : pp. 30, 31.
Mahouan Achraf : pp. 475, 476.
Makkadi Youssef : pp. 95, 176.
Makram Omar : p. 375.
Maksud Klovis : p.369.
Mandur Muhammad : p. 176.
Al-Manchiya : p. 65.
Mansour Ibrahim : pp. 156, 162, 170, 171.
Mareï Saïd : pp. 74, 97, 110, 139, 259, 260, 351, 352, 457, 460, 475, 460, 475, 476, 481.
Marsa Matruh : pp. 75, 119, 120.
Al-Marsafawi Gamal Sadeq : p. 349.
Al-Masri Aziz : pp. 51, 342, 343.
Al-Mawdudi Abu Al-A'la : p. 359.
Matar Muhammad Afifi : p. 156.
Mihanna Rachad : pp. 54, 195.
Al-Mihi Raadat : p. 162.
Misr (journal) : p. 338.
Misr (société) : p. 60.
Misr Al-Muasarah : p. 60.
Le monde : pp. 391, 447.
Le Monde Diplomatique : p. 472.
Mouhandis Fuad : p. 388.
Moustapha Choukri Ahmad : pp. 335, 357, 358, 359, 361.
Mubarak Ali : p. 499.
Mubarak Husni : pp. 210, 461, 475.
Muhammad Ali : pp. 27, 29, 41, 54, 197, 409, 410, 411, 477, 489, 490, 491, 494, 495, 498, 499, 501.
Murad Hilmi : pp. 480, 481.
Mursi Fuad : pp. 74, 80, 241, 249, 250, 267, 270, 303, 382.
Musa Salamah : p. 128.
Muhyi Ad-Din Khaled : pp. 37, 48, 49, 54, 302, 398, 426, 439, 480.
Muhyi Ad-Din Zakariyyah : pp. 54, 55, 67, 68, 226, 480.
Munis Hussein : p. 34.

Al-Nadim Mohammed : p. 492.
Nagib Izz Ad-Din : p. 162.
Nagib Muhammad : pp. 50, 338, 420.
An-Nahhas Mustapha : pp. 42, 219, 220, 222, 237, 281, 282, 283, 455, 495.
An-Nacache Farida : pp. 162, 448.
Nasser : pp. 15, 39, 40, 41, 43, 48, 49, 50, 52, 53, 54, 55, 56, 58, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 74, 77, 89, 94, 95, 115, 129, 133, 176, 181, 182, 183, 197, 198, 220, 225, 226, 227, 228, 229, 233, 234, 237, 238, 258, 259, 267, 270, 272, 276, 277, 281, 282, 283, 285, 290, 294, 295, 296, 305, 325, 328, 329, 331, 332, 336, 338, 340, 341, 342, 374, 375, 379, 385, 387, 390, 393, 402, 406, 415, 417,

419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 429, 430, 431, 440, 445, 449, 452, 459, 462, 463, 464, 466, 474, 477, 478, 493, 495, 496, 499, 500, 501, 503.
Nasser Achour : p. 457.
Nasser Kamal : p. 169.
Nasser Moula : p. 476.
Nathing Antony : p. 227.
Nations Unies : pp. 70, 200, 201, 210, 211, 272, 465.
Negm Ahmed Fouad : p. 448.
Nemeiri : p. 115.
An-Nemeiri Khaled : p. 114.
New-York Times : p. 461.

Oddah Muhammad : pp. 144, 170, 175, 176.
O.L.P. : pp. 169, 235, 272.
Ouna Al-Gabal : p. 87.
Orab Ahmad : pp. 41, 42, 197, 198, 337, 375, 411, 491, 494, 500.
Orahi (révolution) : pp. 27, 29, 42, 88, 387, 410, 412, 414, 417, 418, 492, 493, 494, 498, 502.
Orabi (défaite) : p. 220.

Palestiniens : pp. 66, 229, 465, 470.
- peuple : pp. 164, 316, 372, 464, 467.
- réfugiés : p. 72.
- Résistance : pp. 169, 286, 289, 430, 431, 503.

Panaborayef : p. 115.
Podgorni : p. 75.
Parsky Gérald : p. 377.

Al-Qadi Mahmud : p. 381.
Al-Qaid Muhammad Youssouf : p. 155.
Qasem Abd El-Hakim : pp. 155, 162.
Al-Qassas Abd El-Moneim : p. 165.
Al-Qaysouri Abd El-Moreim : pp. 385, 390, 393, 394.

Rabat (sommet) : p. 465.
Rabin I.I. : p. 379.
Radwan Fathi : p. 34.
Rafat Wahid : pp. 208, 256.
Ramadan Abd El-Azim : p. 223.
Ramzi Moustapha : p. 170.
Randopoulos : pp. 118, 119, 120.
Raouf Abd El-Moneim : p. 54.
Ras Al-Uch (bataille) : pp. 181, 200.
Raslan Talaat : p. 480.
Révolution de 1919 : pp. 41, 124, 127, 220, 221, 222, 231, 337, 414.
Révolution de juillet 1952 : 41, 43, 54, 86, 94, 117, 131, 139, 196, 225, 228, 229, 234, 259, 263, 266, 272, 281, 282, 304, 329, 331, 335, 337, 338, 341, 405, 417, 468, 477, 478, 494, 498.
Riad Abd El-Moneim : pp. 183, 285.
Riad Hassan : p. 30.
Riad Muhammad : p. 53.
Rida Mamdouh : p. 369.
Rida Rachid : p. 359.
Rogers W. : pp. 73, 114, 119, 187.
Rogers (plan) : pp. 50, 69, 72, 164, 181, 182, 183, 244, 462, 466.
Rose Al-Youssef : pp. 151, 259, 261, 266, 277, 440, 444, 445.
Rushdi Ahmad : p. 385.

Saad Kamal : p. 480.
Saadef Mohamed Ahmad : p. 426.

71, 73, 119, 186, 188, 201.
- résolution 242 : pp. 72, 136, 164, 202, 235, 317, 342, 462, 466.
- résolution 338 : pp. 185, 201, 202, 235.

Saadé Antoun : p. 113.
Sabri Ali : pp. 53, 71, 75, 113, 114, 187, 239.
Sabri Musa : pp. 96, 143, 151, 369.
Sadeq Hatim : p. 369.
Sadeq Hassan : p. 102.
Sadeq Muhammad Ahmad : pp. 73, 119, 120, 187, 199.
Saïd Mohammad : p. 495.
As-Saïd Nouri : p. 494.
As-Saïd Rifaat : pp. 170,372.
Salama Ali : p. 480.
Salah Ad-Din Fouad : p. 455.
Saleh Ahmad Abbas : pp. 303, 442.
Salem Mamduh : pp. 39, 74, 354, 384, 385, 393, 426, 455, 475, 476.
Salman Talal : p. 174.
Sami Mahmud : p. 492.
Sariyyah Saleh : p. 361.
Sartre : p. 448.
Sayegh Anis : p. 169.
As-Sebaï Youssuf : pp. 159, 161, 177, 369, 442, 443.
Seïf Ad-Dawla Esmat : p. 421.
Sekoutouré : p. 210.
Septembre 1970 (Noir) : pp. 66, 466, 467.
Serag Ad-Din Moustapha : p. 398.
Shah (Muhammad Rida Pahlevi) : pp. 52, 466, 487.
Sid Ahmad Muhammad : pp. 144, 448.
Sidqi Ismaïl Pacha : pp. 126, 127, 129, 285, 393, 495.
Sidqi Yussuf : pp. 48, 49, 54, 426.

Simon William : p. 377.
Sinaï :
- accord : pp. 214, 219, 231, 232, 234, 235, 237, 238, 254, 267, 274, 275, 276, 277, 278, 285, 286, 287, 288, 289, 291, 292, 293, 294, 295, 297, 298, 300, 301, 305, 306, 307, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 316, 318, 320, 321, 349, 351, 371, 374, 375, 376, 378.
- deuxième accord : pp. 203, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 438, 470, 479.

Smith Elliot : p. 487.
Soekarno : p. 495.
Souleyman Hassan : p. 170.
Sourour Nagib : p. 170.
Suleiman Amin : p. 87.
As Sulud : p. 408.
Stevenson Ralph : p. 226.
Stirn Fritz : p. 391.
Suez (bataille) : p. 77.
Suez (canal) : pp. 73, 180, 181, 183, 198, 202, 204, 219, 220, 222, 224, 226, 228, 233, 234, 235, 251, 348, 402, 412, 436, 496.
Swinn : pp. 118, 119.

At-Tab'i Muhammad : pp. 338, 369.
At-Tadamun : p. 318.
Tadrus Amin Samir : pp. 148, 149, 171.
At-Taher Yehia Abd Allah : p. 156.
At-Tahtawi Rifaat : pp. 29, 336, 407, 409, 489, 502.
At-Takfir wa Al-Higrah : pp. 345, 354, 355, 357, 360, 362, 363, 365.
At-Tal Wasfi : p. 142.
At-Taliah : pp. 111, 144, 156, 179, 259, 297, 298, 299, 300, 301, 305, 306, 308, 314, 315, 367, 369, 370, 371, 373, 439, 443, 444.
At-Tawil Sayed : p. 360.
At-Tawwab Abd : pp. 370, 371, 372, 373.
El-Telemsani Omar : p. 480.
Thron Eugène : p. 119.
Toubia Magid : p. 170.
Tshombé : p. 210.
Touraine Alain : p. 448.
Traité 1936 : pp. 125, 128, 219, 220, 223, 225, 227, 228, 233, 234, 332, 414, 478, 492, 498, 499.
Traité 1954 : pp. 220, 227, 228, 229, 233, 234.

Udah Muhammad : p. 369.
Union Socialiste Arabe : pp. 37, 38, 48, 55, 71, 73, 74, 77, 79, 80, 81, 82, 83, 93, 96, 110, 113, 115, 116, 120, 123, 155, 159, 160, 173, 175, 240, 258, 259, 260, 262, 265, 271, 273, 275, 276, 294, 295, 312, 371, 405, 413, 421, 422, 423, 427, 432, 436, 442, 453.
Al-Umari : p. 408.
Al-Utayfi Gamal : pp. 90, 369, 384.
Uthman Ahmad Uthman : pp. 39, 74, 97, 110, 382, 450.
Uthman Amin : p. 51.

Vinogradof : pp. 120, 121.
Volney : p. 387.

Wafd : pp. 38, 39, 41, 42, 86, 89, 219, 221, 222, 224, 225, 228, 229, 233, 280, 281, 282, 331, 332, 347, 354, 356, 362, 397, 398, 413, 417, 455, 469, 492.
Wahbah Murad : pp. 33, 170, 302, 372.
Wahbah Youssouf : p. 373.
Waldheim Kurt : p. 201.
Al-Wardani Ibrahim : pp. 159, 162.
Washington Post : pp. 68, 466.

Yaring Gunnar : pp. 70, 71, 72, 463.
Yaring (document) : p. 164.
Yanin Sayyed : p. 372.
Yariv Aaron : p. 201.
Yémen (guerre) : p. 55.
Yom Kippour : p. 183.
Yo Edwin : pp. 337, 378, 379.
Youssab II (pape) : pp. 325, 326, 327, 338.
Youssif Ahmad : p. 480.

Az-Zafaran : p. 129.
Az-Zahabi Hussein : pp. 354, 357, 359, 360.
Az-Zahabi Muhammad : p. 328.
Zaghlul Saad : pp. 15, 41, 42, 124, 162, 221, 223, 241, 281, 282, 331, 375, 387, 414, 455, 492, 495.
Zakariyyah Fuad : p. 34.
Az-Zayyat Abd As-Salam Muhammad : pp. 74, 80, 95.
Az-Zayyat Latifa : pp. 31, 32, 33, 302, 374.
Zuheiri Kamil : p. 369.

Kirellus VI (pape) : p. 91.
Kissinger Henry : pp. 53, 69, 119, 121, 184, 186, 187, 188, 189, 190, 192, 193, 201, 254, 255, 259, 260, 265, 267, 291, 293, 311, 348, 378.

Krouchtchev : pp. 265, 404.
Kossyguine : p. 191.
Al-Kouteifi Djimal : p. 439.
Kulfat Khalil : p. 155.
Al-Kurani : p. 408.

Impression spéciale le Sycomore
Septembre 79 paris
n⁰ ISBN 2 86. 262 032 7